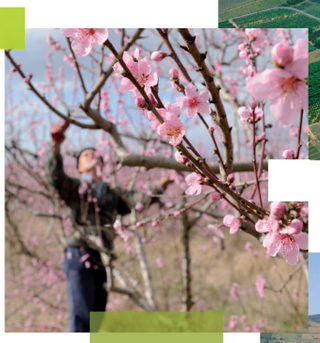
Livre 1

Schéma de cohérence territoriale des Rives du Rhône

Le rapport de présentation












Document approuvé le 30 mars 2012

SCoT Rives du Rhône

Le rapport de présentation

LE SCOT : ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET TERRITORIALE 2

LE SCOT : SITUATION GÉOGRAPHIQUE DU SCOT DES RIVES DU RHÔNE 3

Document 1 – Préambule 4

Document 2 – Diagnostic 34

Document 3 – Articulation du Scot avec les autres documents d'urbanisme, plans et programmes 130

Document 4 – Analyse de l'état initial de l'environnement 164

Document 5 – Évaluation environnementale - Incidences prévisibles du projet et mesures réductrices et compensatoires envisagées 318

Document 6 – Justification des choix retenus 376

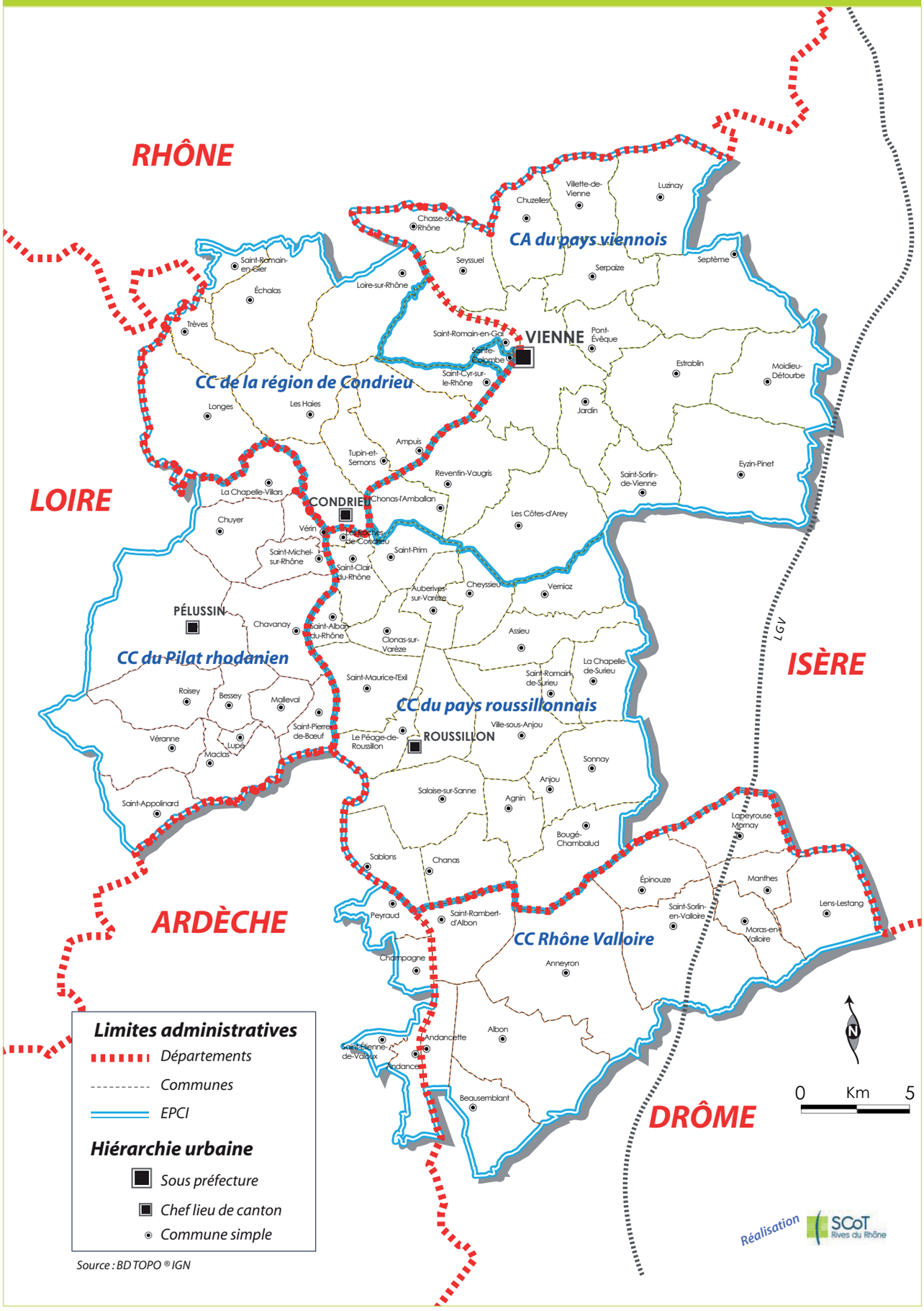
Document 7 – La mise en œuvre du Scot : phases de réalisation et outils de suivi envisagés 406

Document 8 – Résumé non technique 430

Document 9 – Prise en compte des observations relatives aux problématiques environnementales 454

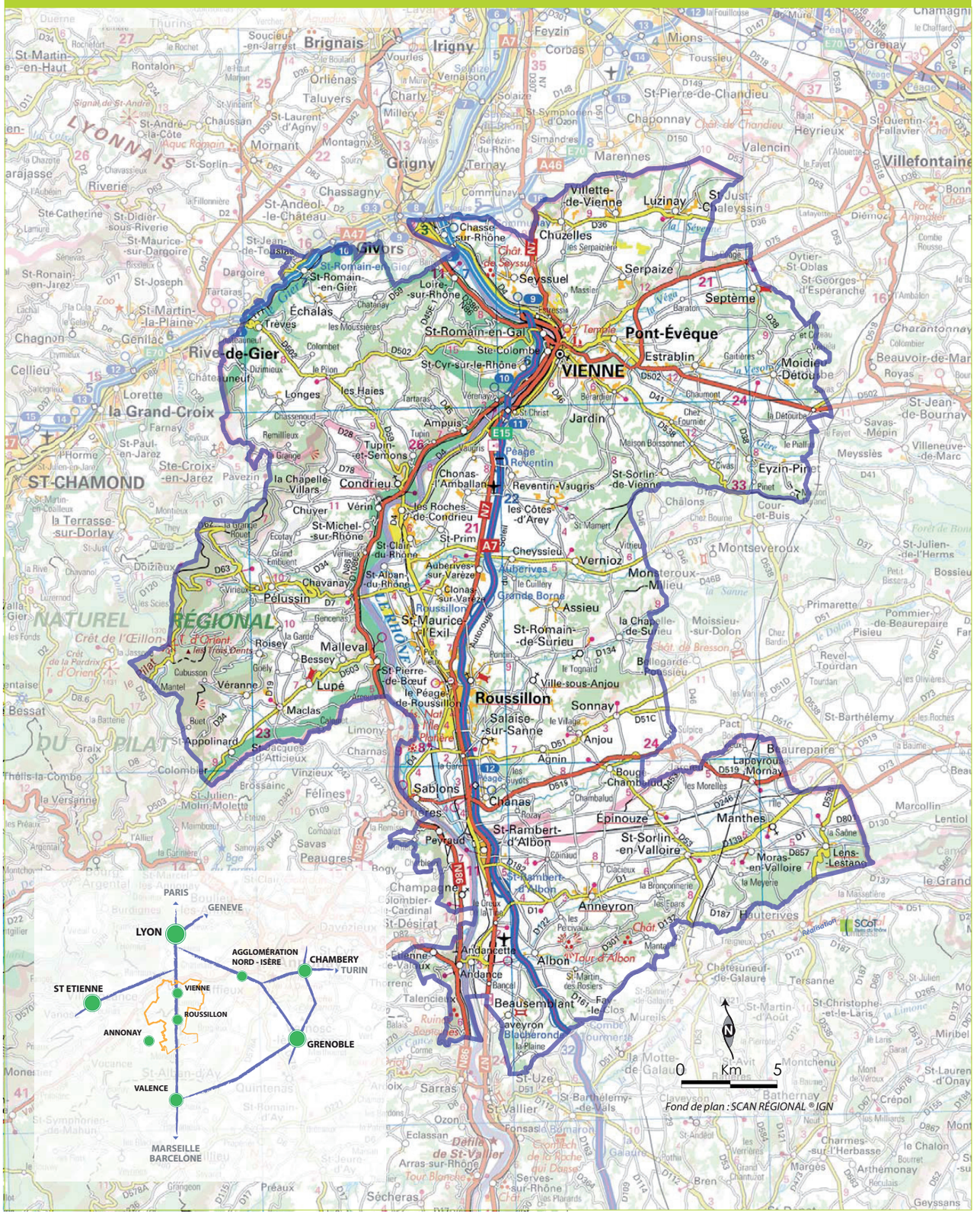
Document 10 – Annexes 510

ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET TERRITORIALE DU SCOT DES RIVES DU RHÔNE



Source : BD TOPO ® IGN

SITUATION GÉOGRAPHIQUE DU SCOT DES RIVES DU RHÔNE





Document 1

Préambule

PARTIE 1 08
Le contexte d'élaboration du projet

PARTIE 2 18
Un projet qui doit s'éclairer à la lumière des tendances passées



Document 1

Sommaire

PARTIE 1

LE CONTEXTE D'ÉLABORATION DU PROJET 08

1.1 UN SCOT À ÉLABORER SUR LES RIVES DU RHÔNE 09

1.1.1 Un nouveau contexte législatif 09
1.1.2 Un nouveau périmètre de réflexion 09
1.1.3 Un Scot, trois documents 09

1.2 LE SYNDICAT MIXTE DES RIVES DU RHÔNE : STRUCTURE PORTEUSE DU SCOT 09

1.2.1 Le syndicat mixte et ses instances 09
1.2.2 Le territoire du Scot 10
1.2.3 Un projet de territoire qui prend sa place au sein d'un paysage institutionnel complexe 10

1.3 UN PROCESSUS D'ÉLABORATION LONG ET PARTICIPATIF 12

1.3.1 Les ateliers de travail et les commissions thématiques 12
1.3.2 Les ateliers territoriaux pour débattre des sites clefs 12
1.3.3 La communication et la concertation en continu 13
1.3.4 Une présence du syndicat mixte auprès des communes 13

1.4 L'APPARTENANCE AU « SYSTÈME MÉTROPOLITAIN » : UN DES MOTEURS DU PROJET 14

1.4.1 L'aire métropolitaine lyonnaise : un « bien commun » 14
1.4.2 Une structuration multipolaire et une répartition équilibrée des pôles urbains et des équipements 15
1.4.3 La coopération entre les Scot de l'aire métropolitaine lyonnaise 15



PARTIE 2

UN PROJET QUI DOIT S'ÉCLAIRER À LA LUMIÈRE DES TENDANCES PASSÉES 18

2.1 1977–2010 : TIRER LE BILAN DE TRENTE ANNÉES DE SDAU 19

2.1.1 Les résultats contrastés du Sdau 19
2.1.2 Bilan et principaux enseignements pour le Scot 22

2.2 ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES 22

2.2.1. L'évolution foncière du territoire au cours des dernières années : des espaces agricoles « buvard » des dynamiques urbaines et forestières 25
2.2.2. Des rythmes d'urbanisation et des formes urbaines qui expliquent en partie cet état des lieux 28
2.2.3 Des prolongations de tendances que le Scot se doit d'infléchir 32



Document 1

PARTIE 1

Le contexte d'élaboration du projet

1.1 UN SCOT À ÉLABORER SUR LES RIVES DU RHÔNE

Largement inspirée du concept de développement durable, la loi SRU, solidarité et renouvellement urbains, a profondément modifié l'architecture des documents d'urbanisme. Le schéma de cohérence territoriale (Scot) est alors devenu un nouvel outil de la planification territoriale assurant la cohérence entre les différentes politiques publiques, dépassant les champs traditionnels de l'urbanisme (déplacements, habitat, etc.).

1.1.1 Un nouveau contexte législatif

Depuis 1984, le processus de **décentralisation** a entraîné **un renforcement de la coopération intercommunale et des compétences des collectivités locales.**

Le 13/12/2000, **la loi SRU**, en remplaçant les anciens schémas directeurs par les Scot, a non seulement développé la procédure et la portée de ces documents d'urbanisme, mais a aussi donné dans la définition du périmètre, **un large rôle aux intercommunalités qui doivent aujourd'hui coordonner leurs politiques publiques à l'échelle d'un territoire plus large.**

Dans ce cadre, les élus des Rives du Rhône ont décidé en 2001 de construire un nouveau projet d'urbanisme et d'aménagement pour leur territoire, décision rendue indispensable par l'obsolescence grandissante du schéma d'urbanisme en vigueur, le Sdau de 1977.

1.1.2 Un nouveau périmètre de réflexion

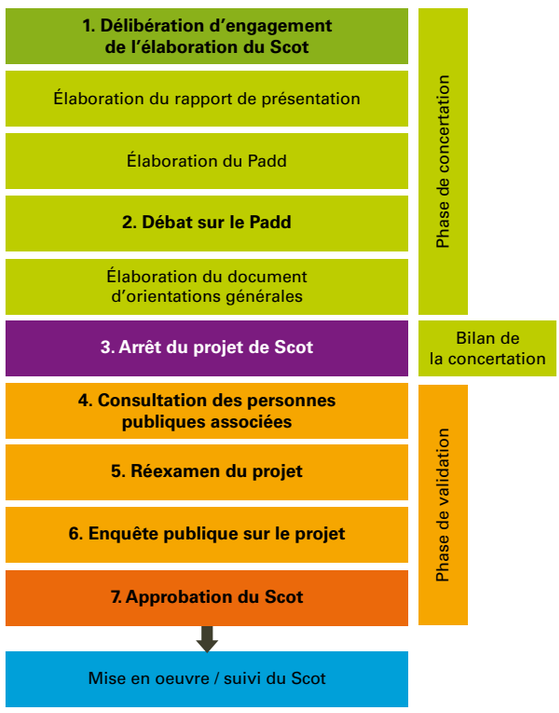
L'élaboration du Scot des Rives du Rhône s'inscrit donc dans un nouveau périmètre formant une nouvelle entité et un nouvel outil de cohérence des politiques publiques.

Celui-ci se différencie à la fois des divisions administratives traditionnelles (arrondissements, circonscriptions législatives, etc.) et des périmètres récents (comme ceux utilisés pour les politiques publiques sectorielles matérialisées par les programmes locaux de l'habitat ou encore les plans de déplacements urbains).

Le périmètre du Scot est un territoire de projets, choisi par les collectivités pour analyser, prévoir, établir et suivre leurs politiques d'urbanisme et d'aménagement.

Au-delà de ces domaines de compétence, le Scot des Rives du Rhône symbolise **l'émergence d'un nouveau territoire bénéficiant d'une localisation stratégique, à proximité de l'agglomération lyonnaise, à la rencontre de 5 départements.**

PROCÉDURE SCOT



1.1.3 Un Scot, trois documents

Le Scot se compose de trois documents : **le rapport de présentation**, le **projet d'aménagement et de développement durable** (Padd), le **document d'orientations générales** (Dog). Seul ce dernier est opposable aux actes d'aménagement des collectivités locales.

Le rapport de présentation expose le **diagnostic**, présente l'analyse de **l'état initial de l'environnement**, expose les **choix retenus** pour établir le Padd et le Dog, évalue les **incidences du projet sur l'environnement.**

Le **Padd** fixe quant à lui les objectifs des politiques d'urbanisme. C'est le document « pivot » du Scot.

Le **Dog** rassemble enfin les prescriptions permettant la mise en œuvre du Padd. Il précise les orientations générales d'aménagement et les mesures propres à assurer la cohérence des politiques publiques.

1.2 LE SYNDICAT MIXTE DES RIVES DU RHÔNE : STRUCTURE PORTEUSE DU SCOT

L'élaboration d'un Scot ne peut être comparable à une étude classique relevant d'un exercice purement technique. L'élaboration d'un Scot est avant tout un processus politique faisant appel à un jeu d'acteurs complexe associant des élus, des professionnels, des techniciens et des personnes de la société civile.

1.2.1 Le syndicat mixte et ses instances

Le syndicat mixte porteur du Scot a été créé à l'initiative des intercommunalités, par arrêté préfectoral du 28 décembre 2001. Il a pour compétence et vocation unique l'élaboration et le suivi du schéma de cohérence territoriale. Sa composition

et son périmètre actuels sont hérités du schéma directeur Givors Vienne Roussillon datant de 1977, mis en révision sous l'appellation Scot des Rives du Rhône.

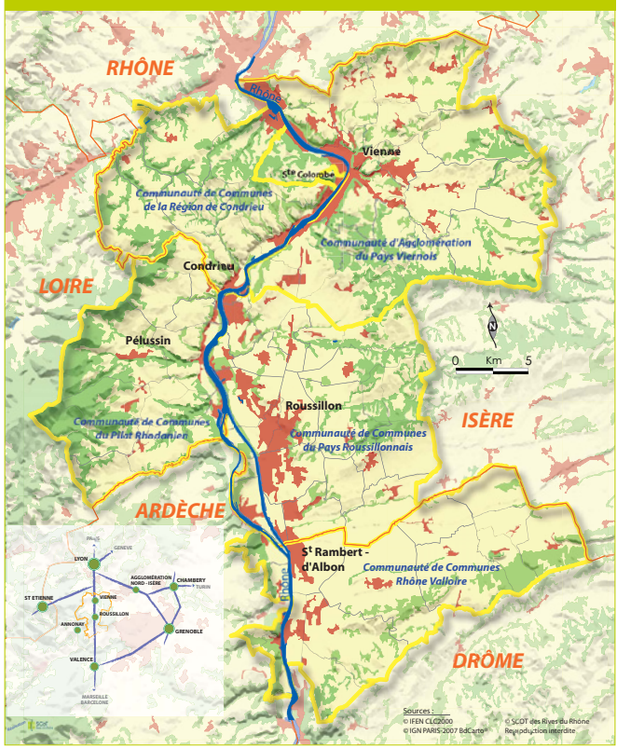
Le syndicat mixte est composé de deux instances politiques et d'une instance technique :

- **le comité syndical** : 74 délégués (37 titulaires siégeant au comité et 37 suppléants) désignés par les 5 intercommunalités et la commune adhérente
- **le bureau syndical** : un président et 7 vice-présidents représentatifs des 5 intercommunalités
- **le comité technique** : réunit les techniciens référents pour le Scot désignés par chaque intercommunalité, ainsi que les représentants de la DDT de l'Isère, du parc naturel régional (PNR) du Pilat, des contrats de développement pays Rhône-Alpes « Rhône Pluriel » et « Drôme des collines » et des syndicats mixtes de gestion de la ressource en eau : Smirclaid (syndicat mixte du Rhône court-circuité Loire Ardèche Isère Drôme), syndicat des quatre vallées, SAGE Bièvre Liers Valloire.

1.2.2 Le territoire du Scot

Situé de part et d'autre des Rives du Rhône, le territoire s'étend sur une superficie de 950 km². Il réunit 80 communes représentant, en 2006, 167 000 habitants au sein d'un territoire varié, depuis les reliefs du massif du Pilat aux plaines de la Valloire, lui conférant une diversité d'identités et une richesse patrimoniale.

LE TERRITOIRE DU SCOT DES RIVES DU RHÔNE



Les **80 communes** sont représentées au sein du syndicat mixte au travers de **5 intercommunalités** et de la commune de Sainte-Colombe :

- la communauté de communes du Pilat rhodanien
- la communauté de communes de Rhône Valloire
- la communauté d'agglomération du pays viennois
- la communauté de communes du pays roussillonnais
- la communauté de communes de la région de Condrieu

Le Scot se trouve également aux confins de 5 départements : l'Isère, le Rhône, la Loire, l'Ardèche, la Drôme, seul Scot de France d'une telle configuration administrative.

1.2.3 Un projet de territoire qui prend sa place au sein d'un paysage institutionnel complexe

Bien que le Scot ne puisse être une simple compilation des projets locaux, les réflexions menées à l'échelle des communes, communautés de communes, ou autres groupements ont été prises en compte dans le cadre du processus d'élaboration du document.

a) À l'échelle métropolitaine, respecter la directive territoriale d'aménagement de l'aire métropolitaine lyonnaise s'imposant au Scot

Les DTA, directives territoriales d'aménagement, sont des documents d'urbanisme élaborés sur les parties du territoire national présentant des enjeux particulièrement importants en matière de développement économique, d'aménagement, de protection et de mise en valeur des espaces naturels. Les orientations des DTA s'imposent aux Scot et PLU des territoires concernés.

La région urbaine de Lyon (Rul), confrontée à des enjeux complexes de développement, a nécessité l'élaboration d'une DTA à son échelle : 382 communes des départements du Rhône, de l'Ain, de l'Isère et de la Loire et concernant 10 Scot.

Seule la partie nord du territoire (CCRC et CAPV) est incluse dans le périmètre de la DTA.

LES ORIENTATIONS DE LA DTA À PRENDRE EN COMPTE PAR LE TERRITOIRE DES RIVES DU RHÔNE :

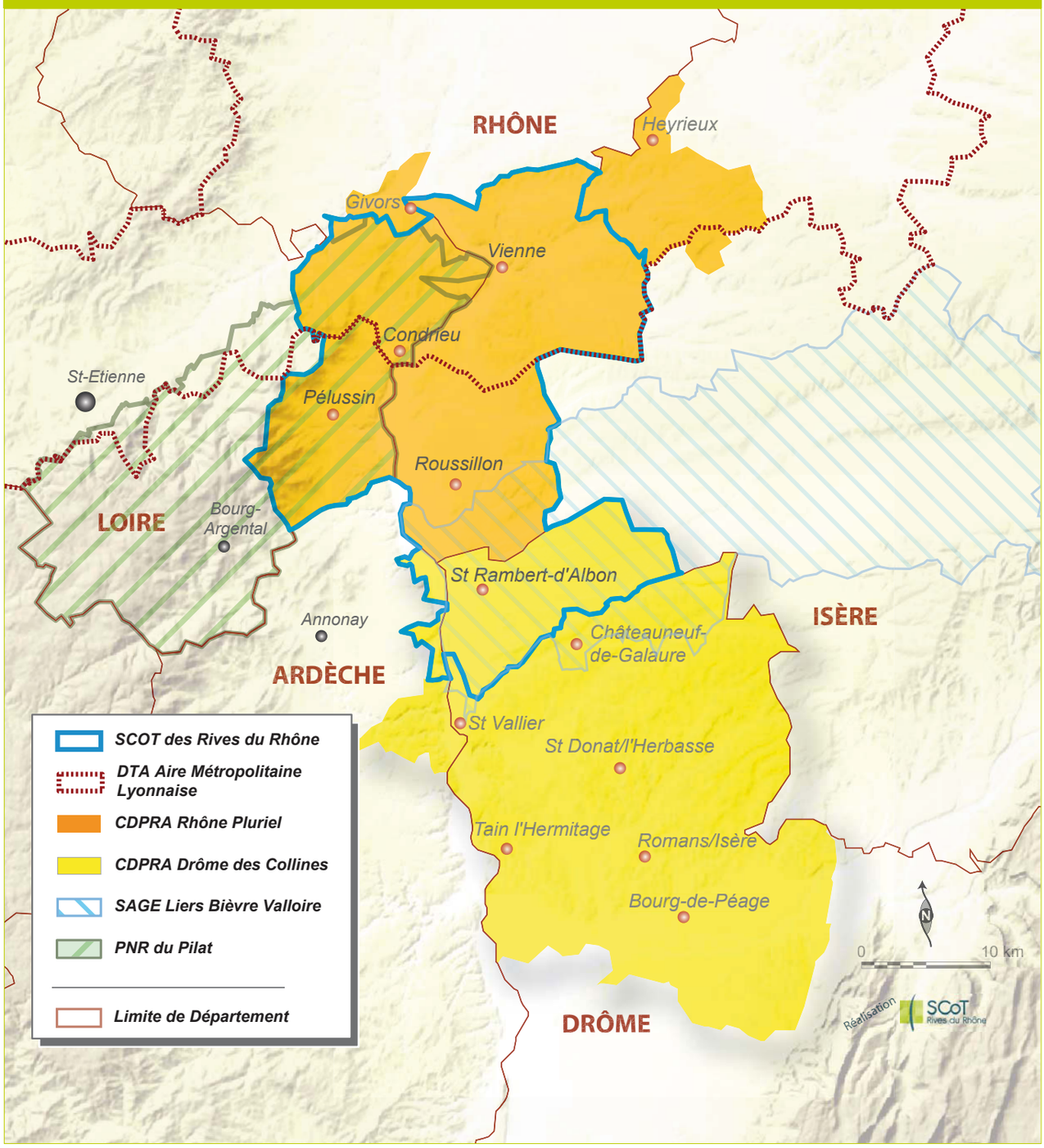
- projet d'infrastructure routière : le COL, contournement ouest de l'agglomération Lyonnaise
- développement des infrastructures ferroviaires : le CFAL, contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise.
- protection des espaces naturels et agricoles majeurs et maintien des liaisons entre eux :
  - secteur du Pilat comme l'un des « cœurs verts » de la métropole lyonnaise
  - transition non urbaine entre la vallée du Rhône, Vienne et le massif du Pilat
  - trame verte aux abords de la ville de Vienne

b) Au niveau local

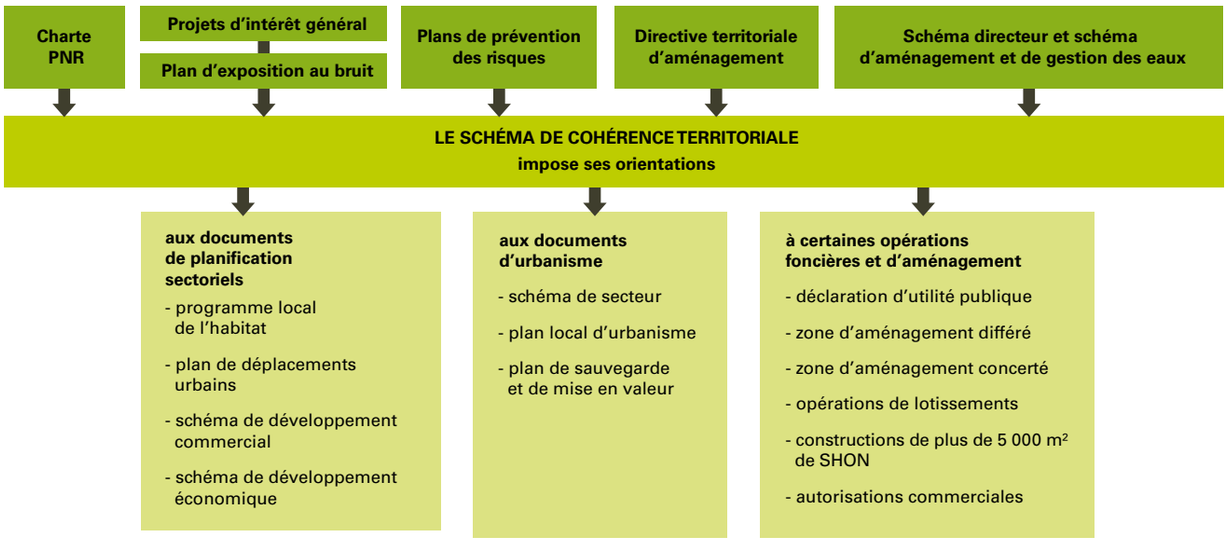
Les orientations figurant dans le schéma de cohérence territoriale doivent être compatibles avec des documents de rang supérieur tels que la charte du PNR du Pilat ou le Sage Bièvre Liers Valloire. Il s'articule avec les autres documents, plans et schémas et encadre à son tour les documents locaux d'urbanisme et les documents sectoriels tels que les programmes locaux de l'habitat, les plans de déplacement urbain ou les schémas de développement commercial.

Le Scot prend aussi en compte d'autres espaces de projet tels que les contrats de développement pays Rhône-Alpes (CDPRA) Drôme des collines et Rhône Pluriel ou le Smirclaid.

ARTICULATION DU SCOT AVEC LA DTA , LE PNR, LE SAGE ET LES CDPRA



LE SCOT : UNE POSITION INTERMÉDIAIRE DANS LA HIÉRARCHIE DES OUTILS D'AMÉNAGEMENT



Pour plus de précisions, voir la partie du rapport de présentation « Articulation avec les autres documents d'urbanisme, plans et programmes ».

1.3 UN PROCESSUS D'ÉLABORATION LONG ET PARTICIPATIF

1.3.1 Les ateliers de travail et les commissions thématiques

Les ateliers sont à la base des réflexions et du travail liés à l'élaboration du projet de Scot. Toutes les propositions des techniciens accompagnant la démarche d'élaboration ont été présentées et discutées dans ces commissions.

Les ateliers de travail thématiques ou territoriaux ont eu lieu à plusieurs reprises durant les 3 phases d'élaboration du Scot.

Ouverts aux élus, aux techniciens et aux partenaires socioprofessionnels du territoire comme aux personnes de la société civile, ils ont abordé l'ensemble des thématiques intéressant le Scot, telles que la démographie, l'habitat, l'urbanisation, la mobilité et les transports, l'économie, l'environnement :

- **phase diagnostic,** de mars à novembre 2005 : **réunion de quatre commissions de travail thématiques** (agriculture, paysage et environnement ; mobilité des hommes et des marchandises ; population habitat et urbanisation ; développement des activités et des emplois)
- **phase Padd**, de juin 2006 à mai 2007 : **présentation aux différents partenaires des grandes orientations du Scot**
- **phase Dog :**
  - **de juin à octobre 2007 :** réunion de huit commissions thématiques (infrastructures/transport ; économie ; habitat/population actes I et II ; ressource en eau ; grand Sud actes I et II ; agriculture)
  - **de janvier 2008 à septembre 2010** : élaboration de quatre versions successives du projet de Dog, en concertation constante avec les élus et les partenaires du Scot

Les travaux effectués dans les ateliers ont permis de définir un diagnostic et des enjeux partagés, de définir un scénario de développement préférentiel et d'affiner les orientations devant s'appliquer sur le territoire.

En dehors de ces grandes étapes, quelques thématiques précises ont animé spécifiquement les débats pour l'élaboration du Scot, parmi elles, les enjeux liés à l'habitat et à l'agriculture ont été l'occasion d'une concertation approfondie ou d'une communication pédagogique volontaire du syndicat mixte.

Un cycle d'animations pour sensibiliser les élus aux enjeux « habitat » du Scot s'est tenu d'avril à décembre 2007 avec comme point d'orgue la publication d'un « guide pratique pour un habitat de qualité », en partenariat avec l'inter-Scot de la métropole lyonnaise et l'agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise, en octobre 2009.

Une concertation approfondie avec le milieu agricole s'est appuyée sur cinq commissions de territoire entre septembre et octobre 2006 et deux rencontres d'échanges sur le volet agriculture et environnement du Scot en octobre 2008 et juin 2009.

1.3.2 Les ateliers territoriaux pour débattre des sites clefs

Motivé par des besoins de cohérence dépassant les limites administratives du territoire, le projet de Scot a fait naître des besoins nouveaux nécessitant une coopération entre intercommunalités limitrophes partageant des enjeux similaires.



Atelier territorial

- **Dans le sud, l'émergence d'une nouvelle agglomération** s'appuyant sur des enjeux de développement partagés a nécessité à plusieurs reprises la rencontre des élus de l'agglomération roussillonnaise et de la communauté de communes Rhône Valloire afin de définir les orientations devant encadrer un avenir commun.

- **Dans le nord du territoire** des ateliers territoriaux avec le syndicat mixte porteur du Scot de Lyon (Sepal) ont également été organisés pour définir le **devenir de la zone industrialo-portuaire de Loire-sur-Rhône.**

1.3.3 La communication et la concertation en continu

Outre les cinq réunions publiques d'information sur le projet de Scot tenues dans chacune des intercommunalités, d'avril à mai 2006, une **communication pérenne autour du Scot** a été mise en place, au travers d'un site internet dédié et d'une e-letter diffusée auprès de plus de trois cents inscrits.

Le syndicat mixte a communiqué largement à chaque changement conjoncturel important impactant le projet de Scot ou à chaque étape décisive du document :

- édition d'une **brochure de douze pages suite aux cinq réunions publiques de 2006 et de l'exposition les accompagnant**
- réalisation d'une **plaquette « Urgence Scot 38 »** avec les syndicats mixtes de Scot isérois à l'occasion du **congrès départemental des maires et adjoints de l'Isère**
- distribution aux maires du territoire d'un **dépliant « mémo Scot », suite aux élections municipales,** devant permettre aux conseillers municipaux d'appréhender simplement les enjeux et la nature du Scot

L'arrêt du projet du Scot en décembre 2010 a été l'occasion d'une deuxième série de cinq réunions publiques dans chacune des intercommunalités du territoire, de septembre à octobre, relayées dans la presse locale institutionnelle et municipale (plus de 800 participants).

Elles ont été accompagnées d'une exposition itinérante qui s'est arrêtée dans quatorze communes du territoire, de septembre à décembre 2010.



L'exposition itinérante, un moyen de communication avec la population

Parmi les supports de la concertation, outre les articles d'annonce des réunions publiques et du passage de l'exposition sur le territoire, **un dépliant de synthèse destiné aux habitants pour la compréhension de l'impact du Scot sur leur cadre de vie a été largement diffusé (13 000 exemplaires).**

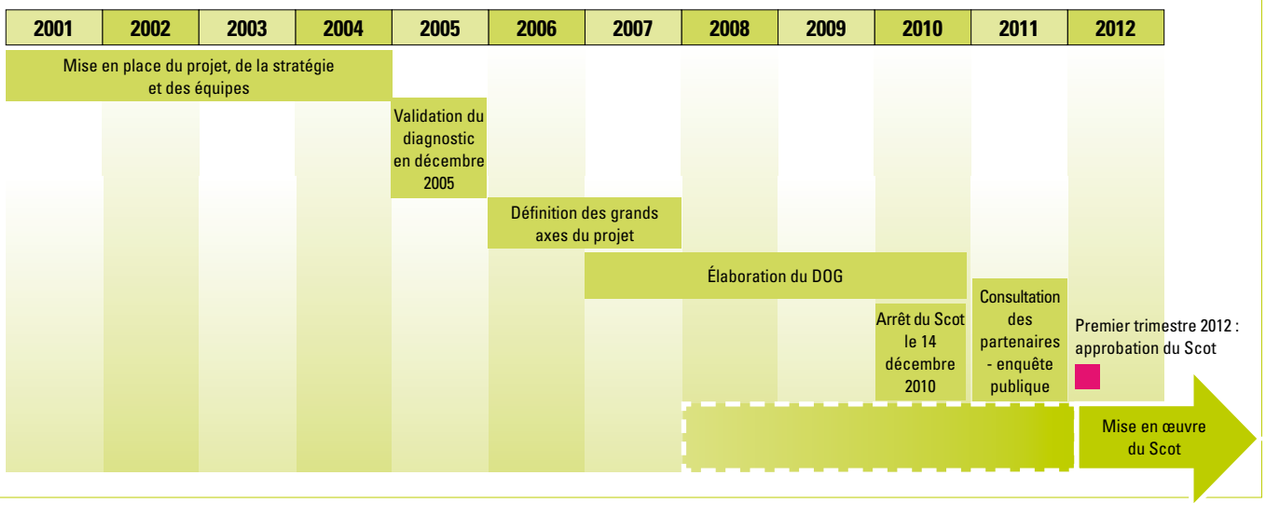
Ce processus d'élaboration du Scot, largement ouvert à la « maîtrise d'usage » du territoire, a pu compter sur l'implication des élus tout au long du projet. En témoigne la trentaine de réunions de présentation de l'avancement du projet de Scot, en présence de ses représentants politiques, dans les cinq intercommunalités du territoire, à chaque phase d'élaboration du document.

1.3.4 Une présence du syndicat mixte auprès des communes

Le syndicat mixte s'est impliqué auprès des communes sans attendre l'approbation du document Scot. Les élus du syndicat mixte ont souhaité dès le départ que ce dernier accompagne la mise en œuvre du document :

- par son association aux révisions de PLU et les avis qu'il émet
- par la proposition d'accompagner ponctuellement les communes qui en feraient la demande dans leurs procédures d'urbanisme (choix des outils, appui pour la rédaction de cahiers des charges, choix du bureau d'études, etc.)

MÉTHODE ET CALENDRIER D'ÉLABORATION DU PROJET



1.4 L'APPARTENANCE AU « SYSTÈME MÉTROPOLITAIN » : UN DES MOTEURS DU PROJET

Situé au sud de l'agglomération lyonnaise et inscrit dans les échanges européens nord-sud, le territoire des Rives du Rhône jouit d'une localisation stratégique qui soutient son dynamisme actuel.

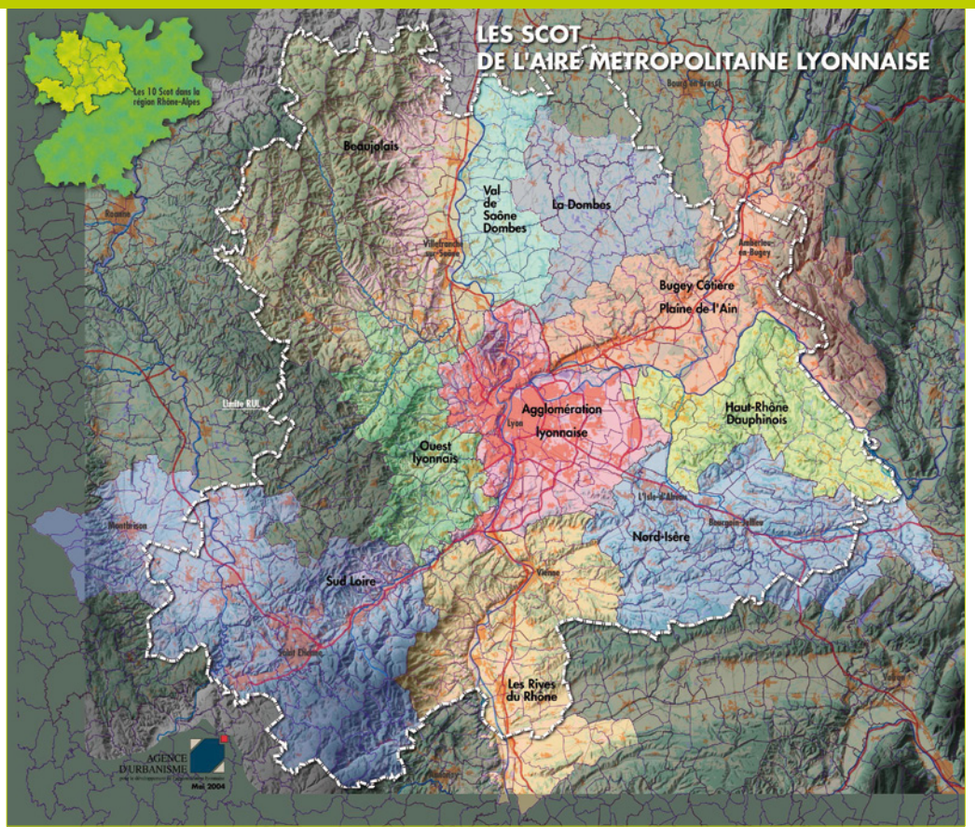
Inscrit dans des dynamiques socio-économiques dépassant largement ses limites administratives, le développement du territoire dépend aujourd'hui fortement du devenir de la métropole lyonnaise, confrontée à la concurrence grandissante des grandes capitales européennes.

La démarche inter-Scot, réunissant les onze Scot de l'aire métropolitaine lyonnaise a ainsi pour but de se projeter vers un avenir commun, en partageant des éléments de diagnostic et des orientations.

1.4.1 L'aire métropolitaine lyonnaise : un « bien commun »

C'est d'ores et déjà dans l'espace de l'aire métropolitaine lyonnaise que s'inscrivent de façon dominante les

LES SCOT DE L'INTER-SCOT LYONNAIS



stratégies des entreprises et des ménages, en termes de localisation, de parcours professionnels ou résidentiels, de pratiques de loisirs… Ces stratégies s'affranchissent des limites administratives mais sont empreintes d'identités territoriales.

À travers la démarche de l'inter-Scot, les collectivités ont souhaité reconnaître l'espace de l'aire métropolitaine lyonnaise comme un « bien commun », qui repose à la fois sur un sentiment d'appartenance partagé et le respect des identités territoriales. À travers un chapitre commun à leurs onze Scot, les collectivités fondent le principe d'une coresponsabilité du développement et de l'aménagement durable de l'aire métropolitaine lyonnaise.

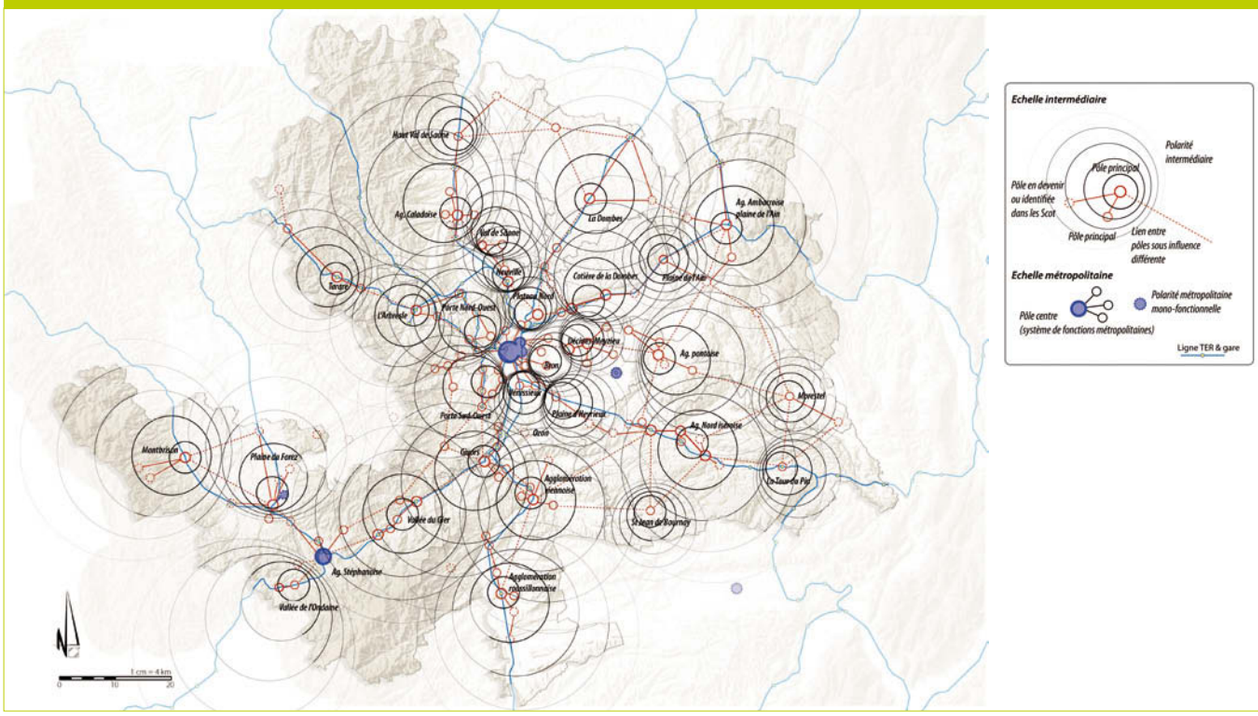
1.4.2 Une structuration multipolaire et une répartition équilibrée des pôles urbains et des équipements

La métropole lyonnaise s'appuie sur un tissu urbain historiquement équilibré, organisé autour des deux noyaux centraux que sont Lyon et Saint-Étienne, autour desquels gravitent des villes moyennes supportant des fonctions administratives et économiques importantes, dont Vienne.

Cette configuration urbaine multipolaire résulte, en partie, des effets de diffusion de la dynamique lyonnaise sur les villes de son arrière-pays. Ainsi, la plupart des villes de l'aire métropolitaine n'ont cessé d'enregistrer, ces 20 dernières années, des taux de croissance démographique positifs.

Ces dynamiques démographiques et économiques se sont appuyées sur la complémentarité entre agglomérations centres et pôles satellites. Ce mode de développement a favorisé l'émergence d'un nouveau territoire vécu à l'échelle métropolitaine. En effet, les habitudes quotidiennes de bon nombre d'habitants de la région lyonnaise n'ont plus pour cadre de référence leur commune ou la ville dans laquelle ils résident mais l'ensemble des territoires qui constituent la métropole lyonnaise. Cette dilatation de l'espace de référence concerne aussi bien le travail, la santé, la formation, que le loisir.

UN SYSTÈME MULTIPOLAIRE STRUCTURÉ AUTOUR DE DEUX CENTRES MÉTROPOLITAINS ET DE BASSINS DE VIE INTERMÉDIAIRES



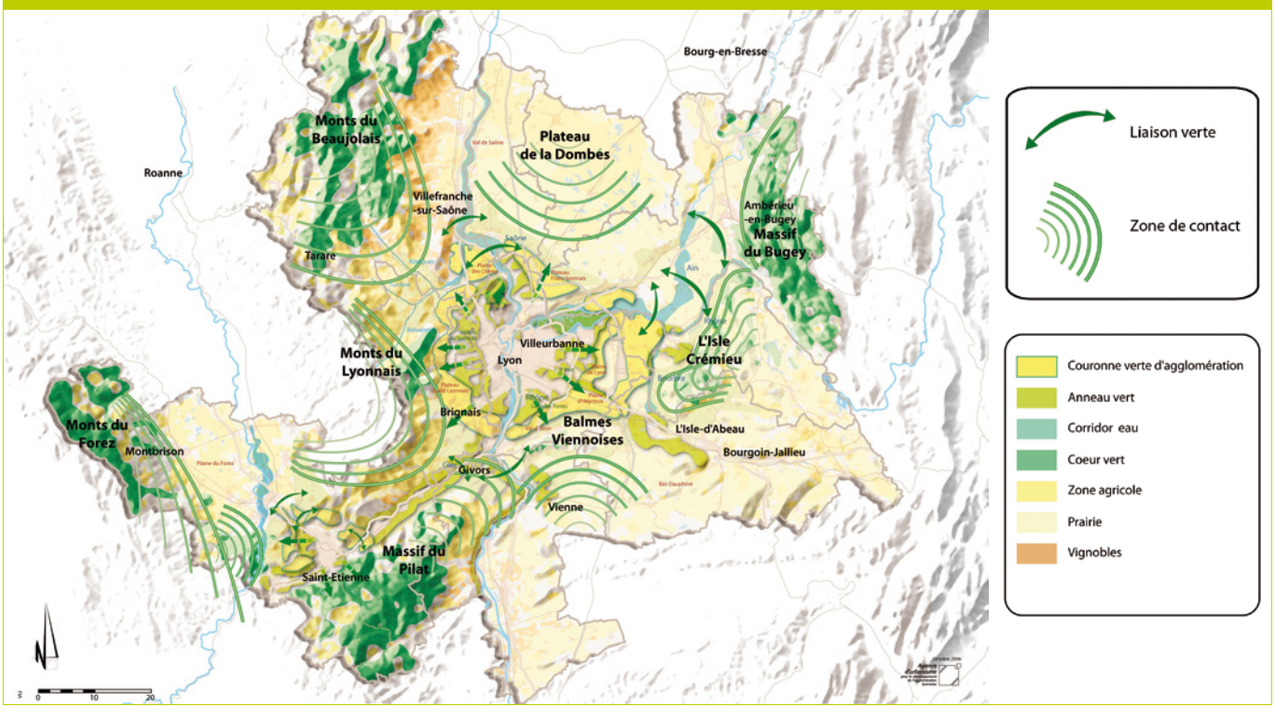
1.4.3 La coopération entre les Scot de l'aire métropolitaine lyonnaise

La démarche inter-Scot a été initiée par l'agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise en 2002.

L'objectif est d'assurer la mise en réseau des syndicats mixtes porteurs des Scot de l'aire métropolitaine lyonnaise / Saint-Étienne et de faciliter la coordination de leurs objectifs et de leurs projets à partir de l'élaboration de diagnostics partagés (dissociation fonctionnelle entre lieu de résidence et lieu de travail, accroissement des déplacements, consommation spatiale et lourdes menaces sur l'environnement, disparités sociales), facilitant la définition d'enjeux communs.

La maîtrise d'ouvrage est constituée des exécutifs des onze syndicats mixtes porteurs des Scot (comité de pilotage) et par les chefs de projet (comité technique). Les thèmes abordés sont des diagnostics à l'échelle des onze territoires (habitat, mobilité, espaces agricoles, développement économique), la mutualisation de la prospective territoriale et le partage d'outils de connaissance (enquête ménages, SIG, représentation territoriale des enjeux des Scot et de leurs orientations).

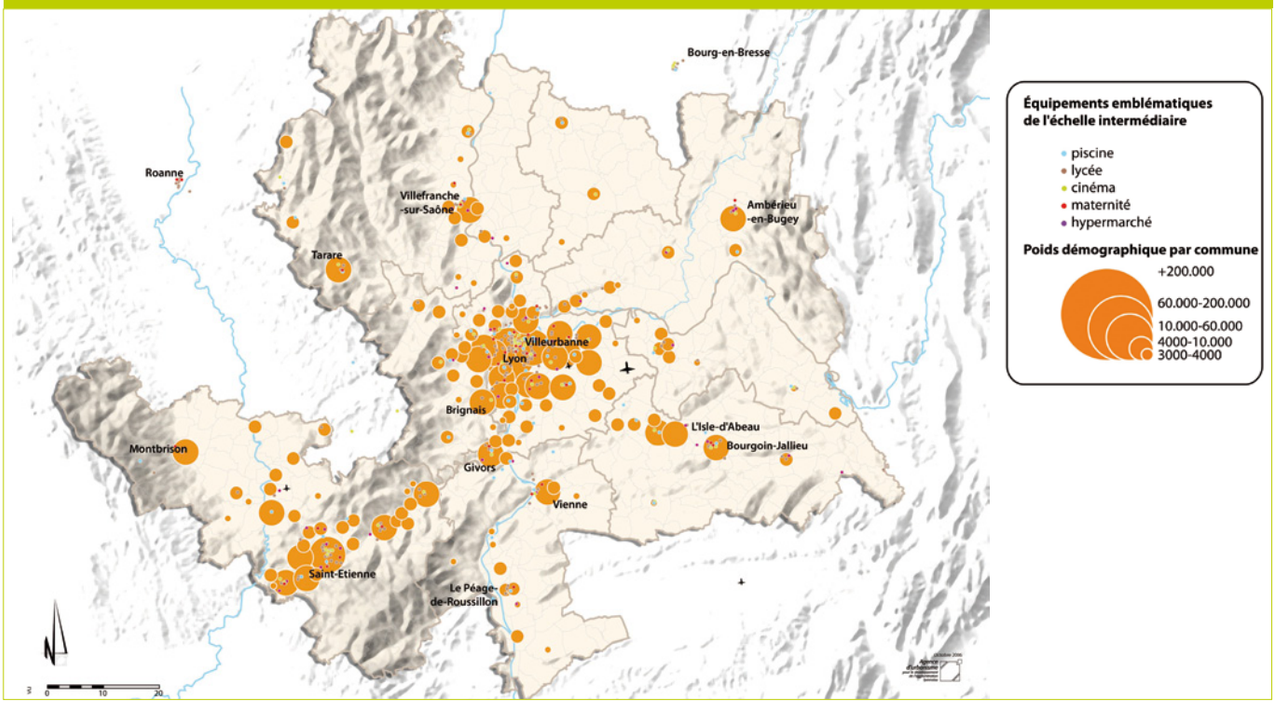
UNE GÉOGRAPHIE PLURIELLE QUI OFFRE UNE DIVERSITÉ EXCEPTIONNELLE DE PAYSAGES ET DE MILIEUX



La coopération entre les Scot a donné lieu à plusieurs rencontres :

- des réunions régulières du comité technique regroupant les chefs de projets de chaque Scot de l'aire métropolitaine, les techniciens de l'agence d'urbanisme et quelques structures associées (RuI, DREAL, etc.)
- des réunions bi-annuelles des présidents de Scot, dites « rencontres des présidents » qui ont pour but d'amener les élus à débattre de problématiques communes et à tisser progressivement des liens de confiance
- des réunions ponctuelles organisées avec les syndicats mixtes des Scot limitrophes sur la définition d'orientations communes sur les territoires d'interface (commission territoriale « vallée du Rhône - balmes viennoises » avec le Scot de l'agglomération lyonnaise, le Sepal – commission des « quatre vallées et du pays Saint-Jeannais » avec le Scot Nord Isère – la commission « Pilat » avec le Scot Sud Loire)

UNE RÉPARTITION ÉQUILIBRÉE DES PÔLES URBAINS ET DES ÉQUIPEMENTS



Les élus du SMRR ont également fait le choix d'offrir au lecteur une traçabilité continue des orientations qui se retrouvent dans le Scot, depuis les éléments de constat avec lesquels ils souhaitent rompre jusqu'aux prescriptions qui agiront directement sur les besoins repérés. Le projet peut donc se lire classiquement, document par document, ou bien transversalement, par thématiques et enjeux.

LA LOGIQUE DE PROJET DU SCOT RIVES DU RHÔNE, DU DIAGNOSTIC AU DOG

	DIAGNOSTIC	PADD			DOG
Enjeux	Constats	Invariants	Arbitrages	Objectifs	Orientations
Grands équilibres territoriaux	Une dynamique démographique et urbaine diffuse sur tout le territoire	Construire le projet sur des perspectives ambitieuses de croissance démographique	Orienter la croissance démographique et urbaine dans la vallée plus que sur les plateaux, au sud plus qu'au nord	Affirmer le rôle structurant des agglomérations dans l'armature urbaine et leur assurer un positionnement fort au sein de la métropole lyonnaise	
Développement économique	Des potentialités de développement économique importantes	Conserver un bassin de vie dynamique par la promotion d'un tissu économique riche et varié	Faire pleinement jouer au territoire la double carte de la métropole et de la moyenne vallée du Rhône	Structurer et renforcer l'attractivité économique du territoire par la mise en place d'une stratégie de développement axée sur le Rhône	
Environnement / agriculture	Un patrimoine et des ressources naturelles riches mais fragiles	Placer la préservation de l'environnement et des paysages au cœur du projet	Faire des espaces naturels et agricoles, des « espaces pleins qui doivent déborder sur la ville » et non l'inverse	Préserver les ressources et les espaces naturels et agricoles	
Transports / déplacements	Une offre en transports et déplacements à valoriser et à diversifier	Maintenir et valoriser les conditions de mobilité qui fondent le dynamisme du territoire	Faire des choix d'aménagement qui encouragent des pratiques et modes de transports alternatifs au tout routier	Rationaliser les déplacements et optimiser les infrastructures de transport	
Habitat / formes urbaines	Un parc de logements qui ne répond pas à la diversité des besoins	Afficher la qualité de vie et le « bien vivre ensemble » comme moteur du projet	Construire un territoire accueillant qui réponde à tous les besoins en logements	Promouvoir des politiques de l'habitat plus solidaires et des formes urbaines plus durables	



Coteaux viticoles surplombant le Rhône



Document 1

PARTIE 2

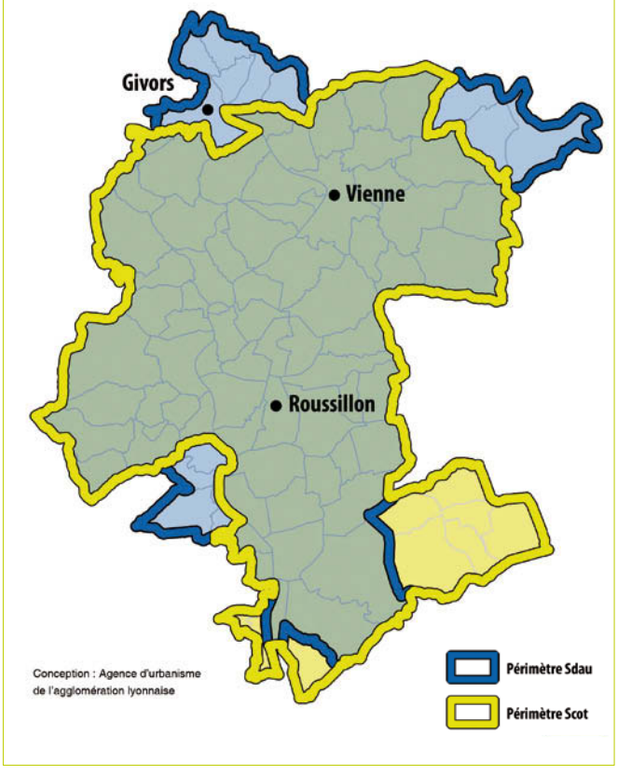
Un projet qui doit s'éclairer à la lumière des tendances passées

2.1 1977 – 2010 : TIRER LE BILAN DE TRENTE ANNÉES DE SDAU

L'élaboration du Scot par le syndicat mixte des Rives du Rhône équivaut à une révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme Givors Vienne Roussillon (Sdau GVR) dont il a « récupéré » la responsabilité. Tirer le bilan de son application s'est donc avéré comme un préalable indispensable à l'élaboration du diagnostic.

Le Scot des Rives du Rhône s'inscrit dans une histoire de la planification des agglomérations de Lyon, Saint-Étienne et Grenoble, riche de plusieurs générations de documents. Avant lui, le Sdau, approuvé en mars 1977, était en cohérence avec un ensemble d'études : l'Oream (organisme régional d'études et d'aménagement de la métropole)[1] ainsi que les études des Sdau limitrophes : Lyon, L'Isle d'Abeau, Annonay, Saint-Étienne. Il allait de soi pour les services de l'État, en charge de planifier le développement de ce territoire, qu'on ne pouvait pas planifier les déplacements (autoroutes et réseaux ferroviaires express), les grands équipements (comme l'aéroport de Lyon), les villes nouvelles, les principaux espaces économiques, en segmentant le territoire. Ainsi le territoire Givors Vienne Roussillon a été identifié comme un des secteurs de développement majeurs qui participent pleinement de la dynamique de la région métropolitaine lyonnaise.

→ COMPARAISON DES PÉRIMÈTRES SDAU / SCOT



Le schéma directeur apparaît aujourd'hui parfois décalé par rapport aux défis que doit affronter le nouveau territoire du Scot. Les principaux enseignements de cette analyse du Sdau GVR doivent cependant prendre en compte un certain nombre de précautions méthodologiques.

→ Un nouveau périmètre

La première est la question du périmètre. En effet le Sdau GVR, approuvé en mars 1977, porte sur un périmètre différent de l'actuel Scot avec, comme principale modification, la sortie de Givors et de Grigny.

→ Un nouveau contexte

La seconde précaution est l'antériorité du Sdau GVR. En effet, ce document date de plus de trente ans et n'a pas connu de révision depuis, malgré une tentative de modification en 1992.

2.1.1 Les résultats contrastés du Sdau

Le parti d'aménagement du Sdau prône un développement urbain sur les trois principales agglomérations (Givors, Vienne, Roussillon) ainsi que sur le secteur de Condrieu Saint-Clair. Il programme une prépondérance de la fonction tertiaire à Vienne, de l'industrie à Roussillon et un équilibre des fonctions à Givors.

Le développement est encadré par des coupures à l'urbanisation entre Vienne et Roussillon ainsi qu'entre Givors et l'agglomération lyonnaise.

La philosophie générale de ce schéma a globalement été respectée. Certaines de ces mesures restent inscrites dans les documents actuels de planification (coupures vertes notamment).

1. Des perspectives démographiques particulièrement ambitieuses

Le Sdau prévoyait deux fois plus de croissance démographique entre 1968-1990 que ce qu'il a finalement réellement accueilli.

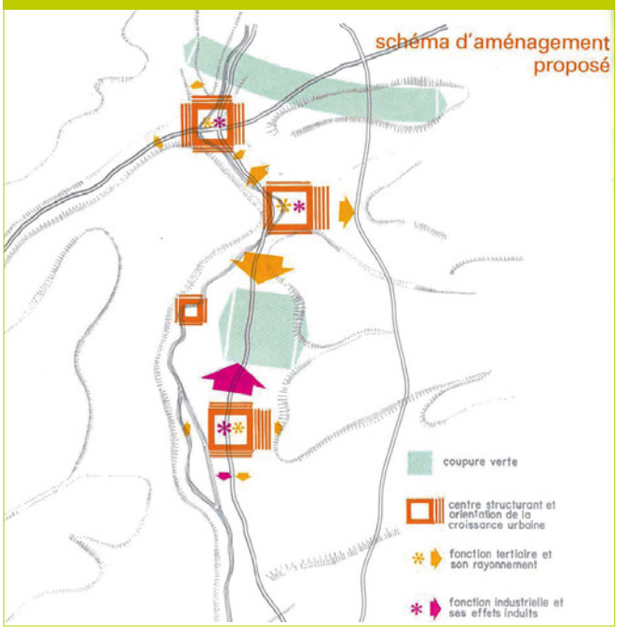
Aussi le Sdau inscrit dans la programmation de construction 30 000 logements supplémentaires à réaliser à l'horizon 1990, il n'en sera réalisé que la moitié (14 000 au RP 1990).

La quasi-totalité de la croissance démographique depuis 1977 s'est réalisée dans les communes périrubaines plus attractives car répondant, a priori, à la demande habitante (« placard, garage, jardin »). Ces communes ont connu une croissance plus importante que prévu notamment au nord du territoire dans les secteurs les plus proches de l'agglomération lyonnaise.

Entre 1990 et 2006, le principal constat est la poursuite des écarts par rapport aux prévisions du Sdau, notamment sur l'arrière pays viennois.

[1] *À la fin des années 1960, fort du constat d'un nécessaire rééquilibrage des grandes villes françaises, l'État a créé les Oream*

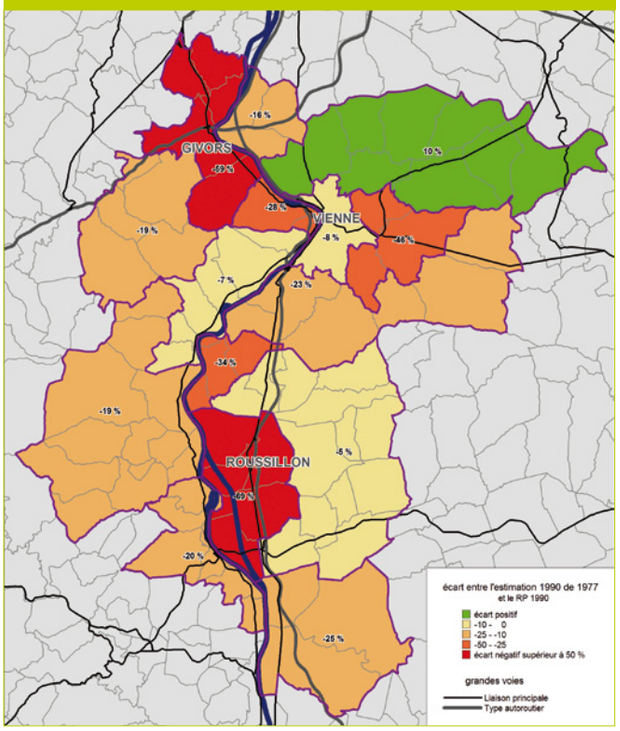
LE PARTI D'AMÉNAGEMENT RETENU DANS LE SDAU



2. Une croissance de l'emploi très éloignée des chiffres attendus par le Sdau

Le Sdau prévoyait une croissance de l'emploi de l'ordre de 2 % entre 1968 et 1990, or les chiffres de l'Insee (RP 1990) indiquent une croissance de seulement 0,7 %.

EXPLOITATION DES ÉCARTS ENTRE LES HYPOTHÈSES ÉMISES CONCERNANT L'EMPLOI PAR LE SDAU ET LES CHIFFRES DES RECENSEMENTS DE LA POPULATION ENTRE 1977 ET 1990



3. Un modèle de développement qui repose sur des polarités urbaines bien identifiées

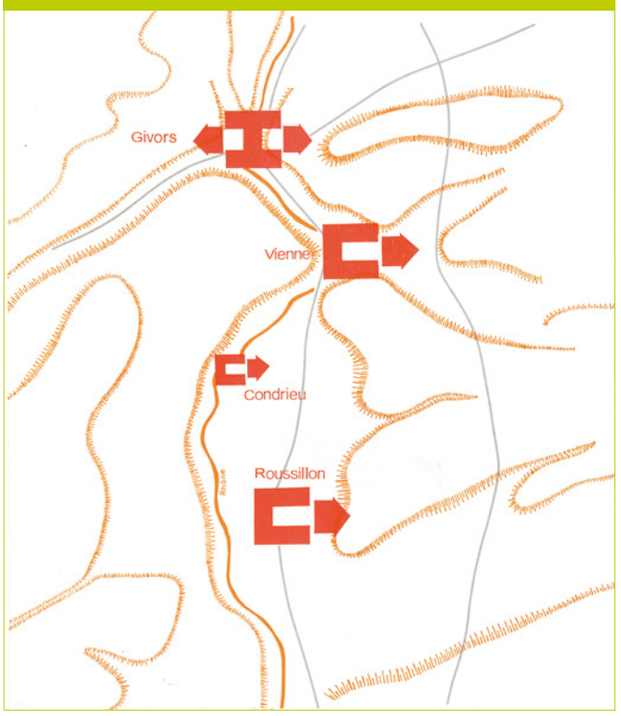
Au-delà des « erreurs » de prévisions démographiques quasi inévitables dans ce type d'exercice, il apparaît un autre écart qui est celui de la polarisation de la croissance.

Les agglomérations de Vienne, Givors, Condrieu et Roussillon devaient accueillir à elles seules les deux tiers de la population ; elles n'en regroupent aujourd'hui que la moitié.

Force est de constater que ce modèle de polarisation, en pleine période de périurbanisation, n'a pas trouvé de réalité trente-cinq ans plus tard. Qu'en aurait-il été si la croissance annoncée par le Sdau s'était réellement déroulée ?

Voilà un constat qui doit particulièrement interpeller le Scot dans sa mise en oeuvre : comment, avec un document de planification a priori moins strict que le Sdau, est-il envisageable de rendre possible une polarisation de l'urbanisation sur les mêmes agglomérations que le Sdau avait déjà identifiées en1975 ?

STRUCTURATION DE L'ARMATURE URBAINE PROPOSÉE PAR LE SDAU



On peut faire l'hypothèse d'un certain nombre de raisons. La première, et peut-être la principale, est la surestimation de la croissance démographique. En effet, ce postulat surévalué a servi d'étalon à la croissance des villes mais également des secteurs périurbains. Il a donc été possible de faire croître ces secteurs indépendamment des agglomérations.

Le Scot parle lui aujourd'hui en croissance annuelle et non en volume global à terme, ce qui devrait permettre d'assurer un meilleur suivi.

La deuxième est davantage d'ordre sociologique avec la montée en puissance des revendications des classes moyennes et de l'individualisation des modes de vie dans

un contexte économique favorable. En effet, la demande habitante de la maison individuelle, l'incroyable progression des taux de motorisation des ménages, un contexte d'énergie peu chère, le faible coût du foncier, des mesures d'accès à la propriété favorables et des élus ruraux voyant d'un bon oeil l'arrivée de population nouvelle sont autant de facteurs qui ont largement participé à l'échec de la polarisation sur les agglomérations.

Le Scot doit aujourd'hui composer avec une situation économique différente et moins favorable à l'éloignement des centralités en encourageant notamment, des typologies d'habitat plus attractives dans les centres, en phase avec les (nouvelles) attentes des ménages.

4. Un rééquilibrage fort de l'attractivité industrielle dans la moyenne vallée du Rhône

Le Sdau prévoyait deux types de développement de l'industrie. Le développement de zones dédiées (zones industrialo-portuaires) d'une part et le développement de zones diversifiées d'autre part.

Les zones industrialo-portuaires sont au nombre de deux dans le Sdau :

- la zone de Péage-de-Roussillon (500 ha) qui devait accueillir de 5 000 à 10 000 emplois. La zone n'en compte aujourd'hui qu'environ 1 300.
- la zone de Givors Loire (70 ha) s'est vue attribuer une vocation d'avant-port lyonnais et d'ouverture portuaire pour Saint-Étienne. Après avoir accueilli des équipements structurants (centrale électrique aujourd'hui démantelée) elle s'inscrit aujourd'hui effectivement dans une logique métropolitaine telle qu'indiquée à la fois par la DTA, l'inter-Scot et les Scot de Lyon et des Rives du Rhône, qui travaillent aujourd'hui activement à la montée en gamme de la zone. L'objectif est aujourd'hui de profiter pleinement de sa multimodalité.

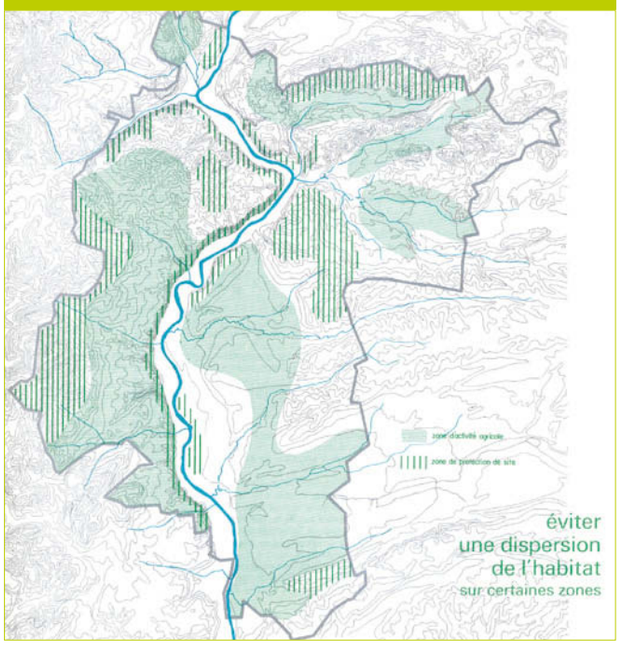
Concernant les zones diversifiées, le Sdau prévoyait à terme la mise à disposition d'environ 600 ha pour des zones d'une taille d'une cinquantaine d'hectares chacune. En dehors de ces deux types de zones, le Sdau a réservé 200 ha pour la réalisation, effective, de la centrale nucléaire.

5. Des espaces agricoles et des coupures vertes qui doivent répondre à des fonctions

Le Sdau a porté un regard relativement fonctionnaliste sur les espaces ouverts. La prise en compte environnementale reste peu présente dans le document du fait de la très récente émergence des revendications environnementales.

Ce point particulier de la préservation des espaces naturels et agricoles est peut-être celui qui a été le plus mis à mal au regard des dynamiques d'urbanisation de ces trente dernières années. La périurbanisation qu'a connue le secteur viennois notamment, s'explique par son offre de nature. La difficulté des agglomérations à polariser la croissance urbaine est également liée à l'incapacité d'avoir pu défendre ces espaces et par conséquent d'avoir dilué l'effort d'urbanisation dans des espaces au caractère moins urbain.

L'ARMATURE VERTE EN 1977



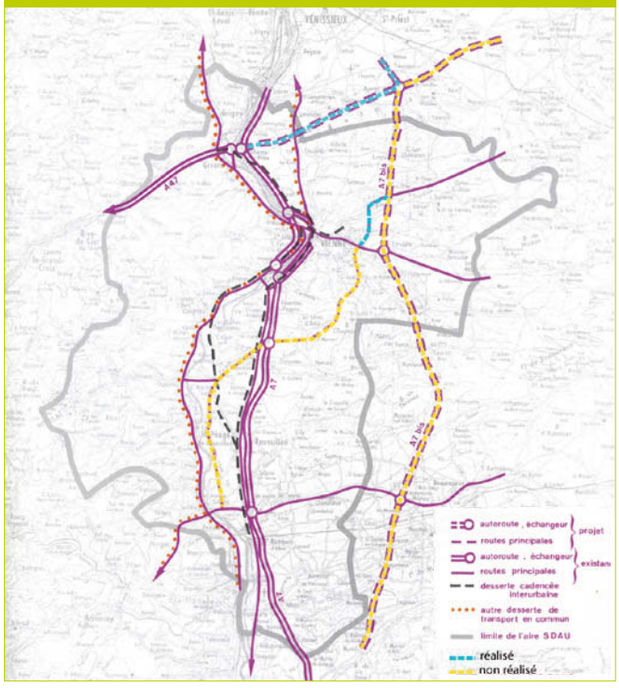
6. Une politique volontariste de développement du réseau d'infrastructures

Conformément aux politiques nationales de l'époque, le Sdau a été particulièrement ambitieux en termes d'aménagement routier et autoroutier avec pour principal objectif la fluidité.

Le parti d'aménagement du Sdau repose sur trois grands principes en matière d'infrastructures de transport :

- l'écoulement du grand transit avec le minimum de gêne pour les agglomérations et les espaces agricoles
- le renforcement des liaisons nord-sud pour les agglomérations
- l'amélioration des transversales Grenoble, l'Isle-d'Abeau et Saint-Étienne

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES



S'appuyant sur un discours prégnant de cette époque où la performance des territoires s'évalue à l'aune de la densité des échanges et de leur fluidité, le Sdau propose un schéma de voirie riche en projets de nouvelles infrastructures, qui n'ont souvent pas été réalisés.

En matière de transports en commun, la desserte inter-urbaine cadencée apparaît comme un enjeu important. En revanche l'option ferrée de cette desserte est largement contre-indiquée dans le Sdau au motif qu'elle ne ferait qu'accroître une situation de dépendance face à l'agglomération lyonnaise en termes de captage d'actifs. En conséquence le Sdau préconise une desserte cadencée d'agglomération routière de type bus.

Il pointe aussi les difficultés de liaisons transversales entre le centre de Vienne et les territoires à l'Est (vallées) et propose d'y répondre par le contournement de Vienne. Ce contournement est toujours dans les documents de planification et reste inscrit au Scot.

7. Politiques des équipements : entre proximité et rayonnement

Le principe de localisation des équipements s'inscrit à la fois dans une recherche de proximité aux populations et dans un accueil provenant du desserrement lyonnais.

D'après le Sdau, Vienne doit tenir un rôle central dans l'accueil d'équipements notamment en termes de tourisme, de culture et d'affaires.

Concernant les établissements universitaires, certaines spécialités sont attendues sur le territoire du fait à la fois du desserrement lyonnais mais également des spécificités locales (archéologie, laboratoires de recherche, IUT industrie). En matière de santé, le Sdau prévoit la création d'un hôpital au sud du territoire. Une clinique (Saint-Charles) est réalisée mais est aujourd'hui en restructuration dans le cadre des nouvelles politiques de redéploiement des équipements de santé.

2.1.2 Bilan et principaux enseignements pour le Scot

Les leçons de cette analyse rétrospective sont de plusieurs ordres pour le Scot, son élaboration et sa mise en œuvre.

Le bilan de trente ans d'application du Sdau est loin d'être négatif. Le Sdau a constitué le document de référence pour l'aménagement et l'équipement du territoire des Rives du Rhône jusqu'à la réforme des outils d'urbanisme par la loi SRU. Il a donné un cap, un cadre qui, au-delà des écarts repérés avec la situation actuelle (localisation de la croissance démographique, évolution de l'emploi), ont participé à la valorisation et la dynamisation du territoire (réalisation d'infrastructures, préservation de zones agricoles).

Si à l'instar du Sdau, le Scot affiche lui aussi des perspectives (plus que des objectifs) de croissance démographique polarisée sur les agglomérations, il oeuvre principalement par ses orientations à l'évolution qualitative des conditions d'accueil de cette croissance (diversité des logements, économie foncière). L'obligation de suivi du Scot sera également un gage supplémentaire de la capacité de ce document à être régulièrement évalué et réajusté si besoin, souplesse qui faisait défaut au Sdau.

Un impératif reste identique, même si plusieurs décennies séparent Sdau et Scot : il faut développer, qualitativement, les capacités d'accueil des agglomérations, identifiées comme les lieux préférentiels du développement urbain (du point de vue des espaces privés comme publics, des services, de l'offre de nature...).

En revanche, la différence et l'enjeu majeur de ce « changement d'époque » résident dans le passage d'un urbanisme « de production », porté par une politique d'État fortement centralisée, à un urbanisme « de gestion », décentralisé aux mains des collectivités territoriales. C'est l'époque d'un urbanisme davantage pragmatique dans cet impératif du « faire avec » : avec les infrastructures existantes, avec les moyens financiers limités des collectivités, avec les inerties locales dépendant souvent de décisions nationales (fiscalité, maîtrise foncière, etc.). Le vrai défi de ce « passage de témoin » réside dans la capacité des élus locaux dans les années à venir à « faire vivre » le Scot, c'est-à-dire s'en approprier les objectifs et développer les outils indispensables à sa mise en oeuvre.

2.2 ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

La maîtrise du développement urbain est l'un des principaux enjeux du Scot des Rives du Rhône. La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement rajoute parmi d'autres une nouvelle responsabilité aux Scot révisés après l'entrée en vigueur de la loi : présenter une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du schéma et justifier les objectifs chiffrés de limitation de cette consommation compris dans le document d'orientation et d'objectifs (nouvelle dénomination du Dog) .

Les élus du Scot des Rives du Rhône ont fait le choix volontaire de réaliser cette analyse, qui en l'occurrence relève plus, d'un point de vue méthodologique, d'une estimation. En effet, si les données à interpréter sont multiples, elles sont sujettes à de nombreuses limites et souffrent, de par leur nature très différente, de ne pouvoir être croisées. En effet, selon les sources, certaines données sont parfois très éloignées voire contradictoires. À titre d'exemple, quand l'outil satellitaire « Spot Thema » interprète une augmentation de 18 ha des cultures permanentes, l'outil « DGFip » de la Safer nous livre une diminution de plus de 250 ha.

Les données utilisées pour la présente analyse sont donc constituées de :

- **Données Spot Thema :** images acquises par le satellite Spot sur le territoire de l'inter-Scot en 2000 et en 2005. Sa nomenclature est conçue pour décrire les paysages urbains et péri-urbains ainsi que leurs évolutions dans le temps. Ces unités de mesure varient entre 5 000 et 20 000 m².

  Principales limites : la maille de 5 000 m² qui peut induire un manque de précision à une échelle plus petite que l'aire métropolitaine ; le manque de temps : ne sont disponibles que les images de 2000 et 2005.

- **Données Safer :** données et indicateurs provenant de l'analyse de la base cadastrale DGFip (Direction générale des finances publiques) qui contient les informations relatives à l'ensemble des parcelles et bâtis cadastrés et à leur(s) propriétaire(s). Elle est réactualisée chaque année et son analyse régulière permet de produire une photographie fiscale de l'occupation des sols et de caractériser son évolution.

  Principales limites : la mise à jour des natures cadastrales qui s'effectue sur déclaration du propriétaire, d'où le fait que subsistent certaines incertitudes et approximations.

- **Données Sitadel :** données de la Dreal recensant mensuellement la construction neuve (permis de construire) auprès des centres instructeurs, qui permettent de dénombrer les projets de construction autorisés, commencés et achevés.

  Principales limites : l'existence d'un certain délai entre la date réelle d'évènement sur le permis et la date de prise en compte dans la base de données ; la surestimation probable des surfaces consommées par les logements.

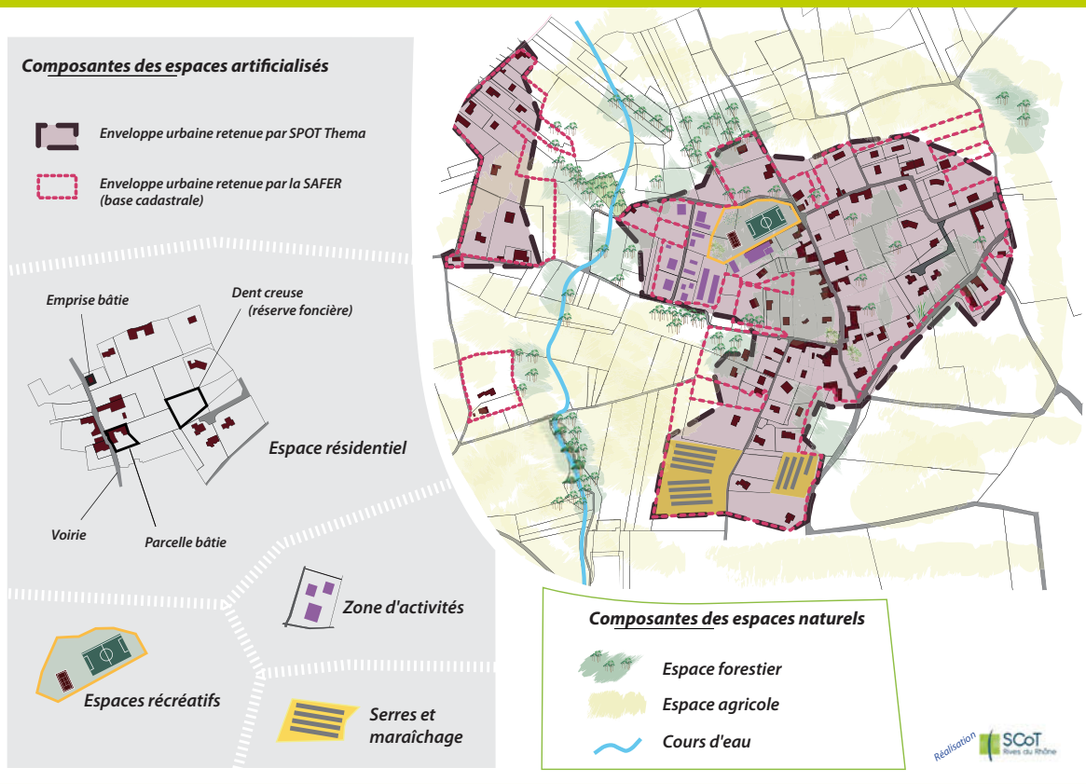
L'ensemble de ces données donne à voir l'évolution de l'artificialisation des espaces, en distinguant la nature des espaces qui changent de destination. Les ordres de grandeur indiqués ne correspondent pas à proprement parler à l'évolution des surfaces bâties, mais à celles des terrains supports d'une urbanisation (un bâti de 100 m² au sol pouvant reposer sur une parcelle de 1 000 m²). La notion d'artificialisation intègre toutes les formes de pressions irréversibles sur les sols : habitat, zones d'activités, mais aussi infrastructures, grands équipements, carrières, espaces récréatifs (parcs urbains) et espaces « libres » urbains (dents creuses).

Ainsi, si le Scot affiche l'ambition d'une croissance démographique et économique soutenue sur le territoire, il doit s'assurer des conditions de cette croissance et rompre avec les tendances passées qui témoignent d'une consommation dispendieuse de foncier.

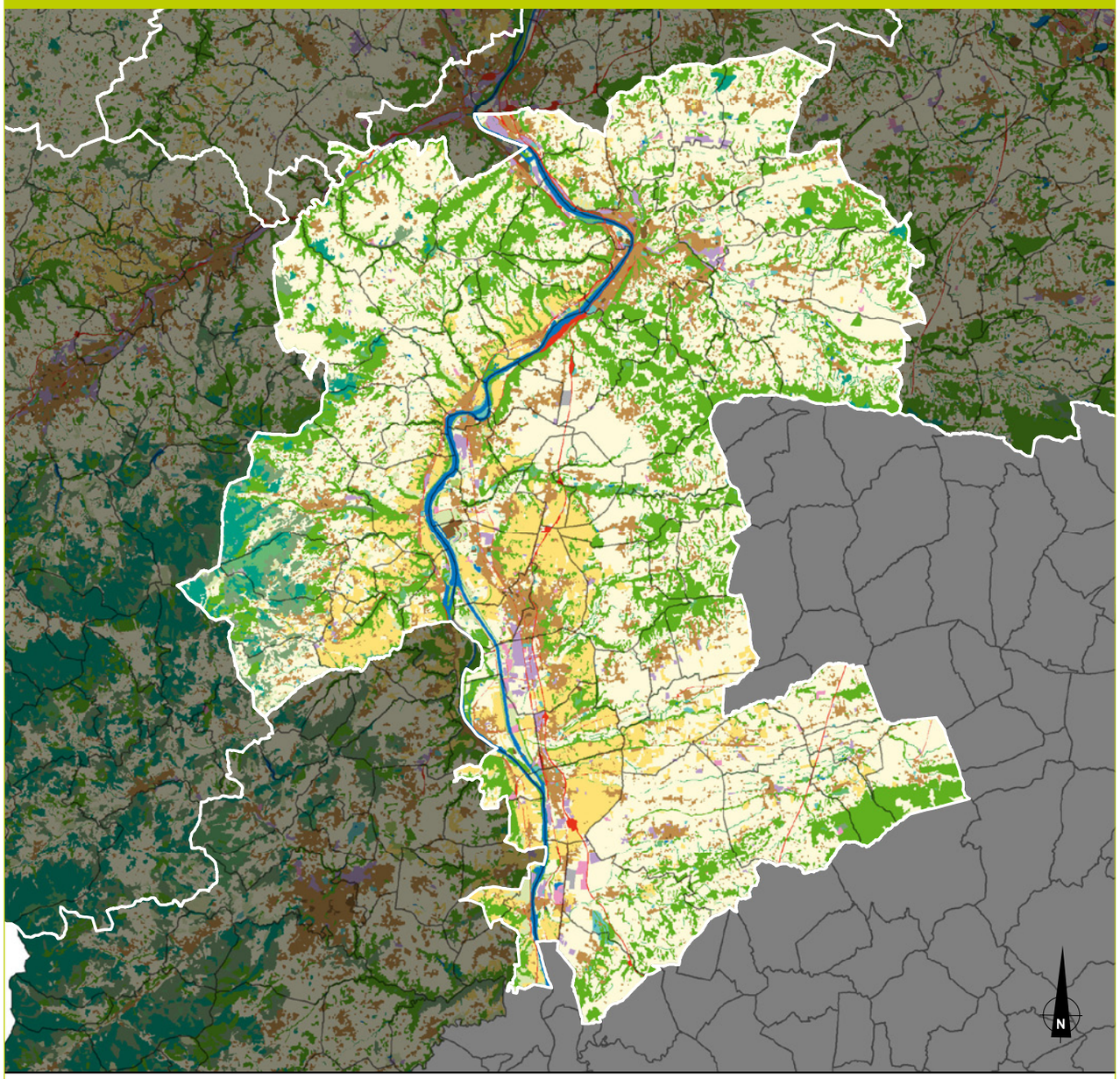
ESPACES ARTIFICIALISÉS : DÉFINITION

On parle d'artificialisation pour toute construction ou transformation qui modifie, de manière généralement irréversible, la physionomie et le fonctionnement d'un espace naturel, d'un milieu ou d'un paysage. Artificialisés, les sols perdent leurs fonctions de ressources naturelles et agricoles. Il en résulte, le plus souvent, une imperméabilisation des sols. La maîtrise de l'étalement urbain constitue un enjeu fort de l'aménagement durable des territoires. Le principe de précaution doit donc prévaloir.

LES ESPACES ARTIFICIALISÉS



CARTOGRAPHIE SPOT THEMA DE L'OCCUPATION DU SOL EN 2005

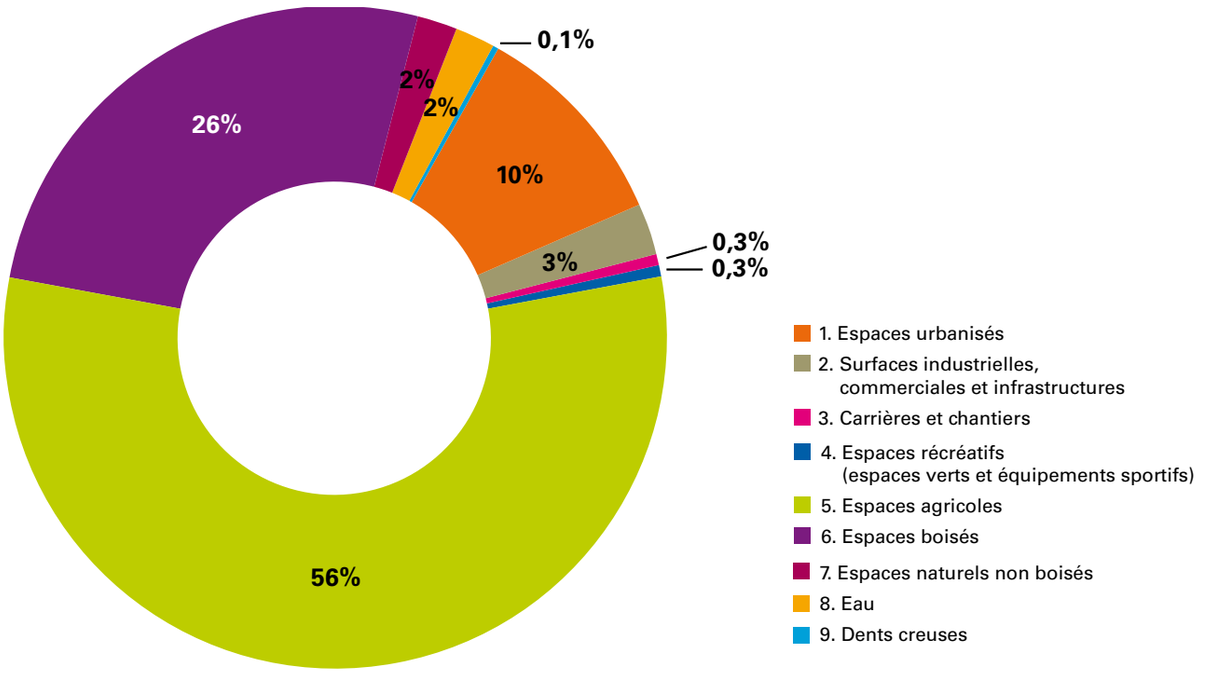


- Zones bâties à prédominance d'habitat
- Grands équipements urbains
- Zones d'activité économique
- Infra. routières et ferroviaires
- Infra. des zones port.
- Infra des zones aéroport. et aérodromes
- Extraction de matériaux, décharges, chantiers
- Espaces verts (parcs, jardins)
- Equipements sportifs et de loisirs
- Espaces libres urbains
- Cultures annuelles et prairies
- Cultures permanentes
- Feuillus dominants
- Conifères dominants
- Peuplements indéterminés
- Espaces boisés en mutation
- Boisements linéaires
- Landes et fourrés
- Pelouses et steppes
- Roches nues
- Marais et tourbières
- Cours et voies d'eau
- Eaux continentales ou littorales

Sources : SPOT THEMA, Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise

Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise

RÉPARTITION DE L'OCCUPATION DES SOLS 2005 RIVES DU RHÔNE



Source : Spot Thema 2005

2.2.1 L'évolution foncière du territoire au cours des dernières années : des espaces agricoles « buvard » des dynamiques urbaines et forestières

En 2005, les espaces artificialisés couvrent entre 12 000 (données Spot Thema) et **13 000 ha** (données Safer), soit environ 10 % du territoire (les Rives du Rhône représentent 95 820 ha).

L' artificialisation a encore progressé entre 2000 et 2005 d'environ **580 ha** (données Safer), soit à un rythme de **plus de 2 m²/minute**. L'analyse Spot Thema démontre également que cette consommation foncière s'est faite majoritairement (74 %) au profit de l'habitat (comme pour l'ensemble du territoire de l'inter-Scot avec 70 %). Une simple prolongation de tendances, avec toutes les précautions que cela nécessite, conduit à penser que près de **1 160 ha ont pu être artificialisés entre 2000 et 2010**.

Contrairement aux idées reçues, les zones d'activités industrielles et commerciales ne représentent que 10 % de l'artificialisation du territoire entre 2000 et 2005 (données Spot Thema). Elles occupent une part de territoire plus relative que sur les autres territoires : 1 ha sur 10 est dédié aux activités économiques, soit environ 2 100 ha. Cependant, l'analyse Spot Thema relève une progression rapide de ces surfaces (+ 9 % entre 2000 et 2005). Elles progressent ainsi d'environ 20 ha/an.

La forêt qui représente quant à elle un quart du territoire gagne plus de 120 ha entre 2000 et 2005 (données Safer).

Ainsi, ce sont les espaces agricoles qui « subissent » ces évolutions d'occupation foncière. En effet, si l'analyse satellitaire démontre qu'en 2005 l'agriculture occupe plus de la moitié du territoire (56 %), cette dernière enregistre selon les données Safer un recul d'environ 700 ha en 5 ans, dont une chute de plus de 260 ha des cultures permanentes (vignes, vergers). Cela représente une baisse de 1 % de la surface globale occupée par l'agriculture sur le territoire du Scot. Si le rythme s'est poursuivi entre 2005 et 2010, **les espaces agricoles sont susceptibles d'avoir diminué de près de 1400 ha en 10 ans.**

Au final, « l'impact foncier » de chaque habitant supplémentaire sur le territoire peut donc être mesuré : entre 2000 et 2005, il avoisine les 400 m² artificialisés/nouvel habitant[2]. La consommation foncière globale d'un habitant du Scot en 2005 était d'environ 750 m²/habitant (à l'échelle de l'inter-Scot, ce chiffre tombe en dessous de 500 m²/habitant).

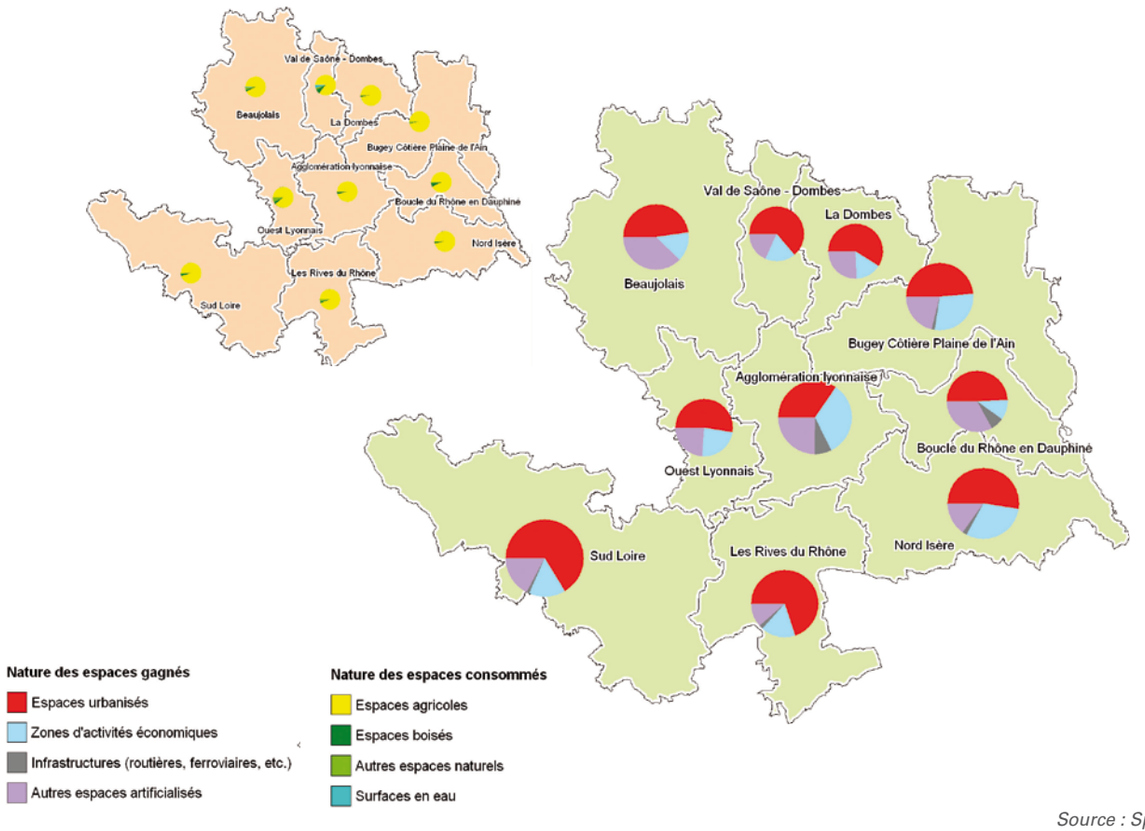
[2] *Données Safer : 386 m² et données Spot Thema : 406 m²*

D'IMPORTANTS ÉCHANGES DE SURFACES ENTRE LES DIFFÉRENTS TYPES D'ESPACES

SITUATION EN 2005 ET FLUX ESTIMÉS ENTRE 2000 ET 2005 SUR LE TERRITOIRE DU SCOT



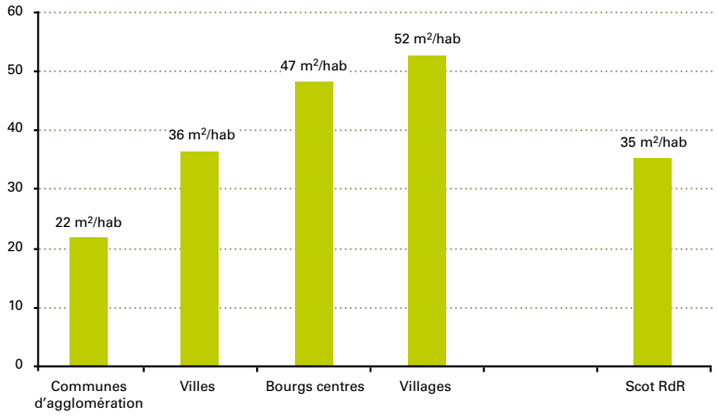
NATURE DES ESPACES ARTIFICIALISÉS ENTRE 2000 ET 2005 À L'ÉCHELLE DE L'INTER-SCOT



Source : Spot Thema

Sur la période 2000-2005, le territoire des Rives du Rhône a donc pour son développement artificialisé environ 35 m² par habitant (données Safer). Cette moyenne dissimule cependant d'importantes disparités : l'impact foncier d'un habitant d'une commune d'agglomération étant quasi 3 fois moins important que celui d'un village (22 m² contre 52 m²).

CONSOMMATION FONCIÈRE PAR HABITANT SELON LE TYPE DE COMMUNE ENTRE 2000 ET 2005 *

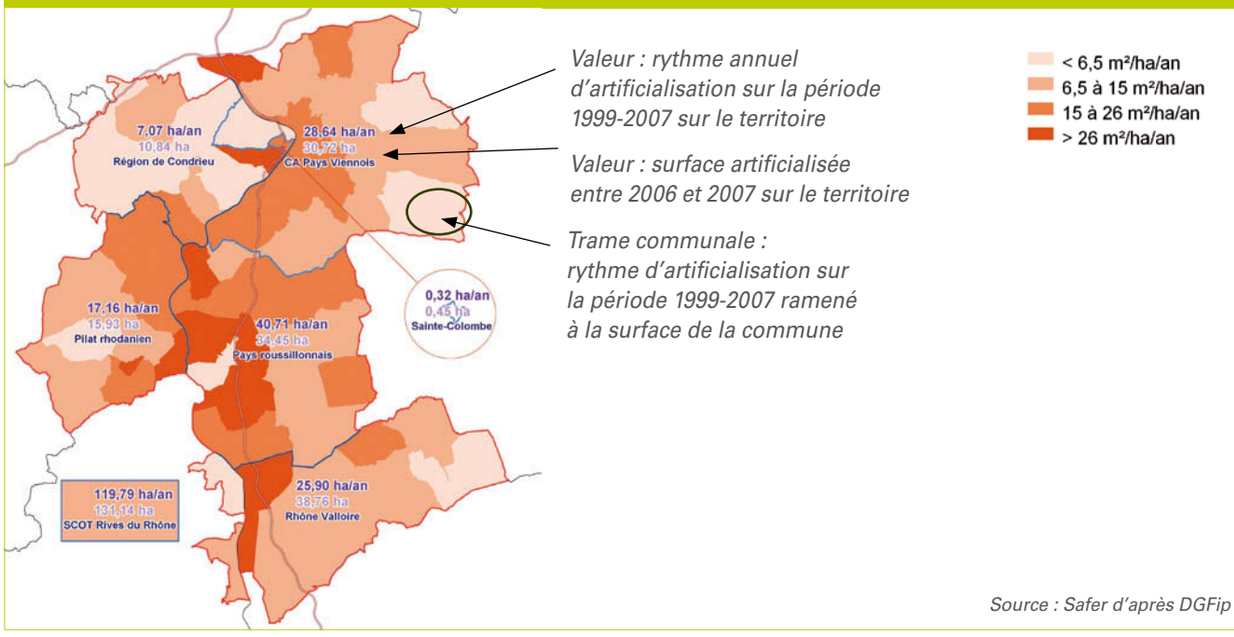


Sources : Safer d'après DGFip et RGP-Insee

Selon les intercommunalités, peuvent également être constatées des dynamiques d'artificialisation variables entre 1999 et 2007 (données Safer). Par exemple, sur le massif du Pilat, le rythme d'artificialisation varie presque du simple au triple entre la communauté de communes de la région de Condrieu (7 ha/an) et celle du Pilat rhodanien (17 ha/an), à poids de population pourtant équivalent. Sur la rive gauche également, la communauté d'agglomération du pays viennois, 3 fois plus peuplée que la communauté de communes Rhône Valloire, connaît un rythme d'artificialisation quasiment identique ces dernières années (entre 26 et 28 ha/an). Au final, le rythme d'artificialisation le plus important est constaté sur la communauté de communes du pays roussillonnais, avec plus de 40 ha/an.

À noter également de façon globale à l'échelle du Scot : l'accélération du rythme d'artificialisation. En effet, plus de 130 ha ont été artificialisés sur un an entre 2006 et 2007, contre une moyenne d'environ 120 ha/an sur la période 1999–2007. Cette précision nous alerte de fait sur la possible sous-estimation des prolongations de tendances, construites sur la moyenne des dernières années.

RYTHME D'ARTIFICIALISATION PAR INTERCOMMUNALITÉ ENTRE 1999 ET 2007



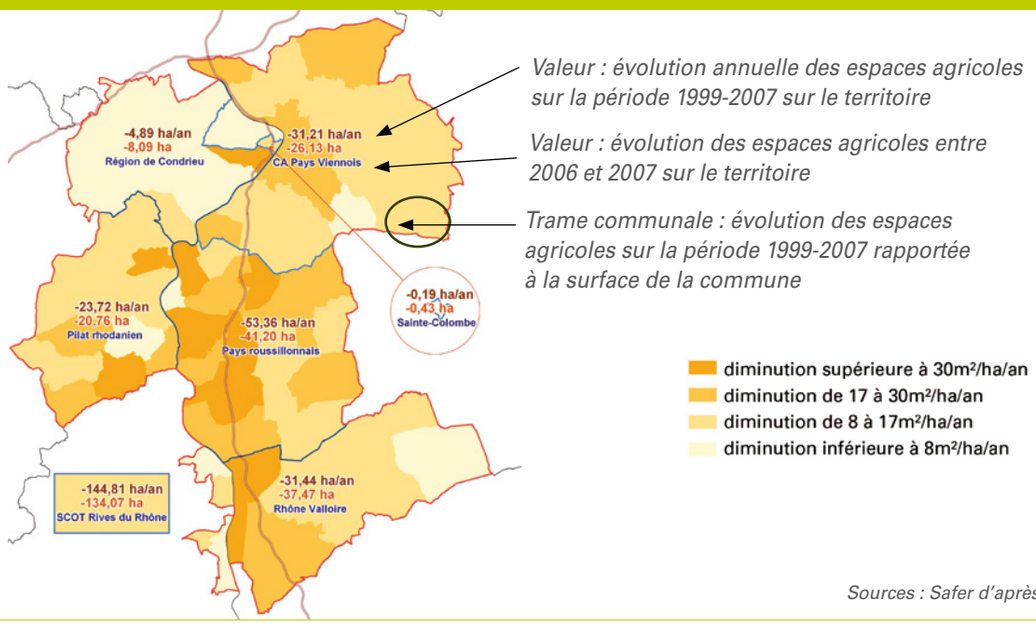
Source : Safer d'après DGFip

Sur la même période de 1999-2007, les données Safer démontrent logiquement, comme expliqué précédemment, une évolution inversement parallèle des surfaces agricoles, avec de fortes disproportions : d'une diminution de 5 ha/an dans la communauté de communes de la région de Condrieu à une baisse dix fois plus importante de plus de 50 ha/an sur la communauté de communes du pays roussillonnais.

Ressortent à l'inverse des convergences de dynamiques surprenantes, quand par exemple des communes du PNR majoritairement rurales comme Saint-Michel-sur-Rhône ou Maclas connaissent des rythmes de réduction des surfaces agricoles aussi importants que des communes d'agglomérations à dominantes industrielles comme Salaise-sur-Sanne ou Saint-Maurice-l'Exil (plus de 30 m²/ha/an en moins).

** Sur la base de la typologie et hiérarchie urbaines retenues dans le Dog*

ÉVOLUTION DES SURFACES AGRICOLES ENTRE 1999 ET 2007



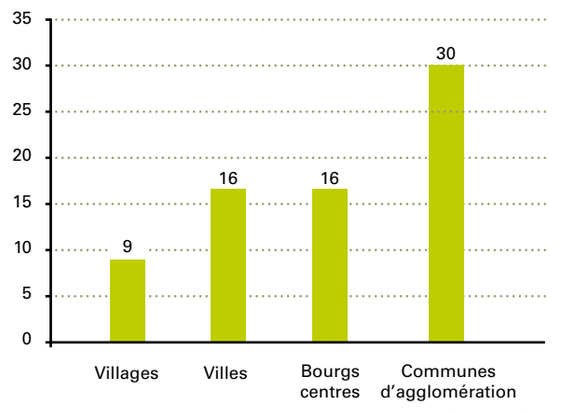
Sources : Safer d'après DGFiP

2.2.2 Des rythmes d'urbanisation et des formes urbaines qui expliquent en partie cet état des lieux

Sur la période 2000-2009, 1 121 logements/an ont été commencés sur le périmètre du Scot, soit un taux annuel de construction[3] de 1,9%[4]. (par exemple, pour une commune de 1 000 habitants et comptant 400 logements en 2000, un gain de 78 logements en 2009).

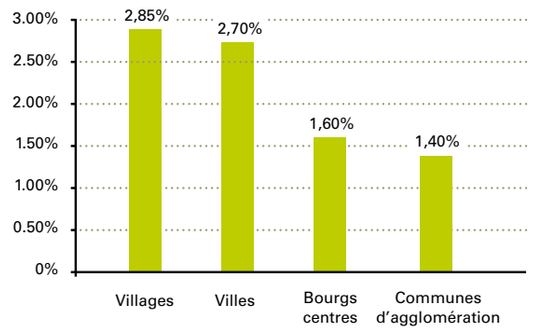
En première lecture, les volumes annuels moyens de construction viennent renforcer principalement les communes d'agglomérations, puis dans une moindre mesure les villes et bourgs centres. Pour autant, l'analyse des taux annuels moyens de construction met en évidence une réalité toute autre, avec des dynamiques particulièrement importantes sur les secteurs les moins peuplés et équipés.

VOLUME ANNUEL MOYEN DE CONSTRUCTION PAR TYPE DE POLARITÉ ENTRE 2000 ET 2009*



Source : Sitadel

TAUX ANNUEL MOYEN DE CONSTRUCTION PAR TYPE DE POLARITÉ ENTRE 2000 ET 2009*



Source : Sitadel

Un village de 1 000 habitants dont la croissance démographique s'établirait à 2,85% doublerait sa population en 25 ans alors qu'une commune d'agglomération, comptant 10 000 habitants, aurait besoin de 50 ans pour en faire autant.

La conjugaison de ce fort taux de construction dans les villages avec une densité globale très faible de logements par hectare (moins de 10 logements/ha) explique que les territoires les plus ruraux (Pilat rhodanien, Valloire) sont ceux qui, proportionnellement aux autres, ont beaucoup artificialisé les sols ces dernières années. En revanche, les données Safer témoignent entre 2000 et 2009 d'un relatif processus de dé-densification du territoire, notamment des communes les plus urbaines (villes mais surtout agglomérations), qui ne manque pas d'interroger le projet de Scot et explique en partie l'importante consommation foncière de ces dernières années.

[3] Le taux annuel de construction est le nombre annuel de logements construits pendant une période par rapport au nombre de résidences principales en début de période.

[4] Taux annuel de construction Rhône-Alpes : 2,4 %

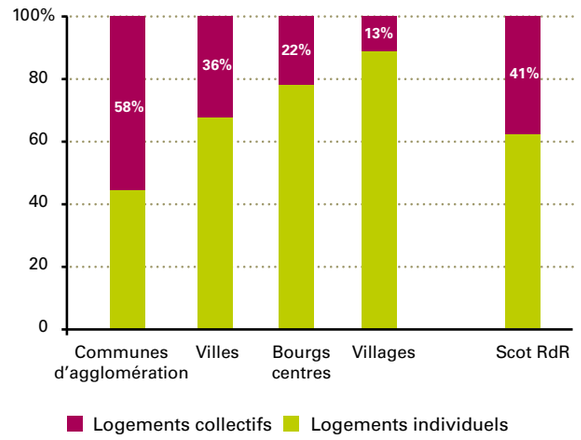
DENSITÉ DE L'HABITAT – NOMBRE DE LOGEMENTS PAR HECTARE EN 2000 ET 2009*

	Densité de l'habitat 2000	Densité de l'habitat 2009	Densité de l'habitat nouvelles opérations 2000 - 2009
Communes d'agglomération	22,23 lgts/ha	21,44 lgts/ha	15,87 lgts/ha
Villes	19,29 lgts/ha	19,24 lgts/ha	18,86 lgts/ha
Bourgs centres	12,96 lgts/ha	13,12 lgts/ha	14,03 lgts/ha
Villages	9,76 lgts/ha	9,88 lgts/ha	10,53 lgts/ha
Scot RdR	15,53 lgts/ha	15,17 lgts/ha	12,99 lgts/ha

Source : Safer

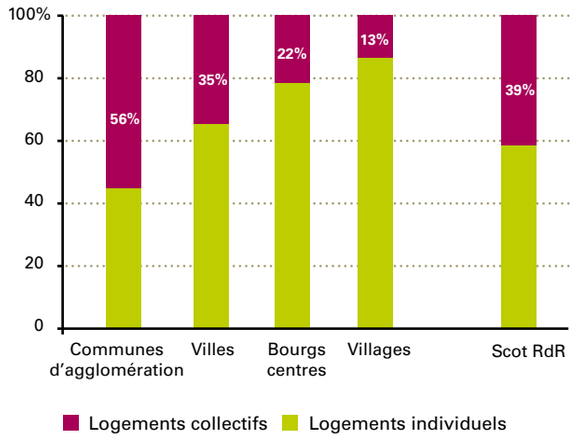
Cette évolution en négatif de la densité des logements s'explique par l'importante production et la part prépondérante des maisons individuelles ces dernières années. En effet, s'il ne s'est pas construit moins de logements collectifs entre 2000 et 2009 que les années précédentes, la très forte péri-urbanisation réalisée aux trois quarts sous forme de logements individuels conduit à une baisse relative de la part de logements collectifs dans l'ensemble du parc des communes (32% de logements collectifs entre 1990 et 1999 contre 21% entre 2000 et 2009) et à une diminution de la densité globale des zones bâties.

PARC DE LOGEMENTS EN 2000*



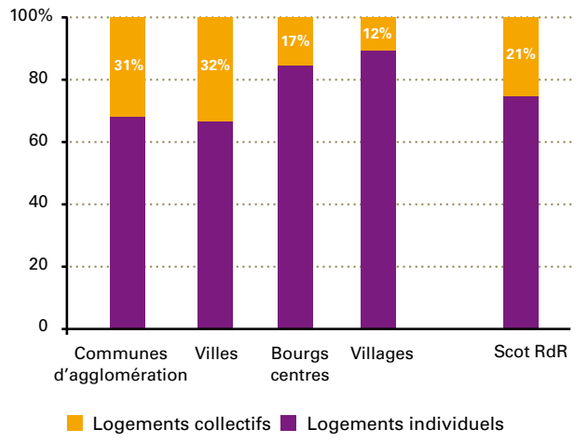
Source : Safer d'après DGFiP

PARC DE LOGEMENTS EN 2009*



Source : Safer d'après DGFiP

NOUVELLES CONSTRUCTIONS ENTRE 2000 ET 2009*

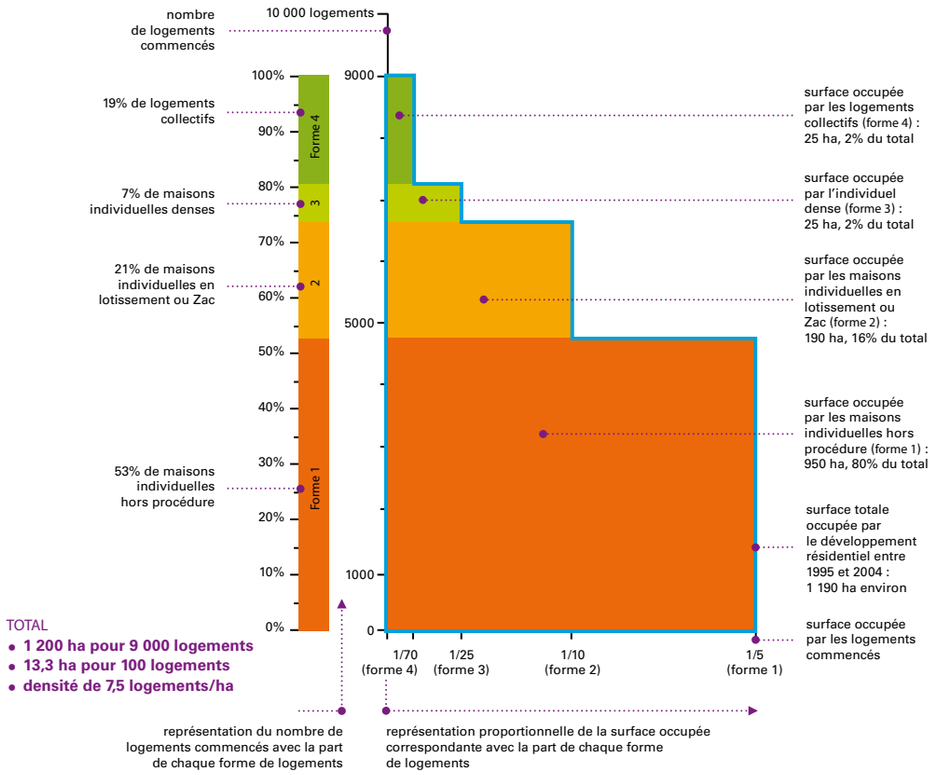


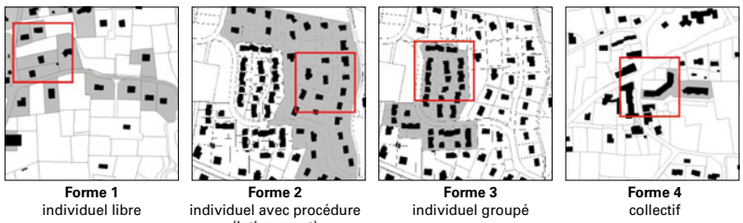
Source : Safer d'après DGFiP

** Sur la base de la typologie et hiérarchie urbaines retenues dans le Dog*

Le graphique ci-dessous présente une analyse, réalisée en 2007 pour le Scot par le Cete de Lyon sur la base de données Sitadel, qui confirme ces tendances sur un pas de temps légèrement différent (1995-2004) : la maison individuelle construite hors de toute procédure (forme 1) représente la moitié des logements commencés et 80% de l'espace consommé, malgré sa relative « invisibilité » (moyenne sur cette période de 6 maisons/an/commune). Les logements individuels denses (forme 3) et les logements collectifs (forme 4) ne représentent qu'un quart des logements, pour seulement 4% de l'espace occupé.

PART DES DIFFÉRENTES FORMES DE LOGEMENTS DANS LA CONSOMMATION FONCIÈRE GLOBALE DU TERRITOIRE ENTRE 1995 ET 2004 (DONNÉES SITADEL)





Forme 1 individuel libre | **Forme 2** individuel avec procédure (lotissement) | **Forme 3** individuel groupé | **Forme 4** collectif



3 à 5 logements/ha | **10 logements/ha** | **25 logements/ha** | **70 logements/ha**

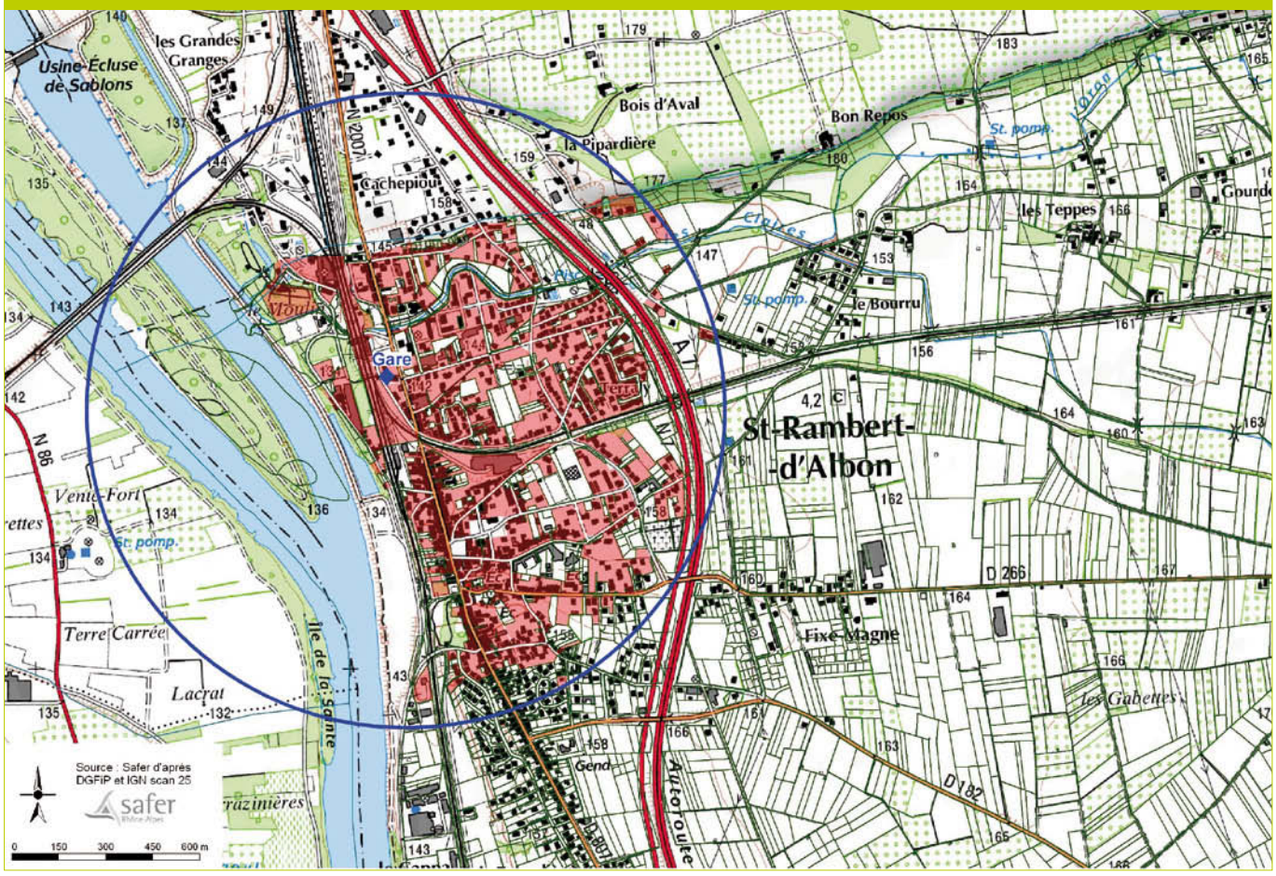
(le carré rouge sur les extraits de cadastre ci-dessus représente 100 m x 100 m : un hectare)

Source : Cete de Lyon

Les donnés Sitadel, avec leurs limites (cf. préambule), sont en ce sens beaucoup plus alarmantes que les données Spot Thema ou Safer puisqu'elles livrent une surface moyenne consommée par logements entre 1 300 et 1 400 m² durant les dernières années. Cela représenterait sur la base des objectifs de production en logements du projet de Scot une consommation de plus de 150 ha/an pour les seuls besoins de l'habitat, soit plus de 3 000 ha à l'horizon 2030…

Dernièrement, à une échelle plus fine et concernant l'enjeu d'économie foncière dans les pôles-gares, l'étude Urbagare réalisée par l'agence d'urbanisme de l'agglomération lyonnaise en 2007 avait démontré les importantes capacités de densification et de valorisation foncières dans le seul périmètre du kilomètre autour des gares. Or, les dynamiques urbaines constatées sur le terrain sont inverses, à l'image du zoom réalisé par la Safer sur Saint-Rambert-d'Albon (cf. carte suivante) qui démontre qu'entre 2000 et 2008 les trois quarts du développement de la commune se sont effectués en dehors du périmètre du kilomètre. Pour mémoire, l'étude Urbagare a estimé entre 600 logements (fourchette basse) et 1 000 logements (fourchette haute) les capacités de constructions supplémentaires dans le périmètre du kilomètre autour de cette gare.

DYNAMIQUES DE CONSTRUCTION AUTOUR DES GARES - EXEMPLE DE LA COMMUNE DE SAINT-RAMBERT-D'ALBON (26)



Nombre de logements construits dans le périmètre entre 2000 et 2008	102 lgts
Dont logements individuels	61 %
Dont logements collectifs	39 %
Part du nombre de logements total construits dans le périmètre/commune	**24 %**
Part du nombre de logements individuels construits dans le périmètre/commune	11 %
Part du nombre de logements collectifs construits dans le périmètre/commune	100 %

Méthode appliquée :
Selection sur SIG des parcelles situées dans un rayon d'1 km autour de la gare
Liaison entre cette liste de parcelles et la base « bâti » du cadastre de la DGFip

Sources : Safer d'après DGFiP

safer Rhône-Alpes

2.2.3 Des prolongements de tendances que le Scot se doit d'infléchir

L'ensemble des données recueillies a constitué dès l'origine du Scot l'un des éléments moteurs du projet : rompre avec l'étalement urbain et la consommation excessive de terrain.

EXTRAIT DES ORIENTATIONS GÉNÉRALES DU PADD (MARS 2007) :

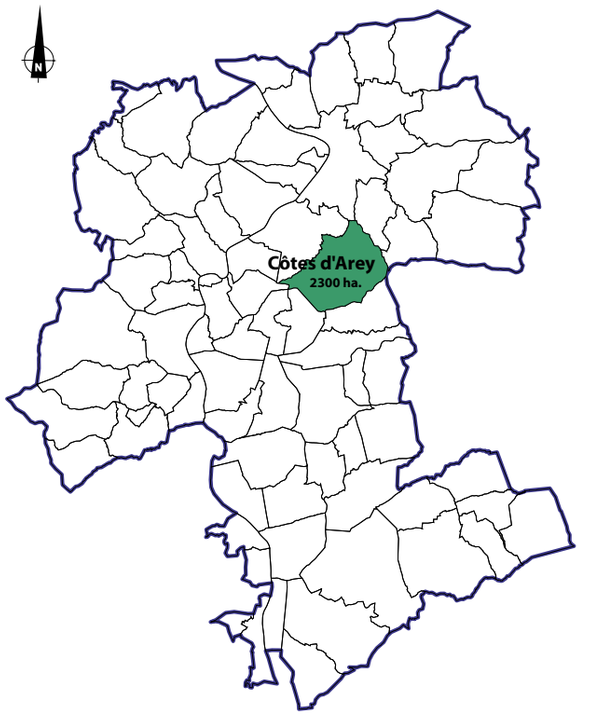
« **Freiner la consommation du foncier en jouant sur la diversité des formes et des fonctions urbaines**

La diversification des formes urbaines doit conduire inévitablement à une baisse de la consommation d'espace sur le territoire. Cette baisse sera liée à l'augmentation de la densité brute de l'habitat (hors prise en compte des équipements directement liés à la production des nouveaux logements) pour espérer tendre pourquoi pas vers une densité d'environ 35 logements à l'hectare pour l'ensemble du territoire, contre 8 logements à l'hectare aujourd'hui.
La diminution de la consommation d'espace sera également liée à la production de quartiers « intégrés » privilégiant une mixité des fonctions urbaines et donc la proximité de l'ensemble des services à la population. Ce type d'aménagement prend notamment tout son sens dans le cadre d'opérations de renouvellement : réinvestissement à l'intérieur du tissu urbain constitué («dents creuses», friches). C'est l'une des clés d'économie foncière primordiale pour le Scot. »

En effet, un simple prolongement de tendance entre 2010 et 2030 sur le modèle de développement actuel et sur la base du projet de Scot qui envisage une croissance démographique de 40 000 habitants supplémentaires durant cette période laisserait présager **une artificialisation du territoire de plus de 2 300 ha**[5] (l'équivalent en surface des communes de Longes ou des Côtes d'Arey), **soit une augmentation d'environ 20 % de l'artificialisation du territoire**. Entre autres, 80 % de cette artificialisation seraient liés aux seuls besoins de l'habitat (environ 1 900 ha). Bien évidemment, les espaces agricoles seraient une fois de plus les grands perdants de l'équation, avec 2 800 ha en moins, soit une baisse de 5 % des surfaces agricoles. Si le développement urbain serait la raison principale de cette régression, près de 20 % seraient liés à la progression des espaces boisés qui pourraient gagner environ 500 ha durant cette période (+120 ha entre 2000-2005, données Safer).

Au travers du Scot des Rives du Rhône, les élus souhaitent fortement agir sur ce scénario tendanciel, inacceptable à leurs yeux. Bien évidemment, le Scot ne dispose pas de leviers d'action sur les dynamiques d'enfrichement et de progression forestière : cela relève directement des pratiques culturales, de l'abandon de certaines terres par les agriculteurs en lien avec la diminution du nombre d'exploitants ces dernières années. Sur le territoire, un ensemble d'outils et de dispositifs d'incitation et de soutien techniques et financiers peuvent cependant agir plus ou moins directement sur cette problématique, par le biais des contrats de développement de pays Rhône-Alpes, le parc naturel régional, les plans de gestion…

L'IMPACT FONCIER À L'HORIZON 2030 DES DYNAMIQUES D'ARTIFICIALISATION CONSTATÉES SUR LA DERNIÈRE DÉCÉNNIE



Le Scot produira donc principalement ses effets sur les modes de production urbaine, à vocation d'habitat comme économique, source de l'artificialisation des terres. De nombreuses dispositions sont présentes dans le Dog pour ralentir ces phénomènes :

- Des densités minimales de 20 à 40 logements/ha seront imposées pour les futures opérations de logements.
- L'urbanisation sera fortement contrainte en dehors des centres-bourgs des communes.
- La valorisation des disponibilités foncières existantes dans le tissu urbain sera un préalable à l'extension sur de nouvelles zones.
- L'intensification des politiques urbaines sera promue dans les secteurs bien desservis par les transports collectifs, notamment dans les pôles-gares.
- Les zones d'activités économiques devront justifier d'une optimisation maximale du foncier à aménager, et les opportunités foncières disponibles dans les zones sujettes à extension ou existantes à proximité devront avoir été valorisées avant toute extension/création nouvelle.

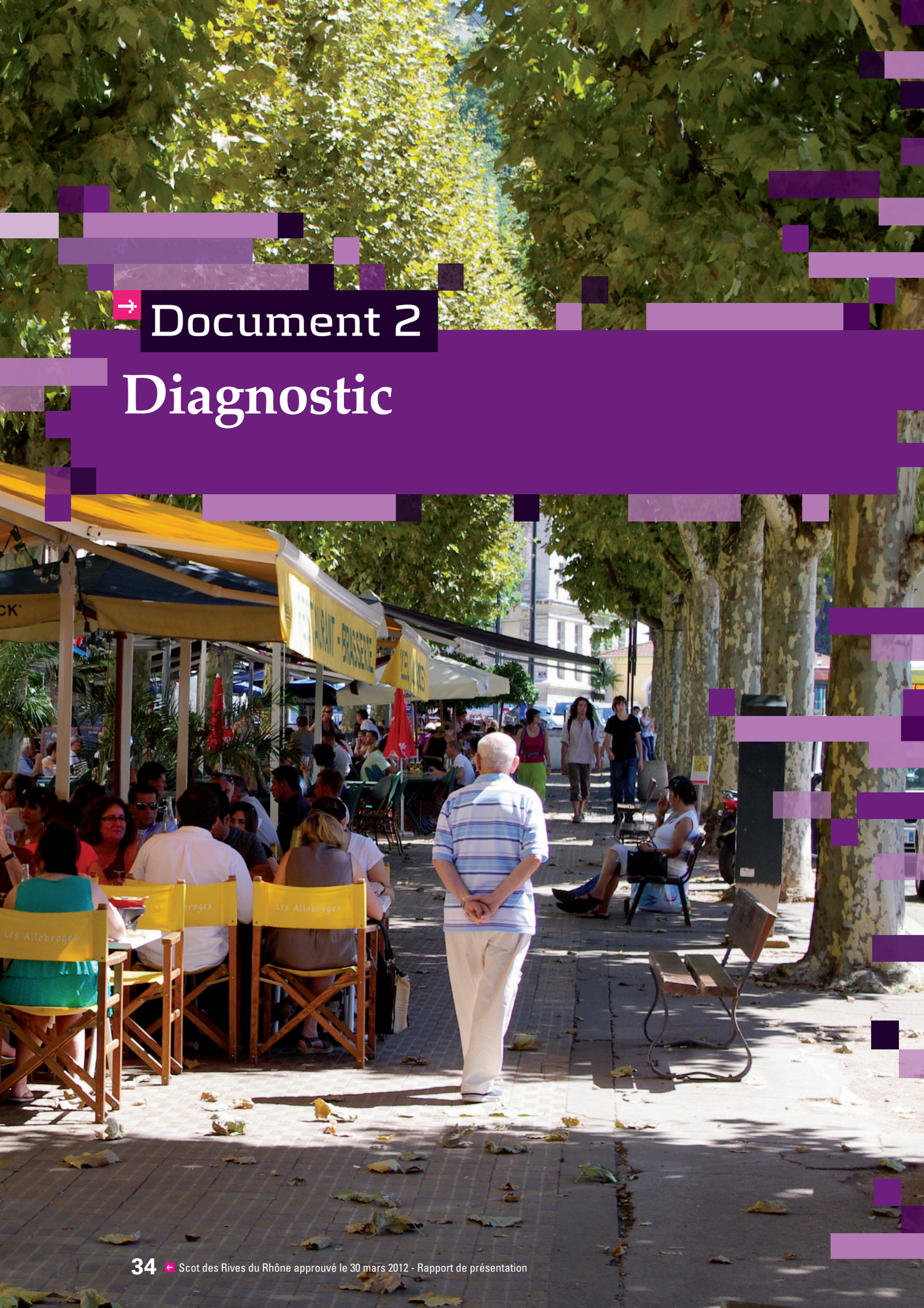
[5]Le parti pris méthodologique du Scot a été sur cette question de se caler sur une estimation de la consommation foncière au croisement des données Spot et Safer, d'un point de vue technique moins sujettes à caution que Sitadel.

Ainsi, à l'horizon 2030, le Scot devrait permettre d'économiser près de 1 100 ha sur les seuls besoins liés à l'habitat. En effet, la consommation foncière maximale envisagée pour la production des 24 000 nouveaux logements est de 800 ha, hors déduction des économies qui seront faites dans le cadre de la politique de réinvestissement urbain promue par le Scot. En effet, 30 à 60 % du foncier pourront de toute évidence être « trouvés » à l'intérieur du tissu urbain existant des communes : dans une fourchette haute raisonnable, c'est donc environ 1 300 ha de foncier que le territoire peut ambitionner d'économiser.

De plus, environ 16 000 logements sur les 24 000 envisagés dans le Scot, soit les deux tiers, seront construits dans les agglomérations et les villes de la vallée du Rhône, à proximité immédiate des gares ferroviaires, des lignes de transports en communs, des services, commerces et pôles d'emplois.

Concernant le foncier économique, sur la base des tendances 2000–2005, environ 400 ha seraient utilisés d'ici à 2030. Ainsi, même si pour des raisons de souplesse d'offre et de gestion de « portefeuille foncier » 600 ha sont inscrits au Scot, les prescriptions du Scot en termes de densification des ZAE peut à l'inverse laisser présager une consommation inférieure à 400 ha (sur la base d'un rythme de commercialisation identique à la période 2000-2005, ce dont on ne peut présager).

Au final, le Scot devrait permettre d'éviter l'artificialisation de 1 100 ha (fourchette basse) à 1 400 ha (fourchette haute). 900 ha (fourchette basse) à 1 200 ha (fourchette haute) sont à l'inverse susceptibles d'être artificialisés si les évolutions démographiques retenues par les élus pour établir le projet de Scot se maintiennent, **ce qui revient tout de même à diviser par deux le rythme d'artificialisation du territoire.**



Document 2

Diagnostic

PARTIE 1 42
Une dynamique démographique et urbaine diffuse sur tout le territoire

PARTIE 2 56
Des potentialités de développement économique importantes

PARTIE 3 80
Un patrimoine et des ressources naturelles et agricoles riches mais fragiles

PARTIE 4 104
Une offre en transports et déplacements à renforcer et à diversifier

PARTIE 5 120
Un parc de logements qui ne répond pas à la diversité des besoins



Document 2

Sommaire

PARTIE 1

UNE DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE ET URBAINE DIFFUSE SUR TOUT LE TERRITOIRE 42

CHAPITRE 1 - UN RYTHME DE CROISSANCE SOUTENU DEPUIS PLUS DE 20 ANS 43

1.1 UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE RÉGULIÈRE 43

1.2 UN SOLDE NATUREL RELATIVEMENT HOMOGÈNE ET UN SOLDE MIGRATOIRE DÉTERMINANT 43

CHAPITRE 2 - UN PHÉNOMÈNE DE DESSERREMENT URBAIN EN PLEINE ACCÉLÉRATION 45

2.1 UN PHÉNOMÈNE OPÉRANT À L'ÉCHELLE DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE LYONNAISE 45

2.2 UN AFFAIBLISSEMENT DES PRINCIPAUX PÔLES URBAINS 45

CHAPITRE 3 - LES RISQUES D'UNE POURSUITE DE LA PÉRIURBANISATION 50

CHAPITRE 4 - ENJEUX POUR LE PROJET : ORGANISER LA CROISSANCE ET ANTICIPER LES ÉVOLUTIONS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES 52

4.1 UNE AUGMENTATION PRÉVISIBLE DE LA POPULATION 52

4.2 LES NOUVEAUX BESOINS EN MATIÈRE D'ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS 52

4.3 UN ACCROISSEMENT DE LA PROPORTION DES PETITS MÉNAGES 53

4.4 FAIRE FACE AU VIEILLISSEMENT AMORCÉ DE LA POPULATION 54

PARTIE 2

DES POTENTIALITÉS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE IMPORTANTES 56

CHAPITRE 1 - DES TERRITOIRES AUX PROFILS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET POTENTIALITÉS VARIÉS 57

1.1 UNE PROGRESSION CONTINUE DES EMPLOIS SUR LE TERRITOIRE 57

1.2 DES TERRITOIRES AUX PROFILS SOCIO-ÉCONOMIQUES DIFFÉRENCIÉS 60

1.3 DES RESSOURCES FONCIÈRES INÉGALEMENT RÉPARTIES 62



CHAPITRE 2 - L'INDUSTRIE SE MAINTIENT, LA LOGISTIQUE SE DÉVELOPPE 65

2.1 UNE INDUSTRIE ENCORE PUISSANTE MAIS À L'AVENIR INCERTAIN 65

2.2 LE POIDS DE LA LOGISTIQUE ET DU SECTEUR DES TRANSPORTS 66

CHAPITRE 3 - L'AGRICULTURE, DE FORTES INQUIÉTUDES MALGRÉ LA RICHESSE DES PRODUCTIONS 68

3.1 UNE FORTE RÉGRESSION DE LA SURFACE AGRICOLE UTILE ET DU NOMBRE D'EXPLOITANTS 68

3.2 DES BASSINS DE PRODUCTIONS AGRICOLES VARIÉS 69

3.2.1 Une filière viticole renommée sur les coteaux du Rhône 69
3.2.2 Une prédominance de l'arboriculture dans le sud du territoire 70
3.2.3 Les cultures céréalières : l'activité dominante en rive gauche 70
3.2.4 L'élevage bovin : plus extensif sur le Pilat qu'en rive gauche 70
3.2.5 L'AOC en soutien à la filière caprine sur le Pilat 70

3.3 L'IDENTIFICATION DES CŒURS DE PRODUCTIONS AGRICOLES 71

CHAPITRE 4 - UNE OFFRE COMMERCIALE ABONDANTE MAIS DÉSÉQUILIBRÉE 73

4.1 UN ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL FORT AUX PORTES DU TERRITOIRE 73

4.2 UN TISSU COMMERCIAL ABONDANT ET DYNAMIQUE 73

4.3 UN MAILLAGE COMMERCIAL STRUCTURÉ ET HIÉRARCHISÉ 74

4.4 UNE DOMINATION DES GRANDES ET MOYENNES SURFACES DE FAIBLE QUALITÉ 75

4.5 UNE OFFRE COMMERCIALE DÉSÉQUILIBRÉE 75

CHAPITRE 5 - UN TOURISME DE PROXIMITÉ À VALORISER 77

5.1 UNE OFFRE TOURISTIQUE ET PATRIMONIALE ABONDANTE ET DIVERSIFIÉE 77

5.2 UN HÉBERGEMENT TOURISTIQUE À ÉTOFFER 77

CHAPITRE 6 - ENJEUX POUR LE PROJET : DES RÈGLES DU JEU À PARTAGER ET UNE STRATÉGIE À CONSTITUER 79

6.1 CONSTRUIRE UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE PRENANT EN COMPTE LES FORTES DIVERSITÉS DES CONTEXTES TERRITORIAUX 79

6.2 INTÉGRER TOUS LES NOUVEAUX PROJETS ÉCONOMIQUES DANS UNE LOGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 79

6.3 RECONNAÎTRE LA MULTIFONCTIONNALITÉ DE L'AGRICULTURE ET ASSURER LA PÉRENNITÉ DU FONCIER AGRICOLE 79



Document 2

Sommaire

PARTIE 3

UN PATRIMOINE ET DES RESSOURCES NATURELLES ET AGRICOLES RICHES MAIS FRAGILES 80

CHAPITRE 1 - UN CADRE DE VIE PRIVILÉGIÉ 81

1.1 LE FLEUVE RHÔNE, UN PATRIMOINE NATUREL D'EXCEPTION STRUCTURANT LE TERRITOIRE 81

1.2 DES PAYSAGES CONTRASTÉS VECTEURS D'IDENTITÉ 82

CHAPITRE 2 - UN PATRIMOINE NATUREL RICHE MAIS PEU PROTÉGÉ 83

2.1 UN PATRIMOINE NATUREL RELATIVEMENT BIEN INVENTORIÉ 83

2.2 UNE NATURE ORDINAIRE QUI PARTICIPE AU BON FONCTIONNEMENT ÉCOLOGIQUE 84

2.3 DES MILIEUX NATURELS REMARQUABLES PARTIELLEMENT GÉRÉS ET PROTÉGÉS 87

2.4 LE PARC NATUREL RÉGIONAL DU PILAT : UN OUTIL DE DÉVELOPPEMENT LOCAL, MAIS AUSSI DE PRÉSERVATION ET DE MISE EN VALEUR DES ESPACES NATURELS 88

2.5 DES SITES NATURELS REMARQUABLES ENCORE INSUFFISAMMENT PROTÉGÉS VOIRE MENACÉS 88

CHAPITRE 3 - DES RESSOURCES NATURELLES SOUMISES À DE FORTES PRESSIONS OU SOUS-EXPLOITÉES 89

3.1 UN TERRITOIRE À DOMINANTE AGRICOLE SOUMIS À DES PRESSIONS D'URBANISATION 89

3.2 L'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL CONTINUE À ACCOMPAGNER LA CROISSANCE 90

3.3 DES RESSOURCES EN EAU IMPORTANTES MAIS FRAGILISÉES PAR DES PRESSIONS POLLUANTES ET UNE EXPLOITATION IMPORTANTE 90

3.4 DES EAUX PRÉLEVÉES SURTOUT DANS LES NAPPES SOUTERRAINES ET PRINCIPALEMENT PAR L'INDUSTRIE 91

3.5 DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT EN COURS D'AMÉLIORATION 94

3.6 DES DÉMARCHES DE GESTION CONCERTÉE DES COURS D'EAU PAR BASSIN VERSANT QUI COUVRENT PARTIELLEMENT LE TERRITOIRE 95

3.7 DES CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES IMPORTANTES, QUI FONT ENCORE PEU APPEL AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES 95



CHAPITRE 4 - UN TERRITOIRE SOUMIS À DE NOMBREUX RISQUES ET NUISANCES 97

4.1 DES NUISANCES SONORES LIÉES AUX INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT 97

4.2 UNE QUALITÉ DE L'AIR À SURVEILLER 97

4.3 UNE PRODUCTION DE DÉCHETS EN AUGMENTATION ET DONT IL FAUT AMÉLIORER LE TRAITEMENT 98

4.4 DES SITES ET SOLS POLLUÉS PORTANT ATTEINTE AUX RESSOURCES LOCALES 100

4.5 DES RISQUES NATURELS NOMBREUX ET DIVERS 100

4.6 DES RISQUES TECHNOLOGIQUES NOTABLES ET CONTRAIGNANTS 101

CHAPITRE 5 - ENJEUX POUR LE PROJET : PRÉSERVER ET VALORISER LES RESSOURCES DU TERRITOIRE, RÉDUIRE LES POPULATIONS SOUMISES AUX RISQUES ET LES NUISANCES EXERCÉES PAR LES ACTIVITÉS HUMAINES 103

5.1 LUTTER CONTRE LA BANALISATION DES PAYSAGES 103

5.2 AMÉLIORER LA BIODIVERSITÉ, PROTÉGER ET VALORISER LES RESSOURCES NATURELLES LOCALES 103

5.3 LIMITER L'EXPOSITION AUX RISQUES DES POPULATIONS ET RÉDUIRE LES NUISANCES EXERCÉES PAR LES ACTIVITÉS HUMAINES 103

PARTIE 4

UNE OFFRE EN TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS À RENFORCER ET À DIVERSIFIER 104

CHAPITRE 1 - UNE HAUSSE GÉNÉRALISÉE DES DÉPLACEMENTS RENFORÇANT LES DÉPENDANCES AU TRANSPORT AUTOMOBILE 105

CHAPITRE 2 - UNE ARMATURE ROUTIÈRE EN VOIE DE SATURATION 108

CHAPITRE 3 - D'IMPORTANTES CAPACITÉS DE REPORT MODAL SUR LES VOIES FLUVIALES ET FERROVIAIRES 110

3.1 UN RÉSEAU FERROVIAIRE AUX NOMBREUX POTENTIELS 110

3.2 LE FLEUVE RHÔNE, UNE RICHESSE SOUS-EXPLOITÉE 112



Document 2

Sommaire

CHAPITRE 4 - LES GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : DES FLUX DE TRANSIT QUI RESTERONT À ASSUMER 114

4.1 LE COL, PROJET DE CONTOURNEMENT AUTOROUTIER OUEST DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE 114

4.2 LE CFAL, PROJET DE CONTOURNEMENT FERROVIAIRE DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE 114

CHAPITRE 5 - ENJEUX POUR LE PROJET : LIER POLITIQUES D'URBANISME ET DE TRANSPORT ET ASSURER LES CONNEXIONS MULTIMODALES 116

5.1 UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT MONOMODAL À REMETTRE EN CAUSE 116

5.2 L'INTERFACE URBANISME ET TRANSPORT : L'INTERMODALITÉ COMME SEULE ALTERNATIVE DURABLE AUX ENJEUX DE MOBILITÉ 117

5.3 DÉVELOPPER LE TRANSPORT FLUVIAL ET FERROVIAIRE DES MARCHANDISES POUR CONCURRENCER LE MODE ROUTIER 117

PARTIE 5

UN PARC DE LOGEMENTS QUI NE RÉPOND PAS À LA DIVERSITÉ DES BESOINS 120

CHAPITRE 1 - UN MARCHÉ DE L'HABITAT QUI S'UNIFORMISE 121

1.1 UN PARC DE LOGEMENTS NEUFS OÙ DOMINE LA MAISON INDIVIDUELLE 121

1.2 UN MANQUE DE QUALITÉ DANS LES NOUVELLES OPÉRATIONS 122

1.3 UNE CARENCE EN LOGEMENTS LOCATIFS, NOTAMMENT AIDÉS 122

1.4 DES POLITIQUES URBAINES ET DU LOGEMENT CONFRONTÉES À DES ENJEUX DE COHÉSION SOCIALE ET DE RENOUVELLEMENT URBAIN 124

CHAPITRE 2 - UN HABITAT QUI CONSOMME DE PLUS EN PLUS D'ESPACE 125

CHAPITRE 3 - ENJEUX POUR LE PROJET : DENSIFIER ET DIVERSIFIER 127

3.1 TRAVAILLER SUR LA DIVERSITÉ DE L'HABITAT POUR RÉPONDRE AUX BESOINS ACTUELS ET FUTURS 127

3.2 DONNER ENVIE DE « DENSE CITÉ » 128

3.3 ROMPRE AVEC L'ÉPARPILLEMENT URBAIN ET RÉ-ASSEOIR LE « CENTRE » (VILLE/VILLAGE) COMME LIEU DE DÉVELOPPEMENT PRÉFÉRENTIEL DU BÂTI 129





Document 2

PARTIE 1

Une dynamique démographique et urbaine diffuse sur tout le territoire

La topographie contrastée du territoire, composé d'une large vallée naturelle facilitant les communications sur un axe nord-sud et d'espaces situés sur les franges au relief plus accidenté, a largement influencé l'occupation humaine du Scot des Rives du Rhône.

Le territoire des Rives du Rhône fait l'objet d'une forte attractivité se traduisant par une importante croissance démographique et urbaine.

Seulement, cette croissance se dilue sur les secteurs les plus ruraux au lieu de se concentrer sur les villes. L'armature urbaine du territoire se diffuse et est peu à peu remise en cause. Ces dynamiques de péri-urbanisation éloignent la population des pôles d'emplois et de services, ce qui contribue à l'accroissement des déplacements et à la saturation des axes routiers, qui sont autant de conséquences non soutenables du mode de développement actuel.

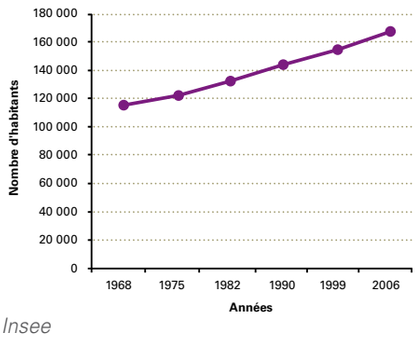
Un rythme de croissance soutenu depuis plus de 20 ans

1.1 UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE RÉGULIÈRE

La population du Scot des Rives du Rhône était de 167 600 habitants en 2006 contre 154 500 habitants en 1999. Elle a ainsi gagné 13 100 habitants en 7 ans soit un taux de croissance moyen annuel de +1,2 %.

Cette évolution place le territoire dans une situation de croissance comparable à celle de la région Rhône-Alpes (taux moyen annuel de 1 %) mais globalement supérieure à la moyenne des territoires de l'Inter-Scot (0,5 % sur la période 1990-1999). C'est également ce taux de 1 % qu'elle a connu sur la période 1962-2006 qui traduit une forte stabilité de l'évolution de la population dans un rythme régulier et sans grandes variations (le plus grand écart concerne la période 1990-1999, avec une croissance de 0,79 %).

ÉVOLUTION DE LA POPULATION ENTRE 1968 ET 2006



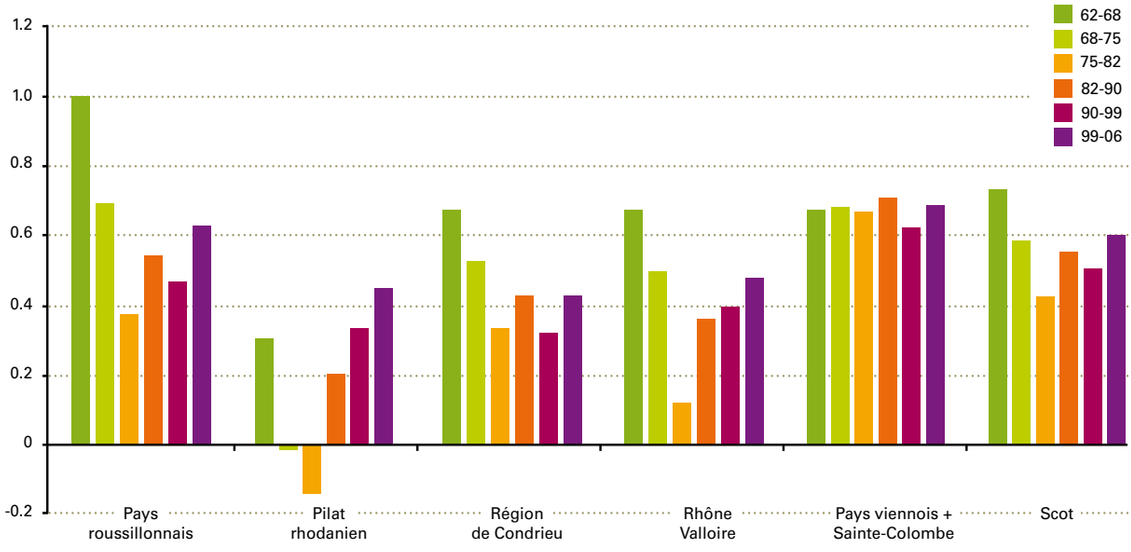
Source Insee

1.2 UN SOLDE NATUREL RELATIVEMENT HOMOGÈNE ET UN SOLDE MIGRATOIRE DÉTERMINANT

Depuis 1962, la croissance démographique du territoire bénéficie de soldes naturels et migratoires positifs pour le territoire du Scot.

À l'échelle du Scot, le solde naturel connaît peu de variations depuis 1962 (taux migratoires variant de +0,4 % entre 1975 et 1982 à +0,7 % entre 1962 et 1968). Exception faite de la communauté de communes du Pilat rhodanien durant la période de 1968 à 1982 tous les EPCI comptabilisent davantage de naissances que de décès.

ÉVOLUTION DU SOLDE NATUREL PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ENTRE 1962 ET 2006



Source Insee

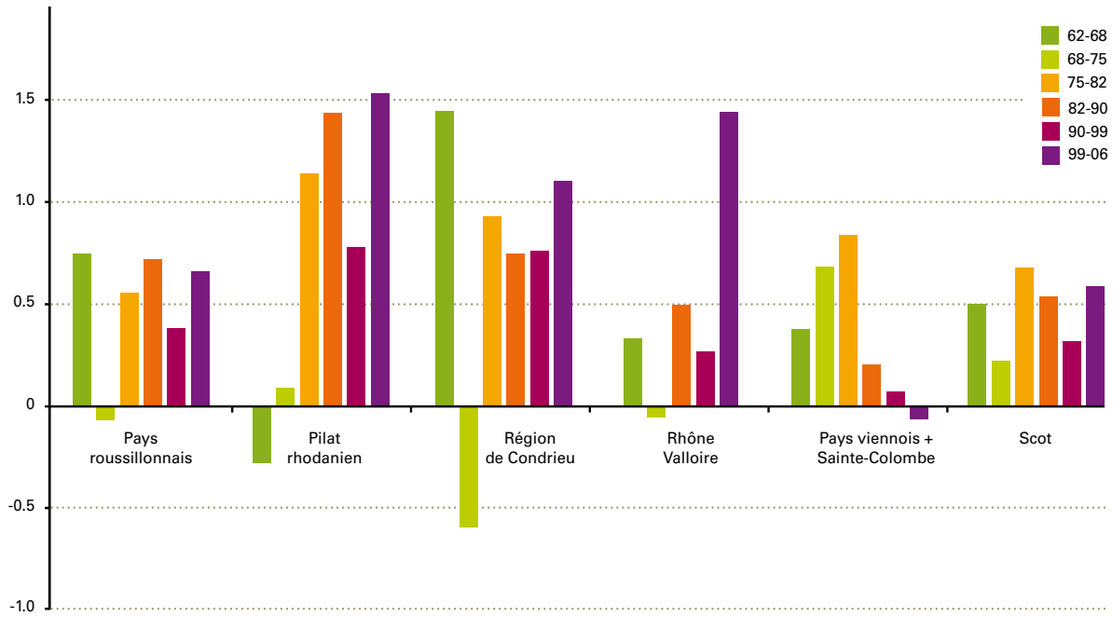
L'autre composante de la variation démographique, le solde migratoire, subit a contrario des évolutions plus contrastées.

Avec des taux qui oscillent de +0,2 % entre 1968 et 1975 à +0,7 % entre 1975 et 1982, le solde migratoire représente une composante déterminante dans la variation totale de l'évolution démographique à l'échelle du territoire.

Dans le détail, le Pilat rhodanien depuis 1975, Rhône Valloire depuis 1999, la région de Condrieu depuis 1975 connaissent une forte attractivité. À l'opposé, le pays viennois voit s'éroder son solde migratoire qui devient négatif entre 1999 et 2006.

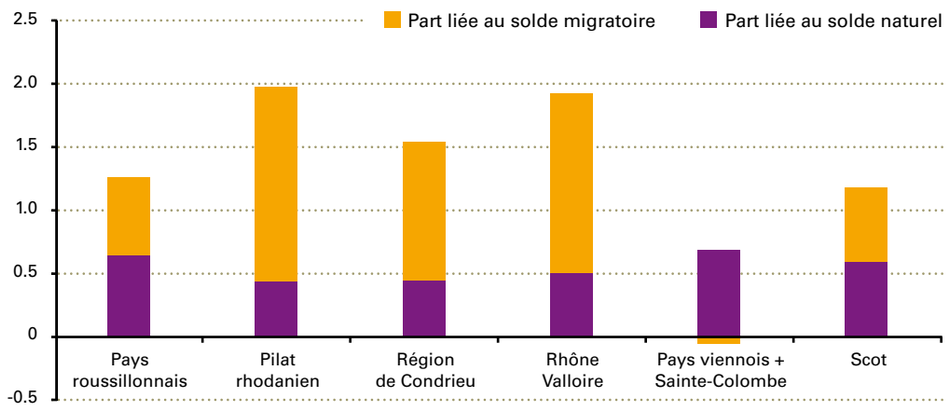
Au final, les secteurs dont le contexte démographique est le plus dynamique depuis 1999 sont ceux où le solde migratoire est le plus excédentaire (Rhône Valloire, Pilat rhodanien, région de Condrieu, pays roussillonnais).

ÉVOLUTION DU SOLDE MIGRATOIRE PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ENTRE 1962 ET 2006



Source Insee

RÉPARTITION DE LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ENTRE SOLDE NATUREL ET SOLDE MIGRATOIRE PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ENTRE 1999 ET 2006



Source Insee

Chapitre 2

Un phénomène de desserrement urbain en pleine accélération

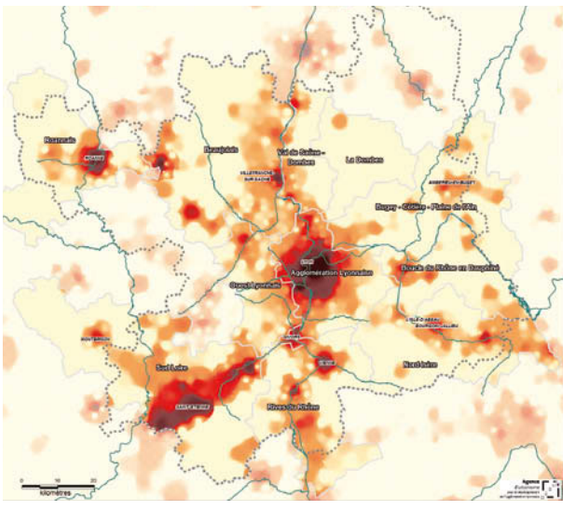
2.1 UN PHÉNOMÈNE OPÉRANT À L'ÉCHELLE DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE LYONNAISE

L'observation des dynamiques démographiques à l'échelle de l'aire métropolitaine lyonnaise depuis 1954 montre un desserrement progressif des grands centres urbains au profit des espaces à dominante rurale situés en périphérie.

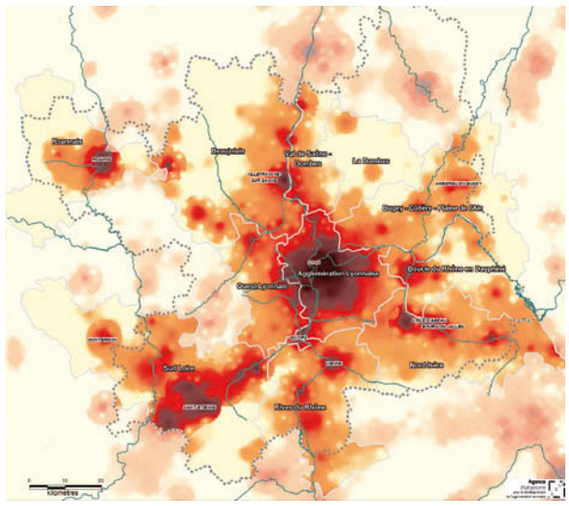
La lisibilité de l'armature urbaine de l'aire métropolitaine tend alors à s'amoindrir par une augmentation des espaces de densité « intermédiaire » (couleur orangée sur les cartes ci-dessous) même si le pouvoir de polarisation des deux agglomérations centre (Lyon et Saint-Étienne) est toujours opérant compte tenu de l'élargissement des zones de densité élevée autour de ces pôles.

LA DENSITÉ DE POPULATION EN 1954 ET 1999 : UNE ARMATURE URBAINE À LA FOIS RENFORCÉE ET CONCURRENCÉE

DENSITÉ DE POPULATION EN 1954



DENSITÉ DE POPULATION EN 1999



Réalisation : agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise
Source Insee

2.2 UN AFFAIBLISSEMENT DES PRINCIPAUX PÔLES URBAINS

L'affaiblissement des centres urbains s'observe également à l'échelle du territoire des Rives du Rhône. L'analyse des dynamiques démographiques entre les années 1950 et 2000 montre une alternance de périodes d'attractivité ou de replis rythmant l'urbanisation des communes du territoire.

Entre 1954 et 1968, dans un contexte d'exode rural, les communes situées dans le massif du Pilat ou encore dans la plaine agricole du roussillonnais connaissent une baisse de la population renforçant ainsi les pôles urbains situés dans la vallée du Rhône.

Entre 1968 et 1982, si les pôles urbains captent encore une grande part de la croissance, celle-ci s'affaiblit au profit des communes périurbaines avec le développement des infrastructures routières et l'amélioration de la mobilité. La zone urbaine dense de la vallée du Rhône connaît un desserrement, et le phénomène de périurbanisation s'étend sur un territoire de plus en plus vaste. Les communes en proche périphérie de Vienne, telles que Pont-Évêque, Chuzelles, ou Reventin-Vaugris voient leur population augmenter à des taux de croissance annuels proches de 4 %. Les communes plus éloignées telles que Les Côtes-d'Arey, ou Luzinay ont des taux de croissance encore plus élevés pouvant atteindre 4,5 % par an.

Entre 1982 et 1999, l'évolution démographique opère un retournement de situation par rapport à la période d'observation antérieure. Alors que l'on constate un tassement de l'évolution démographique des pôles urbains (Vienne : 0,30 % par an, Roussillon : 0,20 % par an),

l'augmentation de la population se généralise sur le reste du territoire avec des taux de croissance annuels moyens de 1,5 % environ, repoussant davantage les limites de la périurbanisation.

Cette évolution peut s'expliquer par une saturation des disponibilités foncières (taux de constructibilité très faible) accompagnée du phénomène de desserrement des ménages (diminution de la taille des ménages), ainsi qu'une inadéquation entre l'offre du parc immobilier et la demande (taux de résidences individuelles plus faible que pour les autres communes) dans un secteur où la demande en logement individuel est très élevée.

La période 1999-2006 voit ces dynamiques s'emballer et la pression résidentielle se diffuser sur les communes les plus éloignées des centres urbains. De nombreux villages du plateau roussillonnais, de la Valloire, mais également le massif du Pilat ont des taux de croissance supérieurs à 2 % annuels. La différence avec les pôles urbains aux dynamiques démographiques très faibles est flagrante et milite en faveur d'un encadrement de ces tendances non tenables sur le long terme.

NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS PAR AN ENTRE 1997 ET 2004



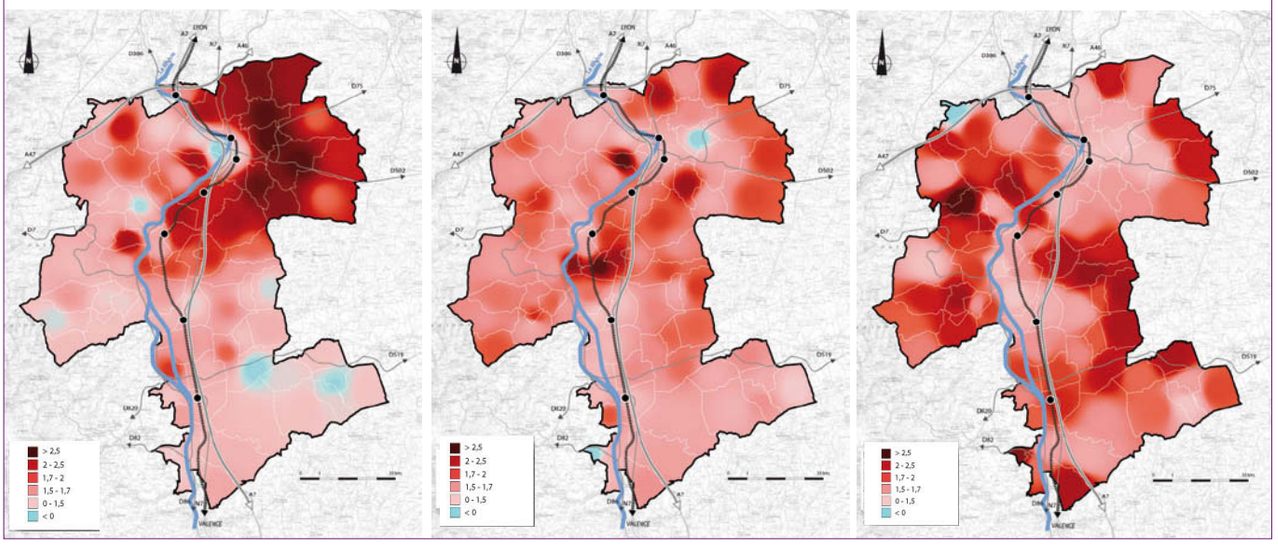
Source : Sitadel

ÉVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DE LA POPULATION DE 1968 À 2006 (EN %)

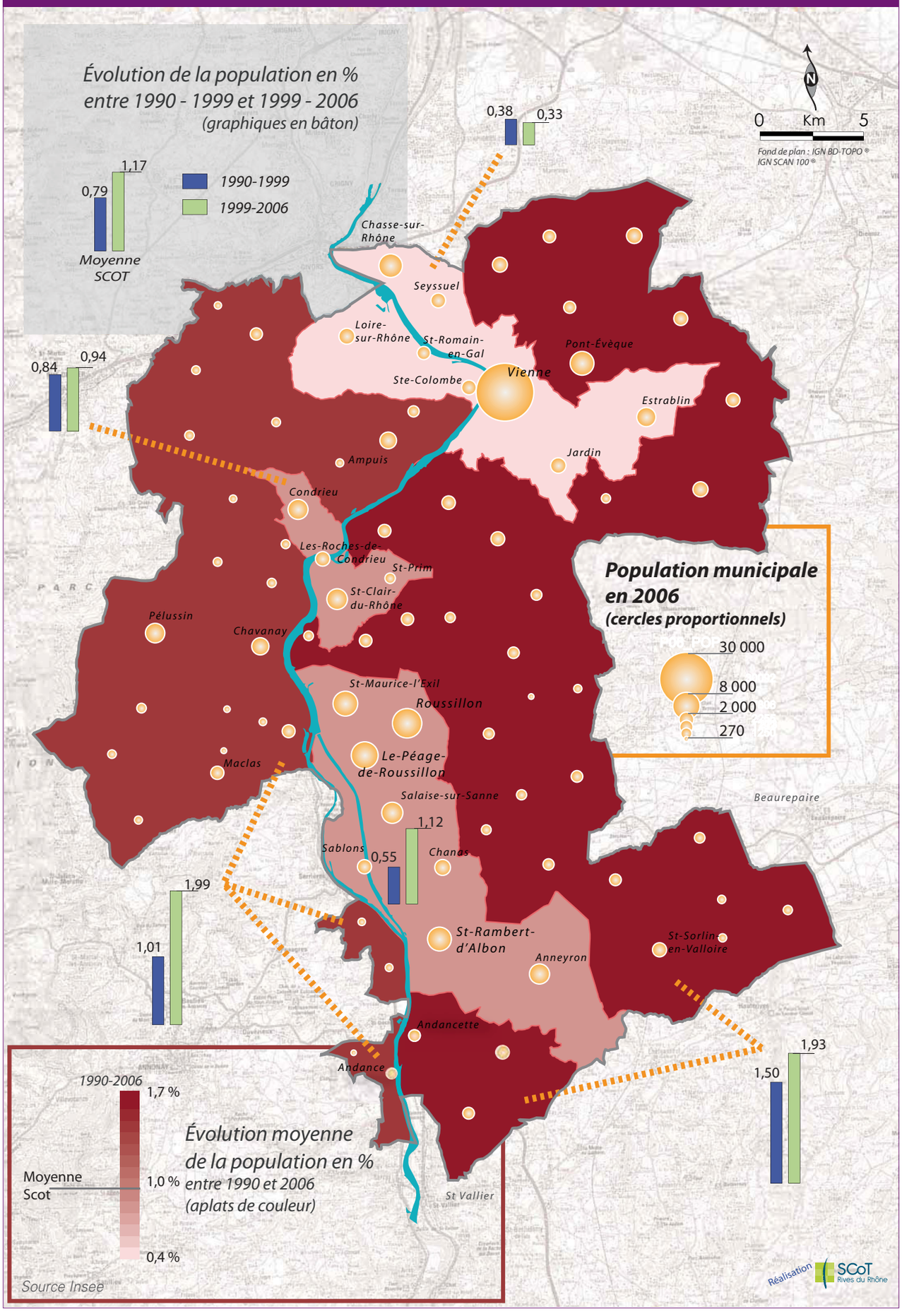
1- 1968-1982 : croissance de la population absorbée par les principaux pôles urbains du territoire, notamment autour du pôle urbain de Vienne.

2- 1982-1999 : diffusion de la croissance démographique à travers l'ensemble des communes du territoire et plus particulièrement les communes de « l'arrière-pays ».

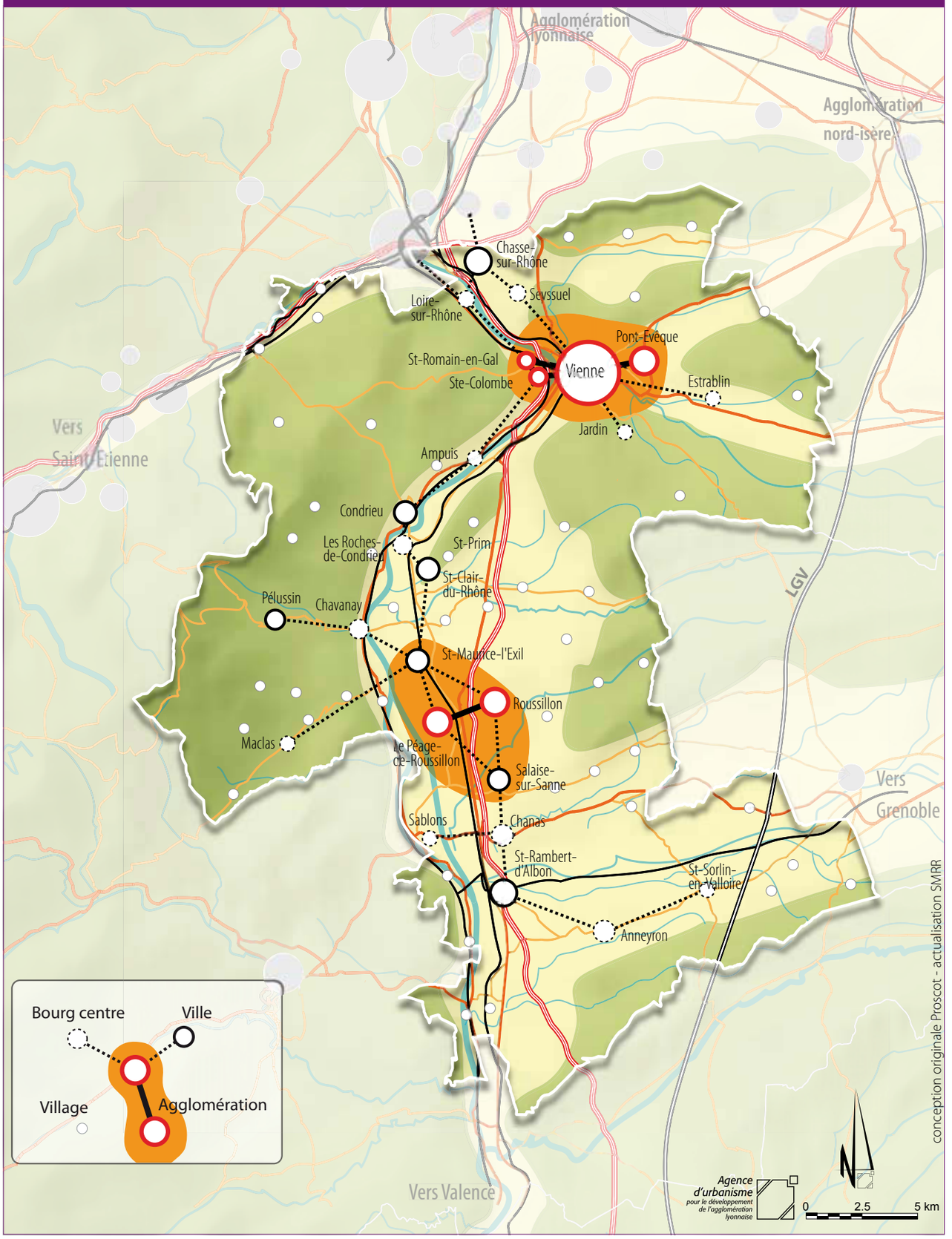
3- 1999-2006 : accélération de la croissance démographique des villages les plus éloignés des pôles d'emplois et axes de transport (Pilat, plateau roussillonnais, Valloire) au dépend des polarités urbaines (Vienne, Roussillon, Pélussin).



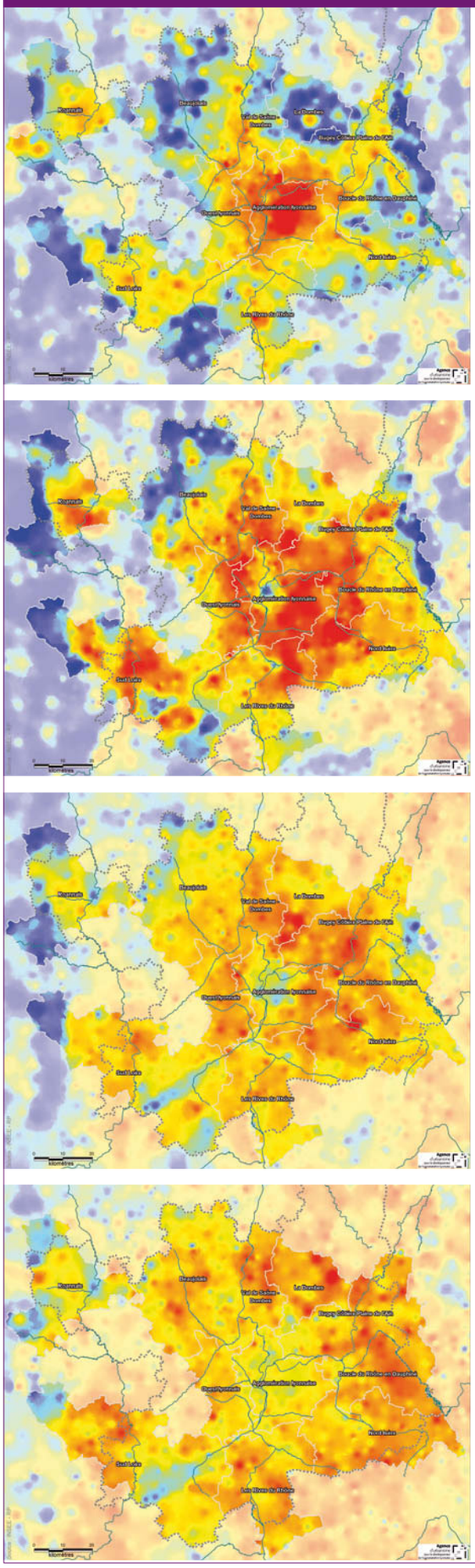
DYNAMIQUES DÉMOGRAPHIQUES DES RIVES DU RHÔNE DE 1990 À 2006



ARMATURE URBAINE EN 2010



ÉVOLUTION DE LA POPULATION À L'ÉCHELLE DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE LYONNAISE



1968-1982

1982-1999

1999-2007

Concentrée avant 1968 sur les pôles urbains, d'emplois et de services, la croissance démographique s'est progressivement diffusée à l'ensemble du territoire, jusqu'à devenir prépondérante dans l'espace périurbain.

Taux d'évolution annuel

+ 6 %

+ 3 %

+ 0.5 %

- 0.5 %

- 1 %

- 3 %

périmètre de la R.U.L.

Source Insee

Les risques d'une poursuite de la périurbanisation

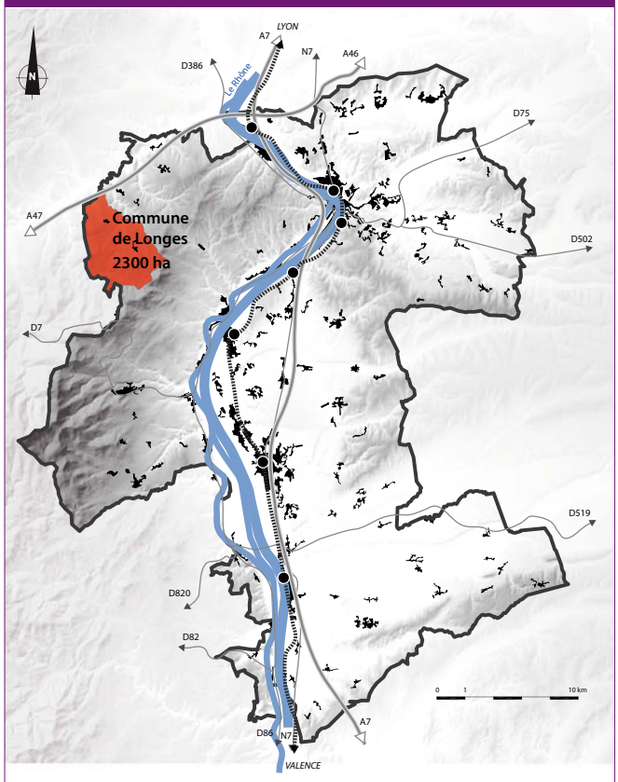
La prolongation du modèle de développement actuel jusqu'en 2030, au regard des prévisions d'augmentation de la population (+ 40 000 habitants attendus d'ici à 2030), nécessiterait de trouver environ 2 200 ha urbanisables uniquement pour l'habitat (l'équivalent en surface de la commune de Longes).

Les surfaces artificialisées représentent quelques 12 000 ha en 2010. Les secteurs réservés pour une urbanisation future dans les documents d'urbanisme communaux répertoriés en 2005 correspondent à près du quart de cette surface (2 700 ha).

Avec de telles réserves, le territoire pourrait donc largement supporter le rythme actuel de consommation d'espace pendant plus de 20 ans.

Seulement, outre l'importance de réduire le volume des surfaces à urbaniser par le biais d'une politique de densification urbaine, une grande part de ces espaces réservés à une urbanisation future se trouve aujourd'hui dans les espaces périurbains. Ces espaces, situés en marge des centres urbains de la vallée du Rhône, sont aujourd'hui relativement éloignés des équipements et des zones d'emplois. Par ailleurs, l'absence de desserte par les transports en commun ne fera qu'accroître la dépendance à la voiture particulière avec toutes les conséquences que cela suppose (augmentation des difficultés de circulation, diminution de la qualité du cadre de vie, etc.). Le rythme de construction élevé constaté entre 1999 et 2004 dans les espaces périurbains confirme cette tendance.

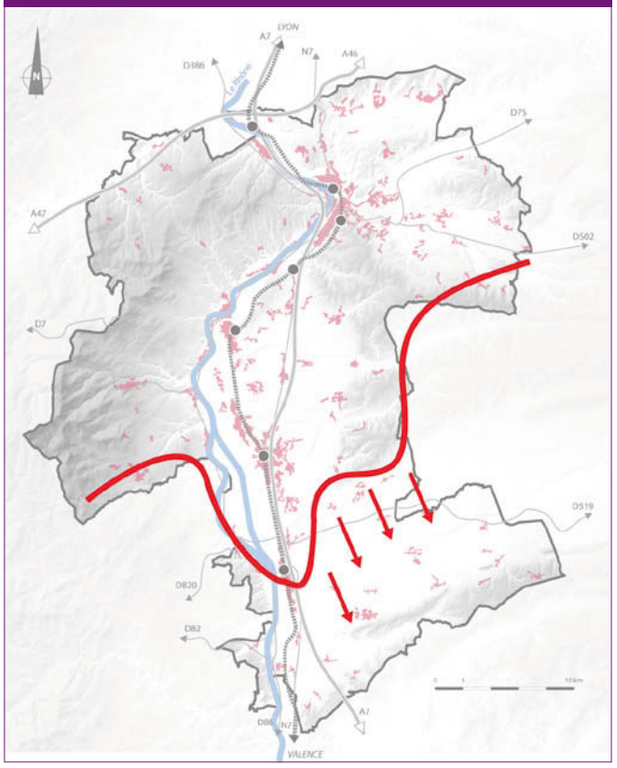
SYMBOLISATION DE L'ARTIFICIALISATION POSSIBLE DU TERRITOIRE À L'HORIZON 2030



Surface artificialisée en 2010

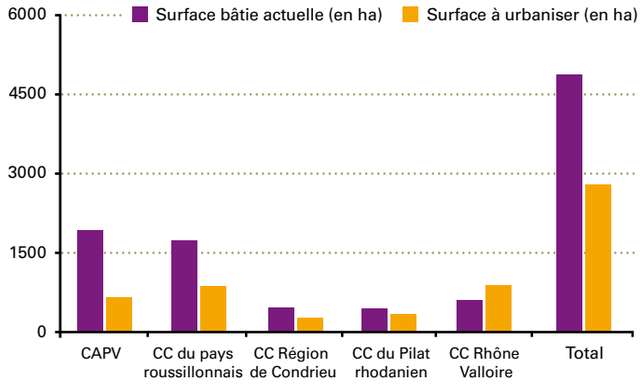
Artificialisation potentielle à l'horizon 2030 sur la base d'un scénario « fil de l'eau » (superficie équivalente à la commune de Longes)

SCHÉMATISATION DE LA DYNAMIQUE DE LA PRESSION FONCIÈRE LIÉE AU DESSERREMENT DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE

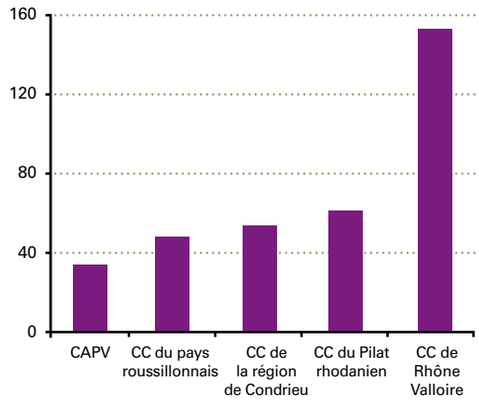


PART DES SURFACES À URBANISER DES POS / PLU PAR RAPPORT AUX SURFACES BÂTIES ACTUELLES

EN NOMBRE D'HECTARES



EN POURCENTAGE

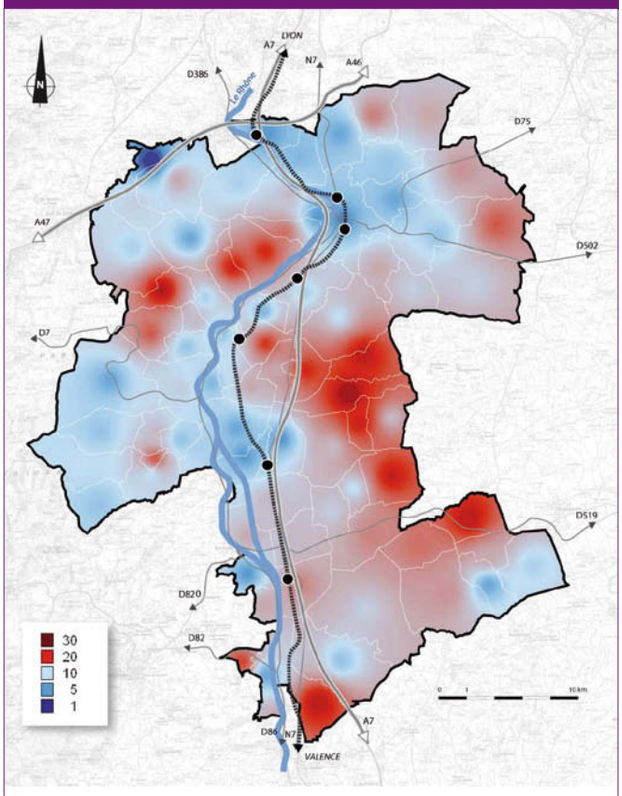


Source ProScot / SMRR, 2005

La comparaison entre le nombre de permis de construire délivrés ces dernières années sur le territoire et l'indice d'éloignement aux équipements fait justement apparaître que les communes rurales les plus éloignées sont celles où sont délivrés le plus de permis de construire.

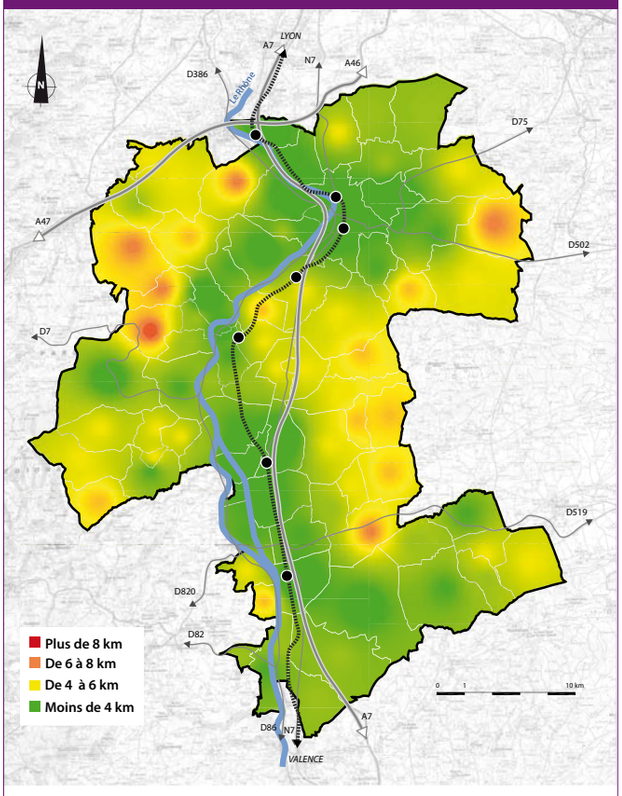
Dans ce contexte, quels seront les impacts de ce développement sur l'organisation du territoire ? Comment garantir les liens entre l'habitat et les transports pour limiter l'usage de la voiture particulière alors qu'une grande partie des espaces destinés à une urbanisation future n'est actuellement pas desservie par les transports en commun ? Comment garantir l'équilibre entre les espaces urbains, les espaces agricoles et naturels ?

PERMIS DE CONSTRUIRE DÉLIVRÉS ENTRE 2000 ET 2005



Source DRE Sitadel

INDICE D'ÉLOIGNEMENT AUX SERVICES ET ÉQUIPEMENTS



Source Insee 1999

Enjeux pour le projet : organiser la croissance et anticiper les évolutions socio-démographiques

L'augmentation prévisible de la population, accompagnée d'une profonde mutation de la structure des ménages, incite le Scot à se saisir de l'enjeu démographique au travers de la répartition territoriale de la construction neuve et à critiquer les besoins en équipements et services nécessaires pour accompagner cette croissance.

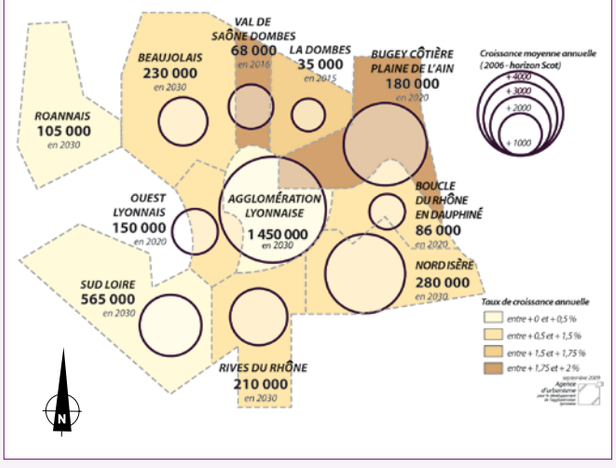
4.1 UNE AUGMENTATION PRÉVISIBLE DE LA POPULATION

Différentes hypothèses de croissance démographique ont été établies à partir des projections Omphale de l'Insee et affinées au regard d'éléments de recensement complémentaires de 2004, 2005 et 2006. Les dernières évolutions de population sur la période 1990-1999, confirmées par les dernières tendances, laissent envisager une croissance possible de la population de plus de 40 000 habitants à l'horizon 2030.

Ces prévisions de croissance démographique engendreront inévitablement des besoins importants en termes d'emplois, d'équipements, de services et de logements.

La répartition spatiale et le rythme de cette croissance entre les pôles urbains et les espaces périurbains seront au cœur de la stratégie de développement du territoire.

LES OBJECTIFS DÉMOGRAPHIQUES DES SCOT DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE



4.2 LES NOUVEAUX BESOINS EN MATIÈRE D'ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS

La croissance prévisible de la population entraînera des besoins nouveaux en équipements liés à la formation, collèges et lycées, en lien avec l'évolution de la classe d'âge des moins de 20 ans.

Le territoire accueille aujourd'hui quinze collèges disposant de 7 977 places et douze lycées disposant de 6 076 places situés dans les pôles urbains structurants du territoire.

La croissance de la population et l'évolution de la structure des ménages à l'horizon 2030 vont entraîner une augmentation prévisible des populations appartenant à la tranche d'âge des 10-19 ans. Cette tranche d'âge risque toutefois de connaître des rythmes de croissance différenciés sur la période 2010-2030. Le territoire devra ainsi scolariser environ 4 000 individus supplémentaires d'ici à 2020 mais seulement 2 000 en 2030 par rapport à la situation observée en 2010.

Ces évolutions auront ainsi une incidence sur le niveau de fréquentation des équipements scolaires, nécessitant la construction de l'équivalent de deux collèges de 700 places et un lycée de 1 100 places pour faire face aux nouveaux besoins.

Au niveau des établissements de santé, le territoire accueille quatre établissements, regroupant 780 lits. L'offre disponible dépasse les limites du territoire compte tenu de la proximité des agglomérations de Lyon et de Saint-Étienne offrant des services complémentaires.

Afin de maintenir le niveau de l'offre actuel, équivalent à 4,71 lits pour 1 000 habitants (taux d'équipement trois fois supérieur à celui de la région Rhône-Alpes), 190 lits supplémentaires devront être créés sur le territoire d'ici à 2030.

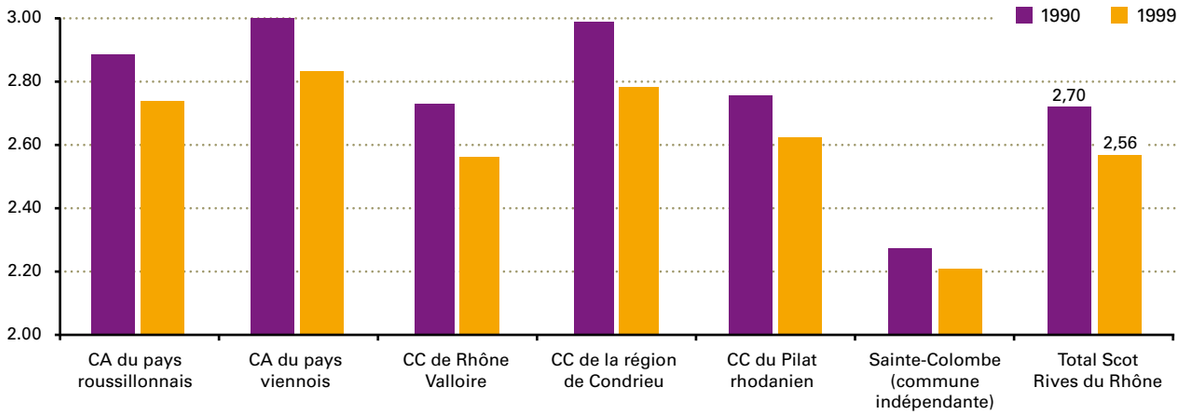
4.3 UN ACCROISSEMENT DE LA PROPORTION DES PETITS MÉNAGES

Si la population du territoire risque d'augmenter en nombre, la structure des ménages risque également de connaître de profondes évolutions.

La part des ménages d'une ou deux personnes est déjà aujourd'hui en forte croissance et représente 57 % des ménages du territoire. Celle des ménages de 3 personnes est quasiment stable (-1 point entre 1990 et 1999), celle de 4 personnes et plus diminue. L'accroissement de la proportion des petits ménages s'explique en partie par des phénomènes de décohabitation, de multi-résidences, de recompositions familiales, d'évolutions sociologiques.

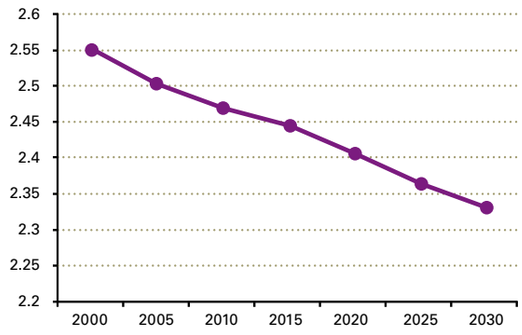
Les modes de développement actuels privilégiant la maison individuelle ne prennent plus en compte l'évolution des besoins et le parc de logements n'est plus en mesure de satisfaire l'ensemble des parcours résidentiels de la population.

ÉVOLUTION DE LA TAILLE DES MÉNAGES PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ENTRE 1990 ET 1999



Source Insee 1999

ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE LA TAILLE DES MÉNAGES À L'HORIZON 2030



Source Insee 1999 modèle Omphale

4.4 FAIRE FACE AU VIEILLISSEMENT AMORCÉ DE LA POPULATION

À l'instar de l'ensemble du territoire français, la population des Rives du Rhône vieillit. La part des plus de 60 ans augmente, alors que dans le même temps, la part de la population la plus féconde, elle, diminue. Cette situation s'explique avant tout par des facteurs exogènes au territoire, comme l'allongement de la durée de la vie, la raréfaction des familles nombreuses, etc.

La tendance au vieillissement se constate dans tous les groupements de communes du territoire, même si les populations les plus jeunes restent en progression.

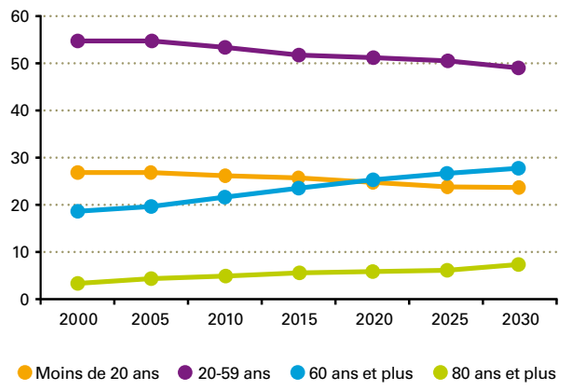
L'indice de jeunesse (rapport entre les moins de 20 ans et les plus de 60 ans), relativement élevé sur le territoire et révélateur d'un certain dynamisme démographique ne suffira pas à enrayer ce phénomène de vieillissement.

Le développement du territoire devra prendre en compte ces évolutions structurelles notamment en créant des logements adaptés, proche des services et des équipements. L'augmentation de la part des plus de 75 ans risque également d'augmenter les besoins en matière d'établissements spécialisés pour l'accueil des personnes âgées.

On recense actuellement 1 000 places sur l'ensemble du territoire réparties en 14 structures pour ce type d'établissement. Le taux d'équipement du territoire est relativement faible par rapport à la région Rhône-Alpes (83 places pour 1 000 personnes de plus de 75 ans en 2005 à l'échelle du Scot contre 135 à l'échelle de la région).

Pour faire face à l'augmentation de la part des plus de 75 ans et rattraper la moyenne régionale, un minimum de 2 000 places devraient être créées d'ici à 2030 nécessitant la construction d'environ 30 bâtiments spécialisés (pour une moyenne de 60 lits par bâtiment).

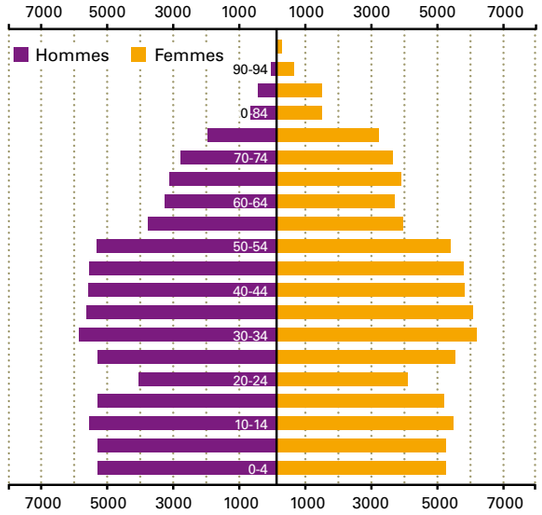
PROJECTION DE LA STRUCTURE PAR ÂGE DE LA POPULATION DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE LYONNAISE ENTRE 2000 ET 2030 (EN %)



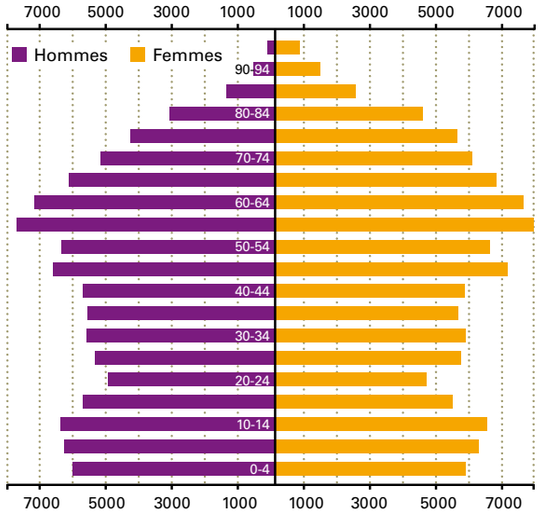
Source : Insee Omphale, extrait du carnet prospectif inter-Scot « Les dynamiques démographiques de l'aire métropolitaine lyonnaise »

PYRAMIDES DES ÂGES, UN DOUBLEMENT PRÉVISIBLE DE LA POPULATION DES PLUS DE 75 ANS

EN 2000



EN 2030



Mémo



Document 2

PARTIE 2

Des potentialités de développement économique importantes

Le territoire des Rives du Rhône présente d'importantes perspectives de développement économique, en lien avec sa position stratégique sur la vallée du Rhône, à la fois voie de passage et siège d'activités.

Autour de cette vallée à la géographie contrastée se sont développés des territoires aux profils et potentialités variés : plus tertiaires au nord, plus industriels au sud, avec une part d'actifs agricoles se renforçant naturellement à mesure que l'on s'éloigne des pôles urbains. L'équipement commercial du territoire s'est également structuré et hiérarchisé de façon relativement complémentaire.

Le Rhône est une ressource qui a permis la vitalité de nombreux secteurs économiques, comme l'agriculture grâce à l'irrigation (cultures fruitière, céréalière et maraîchère), ou l'industrie par le refroidissement (centrale nucléaire, usine chimique, petites activités industrielles), sans oublier la production d'énergie hydroélectrique ou les activités touristiques. Mais c'est aujourd'hui dans le domaine des transports qu'il apporte les plus fortes potentialités de progressions, pour le développement de la logistique notamment.

Des territoires aux profils socio-économiques et potentialités variés

1.1 UNE PROGRESSION CONTINUE DES EMPLOIS SUR LE TERRITOIRE

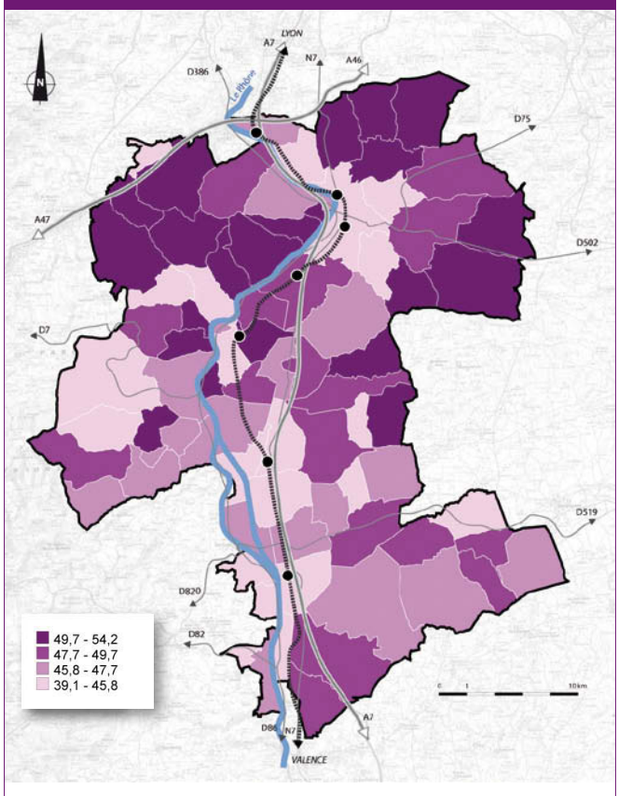
Offrant d'importantes disponibilités foncières et bénéficiant d'une bonne desserte routière et ferroviaire, les territoires situés en périphérie de l'agglomération lyonnaise connaissent une forte croissance de l'emploi.

Sur une population totale de 167 641 habitants en 2006, 78 421 sont des actifs. Ce chiffre a augmenté de près de 12 % depuis le recensement de 1999.

Le taux d'activité (rapport entre la population active au lieu de résidence et la population totale des communes) atteint donc 47 % en 2006. La partie nord du territoire se caractérise de manière générale par un taux d'activité supérieur au reste du périmètre du Scot. On constate également que ce taux d'activité est moins important dans les communes situées le long du couloir rhodanien, et à l'inverse plus important dans les communes situées en périphérie des pôles urbains. Dans la partie sud, Beaussemblant et Albon concentrent le plus d'actifs.

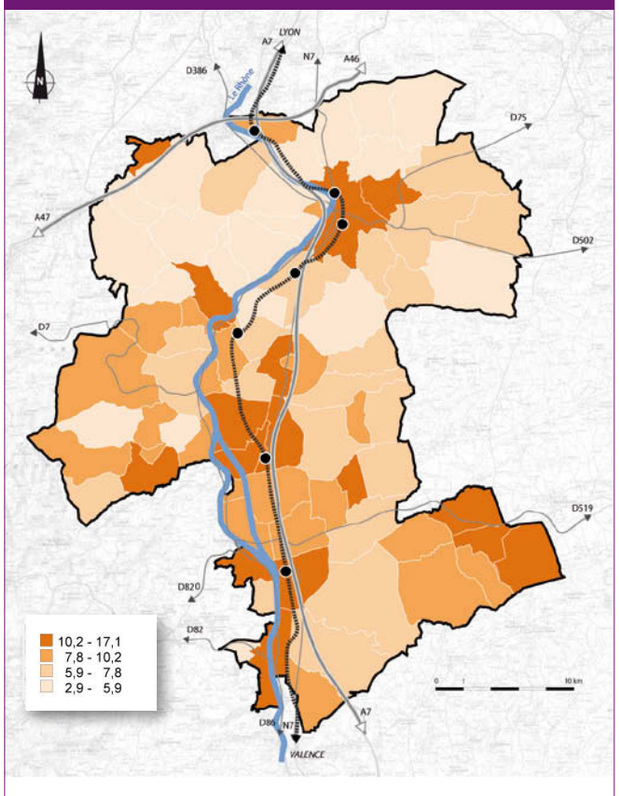
Le taux de chômage observe une légère diminution sur la période 1999-2006 passant de 11,3 % à 9,8 % sur l'ensemble du territoire, légèrement supérieur à celui de la région (9,5 %). On observe de nombreuses disparités au sein du territoire, notamment entre la partie nord et la partie sud. Ainsi, le plateau roussillonnais se caractérise par un taux de chômage plus fort. De même, sur la CAPV, Vienne et Pont-Évêque enregistrent les plus forts taux de chômage. À l'inverse les communes du plateau de Condrieu, à vocation plus rurale et marquées par une part importante de cadres dans la population active, sont les moins touchées par ce phénomène.

TAUX D'ACTIVITÉ EN 2006 (EN %)



Source Insee

TAUX DE CHÔMAGE EN 2006 (EN %)



Source Insee

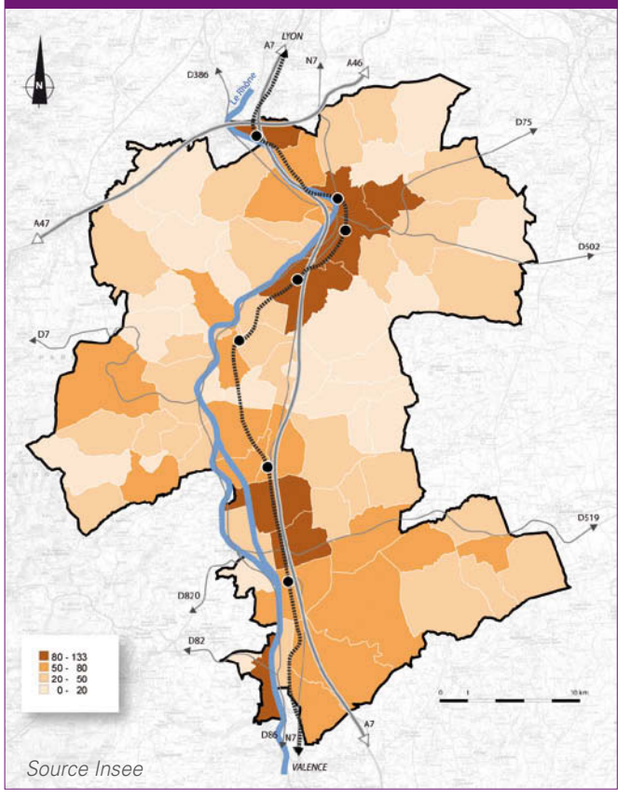
Le taux d'emploi (rapport entre le nombre d'emplois et la population en âge de travailler) était de 57 % en 2006 à l'échelle du territoire du Scot contre 65,5 % à l'échelle de la région. En effet, même si le territoire enregistre un accroissement du nombre de ses emplois, la population active a augmenté plus fortement entre 1999 et 2006.

Chasse-sur-Rhône, Vienne, Pont-Évêque, Salaise-sur-Sanne, Chanas enregistrent les plus forts taux d'emploi.

Les emplois salariés privés dépassent les 38 500 postes en 2004. Ces derniers se répartissent équitablement entre les secteurs secondaire et tertiaire (49 % dans le secondaire et 51 % dans le tertiaire).

Les principales branches d'activités sont le commerce (17 % des salariés en 2004), les services aux entreprises (15 %), l'industrie des biens intermédiaires (14 %) et la construction (13 %).

TAUX D'EMPLOI EN 2006 (EN %)



Source Insee

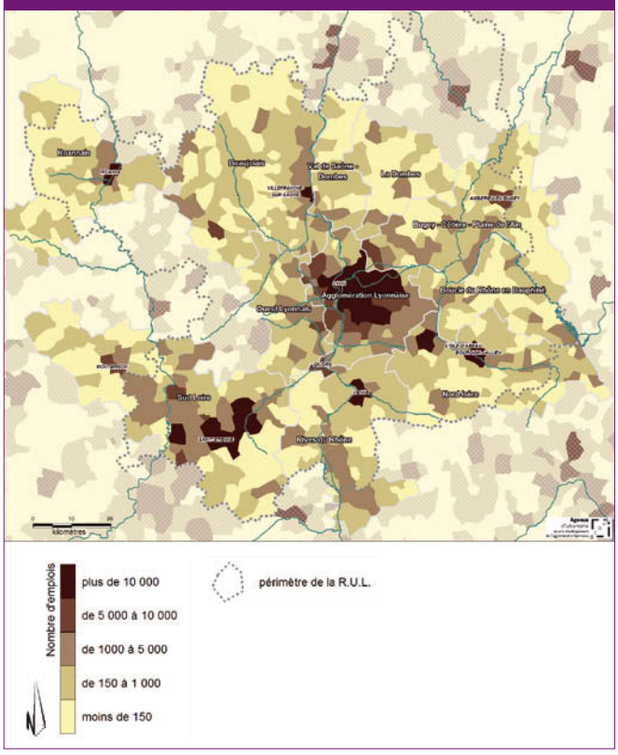
Entre 1993 et 2004, les emplois salariés privés ont augmenté de 19 % (source : Assedic), nombre légèrement supérieur à la moyenne nationale (18,5 %).

Les emplois dans le secteur tertiaire ont fortement évolué (87 %), essentiellement dans les catégories dédiées aux services aux entreprises (40 %) et aux commerces (21 %). La part des transports a également augmenté (20 %). La plus forte régression touche l'industrie de biens intermédiaires (-16 %) puis l'industrie de biens de consommation (-11 %).

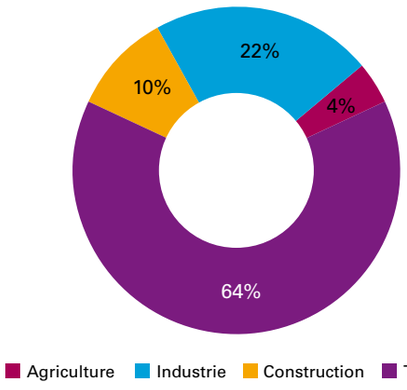
En effet, on estime qu'en moyenne près des deux tiers des emplois ne se trouvent plus dans les zones d'activités, lieux traditionnels de production. Les emplois sont aujourd'hui de plus en plus liés à l'économie résidentielle (services à la personne, éducation, santé, construction, etc.) et donc à la croissance démographique des territoires.

Le fort dynamisme constaté dans le secteur des transports traduit quant à lui la progression constante des besoins de mobilité générés par le fonctionnement économique et social du territoire.

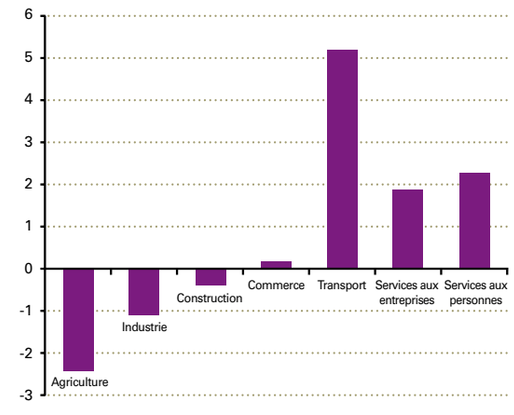
NOMBRE D'EMPLOIS DES COMMUNES DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE LYONNAISE EN 2007



RÉPARTITION DES EMPLOIS DU SCOT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2006



ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ENTRE 1990 ET 1999

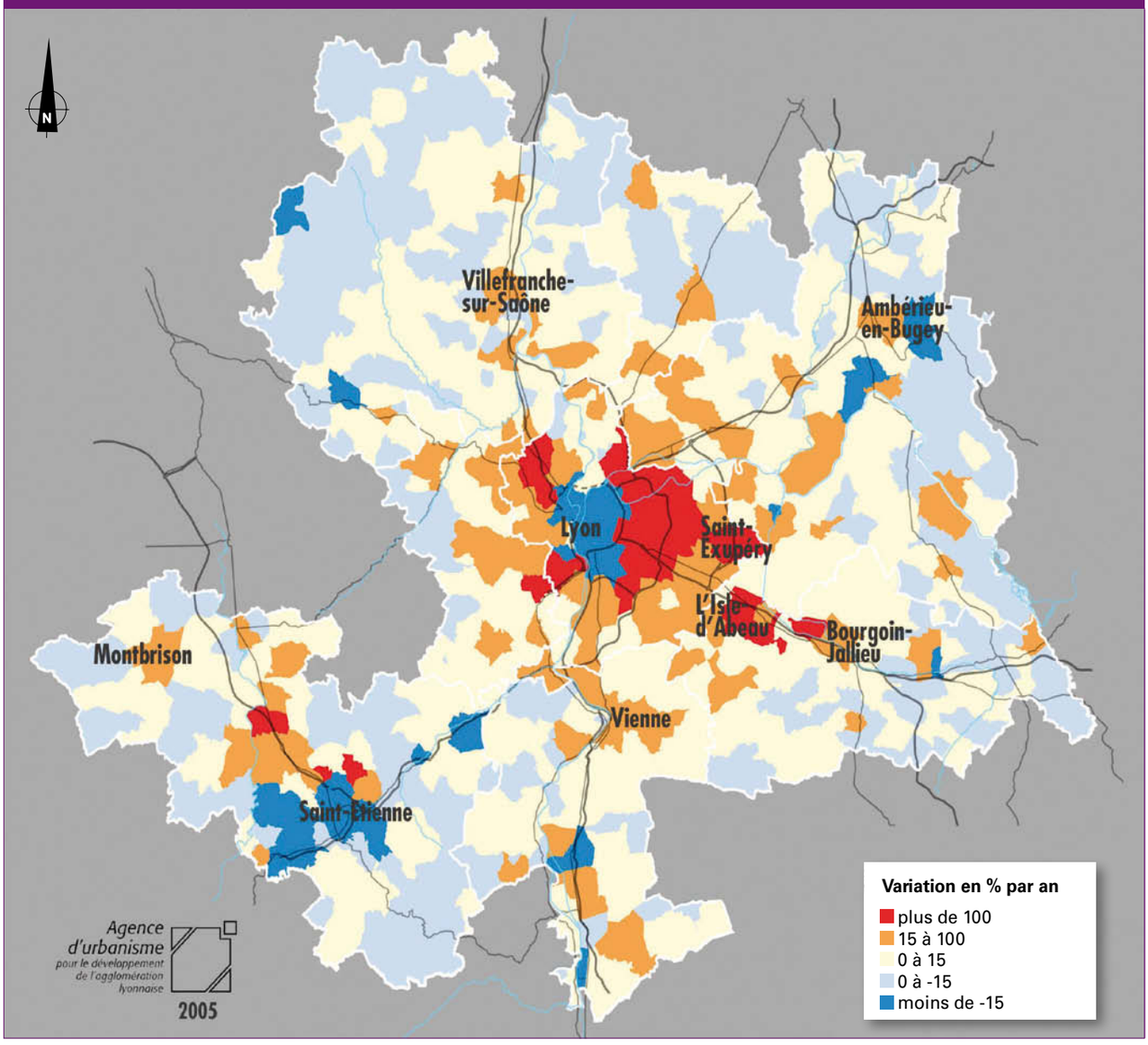


Source Insee

Le nombre d'établissements entre 1993 et 2004 est en augmentation essentiellement sur les secteurs des pays viennois et roussillonais. Ils s'installent principalement sur Vienne (16 %), Péage-de-Roussillon (8 %), Roussillon (6 %), Estrablin (6 %) et Salaise-sur-Sanne (5 %).

Dans la CC de Rhône Valloire, l'augmentation importante de l'emploi en comparaison avec le nombre d'établissements créés, s'explique par l'implantation d'entreprises de grande taille employant de nombreuses personnes, comme par exemple l'entreprise logistique Norbert Dentressangle.

VARIATION ANNUELLE DU NOMBRE D'EMPLOIS DES COMMUNES DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE LYONNAISE ENTRE 1975 ET 1999 (EN % PAR AN)



1.2 DES TERRITOIRES AUX PROFILS SOCIO-ÉCONOMIQUES DIFFÉRENCIÉS

La localisation des activités fait apparaître une relative spécialisation des différents secteurs du territoire et un fort contraste entre la vallée du Rhône et les espaces périphériques.

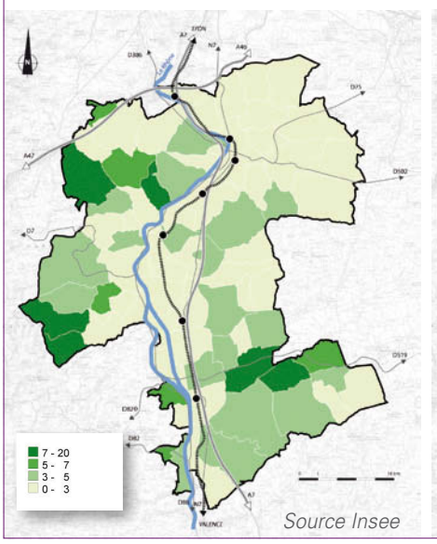
Le territoire n'est pas homogène en catégories d'emplois. Le nord connaît une proportion élevée de cadres dont une partie importante travaille dans la région lyonnaise. À l'inverse, le sud-est est marqué par une surreprésentation de la catégorie socioprofessionnelle des ouvriers, notamment autour des principaux pôles urbains de la communauté de communes du pays roussillonnais.

Chasse-sur-Rhône, Pont-Évêque et Septême sont des exceptions au nord du territoire concentrant une grande partie de la population ouvrière de la communauté d'agglomération du pays viennois.

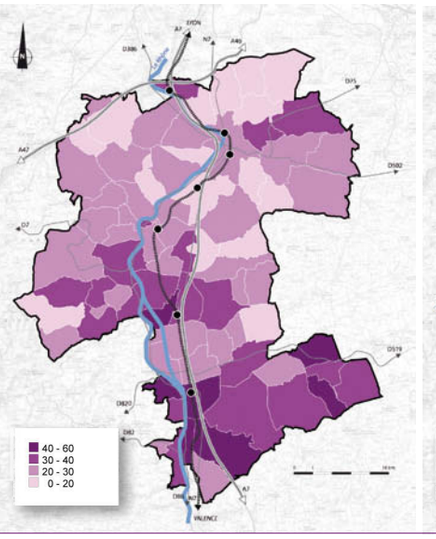
Les agriculteurs sont proportionnellement plus nombreux lorsque l'on s'éloigne du couloir rhodanien. Les plus grandes parts relatives d'agriculteurs s'observent sur le plateau de Condrieu, le massif du Pilat et la vallée de la Valloire.

PART DES PROFILS SOCIO-ÉCONOMIQUES DANS LA POPULATION ACTIVE EN 2006 (EN %)

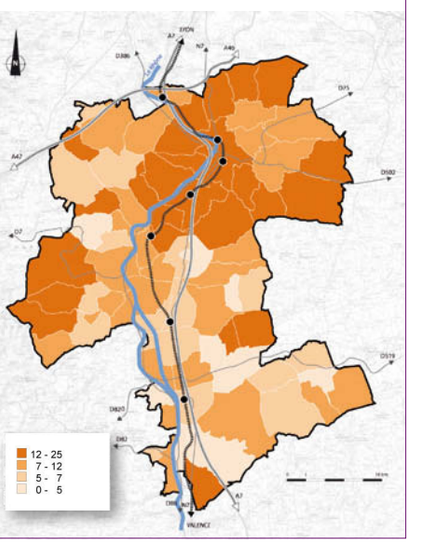
AGRICULTEURS



OUVRIERS

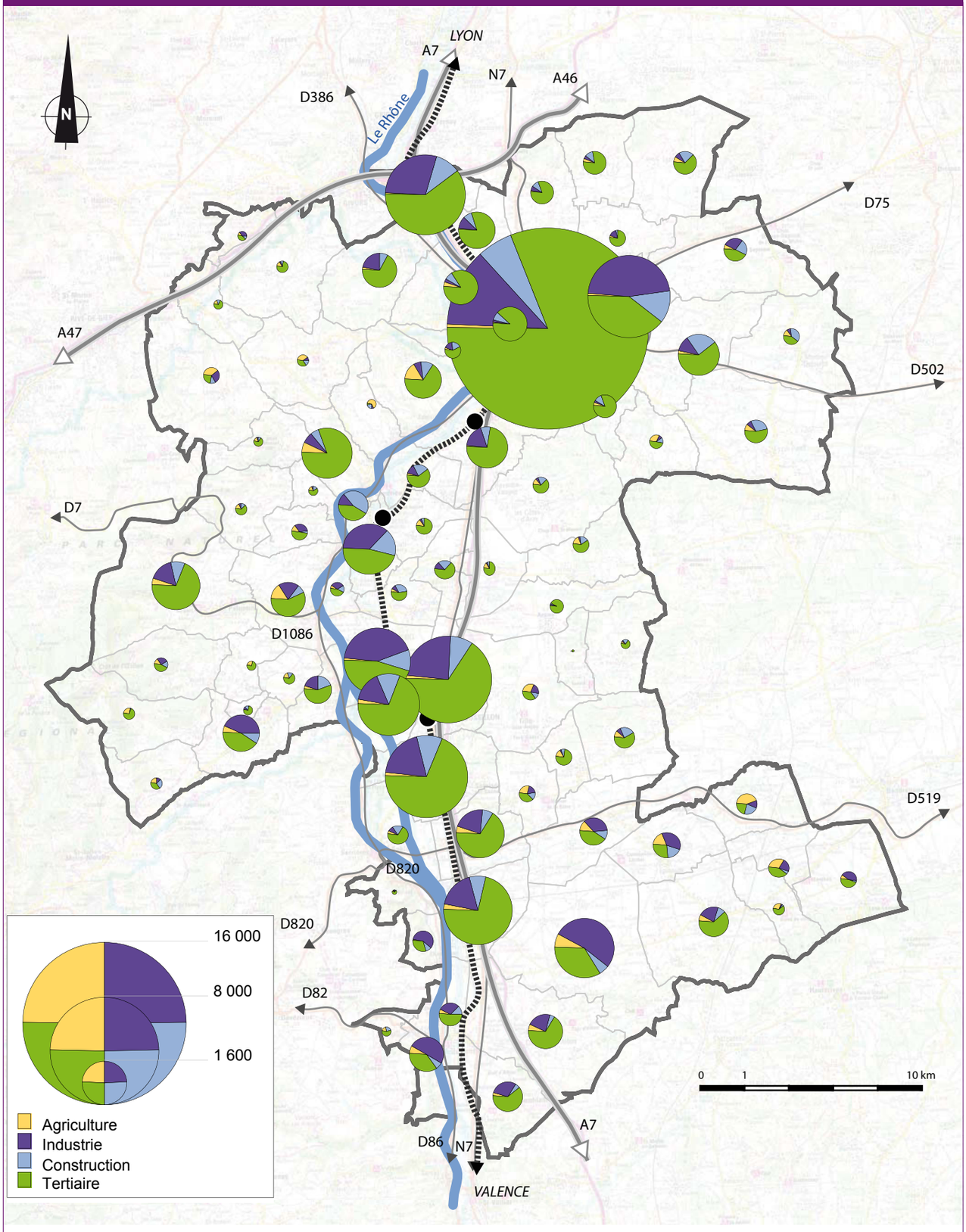


CADRES



Source Insee

RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR TYPE EN 2006



Source Insee

1.3 DES RESSOURCES FONCIÈRES INÉGALEMENT RÉPARTIES

L'analyse de la consommation foncière depuis les 15 dernières années et les disponibilités foncières actuelles font apparaître des divergences en termes d'occupation du sol avec des niveaux d'investissements différents entre le nord et le sud du territoire.

Les locaux d'activités du secteur industriel dominent tous les autres investissements en termes de surface compte tenu du faible nombre d'emplois à l'hectare en comparaison avec d'autres secteurs d'activités.

La communauté d'agglomération du pays viennois se démarque par une part importante du foncier consommé pour la construction de bureaux et de commerces.

La communauté de communes du pays roussillonnais a consommé une surface importante pour la construction de nouveaux locaux destinés à l'industrie et aux commerces, principalement pour les commerces de grandes surfaces.

Le développement économique de la communauté de communes de Rhône Valloire s'est quant à lui principalement appuyé sur l'industrie avec peu de surfaces destinées aux activités tertiaires comparativement aux autres secteurs décrits précédemment (40 % des locaux industriels construits ces 15 dernières années sur le territoire l'ont été dans la communauté de communes de Rhône Valloire).

Sur la question du gisement foncier, le territoire des Rives du Rhône, avec plus de 100 hectares commercialisables immédiatement, et près de 500 ha aménageables à moyen/long terme, se positionne comme un espace d'accueil pour les nouvelles entreprises à l'échelle de la métropole lyonnaise, avec des surfaces comparables aux Scot voisins.

Au niveau des surfaces disponibles identifiées au sein de chaque intercommunalité, on peut cependant constater d'importantes disparités témoignant de la nécessité de faire émerger une stratégie de développement à l'échelle du territoire.

En effet, l'essentiel des ressources foncières se trouve dans le sud du territoire sur la Zip de Salaise-Sablons et le parc d'activités Nord Drôme Ardèche (Panda), offrant des potentialités de développement cumulées d'environ 400 ha, destinées majoritairement à l'accueil d'activités industrielles et logistiques.

La commercialisation de ces surfaces importantes devra inévitablement s'accompagner d'une coopération renforcée et d'un dialogue permanent entre les deux communautés de communes afin d'anticiper les besoins en logements, en services et en équipements générés par l'accueil de nouvelles entreprises et la création de nouveaux emplois.

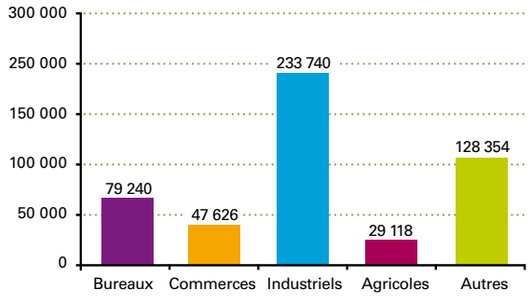
Le peu de disponibilités foncières de la communauté d'agglomération du pays viennois, ne permet plus aujourd'hui de répondre aux demandes présentes et futures. Plusieurs sites sont envisagables à moyen/long



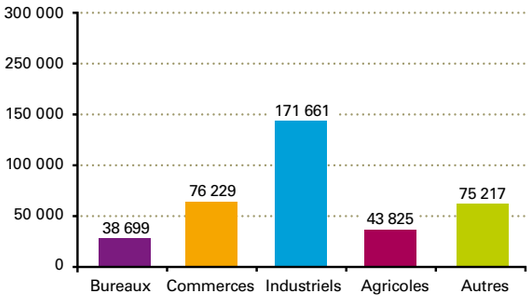
Plateforme chimique à Salaise-Sablons

SURFACE DE LOCAUX AUTORISÉS (EN M²) ENTRE 1990 ET 2004 PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

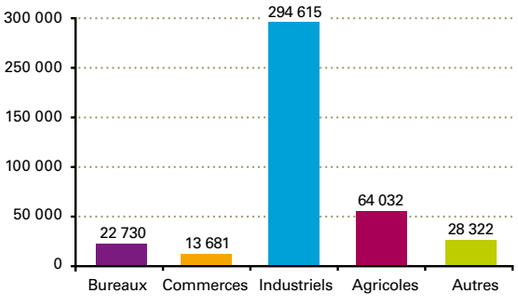
Pays viennois



Pays roussillonnais

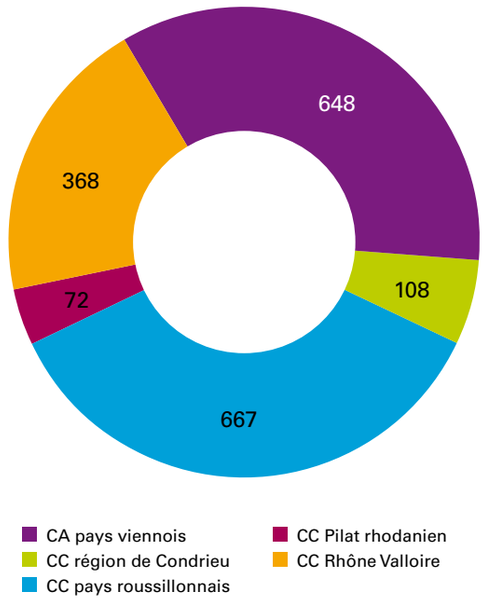


Rhône Valloire



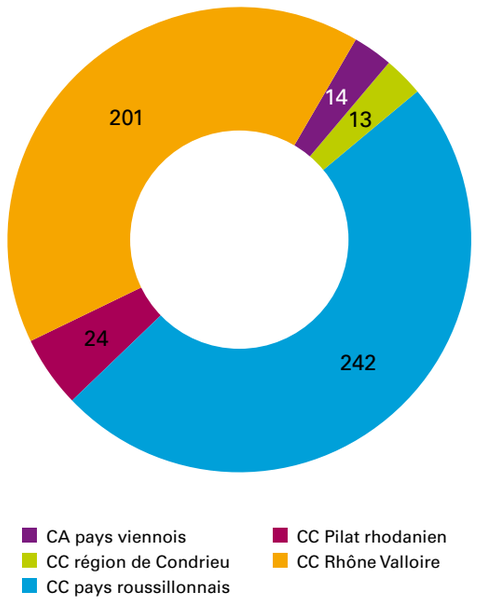
Source : Sitadel

SURFACE TOTALE DES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES EN 2007 (EN HECTARE)



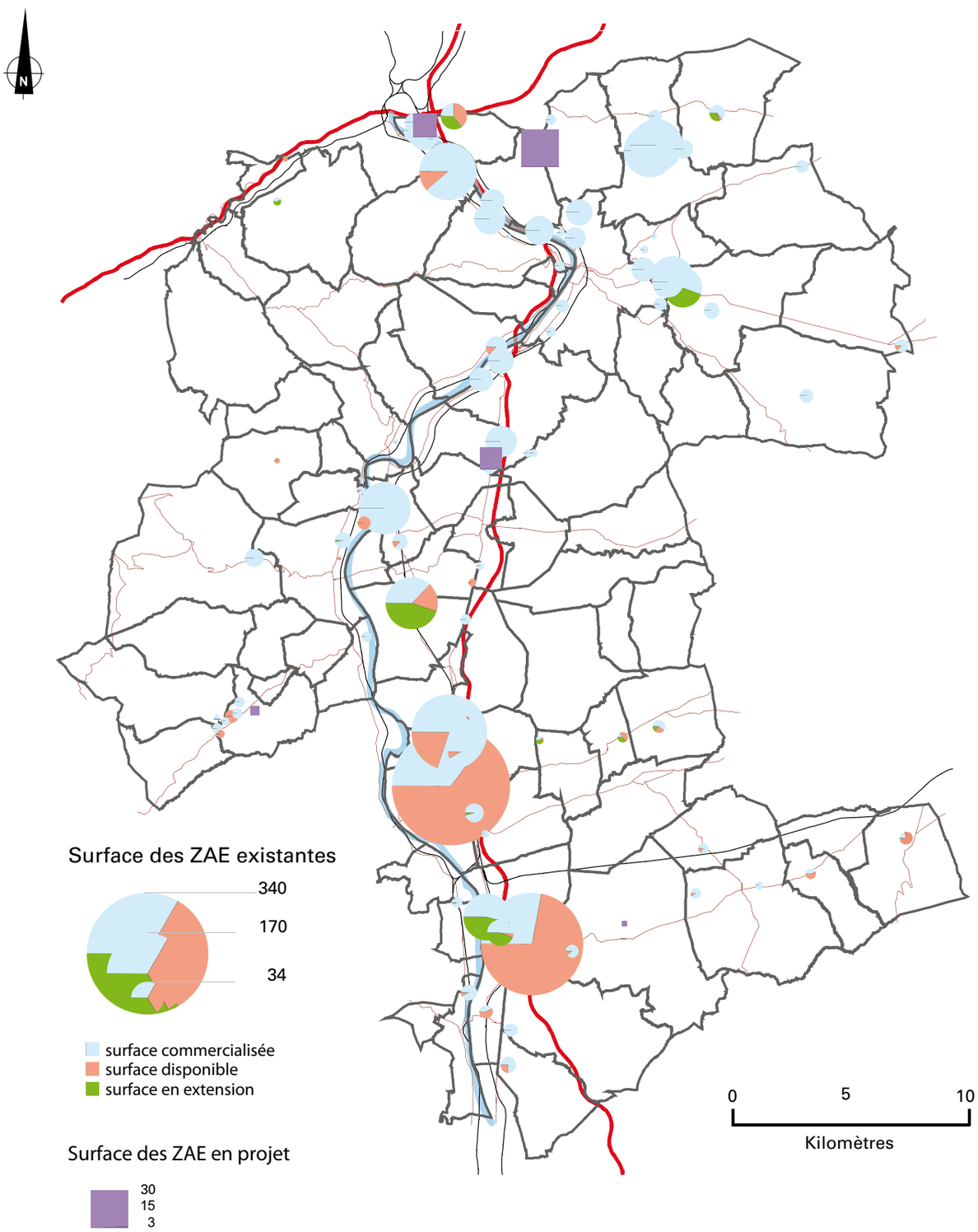
Source SMRR

SURFACE TOTALE DES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DISPONIBLES ET EN PROJET PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES EN 2007 (EN HECTARE)



Source SMRR

SURFACES COMMERCIALISÉES ET DISPONIBLES DES ZAE EN 2007



Source : SMRR

terme sur les communes de Chonas-Reventin, Seyssuel et Estrablin. À ces possibilités de création ou d'extension de zones d'activités, s'ajoutent les possibilités de reconversion de plusieurs sites industriels pour l'accueil d'activités tertiaires ou de logements (espace Saint-Germain, quartier de la Pyramide, quartier Berthelot, vallées urbaines de la Sévenne et de la Gère).

L'industrie se maintient, la logistique se développe

2.1 UNE INDUSTRIE ENCORE PUISSANTE MAIS À L'AVENIR INCERTAIN

L'aire métropolitaine lyonnaise dispose d'un tissu industriel très diversifié allant du textile à la chimie, en passant par le véhicule industriel, la mécanique ou encore la pharmacie. Les grandes filières industrielles ont fortement contribué à la diversification des emplois et à l'attractivité économique de la région.

L'industrie présente sur le territoire des Rives du Rhône s'inscrit dans cette dynamique de développement et l'alimente d'une importante activité de sous-traitance. Les emplois de services représentent aujourd'hui plus du tiers des métiers liés à l'industrie.

Malgré une stagnation des emplois de production, l'industrie apporte encore 22 % des emplois du territoire (source : Insee, 2006) et se maintient globalement mieux que sur d'autres territoires de la région Rhône-Alpes. C'est aujourd'hui dans les espaces les moins urbanisés et les plus éloignés des axes de transport stratégiques, comme le secteur de Pélussin, que la moyenne et la petite industrie ont le plus fortement régressé.

La chimie reste avec plus de 13 % des emplois le plus gros secteur industriel.

Les plateformes chimiques des agglomérations roussillonnaise et de Saint-Clair-du-Rhône / Les Roches-de-Condrieu accueillent une vingtaine d'entreprises et plus de 1 500 salariés directs auxquels il convient d'ajouter les emplois indirects liés à la maintenance des sites et aux services divers.

Seulement, ce secteur connaît aujourd'hui de profondes mutations en lien avec les marchés mondiaux et la montée des préoccupations sociétales qui menacent la stabilité des emplois. Une grande partie des établissements industriels appartient à des groupes mondiaux dont les sièges se trouvent hors du territoire. La plupart des grandes entreprises sont ainsi dépendantes de la conjoncture mondiale et de décisions extérieures.

Le territoire du Scot a les moyens et les compétences pour accueillir d'autres établissements industriels d'importance dans ce domaine. Pour autant, la création de tels établissements reste peu probable. En effet, les créations ex nihilo en France sont devenues rares en raison de plusieurs facteurs : mondialisation de l'économie, concurrence des pays émergents à forte croissance, à faible coût de main d'œuvre et aux normes environnementales moins contraignantes. Au-delà de l'adaptation des installations actuelles, l'accueil de nouvelles unités de production peut être réalisé sur ou autour des plateformes existantes, ce qui prolongera d'autant la présence locale de ce secteur et assurera des emplois à moyen et long termes.

L'industrie souffre cependant d'une image négative et évolue dans un contexte environnemental et sociétal de plus en plus contraint. Pour les collectivités, l'industrie suppose une gestion rigoureuse des nuisances et des risques potentiels encourus par les populations. La reconversion des sites industriels est souvent difficile et coûteuse. Le territoire accueille notamment plusieurs grands établissements soumis à la réglementation Seveso et ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) concentrés pour les trois quarts dans la vallée du Rhône.

L'impact sur les espaces urbanisés est très significatif. En effet, si 19 communes du Scot accueillent au moins un établissement de ce type sur son territoire, c'est une quarantaine de communes qui sont plus ou moins concernées par les périmètres de protection. Malgré ces contraintes, il est encore possible d'accueillir de nouvelles entreprises qui n'agrandiraient pas les périmètres d'impact existants.

Le système d'évaluation des risques est aujourd'hui en pleine évolution et de nouveaux périmètres de prise en compte des risques seront prochainement définis.

Des projets en cours sur la plateforme chimique de Saint-Clair-du-Rhône / Les Roches-de-Condrieu laissent espérer une mutation de l'industrie chimique vers une chimie « verte » susceptible de redynamiser et de changer l'image de ce secteur d'activité.



Usine d'incinération, Salaise-Sablons

2.2 LE POIDS DE LA LOGISTIQUE ET DU SECTEUR DES TRANSPORTS

La région Rhône-Alpes est la seconde région logistique de France derrière l'île de France.

L'emploi est en forte progression depuis 1992, en lien avec la mutation du secteur. Même si les emplois créés concernent à 80 % les ouvriers et les employés, l'activité logistique évolue et laisse de plus en plus de place à des fonctions à plus haute valeur ajoutée avec un accroissement du niveau des qualifications.

Situé entre deux zones économiques majeures, Lyon et Marseille, et sur la liaison internationale Europe du Nord et Europe du Sud, le Scot des Rives du Rhône bénéficie d'une position géographique favorable au développement de la logistique, avec une desserte triple modes (autoroute, fer et fleuve).

Si la logistique est implantée sur le territoire et constitue un secteur en pleine émergence, l'évolution actuelle n'est pas comparable à celle qu'a connue l'agglomération lyonnaise avec une croissance de l'emploi de 19 % depuis 1997 et 50 % depuis 1992.

Le schéma de cohérence logistique de la région urbaine de Lyon fait apparaître une relative faiblesse régionale en termes de capacités d'accueil et d'emplois, risquant d'accroître la pression foncière sur des territoires disposant d'une bonne desserte et de foncier disponible. Cette tendance comporte également le risque de voir s'implanter ce type d'activités sur des secteurs n'ayant pas les infrastructures de transports adaptées et n'offrant aucune alternative au transport routier.

Les activités logistiques sont également fortement consommatrices d'espace. Elles concentrent, le plus souvent sur des plateformes dédiées, de grandes surfaces de stockage (40 % des entrepôts nouveaux sont supérieurs à 10 000 m²). La recherche d'une meilleure valorisation foncière par ces activités est donc un enjeu primordial pour le territoire.

La route représente en effet 95 % des tonnages transportés en Rhône-Alpes et en France. Même si l'on constate une légère progression des marchandises transportées par le fer et le fleuve, le mode de développement actuel de la logistique est incompatible avec le respect des objectifs de développement durable promu par le Scot.

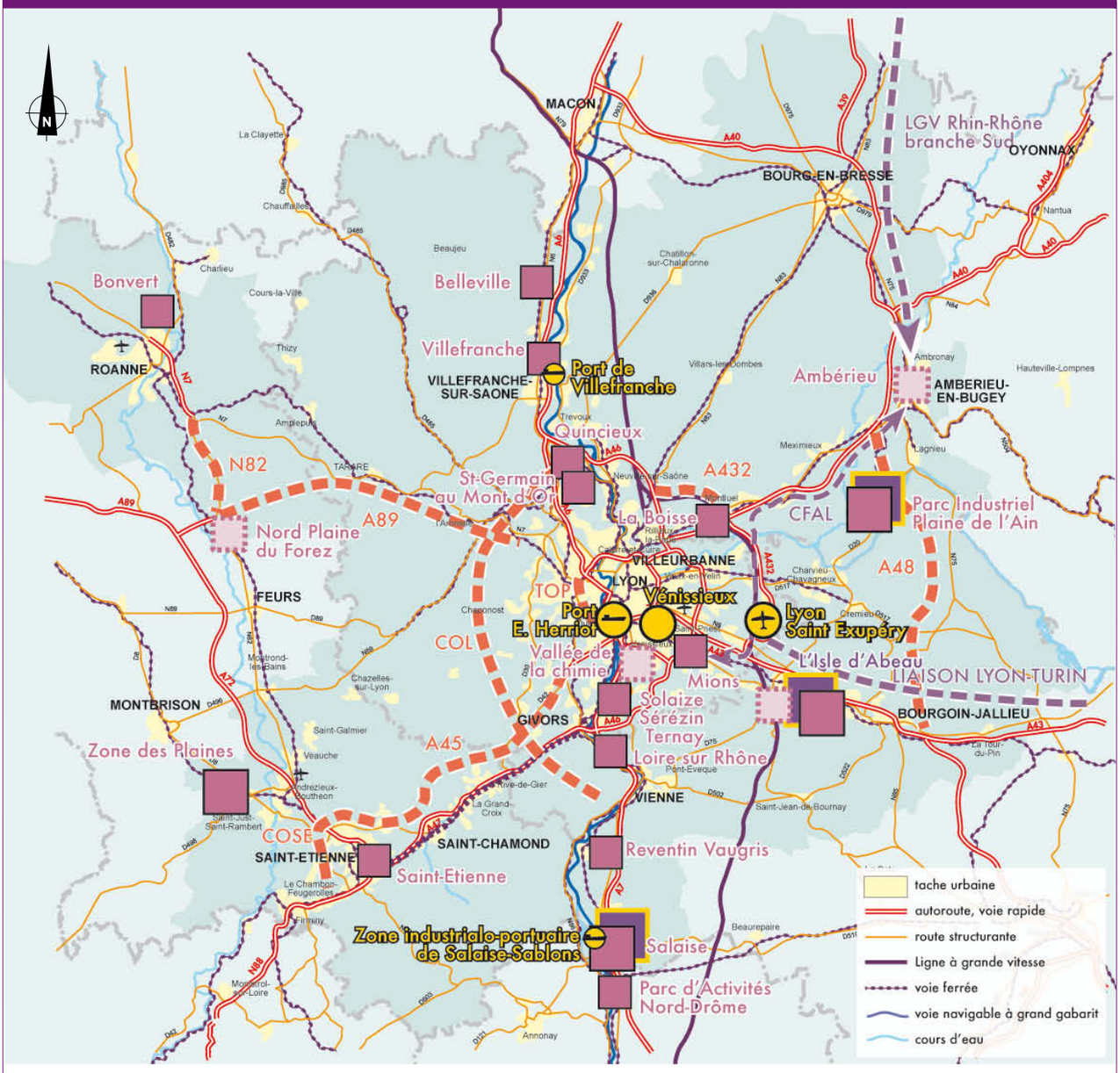
Les sites disposant d'un chantier combiné rail-route et fleuve de taille importante au sein de l'aire métropolitaine lyonnaise deviennent ainsi des sites stratégiques pour le développement de la multimodalité et de la logistique. Le territoire des Rives du Rhône peut offrir aujourd'hui deux sites disposant d'une desserte multimodale dans la vallée du Rhône : la zone industrialo-portuaire de Salaise-Sablons (100 ha occupés, 300 ha à terme) et le site industrialo-portuaire de Givors - Loire-sur-Rhône (110 ha occupés mais reconversion industrielle partielle et logique de redéploiement vers des activités valorisant fer et fleuve). Le parc d'activités Nord Drôme (24 ha occupés, 250 ha à terme), à proximité de la Zip Salaise-Sablons, offre également des opportunités à valoriser de connexions multimodales (port de Salaise-Sablons, friche de Pont-à-Mousson).

Enfin, les projets d'infrastructures externes au Scot, comme le contournement ouest lyonnais et le contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise, auront s'ils se réalisent, des impacts sur l'attractivité et la compétitivité du territoire pour ce type d'activités.



Zone d'embarquement de la Zip de Salaise-Sablons

PLATEFORMES ET SITES LOGISTIQUES MULTIMODAUX MAJEURS



Principales capacités d'accueil

- Plate-forme multimodale dédiée à la logistique
- Parc industriel à forte potentialité logistique (vocation affichée ou à l'étude)
- Nouvelle potentialité logistique à étudier (zone d'activités nouvelle ou requalification)

Equipements existants

- Grand équipement spécialisé intermodal
- Equipement complémentaire

Projets d'infrastructures routières et ferroviaires *Source : projet DTA juillet 2003*

- Autoroute ou voie rapide
- Ligne à grande vitesse (LGV)
- Contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise (CFAL)
- Liaison ferroviaire à améliorer

Source : Rul

L'agriculture, de fortes inquiétudes malgré la richesse des productions

3.1 UNE FORTE RÉGRESSION DE LA SURFACE AGRICOLE UTILE ET DU NOMBRE D'EXPLOITANTS

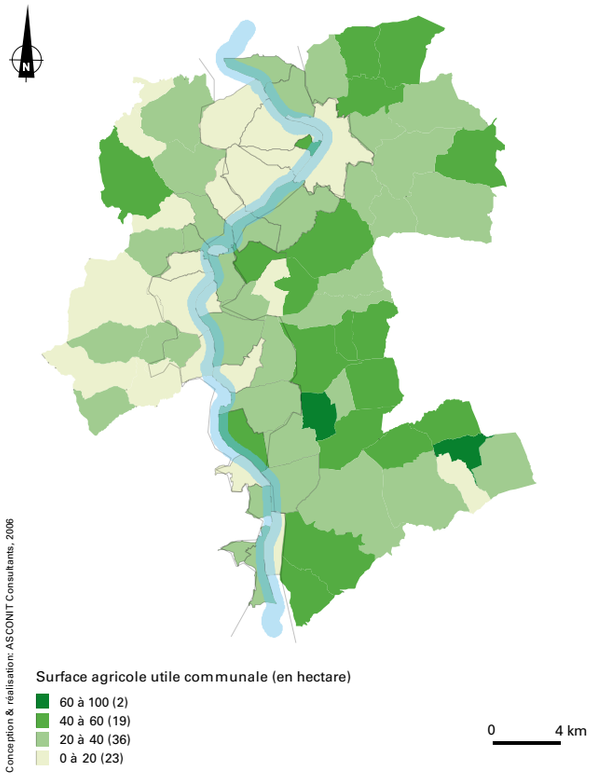
En une dizaine d'années, entre les deux derniers recensements généraux agricoles (1988 et 2000), la surface agricole utile (SAU) communale a diminué de près de 10 % pour atteindre 47 % du territoire du Scot des Rives du Rhône en 2000 (44 168 ha). Cette évolution est proche de celle que connaît l'agglomération lyonnaise (-11 %) et montre une évolution rapide de la perte de terres agricoles.

ÉVOLUTION DE LA SAU ENTRE 1988 ET 2000

France	Inter Scot	Scot Rives du Rhône	Agglomération lyonnaise
-3 %	-7,5 %	-10 %	-11 %

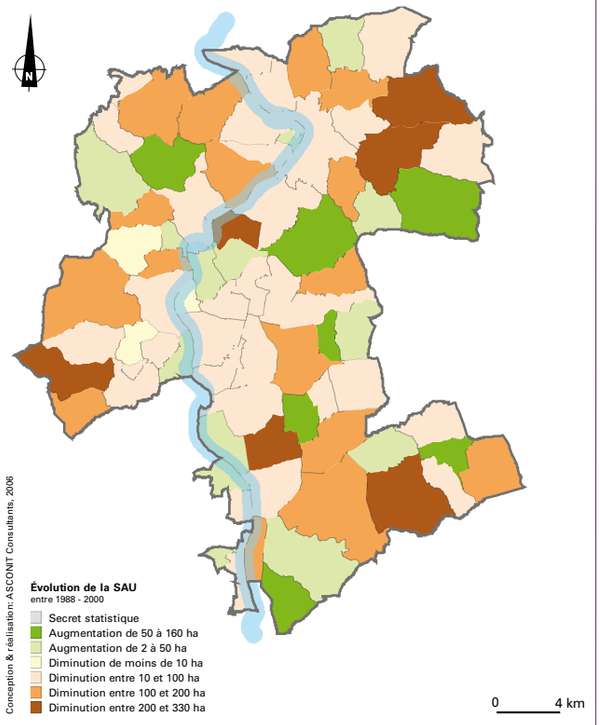
Avec moins de 20 % de surface communale en surface agricole utile, le couloir rhodanien et le secteur du Pilat présentent les plus faibles surfaces agricoles du territoire. Cette répartition s'explique par la présence de zones urbaines (couloir rhodanien) et de fortes contraintes topographiques (Pilat).

PART DE LA SAU PAR COMMUNE EN 2005



Source : enquête Chambre d'Agriculture 2005

ÉVOLUTION DE LA SAU DES EXPLOITATIONS ENTRE 1988 ET 2000



Source : recensement général agricole

De manière plus générale, on note une importante disparité entre la rive gauche et la rive droite du Rhône : la SAU communale moyenne couvre 37 % des communes de rive droite et 47 % des communes de rive gauche.

La répartition de la SAU est la résultante des usages possibles du foncier entre agriculture et urbanisation, ainsi que de la typologie des productions agricoles nécessitant l'exploitation de surfaces plus ou moins importantes.

Parallèlement à la régression de la surface agricole, on observe sur la période 1988-2000, une baisse de plus de 40 % du nombre d'exploitants. Elle est la conséquence d'une recherche de rentabilité des exploitations, par l'accroissement de la SAU moyenne, mais aussi par la progression de l'urbanisation sur les terres agricoles.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EXPLOITANTS ENTRE 1988 ET 2000

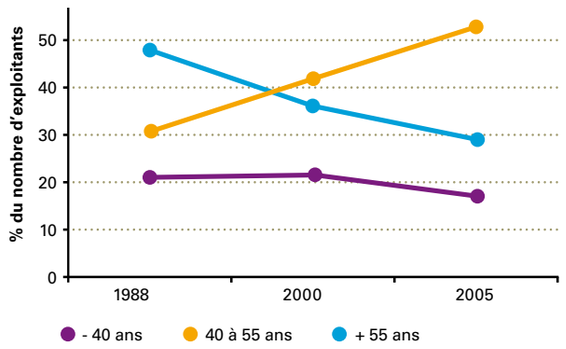
France	Inter Scot	Scot Rives du Rhône	Agglomération Lyonnaise
-36 %	-29 %	-40 %	-41 %

La situation du territoire des Rives du Rhône se distingue donc nettement de la moyenne française et son évolution le rapproche de celui de l'agglomération lyonnaise voisine.

Cette situation est d'autant plus inquiétante que l'activité agricole joue un rôle économique et social non négligeable en générant des emplois permanents ou saisonniers selon les secteurs. Ces emplois sont nombreux dans les systèmes de productions nécessitant de la main d'œuvre, tels que les exploitations laitières, arboricoles et viticoles. Les secteurs générateurs d'emplois sont principalement les côtes du Rhône, les plateaux de Condrieu et Pélussin, ainsi que le sud du plateau roussillonnais. Les emplois familiaux restent néanmoins majoritaires. Ils représentaient en 2000, 66 % des emplois sur le territoire. Seul le secteur du roussillonnais emploie davantage de salariés, en particulier pour le ramassage des petits fruits.

La diminution du nombre d'exploitants est un phénomène d'autant plus inquiétant qu'il se combine au vieillissement de la population agricole. En 2005, la majorité des chefs d'exploitation avait entre 40 et 55 ans (53 %), et seulement 17 % avaient moins de 40 ans.

ÉVOLUTION DE L'ÂGE DES EXPLOITANTS



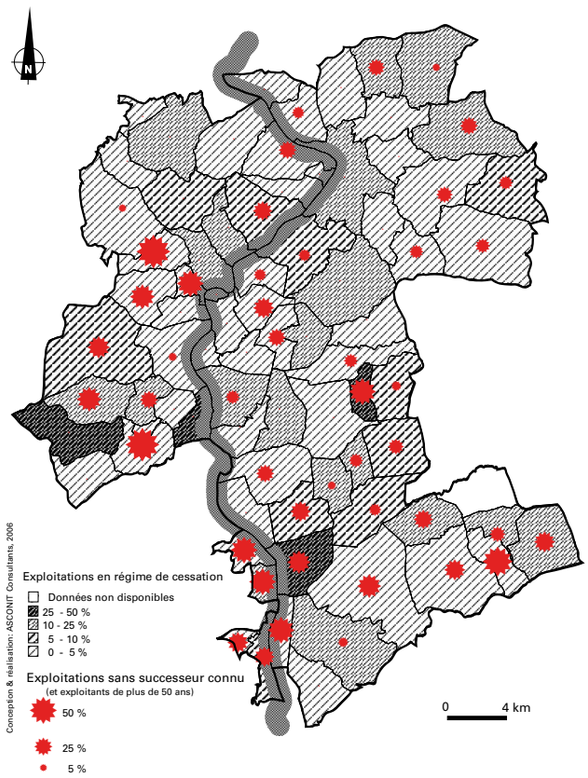
Une enquête menée en 2006 a permis d'identifier les perspectives des exploitations, d'une part grâce au régime des exploitations (régime de développement ou régime de cessation) et d'autre part grâce au type de succession pour les agriculteurs de plus de 50 ans (succession avec agrandissement ou installation ou exploitation sans succession).

Les régimes des exploitations semblent assez variés et bien repartis entre régime de développement ou de cessation sur l'ensemble du territoire.

La carte ci-contre met en évidence les exploitations présentant un risque de non reprise à court terme, soit parce qu'elles sont en régime de cessation, soit parce qu'elles n'ont pas de successeur connu. Certains secteurs semblent davantage touchés par ce risque de non reprise : sur le plateau pélussinois, en Valloire, ainsi que sur les communes ardéchoises, pour lesquelles le risque de non reprise concerne les parcelles en plaine (et non les coteaux viticoles).

L'absence de repreneur connu est un facteur à prendre en compte dans le phénomène de disparition des exploitations. Ce phénomène peut être accéléré ou motivé par d'autres perspectives de valorisation des terres agricoles, en particulier le long de la rive gauche du Rhône, sur la partie drômoise, secteur très convoité par l'urbanisation.

EXPLOITATIONS EN RÉGIME DE CESSATION ET SANS SUCCESSEUR CONNU EN 2005



Source : enquête Chambre d'Agriculture 2005

3.2 DES BASSINS DE PRODUCTIONS AGRICOLES VARIÉS

3.2.1 Une filière viticole renommée sur les coteaux du Rhône

Sur les coteaux en rive droite du Rhône, des départements du Rhône à l'Ardèche, se concentrent les exploitations viticoles des côtes du Rhône. La surface totale cultivée en vigne représentait, en 2000, 845 ha, soit 2 % de la surface agricole utile. Bien que cette surface soit faible, la production viticole et les paysages des côtes du Rhône tiennent une place majeure sur le territoire.

La filière viticole est structurée et dynamique et permet d'assurer une rentabilité des exploitations malgré la concurrence accrue des productions étrangères sur certains vins.

La qualité des paysages et des productions, pour la plupart classées en appellation d'origine contrôlée (Condrieu, Côte Rôtie, Grillet et Saint-Joseph), apporte au terroir une notoriété, gage d'une valorisation économique et touristique des Rives du Rhône.

Une organisation est mise en œuvre autour du foncier AOC afin de pérenniser les exploitations viticoles de petite taille (coteaux vitrines, reconquête de parcelles en friche).

3.2.2 Une prédominance de l'arboriculture dans le sud du territoire

La surface arboricole s'étendait sur 4 189 hectares en 2000, soit 10 % de la SAU. Cette activité concernait alors 734 exploitations, professionnelles ou non, soit 36 % des exploitations du territoire des Rives du Rhône.

On observe deux secteurs arboricoles, distincts par leurs productions et leur organisation.

- Le plateau de Pélussin : la production de pommes y domine et la filière est plutôt bien structurée.
- Le plateau du roussillonnais et la Valloire : ils présentent des surfaces encore importantes en vergers et petits fruits malgré les difficultés de la filière et les nombreux arrachages réalisés par le passé. La filière arboricole semble, sur ce secteur, moins dynamique que sur le plateau de Pélussin et est mise à mal par la sharka, maladie virale qui s'attaque aux cultures de fruits à noyaux.

3.2.3 Les cultures céréalières : l'activité dominante en rive gauche

Les céréales et oléagineux représentaient quasiment la moitié de la surface agricole utile des Rives du Rhône en 2000 : 18 014 ha de céréales et 4 780 ha d'oléagineux. 64 % des exploitations pratiquaient alors une activité liée à la production de céréales (soit 1 299 exploitations).

Occupant des parcelles de grandes superficies pour la plupart remembrées et des surfaces peu accidentées, ces cultures prédominent en rive gauche du Rhône, depuis les vallées iséroises au nord, à la plaine de la Valloire au sud, en passant par le plateau roussillonnais et la Bièvre. Les cultures du plateau roussillonnais bénéficient des installations d'irrigation.

Bien qu'on ne puisse pas observer, depuis les cinq dernières années, de changements notables sur les types et surfaces de production, le découplage des subventions et les réformes seront des facteurs majeurs qui orienteront les choix des agriculteurs dans les années à venir.

3.2.4 L'élevage bovin : plus extensif sur le Pilat qu'en rive gauche

Parmi les productions animales, la production bovine est le secteur le plus important avec un effectif de 11 947 bovins en 2000 et 415 exploitations concernées (soit 20 % des exploitations des Rives du Rhône).

La production bovine se répartit entre :

- la production laitière (vaches laitières) majoritairement présente sur les plateaux de Pélussin et Condrieu,
- la production de viande (vaches allaitantes), observée sur les vallées de l'Isère ainsi qu'au sud du plateau roussillonnais.

La répartition des surfaces en herbe est cohérente avec la présence d'élevages. Les productions sur les plateaux de Condrieu et Pélussin sont majoritairement tournées vers des systèmes herbe et foin, ce qui témoigne d'un élevage plutôt extensif. Les quatre vallées de l'Isère et le plateau roussillonnais se sont davantage orientés vers des systèmes plus intensifs, avec une utilisation majoritaire de maïs et de foin.

Depuis quelques années, ces exploitations sont confrontées à de nombreuses difficultés et contraintes : chute du prix du lait, faible rentabilité des élevages extensifs et des petites exploitations, contraintes et disponibilité impérative sur les exploitations laitières, fonctionnalité des exploitations parfois remise en cause par la progression de l'urbanisation, mises aux normes obligatoires, crise économique liée au contexte sanitaire, etc.

3.2.5 L'AOC en soutien à la filière caprine sur le Pilat

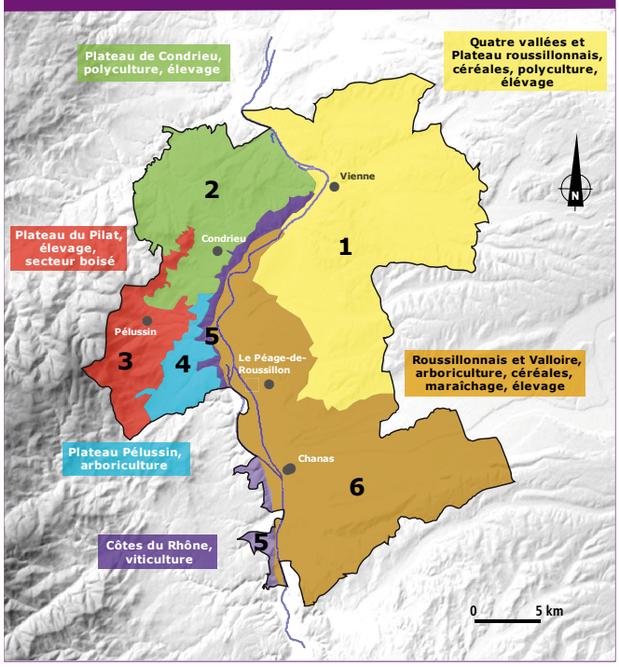
Les productions de caprins et d'ovins représentent un secteur agricole non négligeable avec 3 900 caprins et 2 600 ovins présents en 2000.

L'élevage de caprins se concentre sur les plateaux de Pélussin et de Condrieu. La présence de cette production est le résultat d'une organisation et d'une volonté locale de développer cette filière. La valorisation du lait de chèvre passe aujourd'hui par la production industrielle du « Chèvre d'Affinois ». La « Rigotte de Condrieu », production fermière locale, est devenue une appellation d'origine contrôlée reconnue par l'institut national des appelations d'origine (Inao) le 29 février 2008. La production et la valorisation de ce fromage, résultats de producteurs locaux, vont être développées par la fromagerie du Pilat à Pélussin.

Élevés à des fins de production de viande, les ovins sont moins présents et sont répartis sur quelques communes du plateau de Condrieu et des quatre vallées de l'Isère.

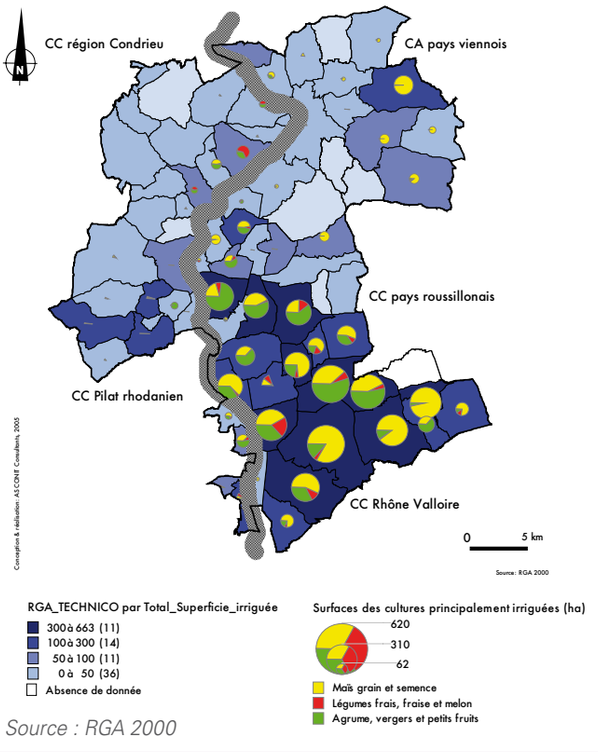
Comme pour l'élevage bovin, les exploitations de caprins et d'ovins souffrent aujourd'hui du contexte économique (chute des prix), environnemental (mises aux normes) et des nouvelles orientations agricoles. La valorisation locale des productions, tel que l'élevage caprin, semble être un levier majeur pour assurer un avenir aux exploitations agricoles.

CARTE DES GRANDES ENTITÉS AGRICOLES DES RIVES DU RHÔNE



La surface totale irriguée s'étendait en 2000 sur 9 016 hectares soit sur **20 % de la surface agricole utile communale**. Les cultures concernées sont en majorité **le maïs grain et maïs semence qui représentent 42 % des surfaces irriguées** en 2000, et les cultures arboricoles et petits fruits qui totalisent 36 % de la surface totale irriguée. La répartition des surfaces irriguées suit la forte proportion de cultures céréalières et arboricoles au sud du territoire, sur le plateau roussillonnais ainsi qu'au sud du plateau de Pélussin. Ces exploitations agricoles, équipées de matériels agricoles spécifiques (puits, pompes, rampes…), possèdent aujourd'hui un outil majeur pour valoriser leurs cultures.

RÉPARTITION DES TERRES IRRIGUÉES EN 2000



Source : RGA 2000

Face à une ressource en eau qui s'amoindrit, les conflits d'usage entre irrigation et alimentation en eau potable sont importants. La répartition de cette ressource est un enjeu majeur du territoire des Rives du Rhône.

3.3 L'IDENTIFICATION DES CŒURS DE PRODUCTIONS AGRICOLES

Différents espaces agricoles peuvent être déterminés au regard des enjeux qu'ils représentent pour la profession agricole et/ou des rôles qu'ils jouent pour le territoire.

Ainsi, sont identifiés des espaces agricoles stratégiques, essentiels pour le maintien de l'activité agricole en général et des exploitations agricoles en particulier. Ces cœurs de production agricole sont le support de filières de transformation et de commercialisation qui renforcent le socle agricole grâce à la valorisation des productions et assurent une certaine sécurité et une pérennité indispensable au maintien et à l'installation d'agriculteurs.

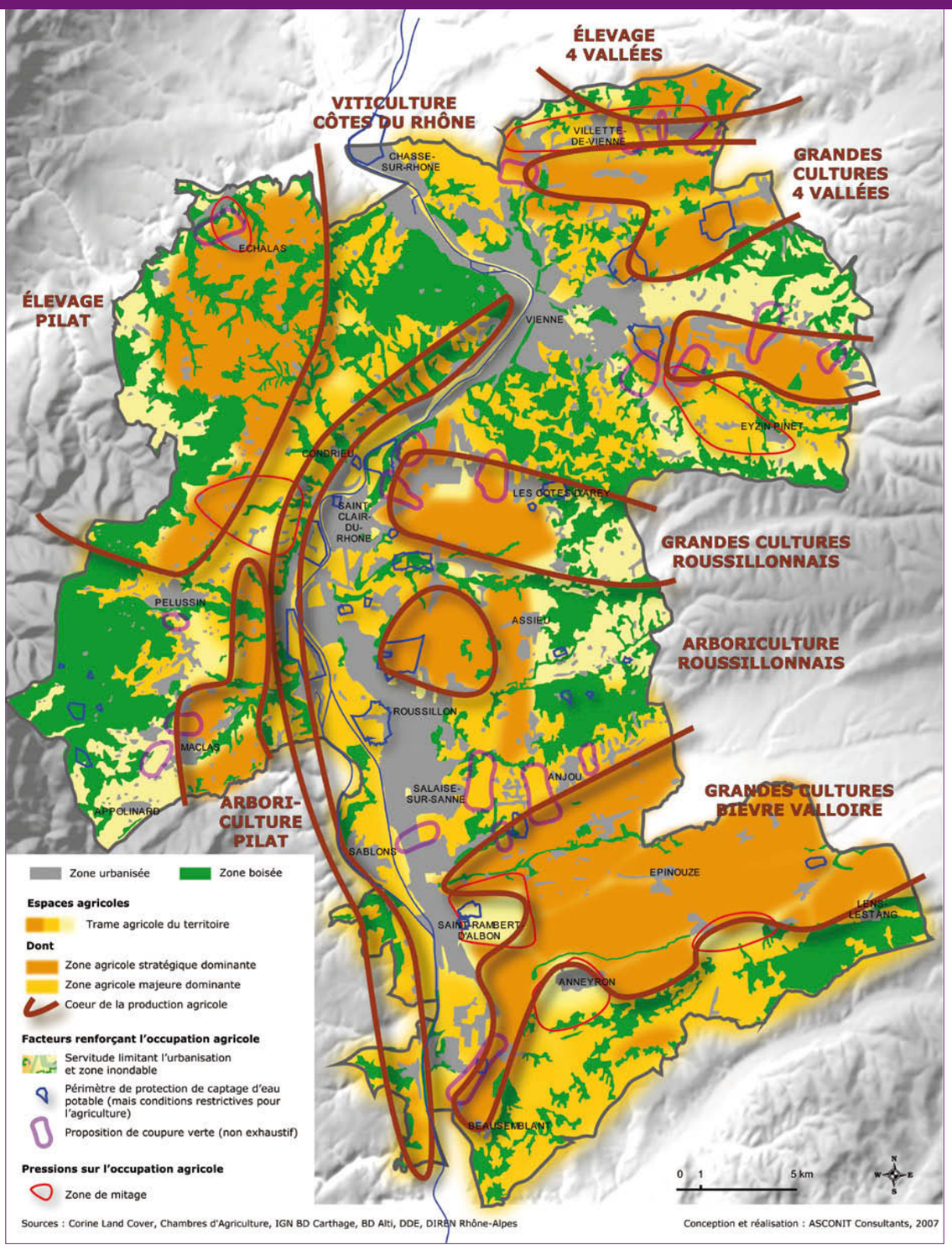
Les terrains concernés ont le plus souvent été modifiés, équipés et valorisés afin d'optimiser et de rentabiliser au mieux les productions agricoles (remembrement, systèmes d'irrigation, labels de qualité dont AOC, etc.). Il s'agit également de terres de bonne valeur agronomique, planes, mécanisables, à bon rendement, facilement accessibles, etc. À l'échelle de l'exploitation et de son terroir, de nombreux autres critères stratégiques peuvent être évoqués : prairies et pâtures proches des sièges d'exploitations pratiquant l'élevage, parcelles contractualisées (AB, CAD, MAE…), parcelles épandables, présence de vente directe et d'activité de transformation apportant de la valeur ajoutée.

D'autres zones agricoles sont qualifiées de majeures en raison d'une part d'un cumul de vocations (agricoles mais également environnementales, écologiques, paysagères, récréatives…) et d'autre part du rôle complémentaire joué par ces espaces agricoles à la fois au regard du bon fonctionnement des zones agricoles stratégiques et des exigences d'un développement durable du territoire. La conservation de ces zones agricoles mixtes présente de multiples intérêts : préservation de la qualité de l'eau et des capacités d'infiltration, entretien et valorisation des paysages identitaires, support de loisirs récréatifs, maintien de la biodiversité et préservation des corridors écologiques, entretien des zones soumises à des contraintes réglementaires, complémentarité indispensable avec

d'autres zones agricoles pour la viabilité des exploitations (parcelles fourragères, etc.). Les zones agricoles majeures sont donc nécessaires au maintien de l'agriculture sur le territoire car elles permettent de garder une certaine densité d'exploitation.

Enfin, en dehors des espaces agricoles stratégiques et majeurs pour l'agriculture, les autres zones agricoles du territoire sont généralement constituées de terres représentant un potentiel agronomique moindre, peu mécanisable, au parcellaire morcelé, avec une forte influence des milieux naturels environnants, également de terres déjà fortement impactées et contraintes par l'urbanisation (mitage, difficulté d'accès aux parcelles, conflits de voisinage). Ces secteurs peuvent aussi être composés des terres à dominante naturelle et être multifonctionnels - fonctions récréative, de structuration des paysages en particulier - mais ne subissant guère de pression urbaine à l'heure actuelle : bordures du mont Pilat, balmes viennoises, limite ouest de la forêt de Bonnevaux... Les enjeux se posent alors en termes d'aménagements récréatifs, de mise en valeur du potentiel forestier, de conservation des zones d'épandage, de limitation de l'enfrichement, de lutte contre les espèces invasives et contre les risques d'incendie, etc.

TRAME ET ENJEUX DES ESPACES AGRICOLES



Chapitre 4

Une offre commerciale abondante mais déséquilibrée

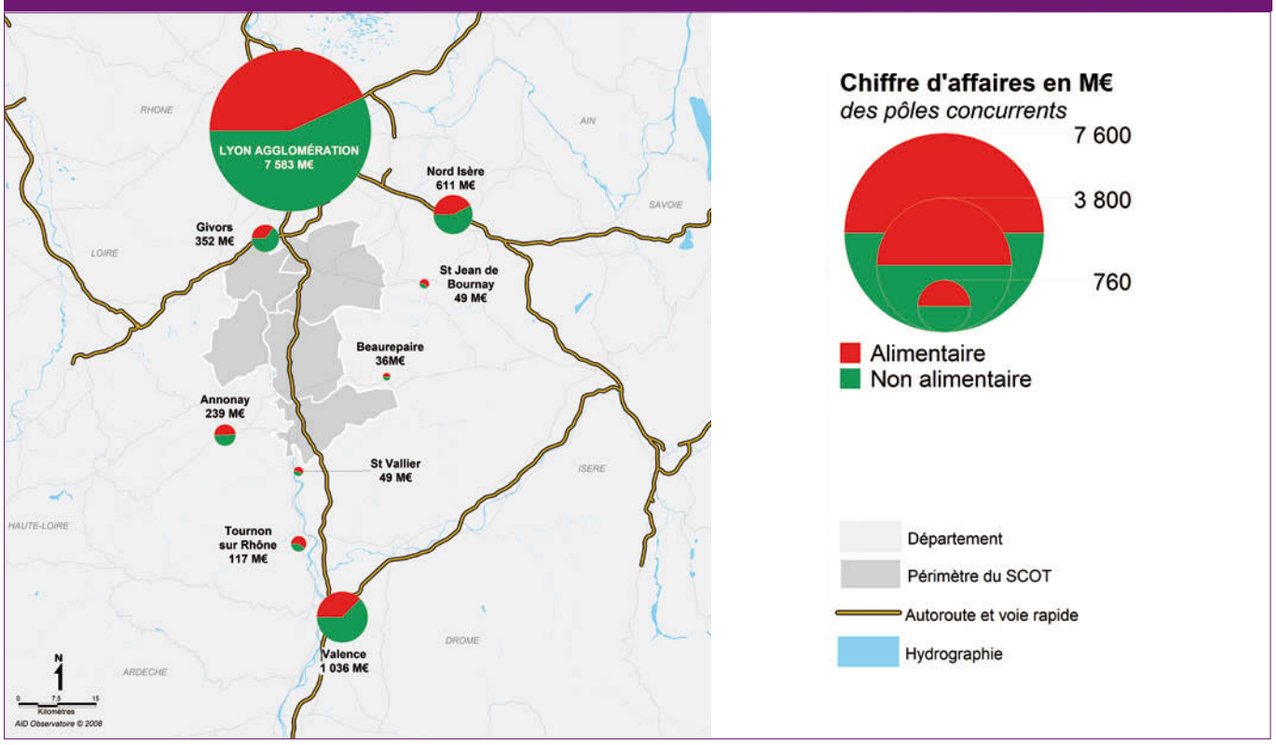
4.1 UN ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL FORT AUX PORTES DU TERRITOIRE

L'analyse du contexte commercial supra-territorial révèle des pôles concurrentiels importants aux portes du territoire :

- Lyon : un pôle majeur à vocation régionale disposant d'une taille critique en termes d'offre et d'enseignes à forte notoriété
- Valence : un pôle à l'influence potentiellement plus limitée aux secteurs sud
- 3 pôles plus proches (essentiellement Givors et dans une moindre mesure Annonay et le secteur Nord Isère) pouvant influer sur les comportements réguliers des ménages du territoire.

Ce contexte concurrentiel marqué limite le rayonnement du Scot vers l'extérieur.

CHIFFRE D'AFFAIRES DES PÔLES COMMERCIAUX ENVIRONNANTS EN 2000



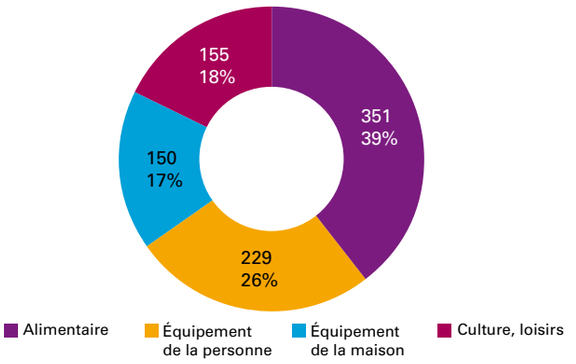
4.2 UN TISSU COMMERCIAL ABONDANT ET DYNAMIQUE

Dans cet environnement concurrentiel fort, le territoire des Rives du Rhône dispose de 130 000 m² de plancher commercial.

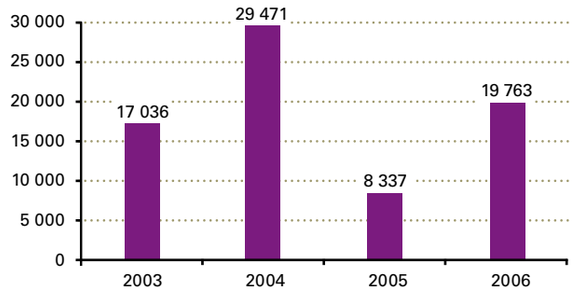
L'évolution des autorisations en commission départementale d'équipement commercial (CDEC) pour les activités de plus de 300 m² entre 2003 et 2006 (cf. graphique page suivante) fait apparaître un volume important d'autorisations (74 000 m²), en comparaison avec des territoires similaires. Toutefois, ce constat doit être nuancé par le fait que les surfaces autorisées ne sont pas toutes ouvertes et certaines n'ouvriront jamais. De plus, un volume important de surfaces ne signifie pas nécessairement un nombre important de points de vente, certains projets étant très consommateurs de surface (bricolage, matériaux, jardinerie…). Cependant, le volume d'autorisation est à comparer au plancher commercial total actuel et au plancher commercial des deux principales agglomérations.

Les agglomérations viennoise et roussillonnaise représentent à elles seules 84 000 m², soit 65 % du plancher commercial du territoire.

RÉPARTITION PAR FAMILLE DE PRODUITS DES COMMERCES DE PLUS DE 300 M² EN 2006



SURFACES AUTORISÉES EN CDEC 2003 À 2006



4.3 UN MAILLAGE COMMERCIAL STRUCTURÉ ET HIÉRARCHISÉ

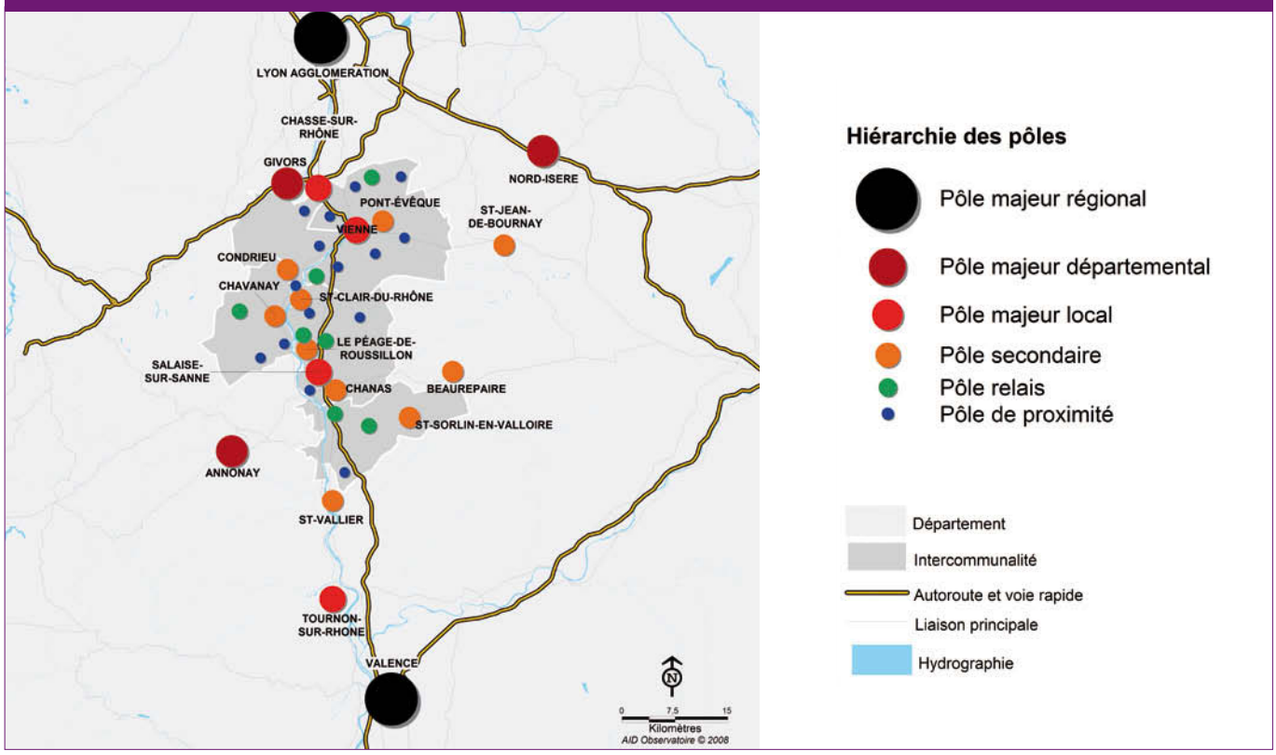
Trois principaux pôles commerciaux à la fonction mixte (chiffre d'affaires partagé entre offre alimentaire et non alimentaire) jouent un rôle de desserte diversifiée des ménages et génèrent donc une attractivité élargie : Chasse-sur-Rhône, Vienne et Salaise-sur-Sanne. L'ensemble de ces pôles est situé dans la vallée du Rhône à proximité des principales infrastructures routières et bénéficie d'une excellente accessibilité.

Ces pôles majeurs locaux sont complétés par six pôles de poids économique proche mais aux fonctions marchandes différentes : Chavanay, Condrieu, Saint-Clair-du-Rhône, Le Péage-de-Roussillon, Chanas et Roussillon.

Le sud du territoire se structure autour de deux pôles comparables en termes de poids économique : Anneyron et Saint-Sorlin-en-Valloire. Les autres communes, principalement des villages, ont une fonction commerciale limitée, voire absente.

Il existe une forte différenciation selon les communes dans les formes de vente : on peut ainsi noter le poids plus important du commerce traditionnel sur Vienne, et dans une moindre mesure sur Le Péage-de-Roussillon et Condrieu, lié à l'existence de centres–villes denses. Sur les communes sous l'influence d'un pôle commercial périphérique, le chiffre d'affaire est essentiellement réalisé par les activités de plus de 300 m² (Salaise-sur-Sanne, Chasse-sur-Rhône mais aussi Chavanay, Chanas et Saint-Clair-du-Rhône).

HIÉRARCHIE COMMERCIALE DU TERRITOIRE ET DE SES ABORDS EN 2009



4.4 UNE DOMINATION DES GRANDES ET MOYENNES SURFACES DE FAIBLE QUALITÉ

Les grandes et moyennes surfaces représentent 60 % (en non alimentaire) à 80 % (en alimentaire) des dépenses des ménages (sur un total de 1071 millions d'euros en 2006).

La plupart des pôles souffrent d'une faible notoriété des enseignes présentes et d'un positionnement moyen/bas de gamme (Intermarché, Vétimarché, La Halle, Bricomarché, Gamm vert, Géant...) ainsi que d'une mauvaise insertion paysagère et urbaine (environnement commercial peu qualitatif) qui ne sont d'aucune plus-value par rapport aux pôles concurrentiels et ne permettent pas de rayonnement sur la clientèle extérieure.

Ces pôles sont isolés des secteurs résidentiels et mal ou non reliés aux centralités urbaines proches par les modes doux ou les transports collectifs.

Cette problématique ciblée de qualité se retrouve également dans certains centres-villes (locaux vieillissants et vacance) ou pôles périphériques (locaux vieillissants).

DÉPENSES PAR FORME DE VENTE EN 2006 (%)

Type de commerces	ALIMENTAIRE		NON ALIMENTAIRE	
	Zone de chalandise	Moyenne nationale **	Zone de chalandise	Moyenne nationale **
< 300 m² **	14,5	21	27	34
Total > 300 m²	76,5	74	63	56
Supermarchés*	26,5	30 à 42	4,5	7
Hard discount*	7,5		1	
Hypermarchés*	39	32 à 35	18,5	19
Autres GS**	3,5	1	39	28
Non sédentaire**	6	6	1,5	1
Vente à distance**	1,5		7	3 à 8
Autres**	1,5		1,5	1
Total	100		100	

** Données nationales source : Ministère des PME du commerce, de l'artisanat et des professions libérales.*
*** Données issues d'une dizaine d'observations enquête ménages récentes*

4.5 UNE OFFRE COMMERCIALE DÉSÉQUILIBRÉE

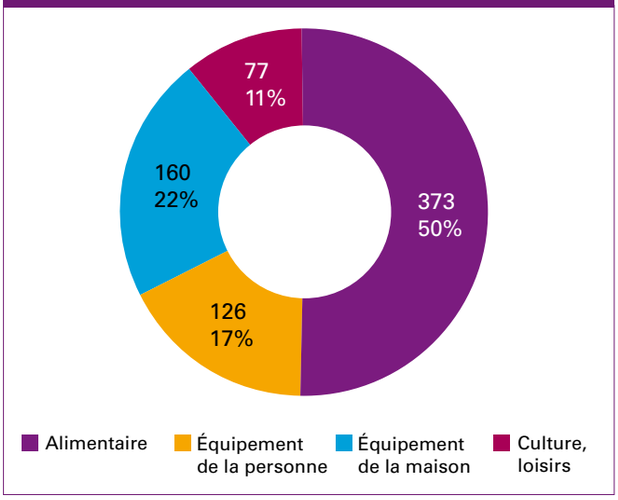
L'offre alimentaire est la plus importante, elle représente par ailleurs la moitié des dépenses des ménages du territoire. Les dépenses des ménages concernant les produits non alimentaires sont pourtant celles sur lesquelles résident les plus forts enjeux en termes d'évolution commerciale du territoire.

Cependant, entre 2003 et 2006, l'offre commerciale amorce un rééquilibrage progressif. En effet, les secteurs de l'équipement de la personne et de la maison et l'offre culturelle et de loisir ont progressé plus fortement que l'offre alimentaire.

Malgré l'amorce de rattrapage dans l'équilibre pour les trois autres familles de produits, on constate une évasion commerciale importante. Elle s'explique en grande partie par la proximité de l'agglomération lyonnaise disposant d'une offre commerciale inégalable. Elle concerne essentiellement les ménages habitant en limite intérieure du périmètre du Scot, le comportement des consommateurs répondant principalement à une logique de proximité.

Nb : L'évasion commerciale permet de mesurer l'attractivité commerciale d'un territoire. Parmi toutes les familles de produits confondus, l'évasion commerciale est de l'ordre de 25 % sur le territoire.

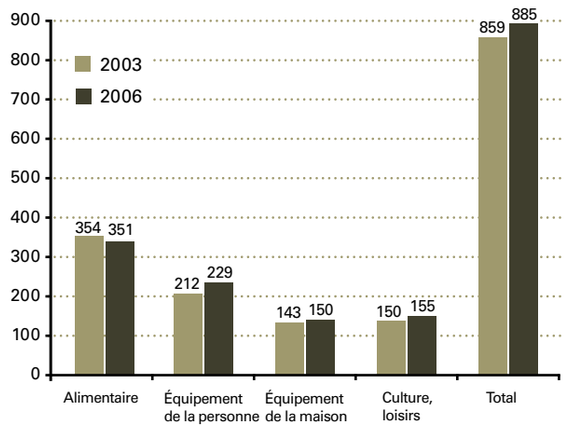
CHIFFRE D'AFFAIRES PAR FAMILLE DE PRODUITS EN MILLIONS D'EUROS EN 2006



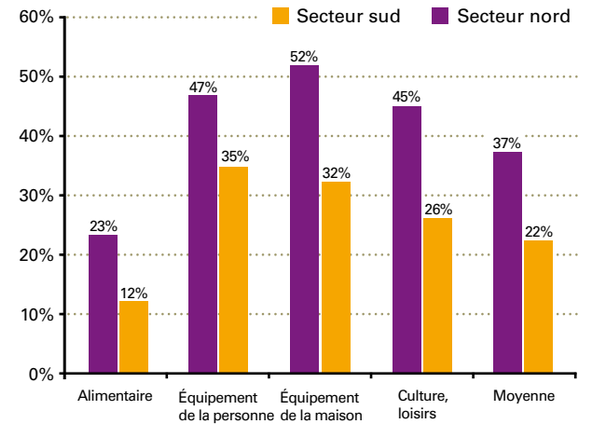
L'analyse de l'évasion respectivement sur les secteurs nord (pays viennois, région de Condrieu) et sud (Pilat rhodanien, pays roussillonnais, Rhône Valloire) des Rives du Rhône permet de relever des tendances différentes, avec :

- une évasion beaucoup plus marquée au nord, liée à l'impact plus fort des deux pôles majeurs, Lyon et Givors, qui constituent les destinations d'évasion quasi-exclusives
- une autonomie plus marquée sur les secteurs sud, plus à l'écart des pôles commerciaux régionaux, mais également des destinations d'évasion plus diverses (Lyon, Givors, Annonay)

ÉVOLUTION DES NOMBRES DE POINTS DE VENTE DE PLUS DE 300 M³ ENTRE 2003 ET 2006



TAUX D'ÉVASION PAR FAMILLE DE PRODUIT





Commerces de proximité. Centre-ville de Vienne

Chapitre 5

Un tourisme de proximité à valoriser

Malgré des carences encore présentes en matière de coordination, de concertation et d'accueil du grand public, l'offre touristique du territoire des Rives du Rhône se structure autour d'un patrimoine naturel et culturel de qualité. Le Rhône, la route des vignobles de la vallée du Rhône, le patrimoine culturel de Vienne ou encore le parc naturel régional du Pilat, sont autant d'atouts permettant de développer une image touristique diversifiée et attractive du territoire.

De nombreuses initiatives sont prises aujourd'hui pour développer une offre susceptible de séduire une clientèle de proximité pour des séjours de courte durée.

5.1 UNE OFFRE TOURISTIQUE ET PATRIMONIALE ABONDANTE ET DIVERSIFIÉE

L'offre touristique du territoire s'organise autour de patrimoines variés : naturel, fluvial, historique, rural…

Le fleuve Rhône et ses abords constituent les éléments structurants de cette offre.

Les vignobles AOC et la route des vins, situés en rive droite du fleuve, constituent un potentiel touristique important et participent à la valorisation du territoire.

Plusieurs sites spécialement aménagés pour les activités nautiques existent sur le territoire : bases de loisirs de Saint-Pierre-de-Bœuf, de Condrieu, Aqualône de Saint-Maurice-l'Exil, etc.

La valorisation touristique de l'élément aquatique est multiple : ludique et sportive (bassin de joutes, canoë, etc.), de découverte (découverte des milieux naturels, notamment de l'île du Beurre et de la Platière) ou encore événementielle (fête du Rhône).

Le projet de véloroute du Léman à la mer, la Via Rhôna, traversera tout le territoire du nord au sud et apportera une nouvelle infrastructure de découverte et de loisirs au territoire en renforçant les activités déjà présentes.

Beaucoup de points d'appels pour les activités de nature sont aussi présents sur le territoire (accrobranche à Septême, Parc Pilat'Venture à Pélussin, sentiers pédagogiques, sorties naturalistes du PNR du Pilat)

Sur le plan culturel, seules les villes de Vienne et de Saint-Romain-en-Gal font l'objet d'une fréquentation touristique significative. Le musée archéologique de Saint-Romain-en-Gal attire chaque année plus de 100 000 visiteurs et le festival Jazz à Vienne, de renommée internationale, compte à chaque édition quelques 150 000 festivaliers.

Le patrimoine historique et bâti remarquable se concentre majoritairement sur la commune de Vienne (temple d'Auguste et de Livie, cathédrale Saint-Maurice, musée de la draperie…).

Le reste du territoire, malgré la qualité de ses paysages et de ses villages ruraux au patrimoine vernaculaire, semble être moins valorisé par les cartes touristiques.

Le territoire des Rives du Rhône peut ainsi se diviser en 3 grandes zones distinctes en termes d'offre et de consommation touristique :

- une première, sur le pôle urbain de Vienne pour son patrimoine bâti et culturel qui concentre la majorité des hôtels classés
- une seconde, qui enveloppe le fleuve et ses activités de loisirs nautiques, et dans laquelle se sont implantés la majorité des campings
- et une dernière, qui semble davantage miser sur la qualité du cadre naturel (vallée de la Valloire et de la Bièvre, massif du Pilat) et la construction de résidences secondaires

5.2 UN HÉBERGEMENT TOURISTIQUE À ÉTOFFER

Avec 1212 chambres en 2009, le parc hôtelier du territoire est en stagnation depuis plusieurs années (1148 chambres en 2003).

Bien que l'ensemble des gammes d'établissements soient présentes, les hôtels de moyenne gamme sont les plus représentés.

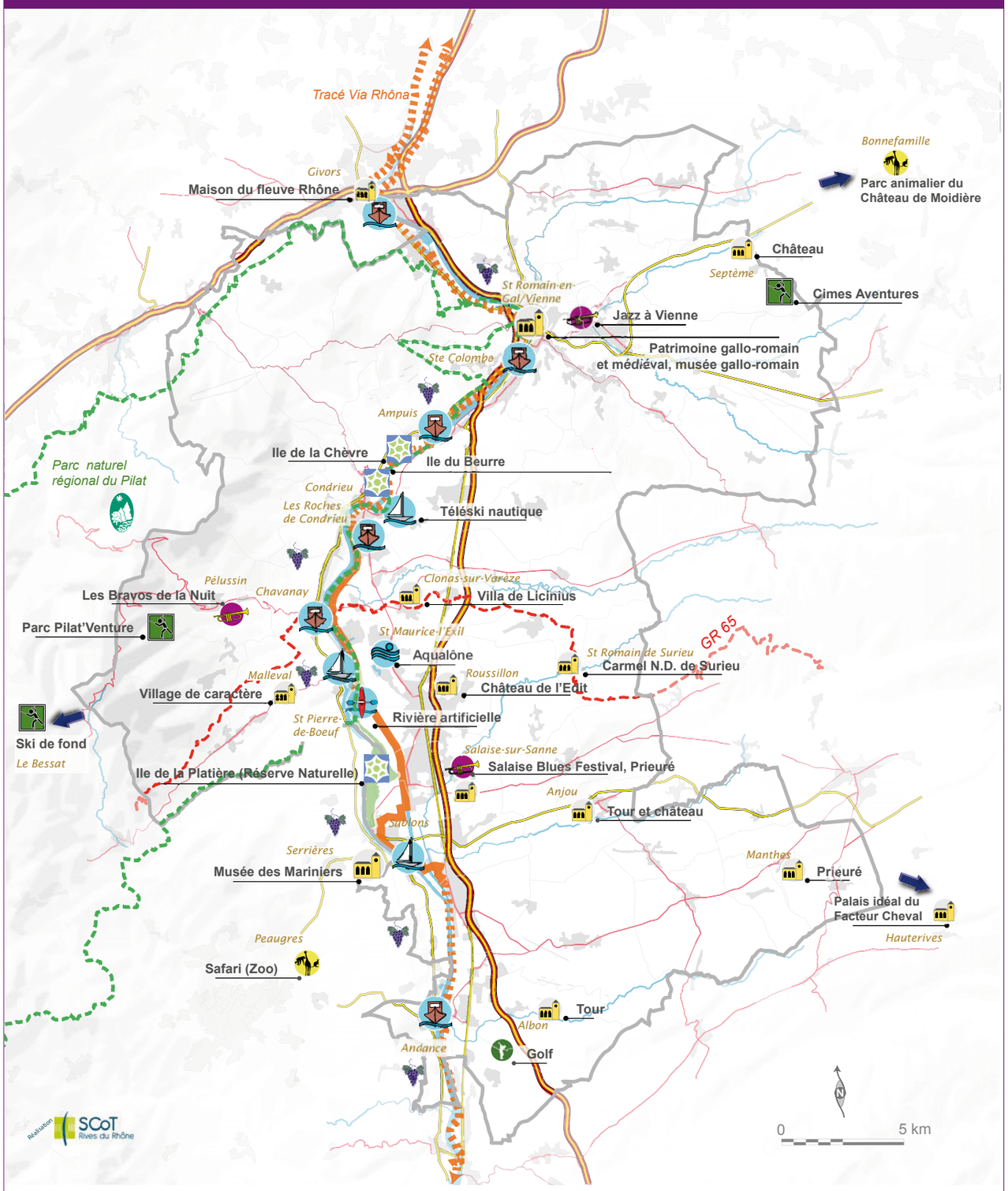
L'offre hôtelière se trouve majoritairement dans la vallée du Rhône, à proximité des principaux diffuseurs autoroutiers, répondant davantage aux attentes d'une clientèle de passage, pour des séjours de très courte durée.

L'offre d'emplacements de camping est principalement située dans la partie sud, le long du Rhône et dans la Drôme sur la vallée de la Valloire. Elle représente environ 2 % de l'offre régionale.

Les résidences secondaires sont principalement situées au sud avec une concentration significative sur Pélussin et le Pilat. Les territoires voisins de la Loire et de l'Ardèche connaissent ce même engouement.

Les gîtes ruraux se concentrent principalement dans le parc naturel régional du Pilat.

PRINCIPAUX LIEUX DE LOISIR ET DE TOURISME



Chapitre 6

Enjeux pour le projet : des règles du jeu à partager et une stratégie à constituer

Ce qui fait la force des Rives du Rhône peut également devenir sa faiblesse : sa forte accessibilité et ses capacités de mobilité ne doivent pas se dégrader au gré de son développement économique. Des solutions doivent être recherchées pour que l'implantation de nouvelles activités industrielles et commerciales s'accompagne de mesures aptes à limiter, à défaut de réduire, l'augmentation du trafic routier, automobiles (actifs, clients) comme poids lourds. De ce fait, le Scot doit également se positionner à l'amont comme garant de la cohérence, notamment en assurant la complémentarité des fonctions commerciales et limitant les jeux de concurrence, ou en arbitrant sur le long terme entre la valorisation économique, agricole ou industrielle des terres.

6.1 CONSTRUIRE UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE PRENANT EN COMPTE LES FORTES DIVERSITÉS DES CONTEXTES TERRITORIAUX

Les éléments de diagnostic ont démontré qu'il ne sera pas possible de proposer une stratégie de développement économique homogène et identique pour l'ensemble du territoire. Le projet devra donc être « taillé sur mesure » pour prendre en compte la sensibilité du cœur vert du Pilat, s'adapter à la rareté du foncier disponible en pays viennois, valoriser l'offre multimodale et la complémentarité des grands projets industriels et logistiques d'intérêt métropolitain au sud du territoire.

Ces différents contextes ont l'avantage d'éviter l'apparition de situations de concurrence et d'appeler à la complémentarité des modèles de développement, même si dans certains cas des dynamiques de rééquilibrage sont en droit d'être attendues, comme par exemple un renforcement des activités tertiaires sur l'agglomération Roussillon – Saint-Rambert-d'Albon.

Du point de vue commercial, l'évolution du maillage territorial devra être définie au regard de l'organisation urbaine, des évolutions démographiques, de gestion des déplacements, etc. Le projet devra également veiller au maintien des équilibres entre le développement des grandes surfaces et le commerce de centre-ville et encourager des évolutions différenciées de l'offre selon les bassins concernés, notamment sur les pôles majeurs.

6.2 INTÉGRER TOUS LES NOUVEAUX PROJETS ÉCONOMIQUES DANS UNE LOGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Scot devra promouvoir la qualité environnementale des nouveaux projets de zones d'activités, depuis la construction des bâtiments jusqu'au fonctionnement global de la zone au sein du territoire. Cela passera par une exigence renforcée quant à la qualité des aménagements (rationalisation foncière, intégration environnementale et paysagère) mais également par la justification des projets vis-à-vis des enjeux environnementaux (compensation agricole, ressource en eau). La localisation des futures zones d'activités économiques et commerciales, à proximité des secteurs les plus urbains, comme leur accessibilité par des modes de transport alternatifs à la voiture individuelle, pourra également être un moyen de limiter l'accroissement constant du trafic routier sur le territoire.

Le Scot pourra agir sur le foncier, notamment par une protection forte des espaces agricoles stratégiques et des terroirs remarquables (zones AOC, filières de qualité, labels…). Les espaces agricoles cumulant de multiples fonctions, comme par exemple la qualité des paysages et la création de zones tampon entre urbanisation et forêts, devront également être pris en compte.

Le Scot pourra également agir à l'échelon communal en garantissant la fonctionnalité des exploitations face à l'urbanisation (circulation des animaux, des engins agricoles, disponibilité de parcelles épandables…). Il pourra également porter une attention toute particulière aux activités agricoles qui respectent l'environnement et participent au maintien de la biodiversité.

6.3 RECONNAÎTRE LA MULTIFONCTIONNALITÉ DE L'AGRICULTURE ET ASSURER LA PÉRENNITÉ DU FONCIER AGRICOLE

L'augmentation de la pression foncière, le mitage, la multiplication des conflits d'usage font partie des facteurs de fragilisation de l'activité agricole sur le territoire. Les incertitudes sur les évolutions de la politique agricole commune (Pac), comme sur le renchérissement du coût de l'énergie et la revalorisation des productions de proximité, sont des arguments supplémentaires justifiant, s'il était encore nécessaire, la forte protection des terres agricoles.



Document 2

PARTIE 3

Un patrimoine et des ressources naturelles et agricoles riches mais fragiles

Un cadre de vie privilégié

1.1 LE FLEUVE RHÔNE, UN PATRIMOINE NATUREL D'EXCEPTION STRUCTURANT LE TERRITOIRE



Vignes et Rhône



Au sud de la Platière

La vallée du Rhône constitue le plus grand itinéraire français et européen entre la Méditerranée et la mer du Nord. Elle a permis le transport des hommes, des marchandises et des cultures depuis des siècles. Au niveau local, elle joue le rôle de frontière administrative mais surtout de trait d'union entre l'ensemble des entités géographiques et paysagères du territoire. La vallée du Rhône est pour la plupart des habitants un espace incontournable, la colonne vertébrale du territoire.

Au-delà de la continuité paysagère assurée par le Rhône, les rives offrent de nombreux contrastes, tant au niveau de l'occupation du sol que des caractéristiques physiques des espaces traversés. La vallée du Rhône, très étroite au nord du territoire, encerclée par des coteaux boisés et des vignes, s'élargit peu à peu pour laisser place à une vaste plaine alluviale à l'est qui a permis la culture intensive de céréales et de fruits.

Elle accueille de nombreux espaces naturels d'intérêt faunistique et floristique remarquables comme les îles de la Platière ou du Beurre. Non loin de ces espaces naturels, on note la présence de zones d'activités importantes dont l'impact sur le paysage ne peut laisser indifférent. Celles-ci accueillent principalement des entreprises d'industrie chimique.

La vallée du Rhône est porteuse d'une image positive et symbolique liée à la qualité des paysages et des espaces naturels, aux emplois, aux transports, aux productions agricoles... Le fleuve joue également un rôle au quotidien dans les pratiques spatiales et l'imaginaire des habitants.



Centre historique de Vienne



Les joutes sur le Rhône

1.2 DES PAYSAGES CONTRASTÉS VECTEURS D'IDENTITÉ







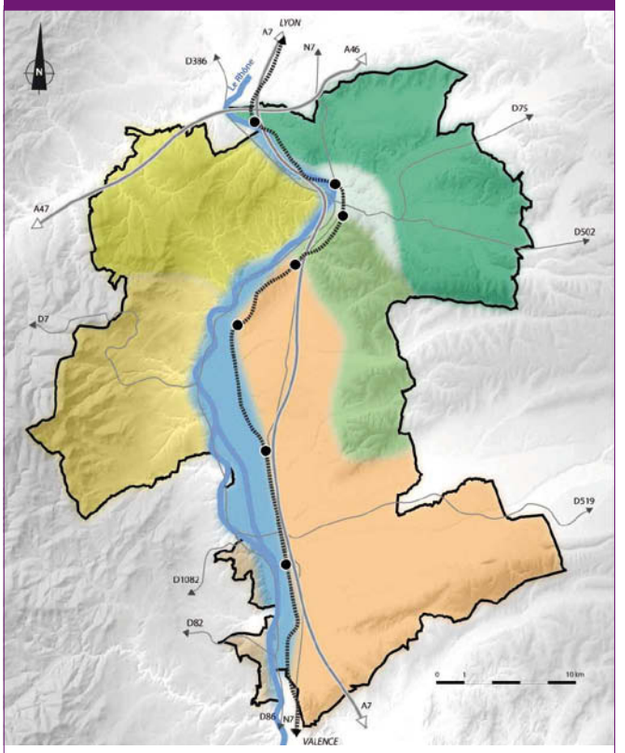


La diversité des paysages des Rives du Rhône

Le territoire des Rives du Rhône est remarquable de par la diversité des entités et des ambiances paysagères qui le composent.

Les Rives du Rhône sont aussi une terre de contrastes. À la fois liés et séparés par le Rhône, les différents terroirs et paysages sont fortement marqués par les conditions locales de la géologie et de la topographie : hautes maisons de granite et climat rude du Pilat, coteaux viticoles, fermes en pisé du bas Dauphiné, maisons de molasse et murs de galets du roussillonnais et de la Valloire.

LES GRANDES UNITÉS PAYSAGÈRES ET CULTURALES DES RIVES DU RHÔNE



1- La vallée du Rhône et les coteaux
2- Vienne et le pays viennois (les balmes et les quatre vallées)
3- Le plateau de Condrieu
4- Le plateau de Pélussin
5- Le roussillonnais et les balmes
6- La vallée de la Valloire

Du nord au sud, le territoire est traversé par le Rhône, dont la vallée forme une unité paysagère harmonieuse, alternant défilés et vaste plaine alluviale au pied des abrupts coteaux viticoles de la rive droite.

D'est en ouest la vision du territoire est bouleversée, le paysage est plus contrasté, le relief devient complexe et accidenté. Sur les coteaux permettant l'accès au plateau de Condrieu se dessinent des routes dont les lacets rappellent ceux des montagnes. Du haut des balmes viennoises ou du massif du Pilat, les points de vue sur les plaines et les vallées offrent une compréhension générale de l'organisation et de la diversité des paysages traversés.

Lieu de passage et de frontière, les Rives du Rhône ont gardé les traces d'une occupation humaine fort ancienne, dont témoigne encore un patrimoine bâti exceptionnel. La ville de Vienne, les grands vignobles que sont le Côte-Rôtie, le Condrieu ou encore le Saint-Joseph, le parc naturel régional du Pilat... sont autant de sites porteurs d'une identité forte participant à l'attractivité du territoire.

Chapitre 2

Un patrimoine naturel riche mais peu protégé

2.1 UN PATRIMOINE NATUREL RELATIVEMENT BIEN INVENTORIÉ

Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) des Rives du Rhône reprennent et mettent en avant les éléments forts du paysage : nombreux vallons et vallées du territoire, particularités de la topographie locale (coteau, colline, combe, crêt, île), richesse végétale (forêt, lande, bocage). La présence d'espèces remarquables et d'habitats écologiquement riches vient donc renforcer la valeur paysagère de ces sites.

Le Scot est concerné par 53 ZNIEFF de type 1 et 9 ZNIEFF de type 2. Ces dernières concernent essentiellement la rive droite, moins urbanisée que la rive gauche. Les milieux naturels concernés occupent respectivement 6 943 ha (ZNIEFF de type 1) et 28 684 ha (ZNIEFF de type 2), pour couvrir au total 30 % du territoire des Rives du Rhône.

Ces inventaires d'intérêt régional sont complétés par d'autres inventaires nationaux ou locaux.

Le territoire du Scot est concerné par **une zone importante pour la conservation des oiseaux (Zico)** : l'île de la Platière, site de reproduction de quelques espèces remarquables et secteur d'hivernage d'oiseaux d'eau.

Les zones humides sont parmi les milieux naturels les plus menacés. Elles peuvent abriter des espèces remarquables et jouent un rôle important dans le cycle de l'eau, la prévention des sécheresses et des inondations.

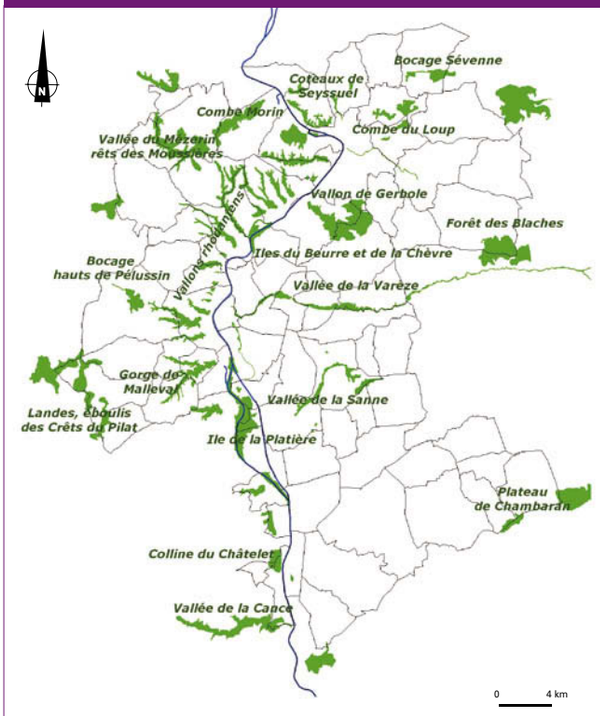
Les 155 sites inventoriés à l'échelle départementale fin 2008 couvrent 3 935 ha sur les Rives du Rhône. Parmi ceux-ci, 88 zones humides font moins d'un hectare pour un total de 23 ha ; 8 sites font plus de 100 ha d'un seul tenant et représentent les trois quarts de la surface totale. Il s'agit :

- de la vallée du Rhône dont l'île de la Platière
- des vallées de la Sévenne, de la Varèze, de la Sanne
- des vallées de la Véga (sur Septème) et de la Gère (sur Eyzin-Pinet)

Les tourbières sont des zones humides aux eaux généralement acides et stagnantes. On en trouve dans les parties hautes du Pilat.

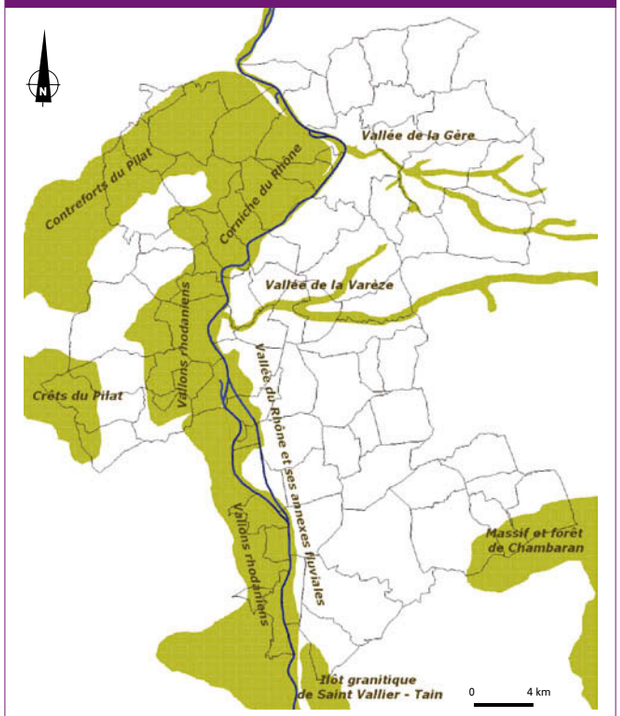
Les pelouses sèches sont des milieux semi-naturels qui se développent sur des sols calcaires, souvent en forte pente (coteaux) et émaillés d'affleurements rocheux. Sur le territoire des Rives du Rhône, l'association Gère Vivante a réalisé en 2005 un inventaire des orchidées et pelouses sèches du pays viennois. Une centaine de sites, couvrant environ 300 hectares, ont été identifiés et localisés.

ZNIEFF DE TYPE 1



Source : DREAL Rhône-Alpes "ZNIEFF rénovées"

ZNIEFF DE TYPE 2



Source : DREAL Rhône-Alpes "ZNIEFF rénovées"

2.2 UNE NATURE ORDINAIRE QUI PARTICIPE AU BON FONCTIONNEMENT ÉCOLOGIQUE

Les forêts couvrent plus de 22 350 hectares, soit près de 24 % du territoire du Scot. La répartition des espaces forestiers n'est pas homogène sur l'ensemble du territoire. Elle dépend essentiellement de la topographie et des conditions climatiques. Ainsi, sur les départements de la Loire et du Rhône, les surfaces boisées atteignent respectivement 36 % et 31 % du territoire Scot contre seulement 16 % sur la partie drômoise.

Les forêts ont tendance à progresser depuis les dix dernières années, en particulier sur le plateau du Pilat et les vallons rhodaniens. Les zones boisées du territoire des Rives du Rhône font partie du patrimoine naturel remarquable du Scot. Ainsi, 10 852 hectares de forêt (49 %) sont compris au sein d'un espace naturel remarquable.

Les réseaux écologiques forment un maillage du territoire et regroupent des réservoirs de biodiversité (espaces naturels remarquables) et des espaces qui font le lien entre ces réservoirs (corridors et axes de déplacement aquatiques et terrestres). Ils permettent aux espèces animales et végétales de se déplacer pour assurer leurs besoins vitaux (nourrissage, repos, reproduction, hivernage, migration…) et favorisent ainsi la biodiversité.

La cartographie des réseaux écologiques de Rhône-Alpes a identifié une trame écologique potentielle qui met en avant des enjeux de continuité nord-sud (via le Rhône en particulier) et est-ouest. Les Rives du Rhône sont ainsi le lieu des deux traversées du Rhône certaines entre Lyon et Valence :

- corridor à la hauteur de la plaine de Gerbay - îles du Beurre et de la Chèvre
- corridor sur et au sud de l'île de la Platière

Les vallées de rive gauche (Sévenne, Véga, Gère, Varèze, Sanne, Dolon, Oron, Collières…) sont également essentielles au bon fonctionnement du réseau écologique régional.

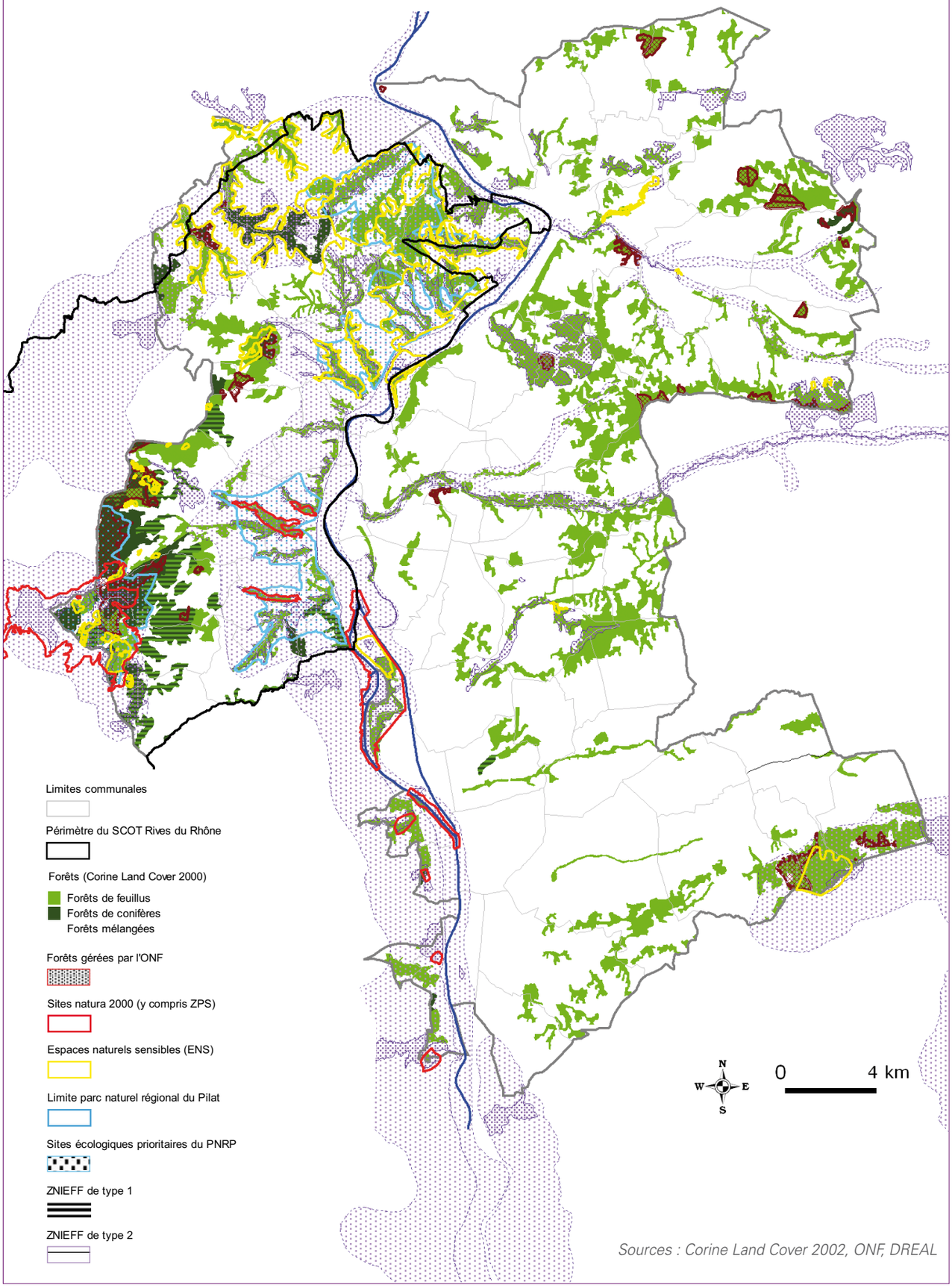
À l'échelle du Scot, une dizaine de lieux de passage précis (corridors délimités en vert sur la carte) ont été identifiés :

- en rive gauche, corridors permettant de traverser le fuseau d'infrastructures et d'urbanisation et de rejoindre le Rhône, le long de la Varèze, du Saluant, de la Sanne et du Dolon en particulier
- en rive droite, une dizaine de corridors utilisant les ravins rhodaniens et créant une liaison entre le Rhône et le plateau du Pilat



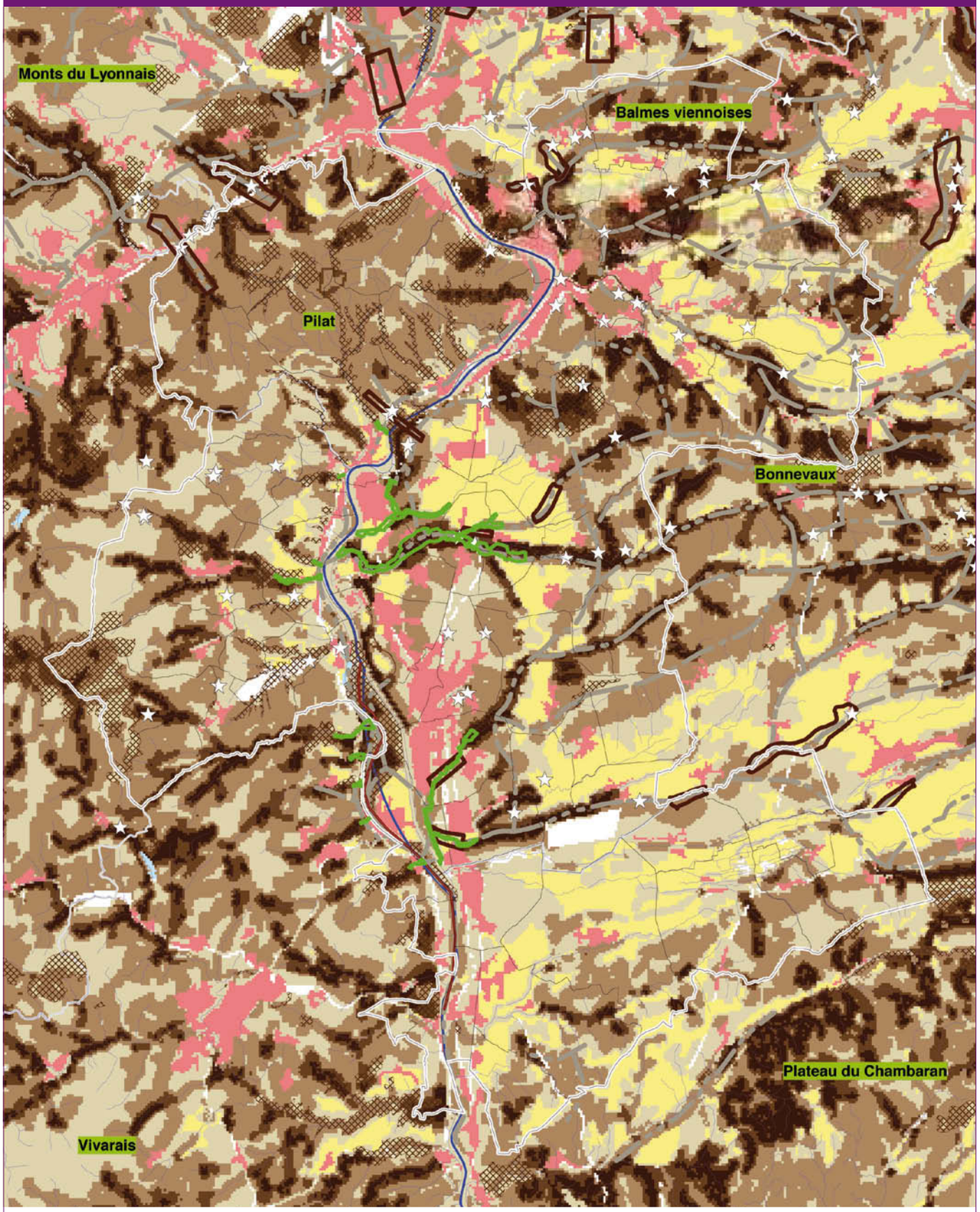
Vue depuis le massif du Pilat vers la vallée du Rhône

FORÊTS ET PRINCIPAUX SITES REMARQUABLES DES RIVES DU RHÔNE



Sources : Corine Land Cover 2002, ONF, DREAL

TRAME ÉCOLOGIQUE POTENTIELLE



Trame écologique potentielle : capacité potentielle d'accueil des milieux pour une majorité des espèces faunistiques

Milieux les plus accueillants

- Zone nodale
- Zone d'extension
- Zone agricole de monocultures
- Zone bâtie

Milieux les moins accueillants

Déplacement des espèces

- Corridor biologique avéré et délimité
- Corridor biologique avéré
- Corridor biologique potentiel
- Axe potentiel de déplacement de la faune
- Point de conflit (écrasement)
- Obstacle linéaire
- Forêts gérées par l'ONF

Source : réseau écologique Rhône-Alpes

2.3 DES MILIEUX NATURELS REMARQUABLES PARTIELLEMENT GÉRÉS ET PROTÉGÉS

Les sites Natura 2000 correspondent à des territoires comportant des habitats naturels et/ou des espèces d'intérêt communautaire. Ils font l'objet d'une protection contractuelle et sont gérés à partir d'un « document d'objectifs ».

Le territoire du Scot des Rives du Rhône est concerné par trois sites d'importance communautaire :

- les affluents rive droite (vallons encaissés descendant du Pilat)
- les tourbières, landes, pelouses, hêtraies et éboulis des crêts des monts du Pilat
- les milieux alluviaux et aquatiques de l'île de la Platière ; l'île est classée à la fois pour ses habitats naturels et pour les oiseaux qu'elle héberge

Une partie de l'île de la Platière est également protégée en tant que **réserve naturelle nationale**. Cela en fait un site protégé à long terme, géré à des fins conservatoires, mais aussi un lieu de sensibilisation à la protection de la nature, de la biodiversité et d'éducation à l'environnement.

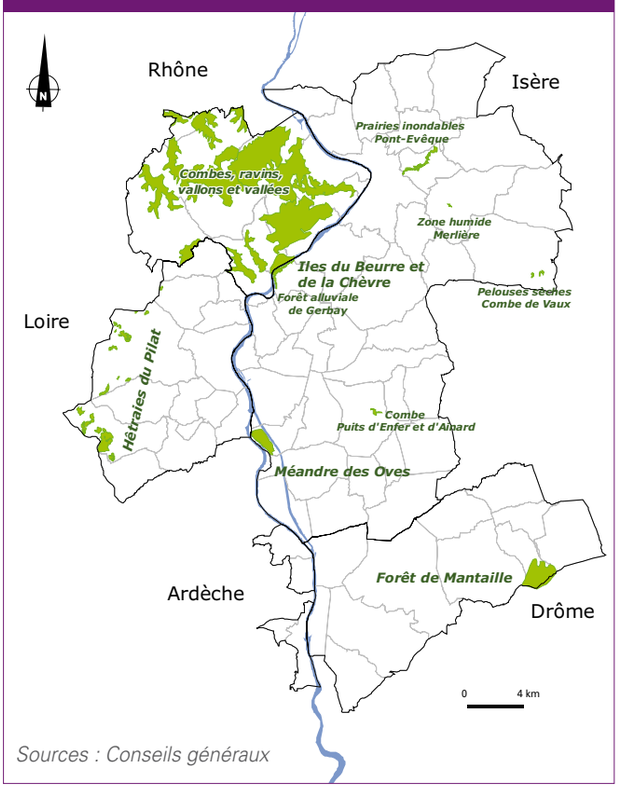
Les arrêtés de protection de biotope préviennent de la disparition des espèces protégées par la prise de mesures de conservation des biotopes (habitats) nécessaires à leur alimentation, leur reproduction, leur repos ou leur survie.

Sur le Scot, trois arrêtés de protection de biotope ont été pris. Ils concernent :

- la ripisylve de Chonas-l'Amballan
- l'île du Beurre et son environnement proche : île de la Chèvre, plaine alluviale de Gerbay
- la combe de Montelier (Chavanay), habitat du hibou grand duc

Les espaces naturels sensibles (ENS) sont des outils de gestion et de protection des espaces naturels grâce à leur acquisition foncière à l'aide de la taxe départementale sur les espaces naturels sensibles, prélevée par les conseils généraux.

LES ESPACES NATURELS SENSIBLES



Sources : Conseils généraux

Les cinq départements compris dans le Scot ont mis en œuvre une politique en matière d'ENS. On dénombre ainsi 32 ENS sur le territoire du Scot des Rives du Rhône, qui s'étendent sur une superficie de 5 765 ha, dont 4 980 ha dans le département du Rhône.



Méandre des Oves

2.4 LE PARC NATUREL RÉGIONAL DU PILAT : UN OUTIL DE DÉVELOPPEMENT LOCAL, MAIS AUSSI DE PRÉSERVATION ET DE MISE EN VALEUR DES ESPACES NATURELS

Toutes les communes du Scot en rive droite du Rhône sur les départements du Rhône et de la Loire, à l'exception de Saint-Romain-en-Gier, Sainte-Colombe et Saint-Cyr-sur-Rhône, font partie du parc naturel régional (PNR) du Pilat. Le parc, créé en 1974, est régi par une charte. En 2010, celle-ci se donne les objectifs suivants :

- objectif n°1 : agir « pour un Pilat de nature, depuis les crêts jusqu'aux portes des villes »
- objectif n°2 : agir « pour un Pilat valorisant ses ressources en atouts économiques »
- objectif n°3 : agir « pour un Pilat dynamique, accueillant et ouvert »

Le parc naturel régional du Pilat joue un rôle majeur dans la gestion et la conservation des milieux forestiers. Il mène des projets de territoire visant à valoriser ces espaces dans une dynamique de développement durable. Ce rôle est d'autant plus important que les forêts occupent 50 % du territoire du parc et continuent de s'étendre.

La charte du parc présente l'objectif de poursuivre et d'élaborer des programmes opérationnels de préservation et de gestion de « sites écologiques prioritaires » (Sep), appellation spécifique donnée par le parc du Pilat. Trois de ces sites sont en partie ou en totalité situés sur le territoire du Scot des Rives du Rhône : deux sites sur les ravins rhodaniens et une partie des crêts du Pilat. Ils font l'objet de plans de gestion.

2.5 DES SITES NATURELS REMARQUABLES ENCORE INSUFFISAMMENT PROTÉGÉS VOIRE MENACÉS

Quasiment un tiers du Scot (30 000 ha) est couvert par des milieux naturels inventoriés comme remarquables. L'état des lieux réalisé par le conservatoire des espaces naturels de Rhône-Alpes en 2006 faisait état de seulement 13 sites gérés sur 900 ha et 15 sites protégés sur 508 ha, les deux catégories pouvant se superposer. Une dizaine de sites « d'intérêt écologique notable » répertoriés par la Frapna en 2007 ne bénéficie pas ou pas complètement de mesures de protection ou de gestion.

La biodiversité des espaces naturels est également menacée par le **développement d'espèces envahissantes**. Les plantes envahissantes sont responsables d'une banalisation des milieux, mais aussi des paysages, ce qui peut se traduire par une grave altération de la biodiversité et poser de réels problèmes de santé (cas de l'ambroisie à l'origine de nombreux cas d'allergie). Sur le territoire du Scot, le pays viennois est la zone la plus impactée par ces espèces envahissantes (renouée du Japon, buddleia, ailante, jussie…).



Renouée du Japon



La vallée du Rhône

Chapitre 3

Des ressources naturelles soumises à de fortes pressions ou sous-exploitées

3.1 UN TERRITOIRE À DOMINANTE AGRICOLE SOUMIS À DES PRESSIONS D'URBANISATION

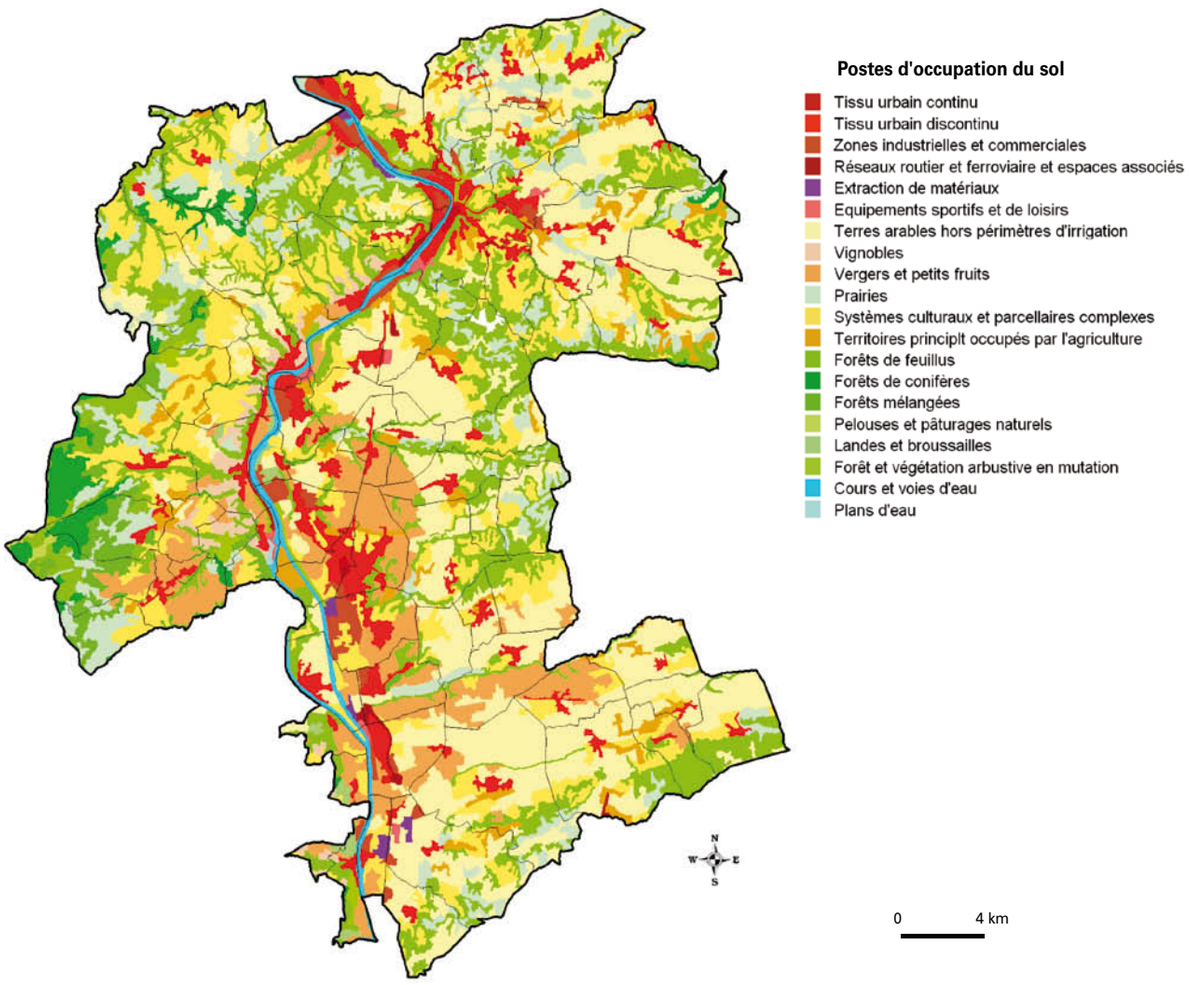
La traversée des Rives du Rhône montre un territoire essentiellement urbanisé, car les axes de transports, tout comme les principaux centres urbains, sont concentrés dans la vallée du Rhône. Mais **les Rives du Rhône sont avant tout un territoire agricole (deux tiers du territoire)**, divisé en terroirs très diversifiés. Les milieux naturels, essentiellement boisés, couvrent un quart du Scot.

Les productions agricoles sont très variées : céréales (40 % de la surface agricole), fourrages (27 %), vergers (10 %), vignes (2 %), maraîchage (1,5 %)... Le Scot a identifié des zones agricoles stratégiques : terroirs essentiels pour le maintien de l'activité agricole dans chaque grand type de production, en vue de protéger les terroirs agricoles, ressources non renouvelables.

En effet, **les terres agricoles** sont les principales « victimes » de l'urbanisation du territoire ; **elles ont sans doute perdu près de 1 400 ha ces dix dernières années,** dont plus d'un millier a été artificialisé.

Les zones d'activités économiques ne représentent que 10 % de cette artificialisation, les trois quarts se faisant au profit d'un habitat à dominante individuelle sur de grandes surfaces de terrain.

OCCUPATION DU SOL DES RIVES DU RHÔNE EN 2000



Source : Corine Land Cover, 2000

3.2 L'EXPLOITATION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL CONTINUE À ACCOMPAGNER LA CROISSANCE

Les granulats (sables et graviers) arrivent en tête des matières premières consommées, après l'air et l'eau. Les projets de grandes infrastructures concernant le Scot (contournement ouest de Lyon, contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise) solliciteront sans doute encore les sources de matériaux du territoire.

Six sites sont en exploitation sur le Scot, dont un seul est une carrière de roches dures (à Longes). Deux carrières situées sur les communes d'Albon et d'Andancette, qui occupent déjà 80 ha, projettent de s'étendre encore.

L'exploitation des carrières est susceptible d'engendrer un certain nombre de problèmes environnementaux :

- pollutions de l'air, de l'eau et des sols
- impacts sur la faune et la flore (dérangement, destruction d'habitats…)
- importantes émissions sonores
- impact sur le paysage environnant tant en cours qu'en fin d'exploitation
- amenuisement de ressources non renouvelables
- emprises durables ou définitives sur l'espace agricole

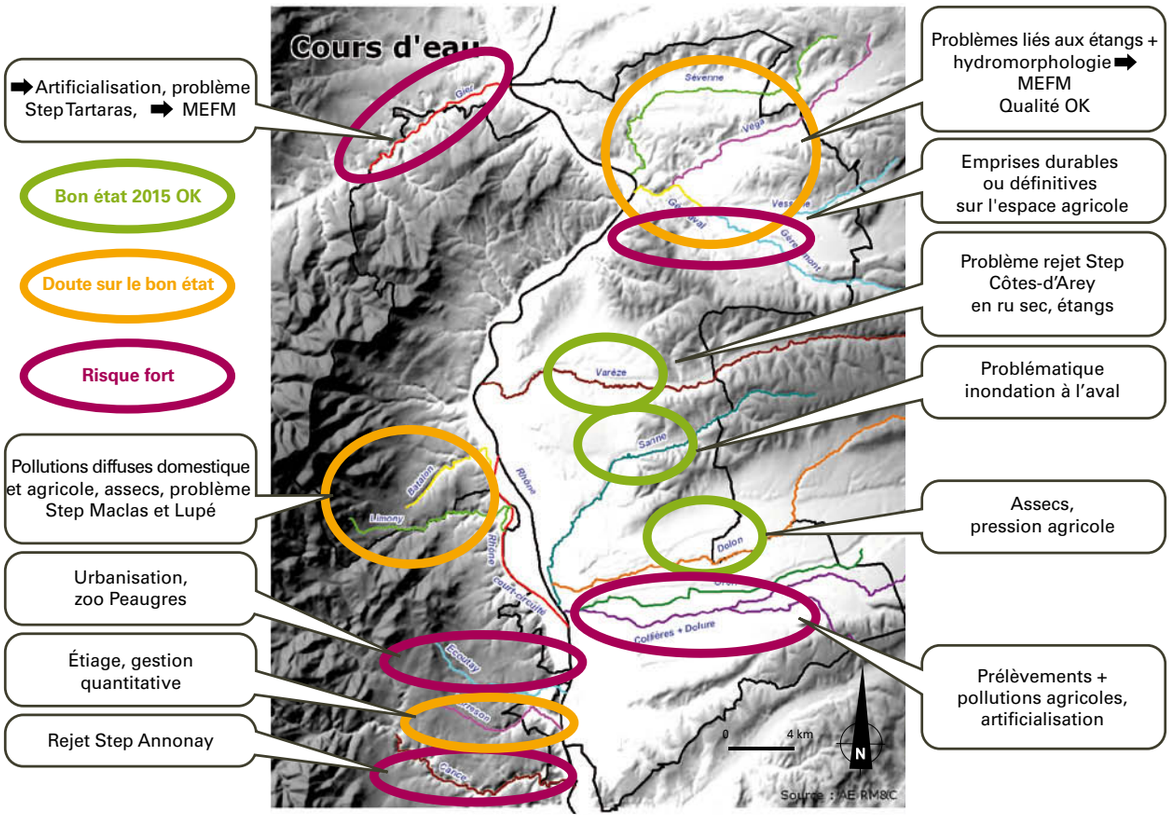
Il existe par ailleurs sept concessions minières sur le territoire du Scot, pour exploiter du plomb, de l'anthracite ou de la houille. La connaissance de ces sites est importante pour la prévention des risques d'effondrement et d'affaissement de terrain.

3.3 DES RESSOURCES EN EAU IMPORTANTES MAIS FRAGILISÉES PAR DES PRESSIONS POLLUANTES ET UNE EXPLOITATION IMPORTANTE

Le territoire des Rives du Rhône dispose de ressources en eau importantes. Les eaux souterraines constituent la première ressource pour l'alimentation en eau potable des habitants de ce territoire. Cependant, les rejets urbains et industriels, les pollutions diffuses agricoles, la quantité des demandes contribuent à la fragilisation voire à la dégradation de cette richesse.

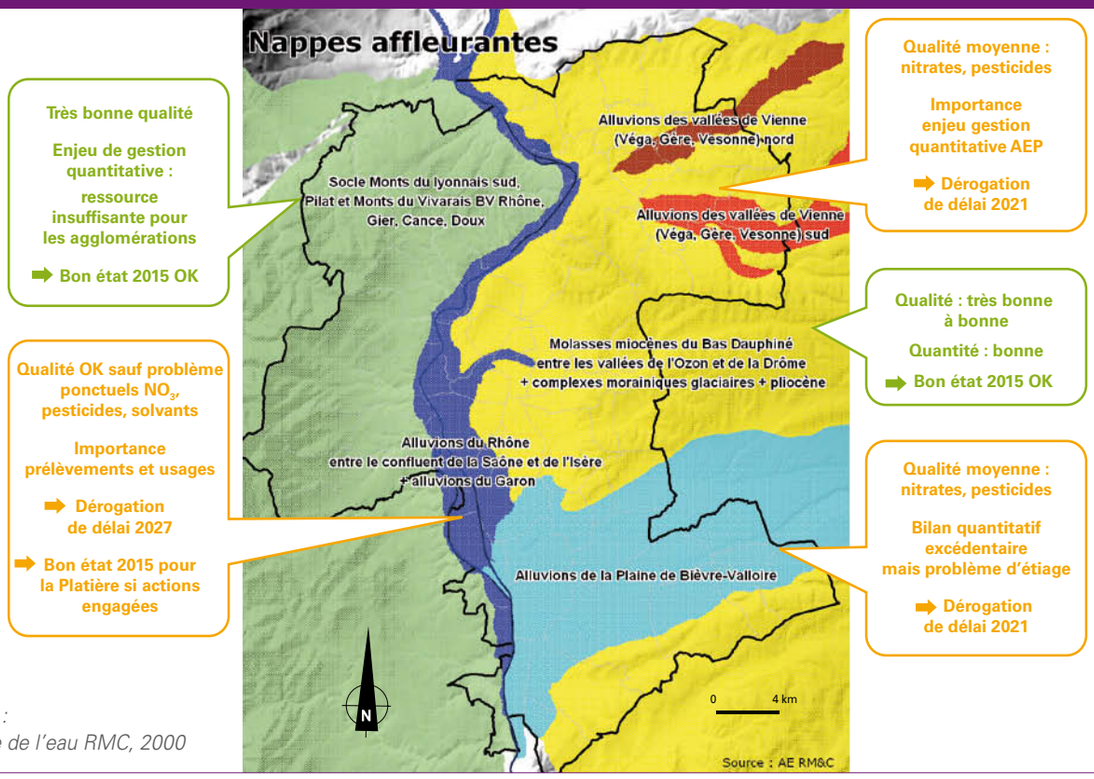
L'ensemble du territoire du Scot est drainé par le Rhône et ses affluents. Malgré son débit (1 030 m³/s à l'entrée du territoire) et ses capacités de dilution, le Rhône est pollué par les hydrocarbures, les pesticides et les PCB. Ces produits présentent des risques majeurs pour l'environnement et la santé car ils ne sont pratiquement pas biodégradables et se concentrent dans les tissus vivants et les chaînes alimentaires naturelles.

ÉTAT DES MASSES D'EAU SUPERFICIELLES EN 2000 DANS L'OPTIQUE DE L'ATTEINTE DU BON ÉTAT ÉCOLOGIQUE



Source : Agence de l'eau RMC, 2000

ÉTAT DES MASSES D'EAU SOUTERRAINES DANS L'OPTIQUE DE L'ATTEINTE DU BON ÉTAT ÉCOLOGIQUE



Source : Agence de l'eau RMC, 2000

La nappe des alluvions du Rhône, très productive, est moins touchée par les pollutions. Elle est cependant fragilisée par sa perméabilité et les nombreux prélèvements, tant pour l'eau potable, que pour les industries.

La partie orientale des Rives du Rhône est drainée par une dizaine d'affluents prenant leur source en dehors du territoire. Certains d'entre eux (à l'est de Vienne et dans la Bièvre Valloire) sont accompagnés de nappes alluviales largement exploitées par les collectivités, les industries ou l'agriculture. Leur qualité est jugée moyenne en raison de nitrates et de pesticides d'origine agricole.

Les affluents de la rive droite, côté Pilat, en raison de la nature géologique des sols, sont beaucoup plus courts voire temporaires. Les ressources en eau souterraines sont également faibles sur ce secteur.

3.4 DES EAUX PRÉLEVÉES SURTOUT DANS LES NAPPES SOUTERRAINES ET PRINCIPALEMENT PAR L'INDUSTRIE

ÉTAT DES PRÉLÈVEMENTS SUR LA RESSOURCE EN EAU EN 2005

Usages (2005)	Eaux superficielles (m³)		Eaux souterraines (m³)		Total
Distribution publique	203 700	0,01 %	23 479 200	18,49 %	23 682 900
Irrigation	1 267 200	0,03 %	14 387 095	11,33 %	15 654 295
Industries	1 200 700	0,03 %	87 857 160	69,19 %	89 057 860
Industries (restitution)	3 865 157 800	99,93 %	2 045 030	1,61 %	3 867 202 830
TOTAL	3 867 829 400	100 %	127 728 485	100 %	3 995 597 885

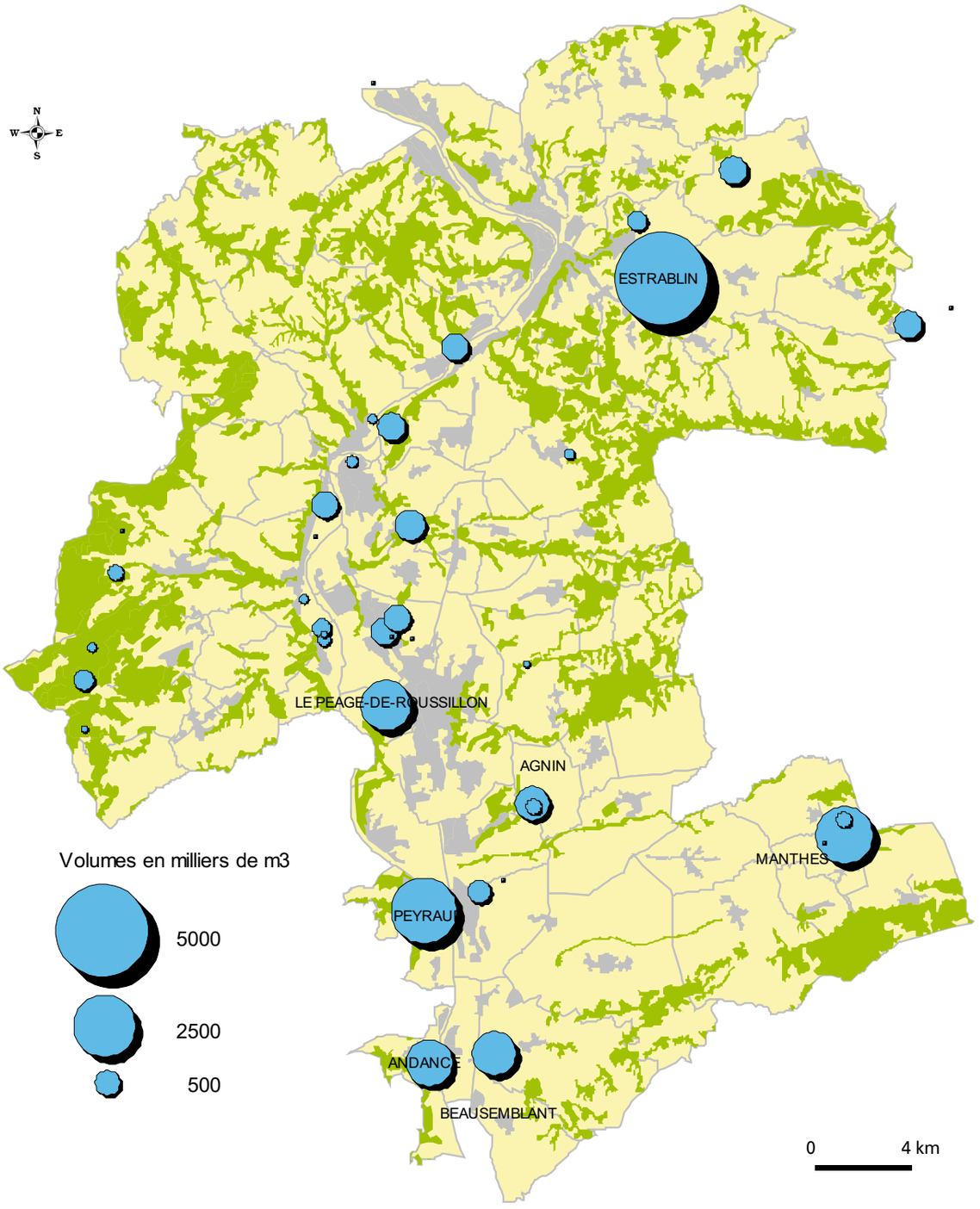
Source : Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

Les prélèvements pour la distribution publique (18 % des prélèvements, 23,7 Mm³ par an, 320 l/hab/an en moyenne) servent avant tout à l'alimentation en eau potable par les collectivités. Un quart des prélèvements se fait sur le site d'Estrablin dans la nappe Gère-Vésonne pour l'alimentation de Vienne. Des pompages dans la nappe du Rhône (à Peyraud, Andance…) desservent des collectivités à l'extérieur du Scot.

Des problèmes de quantité ont pu se poser en année sèche, à l'origine de conflits d'usage entre habitants et agriculteurs (Pilat), ou entre besoins des milieux naturels et besoins des industries (île de la Platière).

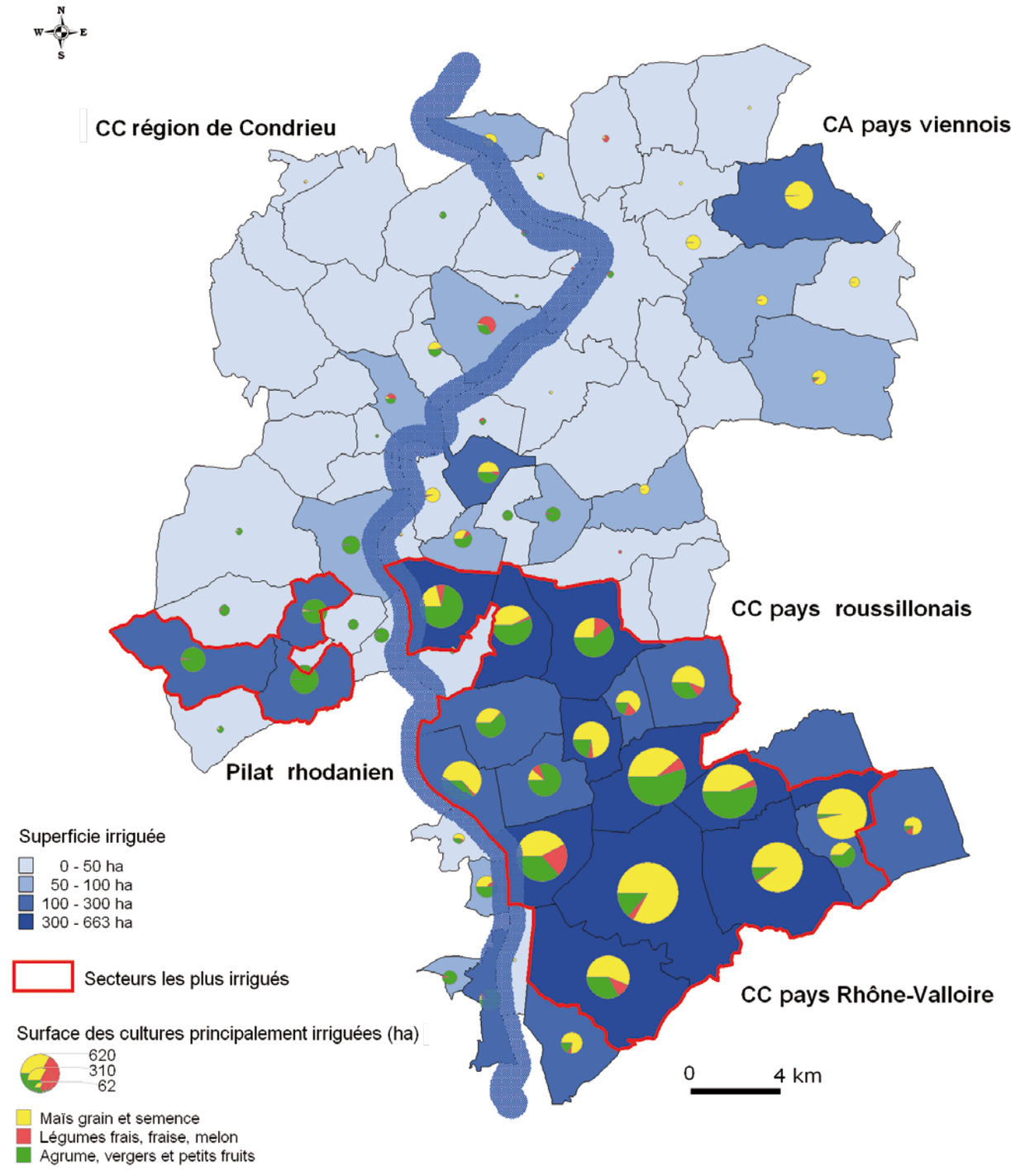
La quasi totalité des points de captages présents sur le Scot bénéficie d'un périmètre de protection qui les protège contre les pollutions accidentelles. Mais la présence de nitrates et/ou de pesticides dégrade la qualité des eaux et oblige les syndicats de distribution des eaux à faire des mélanges ou à mettre en place des interconnexions.

PRINCIPAUX PRÉLÈVEMENTS SUR LA RESSOURCE EN EAU : DISTRIBUTION PUBLIQUE D'EAU POTABLE



Source : Agence de l'eau RMC, 2005

PRINCIPAUX PRÉLÈVEMENTS SUR LA RESSOURCE EN EAU : IRRIGATIONS



Source : Recensement général de l'agriculture, 2008

Les prélèvements pour l'agriculture (11 % des prélèvements, 15,7 Mm^3 par an, 2 750 m^3 d'eau/ha/an en moyenne) se trouvent surtout dans la moitié sud du territoire. La moitié du volume prélevé est gérée par 10 % des préleveurs (structures syndicales). Par ailleurs, une multitude de petits captages individuels se développe, ce qui n'est pas sans poser problème pour la gestion globale de la ressource.

Les activités agricoles sont par ailleurs à l'origine de pressions polluantes sur les cours d'eau et les nappes, de par l'épandage de produits phytosanitaires et d'engrais.

Les prélèvements pour l'industrie (70 % des prélèvements) servent aux process de l'industrie chimique mais aussi au refroidissement des systèmes de production. Certaines entreprises comme Adisseo prélèvent autant que la distribution publique. Cas particulier, la centrale de Saint-Alban-du-Rhône / Saint-Maurice-l'Exil prélève (puis restitue ensuite dans le Rhône) 3,8 milliards de m^3 par an pour son refroidissement.

Les entreprises industrielles sont par ailleurs la source de rejets pouvant impacter la qualité de l'eau. Les conséquences de ces rejets pour la gestion de l'assainissement collectif et les impacts sur les milieux récepteurs sont mal connues, tout comme les marges de manœuvre et les possibilités d'amélioration des systèmes industriels à l'origine de ces rejets.

3.5 DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT EN COURS D'AMÉLIORATION

Le territoire possède une capacité d'épuration en collectif de 173 330 équivalent habitant (EH) pour 57 unités de traitement et cela pour une pollution de 120 350 EH collectés.

Sur 57 unités, 6 ont une capacité de plus de 10 000 EH et concentrent à elles seules 81 % de la capacité d'épuration du territoire. La station d'épuration (Step) de Vienne, dont la capacité est de 65 000 EH, représente à elle seule 38 % de la capacité d'épuration de l'ensemble du territoire des Rives du Rhône.

Une partie des communes des Rives du Rhône est raccordée à des Step situées à l'extérieur du territoire du Scot : 4 260 habitants à la Step de Givors et 730 habitants à la Step de Rive de Gier.

Si à l'heure actuelle les équipements d'assainissement collectif du territoire répondent globalement aux besoins en termes de quantité, certaines stations sont en surcapacité (surcharge). C'est le cas des stations situées sur les communes suivantes : Roussillon, Péage-de-Roussillon, Saint-Maurice-l'Exil, Bougé-Chambalud, Maclas, Lapeyrouse-Mornay.

Certaines Step sont également entre 80 et 100 % d'utilisation : Chasse-sur-Rhône, Saint-Alban, Maclas, Chavanay. À noter qu'une légère surcapacité (utilisation au-delà de la capacité nominale de la Step) n'entraîne pas forcément de dégradation du rendement de la station et de la qualité des rejets.



L'eau, ressource fragile

Les rendements et les rejets de certaines stations sont faibles ou de mauvaise qualité. Mais la plupart des problèmes seront a priori réglés par les projets en cours :

Projets de raccordement :

- raccordement à la Step de Péage-de-Roussillon des unités de la vallée de la Varèze, dont Vernioz et Bougé-Chambalud
- raccordement à la Step de Vienne de Luzinay, Villette-de-Vienne, Eyzin-Pinet, Moidieu-Detourbe et amont des vallées de l'Amballon et de Gerbolle...

Projets d'agrandissement ou d'amélioration de Step :

- La Step du Systepur à Vienne-Reventin devra être agrandie,
- La nouvelle Step de Chasse-sur-Rhône a été inaugurée en 2009.

Le plus gros problème reste la Step du Péage-de-Roussillon, en surcharge lors des épisodes pluvieux. L'assainissement collectif local devra nécessairement évoluer en fonction des projets du Scot.

3.6 DES DÉMARCHES DE GESTION CONCERTÉE DES COURS D'EAU PAR BASSIN VERSANT QUI COUVRENT PARTIELLEMENT LE TERRITOIRE

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) de Bièvre Liers Valloire se préoccupe :

- d'améliorer la gestion quantitative des prélèvements
- de lutter contre la pollution et la restauration de la qualité
- de lutter contre les risques liés aux inondations
- de prendre en compte la préservation des milieux aquatiques dans toutes les démarches, d'aménagement en particulier

Les affluents de la région de Vienne font l'objet d'un contrat de rivière « des quatre vallées » en cours d'évolution.

En limite du territoire du Scot, les cours d'eau du Gier, de la Cance, la Deume et le Torrenson font partie d'un contrat de rivière.

De manière plus large, le Scot des Rives du Rhône est soumis **au schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) Rhône Méditerranée et Corse** approuvé fin 2009. Ce document de cadrage donne 8 orientations fondamentales pour la gestion et la préservation des ressources en eaux souterraines et superficielles :

- privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux
- organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux garantissant une gestion durable de l'eau
- lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- préserver et re-développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques
- atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

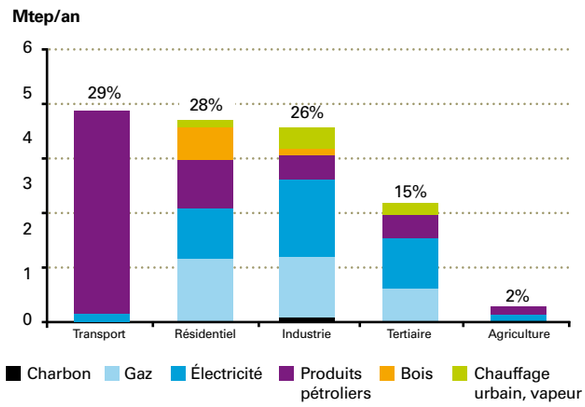
3.7 DES CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES IMPORTANTES, QUI FONT ENCORE PEU APPEL AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les consommations d'énergie dans les transports, les bâtiments et l'industrie sont importantes sur le territoire du Scot. Cela est lié à l'implantation d'industries très énergivores particulièrement en électricité. Dans le résidentiel, la consommation par habitant est supérieure à la moyenne nationale.

En effet, les caractéristiques locales de l'urbanisation récente (prédominance de la maison individuelle, étalement le long des grands axes) et l'importance des déplacements domicile-travail de la population active (2/3 des actifs, soit près de 50 000 personnes, travaillent en dehors de leur commune ou du territoire, et la voiture particulière représente 80 % des déplacements) contribuent à une consommation énergétique importante dans l'habitat (à caractéristiques de parois équivalentes, l'habitat individuel est moins performant énergétiquement qu'un habitat collectif ou plus dense avec par exemple des zones de mitoyenneté).

La part des énergies renouvelables reste encore faible malgré les évolutions récentes. L'évolution des **installations solaires thermiques** financées au cours de ces neuf dernières années sur les cinq départements du Scot montre une forte accélération du marché au cours de l'année 2007, relancé par la modification du tarif d'achat de l'électricité d'origine photovoltaïque en juillet 2006.

CONSOMMATION DES ÉNERGIES FINALES PAR SECTEUR EN RÉGION RHÔNE-ALPES EN 2008



Source : Observatoire de l'énergie et des gaz à effet de serre (données 2005)

La région Rhône-Alpes est très dynamique en matière de **photovoltaïque**. Le marché de l'année 2007 a notamment connu une très forte augmentation (il a triplé par rapport à 2006), comme pour le solaire thermique, suite à la réévaluation du tarif d'achat de l'électricité. À noter que l'Isère devance de loin les autres départements en termes de marché.

L'ensoleillement important sur les Rives du Rhône rend l'implantation des panneaux intéressante. En outre, le renforcement des aides financières et des incitations fiscales, ainsi que le renchérissement du coût des énergies fossiles, devraient favoriser son développement.

L'énergie hydroélectrique, ou hydroélectricité, est une énergie électrique obtenue par conversion de l'énergie hydraulique des différents flux d'eau.
La compagnie nationale du Rhône possède la concession unique du Rhône pour l'aménager et l'exploiter. Grâce à l'installation d'une vingtaine de centrales hydroélectriques, la CNR est à l'heure actuelle le deuxième producteur d'électricité en France.

Deux centrales hydroélectriques sont situées sur le Scot à :

- Vaugris, dont la centrale produit en moyenne 332 GWh par an
- Sablons, dont la centrale produit en moyenne de 884 GWh par an

Le bois est une ressource énergétique abondante, utilisée comme combustible dans les logements, mais aussi dans les chaufferies collectives ou industrielles. On peut distinguer :

- les appareils de chauffage indépendants (cheminées ouvertes, appareils à foyers fermés...), qui permettent de chauffer la pièce principale du logement ; le rendement de ces appareils est variable
- les chaudières bois, qui alimentent les ensembles collectifs en chauffage et eau chaude sanitaire

Des programmes d'aide aux collectivités territoriales et aux particuliers pour l'utilisation du bois dans des chaufferies pour l'industrie, l'habitat collectif et le tertiaire existent en Rhône-Alpes.

Le PNR du Pilat se mobilise depuis 1997 pour la promotion du bois énergie et le développement d'une filière locale. Un dynamisme fort s'est établi et les résultats laissent présager un développement de la filière bois énergie supérieur aux objectifs initiaux.

Une dizaine de chaufferies bois est déjà installée sur le Scot.

Les surfaces boisées représentant 23 % du territoire du Scot, les gisements de bois y sont donc importants. L'énergie provenant de la biomasse présente donc un potentiel de développement sur le territoire.

L'éolien est en pleine croissance en France. Il reste cependant peu développé en Rhône-Alpes, et notamment sur le territoire du Scot qui ne compte à l'heure actuelle qu'un parc éolien.

À l'échelle départementale, l'Ardèche, la Drôme, l'Isère, le PNR du Pilat ont réalisé des schémas éoliens ou équivalent pour préciser les implantations possibles de parcs éoliens.

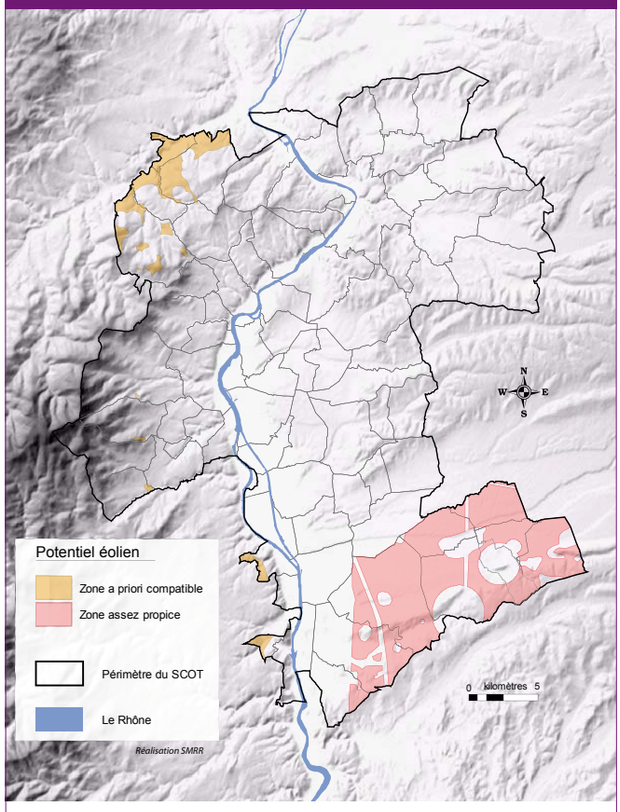
À l'échelle locale, seules les installations éoliennes situées dans des zones de développement éolien (ZDE) peuvent bénéficier de l'obligation d'achat de l'électricité produite par les distributeurs.

Bien que les Rives du Rhône présentent un potentiel éolien techniquement intéressant, les possibilités de développement de cette source d'énergie restent limitées à quelques sites marginaux en raison de nombreuses contraintes environnementales et humaines.

La géothermie, qui exploite la chaleur du sol et du sous-sol, reste peu développée sur les Rives du Rhône. Cette technique peut se développer assez largement sur le Scot pour les maisons individuelles mais aussi pour de petits immeubles.

La méthanisation, qui valorise des déchets organiques en biogaz convertible en énergie n'existe pas encore sur le territoire.

CARTE DE SYNTHÈSE DU POTENTIEL ÉOLIEN SUR LES RIVES DU RHÔNE



Sources : schéma éolien de l'Ardèche, schéma éolien de la Drôme, schéma éolien de l'Isère, synthèse de l'étude sur la mise en place d'éoliennes dans le PNR du Pilat

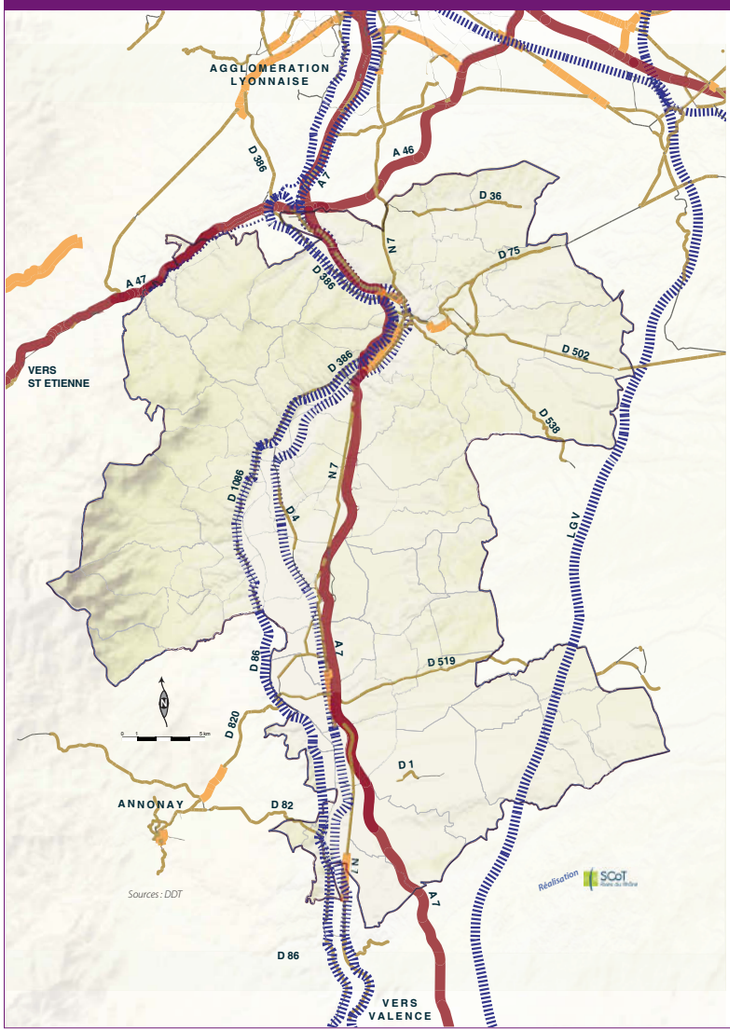
Chapitre 4

Un territoire soumis à de nombreux risques et nuisances

4.1 DES NUISANCES SONORES LIÉES AUX INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Les infrastructures de transport à fort trafic constituent les principales sources de nuisances sonores du territoire. Les communes situées dans la vallée du Rhône sont particulièrement concernées par ces nuisances sonores et plus particulièrement sur le département de l'Isère. Il s'agit en effet d'un axe de passage ferroviaire et routier d'importance internationale.

EXTENSION DES ZONES TAMPON BRUIT AUTOUR DES AXES CLASSÉS



Catégories et emprises sonores (*)

Catégorie	Route	Voie ferrée	Distance (m)
1			300
2			250
3			100
4			30

(*) largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure

Source : DDT

4.2 UNE QUALITÉ DE L'AIR À SURVEILLER

Le plan régional pour la qualité de l'air (PRQA) fixe des orientations permettant, pour respecter les normes de qualité de l'air, de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique et d'en atténuer les effets. Il définit (entre autres) le couloir rhodanien comme « zone à enjeu ». Il s'agit en effet d'un axe de circulation important concentrant également un grand nombre d'industries.

La surveillance de la qualité de l'air sur le territoire du Scot est assurée par des associations dont les principales sont Coparly (Rhône) et Sup'Air (Nord Isère), qui disposent chacune de 18 stations automatiques de mesure.

Avec des indices de qualité de l'air qualifiés de bons à très bons durant 65 % de l'année, on peut dire que l'air

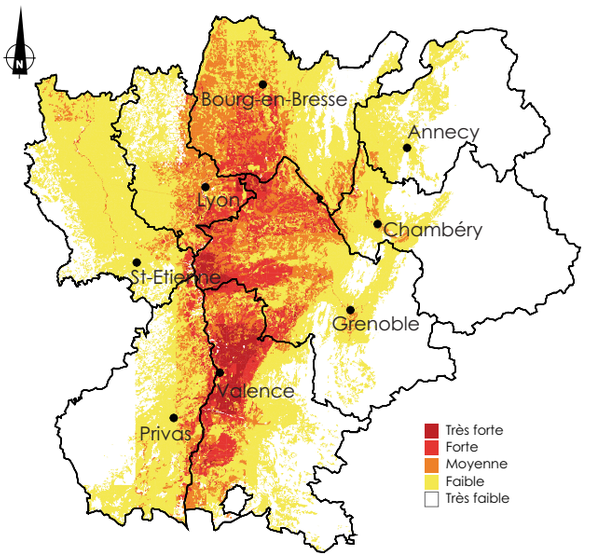
sur le territoire du Scot est plutôt de bonne qualité. Le nombre de jours avec un indice supérieur ou égal à 8 (mauvais +) reste stable par rapport à l'année 2006.

Toutefois, cette moyenne continue de cacher des pics et des dépassements ponctuels des valeurs limites. Plusieurs polluants continuent ainsi de dépasser, en 2009, la réglementation européenne : c'est le cas des oxydes d'azote et de l'ozone, qu'on peut mettre en relation avec le caractère industriel de la vallée du Rhône et l'importance – et la proximité – des axes de transport routier sur le territoire. La station située en bordure de l'autoroute A7 dépasse la valeur limite en dioxyde d'azote. Dans le cas des oxydes d'azote, ce sont les stations du pays roussillonnais qui franchissent le niveau critique pour la végétation. L'ozone dépasse quant à lui les valeurs cible en zone rurale comme en zone urbaine. Les particules restent également un point de surveillance autour et au sud de l'agglomération lyonnaise.

Dans le secteur industriel de la vallée du Rhône, l'étude Air et Santé 2006-2007 montre que certaines molécules devraient faire l'objet de mesures complémentaires en raison des niveaux relevés : les particules PM10, le benzène, le formaldéhyde, le toluène, les xylènes, le chlorométhane, le dichlorométhane et le tétrachloroéthylène. De même, et en particulier pour la zone industrielle couverte par la station de mesure des Roches-de-Condrieu, une importance devra être attachée aux composés organiques volatils (Cov) précurseurs de l'ozone ainsi qu'au chloroéthane (source : Atmo Rhône-Alpes mai 2010, bilan de la qualité de l'air 2000-2009).

En plus des polluants d'origine chimique, la qualité de l'air peut être dégradée par les pollens allergisants de l'ambroisie, plante envahissante très présente sur les Rives du Rhône.

CARTOGRAPHIE DE LA PRÉSENCE PROBABLE D'AMBROISIE DANS LA RÉGION RHÔNE-ALPES



Source : Atmo Rhône-Alpes, 2007

4.3 UNE PRODUCTION DE DÉCHETS EN AUGMENTATION ET DONT IL FAUT AMÉLIORER LE TRAITEMENT

La gestion des déchets sur les Rives du Rhône est entre les mains de différentes structures, syndicats, communautés de communes ou d'agglomération.

Chaque Français produit en moyenne 370 kilos d'ordures ménagères par an. C'est également la moyenne des cinq départements du Scot.

Ces dernières années, sur les cinq départements compris dans le Scot (comme sur l'ensemble de la France) on a pu observer une augmentation générale de production d'ordures ménagères par habitant de l'ordre de 1,3 % par an (chiffres Sindra). Les emballages, qui représentent un tiers des poubelles, sont l'une des raisons principales de cette augmentation.

L'ensemble des déchets fermentescibles et recyclables représente environ 70 % des ordures ménagères. Les déchets dits « ultimes » ne peuvent pas être valorisés ni entrer dans aucune filière de réemploi, recyclage ou autre action visant à produire de l'énergie : ils représentent environ 30 % des ordures ménagères.

Des déchets autres que les ordures ménagères sont produits :

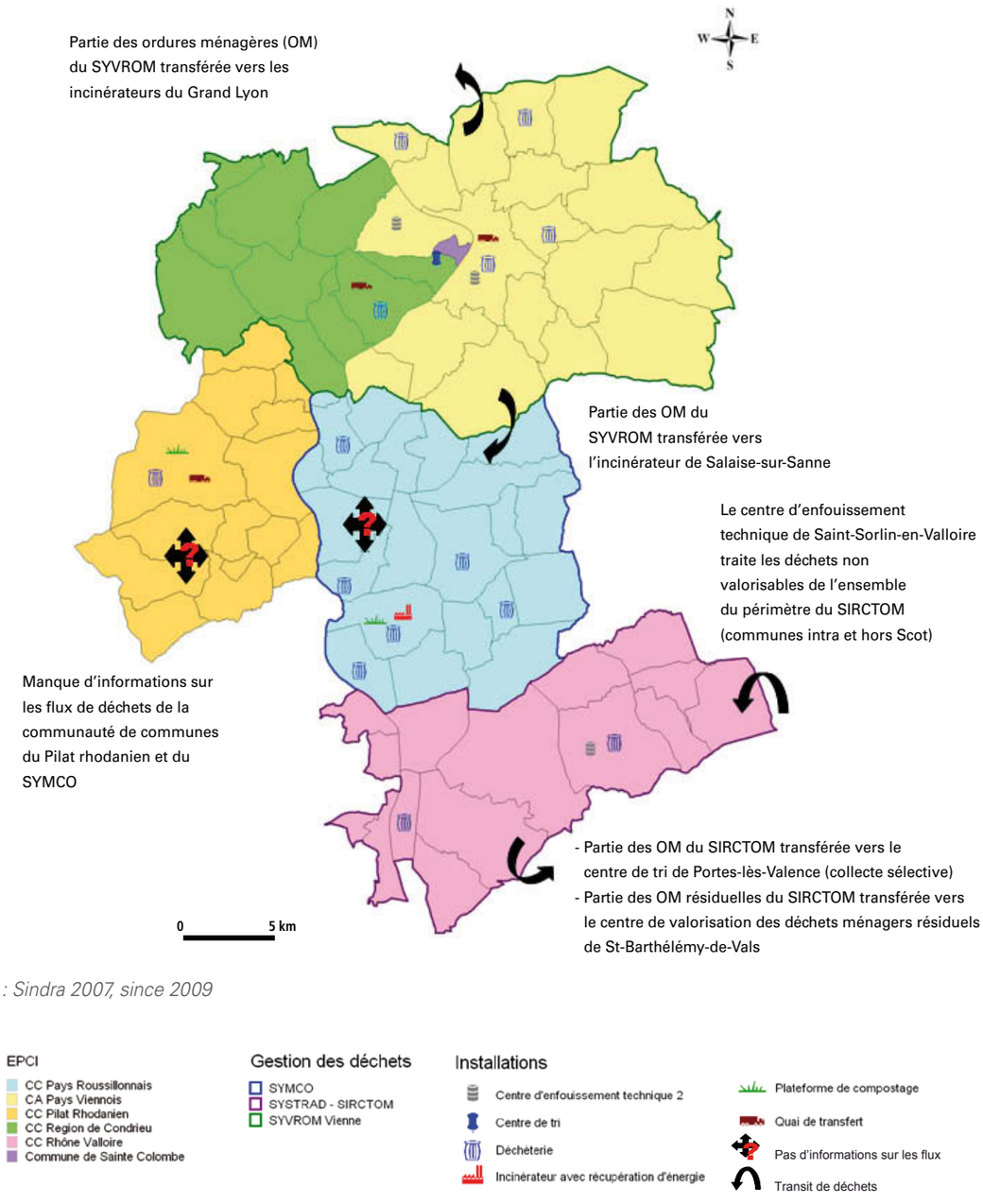
- les déchets industriels banals (DIB) : déchets ni inertes ni dangereux, générés par les entreprises dont le traitement peut éventuellement être réalisé dans les mêmes installations que les ordures ménagères : cartons, verre, déchets de cuisine, emballages, déchets textiles
- les déchets d'équipement électrique électronique (DEEE ou D3E) : déchets d'un équipement fonctionnant grâce à des courants électriques ou des champs électromagnétiques. Certains DEEE contiennent des substances dangereuses et doivent donc impérativement être dépollués avant tout type de traitement ; ces DEEE mis en décharge ou en incinération peuvent générer des émanations toxiques dans l'air, l'eau, le sol, dangereuses pour l'homme et/ou l'environnement. Sur le Scot, il existe un centre de traitement spécialisé dans les D3E à Salaise-sur-Sanne. Il réalise uniquement le broyage préalable à une valorisation de la matière.

On retrouve trois types de collecte sur le territoire du Scot des Rives du Rhône :

- la collecte des ordures ménagères (bac gris), service en porte-à-porte dont bénéficie la totalité des habitants du Scot
- la collecte sélective des emballages et papiers cartons, qui se met en place de manière progressive
- la collecte en déchèterie par apport volontaire

La quasi-totalité des communes du Scot (90 % d'entre elles) est concernée par la collecte sélective des cinq matériaux (les plastiques, le fer, l'aluminium, les papiers/cartons et le verre). En revanche, la collecte des bio-déchets (fraction fermentescible des ordures ménagères) concerne seulement 2 % des communes.

LES DÉCHETS : FLUX ET COMPÉTENCES AU SEIN DES INTERCOMMUNALITÉS



Source : Sindra 2007, since 2009

On dénombre sur le territoire du Scot douze déchèteries. Ces cinq dernières années on peut observer une augmentation significative du tonnage des déchets apportés en déchèterie.

Une fois collectés, les déchets peuvent être valorisés ou stockés. La valorisation des déchets peut se faire de différentes façons :

- le recyclage de la matière à partir d'un centre de tri des collectes sélectives
- la valorisation organique
- la valorisation énergétique, qui est notamment mise en œuvre par les centres d'incinération

Concernant le stockage des déchets (non valorisés) il en existe deux sortes :

- centre d'enfouissement technique pour les déchets qui n'ont pas pu être valorisés
- stockage en décharge

On dénombre sur le territoire du Scot trois centres de stockage autorisés, sur les communes de Vienne (reçoit les ordures menagères et les DIB de 29 communes), Saint-Sorlin-en-Valloire (reçoit 15 000 tonnes de déchets par an) et Saint-Romain-en-Gal (fermé en janvier 2008).

Trois quais de transfert existent sur le Scot sur les communes d'Ampuis, de Salaise-sur-Sanne et de Pélussin. Ils permettent de préparer les déchets solides avant leur acheminement vers des sites d'élimination plus éloignés. Un nouveau quai de transfert est envisagé à Vienne.

Le Scot accueille une usine d'incération sur la commune de Salaise-sur-Sanne. Il s'agit d'un centre de traitement thermique avec valorisation énergétique composé de trois unités d'incinération : il a réceptionné en 2005

23 700 tonnes de déchets ménagers et 197 450 tonnes de déchets industriels.

Deux plateformes de compostage viennent compléter le dispositif de traitement des déchets sur le territoire des Rives du Rhône, à Pélussin et à Salaise-sur-Sanne. Elles permettent de fabriquer un compost utilisable en agriculture, à partir de déchets verts et de boues des stations d'épuration.

SYNTHÈSE DE LA VALORISATION DES DÉCHETS

Dpt	Déchets ménagers assimilés (t/an)	Déchets par personne (kg/an)	% traité en centre de stockage	% incinéré avec valorisation énergétique	% incinéré sans valorisation des déchets	% traité en compost	% recyclé
Rhône	739 034 t	415 kg	18 %	56,4 %	0 %	6,7 %	19 %
Isère	670 547 t	362 kg	29 %	34 %	3 %	12,4 %	21 %
Loire	382 846 t	358 kg	74 %	0,48 %	0 %	8 %	17 %
Drôme	293 483 t	353 kg	74 %	0,5 %	0 %	7,5 %	18 %
Ardèche	141 222 t	362 kg	63 %	0,28 %	0 %	14 %	23 %

Le territoire des Rives du Rhône bénéficie donc en matière de gestion des déchets ménagers et industriels banals d'une certaine autosuffisance. De manière générale, le territoire Rives du Rhône privilégie le traitement thermique. On note cependant un déficit d'équipement :

- En matière de tri, le centre le plus proche se situe sur la commune de Firminy (Loire).
- On note également l'absence de projet de traitement des déchets par méthanisation. Ce type d'équipement est pourtant une alternative intéressante à l'incinération, les unités, de plus petite taille, pouvant être adaptées à des gisements locaux, ce qui peut de ce fait limiter les transports de déchets.
- Enfin, les déchets dangereux, de type DTQD (déchets toxiques en quantité dispersée), ne sont que très peu abordés et traités dans les différents plans départementaux. Ces déchets, de par leur toxicité vis-à-vis du milieu naturel, représentent pourtant des gisements importants à considérer. La valorisation énergétique des déchets est un objectif à encourager. Parmi les ressources disponibles, un gisement intéressant et sous-exploité réside dans les déchets combustibles, la biomasse verte issue de l'agriculture et des espaces envahis par des plantes indésirables, les résidus urbains recyclables de même que les eaux industrielles réchauffées.

4.4 DES SITES ET SOLS POLLUÉS PORTANT ATTEINTE AUX RESSOURCES LOCALES

Les sites et les sols pollués sont généralement la conséquence d'un passé industriel, notable dans le couloir rhodanien. La pollution des sols s'effectue de manière localisée ou diffuse.

22 anciens sites industriels et activités de service sont recensés par la base Basias sur les Rives du Rhône, principalement dans la vallée de la chimie (13 dans le département de l'Isère). On retiendra plus particulièrement la commune de Vienne qui concentre 6 anciens sites industriels (activités diverses).

Par ailleurs, l'inventaire Basol recense 20 sites potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Les impacts constatés sont dans la majeure partie des cas une pollution des eaux souterraines. On notera plus particulièrement la présence d'hydrocarbures sur les sites de Ceregrain, Finogra (Chasse-sur-Rhône), Rhodia (Salaise-sur-Sanne) ou Elf Antar (Serpaize).

4.5 DES RISQUES NATURELS NOMBREUX ET DIVERS

80 % des communes du Scot sont concernés par le risque d'inondation. Il s'agit pour la plupart de communes de rive gauche et des communes riveraines du Rhône. Mais seulement 30 communes ont un document de prévention des risques d'inondation. Au-delà des zones inondables cartographiées, les inondations par ruissellement ont tendance à augmenter en raison de l'imperméabilisation croissante des terres (urbanisation, diminution des zones humides…) et des changements climatiques entraînant des phénomènes violents plus fréquents.

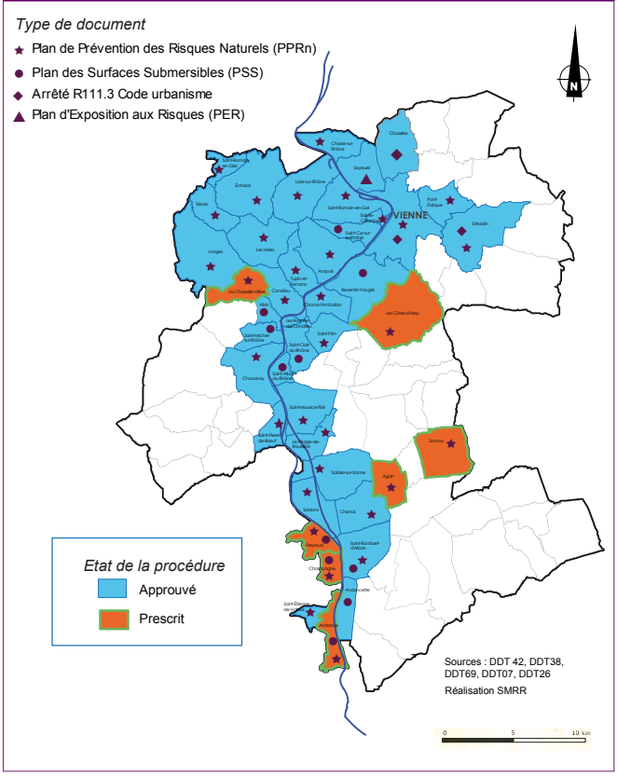
Les risques de mouvement de terrain sont liés à des déplacements plus ou moins brutaux du sol ou du sous-sol, principalement dus à des processus lents de dissolution ou d'érosion favorisés par l'action de l'eau, du vent et de l'homme (carrière, mines…). En raison des pentes

(surtout en rive droite) et des substrats instables (essentiellement en rive gauche), 37 communes des Rives du Rhône (soit 47%) sont exposées au risque de mouvement de terrain.

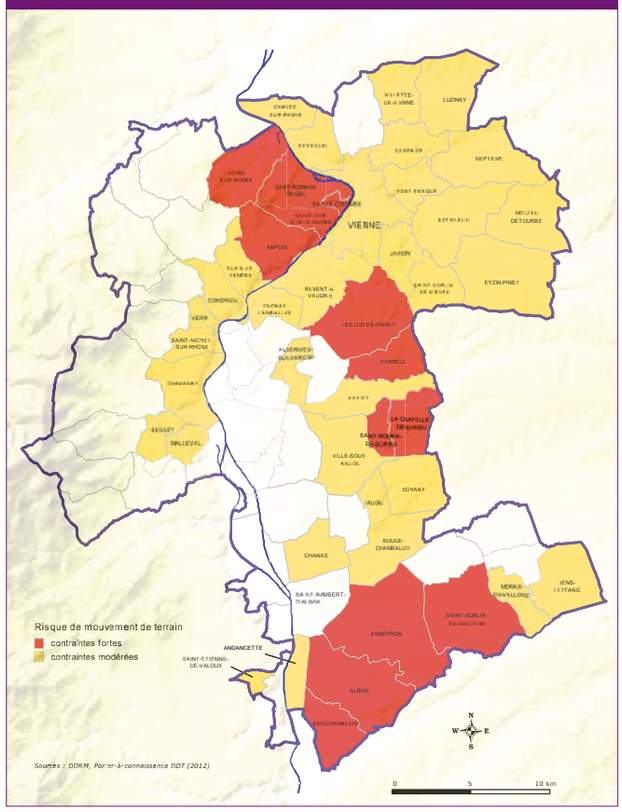
Les risques de feu de fôret concerne 25 communes du Scot, en lien avec le quart du territoire couvert de boisements.

Les risques de rupture de barrage touche 41 communes du Scot. Il est lié à l'hypothèse d'une rupture totale et instantanée du barrage de Vouglans (dans le Jura) entraînant la rupture totale des barrages aval sous l'effet de l'onde.

ZONES INONDABLES ET DOCUMENTS DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATION



RISQUES DE MOUVEMENT DE TERRAIN



4.6 DES RISQUES TECHNOLOGIQUES NOTABLES ET CONTRAIGNANTS

Les nombreux sites industriels de la vallée du Rhône et du « couloir de la chimie » sont à l'origine de risques technologiques importants : explosion, émanations toxiques, transports de matières dangereuses, etc.

On recense ainsi sur le Scot **22 entreprises classées Seveso** (établissements potentiellement dangereux en fonction de plusieurs critères : activités, procédés de fabrication, nature et quantité des produits élaborés et/ou stockés...) : 5 établissements classés Seveso seuil bas et 17 classés Seveso seuil haut ou « AS », dont 16 se situent dans le département de l'Isère. Ils se concentrent sur les sites de Villette-de-Vienne, Roussillon - Salaise-sur-Sanne et Saint-Clair-du-Rhône.

Les communes de Roussillon, Péage-de-Roussillon, Salaise-sur-Sanne et Sablons sont les plus concernées par le risque technologique. Elles font l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) qui va permettre de contribuer à définir une stratégie de maîtrise des risques, combinant réduction des risques à la source, réglementation de l'urbanisation et des constructions, mesures foncières pouvant aller jusqu'à l'expropriation. Le PPRT de Roussillon, prescrit le 6 avril 2009, concerne sept établissements et couvre un territoire de 8,5 km². Le PPRT d'Anneyron (site Seveso « Nobel sport ») a été prescrit le 30 juin 2009.

D'autres PPRT sont prévus sur les communes de Villette-de-Vienne, Serpaize, Saint-Clair-du-Rhône, Chasse-sur-Rhône et Givors.

Le trafic concernant **le transport de matières dangereuses** se répartit en deux tiers sur les voies routières et un tiers sur les voies ferrées. Sur le territoire des Rives du Rhône, les risques liés aux transports de matières dangereuses concernent 65 communes soit 81 % d'entre elles.

Les matières dangereuses sont principalement acheminées par l'intermédiaire de l'autoroute A7, leur transport étant interdit sur la RD46 et la RN7 en raison d'une descente jugée dangereuse entre Vienne et Péage-de-Roussillon. Dans le département de la Loire, les matières dangereuses sont transportées via la RD1086 et par voie ferrée en rive droite. Les communes concernées sont : Vérin, Saint-Michel-

sur-Rhône, Chavanay, Malleval et Saint-Pierre-de-Bœuf. Sur le département du Rhône toutes les communes du Scot sont concernées par le transport de matières dangereuses à l'exception de la commune d'Échalas.

Le territoire du Scot des Rives du Rhône est également traversé par un grand nombre de **canalisations de transports de matières dangereuses** : gaz naturel, produits pétroliers, autres produits chimiques… À ces canalisations sont associées des servitudes contraignant l'usage des sols.

La centrale nucléaire de Saint-Alban-du-Rhône / Saint-Maurice-l'Exil, classée en installation nucléaire de base (INB), génère autour d'elle dans un rayon de 2 km une zone d'alerte d'urgence définie par le plan particulier d'intervention (PPI). Les communes de Chavanay, Malleval, Saint-Pierre-de-Bœuf, Saint-Alban-sur-Rhône, Saint-Clair-sur-Rhône, Clonas-sur-Varèze et Saint-Maurice-l'Exil doivent ainsi se conformer au PPI.



Centrale nucléaire de Saint-Alban-du-Rhône / Saint-Maurice-l'Exil

Chapitre 5

Enjeux pour le projet : préserver et valoriser les ressources du territoire, réduire les populations soumises aux risques et les nuisances exercées par les activités humaines

Sur les Rives du Rhône, territoire soumis à une forte pression d'urbanisation et siège de nombreux projets de développement, il est nécessaire de porter une attention particulière à la préservation des caractéristiques paysagères et des ressources naturelles du territoire. Il s'agit ainsi de s'adapter aux ressources existantes, mais aussi de réduire les incidences du développement sur les milieux naturels, dans le but d'améliorer le cadre de vie des habitants et d'assurer un développement durable du territoire.

5.1 LUTTER CONTRE LA BANALISATION DES PAYSAGES

La situation géographique et l'histoire des Rives du Rhône lui confèrent un patrimoine bâti de qualité et une grande diversité paysagère, offrant de nombreux points de vue. La qualité des paysages peut aujourd'hui être mise à mal par un développement important et peu maitrisé de l'urbanisation et par une tendance à la déprise agricole dans certains secteurs.

Il faut donc agir et lutter contre le mitage et la banalisation progressive du paysage par la création de coupures vertes et le maintien d'une trame verte et bleue entre les zones urbanisées, une meilleure intégration paysagère des nouvelles constructions comme la protection du patrimoine bâti remarquable, la préservation des activités agricoles, la mise en valeur des entrées de villes, etc.

5.2 AMÉLIORER LA BIODIVERSITÉ, PROTÉGER ET VALORISER LES RESSOURCES NATURELLES LOCALES

Alors qu'un tiers du Scot est couvert par des espaces naturels remarquables, que la forêt couvre un quart du territoire, ces milieux ne sont aujourd'hui pas assez connus, protégés ou valorisés en tant que ressources renouvelables.

Dans le but de préserver et d'améliorer la biodiversité, il s'agit de protéger les espaces naturels remarquables qui ne le sont pas encore et de les relier au sein d'un réseau écologique fonctionnel. Les zones boisées seront gérées avec l'objectif d'en développer la biodiversité et le cas échéant la rentabilité économique en tant que bois énergie.

Le Scot devra assurer par ailleurs la préservation des terroirs agricoles stratégiques. La compatibilité entre l'accroissement des activités et de la population et la capacité des milieux récepteurs à absorber ces nouvelles pressions devra également être assurée.

Il prônera un usage économe des ressources en eau et en matériaux dans une logique de gestion concertée et favorisera l'usage des énergies renouvelables.

5.3 LIMITER L'EXPOSITION AUX RISQUES DES POPULATIONS ET RÉDUIRE LES NUISANCES EXERCÉES PAR LES ACTIVITÉS HUMAINES

La vallée du Rhône concentre 60 % de la population du territoire et la plupart des contraintes naturelles et technologiques : risques d'inondation, pressions sur les ressources en eau, risques de pollution, sites industriels classés, grandes infrastructures de transport génératrices de bruit et de pollution de l'air, etc. Le découpage administratif du Scot pénalise par ailleurs la gestion des déchets, dont la collecte, le traitement et la valorisation pourraient être améliorés.

Le projet concourra à une meilleure sensibilisation des communes des Rives du Rhône au sujet de la qualité de l'air, des risques d'inondation, des autres risques naturels souvent méconnus et des risques technologiques. Il devra ensuite améliorer les situations critiques en termes de pressions polluantes (sites et sols pollués, pollution atmosphérique à proximité des grands axes…) avant de prendre en compte ces risques et nuisances dans son contexte d'aménagement du territoire.

Le projet de Scot devra enfin lutter contre l'augmentation des risques et des nuisances par les activités humaines, en réduisant à la source les émissions polluantes et les nuisances sonores, les déchets, les ruissellements d'eau pluviale, etc. Il incitera dans ce sens aux changements de pratiques, en favorisant l'usage des transports collectifs ou « doux », en préservant les milieux ayant des capacités de rétention des eaux, en améliorant la collecte et la valorisation des déchets, et anticipera ainsi les changements climatiques.



Document 2

PARTIE 4

Une offre en transports et déplacements à renforcer et à diversifier

Une hausse généralisée des déplacements renforçant la dépendance au transport automobile

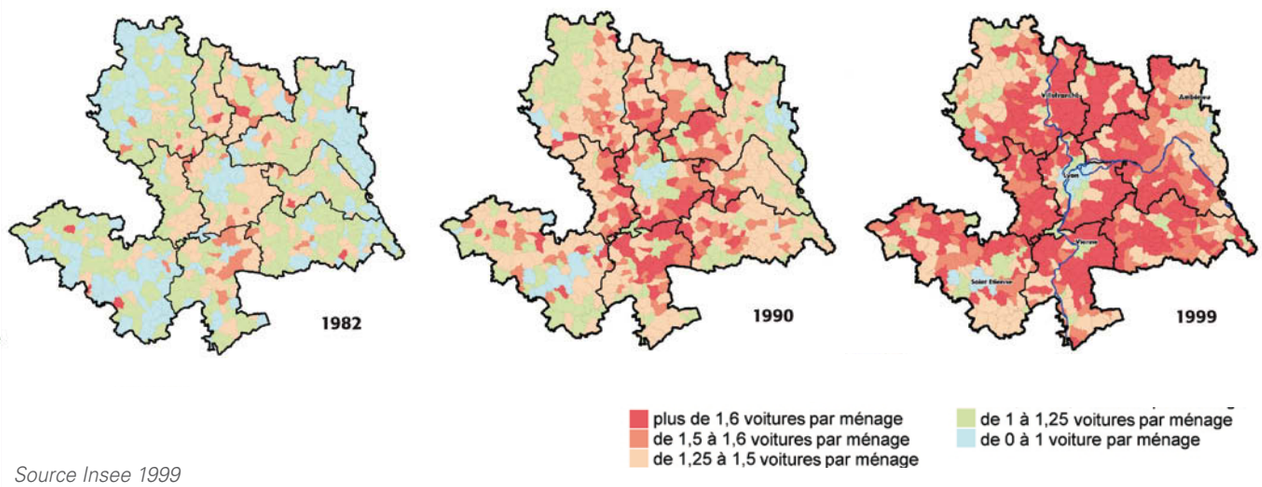
L'amélioration des infrastructures routières a profondément modifié les rapports à l'espace et au temps. La diminution des temps de parcours a rendu possible l'augmentation des distances entre les lieux de résidence, de travail et de loisirs, modifiant les stratégies des ménages et des entreprises dans leurs choix d'implantation.

Cette évolution majeure des modes de vie a encouragé le phénomène de périurbanisation complexifiant les relations entre les centres urbains et les espaces périphériques.

Le nombre et la distance des déplacements sont en constante augmentation au sein du territoire. Le manque de cohérence entre l'urbanisation et les transports collectifs n'a fait qu'accroître le parc automobile (cf. augmentation du taux de motorisation depuis plus de 20 ans) et les dépendances à la voiture particulière.

Dans ce contexte où les bassins de vie ne cessent de s'élargir, la question des déplacements ne peut être appréhendée qu'à une échelle relativement large, dépassant les limites du Scot.

ÉVOLUTION DU TAUX DE MOTORISATION À L'ÉCHELLE DE L'INTER-SCOT ENTRE 1980, 1990 ET 1999



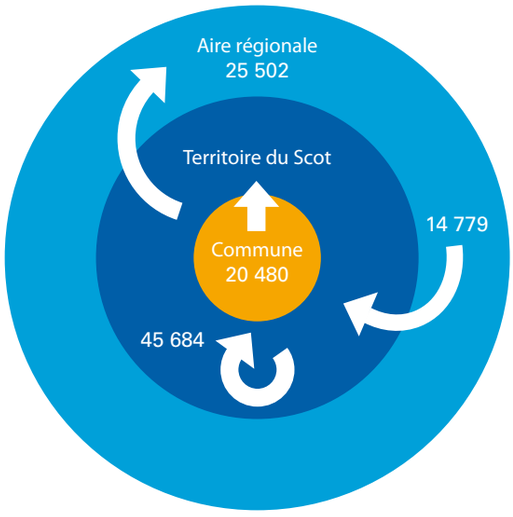
Source Insee 1999

Chaque jour, les 71 186 travailleurs actifs habitant le territoire et les 14 779 actifs venant de l'extérieur génèrent environ 170 000 déplacements (source : Insee, 1999). Ils sont majoritairement effectués en voiture particulière (80 % des déplacements), ce qui explique la congestion de certaines infrastructures aux heures de pointe.

Les déplacements domicile-travail enregistrés sur le territoire des Rives du Rhône ne peuvent se résumer à une relation d'interdépendance avec l'agglomération lyonnaise. En effet, le territoire agit comme un véritable bassin de vie entretenant des relations complexes d'interdépendances avec les territoires voisins (agglomération lyonnaise, Nord Isère, bassin stéphanois, bassin annonéen, bassin de Beaurepaire).

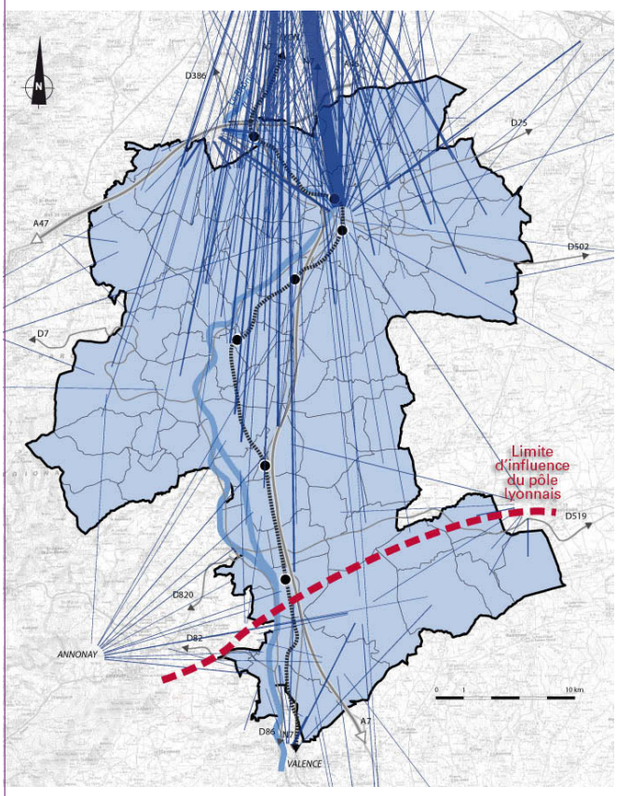
Un tiers des actifs résidant sur le territoire se déplace en dehors du territoire du Scot pour travailler, un tiers reste sur sa commune de résidence et un autre tiers se déplace à l'intérieur du territoire des Rives du Rhône pour travailler. Pour ces déplacements internes au territoire, on distingue 5 pôles urbains majeurs motivant la majorité des déplacements : l'agglomération viennoise, la région de Condrieu, le pélussinois, l'agglomération roussillonnaise et le secteur de Saint-Rambert-d'Albon.

MIGRATIONS DOMICILE-TRAVAIL SCHÉMATISÉES EN 2006



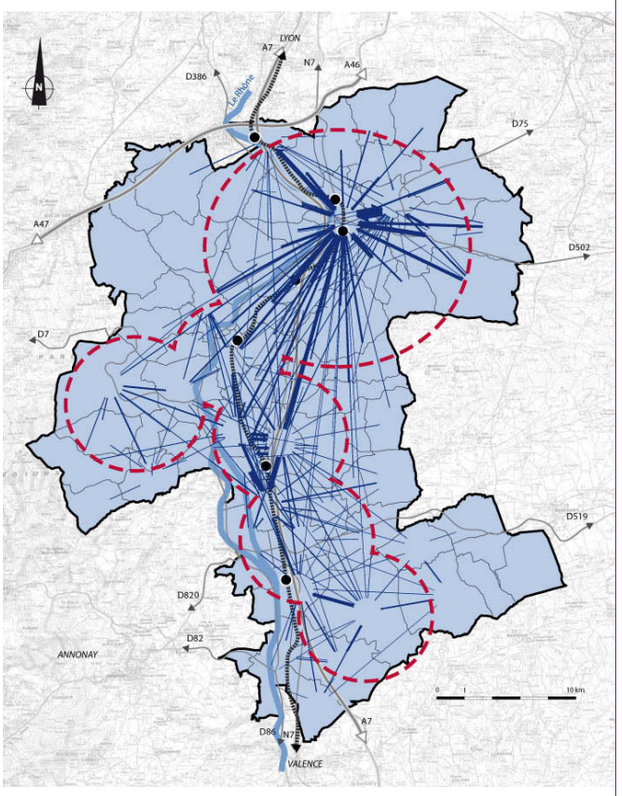
NAVETTES DOMICILE-TRAVAIL EN 2006

VERS L'EXTERIEUR DU PÉRIMÈTRE SCOT



Note : flux supérieurs à 20 personnes par jour

À L'INTÉRIEUR DU PÉRIMÈTRE SCOT



Source : Insee

S'agissant des flux sortants, les déplacements dominants sont en direction de l'agglomération lyonnaise et surtout de Lyon.

On peut également constater un effet de « couloir » des déplacements au sud de Vienne, expliqué par la présence des principales infrastructures et des pôles d'urbanisation. La limite d'influence du pôle lyonnais dans les déplacements quotidiens s'effectue au niveau de Saint-Rambert-d'Albon.

Au sud du territoire, on peut également noter l'influence d'Annonay, de Saint-Vallier et de Beaurepaire qui génèrent des déplacements hors du territoire. Les relations avec Valence au niveau des déplacements domicile-travail sortants sont marginales.

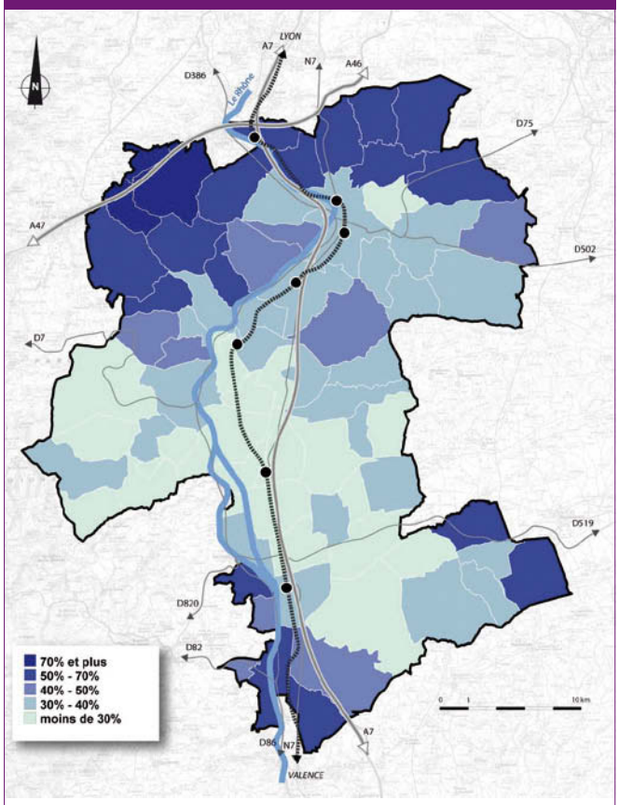
Une autre possibilité d'appréhender les déplacements domicile-travail à l'échelle du territoire est le calcul du taux de sortie (rapport entre les actifs résidents travaillant en dehors du Scot et l'ensemble des actifs) par commune. Celui-ci permet sur le territoire d'identifier les pôles d'attraction et les bassins de vie en présence. On distingue, sans surprise, un taux de sortie globalement très élevé au nord du territoire en direction de l'agglomération lyonnaise. Certaines communes comme Luzinay, Echalas, Trèves ont des taux de sortie supérieurs à 70 %.

On distingue au sud, l'influence relative des bassins d'Annonay et Beaurepaire avec des taux de sortie pouvant être supérieurs à 50 % pour les communes de Beausemblant ou de Lens-Lestang par exemple.

Les flux de transports importants avec l'agglomération lyonnaise s'expliquent par les temps de trajets restant attractifs pour y accéder.

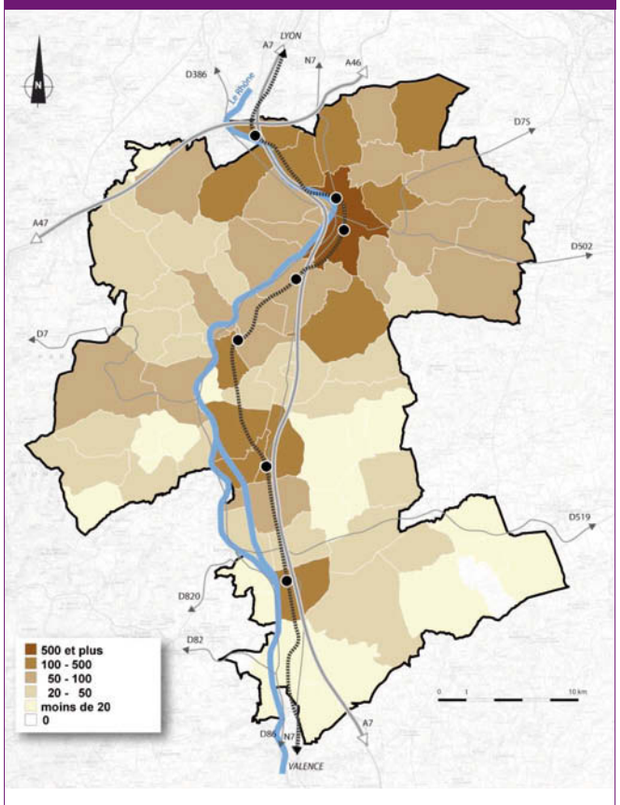
Les temps de déplacement pour l'ensemble du territoire depuis ou en direction du centre de Lyon n'excèdent pas une heure en moyenne (temps de trajets calculés pour des vitesses moyennes, en respectant les règles de limitation en vigueur, sans prendre en compte les perturbations quotidiennes ou occasionnelles du réseau viaire emprunté).

TAUX DE SORTIE HORS PÉRIMÈTRE DU SCOT POUR LES COMMUNES DU TERRITOIRE EN 2006



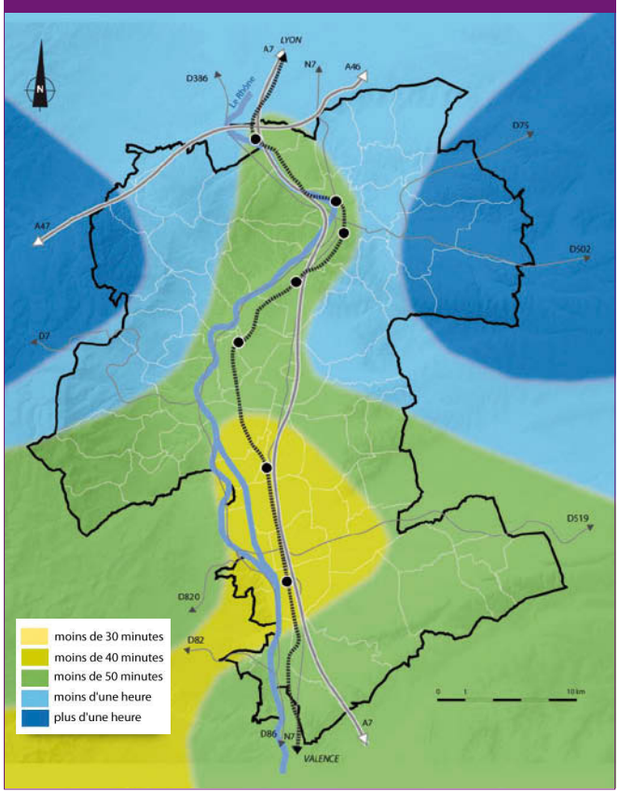
Source : Insee

NOMBRE D'ACTIFS TRAVAILLANT À LYON EN 2006

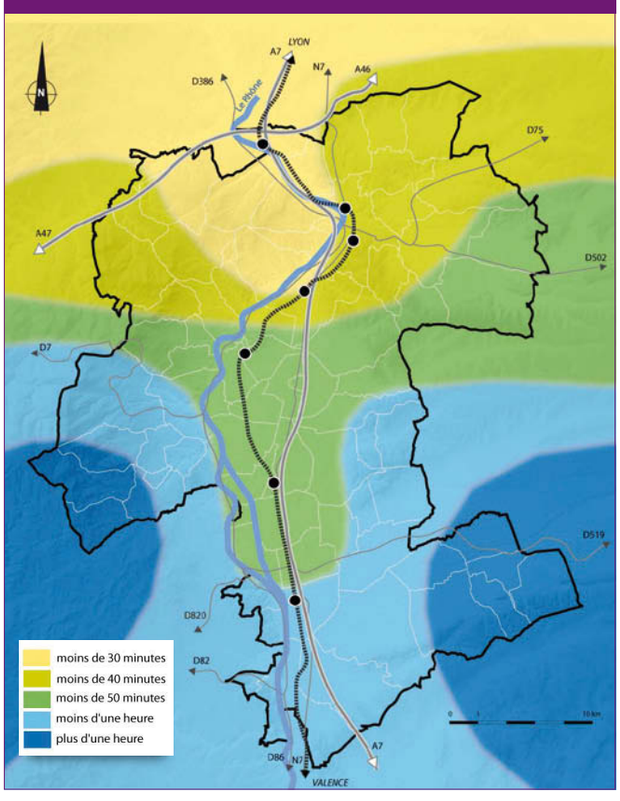


Source : Insee

TEMPS DE TRAJET ET PROXIMITÉ DE L'AGGLOMÉRATION DE VALENCE



TEMPS DE TRAJET ET PROXIMITÉ DE L'AGGLOMÉRATI ON LYONNAISE



Une armature routière en voie de saturation

Conséquence de l'augmentation constante des déplacements expliqués précédemment, le trafic des poids lourds et des voitures particulières n'a cessé de croître depuis plus de 10 ans dans la vallée du Rhône, dont les axes routiers structurants jouent d'une double fonction, de transit et de desserte locale.

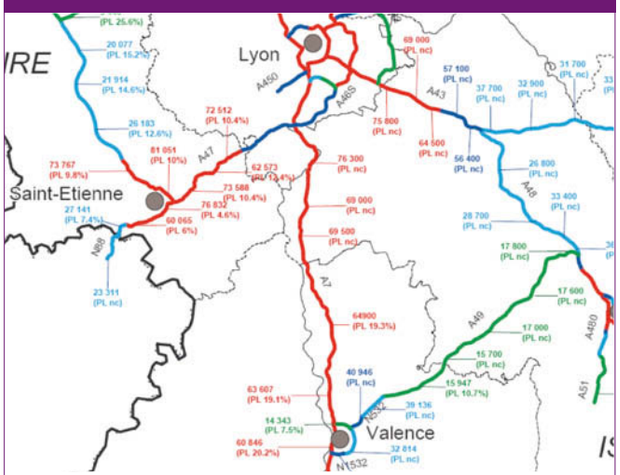
Le trafic routier sur l'autoroute A7 a doublé en 20 ans. Au niveau du tronçon Vienne-Valence, il a connu une croissance de 4 % par an entre 1997 et 2003 avec une fréquentation moyenne de 71 600 véhicules/jour. En période estivale, le trafic représente plus de 100 000 véhicules/jour en moyenne entraînant fréquemment la saturation de cet axe.

Le trafic sur les routes nationales est variable en fonction des tronçons (la RN7 supporte un trafic entre 15 000 et 20 000 véhicules/jour). Les principaux points de congestion se trouvent à l'intersection des flux nord-sud et est-ouest dans l'agglomération viennoise, au niveau de la jonction de la RN7 et de la RD75 (saturation maximale relevée au niveau de la place Saint-Louis) ; au niveau de la RD519 et de la RN7 (traversée du Péage-de-Roussillon et saturation du rond-point de Chanas) dans l'agglomération de Roussillon.

Les axes perpendiculaires à la vallée du Rhône connaissent eux aussi un trafic en constante progression :

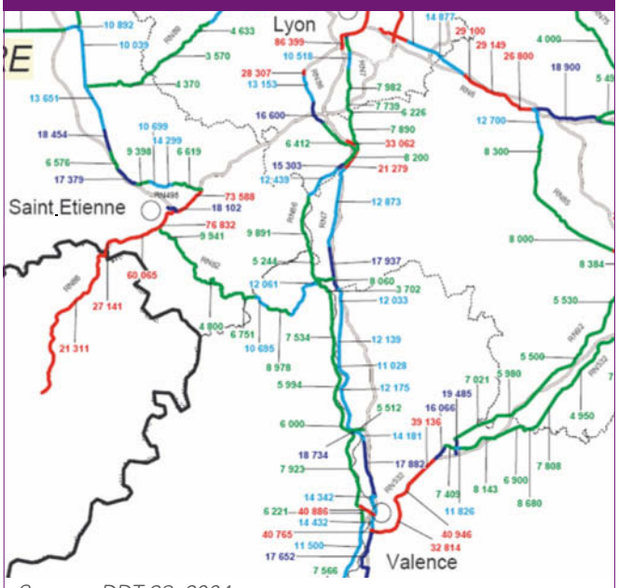
- au nord-est : les liaisons entre l'agglomération viennoise et l'agglomération Nord Isère (RD75 et RD502), cumulent plus de 20 000 véhicules/jour (données 2004, avec une progression d'environ 1,40 %/an entre 1998 et 2004)
- au sud, la liaison entre les bassins annonéen et grenoblois, via Beaurepaire et Rives (RD519, RD1, communément appelées trans-Rhône), avec environ 15 000 véhicules/jour (la RD519 a connu une croissance de 50 % du trafic en 10 ans)

TRAFIC JOURNALIER SUR LES PRINCIPAUX AXES DE CIRCULATION DU TERRITOIRE DES RIVES DU RHÔNE ET DES TERRITOIRES LIMITROPHES



Source : DDT 38, 2004

TRAFIC JOURNALIER SUR LES AXES SECONDAIRES DE CIRCULATION DU TERRITOIRE DES RIVES DU RHÔNE ET DES TERRITOIRES LIMITROPHES



Source : DDT 38, 2004

L'ensemble de ces augmentations de trafic engendre des difficultés de circulation préoccupantes dans les deux principales agglomérations du territoire et risquent de pénaliser leur développement.

Différents projets routiers sont aujourd'hui à l'étude. L'amélioration des capacités et des conditions de circulation, permettant notamment de gérer les flux de transit et les déplacements locaux, sont des enjeux majeurs de développement pour ces deux agglomérations (développement économique, croissance de la population, maintien de la qualité de vie).

L'agglomération viennoise a connu une importante hausse du trafic routier sur la RN7, la RD75 et la RD502. Ces deux dernières ont connu une hausse de trafic de plus de 15 % depuis 10 ans. Ces axes connaissent aujourd'hui une saturation aux heures de pointe, le point de saturation maximale se situant au niveau de la jonction de la RD41 avec la RN7.

Pour améliorer la situation, deux itinéraires permettant le contournement de la ville de Vienne par l'Est sont proposés dans le PDU de la CAPV.

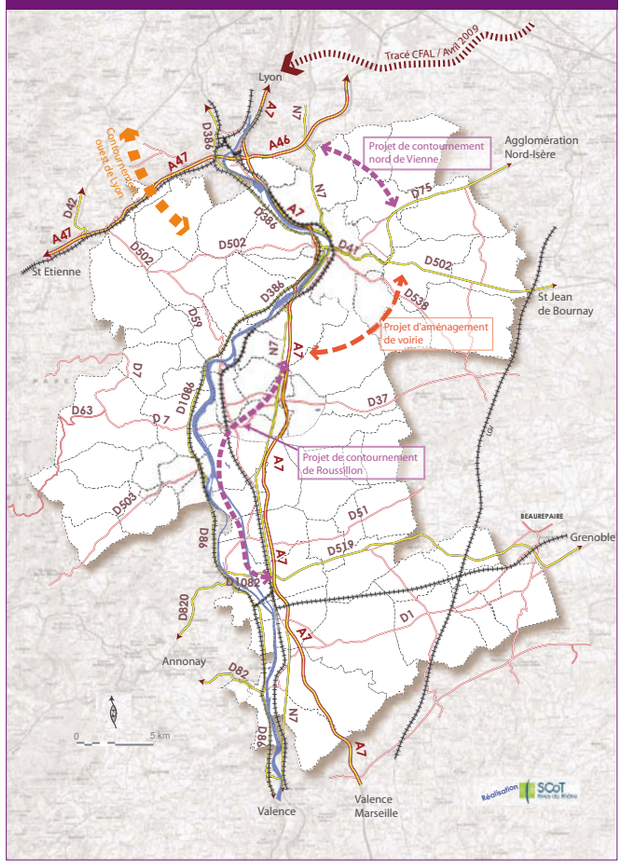
Dans le sud du territoire, l'agglomération roussillonnaise connaît elle aussi une situation difficile en termes de circulation. Ce secteur se situe aujourd'hui à la convergence de nombreux flux (transit nord-sud, dépendance accrue des territoires voisins à la vallée du Rhône, développement des zones d'activités de Salaise-sur-Sanne et Nord Drôme).

Les principaux points de blocage se trouvent au niveau de la traversée du Péage-de-Roussillon et du rond-point de Chanas permettant la connexion avec l'autoroute A7. D'autres points de congestion sont également identifiés au niveau du pont SNCF situé à l'ouest du rond-point de Chanas, dont le gabarit ne permet pas le croisement de deux poids lourds (projet de nouveau pont-rail en cours) et au niveau du rond-point de Serrières dont la capacité est aujourd'hui insuffisante.

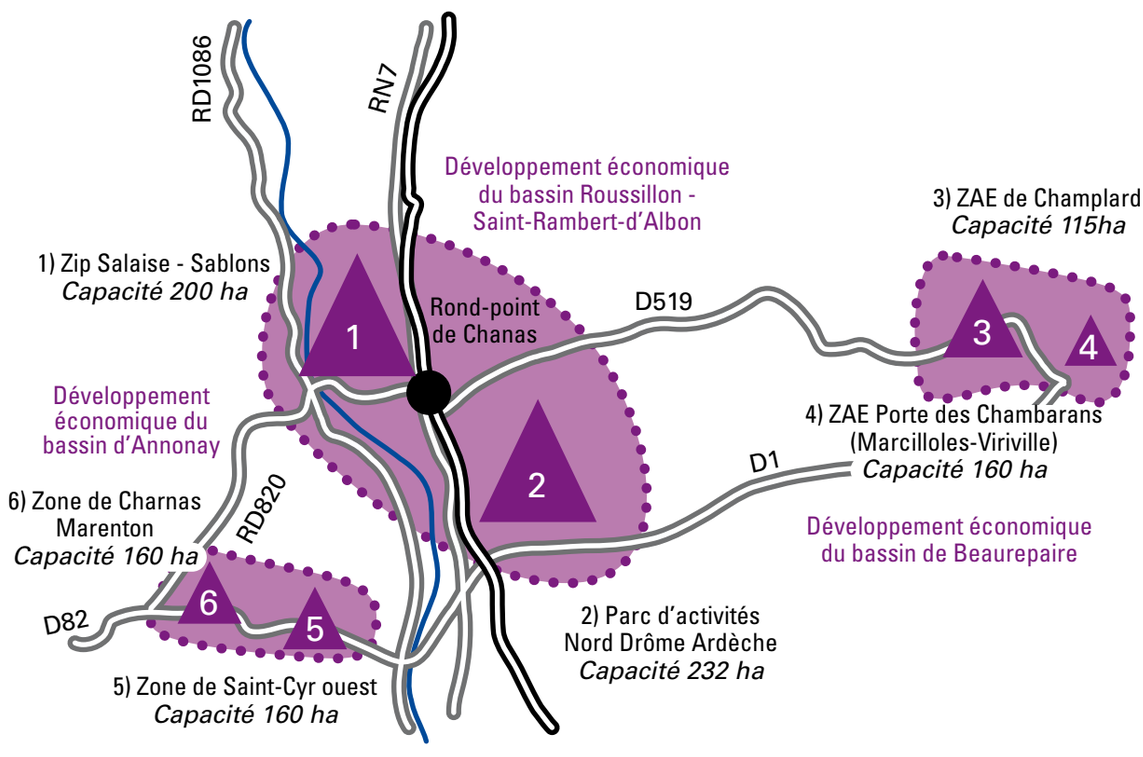
Plusieurs facteurs sont aujourd'hui susceptibles d'aggraver la situation actuelle comme l'augmentation du trafic poids lourds en lien avec le développement des zones d'activités de Salaise-sur-Sanne et Nord Drôme Adèche mais aussi des territoires voisins dépendants de la connexion avec l'A7, l'augmentation prévisible de la population, le développement commercial…

Le tracé prévisionnel du projet de déviation de la RN7 passant par l'île de la Platière et se connectant au rond-point de Chanas, qui fait aujourd'hui l'objet d'une protection d'emprise de l'État, risque d'aggraver la situation. L'étude lancée en 2008 par les services de l'État dans le cadre du plan de modernisation de l'itinéraire (PDMI), devrait permettre de réexaminer le projet de contournement actuel.

LE RÉSEAU ROUTIER DU SCOT ET LES PROJETS D'INFRASTRUCTURES



LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DE ZAE SUR L'AXE TRANSRHÔNE : UNE SATURATION ANNONCÉE DU CARREFOUR DE CHANAS



Chapitre 3

D'importantes capacités de report modal sur les voies fluviales et ferroviaires

La vallée du Rhône constitue un des grands couloirs de circulation national et européen des hommes et des marchandises. Inscrit dans les échanges économiques nord-sud européens et à proximité de la métropole lyonnaise, une des plus grandes agglomérations de France et d'Europe, le territoire des Rives du Rhône doit son évolution à sa localisation stratégique et aux nombreux échanges entretenus avec les territoires voisins.

La particularité du territoire est de bénéficier d'une desserte pouvant utiliser de multiples modes de transports : route, autoroute, fer, fleuve, mer.

3.1 UN RÉSEAU FERROVIAIRE AUX NOMBREUX POTENTIELS

Le territoire dispose de deux lignes ferroviaires permettant l'acheminement des voyageurs et des marchandises. La ligne située en rive droite est actuellement utilisée pour le fret alors que la ligne située en rive gauche fait l'objet d'usages plus diversifiés, accueillant les trains de fret liés au transport combiné, les trains de grandes lignes et les TER destinés au transport des voyageurs.

Les gares du territoire ne connaissent pas aujourd'hui un usage important, comparativement aux déplacements domicile-travail quotidiens enregistrés en direction de l'agglomération lyonnaise, encore très majoritairement effectués en voiture particulière. Toutefois, la gare de Vienne connaît une fréquentation significative de 3 300 voyageurs/jour, chiffre aujourd'hui en constante progression. Quotidiennement, 70 % du trafic ferroviaire périurbain sur cet axe s'effectue exclusivement entre Lyon et Vienne. La gare du Péage-de-Roussillon représente la deuxième gare du territoire par la fréquentation (1 600 voyageurs/jour). Les autres gares, d'usage local, ont une fréquentation plus faible.

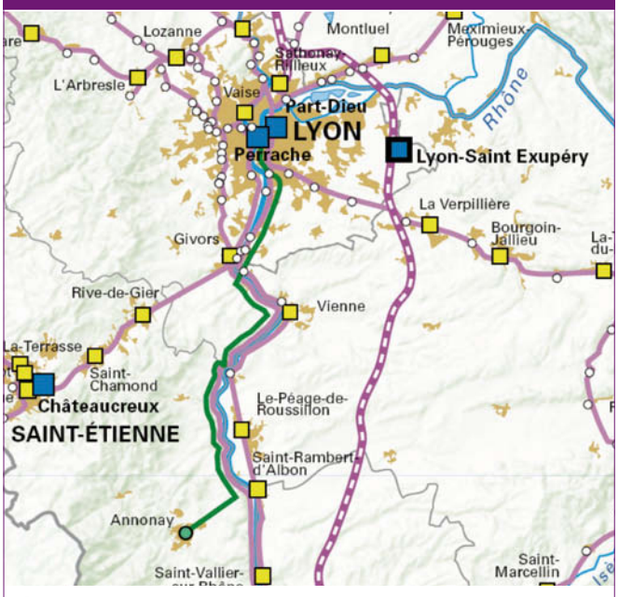
Les motifs de déplacement sont principalement liés aux trajets domicile-travail. Les différences de fréquentation s'expliquent notamment par des grilles horaires étoffées pour les trajets Lyon - Vienne (49 allers-retours par jour) par rapport aux autres gares du territoire (Lyon – le Péage-de-Roussillon : 31 allers-retours par jour, Lyon – Saint-Rambert-d'Albon : 19 allers-retours par jour).



Le rail, un potentiel de développement important

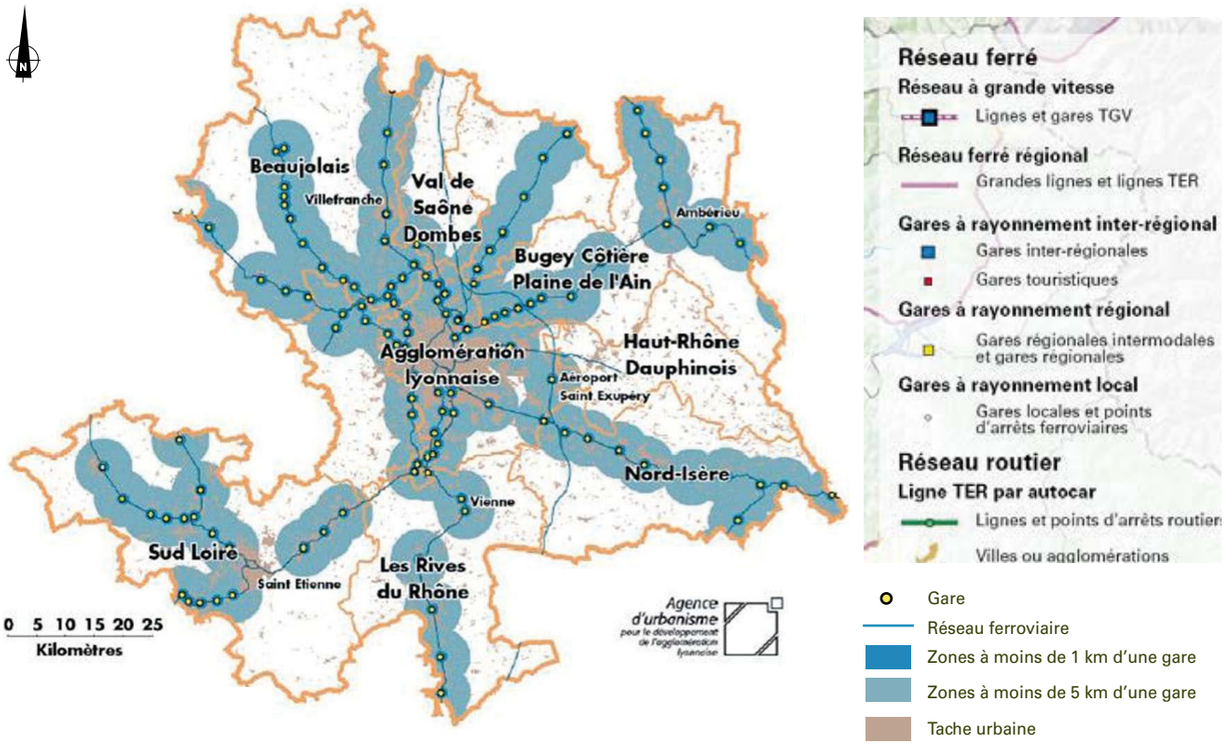
Le réseau ferré présente pourtant un potentiel de développement important permettant d'améliorer notamment la qualité des liaisons avec l'agglomération lyonnaise. Depuis décembre 2007, la région Rhône-Alpes, la SNCF et RFF ont mis en œuvre le cadencement des lignes (refonte des horaires de passage des trains à intervalles réguliers) dans le cadre d'un projet plus vaste de développement du réseau express de l'agglomération lyonnaise, le Real.

LE RÉSEAU FERROVIAIRE RÉGIONAL : LIGNES TER ET AUTOCARS



Source : Atlas des transports de la Région Rhône-Alpes, 2004

LE RÉSEAU FERROVIAIRE À L'ÉCHELLE DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE LYONNAISE





Train de fret ferroviaire

3.2 LE FLEUVE RHÔNE, UNE RICHESSE SOUS-EXPLOITÉE

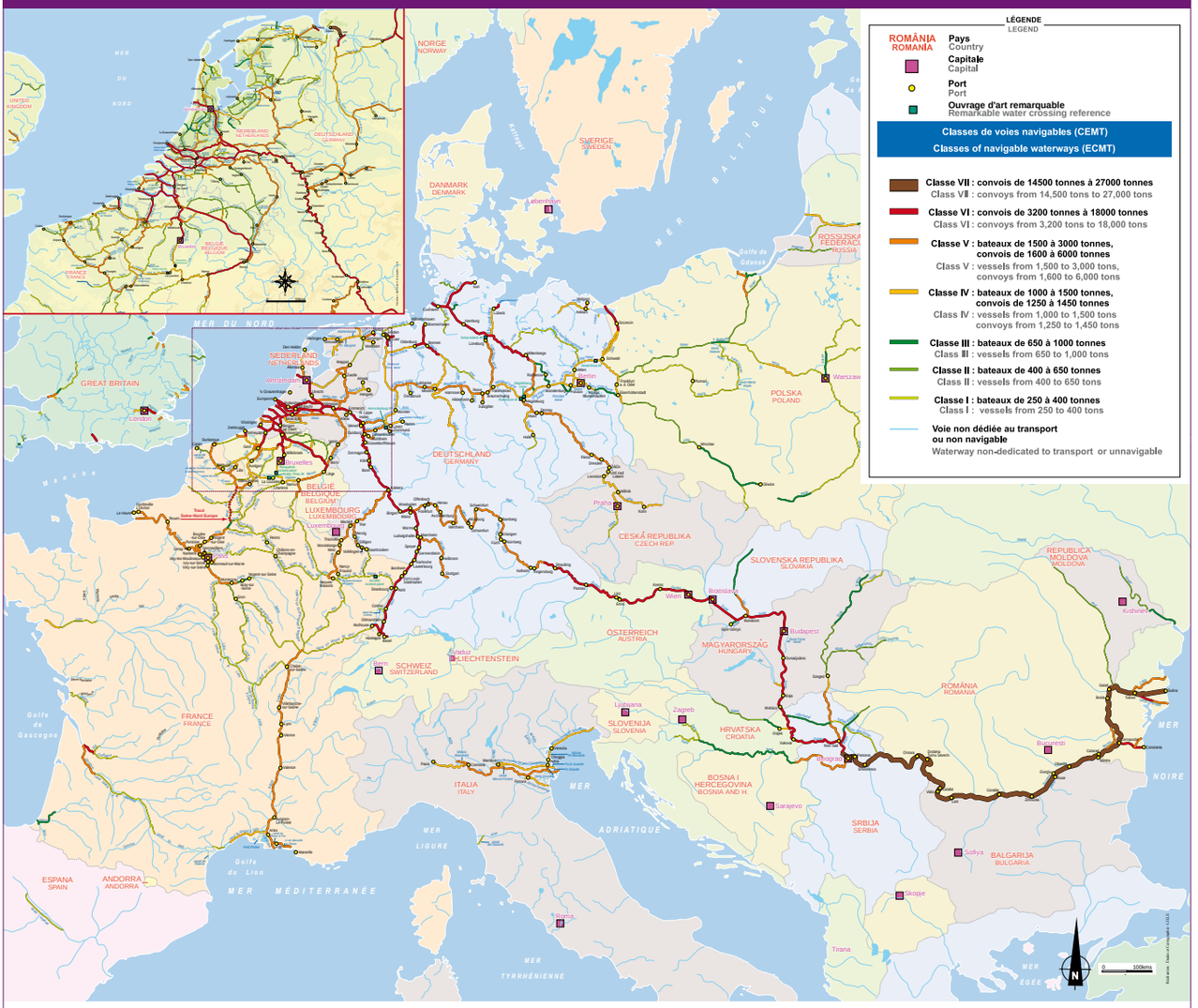
Le couloir névralgique du territoire des Rives du Rhône est souvent résumé à son axe autoroutier, sans compter sur l'importance du fleuve. Même si aujourd'hui le transport fluvial est relativement peu développé par rapport à d'autres pays, notamment du nord-est de l'Europe, il représente un potentiel fort d'offres alternatives pour une certaine catégorie de fret.

L'axe Dijon-Marseille constitue le seul couloir fluvial permettant de relier le nord de l'Europe à la mer Méditerranée et d'accéder au sud de l'Europe (en intégrant la liaison Rhin-Rhône). Si le transport fluvial ne constitue que 4 % du trafic national de marchandises, il possède cependant des atouts non négligeables aujourd'hui sous exploités (prix de revient par tonne/km inférieur au rail et à la route, faible consommation d'énergie, capacité de stockage, sécurité, etc.). À titre de comparaison, un convoi de 4 400 tonnes peut acheminer le contenu de 220 camions de 20 tonnes chacun (ce qui représente une longueur de près de 10 km de caravanes sur autoroute !).

Dans un contexte européen de plus en plus favorable aux modes des transports alternatifs à la route saturée, la voie d'eau est une solution performante et plus respectueuse de l'environnement. Après la période de déclin important dans les années 80, le trafic fluvial connaît un renouveau depuis une dizaine d'années : sur l'axe Rhône-Saône, le trafic a été multiplié par deux entre 1995 et 2005, pour atteindre 7 millions de tonnes en 2005.

Le fleuve Rhône est une voie navigable de très grand gabarit qui présente donc un potentiel important pour poursuivre le redéploiement du transport fluvial. En revanche, la faiblesse des capacités et du nombre des infrastructures d'accueil et de traitement, au niveau des sites industrialo-portuaires, pose problème. Le renforcement du trafic fluvial est ainsi conditionné à la création de plateformes multimodales performantes, à mettre en réseau à l'échelle de l'aire métropolitaine.

LES VOIES NAVIGABLES D'EUROPE

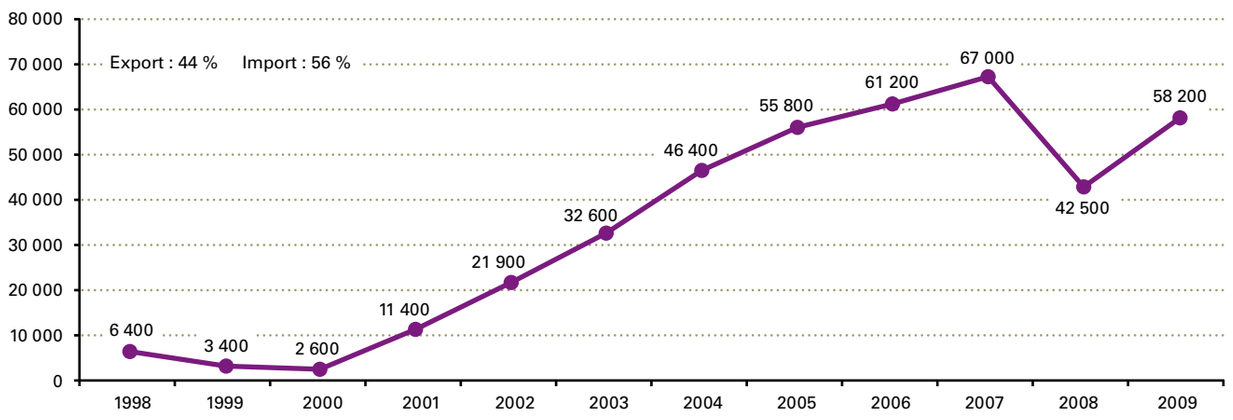


Source : VNF



Le transport fluvial sur le Rhône

ÉVOLUTION DU TRANSPORT DE CONTENEURS SUR LE BASSIN RHÔNE-SAÔNE ENTRE 1998 ET 2009



Source : VNF

Chapitre 4

Les grands projets d'infrastructure : des flux de transit qui resteront à assumer

Plusieurs projets d'infrastructures structurantes, ferrées et routières sont à l'étude dans le but d'améliorer la fluidité du trafic autoroutier et de désengorger le nœud ferroviaire lyonnais.

Deux de ces projets, le Col (contournement ouest de Lyon) et le CFAL (contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise), sont inscrits dans la directive territoriale d'aménagement (DTA) de l'aire métropolitaine lyonnaise approuvée en 2007. Le Scot, par principe de subsidiarité, doit tenir compte des projets d'infrastructures dans ses choix de planification du territoire.

4.1 LE COL, PROJET DE CONTOURNEMENT AUTOROUTIER OUEST DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE

L'axe nord-sud matérialisé par les autoroutes A6 et A7 supporte un trafic national et international important puisqu'il relie schématiquement Paris à Marseille. Le contournement est de l'agglomération lyonnaise est assuré par un réseau autoroutier constitué de l'A46 et l'A432. L'ouest de l'agglomération laisse apparaître un déficit d'infrastructures dû en partie à un relief plus contraignant. Trois grandes infrastructures sont en projet : l'A89 en cours de construction permettra d'assurer la liaison Lyon-Bordeaux, l'A45 permettra de doubler l'A47 vers Saint-Étienne et le contournement ouest de Lyon viendra boucler la ceinture ouest de l'agglomération.

À l'horizon 2030, le Col devrait permettre de capter le trafic de transit nord-sud sur l'agglomération lyonnaise et de désenclaver l'l'ouest lyonnais (Saint-Étienne, Roanne). Le territoire des Rives du Rhône est directement concerné par le projet du Col puisque son tracé hypothétique passe au travers du PNR du Pilat et viendrait se raccorder à l'A7 au sud de Vienne. La programmation de cette infrastructure reste néanmoins très aléatoire, sans financement ni tracé définis. Les impacts de cette infrastructure restent aujourd'hui difficiles à évaluer.

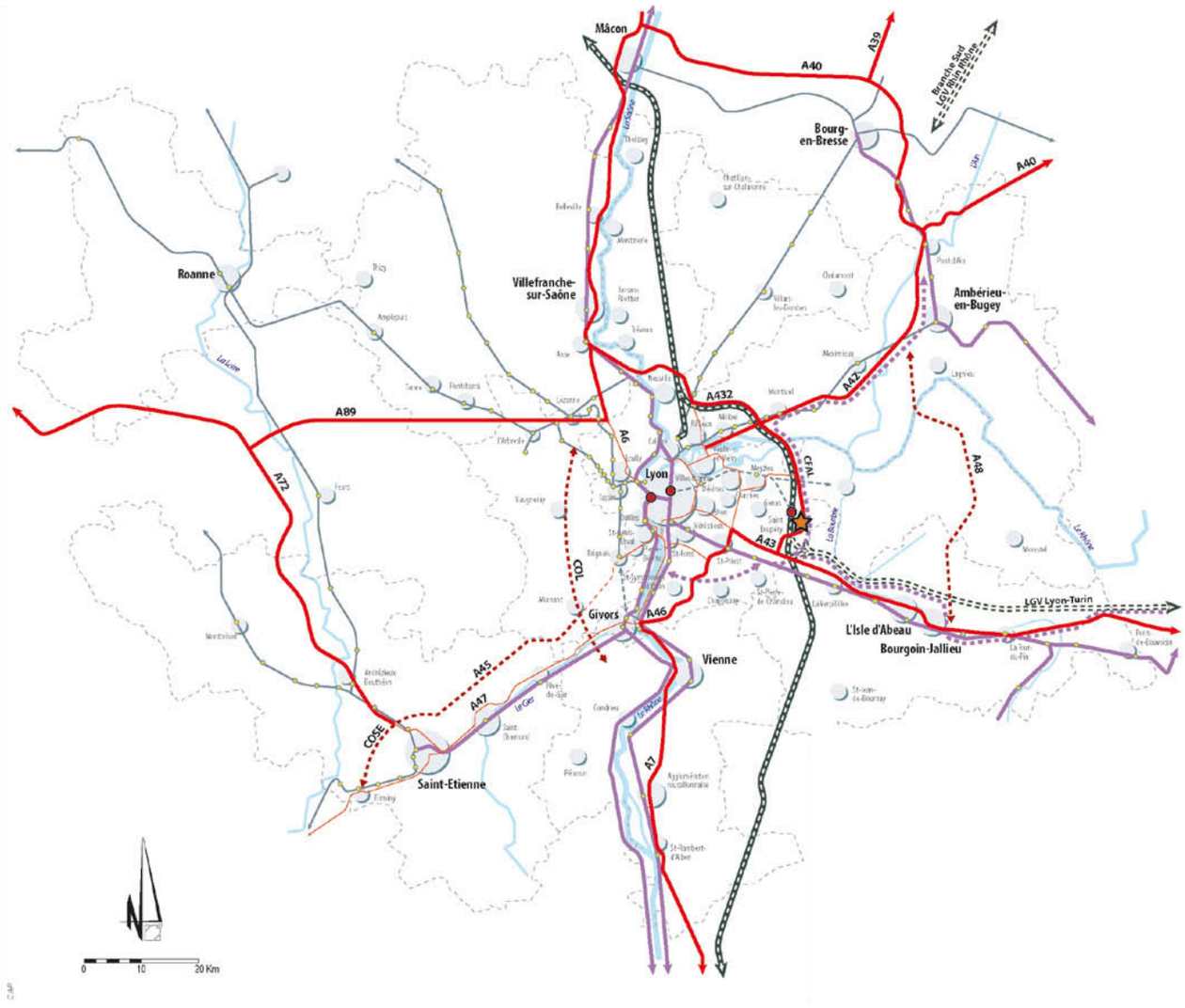
4.2 LE CFAL, PROJET DE CONTOURNEMENT FERROVIAIRE DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE

Le projet de CFAL consiste à créer un couloir de grande capacité pour le fret ferroviaire entre le nord et le sud de l'Europe. Le projet, long de 70 km, doit contourner l'agglomération par l'Est et se raccorder aux lignes ferroviaires de la vallée du Rhône situées sur le territoire des Rives du Rhône.

Une décision ministérielle du 15 avril 2009 a acté le choix du fuseau « plaine d'Heyrieux - Sibelin nord » pour l'itinéraire sud de l'infrastructure. Le contournement rejoindra l'axe ferroviaire de la rive droite du Rhône par l'intermédiaire d'un pont au nord de Vienne et le trafic sera réparti sur les deux rives. À ce titre, l'intérêt d'une mutualisation de moyens pour la réalisation d'un pont mixte ferroviaire et routier sera à examiner, en vue notamment d'améliorer la desserte du site industrialo-portuaire de Givors Loire.

Par une délibération du conseil syndical du 3 février 2009, les élus du syndicat mixte avaient toutefois affiché leur préférence pour un alignement du projet à la LGV et exprimé leur opposition au projet de tracé tel qu'il existe à ce jour. Le manque de garanties quant à la préservation de la qualité de vie et de la sécurité des biens et des personnes qui seront impactées par l'augmentation du trafic figurent parmi les arguments de cette position. Les élus ne souhaitent également pas que les capacités de développement du transport ferroviaire de voyageurs sur les deux lignes de part et d'autre du Rhône soient limitées en raison de ce projet.

LES GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURES DANS L'AIRE MÉTROPOLITAINE



Existant — **Projeté**

- Autoroute de niveau national
- réseau métropolitain
- Lignes de fret
- LGV

- Gare de niveau Eurorégional
- Mise en valeur de l'Axe Rhône Saône
- Aéroport international Lyon-Saint Exupéry
- Polarités

Octobre 2009
Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise

Chapitre 5

Enjeux pour le projet : lier politiques d'urbanisme et de transport et assurer les connexions multimodales

Face à une explosion de la mobilité et de plus grandes difficultés de circulation au sein du territoire et de la métropole lyonnaise, il s'agit de penser la mise en place d'une offre alternative au mode routier. Cela passe notamment par le renforcement de l'intermodalité. Aussi, le lien entre l'urbanisme et les transports doit être au centre des réflexions du Scot.

5.1 UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT MONOMODAL À REMETTRE EN CAUSE

L'observation des flux domicile-travail a permis de montrer la complexité des déplacements. Ces flux obligent à appréhender le territoire des Rives du Rhône comme un véritable bassin de vie, ouvert sur les territoires qui l'entourent (agglomération lyonnaise, Nord Isère, bassin annonéen et de Beaurepaire).

Les dynamiques démographique et économique du territoire sont fortement génératrices de déplacements qui viennent s'ajouter au trafic de transit observé dans le couloir rhodanien.

L'amélioration des infrastructures routières a participé à la spécialisation et à la dispersion des fonctions urbaines. La voiture particulière est alors devenue le seul mode de transport capable de répondre aux mobilités complexes, générées par ce mode de développement. La consommation excessive d'espaces naturels et agricoles liée à l'habitat, l'allongement des distances et des temps de trajets, la saturation progressive des axes routiers, l'augmentation des nuisances et des émissions de CO_2 sont autant de constats qui remettent aujourd'hui en cause ce modèle de développement. Il apparaît être de plus en plus en contradiction avec les objectifs de développement durable, défendus aux niveaux national et international.

Malgré l'opportunité de développer une desserte quadri-modale (route, fer, voie d'eau et modes doux) au sein des Rives du Rhône, la mobilité du territoire s'appuie essentiellement sur le mode routier. Il représente plus de 80 % du total des déplacements.

Le défi majeur du territoire en termes de déplacements est donc d'arriver à promouvoir un modèle de développement renforçant les liens entre l'urbanisation (zones d'activités, habitat, équipements) et les différents modes de transport, afin de favoriser l'intermodalité et l'usage de modes alternatifs à l'automobile.



Une armature routière en voie de saturation

5.2 L'INTERFACE URBANISME ET TRANSPORT : L'INTERMODALITÉ COMME SEULE ALTERNATIVE DURABLE AUX ENJEUX DE MOBILITÉ

La mise en place du réseau express de l'agglomération lyonnaise (Real), réseau unifié et cohérent à l'échelle de la région (sorte de RER lyonnais), doit permettre aux territoires appartenant à l'aire métropolitaine lyonnaise d'imaginer leur développement, en lien avec l'offre ferroviaire. Celle-ci doit répondre aux enjeux de performance du cadencement et de la tarification pour offrir une alternative crédible au transport routier. Cette réflexion doit être mise à profit dans la construction d'une stratégie de développement du territoire des Rives du Rhône. Cette stratégie s'appuiera sur un réseau ferré efficace qui redéfinit les principes d'urbanisation.

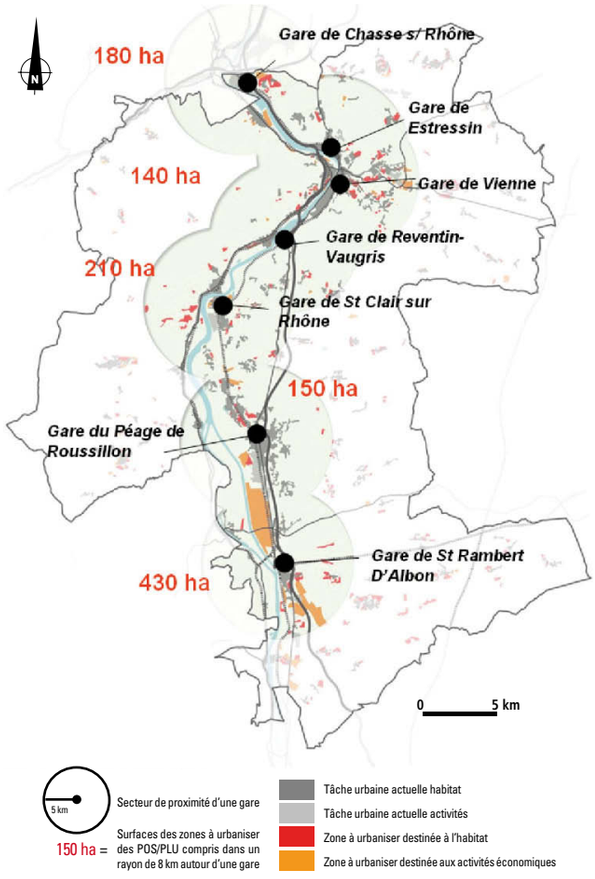
Les gares du territoire fonctionnent déjà aujourd'hui comme des pôles intermodaux.

Plus de la moitié de la population du territoire des Rives du Rhône réside dans un périmètre de 5 km autour d'une gare. On trouve aujourd'hui dans ce périmètre des potentialités foncières importantes (au regard des documents d'urbanisme communaux) destinées à l'habitat ou aux activités économiques.

L'étude « Urbagare », menée en 2007 par l'agence d'urbanisme pour le développement de la région lyonnaise, à l'échelle du territoire, a également permis d'identifier des ressources foncières abondantes dans un périmètre restreint autour des gares (inférieur à 1 km). Ces espaces permettraient notamment une densification du tissu urbain existant, rendue possible par des opérations de renouvellement urbain ou par le renforcement des droits à construire des secteurs classés en zone urbaine dans les documents d'urbanisme communaux.

La stratégie de développement du Scot doit permettre d'accroître la fréquentation des gares du territoire, en renforçant leur accessibilité, tout en optimisant l'urbanisation dans les espaces situés à proximité.

POTENTIALITÉS DE DÉVELOPPEMENT À PROXIMITÉ DES GARES



Source : Données groupe 6 (2005)

5.3 DÉVELOPPER LE TRANSPORT FLUVIAL ET FERROVIAIRE DES MARCHANDISES POUR CONCURRENCER LE MODE ROUTIER



Zone de stockage des conteneurs du port Edouard Herriot de Lyon

La présence d'une voie navigable de très grand gabarit sillonnant le territoire est une opportunité pour développer une stratégie de transport fluvial solide à l'échelle de la métropole lyonnaise et de l'ensemble du parcours de Fos-sur-Mer au port Edouard Herriot à Lyon. Le développement du transport fluvial pourrait venir compléter l'offre pour le transport des marchandises, en diminuant la part accordée au transport routier.

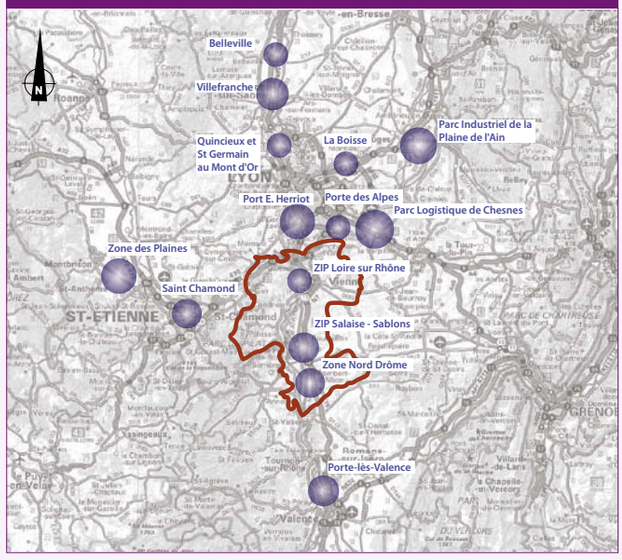
Le développement des zones d'activités économiques ne fait pas aujourd'hui l'objet d'une stratégie globale de développement à l'échelle du territoire. Face à l'explosion du secteur des transports et de la logistique à l'échelle de l'Europe, les enjeux de mobilité nécessitent d'élargir sans cesse les échelles de réflexion. Plusieurs sites industrialo-portuaires du territoire disposent, ou sont en mesure de disposer, d'une desserte multimodale

favorable à l'implantation d'activités liées aux transports. L'inscription de ces sites dans le système métropolitain est incontournable pour valoriser leur multimodalité.

Sur le Rhône, le premier et principal aménagement est le port de Lyon Edouard Herriot : vaste plateforme multimodale équipée d'un terminal à conteneurs et d'un portique de manutention de charges lourdes. Bien relié à Fos-sur-Mer par le Rhône et la voie ferrée, il permet un accès direct à la Méditerranée dans des conditions compétitives pour les entreprises locales et constitue l'avant-port de Marseille.

Sur le territoire du Scot, les sites industrialo-portuaires de Givors - Loire-sur-Rhône au nord de Vienne et de Salaise-Sablons dans le sud, bénéficient d'un positionnement géographique stratégique, à proximité des grands axes routiers, autoroutiers et ferroviaires. Ces sites offrent de réelles perspectives de développement, liées à leurs disponibilités foncières et à la valorisation conjointe de leur desserte trimodale.

PRINCIPALES PLATEFORMES ET SITES LOGISTIQUES MULTIMODAUX DE LA MÉTROPOLE LYONNAISE



Mémo



Document 2

PARTIE 5

Un parc de logements qui ne répond pas à la diversité des besoins

Un marché de l'habitat qui s'uniformise

1.1 UN PARC DE LOGEMENTS NEUFS OÙ DOMINE LA MAISON INDIVIDUELLE

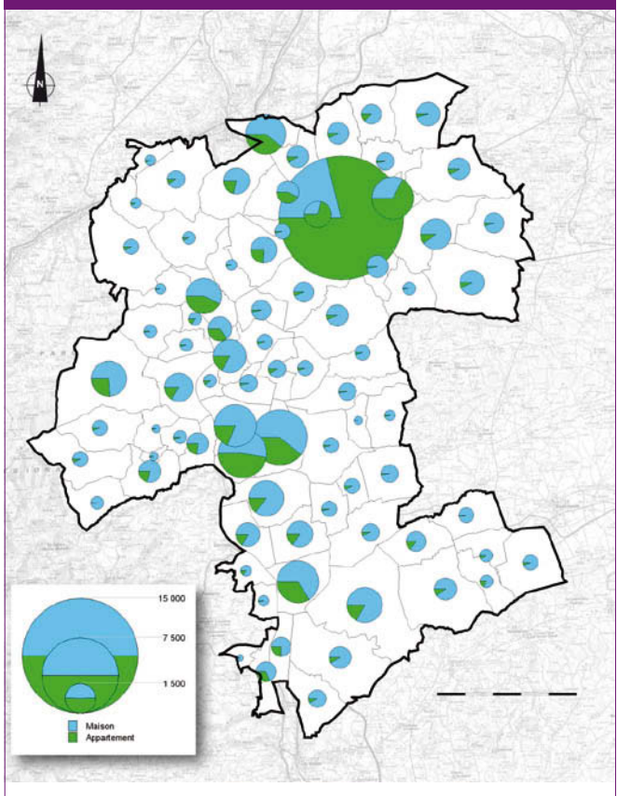
Huit personnes sur dix désirent habiter dans une maison individuelle en France. La maison individuelle représente pour beaucoup un rêve d'habiter et le territoire des Rives du Rhône n'est pas épargné par cette tendance lourde.

Le rythme de construction soutenu de ces dernières années s'est accompagné d'une surreprésentation de la maison individuelle dans les logements produits. Trois quarts des logements neufs construits sur la période 1995-2004 étaient des logements individuels.

La forte demande pour ce type de logements peut s'expliquer par une mauvaise image de la ville, l'envie de « nature », l'envie d'espace et de liberté, l'envie de posséder un « bout de terrain » pour jardiner, l'envie de calme. Mais elle témoigne également de la rareté d'offres alternatives dans les centres urbains.

Ce phénomène touche davantage les communes périurbaines, accessibles depuis le réseau routier, disposant de foncier disponible, au prix dégressif à mesure que l'on s'éloigne des pôles urbains.

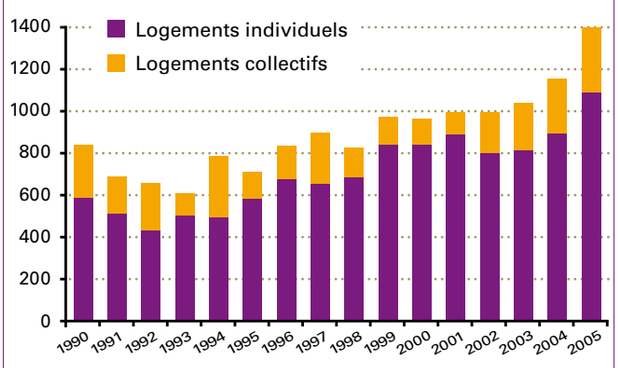
RÉPARTITION DES LOGEMENTS PAR TYPE EN 2006



Source : Sitadel

Cette tendance a des conséquences spatiales importantes sur le territoire : une consommation excessive d'espaces naturels et agricoles, un allongement des distances parcourues domicile-travail, un éloignement aux principaux services et équipements. Elle engendre une dépendance à l'automobile qui devient le seul moyen de transport pertinent dans des secteurs insuffisamment denses pour permettre la mise en place d'un réseau de transports en commun. Les conséquences sont aussi lourdes sur les paysages : homogénéité des formes urbaines et des modes d'urbanisation, banalisation des paysages, création de « non lieux » sans identité remarquable, pauvreté de l'architecture et des matériaux utilisés, absence de réflexion globale dans les projets d'urbanisation.

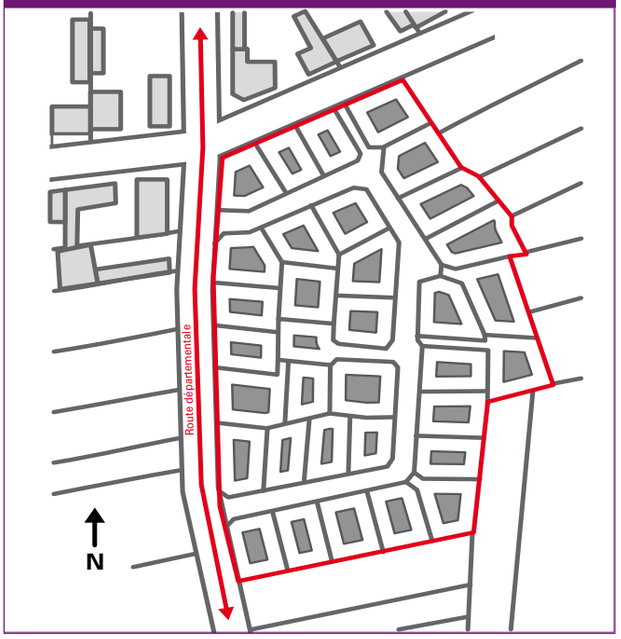
ÉVOLUTION DE LA PART DES LOGEMENTS COLLECTIFS ET INDIVIDUELS DANS LA PRODUCTION NEUVE ENTRE 1990 ET 2005



Source : Sitadel

1.2 UN MANQUE DE QUALITÉ DANS LES NOUVELLES OPÉRATIONS

LE DÉCOUPAGE DU PARCELLAIRE ET L'IMPLANTATION DU BÂTI : EXEMPLE D'UN DÉCOUPAGE « CLASSIQUE »



Les modes de développement constatés sont qualitativement pauvres :

- Le découpage du parcellaire est relativement homogène au niveau de sa taille et de sa forme.
- Le système viaire est simple et se termine le plus souvent en impasse, il ne permet pas la continuité des espaces urbanisés.
- Le bâti est souvent implanté au milieu de la parcelle ne respectant aucun alignement.
- Les espaces publics sont souvent pauvres, voire inexistants.
- Les constructions ne sont pas intégrées au tissu villageois et aux espaces environnants.

Ce constat s'explique par de multiples causes :

- l'absence de réflexion urbaine dans le développement des bourgs et des villages (connexions avec le village ignorées, multiplication des zones étanches...)
- des limites avec les zones agricoles souvent brutales qui ont un fort impact, notamment dans les espaces très ouverts
- l'augmentation du prix du foncier diminuant les possibilités d'investissement dans la construction
- l'intégration de la maison individuelle dans un phénomène de masse (commercialisation de produits, rentabilisation, diminution des coûts)
- l'absence d'architectes associés à la réflexion facilitant l'adaptation de la construction à son environnement (adaptation à la pente, au soleil, au vent...)



Transition brutale de constructions récentes à l'entrée d'un village du territoire

1.3 UNE CARENCE EN LOGEMENTS LOCATIFS, NOTAMMENT AIDÉS

Sur le plan social, le parc de logements se caractérise par un manque de diversité et n'offre plus les conditions nécessaires à la satisfaction de l'ensemble des parcours résidentiels. La surreprésentation de la maison individuelle dans les logements construits ces dernières années, ainsi que la croissance des prix du foncier a entraîné un affaiblissement du parc locatif et une baisse de la proportion des petits logements. Cette situation pénalise d'autant plus les jeunes ménages et les personnes aux revenus modestes qui, poussés au-delà des centres urbains, subissent pleinement l'augmentation du coût des transports.

Avec 14 % de l'ensemble du parc, les logements aidés sont insuffisamment représentés notamment dans les pôles urbains. Les deux tiers de l'offre se concentrent sur quatre communes. Vienne et Pont-Évêque, concentrent à elles seules 40 % du parc HLM du territoire et sont les seules communes à posséder plus de 20 % de logements sociaux dans leur parc. 31 communes n'ont aucune offre.

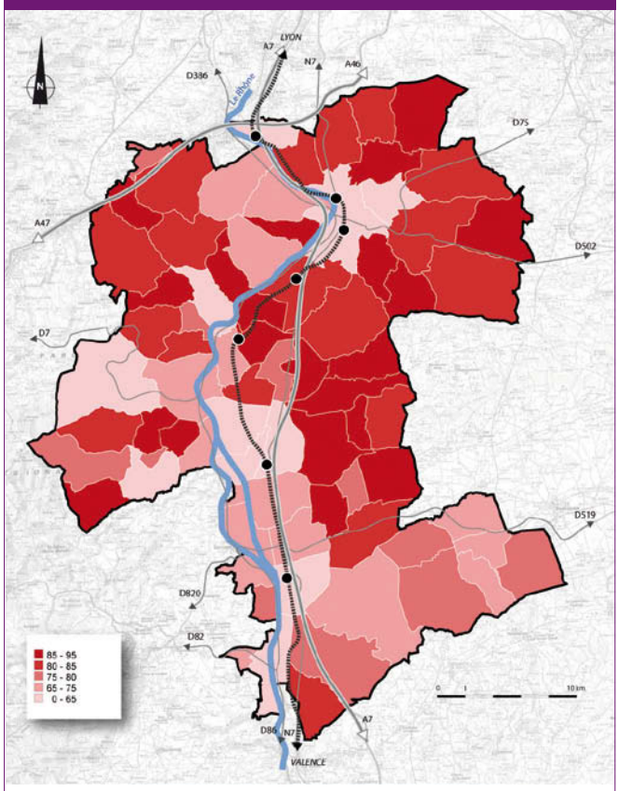
À l'échelle des structures intercommunales, la part de logements aidés est aussi très variable : l'on compte un rapport de 1 à 7 par exemple entre la communauté de communes de la région de Condrieu (3 %) et la CAPV (23 %).

Le parc locatif se répartit environ pour moitié entre le locatif privé et le locatif social. La part des propriétaires est en augmentation sur le territoire des Rives du Rhône (63 % en 2006 contre 60 % en 1999). On note également un tassement dans la production de logements HLM avec 852 logements supplémentaires sur la période 1999-2006 contre 1946 logements supplémentaires sur la période 1990-1999.

Suivant le statut d'occupation, trois grandes catégories apparaissent :

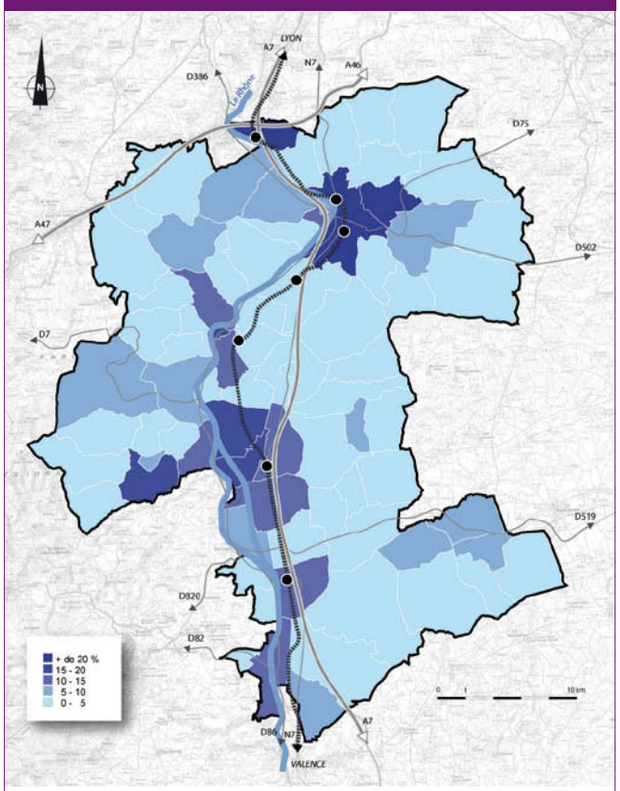
- les centres urbains où la part du locatif est plus importante : Vienne, Pont-Évèque, Chasse-sur-Rhône, Le Péage-de-Roussillon et Roussillon
- les centres-villes plus « traditionnels » où l'on constate un équilibre entre les propriétaires et les locataires : Saint-Maurice-l'Exil, Roussillon, Péage-de-Roussillon, Saint-Rambert-d'Albon
- les communes situées en périphérie, majoritairement composées de propriétaires, qui offrent un parc locatif plus limité

PART DES PROPRIÉTAIRES DANS LE PARC TOTAL DE LOGEMENTS EN 2006 (EN %)



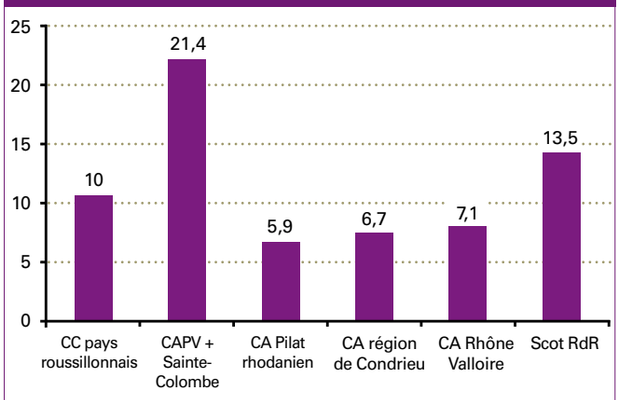
Source Insee

PART DES LOGEMENTS SOCIAUX DANS LE PARC TOTAL DE LOGEMENTS EN 2006 (EN %)



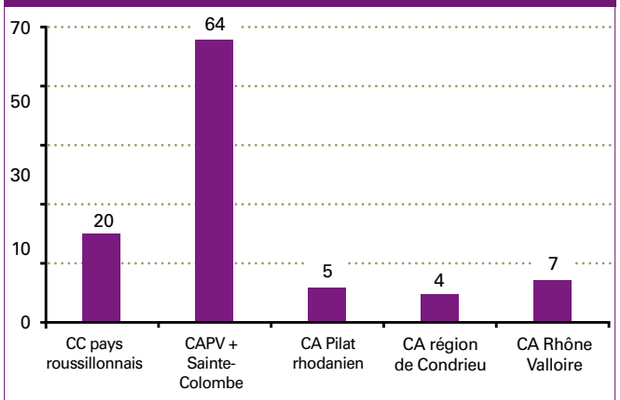
Source Insee

PART DES LOGEMENTS AIDÉS DES COMMUNAUTÉS DE COMMUNES DANS LE PARC TOTAL DE LOGEMENTS EN 2006 (EN %)



Source Insee

PART DES LOGEMENTS AIDÉS DES COMMUNAUTÉS DE COMMUNES PAR RAPPORT AU PARC EN LOGEMENTS AIDÉS DU SCOT EN 2006 (EN %)



Source Insee

1.4 DES POLITIQUES URBAINES ET DU LOGEMENT CONFRONTÉES À DES ENJEUX DE COHÉSION SOCIALE ET DE RENOUVELLEMENT URBAIN

L'agglomération viennoise notamment compte plusieurs quartiers caractérisés par des écarts de développement importants avec le reste du territoire intercommunal. Déjà identifiés dans le cadre du contrat de ville 2000-2006, **7 quartiers ont été retenus** dans le cadre de la géographie prioritaire du contrat urbain de cohésion sociale :

Territoires retenus par l'État en décembre 2006	Quartiers	Commune
Niveau 1 : très prioritaires	Salomon-Vallée de la Gère	Vienne
	Malissol	Vienne
	Plan des Aures – Les Genêts	Pont-Évêque
Niveau 2 : prioritaires	Grand Estressin	Vienne
	Barbières-Château	Chasse-sur-Rhône
Niveau 3	La Gare	Chasse-sur-Rhône
	L'Isle	Vienne

Au regard de l'évolution des quartiers du pays viennois et des enjeux de cohésion sociale et urbaine, le contrat urbain de cohésion sociale (CUCS) fixait en 2006 les priorités suivantes :

- concentrer les moyens d'intervention sur les quartiers qui enregistrent les plus grosses difficultés objectives (écarts de revenus, cadre de vie et ambiance urbaine détériorée, situation des familles)
- accompagner progressivement le retour au droit commun des quartiers moins en difficulté

Pour mettre en œuvre le projet de cohésion sociale et urbaine de l'agglomération viennoise, les partenaires ont défini 5 champs d'intervention prioritaires :

- l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie
- l'accès à l'emploi et le développement économique
- la réussite éducative, incluant notamment l'action scolaire, sportive et culturelle
- la santé
- la citoyenneté et la prévention de la délinquance

Parmi les quartiers « politique de la ville » de l'agglomération, les quartiers de **Malissol à Vienne** et du **Plan des Aures à Pont-Evêque** font l'objet d'une attention particulière dans le cadre du renouvellement urbain. Géographiquement, ce sont des quartiers très proches et liés dans leur fonctionnement social et urbain. Les outils d'observation et de suivi (observatoire de l'habitat, observatoire de la délinquance) font ressortir leur particulière fragilité. Ils forment un territoire situé au cœur de l'agglomération, dans lequel sont concentrées les difficultés liées à la précarité économique, au logement, ainsi qu'aux dysfonctionnements sociaux qui les rendent peu attractifs pour de nouveaux arrivants. Le parc de logements sociaux apparaît trop important à l'échelle de ces deux quartiers et la typologie des logements répond mal aux besoins de la population.



Le Plan des Aures – Pont-Évêque

Un habitat qui consomme de plus en plus d'espace

Avec une superficie d'environ 950 km², la densité moyenne du territoire est de 162,7 habitants par km². Celle-ci est comparable à celle du département de l'Isère (147 hab/km²) mais supérieure à celle de la région Rhône-Alpes (129 hab/km²).

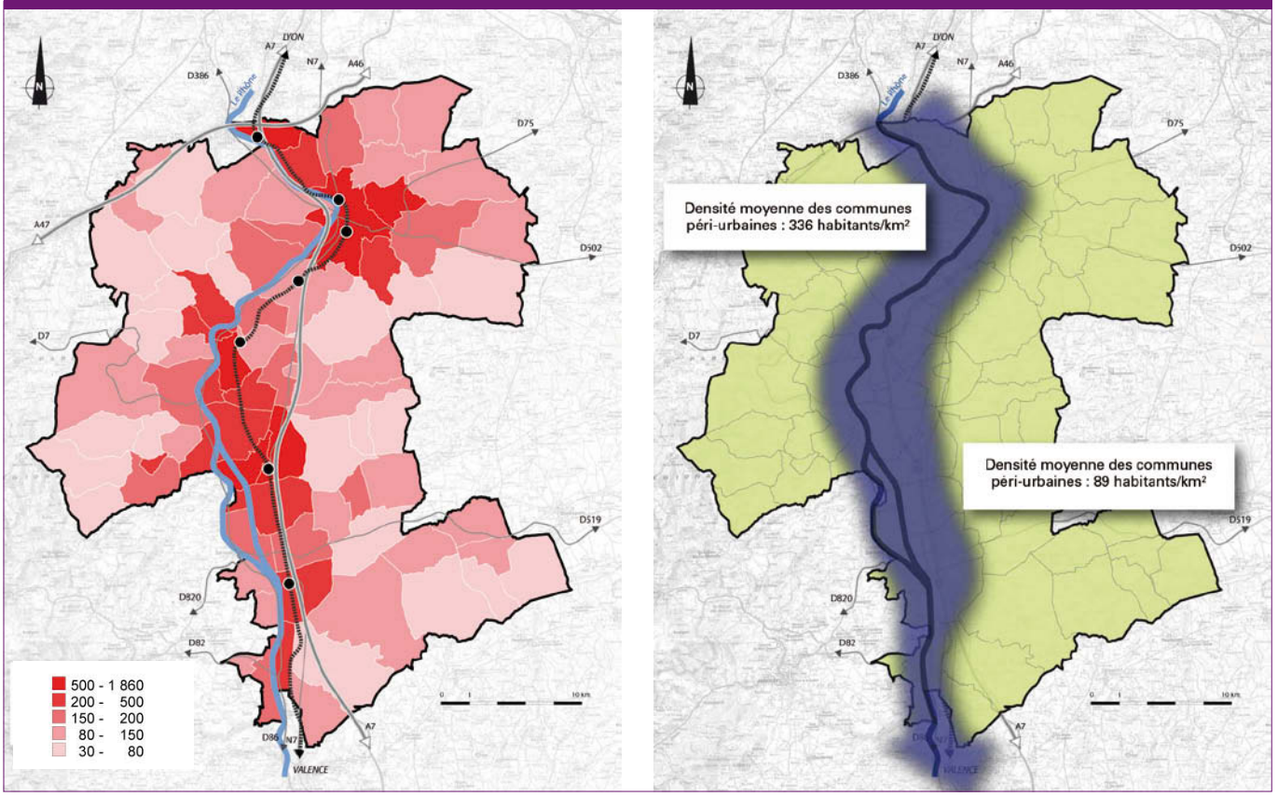
Sur l'ensemble du territoire, de grandes disparités sont présentes. Le couloir rhodanien concentre une grande partie de la population et accueille les principaux pôles urbains. 100 000 habitants (soit environ deux tiers de la population totale) habitent sur un tiers du territoire, avec une densité moyenne de 336 hab/km².

L'ensemble des communes péri-urbaines possède une densité moyenne d'environ 89 hab/km², soit 4,5 fois moins que celle de la vallée du Rhône.

L'évolution récente du territoire, largement influencée par le dynamisme de la région urbaine lyonnaise et l'accroissement de la mobilité, semble modifier peu à peu cette répartition spécifique des densités de population sur le territoire des Rives du Rhône. Le couloir rhodanien, qui autrefois absorbait l'essentiel de la croissance démographique, voit désormais l'augmentation de sa population se stabiliser au profit des communes périurbaines.

Sur la période 1999-2006, la densité moyenne et le taux de croissance annuel moyen de la population du couloir rhodanien, ont diminué par rapport à la période précédente, contrairement à l'arrière-pays qui, lui, a connu une situation inverse (cf. partie 1).

LES DENSITÉS DE POPULATION DU TERRITOIRE EN 2006 (EN HAB/KM²)



La conjugaison du fort taux de construction dans les villages et d'une densité globale très faible de logements par hectare (environ 13 lgts/ha ces dernières années), explique que les territoires les plus ruraux sont ceux qui, proportionnellement aux autres, ont beaucoup artificialisé les sols ces dernières années. Entre 2000 et 2009, on note également un relatif processus de dé-densification du territoire, notamment sur les communes les plus urbaines (villes mais surtout agglomérations), qui alerte le projet de Scot. Ce phénomène explique en partie l'importante consommation foncière de ces dernières années.

Cette évolution en négatif de la densité des logements s'explique par l'importante production et la part prépondérante des maisons individuelles dans les constructions. S'il ne s'est pas construit moins de logements collectifs entre 2000 et 2009 que les années précédentes, la très forte périurbanisation réalisée pour les trois quarts sous la forme de logements individuels, conduit à une baisse relative de la part de logements collectifs dans l'ensemble du parc des communes et à une diminution de la densité globale des zones bâties. (cf. shémas suivants).

ÉVOLUTION DE LA DENSITÉ DE L'HABITAT ENTRE 2000 ET 2009 SELON LES POLARITÉS

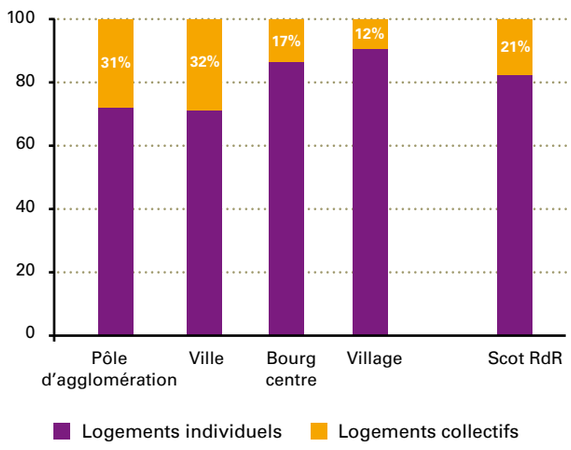
	Densité de l'habitat 2000	Densité de l'habitat 2009	Densité de l'habitat nouvelles opérations 2000 - 2009
Pôle d'agglomération	22,23 lgts/ha	21,44 lgts/ha	15,87 lgts/ha
Ville	19,29 lgts/ha	19,24 lgts/ha	18,86 lgts/ha
Bourg centre	12,96 lgts/ha	13,12 lgts/ha	14,03 lgts/ha
Village	9,76 lgts/ha	9,88 lgts/ha	10,53 lgts/ha
Scot RdR	15,53 lgts/ha	15,17 lgts/ha	12,99 lgts/ha

Source : Safer

La surface moyenne consommée pour chaque nouveau logement sur le territoire est ainsi estimée à environ 1 300 m² ces dernières années (données Sitadel). Elle a aujourd'hui tendance à diminuer avec une surface moyenne descendant en dessous des 1 000 m² de foncier par logement. Les modes de développement et les formes urbaines produites ne sont pas pour autant remis en cause.

À ce rythme, selon les sources utilisées (SpotThema, Safer, Sitadel), on peut estimer qu'entre 700 et 900 ha de foncier ont été artificialisés pour les seuls besoins de l'habitat entre 2000 et 2010.

TYPOLOGIE DES LOGEMENTS CONSTRUITS ENTRE 2000 ET 2009



Source : Sitadel

CONSOMMATION FONCIÈRE MOYENNE PAR LOGEMENT EN M² ENTRE 1997 ET 2004



Source : DRE / Sitadel

Chapitre 3

Enjeux pour le projet : densifier et diversifier

Ralentir et inverser les dynamiques urbaines à l'oeuvre s'avère indispensable pour assurer un développement du territoire soutenable sur le long terme. Même si les effets d'une politique de redensification ne seront visibles que sur un temps long, la projection dans le temps du rythme de consommation foncière actuelle pour les seuls besoins de l'habitat ne peut être acceptable. Il faut offrir des logements répondant mieux à la diversité des besoins, en recherchant le foncier nécessaire d'abord au sein des disponibilités restantes dans le tissu urbain avant d'envisager de nouvelles extensions.

3.1 TRAVAILLER SUR LA DIVERSITÉ DE L'HABITAT POUR RÉPONDRE AUX BESOINS ACTUELS ET FUTURS

La croissance prévisible de la population et l'évolution de la structure des ménages entraînent des besoins quantitatifs. Sur la base d'une croissance prévisible de 45 000 habitants entre 2007 et 2030, on estime à environ 25 000 le nombre de logements qui devront être construits.

Au-delà d'un objectif uniquement quantitatif, c'est sur le plan qualitatif qu'une stratégie de développement de l'habitat devra être mise en place, pour accompagner les évolutions socio-démographiques du territoire.

L'évolution du parc de logements dans les années à venir devra notamment prendre en compte l'évolution de la demande qui s'orientera de plus en plus vers les petits logements en lien avec la diminution de la taille des ménages (vieillissement de la population, décohabitation, etc.). Il faudra également anticiper l'augmentation de la demande en logements aidés pour faire face à la hausse du prix du foncier, à la hausse du coût du logement privé et pour faciliter les parcours résidentiels des ménages.

Cela passe par une politique de diversification des logements, dans leur forme (plus de maisons intermédiaires, de collectifs), dans leur taille (augmentation du nombre de foyers de petite taille), dans leur nature (location, dont location sociale, accession à la propriété, etc.). Cette diversification passe également par un encadrement à l'amont des extensions urbaines qui garantit la qualité d'insertion paysagère et bâtie des nouvelles opérations.

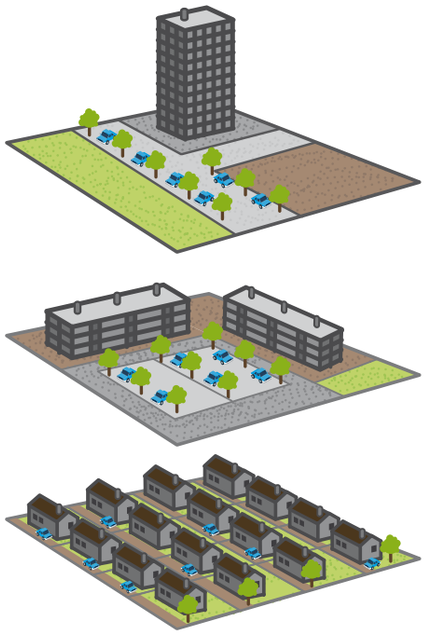
Cet enjeu de diversification et de saut qualitatif dans les formes urbaines, de meilleure adéquation avec les attentes citoyennes et de génération de lien social s'applique également aux actions de renouvellement de la ville sur elle-même, particulièrement sur les quartiers « politique de la ville ». Ces derniers doivent faire l'objet d'une attention et d'efforts spécifiques participant à l'amélioration de leur cohésion sociale et urbaine.



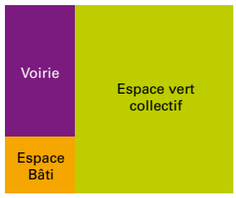
Exemple d'opération d'habitat dense avec des formes urbaines diversifiées

3.2 DONNER ENVIE DE « DENSE CITÉ »

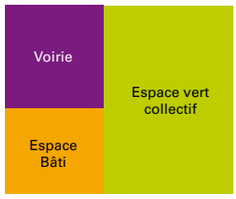
LA DENSITÉ ET SES PERCEPTIONS



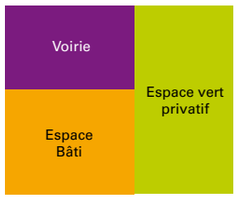
R+11
36 logements de 70 m²
Emprise au sol du bâti = 10 %
79 habitants
Densité de 157 habitants/ha



R+2
36 logements de 70 m²
Emprise au sol du bâti = 17 %
79 habitants
Densité de 157 habitants/ha



R+combles
24 logements de 105 m²
Emprise au sol du bâti = 33 %
67 habitants
Densité de 133 habitants/ha



La diversification des formes urbaines est également un moyen essentiel, par la densification urbaine qu'elle permet, de diminuer la consommation foncière.

La densité n'est pas simplement liée à la hauteur des constructions, mais est aussi le résultat d'une combinaison entre le choix de la forme urbaine, des espaces occupés par le bâtiment, la voirie et les espaces verts privatifs ou collectifs.

Un quartier d'habitation, composé de maisons individuelles mitoyennes et de maigres espaces verts privatifs donnera l'impression d'une plus grande densité urbaine qu'un immeuble collectif entouré de vastes espaces végétalisés, bien que leur densité soit équivalente.

Il existe aujourd'hui des discours opposés entre les experts, qui souhaitent promouvoir une densité élevée, et les citoyens. La recherche d'un modèle social lié au désir d'habiter une maison individuelle, en discontinuité avec le tissu urbain, entourée d'importants espaces privatifs ne présentant pas de difficultés pour stationner est l'objet du conflit. Ce modèle va à l'encontre de l'urbanité, défendant un urbanisme intégré à son environnement, fonctionnel, facilitant les échanges entre les individus.

Un des enjeux du Scot sera de « donner envie de ville » en démontrant que la densification urbaine, au-delà de l'intérêt général d'économie foncière à long terme, peut être synonyme d'une meilleure qualité de vie, dans son logement comme dans son quartier, pour les futurs habitants des Rives du Rhône.

3.3 ROMPRE AVEC L'ÉPARPILLEMENT URBAIN ET RÉ-ASSEOIR LE « CENTRE » (VILLE/VILLAGE) COMME LIEU DE DÉVELOPPEMENT PRÉFÉRENTIEL DU BÂTI

SIMULATION DU DÉVELOPPEMENT D'UN VILLAGE AU « FIL DE L'EAU »



Exemple de développement d'un village au « fil de l'eau »

Les différentes étapes :

1- village « carrefour » dense organisé

2- pression foncière liée à l'accroissement de la population, accompagnée d'une fragilisation des espaces agricoles en périphérie du village

3- extension du village en périphérie, le long des axes de communication, sans lien avec le centre-bourg et sans réelle maîtrise des limites de l'urbanisation

La consommation excessive d'espace par l'habitat s'est conjuguée avec une dilution de l'urbanisation, un éparpillement des constructions sur l'ensemble du territoire, amenant à construire toujours plus loin, toujours plus éloigné des centralités. Ce phénomène se constate à toutes les échelles : à l'échelle de l'aire métropolitaine lyonnaise, les Scot périurbains ont plus construit que dans l'agglomération ; à l'échelle du Scot, les villages ont plus construit que les villes ; à l'échelle des villages, un plus grand nombre de logements ont été réalisés, de façon dispersée, dans la commune que dans le centre-bourg.

Cette dynamique globale, pour les raisons qui ont été expliquées (dépendance automobile et augmentation des déplacements, consommation foncière, gêne aux activités agricoles, etc.), doit être inversée en revalorisant la centralité communale comme siège du développement urbain futur.

Il faudra en ce sens veiller à valoriser le foncier disponible en zone bâtie avant le foncier en extension, le foncier du centre-bourg des communes avant le foncier des écarts ou hameaux, etc. Ceci pour mettre un terme définitif au développement au « fil de l'eau » tel que décrit dans le schéma précédent.



Document 3

Articulation du Scot avec les autres documents d'urbanisme, plans et programmes

PARTIE 1 136
Les documents de rang supérieur avec lesquels le Scot doit être compatible

PARTIE 2 146
Les documents devant être compatibles avec le Scot

PARTIE 3 152
La prise en compte des autres documents, plans et programmes

PARTIE 4 158
L'articulation du Scot des Rives du Rhône avec les autres Scot

Le présent document du rapport de présentation a pour objet de décrire l'articulation du Scot avec les autres documents d'urbanisme, plans et programmes dans le sens des dispositions prévues à l'article R.122-2 du code de l'urbanisme :

Le rapport de présentation « décrit l'articulation du schéma avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération [...] ».



Document 3

Sommaire

PARTIE 1

LES DOCUMENTS DE RANG SUPÉRIEUR AVEC LESQUELS LE SCOT DOIT ÊTRE COMPATIBLE 136

1.1 DTA, PROJETS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET PROJETS DE L'ÉTAT 137

1.1.1 La DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise 137
1.1.2 Les projets d'intérêt général (PIG) 139
1.1.3 Les grands projets d'infrastructures (Col et CFAL) 139

1.2 LA LOI MONTAGNE 140

1.3 LE SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN RHÔNE MÉDITERRANÉE ET CORSE (SDAGE) 141

1.4 LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX BIÈVRE-LIERS-VALLOIRE 143

1.5 LA CHARTE DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU PILAT « OBJECTIF 2010 » 143

1.5.1 Le projet du territoire : 3 orientations 143
1.5.2 Le plan de parc : 3 espaces 143

1.6 LE PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT 144

PARTIE 2

LES DOCUMENTS DEVANT ÊTRE COMPATIBLES AVEC LE SCOT 146

2.1 LES DOCUMENTS D'URBANISME COMMUNAUX 147

2.2 LES PROGRAMMES LOCAUX DE L'HABITAT 148

2.3 LES PLANS DE DÉPLACEMENTS URBAINS 149

2.4 LES SCHÉMAS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL 149

2.5 LES PLANS DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR 149

2.6 LES AUTORISATIONS D'URBANISME COMMERCIAL 149

2.7 LES CONSTRUCTIONS ET OPÉRATIONS DEVANT ETRE COMPATIBLES AVEC LE SCOT 150



PARTIE 3

LA PRISE EN COMPTE DES AUTRES DOCUMENTS, PLANS ET PROGRAMMES 152

3.1 LES CONTRATS DE PAYS RHÔNE PLURIEL ET DRÔME DES COLLINES 153

3.1.1 Le CDPRA Rhône Pluriel 153
3.1.2 Le CDPRA Drôme des collines 153

3.2 LES CONTRATS DE RIVIÈRE 154

3.2.1 Le contrat de rivière du Gier 154
3.2.2 Le contrat de rivière Cance - Deume - Torrenson 154
3.2.3 Le contrat de rivière des quatre vallées 154

3.3 LES PLANS DÉPARTEMENTAUX D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS 155

3.4 LES SCHÉMAS DÉPARTEMENTAUX DES CARRIÈRES 156

3.5 LE SCHÉMA RÉGIONAL DE GESTION SYLVICOLE DES FORÊTS PRIVÉES 156

3.6 LES ORIENTATIONS RÉGIONALES FORESTIÈRES EN RHÔNE-ALPES 156

Document 3

Sommaire

PARTIE 4

L'ARTICULATION DU SCOT DES RIVES DU RHÔNE AVEC LES AUTRES SCOT 158

4.1 L'INTER-SCOT : LES RIVES DU RHÔNE DANS LA « MAISON COMMUNE » MÉTROPOLITAINE 159

4.1.1 Promouvoir un modèle anti « tâche d'huile » 159
4.1.2 Mettre la nature à portée des habitants 159
4.1.3 La constitution du réseau express métropolitain, une priorité 160
4.1.4 La recherche de l'excellence et de la complémentarité 160

4.2 DES « SCOT À SCOT » POUR HARMONISER LES POLITIQUES TERRITORIALES PROMUES SUR LES TERRITOIRES D'INTERFACE 160

4.2.1 L'articulation avec le Scot de l'agglomération lyonnaise 161
4.2.2 L'articulation avec le Scot Sud Loire : le massif du Pilat 162
4.2.3 L'articulation avec le Scot Nord Isère : les territoires des quatre vallées et du pays saint-jeannais 162
4.2.4 L'articulation avec les Scot de la région urbaine grenobloise et du bassin d'Annonay 163





Document 3

PARTIE 1

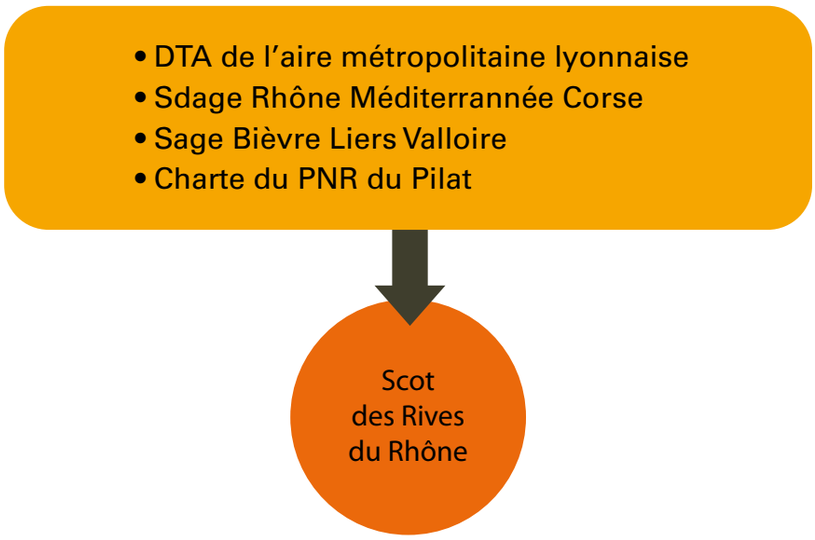
Les documents de rang supérieur avec lesquels le Scot doit être compatible

Selon les articles L. 111-1-1 et L. 122-1 du code de l'urbanisme, le Scot doit être compatible avec les documents suivants :

- la directive territoriale d'aménagement de l'aire métropolitaine lyonnaise (DTA), les projets d'intérêt général (PIG) et projets de l'État
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux des bassins Rhône Méditerranée et Corse (Sdage)
- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) Bièvre Liers Valloire (en cours d'élaboration)
- la charte du parc naturel régional du Pilat (en cours de révision)

En application de l'article L147-1 du code de l'urbanisme, le Scot doit également être compatible avec les dispositions applicables aux zones de bruit des aérodromes (plans d'exposition au bruit).

DOCUMENTS DE RANG SUPÉRIEUR AVEC LESQUELS LE SCOT DOIT ÊTRE COMPATIBLE



1.1 DTA, PROJETS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET PROJETS DE L'ÉTAT

1.1.1 La DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise

Les directives territoriales d'aménagement (DTA) sont des documents de planification, élaborés sous la responsabilité de l'État en association avec les collectivités territoriales et les groupements de communes concernés, puis approuvé par décret en conseil d'État.

Les DTA fixent :

- les orientations fondamentales de l'État en matière d'aménagement et d'équilibre entre les perspectives de développement, de protection et la mise en valeur des territoires
- les principaux objectifs de l'État en matière de localisation des grandes infrastructures de transports et des grands équipements, ainsi qu'en matière de préservation des espaces naturels, des sites et des paysages

Le cas échéant elles peuvent également préciser les modalités d'application des lois littoral et montagne.

Approuvée par décret n°2007-45 du 9 janvier 2007, la DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise couvre les agglomérations de Lyon, de Saint-Étienne et du Nord Isère. Seule la partie nord du territoire du Scot (communauté d'agglomération du pays viennois et communauté de communes de la région de Condrieu) est couverte par la DTA.

Les objectifs de la DTA	La prise en compte dans le Scot
Renforcer l'armature urbaine du territoire et lutter contre l'étalement urbain → en affirmant le rôle des pôles d'équilibre comme relais du développement urbain et en développant les relations en transports collectifs → en construisant les deux tiers au moins des logements nouveaux dans les secteurs déjà urbanisés et en accueillant prioritairement la population, les services, les pôles d'emplois tertiaires et les équipements dans les pôles urbains bénéficiant d'une bonne desserte → en mettant en place une politique foncière forte en faveur d'une meilleure maîtrise de l'étalement urbain, d'une diversification des typologies de logements, d'une plus grande qualité architecturale et urbaine...	Le Scot donne un rôle prépondérant aux agglomérations de Vienne (pôle secondaire) et de Roussillon – Saint-Rambert-d'Albon dans l'accueil de nouveaux habitants, dans un objectif de densification, de lutte contre l'étalement urbain et de renforcement du lien urbanisme/transport. Ainsi les agglomérations et villes de la vallée du Rhône devraient accueillir les deux tiers des nouveaux logements. Il prolonge également les orientations de la DTA : → en imposant un volume maximal de logements à produire dans les secteurs ruraux et périurbains → en favorisant la diversification des typologies de logements et la densification (densités minimum selon le type de commune allant de 20 à 40 logements/ha) → en interdisant l'extension des hameaux au-delà de leur enveloppe actuelle et en priorisant le développement urbain en renouvellement et dans les dents creuses → en imposant la réalisation d'orientations d'aménagement pour les zones à urbaniser des PLU
Développer une offre en transports plus durable et réaliser certains grands projets d'infrastructures En matière de transports la DTA se fixe plusieurs objectifs : → renforcer le lien urbanisme/transport et développer une desserte ferroviaire de qualité → donner la priorité aux modes de transports alternatifs à la route (fer, fleuve) et favoriser la complémentarité et la connexion entre les différents modes (transport voyageurs et marchandises) → réaliser les contournements routiers et ferroviaires de l'agglomération lyonnaise (COL et CFAL) → prendre en compte les transports en commun interurbains dans les volets transports des Scot et des PDU	Le modèle de développement retenu pour le Scot permettra d'accueillir la majeure partie de la population attendue dans les secteurs déjà urbanisés de la vallée du Rhône, à proximité des axes de transports et notamment des lignes ferroviaires de transports voyageurs (TER). Ainsi, 8 à 19 % de la population attendue à l'échelle du Scot pourrait être accueillie à moins d'un kilomètre des six gares du territoire, dans de véritables pôles-gares plurifonctionnels garants d'un meilleur usage du train, notamment pour les déplacements concernant l'agglomération lyonnaise. Partout ailleurs, le développement de l'urbanisation prioritairement dans les centres-bourgs facilitera la mise en place de réseaux de transports en commun dont le développement sera étudié au niveau intercommunal. Par ailleurs, le Scot se réfère explicitement aux grands projets d'infrastructures identifiés dans la DTA. Il impose de lier le développement des zones d'activités à leur capacité de desserte en transports en commun et impose une desserte à minima bimodale pour les activités logistiques.
Préserver les espaces naturels et agricoles et gérer les risques → Délimiter clairement et protéger les espaces naturels et agricoles dans les documents d'urbanisme, notamment dans les territoires périurbains à dominante rurale comme le plateau de Longes-Échalas ; sur ces secteurs, le développement résidentiel doit se faire en densification au sein de la partie urbanisée existante et exceptionnellement par greffe sur des noyaux urbains existants, sur la base des besoins liés à la décohabitation et au renouvellement du parc ancien. → Promouvoir un développement plus qualitatif que quantitatif dans les cœurs verts (balmes viennoises, Pilat). Les espaces de liaison entre ces cœurs verts ne doivent accueillir ni développement résidentiel, ni développement économique, ni grandes infrastructures de transports sauf exception dûment justifiée, afin de favoriser les échanges écologiques.	L'environnement est au cœur du projet Scot. Le Dog identifie des espaces naturels remarquables (cœurs verts, espaces protégés et préservés), des corridors biologiques, des espaces de respiration et des zones de passage de faune à protéger. Des transitions non urbaines sont maintenues dans le Scot entre la vallée du Rhône et le massif du Pilat, par la protection d'espaces naturels, la prise en compte des réseaux écologiques et des enjeux paysagers, ainsi que par la limitation de l'expansion urbaine des communes du Scot. Le maintien d'une trame verte aux abords de Vienne sera garanti par la protection des espaces naturels et agricoles, le maintien d'espaces de respiration et la protection de certains espaces naturels. Les enjeux de la trame verte se superposent de plus aux besoins et aux fonctions des réseaux écologiques.

Les objectifs de la DTA	La prise en compte dans le Scot
→ Assurer une transition non urbaine entre la vallée du Rhône et le massif du Pilat. → Préserver les corridors d'eau (ressources naturelles, loisirs et tourisme verts, valorisation des milieux naturels…). → Maintenir les trames vertes (secteur viennois et rive droite du Rhône dans la région de Condrieu), afin de répondre aux enjeux de pénétration de la nature en ville, de maintien des corridors écologiques, de qualité du cadre de vie, d'accessibilité aux sites naturels en périphérie. → Mettre en place les conditions d'une gestion équilibrée et concertée de la ressource en eau. → Gérer les risques naturels et technologiques.	L'objectif de préservation des cœurs verts est clairement affirmé dans le Scot, puisque des prescriptions spécifiques sont inscrites dans le Dog en faveur d'un développement plus qualitatif que quantitatif de ces espaces, clairement identifiés et délimités dans le Scot.
Promouvoir un développement durable des zones d'activités économiques et commerciale → Proposer une hiérarchisation des zones d'activités économiques en distinguant notamment des zones d'envergure métropolitaine (site de Givors – Loire-sur-Rhône) et des zones intercommunales. → Localiser les nouveaux pôles d'emplois, grands équipements et centres commerciaux majeurs le long des principaux axes de TC urbains ou à proximité des gares et desservir les zones d'activités logistiques par au moins deux modes de transports. → Assurer une desserte en transports en commun des zones d'activités.	Le Scot distingue 2 types de zones d'activités : les zones de rayonnement intercommunal et les grandes zones d'activités. Le territoire est doté de plusieurs zones d'activités multimodales, existantes ou en projet, qui seules pourront accueillir des activités logistiques. Le site industrialo-portuaire de Givors – Loire-sur-Rhône, identifié comme zone d'envergure métropolitaine dans la DTA fait l'objet d'une attention particulière dans le Scot. Une étude spécifique de redéploiement des activités sur ce site EDF et CNR a notamment été réalisée en partenariat avec le Scot de l'agglomération lyonnaise. La Zip de Salaise-Sablons et le parc d'activités Nord Drôme Ardèche font également l'objet de prescriptions particulières de par leur importance en termes de disponibilités foncières. Dans les agglomérations et leurs communes limitrophes, toute extension ou création de ZAE doit être accompagnée du développement progressif d'une desserte TC (ligne fixe ou TAD), adaptée selon la nature et le volume des déplacements engendrés par la ZAE. Par ailleurs, le Scot impose la réalisation d'un plan d'aménagement pour chaque zone d'activités (recommandations architecturales, paysagères…).

1.1.2 Les projets d'intérêt général (PIG)

Les PIG constituent l'un des outils dont dispose l'État pour garantir la réalisation de projets présentant un caractère d'utilité publique et relevant d'intérêts dépassant le cadre communal voire intercommunal.

Le territoire du Scot est concerné par un projet d'intérêt général, sur le département de la Drôme.

Il s'agit du plan de gestion des boisements relevant de l'arrêté interpréfectoral n°771 du 28 février 2003, déclarant d'intérêt général le projet de mise en place d'un plan de gestion des boisements des berges de la partie drômoise du bassin versant Bièvre-Liers-Valloire présenté par la communauté de communes Rhône Valloire.

La prise en compte dans le Scot

Le Scot prolonge cet objectif en imposant la préservation des ripisylves.

1.1.3 Les grands projets d'infrastructures (CoI et CFAL)

Le projet de contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise (CFAL) doit conduire à la création d'une nouvelle ligne ferroviaire qui permettra aux trains de marchandises d'éviter de transiter par Lyon et la gare de la Part-Dieu.

Le contournement ouest de Lyon a quant à lui pour premier objectif de capter les trafics de transit nord-sud (A6/A7) pour les extraire du cœur de l'agglomération lyonnaise (tunnel de Fourvière et rocade Est).

La prise en compte dans le Scot

Le Scot prend acte de ces projets d'infrastructures d'État inscrits dans la DTA et de leurs hypothèses de tracé tout en rappelant son opposition.

1.2 LA LOI MONTAGNE

La loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne a pour objectif, sur un territoire spécifique, de concilier le développement économique et la protection de l'environnement. Elle vise la prise en compte des différences et de la solidarité, le développement économique et social en montagne, l'aménagement et la protection de l'espace montagnard, la valorisation des ressources de la montagne ainsi que le secours aux personnes et aux biens.

Elle a également introduit dans le code de l'urbanisme un chapitre intitulé dispositions particulières aux zones de montagne (articles L. 145-1 à L.145-13 du code de l'urbanisme).

La loi urbanisme et habitat n°2003-590 du 2 juillet 2003 a modifié certaines de ces dispositions.

Quatre principes d'aménagement sont prévus pour les zones de montagne :

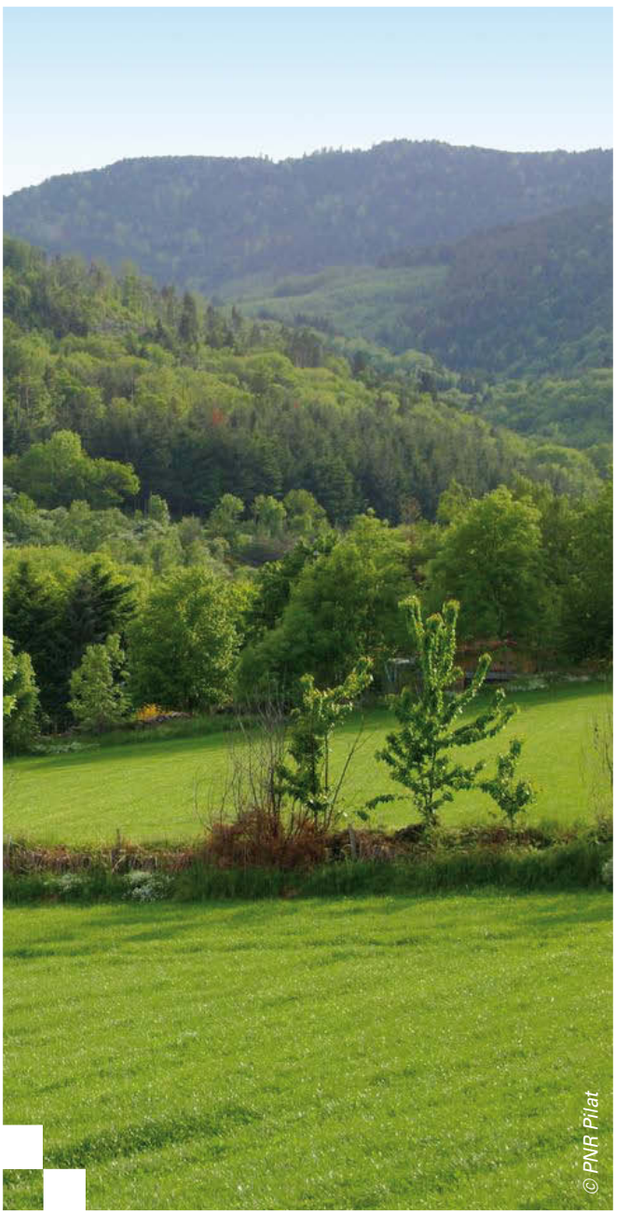
- la préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières
- la préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard
- la réalisation de l'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants (...)
- le développement touristique tenant compte des communautés d'intérêt des collectivités locales concernées et contribuant à l'équilibre des activités économiques et de loisirs

L'arrêté interministériel du 6 septembre 1985 fixe la liste des communes classées en loi montagne, il reprend les arrêtés du 20 février 1974, du 28 avril 1976 et du 25 juillet 1985.

Ces dispositions particulières s'appliquent à une partie des communes du Pilat comprises dans le Scot des Rives du Rhône. Sont classées partiellement ou en totalité en zone de montagne les communes de Chuyer, La Chapelle-Villars, Pélussin, Roisey, Saint-Appolinard, Véranne et Longes (partiellement).

La prise en compte dans le Scot

Par ses orientations, le projet de Scot pondère la croissance démographique des villages du Pilat, limite la dispersion de l'habitat en recentrant le développement urbain sur les centres-bourgs, impose une densification et une diversification des nouvelles formes urbaines, préserve les espaces agricoles stratégiques, les continuités paysagères et les espaces naturels remarquables. Le Scot définit également conformément à l'article L.122-1 du code de l'urbanisme (CU), les principes d'implantation pour les unités touristiques nouvelles définies au R.145-3 du CU, lorsqu'elles ne sont pas situées dans un secteur urbanisé ou dans un secteur constructible situé en continuité de l'urbanisation. Le projet concourt ainsi pleinement à la poursuite des objectifs de la loi montagne.



Les monts du Pilat rhodanien

1.3 LE SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN RHÔNE MÉDITERRANÉE ET CORSE (SDAGE)

Créés par la loi sur l'eau de 1992, les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, (Sdage), fixent pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau.

Le Scot des Rives du Rhône doit être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le Sdage Rhône Méditerranée et Corse.

Orientations fondamentales du Sdage 2010-2015 :

OF1 - Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité

Les dispositions du Scot concernant la ressource en eau contribuent à sensibiliser et à impliquer l'ensemble des acteurs, notamment les collectivités.

Le Scot s'inscrit dans une logique de prévention des impacts sur la ressource en eau : armature d'espaces verts non urbanisables visant notamment à permettre la réalimentation de la nappe, principes de gestion des eaux pluviales visant à restituer progressivement l'eau aux milieux naturels, analyses environnementales préalables visant à anticiper les impacts des projets, diverses recommandations destinées à favoriser l'économie d'eau (récupération de l'eau de pluie à la parcelle, réutilisation des eaux usées, amélioration des pratiques, etc.).

OF2 - Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques

Le Scot s'inscrit dans une logique de non dégradation, voire de reconquête, des ressources en eau. Il entend promouvoir en particulier la protection des nappes alluvionnaires (Rhône, Véga, Gère, Vésonne, Bièvre-Valloire) en vérifiant la compatibilité avec l'occupation du sol existante, en préservant les capacités d'infiltration, les zones humides et les zones d'expansion de crue, en surveillant et limitant les forages réalisés pour éviter les risques d'entrée de pollution. Les nappes patrimoniales (nappe du miocène notamment) doivent également bénéficier de mesures de protection et de surveillance.

Les analyses environnementales préalables aux projets d'aménagement, prescrites par le Scot, permettront de vérifier et/ou d'assurer le respect des milieux aquatiques. Par ailleurs, le Scot demande que soit réservée si nécessaire l'utilisation de certaines nappes pour l'alimentation en eau potable et définit des principes pour une gestion plus économe des ressources.

Par ailleurs, tout projet d'extension de l'urbanisation, à vocation d'habitat ou économique, doit de préférence être raccordé au réseau d'assainissement collectif. Les possibilités d'extension de l'urbanisation sont également contionnées à la capacité des milieux récepteurs à en supporter les rejets ainsi qu'à la capacité des systèmes d'épuration à taiter les futurs volumes et charges de pollution.

OF3 - Intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux

Le Scot n'a pas vocation à prolonger et mettre en œuvre cette orientation.

OF4 - Renforcer la gestion locale de l'eau et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau

Le Scot contribue à la déclinaison opérationnelle des dispositions du Sdage. En complément et en cohérence avec le Sage et les contrats de rivière, le Scot recommande la mise en œuvre d'une gouvernance pour la gestion de certaines ressources.

Un Sage est en cours d'élaboration sur le périmètre du bassin hydrographique Bièvre-Liers-Valloire. Le Scot affiche d'ores et déjà des objectifs d'ordre général concourant à la protection de la ressource. Néanmoins, si cela s'avère nécessaire, une mise en compatibilité du Scot avec le Sage Bièvre-Liers-Valloire sera réalisée dans les trois ans suivant son approbation.

Le Scot recommande par ailleurs la mise en place d'un Sage sur le périmètre des bassins versants des « quatre vallées » (Sévenne, Véga, Amballon-Vésonne, Gère), de la Varèze et de la Sanne (tel que préconisé dans le schéma directeur de la ressource en eau de l'Isère) afin de traiter les questions soulevées par l'accroissement des besoins en eaux, la protection de la ressource et la reconquête et la qualité des milieux.

De plus, en accord avec le Sdage, le Scot identifie des secteurs de vigilance pour la protection à long terme des zones de ressource majeures pour l'alimentation en eau potable dans lesquelles il entend appliquer le principe de précaution : les collectivités interdiront l'implantation d'activités ou d'équipements pouvant porter atteinte à la qualité de l'eau (principe de non dégradation du milieu), encourageront le maintien des prairies existantes ou la restauration de prairies permanentes, et favoriseront les parcelles boisées (ex : boisements alluviaux).

Le Scot applique également le principe de précaution vis-à-vis des pollutions et de l'imperméabilisation des zones de recharge d'aquifères en imposant aux collectivités concernées par de telles zones de veiller à la préservation de leurs fonctionnalités ainsi qu'au maintien qualitatif et quantitatif des eaux d'infiltration.

OF5 - Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé

Le Scot entend renforcer la politique d'assainissement des communes en prévoyant un développement urbain adapté à la capacité des milieux récepteurs à en supporter les rejets ainsi qu'à la capacité des systèmes d'épuration à traiter les futurs volumes et charges de pollution. Tout projet d'extension de l'urbanisation, à vocation d'habitat ou économique, doit de préférence être raccordé au réseau d'assainissement collectif.

Les analyses environnementales préalables prescrites par le Scot viseront aussi à adapter localement les dispositifs à la sensibilité des milieux. Le Scot promeut également des pratiques agricoles raisonnées dans les zones les plus vulnérables (proximité des périmètres de captage et des rivières, zones d'expansion de crue, affleurement de nappes, terrains particulièrement perméables, zones humides).

Les nappes suivantes doivent être réservées si nécessaire à l'alimentation en eau potable : Véga et Vésonne, méandre de Gerbey, basse Varèze, basse terrasse Saint-Maurice-l'Exil, Péage-de-Roussillon, nappe Bièvre-Liers-Valloire.

Un suivi des incidences du Scot sera mis en place (voir indicateurs de suivi à l'étude).

OF6 - Préserver et redévelopper les fonctionnalités naturelles des bassins et milieux aquatiques

La trame verte et bleue identifiée dans le Scot doit permettre le maintien des liaisons entre espaces naturels, la préservation et la restauration des principaux cours d'eau et des milieux associés. Des recommandations sont inscrites dans le Scot, afin d'assurer notamment la connexion entre les cours d'eau et les zones naturelles des vallons affluents et le Rhône (vallons du Pilat en particulier). Le Scot recommande également la réalisation d'une analyse spécifique dans les PLU (diagnostic environnemental) sur les enjeux de préservation et de restauration de la trame verte et bleue, afin de compléter et de préciser le recensement des corridors effectué à plus large échelle. Les documents d'urbanisme locaux peuvent ainsi prévoir un classement spécifique pour certains types d'espaces (pelouses sèches, zones humides…).

Les zones inondables non artificialisées des plans de prévention des risques inondation (PPRI) participeront au renforcement de l'armature verte non urbanisable.

Par ailleurs, le Scot définit des prescriptions renforcées sur les périmètres de protection des captages. Il recommande également que soit portée une attention particulière aux carrières situées sur les communes d'Albon et d'Andancette, en lien avec l'affleurement superficiel de la nappe de la Valloire.

Concernant spécifiquement les zones humides, en compatibilité avec le Sdage, le Scot préconise pour tout projet dont la réalisation conduirait, après étude des impacts environnementaux, à la disparition d'une surface de zones humides, que les mesures compensatoires prévoient dans le même bassin versant, soit la création de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la biodiversité, soit la remise en état d'une surface de zones humides existantes, et ce à hauteur d'une valeur guide de l'ordre de 200 % de la surface perdue.

OF7 - Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir

Dans une démarche de prospective, le Scot contribue à l'évaluation des besoins en matière de ressources en eau et définit un principe d'économie des ressources en eau.

Ensemble, les projets issus du Scot devront respecter les niveaux et volumes prélevables définis par le Sdage. Un suivi des prélèvements pourra être mis en place conjointement dans le cadre du Sdage et du Scot.

Via les orientations qu'il définit tant en matière de préservation des ressources souterraines que superficielles (trame bleue…) le Scot s'inscrit dans un objectif de non dégradation des ressources en eau et milieux associés.

Par ailleurs, dans le cadre du suivi du Scot, la mise en place d'une communauté de l'eau potable pourra être étudiée (voir la partie relative aux « phases de réalisation » du Scot).

OF8 - Gérer les risques d'inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

Par principe de précaution, en l'absence de PPRI ou à défaut d'une carte d'aléas, le Scot rend inconstructibles les zones d'expansion des crues (basées sur les plus hautes eaux connues).

Certaines orientations du Scot favorisent une meilleure maîtrise du ruissellement pluvial à la source ; d'autres s'appuient sur la reconquête des zones naturelles inondables pour permettre un étalement des crues dans l'espace et dans le temps.

Le Scot prévoit également des mesures d'information des populations, via les mairies.

À noter que la communauté de communes Rhône Valloire pilote sur 2009-2010 une étude intitulée « inondabilité et espaces de liberté des cours d'eau dans la plaine de la Valloire et la vallée du Bancel » : les communes concernées pourront intégrer ses préconisations dans leur PLU.

1.4 LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX BIÈVRE-LIERS-VALLOIRE

Les Sage sont des documents de planification, élaborés de manière collective, permettant de définir les objectifs et les règles pour une gestion intégrée de la ressource en eau au niveau local (à l'échelle d'un périmètre hydrographique cohérent).

Le Scot des Rives du Rhône doit être compatible avec les objectifs de protection définis par le Sage Bièvre-Liers-Valloire, en cours d'élaboration (phase diagnostic).

Principaux enjeux du Sage :

- l'amélioration de la gestion quantitative des prélèvements et la recherche d'une gestion globale et concertée
- la lutte contre la pollution et la restauration de la qualité
- la lutte contre les risques liés aux inondations avec le souci d'une approche globale
- la prise en compte de la préservation des milieux aquatiques dans toutes les démarches

Une fois approuvé, le Scot devra être mis en compatibilité avec ce document.

1.5 LA CHARTE DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU PILAT « OBJECTIF 2010 »

La charte d'un parc naturel régional est le contrat qui concrétise le projet de protection et de développement durable élaboré pour son territoire. Elle fixe les objectifs à atteindre, les orientations de protection, de mise en valeur et de développement du parc, ainsi que les mesures qui lui permettent de les mettre en œuvre.

1.5.1 Le projet du territoire : 3 orientations

Le projet de territoire du parc se décline en 3 grandes orientations :

- affirmer l'identité rurale du Pilat dans son environnement urbain par une économie propre au territoire, fondée sur le développement durable et préservant ses milieux naturels et ses paysages remarquables
- établir avec les villes-portes une collaboration harmonieuse s'appuyant sur les vocations et les atouts complémentaires de chaque collectivité
- être ouvert sur sa région et sur le monde

1.5.2 Le plan de parc : 3 espaces

Ces orientations sont spatialisées sous la forme d'un plan de parc. Celui-ci distingue 3 types d'espaces aux vocations différenciées :

- la couronne du parc, limite franche volontaire entre ville et campagne. Face à la pression urbaine, aux risques de déprise agricole et de surfréquentation de sites naturels fragiles, ce secteur a globalement vocation à rester un espace rural et à affirmer son rôle de première couronne naturelle du Pilat.
- les balcons, lieux de vie dynamiques fondés sur un développement durable. Pour préserver leur identité sans se laisser dominer par un vaste mouvement de «banlieurisation» venu des grandes agglomérations en aval, ou par une désertification rurale descendant depuis les crêts, ces secteurs ont vocation à s'affirmer comme des lieux de vie ruraux les plus autonomes et dynamiques possibles.
- les crêts et leurs abords, espace de nature préservée et gérée. Ce vaste secteur, peu habité, dominé par la forêt mais où subsistent des espaces ouverts grâce à l'agriculture, aux pâtures, et aux prés de fauche, a vocation à rester le cœur de nature.

La prise en compte dans le Scot

Le document d'orientations générales du Scot vient conforter les dispositions de la charte et décline largement ses grands objectifs, notamment en ce qui concerne les points suivants :

- la préservation des paysages (maîtrise de l'urbanisation, maintien des cônes de vue, protection et valorisation du patrimoine bâti, requalification des bourgs centres…)
- la préservation des espaces et sites naturels, ainsi que leur mise en valeur (berges du Rhône…)
- la valorisation des ressources du territoire (pérennisation de l'activité agricole sur l'ensemble du territoire, gestion durable des forêts, stratégie de développement économique adaptée aux spécificités du massif du Pilat…)

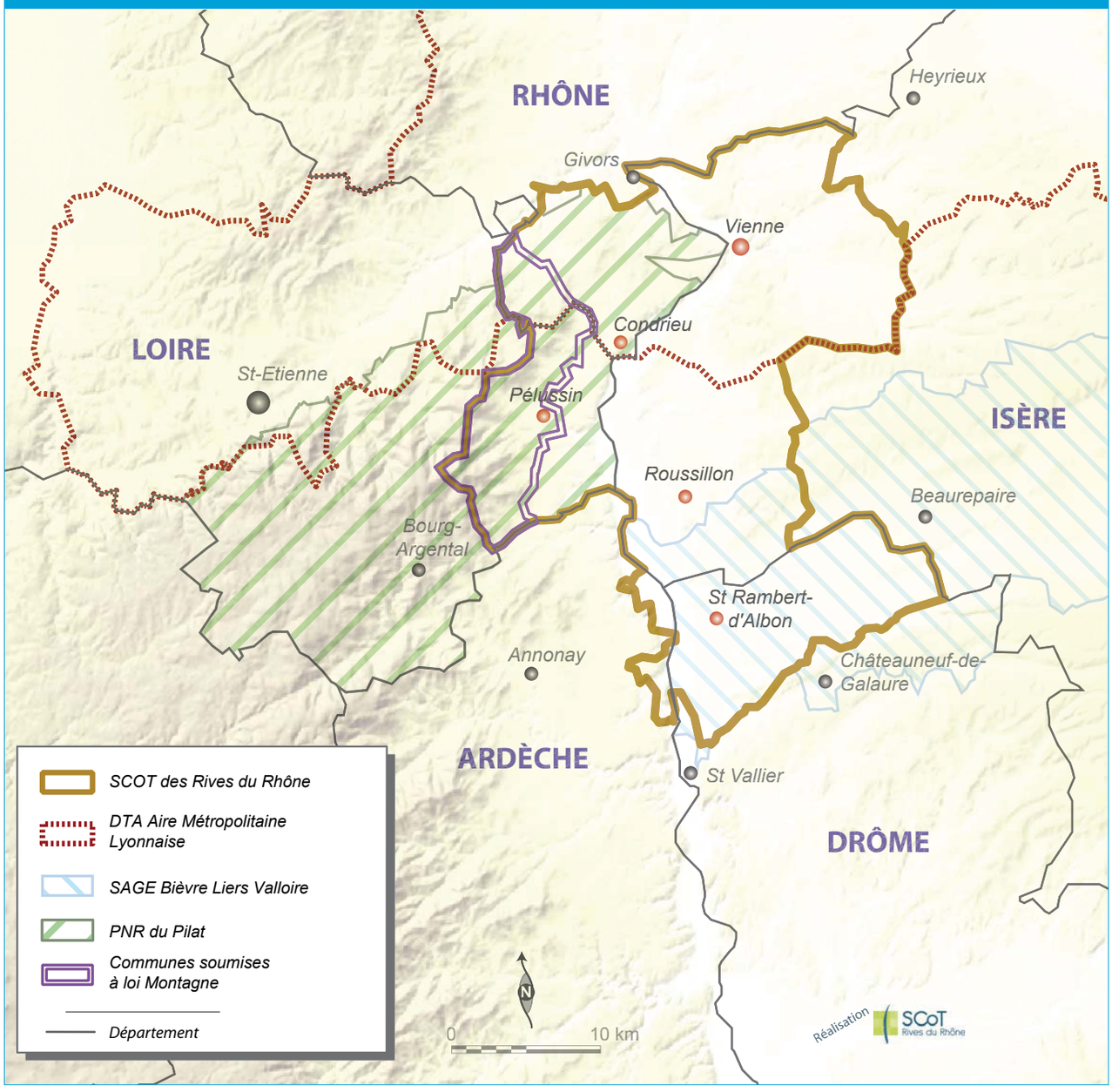
La charte du parc est actuellement en cours de révision, afin de renouveler le classement du parc jusqu'en 2025.

1.6 LE PLAN D'EXPOSITION AU BRUIT

Le plan d'exposition au bruit (PEB) doit aider à la maîtrise de l'urbanisation aux abords des aérodromes. Il définit les conditions d'utilisation des sols exposés aux nuisances dues aux aéronefs.

Le périmètre du Scot comporte deux aérodromes : celui de Reventin-Vaugris, pour lequel un plan d'exposition au bruit est en projet, et celui de Saint-Rambert-d'Albon, non doté à ce jour d'un PEB (cf. Pac de l'État).

ARTICULATION DU SCOT AVEC LA DTA, LE PNR, LE SAGE, LA LOI MONTAGNE



Mémo



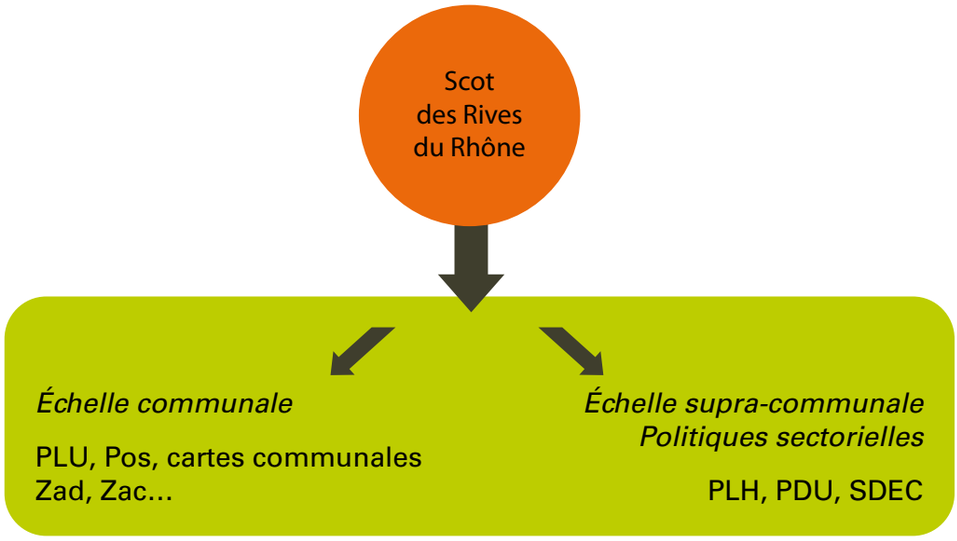
Document 3

PARTIE 2

Les documents devant être compatibles avec le Scot

Les documents d'urbanisme, politiques sectorielles et opérations locales suivants doivent être compatibles avec les orientations du Scot des Rives du Rhône :

DOCUMENTS DEVANT ÊTRE COMPATIBLES AVEC LE SCOT



2.1 LES DOCUMENTS D'URBANISME COMMUNAUX

Les **PLU** sont des documents d'urbanisme et de planification de niveau communal ou intercommunal. Depuis la loi « solidarité et renouvellement urbains » du 13 décembre 2000, ils remplacent les **Pos**. Contrairement à ces derniers ils ne sont plus seulement des documents règlementaires, mais exposent un projet global d'urbanisme en présentant les intentions générales de la collectivité quant à l'évolution de son territoire.

Les **cartes communales** sont des documents d'urbanisme « simplifiés » fixant les zones constructibles et les espaces non-constructibles d'une commune.

Parmi les 80 communes du Scot (au 1er janvier 2010) :

- environ les deux tiers disposent d'un Pos (53 communes, dont 23 sont en révision pour passer en PLU)
- un peu moins d'un tiers disposent d'un PLU approuvé (soit 25 communes)
- deux communes sont dotées d'une carte communale, dont une élabore actuellement un PLU

Depuis sa création, le syndicat mixte accompagne les communes lors de la révision de leur document d'urbanisme et demande systématiquement à être consulté dans le cadre de cette révision, conformément à l'article L123-8 du code de l'urbanisme.

Le SMRR a pu émettre un avis sur la quasi-totalité des PLU approuvés depuis 2003, cependant plusieurs PLU devront être rendus compatibles avec le futur Scot :

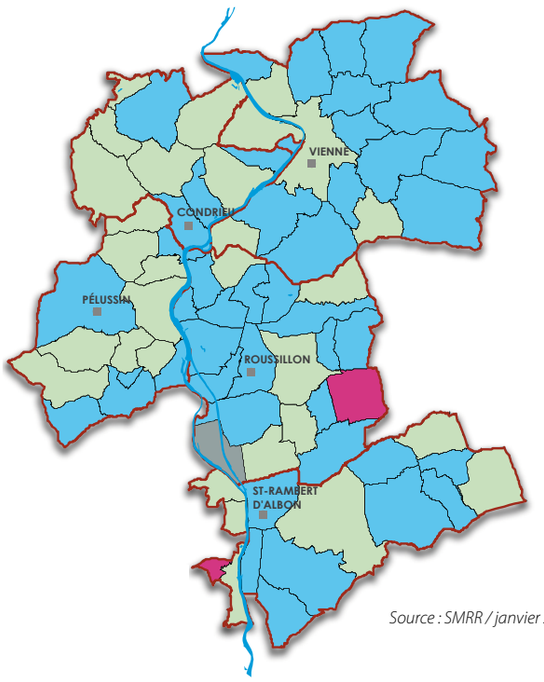
- soit parce que le projet de Scot n'était pas suffisamment avancé au moment de l'arrêt du PLU (le SMRR n'a pas pu se prononcer sur la compatibilité réelle du projet avec le Scot)
- soit parce que le PLU a été approuvé malgré un avis réservé ou défavorable du SMRR sur la base des études en cours



L'aménagement d'espaces publics à Andance

ÉTAT DES LIEUX DES DOCUMENTS D'URBANISME SUR LE TERRITOIRE DU SCOT DES RIVES DU RHÔNE (SITUATION EN JUIN 2010)

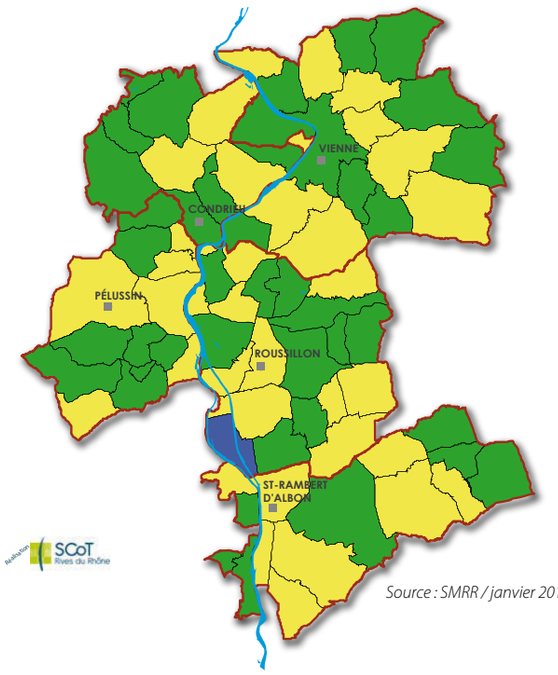
DOCUMENTS D'URBANISME EN VIGUEUR



Source : SMRR / janvier 2012

PLU
POS
Carte communale
Sans document d'urbanisme approuvé

AVANCEMENT DES PROCÉDURES D'ÉLABORATION DES DOCUMENTS D'URBANISME



Source : SMRR / janvier 2012

Approuvé
En révision
En élaboration

2.2 LES PROGRAMMES LOCAUX DE L'HABITAT

Les PLH sont des outils de définition et de pilotage de la politique locale de l'habitat. Élaborés par les intercommunalités en partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux, ils définissent pour une période de 6 ans les objectifs et principes pour répondre aux besoins en logements et précisent les moyens pour y parvenir.

Trois communautés de communes et d'agglomération sont dotées d'un PLH :

- la communauté d'agglomération du pays viennois (PLH 2006-2011 adopté par délibération du conseil communautaire le 19 janvier 2006)
- la CC Rhône Valloire (PLH adopté le 12 décembre 2007)
- la CC du Pilat rhodanien (PLH adopté le 22 février 2010)

La communauté de communes du pays roussillonnais élabore actuellement son PLH. La communauté de communes de la région de Condrieu n'en est pas encore dotée.

La compatibilité des PLH avec le Scot devra être étudiée une fois ce dernier approuvé, même si comme pour les documents d'urbanisme locaux le SMRR a pu émettre un avis sur ces documents et suivre de près leur élaboration.

2.3 LES PLANS DE DÉPLACEMENTS URBAINS

Obligatoires pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants, les plans des déplacements urbains (PDU) définissent l'organisation des transports, la circulation et le stationnement dans le périmètre des transports urbains.

Seule la CAPV est dotée d'un plan de déplacements urbains volontaire adopté fin 2003. La communauté d'agglomération a lancé en 2009 la révision de ce document en lien avec le projet d'agglomération.

2.4 LES SCHÉMAS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

Ces schémas sont des documents de référence élaborés en concertation entre les CCI, les chambres de métiers et les représentants des collectivités locales. À partir d'un état des lieux précis, ils dégagent les priorités à respecter sur un périmètre donné et tracent les orientations à suivre à moyen terme en matière d'implantation ou de développement des projets commerciaux. Ces documents sont mis en œuvre de façon volontaire et consensuelle entre élus politiques et socioprofessionnels. Ils doivent permettre de gérer les équipements commerciaux, de façon ordonnée et prospective.

Le syndicat mixte a réalisé en 2009 une étude de stratégie commerciale. Cette dernière a permis de mieux appréhender l'état de l'offre commerciale sur le territoire et de dégager des pistes de réflexion en termes de stratégie commerciale à l'échelle du Scot. Les conclusions de cette étude ont été reprises dans le volet commercial du Dog du Scot, que les élus ont souhaité exemplaire.

Les différents schémas de développement commerciaux existants ou en projet sur le territoire devront être rendus compatibles avec le Scot.

À l'heure actuelle plusieurs schémas de développement commercial existent sur le territoire :

- schéma de développement commercial de l'Isère (mars 2005)
- schéma de développement commercial du Rhône (octobre 2004)
- schéma de développement commercial de la Loire (février 2006)

2.5 LES PLANS DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR

Dans un secteur sauvegardé, les programmes de rénovation et d'aménagement sont encadrés par un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV). L'objectif du PSMV est de préserver l'aspect de quartiers entiers à tous les niveaux pertinents (façades et toitures d'immeubles, espaces libres publics et privés...). Le PSMV remplace le plan d'occupation des sols (Pos) ou le plan local d'urbanisme (PLU), dans le périmètre du secteur sauvegardé.

Il n'existe à l'heure actuelle aucun secteur sauvegardé sur le territoire du Scot.

2.6 LES AUTORISATIONS D'URBANISME COMMERCIAL

Le syndicat mixte reçoit pour avis les demandes d'autorisations commerciales, sur lesquelles il peut se prononcer officiellement en commission départementale d'aménagement commercial (CDAC).

2.7 LES CONSTRUCTIONS ET OPÉRATIONS DEVANT ÊTRE COMPATIBLES AVEC LE SCOT

Doivent également être compatibles avec le Scot :

- les opérations foncières et d'aménagement (Zad, Zac, opérations de lotissement et de remembrement réalisées par des associations foncières urbaines)
- les constructions soumises à autorisation de plus de 5 000 m² de Shon
- la construction de réserves foncières de plus de 5 hectares et d'un seul tenant



Zone commerciale de Condrieu

Mémo

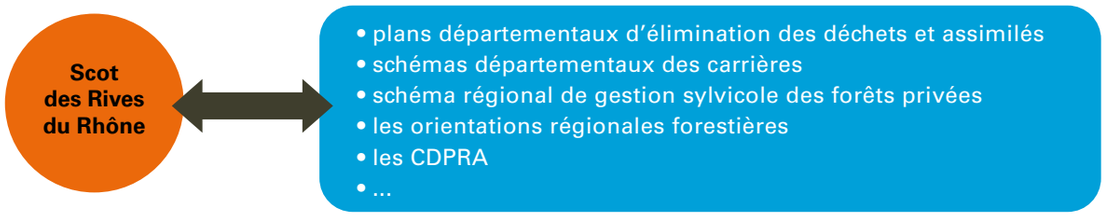


Document 3

PARTIE 3

La prise en compte des autres documents, plans et programmes

PRISE EN COMPTE DES AUTRES DOCUMENTS, PLANS ET PROGRAMMES



3.1 LES CONTRATS DE PAYS RHÔNE PLURIEL ET DRÔME DES COLLINES

Les contrats de développement de pays de Rhône-Alpes (CDPRA) sont le moyen d'intervention contractuel que la région propose aux territoires engagés dans un projet de développement local. Leur mise en œuvre repose sur une démarche ascendante à l'initiative des acteurs locaux. L'intervention de la région via les CDPRA touche différents domaines : économie, tourisme, transport, agriculture, culture, urbanisme...

Les territoires doivent rédiger une charte de développement, définissant leurs enjeux à 10 ans, et un programme d'actions à 5 ans, financé en partie par la région. Le Scot doit tenir compte de cette charte lorsqu'elle préexiste, à l'inverse la charte de pays doit tenir compte du Scot lorsqu'elle est élaborée ultérieurement à celui-ci.

3.1.1 Le CDPRA Rhône Pluriel

Il a été voté par l'assemblée plénière de la région Rhône-Alpes le 16 mars 2006 et se termine fin 2011.

Le CDPRA Rhône Pluriel concerne le territoire du Scot compris dans les départements de l'Isère, du Rhône et de la Loire.

Son projet se décline en trois axes majeurs :

- la richesse
- faire des habitants et des entreprises les acteurs du territoire
- mieux utiliser la ressource foncière

Le Scot s'inscrit en continuité de nombreuses actions menées par le CDPRA Rhône Pluriel, dont les plus significatives au regard des orientations du Scot sont :

- le soutien aux activités économiques existantes et l'accompagnement à la création et au développement de nouvelles entreprises
- la diversification des modes de déplacement (transports collectifs, modes doux) et le soutien au développement des PDE
- la mise en valeur du fleuve Rhône et de ses berges
- l'intégration du développement durable dans les opérations d'habitat
- l'amélioration de la collecte des déchets et de leur gestion à la source
- la promotion de l'économie d'espace et la requalification des espaces économiques (réhabilitation de sites industriels pollués, intégration paysagère des ZAE...)
- le renforcement des liens entre le territoire et les habitants via le soutien aux commerces de proximité et le développement des activités de service
- la mise en valeur du patrimoine bâti et l'aménagement des abords des gares
- la dynamisation, l'accompagnement et le soutien aux exploitations agricoles en difficulté

3.1.2 Le CDPRA Drôme des collines

Le CDPRA Drôme des collines a obtenu l'agrément de la commission permanente du conseil régional le 18 février 2005. Le contrat actuel se termine (février 2011) et un nouveau contrat est en préparation sur le même périmètre.

Le CDPRA Drôme des collines concerne le territoire du Scot compris dans les départements de l'Ardèche et la Drôme. Il se décline en **5 axes majeurs :**

- renforcer l'identité culturelle et touristique du territoire
- accompagner l'évolution des secteurs économiques dominants du territoire et encourager la création d'activités diversifiées
- doter le territoire des ressources techniques et humaines adaptées à son environnement et à ses projets de développement
- favoriser la complémentarité urbain/rural et un aménagement équilibré de l'espace
- favoriser la qualité de la vie et la cohésion sociale

La prise en compte dans le Scot

Le Scot s'inscrit en continuité et en soutien des actions du CDPRA, en particulier sur les points suivants :

- la coordination des politiques locales en faveur d'un développement adapté de l'habitat
- la préservation des espaces naturels et agricoles stratégiques (valorisation et préservation du patrimoine écologique, soutien et valorisation de la diversité des productions agricoles…)
- le soutien à la diversification du tissu économique
- le soutien au développement des transports en commun et des mobilités douces pour une amélioration des liaisons entre territoires et un aménagement durable

3.2 LES CONTRATS DE RIVIÈRE

Un contrat de rivière est un instrument d'intervention sur les milieux aquatiques à l'échelle de bassin versant. Comme le Sage, il fixe pour une rivière des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau et prévoit de manière opérationnelle les modalités de réalisation des études et des travaux nécessaires pour atteindre ces objectifs. Contrairement au Sage, les objectifs du contrat de rivière n'ont pas de portée juridique.

3.2.1 Le contrat de rivière du Gier

Un 1er contrat de rivière (1994-2002) a été porté par le syndicat intercommunal du pays du Gier. Les enjeux et les actions concernaient la qualité des eaux (pollutions domestiques), le soutien d'étiage, la renaturation du cours d'eau.

Un 2ème contrat de rivière est en cours d'élaboration, porté par la communauté d'agglomération de Saint-Étienne métropole. Il porte sur un territoire plus vaste que le 1er contrat et concerne dans le Scot toutes les communes de rive droite du Rhône, à l'exception de Saint-Appolinard et des communes ardéchoises.

Des études complémentaires sont actuellement menées pour définir un programme de travaux et signer un nouveau contrat en 2010. Le but est d'approfondir la démarche entamée avec le 1er contrat de rivière afin d'instaurer :

- une gestion équilibrée assurant la satisfaction des usages qualitatifs et quantitatifs de l'eau et la préservation des écosystèmes
- la prévention des risques d'inondation
- la sensibilisation des populations

3.2.2 Le contrat de rivière Cance - Deume - Torrenson

Ce contrat de rivière porté par le syndicat des trois rivières a été signé en 2004 pour une durée de 6 ans. Il concerne sur le territoire du Scot les cours d'eau de la Cance et du Torrenson sur les communes d'Andance et de Saint-Étienne-de-Valoux. La communauté de communes du Pilat rhodanien adhère également à ce contrat de rivière.

Les enjeux de ce secteur sont les suivants : pollution industrielle, forte pression urbaine, eaux pluviales, entretien des berges, inondations, étiage.

Les objectifs du contrat visent à :

- améliorer la qualité de l'eau et préserver la ressource en eau potable
- restaurer et mettre en valeur les milieux aquatiques (dont les berges)
- mettre en valeur le paysage et les éléments touristiques (sites particuliers, sentiers…)
- gérer les crues et protéger les biens et les personnes contre les inondations

3.2.3 Le contrat de rivière des quatre vallées

Douze communes iséroises du Scot ont participé au contrat de rivière des quatre vallées du bas Dauphiné (1995-2002). Cette démarche concerne la Gère, la Sévenne, la Véga, la Vésonne et leurs affluents.

À la suite du bilan du 1er contrat en 2006, une charte de gestion durable de la ressource en eau a été élaborée de manière concertée avec les différents acteurs locaux. Elle comprend un état des lieux organisé en quatre grands thèmes : gestion quantitative, gestion qualitative, gestion des risques et préservation/valorisation des milieux. Des orientations transversales déclinées en actions ont alors été proposées :

- **Orientation n°1** : promouvoir l'action commune pour :
  - améliorer la gestion de l'exceptionnelle ressource en eau des quatre vallées
  - améliorer la capacité du territoire à retenir et à restituer l'eau
  - valoriser les éléments du patrimoine naturel et historique en lien avec l'eau
- **Orientation n°2** : approfondir et collecter les connaissances liées à l'eau et améliorer le partage de l'information et des savoirs
- **Orientation n°3** : améliorer l'efficacité de l'action commune dans tous les domaines de la gestion de la qualité totale de l'eau
- **Orientation n°4** : mener les études de faisabilité nécessaires à la mise en place d'un Sage sur le bassin versant des quatre vallées

La prise en compte dans le Scot

Afin de mettre en œuvre ces orientations, un 2ème contrat est en cours d'émergence.

En complément et renfort de ces démarches, le Scot participe à la gestion et à la préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques. Le Dog prévoit en effet :

- de protéger les nappes alluvionnaires et d'en réserver certaines à l'alimentation en eau potable
- d'encourager la rationalisation des usages afin de diminuer la consommation d'eau
- de protéger et restaurer les ripisylves de part et d'autre des cours d'eau et autour des plans d'eau
- de protéger certaines vallées (Varèze, Sanne, Dolon, Saluant, affluents rive droite du Rhône...) en tant que corridors écologiques
- d'obliger les communes à maintenir les continuités terrestres et aquatiques le long des cours d'eau, entre autres par une mise en valeur touristique
- de rendre inconstructibles les zones inondables et de développer une culture du risque
- de demander aux communes de conditionner leurs capacités de développement urbain (à vocation d'habitat ou économique) à la capacité des milieux récepteurs à en supporter les rejets, ainsi qu'à la capacité des systèmes d'épuration à traiter les futurs volumes et charges de pollution (les nouvelles constructions devant de préférence être raccordées à un réseau d'assainissement collectif)

3.3 LES PLANS DÉPARTEMENTAUX D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

Les plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés sont destinés à coordonner et à programmer les actions de modernisation de la gestion des déchets à engager par les collectivités locales dans un délai de 5 à 10 ans. Ils fixent les objectifs de recyclage et de valorisation à atteindre, les collectes et équipements à mettre en œuvre à cette fin, les échéanciers à respecter et évaluent les investissements correspondants.

Le territoire du Scot est concerné par les plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Loire, du Rhône et de l'Isère et le plan interdépartemental d'élimination des déchets de la Drôme et de l'Ardèche.

La prise en compte dans le Scot

Le Dog met en avant différentes recommandations et pistes de réflexion pour une meilleure gestion des déchets et le développement de différentes filières de traitement (réduction des déchets à la source, développement du tri sélectif, réseau de déchetteries permettant une desserte optimale du territoire, etc.).

3.4 LES SCHÉMAS DÉPARTEMENTAUX DES CARRIÈRES

Les schémas départementaux des carrières définissent les conditions générales d'implantation des carrières dans le département et prennent en compte l'intérêt économique, les ressources et les besoins en matériaux du département et des départements voisins et la protection des paysages. Ces documents analysent en particulier les thèmes suivants : ressources, besoins, modes d'approvisionnement, modalités de transports, protection du milieu environnemental...

Ils déclinent les grandes orientations pour assurer une bonne gestion des ressources tout en assurant la protection de l'environnement.

Tous les départements couverts par le Scot sont dotés d'un tel schéma :

- schéma départemental des carrières de la Loire (novembre 2005)
- schéma départemental des carrières de l'Ardèche (février 2005)
- schéma départemental des carrières de l'Isère (février 2004)
- schéma départemental des carrières du Rhône (juillet 2001)
- schéma départemental des carrières de la Drôme (juillet 1998)

Les schémas départementaux des carrières prévoient des orientations dont les implications au regard du Scot sont faibles. Cependant, bien qu'aucun lien juridique ne lie ces documents au Scot, certaines de leurs conclusions ne peuvent être ignorées. Ainsi, le schéma départemental des carrières de la Drôme souligne la contrainte majeure que représente l'affleurement superficiel de la nappe de la Valloire pour une exploitation intensive des matériaux. Le territoire agricole est menacé par le développement des carrières sur ce secteur.

La prise en compte dans le Scot

Sur ce point, le Dog du Scot demande qu'une attention particulière soit portée aux carrières situées sur les communes d'Albon et d'Andancette qui couvrent déjà près de 80 ha et projettent de s'étendre. Dans la mesure du possible, l'utilisation de la voie d'eau et de la voie ferrée doit également être promue pour le transport de matériaux.

Cependant, l'enjeu principal reste la bonne conduite des exploitations en cours d'activité et leur remise en état après l'exploitation, sachant que certaines anciennes carrières peuvent représenter un réel potentiel écologique.

3.5 LE SCHÉMA RÉGIONAL DE GESTION SYLVICOLE DES FORÊTS PRIVÉES

Le schéma régional de gestion sylvicole des forêts privées, approuvé par arrêté ministériel en juin 2005, indique les méthodes de gestion préconisées pour les différents types de forêts privées rhônalpines.

Les modes de sylviculture qu'il convient de préconiser dans les forêts rhônalpines, en fonction du contexte économique, doivent répondre à trois préoccupations principales :

- la recherche de la qualité
- la réduction des dépenses et la prévention des risques
- la demande paysagère et environnementale

3.6 LES ORIENTATIONS RÉGIONALES FORESTIÈRES EN RHÔNE-ALPES

Approuvées en 1999, les orientations régionales forestières (ORF) fixent la stratégie (objectifs et actions) à mener pour la gestion des forêts publiques et privées, ainsi que pour le développement des entreprises du bois, dans le contexte spécifique de la gestion durable.

Elles sont la déclinaison régionale de la politique forestière nationale.

Le Scot entend promouvoir la valorisation du bois et des espaces forestiers en tant que ressources et atouts économiques. À titre d'exemple, les grands projets d'habitats collectifs ou les zones d'activités doivent étudier la possibilité d'installer une chaufferie bois ou privilégier des moyens de chauffage utilisant les énergies renouvelables.

Le Scot impose également, au travers des PLU, la protection des parcelles qui ont bénéficié d'investissements lourds pour valoriser leurs productions, ainsi que la protection des parcelles de production bénéficiant de labels de qualité.

Mémo



Document 3

PARTIE 4

L'articulation du Scot des Rives du Rhône avec les autres Scot

4.1 L'INTER-SCOT : LES RIVES DU RHÔNE DANS LA « MAISON COMMUNE » MÉTROPOLITAINE

L'inter-Scot est une démarche de coopération entre onze syndicats mixtes porteurs de Scot de l'aire métropolitaine lyonnaise. Initiée en 2002 par les élus et les partenaires de l'agence d'urbanisme de Lyon et officialisée en 2004 par la signature d'une convention, elle témoigne de la volonté politique des collectivités territoriales d'articuler leurs démarches de planification.

Ce dispositif s'attache, en partant du vécu de chaque territoire, à identifier des problématiques et des enjeux à l'échelle de l'aire métropolitaine, ou de plusieurs Scot, et à apporter des réponses communes.

Le SMRR participe activement à cette démarche qui concerne 2,9 millions d'habitants, 63 établissements publics de coopération intercommunale et 795 communes.

LES ONZE SCOT DE L'INTER-SCOT



4.1.1 Promouvoir un modèle anti « tâche d'huile »

La métropole lyonnaise devrait compter plus de 3 200 000 habitants en 2030, soit 300 000 habitants de plus qu'en 2006. Pour répondre à cette croissance, les élus se sont accordés sur **un modèle de développement qui s'appuie sur les principales polarités urbaines.** Ces polarités organisent des bassins de vie et sont dotées d'équipements structurants.

Les élus entendent ainsi éviter la dilution de l'habitat et des activités le long des axes routiers et préserver les grands espaces de nature.

4.1.2 Mettre la nature à portée des habitants

L'aire métropolitaine lyonnaise est reconnue pour la richesse de ses paysages, de ses terroirs et de ses milieux naturels. Cette profusion est à la fois synonyme de développement mais aussi de fragilité.

Cette réalité a conduit les acteurs métropolitains à adopter un vocabulaire commun et des orientations partagées pour les espaces à préserver : trame, cœur, liaison, couronne, corridor. **Ces orientations visent à bâtir un véritable réseau maillé d'espaces naturels et agricoles.**

4.1.3 La constitution du réseau express métropolitain, une priorité

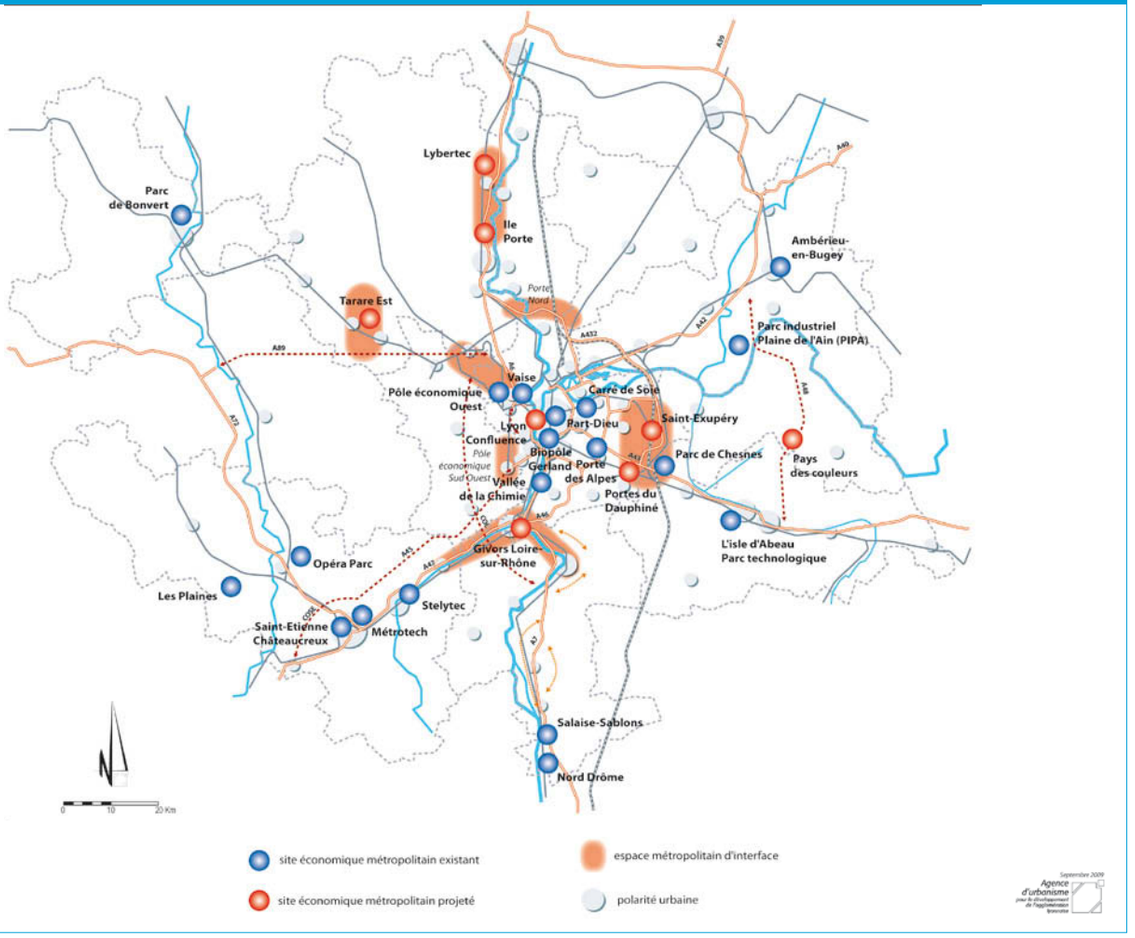
Le développement d'un réseau de transport collectif de type RER à l'horizon 2030 constitue l'armature du système de mobilité durable de l'aire métropolitaine.

Ce réseau s'appuie sur les étoiles ferroviaires lyonnaise et stéphanoise avec un objectif d'augmentation de l'offre cadencée sur les différents axes, une rénovation des gares, un renouvellement du matériel roulant et des aménagements lourds au niveau du noeud ferroviaire lyonnais. Ces investissements constituent une priorité pour **une aire métropolitaine qui a décidé d'organiser son développement urbain autour des grands axes de transports en commun.**

4.1.4 La recherche de l'excellence et de la complémentarité

La métropole lyonnaise compte 1,2 million d'emplois et plus de 16 500 ha d'espaces dédiés à l'activité économique. Elle dispose aujourd'hui de plus de 6 000 ha de foncier libre à vocation économique. L'inter-Scot promeut la complémentarité entre les pôles économiques de la métropole. Levier de la dynamique économique de l'aire métropolitaine, cette complémentarité est affichée comme une priorité par **les Scot qui ont identifié une trentaine de sites d'excellence : les sites de développement économique métropolitains.**

LES SITES ET ESPACES À ENJEU ÉCONOMIQUE DE L'INTER-SCOT



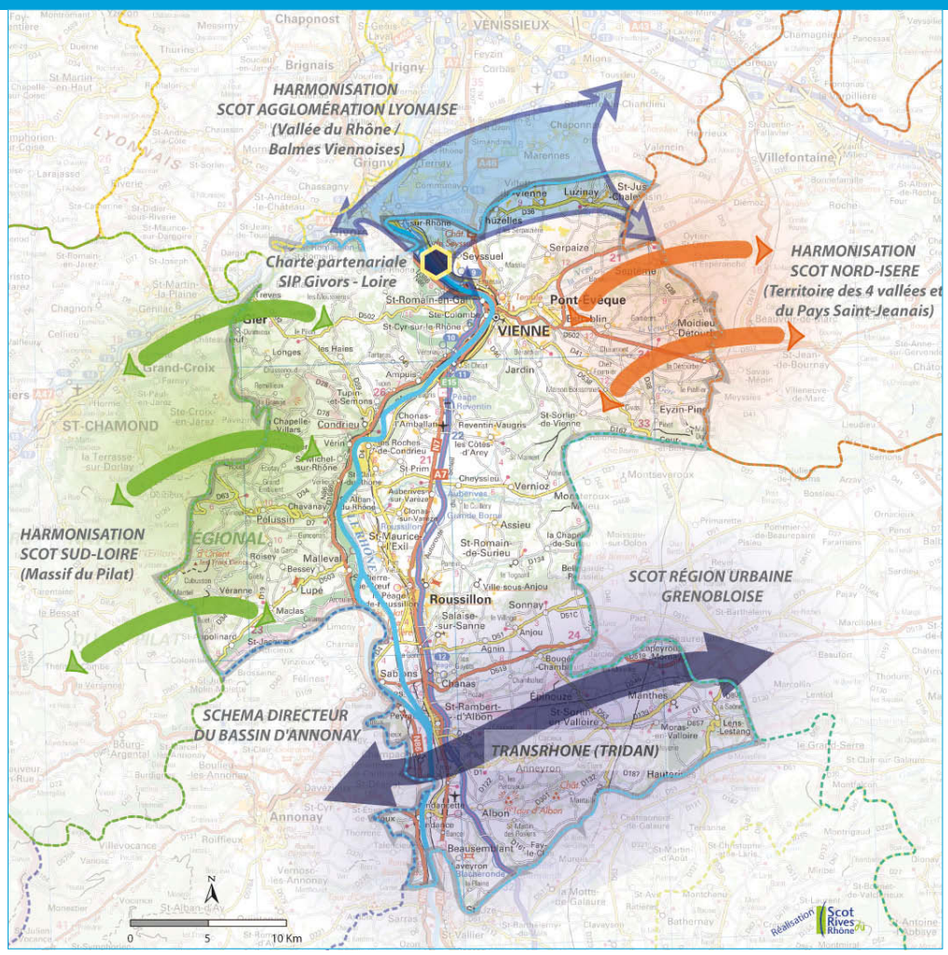
4.2 DES « SCOT À SCOT » POUR HARMONISER LES POLITIQUES TERRITORIALES PROMUES SUR LES TERRITOIRES D'INTERFACE

Au-delà de la démarche inter-Scot, les élus ont souhaité mettre en place un travail partenarial étroit avec les syndicats mixtes de Scot limitrophes, pour la définition d'orientations communes ou tout du moins partagées sur les territoires d'interface.

Des rencontres ont ainsi été organisées avec les autres syndicats mixtes sous la forme de commissions par territoire : commission « vallée du Rhône / balmes viennoises » avec le Scot de l'agglomération lyonnaise, commission des « quatre vallées et du pays Saint-Jeannais » avec le Scot Nord Isère, commission « Pilat » avec le Scot Sud Loire et le PNR du Pilat...

Un travail spécifique sur le devenir de l'espace Tridan (trans-rhodanienne Isère Drôme et Ardèche Nord), d'Annonay à Beaurepaire, a également été engagé en 2009.

LES DÉMARCHES PARTENARIALES AUX INTERFACES DES SCOT



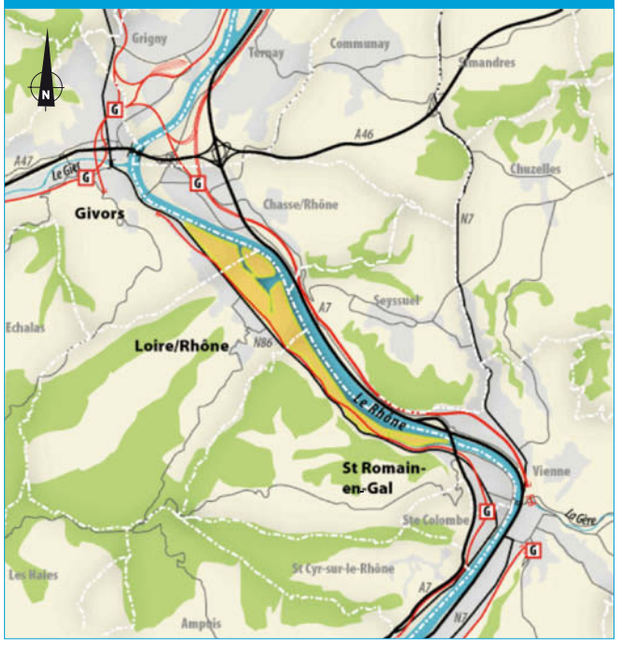
4.2.1 L'articulation avec le Scot de l'agglomération lyonnaise

Les orientations du Scot Sepal et du Scot des Rives du Rhône convergent sur de nombreux points : objectif de protection des vallées et plateaux sur le secteur des balmes viennoises, valorisation de la fonction transport du fleuve et de son rôle de vitrine paysagère, développement du val d'Ozon selon des formes urbaines plus durables et solidaires, positionnement de Givors en tant que seconde confluence métropolitaine…

Le secteur des balmes viennoises, espace sensible à préserver, est identifié comme cœur vert dans les deux Scot. Il bénéficie à ce titre d'orientations spécifiques et pourrait à terme donner lieu à la création d'un périmètre de protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PPEANP) à cheval sur les deux départements Isère et Rhône.

Le site industrialo-portuaire de Givors – Loire-sur-Rhône a aussi fait l'objet d'une démarche partenariale initiée par les deux syndicats mixtes. Ce site d'envergure métropolitaine de près de 100 ha, est stratégique de par sa localisation et sa desserte multimodale (route, fer, fleuve), mais aussi de par les disponibilités foncières qu'il pourrait offrir à court ou moyen terme dans le cadre d'une logique de reconversion. Cependant, le site concernant trois communes et trois intercommunalités, deux propriétaires (VNF et EDF), un gestionnaire CNR, il ne bénéficiait pas d'une stratégie de développement d'ensemble. L'étude pilotée par les deux syndicats, en partenariat avec EDF, VNF et CNR a permis de consolider des vocations et perspectives partagées de développement pour ce site et a débouché sur la signature d'une charte partenariale le 22 juin 2009.

LE SIP DE GIVORS – LOIRE-SUR-RHÔNE



Ainsi, la collaboration entre les deux Scot fut réelle et le syndicat mixte des Rives du Rhône a proposé de prolonger ce partenariat dans son avis sur le Scot arrêté du Sepal, afin de garantir une cohérence de développement à l'échelle du grand bassin de vie Givors - Chasse-sur-Rhône - Vienne :

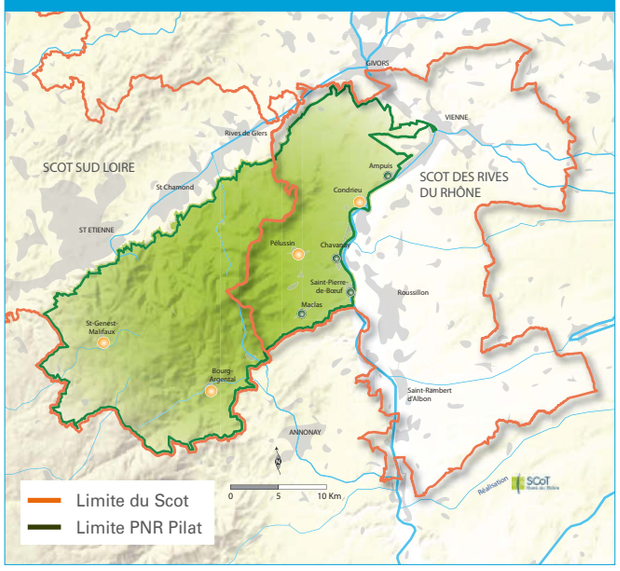
- complémentarité commerciale des trois pôles Givors, Chasse-sur-Rhône et Vienne
- développement du site industrialo-portuaire de Givors Loire
- rôle de l'agglomération viennoise dans l'accueil de fonctions métropolitaines
- cohérence des dynamiques résidentielles des communes de l'Ozon et de la Sévenne

4.2.2 L'articulation avec le Scot Sud Loire : le massif du Pilat

Les orientations des deux Scot prennent en compte les spécificités de ce massif, classé parc naturel régional et dont la charte est en cours de révision.

Au travers de leurs objectifs et prescriptions, les Scot Sud Loire et Rives du Rhône entendent répondre aux enjeux de préservation et de valorisation des ressources naturelles, agricoles et patrimoniales du Pilat, également défendus dans la charte du parc « Objectif 2010 ».

LE MASSIF DU PILAT, À CHEVAL SUR DEUX SCOT



Dès 2007, une réunion technique entre les deux Scot, les trois intercommunalités du parc, le PNR, la région et l'État a été organisée pour s'assurer de la cohérence des dispositions à l'étude dans les Scot, en lien avec les objectifs de la charte. Le syndicat mixte des Rives du Rhône a ensuite missionné les agences d'urbanisme des agglomérations lyonnaise et stéphanoise pour mener une réflexion sur le degré de cohérence entre les orientations portées respectivement par la charte et les Scot, au regard des dynamiques locales.

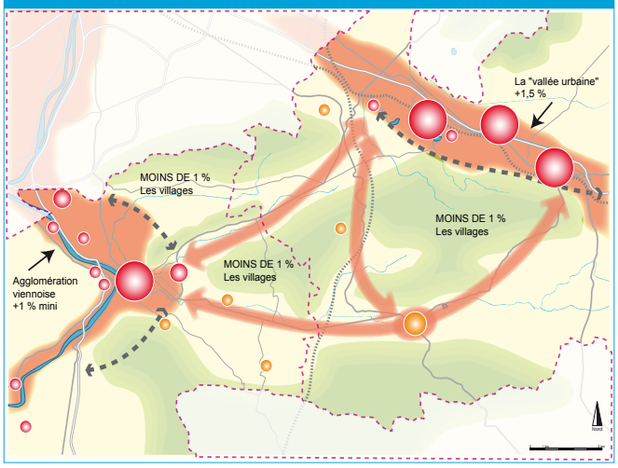
Au final, cette démarche a permis aux Scot de partager des orientations très proches quant à la polarisation du développement urbain (sur le massif : Saint-Genest-Malifaux, Bourg-Argental, Pélussin, Maclas), aux formes urbaines et aux densités (entre 15 et 20 logements/ha).

Plus précisément, côté Sud Loire comme Rives du Rhône : les polarités du PNR capteront 50 à 60 % de la croissance ; les villages quant à eux pourront construire approximativement 5,5 logements/an pour 1 000 habitants, ce qui correspond approximativement à 3,5 à 3,8 logements/an/commune.

4.2.3 L'articulation avec le Scot Nord Isère : les territoires des quatre vallées et du pays saint-jeannais

Entre les deux Scot Rives du Rhône et Nord Isère s'intercale un petit bassin de vie rural avec comme principale polarité Saint-Jean-de-Bournay. Ces dernières années, la périurbanisation s'y est accélérée de même qu'un début d'essaimage d'activités économiques que ce territoire n'a pas forcément vocation et capacités à accueillir (zones agricoles stratégiques, sous-dimensionnement des voiries, etc.). Un forum d'élus a été organisé fin 2007 ainsi qu'une rencontre des membres du bureau des deux Scot début 2010 : l'enjeu d'une harmonisation des orientations des deux Scot en matière démographique, agricole, économique et commerciale fut au cœur des débats.

DEUX SCOT AUX ORIENTATIONS CONVERGENTES



Les deux Scot proposent au final des prescriptions et recommandations convergentes sur le secteur des quatre vallées et du pays saint-jeannais. Ils ambitionnent, chacun à leur niveau, une meilleure structuration du développement urbain, dans une logique d'économie foncière et de développement durable. Ainsi, l'intensification de l'urbanisation dans les vallées urbaines, à proximité des principaux équipements et axes de transport est une disposition fondatrice des deux Scot, tout comme la préservation des espaces périurbains et ruraux par un meilleur encadrement de leur développement (habitat et activités économiques).

Les prescriptions des deux Scot visent à préserver le caractère rural du secteur des quatre vallées et du pays saint-jeannais, soumis à de fortes pressions foncières en lien avec la proximité de l'agglomération lyonnaise. Ils affichent ainsi des objectifs similaires, notamment pour l'encadrement de la croissance villageoise (entre 5,5 et 6 logements/an pour 1 000 habitants), la préservation des espaces agricoles, l'encadrement du développement économique (conditionné

par les capacités de desserte et d'évitement des espaces urbanisés). Saint-Jean-de-Bournay est reconnue comme la ville structurante de ce bassin de vie intermédiaire.

4.2.4 L'articulation avec les Scot de la région urbaine grenobloise et du bassin d'Annonay

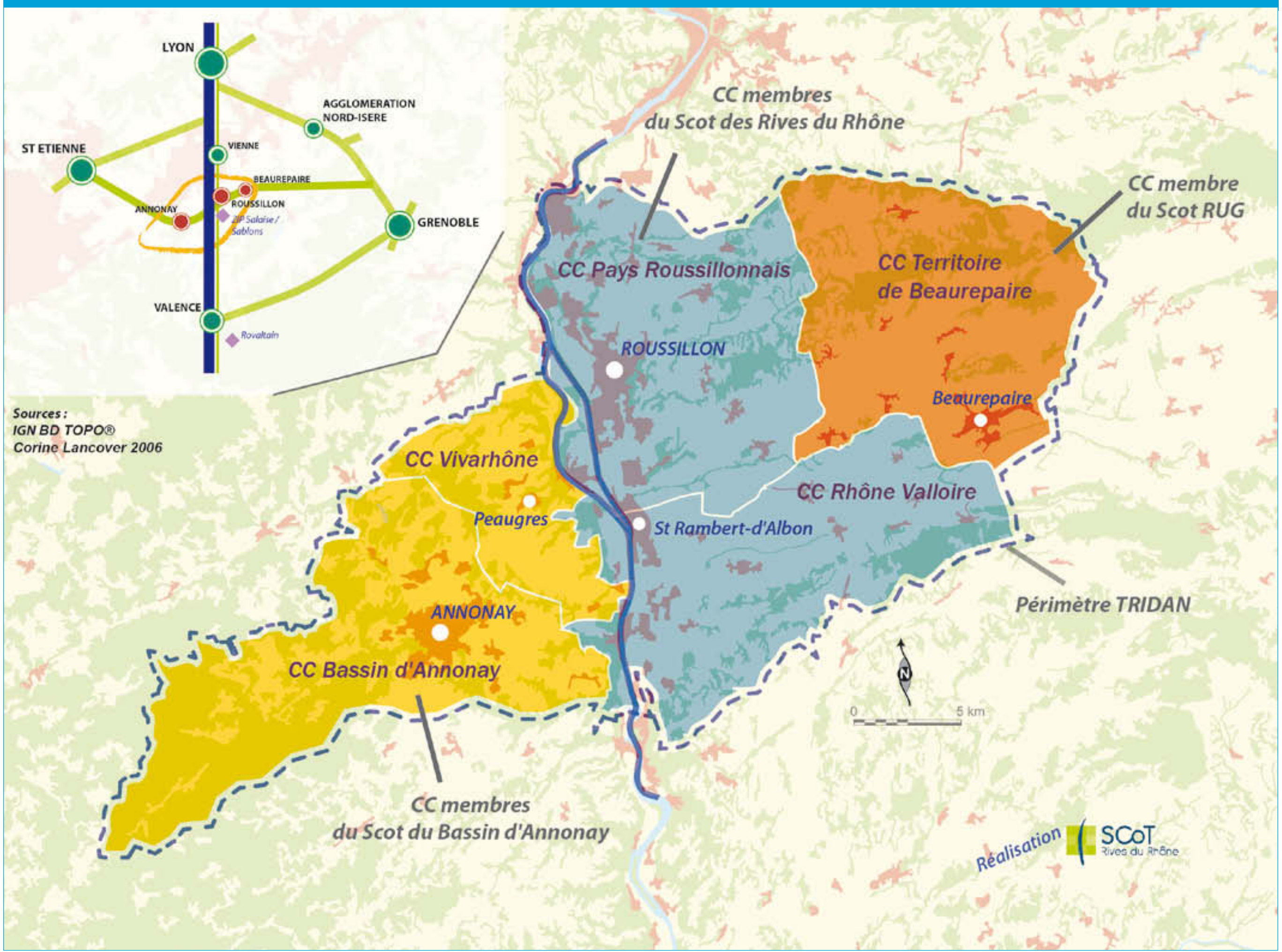
Le syndicat mixte des Rives du Rhône, celui de la région urbaine grenobloise et le syndicat mixte du bassin d'Annonay, ont lancé en 2010 une étude commune visant à harmoniser les politiques publiques et à promouvoir **la synergie territoriale des collectivités de l'espace de la trans-rhodanienne Isère Drôme et Ardèche Nord (Tridan).**

Les diverses démarches de développement local avaient en effet souligné, depuis près de 20 ans déjà, l'existence d'un « axe émergent » d'Annonay à Beaurepaire, voire dans son acception la plus large de Saint-Étienne à Rives.

La volonté d'une collaboration « trans-rhodanienne » ambitionnait surtout à l'origine le désenclavement du bassin économique par l'amélioration des dessertes et de l'accessibilité routières. Si cette problématique est toujours d'actualité, l'ensemble des participants s'est accordé sur la nécessité de construire un projet qui prenne en compte de façon globale le fonctionnement de cet espace (mobilité, équipements scolaires et de santé, stratégies de développement économique complémentaires, culture et loisirs).

Une étude partenariale « visant à harmoniser les politiques publiques et à promouvoir la synergie territoriale des collectivités de l'espace Tridan » est lancée depuis début 2010, avec pour ambition de faire émerger un projet fédérateur sur ce territoire qui transcende les limites administratives (3 départements, 3 Scot, 4 CDPRA, 5 intercommunalités).

LE TERRITOIRE DU PROJET TRIDAN





Document 4

Analyse de l'état initial de l'environnement

INTRODUCTION 176

PARTIE 1 178
L'environnement physique

PARTIE 2 186
Le patrimoine paysager et architectural

PARTIE 3 212
Les espaces naturels remarquables

PARTIE 4 236
Les ressources naturelles et leur gestion

PARTIE 5 274
Les risques et nuisances

PARTIE 6 306
Synthèse des enjeux

CONCLUSION 314
Les Rives du Rhône

Document 4

Sommaire

INTRODUCTION 176

PARTIE 1

L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE 178

CHAPITRE 1 - LA TOPOGRAPHIE : TROIS ENTITÉS GÉOGRAPHIQUES 179

1.1 À L'EST DU RHÔNE : UNE ALTERNANCE DE COLLINES ET DE VALLÉES 180

1.2 LA VALLÉE DU RHÔNE 180

1.3 À L'OUEST DU RHÔNE : LE PLATEAU ET LE MASSIF DU PILAT 180

CHAPITRE 2 - LE CONTEXTE GÉOLOGIQUE 181

CHAPITRE 3 - LE CONTEXTE CLIMATIQUE 182

3.1 LES TEMPÉRATURES 182

3.2 LES PRÉCIPITATIONS 182

3.3 LE VENT 183

3.4 LES AUTRES PHÉNOMÈNES CLIMATIQUES 183

CHAPITRE 4 - SYNTHÈSE DU CONTEXTE PHYSIQUE 184

PARTIE 2

LE PATRIMOINE PAYSAGER ET ARCHITECTURAL 186

CHAPITRE 1 - LES GRANDES UNITÉS ET LE CONTEXTE PAYSAGER 187

1.1 LA VALLÉE DU RHÔNE ET SES COTEAUX 188

1.1.1 Une vallée faite de contrastes 188

1.1.2 Perceptions et transversalités 188

1.1.3 Les ponts : symboles de la transversalité du territoire 188

1.1.4 Implantation du bâti, dynamique et intégration dans le paysage 188
1.1.5 Les cônes de vue depuis la vallée du Rhône et les coteaux 189

1.2 VIENNE, BALMES VIENNOISES, VALLÉES DE LA GÈRE, DE LA VÉGA ET DE LA SÉVENNE 190

1.2.1 Le paysage de la ville de Vienne 190
1.2.2 Les quatre vallées, entre Sévenne et Gère 190
1.2.3 Constats et enjeux spatialisés 192
1.2.4 Rappel des objectifs de la DTA 193

1.3 LE PLATEAU DE CONDRIEU 193

1.3.1 Condrieu, les coteaux et le vin 193
1.3.2 Condrieu et le plateau 193
1.3.3 Constats et enjeux spatialisés 195
1.3.4 Rappel des objectifs de la DTA 195

1.4 CONTREFORTS DU PILAT ET PLATEAU DE PÉLUSSIN 196

1.4.1 Constats et enjeux spatialisés 197
1.4.2 Rappel des objectifs de la DTA 197

1.5 LE ROUSSILLONNAIS ET SES COTEAUX 198

1.6 LE NORD DRÔME ARDÈCHE 199

1.7 DIVERS ÉLÉMENTS STRUCTURANTS DU PAYSAGE 201

1.7.1 Les alignements d'arbres 201
1.7.2 La sylviculture 202
1.7.3 La ripisylve 202
1.7.4 Le réseau hydrographique et ses vallons 202
1.7.5 Les vallées et les vallons 202

1.8 LES CHEMINS ET LES ESPACES DÉLAISSÉS 203

1.8.1 Les chemins pédestres et de randonnée 203
1.8.2 Les espaces interstitiels délaissés 203

CHAPITRE 2 - LES ESPACES URBANISÉS 204

2.1 TROIS TYPES DE CONTEXTES URBAINS 204

2.1.1 Le village hameau 204
2.1.2 Le village carrefour 205
2.1.3 Le village rue 205

Document 4

Sommaire

2.2 L'ARCHITECTURE TRADITIONNELLE 205

2.2.1 Le secteur de Condrieu et du Pilat 206
2.2.2 Le secteur du Roussillonnais et de la Valloire 206

2.3 LE PATRIMOINE BÂTI REMARQUABLE 206

2.3.1 Le patrimoine exceptionnel 206
2.3.2 Le patrimoine classé 207
2.3.3 Le « petit patrimoine » 207
2.3.4 Le patrimoine industriel 207

2.4 L'ARCHITECTURE CONTEMPORAINE, QUELQUES EXEMPLES … 208

2.5 LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE 208

2.6 DES ENTRÉES DE VILLE ET DE VILLAGE CONTRASTÉES 208

2.7 LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET LES ZONES D'ACTIVITÉS 209

2.7.1 Les infrastructures de transport 209
2.7.2 Les zones d'activités et leur intégration paysagère 209

CHAPITRE 3 - SYNTHÈSE ET ENJEUX PAYSAGERS 210

3.1 ATOUTS 210

3.2 FAIBLESSES 210

3.3 ENJEUX 210

PARTIE 3

LES ESPACES NATURELS REMARQUABLES 212

CHAPITRE 1 - LES INVENTAIRES DES MILIEUX NATURELS 213

1.1 LES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE 213

1.2 LES ZONES IMPORTANTES POUR LA CONSERVATION DES OISEAUX 214

1.3 LES ZONES HUMIDES ET L'INVENTAIRE RÉGIONAL DES TOURBIÈRES 214

1.4 LES PRAIRIES SÈCHES 216

CHAPITRE 2 - LES ZONES DE PROTECTION CONTRACTUELLE ET RÉGLEMENTAIRE 217

2.1 LE RÉSEAU NATURA 2000 217

2.1.1 Les zones spéciales de conservation 217
2.1.2 Les zones de protection spéciale 218

2.2 LA RÉSERVE NATURELLE DE L'ÎLE DE LA PLATIÈRE 219

2.3 LES ARRÊTÉS DE PROTECTION DE BIOTOPE 219

2.4 LES ESPACES NATURELS SENSIBLES 220

2.5 LE PARC NATUREL RÉGIONAL DU PILAT 222

2.5.1 Le parc du Pilat : une étonnante diversité de milieux 223
2.5.2 Les sites écologiques prioritaires du Pilat 223
2.5.3 La charte du parc du Pilat : enjeux et missions 223
2.5.4 Les communes du parc du Pilat concernées par la loi montagne 224

CHAPITRE 3 - AUTRES ESPACES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE 226

3.1 LES FORÊTS 226
3.2 LES RÉSEAUX ÉCOLOGIQUES ET LES CORRIDORS BIOLOGIQUES 226

CHAPITRE 4 - DES SITES NATURELS REMARQUABLES INSUFFISAMMENT PROTÉGÉS 230

4.1 ÉTAT DES LIEUX DES SITES PROTÉGÉS OU GÉRÉS 230

4.2 LES SITES NON PROTÉGÉS OU GÉRÉS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT 232

4.3 LES PLANTES ENVAHISSANTES 233

CHAPITRE 5 - SYNTHÈSE ET ENJEUX DES ESPACES NATURELS REMARQUABLES 235

5.1 ATOUTS 235

5.2 FAIBLESSES 235

5.3 ENJEUX 235

Document 4

Sommaire

PARTIE 4

LES RESSOURCES NATURELLES ET LEUR GESTION 236

CHAPITRE 1 - L'OCCUPATION DU SOL 237

CHAPITRE 2 - LES TERROIRS AGRICOLES 239

CHAPITRE 3 - L'EXPLOITATION DU SOUS-SOL 241

3.1 L'EXPLOITATION DES CARRIÈRES 241

3.2 LES CONCESSIONS MINIÈRES 242

CHAPITRE 4 - LES RESSOURCES EN EAU 243

4.1 CONTEXTE HYDROLOGIQUE ET HYDROGÉOLOGIQUE 243

4.1.1 Les eaux superficielles 243
4.1.2 Les eaux souterraines 246

4.2 LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION 249

4.2.1 Le Sdage Rhône Méditerranée Corse 249
4.2.2 Le Sage Bièvre Liers Valloire 251
4.2.3 Les contrats de rivière 252
4.2.4 Le schéma départemental de la gestion de la ressource en eau de l'Isère 253
4.2.5 Le plan Rhône 253

4.3 LA GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU 254

4.4 L'ASSAINISSEMENT 257

4.4.1 La capacité de traitement 257
4.4.2 La qualité des eaux traitées 260
4.4.3 Enjeux 261

4.5 L'EAU ET L'AGRICULTURE 261

4.5.1 État des lieux des prélèvements 261
4.5.2 Les pressions polluantes d'origine agricole 261
4.5.3 Enjeux 262

4.6 L'EAU ET L'INDUSTRIE 263

4.6.1 État des lieux des prélèvements 263
4.6.2 Les rejets industriels 263
4.6.3 Enjeux 263

4.7 SYNTHÈSE DES PRÉLÈVEMENTS 263

CHAPITRE 5 - LES ÉNERGIES 264

5.1. LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE 264

5.2. LE SOLAIRE THERMIQUE 265

5.3. LE PHOTOVOLTAÏQUE 265

5.4. L'ÉNERGIE HYDROÉLECTRIQUE 266

5.5. LE BOIS ÉNERGIE : UNE RESSOURCE ABONDANTE 266

5.5.1 À l'échelle régionale 266
5.5.2 À l'échelle du territoire du Scot des Rives du Rhône 266
5.5.3 Sur le PNR du Pilat 266

5.6. UN POTENTIEL ÉOLIEN 267

5.6.1 À l'échelle régionale 267
5.6.2 Les zones de développement éolien 267
5.6.3 Les schémas éoliens 268

5.7. LA GÉOTHERMIE, TOUJOURS PEU EXPLOITÉE 269

5.8. LA MÉTHANISATION 269

5.9. LE PARC DU PILAT ET LE CONTRAT ATENEE 270

CHAPITRE 6 - SYNTHÈSE ET ENJEUX DES RESSOURCES NATURELLES 271

6.1 ATOUTS 271

6.2 CONTRAINTES 271

6.3 ENJEUX 271

Document 4

Sommaire

PARTIE 5

LES RISQUES ET NUISANCES 274

CHAPITRE 1 - LA QUALITÉ DE L'AIR ET LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE 275

1.1 À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES : LE PRQA 275

1.2 LES STRUCTURES DE SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'AIR 276

1.2.1 Coparly : comité de coordination pour le contrôle de la pollution atmosphérique dans la région lyonnaise 276

1.2.2 Sup'Air : surveillance de la pollution de l'air du Nord Isère 276

1.2.3 Atmo Rhône-Alpes 277

1.3 LA QUALITÉ DE L'AIR SUR LES RIVES DU RHÔNE 277

1.3.1 Le dioxyde de soufre 277

1.3.2 Les composés organiques volatils 278

1.3.3 Le dioxyde d'azote : « le mauvais élève » 278

1.3.4 Les particules 279

1.3.5 L'ozone 280

1.3.6 Les autres polluants atmosphériques suivis ponctuellement 280

1.3.7 L'exposition des populations 281

1.4 CONCLUSION : LA QUALITÉ DE L'AIR SUR LE TERRITOIRE DU SCOT 282

1.4.1 L'indice Atmo 282

1.4.2 Enjeux de la qualité de l'air 282

CHAPITRE 2 - LES NUISANCES SONORES 283

CHAPITRE 3 - LA GESTION DES DÉCHETS 285

3.1 LES DOCUMENTS DE CADRAGE 285

3.2 LES STRUCTURES DE GESTION 285

3.3 LA QUANTITÉ ET LES TYPES DE DÉCHETS PRODUITS 287

3.4 LA COLLECTE DES DÉCHETS 289

3.4.1 La collecte sélective 289
3.4.2 La collecte sélective : quantité collectée par déchet 289
3.4.3 Les déchèteries 290

3.5 LA DESTINATION ET LE TRAITEMENT DES ORDURES 290

3.5.1 Les centres de stockage 290
3.5.2 Les quais de transfert 290
3.5.3 Les unités de traitement : usine d'incinération 291
3.5.4 Les plateformes de compostage 291
3.5.5 Centres de traitement et de collecte 291
3.5.6 La valorisation des déchets 292

3.6 LES DÉCHETS : SYNTHÈSE ET ENJEUX 292

CHAPITRE 4 - SITES ET SOLS POLLUÉS 293

4.1 LES DONNÉES BASOL 293

4.2 LES DONNÉES BASIAS 295

CHAPITRE 5 - RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES 296

5.1 LES RISQUES NATURELS 296

5.1.1 Les risques d'inondation 296
5.1.2 Les mesures de prévention 296
5.1.3 Les mouvements de terrain 297
5.1.4 Le risque de feu de forêt 298
5.1.5 Le risque de rupture de barrage 299
5.1.6 Le risque sismique 299

5.2 LES RISQUES TECHNOLOGIQUES 299

5.2.1 Les établissements classés Seveso 299
5.2.2 L'installation nucléaire de base de Saint-Alban-du-Rhône – Saint-Maurice-l'Exil 300
5.2.3 Les transports de matières dangereuses 301

CHAPITRE 6 - SYNTHÈSE ET ENJEUX DES RISQUES ET NUISANCES 303

6.1 ATOUTS 303

6.2 CONTRAINTES 303

6.3 ENJEUX 303

Document 4

Sommaire

PARTIE 6

SYNTHESE DES ENJEUX 306

CHAPITRE 1 - LA RÉGION DE CONDRIEU 307

CHAPITRE 2 - LE PILAT RHODANIEN 308

CHAPITRE 3 - LE PAYS VIENNOIS 309

CHAPITRE 4 - LE PAYS ROUSSILLONNAIS 310

CHAPITRE 5 - RHÔNE VALLOIRE 311

CHAPITRE 6 - LA VALLÉE DU RHÔNE 312

CONCLUSION

LES RIVES DU RHÔNE 314



Document 4

INTRODUCTION

Le territoire du Scot des Rives du Rhône

Le territoire du Scot des Rives du Rhône couvre 80 communes sur une superficie totale de 956 km². Il est organisé en 5 intercommunalités et une commune isolée.

L'intégration de la dimension environnementale dans l'ensemble des politiques publiques est une exigence tant nationale qu'européenne, notamment rappelée dans la stratégie nationale du développement durable adoptée en juin 2003. Cela nécessite l'identification des enjeux environnementaux à prendre en considération.

De plus, la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) du 13 décembre 2000 impose aux Scot d'appliquer des objectifs de développement durable :

- préserver la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol ainsi que prévenir les risques naturels
- assurer une utilisation économe de l'espace, la maîtrise des besoins en déplacements et le développement de la production des énergies renouvelables
- assurer l'équilibre entre « développement de l'urbanisation » et « protection des espaces naturels »

Le présent document constitue l'état initial de l'environnement du Scot des Rives du Rhône. Il présente thème par thème un état des lieux des différentes problématiques environnementales et ce qui est « en jeu » sur le territoire. Il intègre, applique et précise des enjeux environnementaux supra-territoriaux donnés par un certain nombre de documents de cadrage, dont les principaux sont la directive territoriale d'aménagement et le profil environnemental régional.

La directive territoriale d'aménagement

Depuis son approbation le 12 janvier 2007, les orientations de la DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise s'imposent aux Scot et aux PLU. La partie nord des Rives du Rhône, c'est-à-dire la communauté de communes de Condrieu et la communauté d'agglomération du pays viennois sont incluses dans ce périmètre. En matière d'environnement, les orientations du Scot doivent ainsi prolonger et préciser celles de la DTA, en affichant une volonté de protection des espaces naturels, des paysages et des ressources en eau grâce à une plus grande maîtrise de l'étalement urbain.

Le profil environnemental de la région Rhône-Alpes (2005)

Le profil environnemental de la région Rhône-Alpes est un outil permettant la mise en cohérence des politiques publiques avec les enjeux environnementaux régionaux. Il donne un cadre à l'évaluation environnementale dans la région.

La situation de carrefour de la région Rhône-Alpes est à l'origine de la grande richesse de ses espaces naturels remarquables et de sa biodiversité. Ce patrimoine contribue à la forte attraction de la région, qui connaît une croissance dynamique. Cela engendre une pression humaine et urbaine qui peut conduire à menacer voire condamner certains espaces naturels : diminution des espaces naturels au profit de zones artificialisées, fragmentation des milieux, pollution des sols, de l'air, de l'eau, etc.

Au cœur de la région Rhône-Alpes, à l'intersection de cinq départements (Rhône, Ardèche, Loire, Drôme et Isère) les Rives du Rhône reflètent cette diversité et cette richesse. Mais le territoire, en grande partie en situation périurbaine au sud de l'agglomération lyonnaise, traversé par la vallée du Rhône qui concentre habitat, activités économiques, infrastructures et milieux naturels remarquables, subit aussi de nombreuses pressions.

Concilier environnement et développement du territoire est un des enjeux majeurs des Rives du Rhône.

Document 4

PARTIE 1

L'environnement physique

Traversé par le Rhône, le territoire du Scot des Rives du Rhône se caractérise par une topographie contrastée : massifs montagneux et coteaux abrupts côtoient de larges vallées alluviales. Cette opposition se traduit également d'un point de vue climatique, avec des conditions plus rudes en rive droite sur les plateaux. Le climat local est par ailleurs fortement influencé par la vallée du Rhône, qui canalise les circulations atmosphériques.

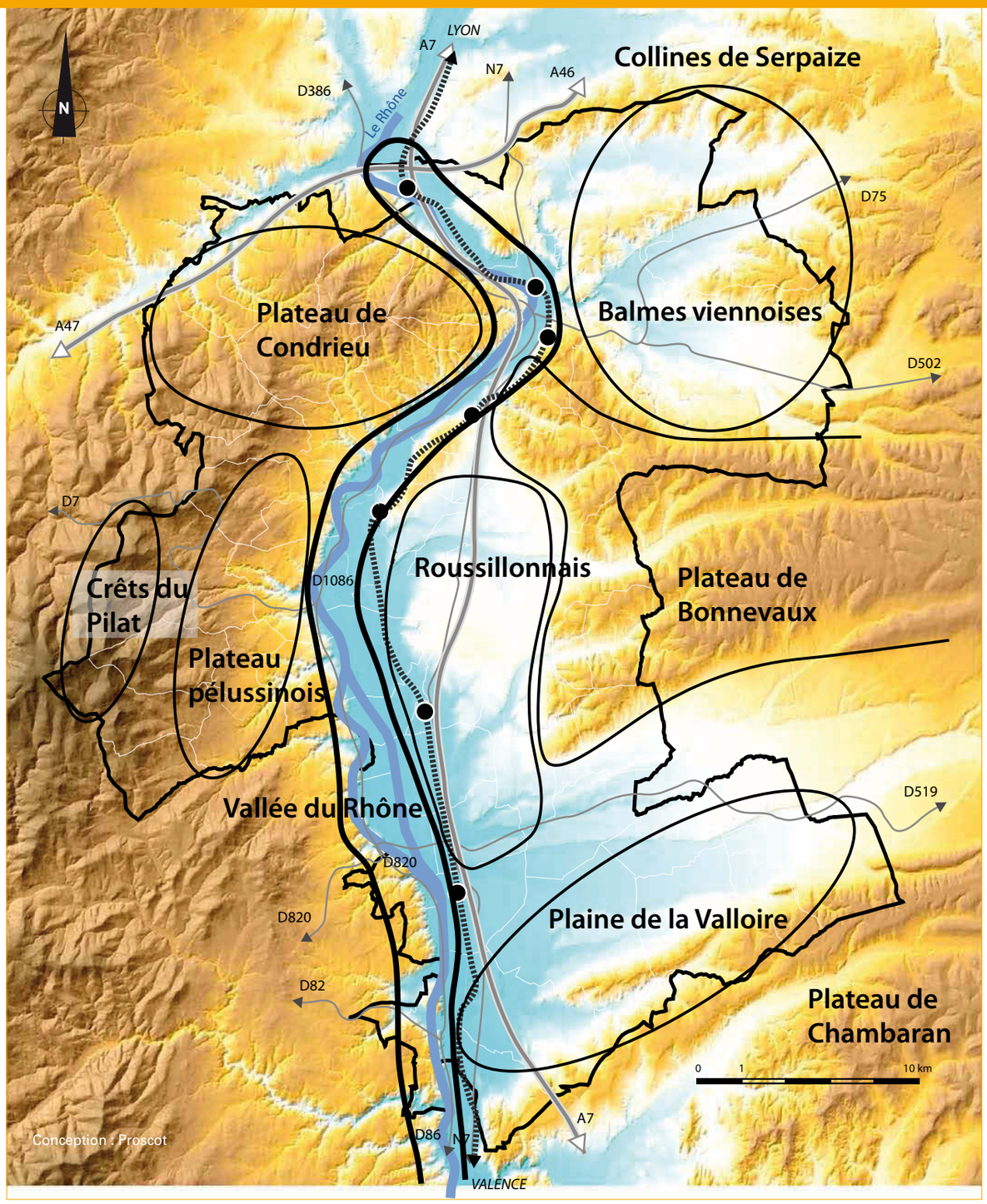
La topographie : trois entités géographiques

Le territoire du Scot, situé au sud de l'agglomération lyonnaise, se développe autour de la vallée du Rhône qui le traverse du nord au sud.

Les Rives du Rhône bénéficient d'un relief contrasté qui se compose de trois entités topographiques :

- La vallée du Rhône, véritable épine dorsale du territoire, s'étend de Loire-sur-Rhône (69) et Chasse-sur-Rhône (38) au nord à Andance (07) et Andancette (26) au sud.
- À l'ouest du Rhône s'élèvent le plateau et le massif du Pilat.
- À l'est du Rhône, on retrouve les vallées du bas Dauphiné (les quatre vallées), les collines des balmes viennoises et la plaine de la Valloire.

CARTE DU RELIEF



1.1 À L'EST DU RHÔNE : UNE ALTERNANCE DE COLLINES ET DE VALLÉES

En rive gauche, le soulèvement des Alpes a fait glisser une couverture sédimentaire remaniée ensuite par les épisodes glaciaires. Dans ces couches géologiques et détritiques meubles, le relief d'érosion est peu énergique. Il se caractérise par une alternance de collines et de vallées orientées est-ouest.

Du nord au sud, on rencontre les entités topographiques suivantes :

- les collines de Serpaize au nord de Vienne
- les vallées de la Sévenne, de la Vega et de la Gère qui confluent avec le Rhône à Vienne (bassin des quatre vallées)
- le plateau de Bonnevaux et les anciennes terrasses du Rhône où s'incisent les vallées de la Varèze et de la Sanne
- la partie occidentale de la plaine de Bièvre Valloire
- l'extrémité nord-ouest du plateau de Chambaran



Les balmes viennoises vers le Pilat

1.2. LA VALLÉE DU RHÔNE



Le pôle de Condrieu – Saint-Clair-du-Rhône

Au centre du territoire, le Rhône coule à 140 m d'altitude dans une vallée très dissymétrique. Bordée à l'ouest de coteaux abrupts, la vallée s'ouvre à l'est où s'étendent d'anciennes terrasses alluviales. Entre Chasse-sur-Rhône et les Roches-de-Condrieu, la vallée alluviale du Rhône est étroite et se heurte à des « côtières ». Les altitudes varient entre environ 150 m dans la vallée du Rhône et 460 m sur le plateau de Bonnevaux. En rive droite, le lit majeur du Rhône est contraint par les reliefs granitiques du Pilat et des monts d'Ardèche.

1.3. À L'OUEST DU RHÔNE : LE PLATEAU ET LE MASSIF DU PILAT

À l'ouest du Rhône, le territoire du Scot s'inscrit dans le périmètre du parc naturel régional du Pilat. Il s'agit de l'extrémité nord du massif du Pilat, correspondant à la partie orientale du Massif central.

Les paysages sont contrastés en raison de l'étagement altitudinal. Au-dessus de la vallée du Rhône, les coteaux viticoles abrupts s'élèvent entre 150 et 300 m. Ils sont entaillés de nombreux ravins creusés par les ruisseaux affluents du Rhône. Villages et activités agricoles se développent sur le plateau entre 300 et 600 m. Les crêts du massif du Pilat culminent à 1 400 m au-dessus de pentes boisées.

Chapitre 2

Le contexte géologique

Comme déjà observé dans la partie topographie, on constate que la vallée du Rhône sépare deux entités géologiques.

Le Pilat en rive droite constitue l'extrémité orientale du Massif central ; il présente un substrat rocheux dominé par les roches cristallines. En rive gauche, le soulèvement des Alpes a fait glisser une couverture sédimentaire remaniée ensuite par les épisodes glaciaires.

D'un côté, une roche dure a permis le maintien d'un plateau entre 300 m et 600 m d'altitude, bordé de coteaux abrupts et dominé par les crêts du massif du Pilat (1300 m). De l'autre, des roches plus tendres et hétérogènes ont été façonnées en larges vallées à fond plat (Bièvre, Valloire, Varèze, Sanne, Sévenne, Véga, Gère… entre 200 et 300 m d'altitude).

La zone d'étude concerne donc deux grandes régions géologiques différentes :

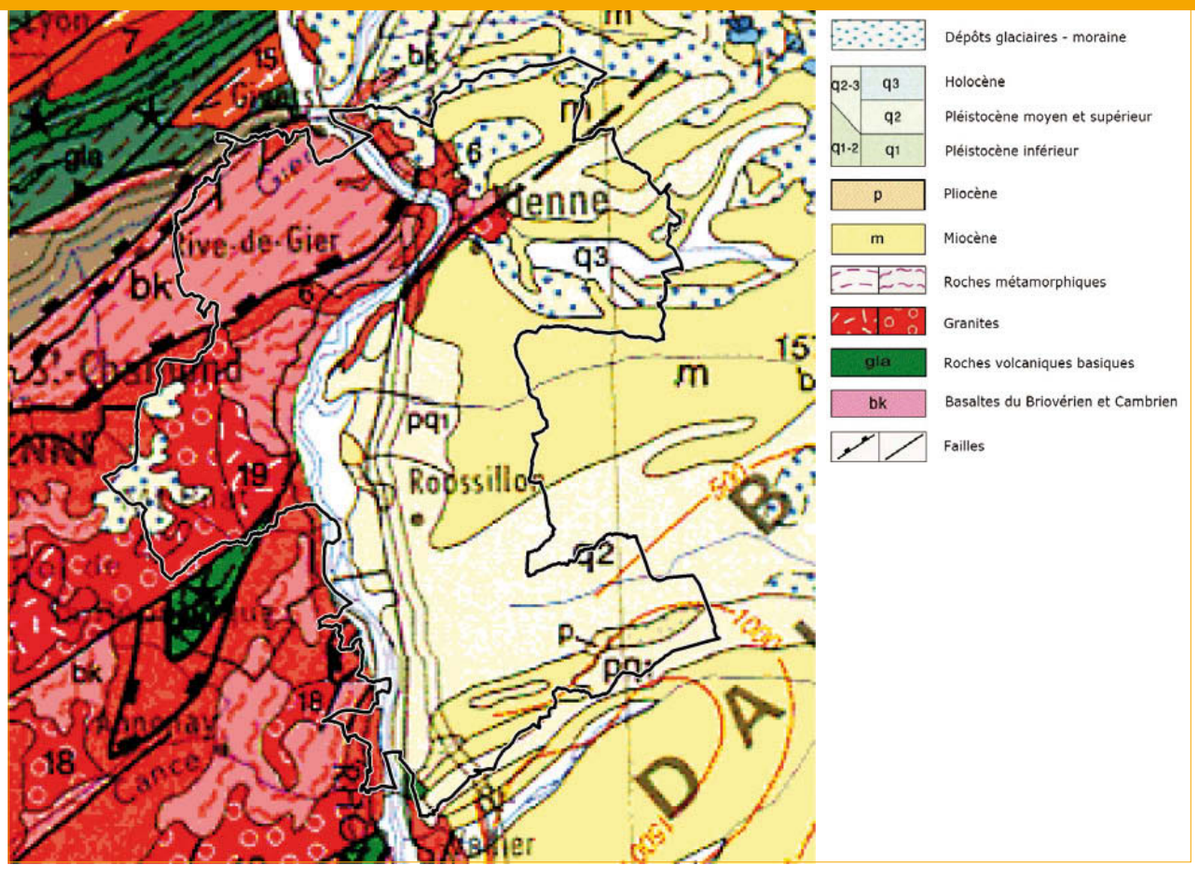
- À l'ouest du Rhône (le massif du Pilat), **le fossé rhodanien rempli de terrains tertiaires et le Massif central français avec ses terrains cristallins et cristallophylliens** ainsi qu'une partie du bassin houiller de Saint-Étienne. Ces formations plus anciennes disparaissent à l'est du Rhône, sous les terrains récents, où ils reparaissent encore localement. Dans le fond des vallées notamment aux environs de Vienne dans la vallée de la Gère et de ses affluents. Vers le sud, ils perdent progressivement en importance jusqu'à Saint-Alban-du-Rhône où ils disparaissent.

- **À l'est du Rhône, les collines du bas Dauphiné sont constituées essentiellement de terrains tertiaires :** miocène et pliocène, recouverts d'alluvions quaternaires.



Le Pilat : un massif granitique

CARTE GÉOLOGIQUE



Document 4

Chapitre 3

Le contexte climatique

Aucune station météorologique n'est installée dans le périmètre du Scot des Rives du Rhône. Les stations les plus proches sont les suivantes :

- *Bron à 8 km au sud-est de Lyon,*
- *Pierre Bénite, à 5 km au sud de Lyon,*
- *Feyzin, à 10 km au sud de Lyon.*

Le contexte climatique a donc été dressé à partir de stations voisines du territoire.

3.1 LES TEMPÉRATURES

Sur le territoire du Scot les températures maximales dépassent les 25°C durant une cinquantaine de jours par an. Cependant durant une dizaine de jours, les maximales ne dépassent pas 0°C. Les moyennes thermiques annuelles sous abri sont comprises entre 10 et 11°C. Les températures moyennes au mois de janvier, se situent entre 1,8°C (à Grenoble) et 2,6°C (à Lyon).

En période estivale, les moyennes de juillet, sont de 19,1°C à Saint-Étienne et 20,8°C à Lyon.

TEMPÉRATURES MENSUELLES MOYENNES EN °C

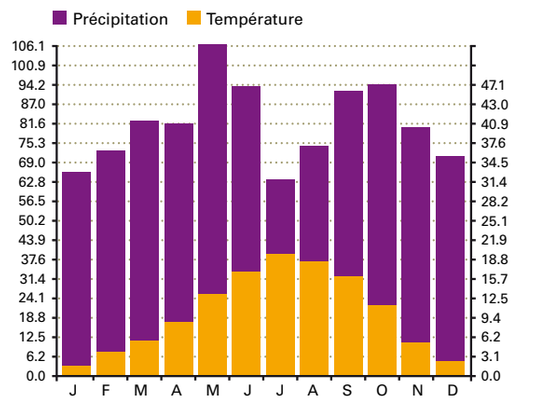
	Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.	Année
Grenoble (Isère)	**1,8**	3,6	5,9	8,8	13,2	16,6	**19,5**	18,9	15,8	11,6	5,9	2,7	**10,4**
Lyon - Bron (Rhône)	**2,6**	4,5	7,2	10,4	14,3	17,9	**20,8**	20	17,1	12,5	6,7	3,2	**11,4**
Saint-Étienne (Loire)	**2,4**	4	6,1	8,8	12,9	16,4	**19,1**	18,6	16	11,7	6,3	3	**10,4**

3.2 LES PRÉCIPITATIONS

Sur le territoire du Scot, les pluies sont réparties de manière hétérogène tout au long de l'année. On remarque, de manière générale, que les pluies les plus importantes tombent au printemps et à la fin de l'été ou à l'automne : c'est au mois de mai qu'ont lieu les plus fortes précipitations (entre 86 mm à Lyon et 107,2 mm à Grenoble). C'est en revanche en hiver que les précipitations atteignent leur hauteur minimale à Saint-Étienne (33,3 mm) et à Lyon (54,1 mm). Grenoble connaît un minimum au mois de juillet avec 63,4 mm.

Les hauteurs de précipitation annuelle vont de 708,2 mm à Saint-Étienne jusqu'à 979,5 mm à Grenoble. On dénombre environ une centaine de jours de pluie par an sur le territoire du Scot.

DIAGRAMME OMBROTHERMIQUE STATION DE GRENOBLE



Cumul précipitation (en mm) et température moyenne (en °C)

CUMULS MENSUELS MOYENS DES PRÉCIPITATIONS EN MM

	Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.	Année
Grenoble (Isère)	66	72,6	82,8	81,9	**107,2**	94,1	**63,4**	74,9	91,4	94,1	80,3	70,7	**979,5**
Lyon - Bron (Rhône)	**54,1**	54,5	62,9	**67,8**	86	76,6	60,6	76,7	75,2	79,5	71,4	59,2	**824,8**
Saint-Étienne (Loire)	37,8	**33,3**	44	62,3	93,1	**76**	63,4	75,8	69	61,5	50,7	40,6	**708,2**

3.3 LE VENT

Le vent souffle régulièrement toute l'année. Le vent souffle à plus de 16 m/s environ 33 jours par an à Grenoble et Saint-Étienne et environ 50 jours par an à Lyon. La vitesse du vent est rarement supérieure à 28 m/s. Ce n'est qu'en automne hiver (octobre, novembre, décembre) que l'on enregistre de tels chiffres. Le vent le plus fort ayant été enregistré a soufflé sur Lyon le 15 novembre 1987 à 35 m/s.

Le vent souffle principalement du nord et du sud, canalisé par la vallée du Rhône.

3.4 AUTRES PHÉNOMÈNES CLIMATIQUES

L'ensoleillement

La durée de l'insolation est moyenne, avec environ 2 200 heures/an. Les mois les plus ensoleillés correspondent à la période estivale.

Orage

On compte en moyenne une trentaine de jours d'orage sur le territoire du Scot, principalement répartis de mai à septembre.

La neige et le gel

Le secteur d'étude connaît entre 60 jours (Lyon) et 80 jours (Grenoble et Saint-Étienne) de gel par an et une vingtaine de jours de neige. Ces jours de froid se répartissent entre novembre et avril.

Le brouillard

Les phénomènes de brouillard sont présents de 20 à 40 jours par an. Ils se répartissent entre les mois d'octobre et de janvier.

La grêle

Il grêle peu sur le territoire du Scot (1 à 2 jours par an) mais cela peut suffire à causer des dommages notables aux productions viticoles et arboricoles du territoire.

FRÉQUENCE DES PHÉNOMÈNES CLIMATIQUES

	Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.	Année
Orage	**0**	0,1	0,3	1,5	4,5	**6,1**	6	5,8	3,4	1	0,3	0,1	**29**
Neige	**6,1**	4,9	3,7	2	0,1	**0**	**0**	**0**	**0**	0,2	2,8	5,4	**25,2**
Brouillard	3,2	1,6	0,9	0,6	0,4	**0,3**	**0,3**	0,5	1,8	3,5	3	**4,1**	**20,3**
Grêle	**0**	**0**	0,3	0,2	**0,4**	0,3	0,1	0,1	0,2	**0**	**0**	0,1	**1,7**

Chapitre 4

Synthèse du contexte physique

Aux portes de l'agglomération lyonnaise, le territoire des Rives du Rhône s'ouvre aux influences du Sud : mistral, toits aux tuiles canal, productions fruitières... apportent une note méridionale.

Mais les Rives du Rhône sont aussi une terre de contrastes. À la fois liés et séparés par le Rhône, les différents terroirs et paysages sont fortement marqués par les conditions locales de la géologie et de la topographie : hautes maisons de granite et climat rude du Pilat, coteaux viticoles, fermes en pisé du bas Dauphiné, maisons de molasse et murs de galets du Roussillonnais et de la Valloire.

Lieu de passage et frontière, les Rives du Rhône ont gardé les traces d'une occupation humaine fort ancienne et continuent actuellement à se développer de manière dynamique.



Berges du Rhône, Sablons

Mémo

Document 4

PARTIE 2

Le patrimoine paysager et architectural

La présentation des paysages et du patrimoine bâti apporte, à l'échelle du territoire, une vision claire de ce capital identitaire à prendre en compte et à valoriser dans les politiques locales d'aménagement et de développement du territoire.

L'évolution et l'imbrication des paysages sont appréhendées à travers différentes échelles de perception : le « grand paysage », les « paysages emblématiques » et les « paysages du quotidien ». Ils sont présentés ici par grandes unités homogènes, puis par composants.

Les grandes unités et le contexte paysager

Le territoire des Rives du Rhône est remarquable par la diversité des entités et des ambiances paysagères qui le composent.

Du nord au sud en suivant le Rhône, les Rives du Rhône forment une unité paysagère relativement harmonieuse, aux transitions douces, s'appuyant sur des coteaux aux fortes pentes, qui laissent peu à peu la place à une vaste plaine alluviale.

D'est en ouest la vision du territoire est bouleversée, le paysage est contrasté, le relief devient complexe et accidenté avec de fortes amplitudes altitudinales. Sur les coteaux de rive droite, les voies permettant l'accès aux plateaux dessinent des lacets qui rappellent les routes de montagne.

Du haut des balmes viennoises ou du massif du Pilat, on domine les plaines et les vallées, offrant ainsi une compréhension générale de la diversité des paysages traversés.

Le **Rhône joue dans cet environnement un rôle de continuité paysagère** liant chacune des entités du territoire.

Le territoire peut être décomposé en 6 grandes entités paysagères et culturelles :

1- La vallée du Rhône et les coteaux

2- Vienne et le pays viennois

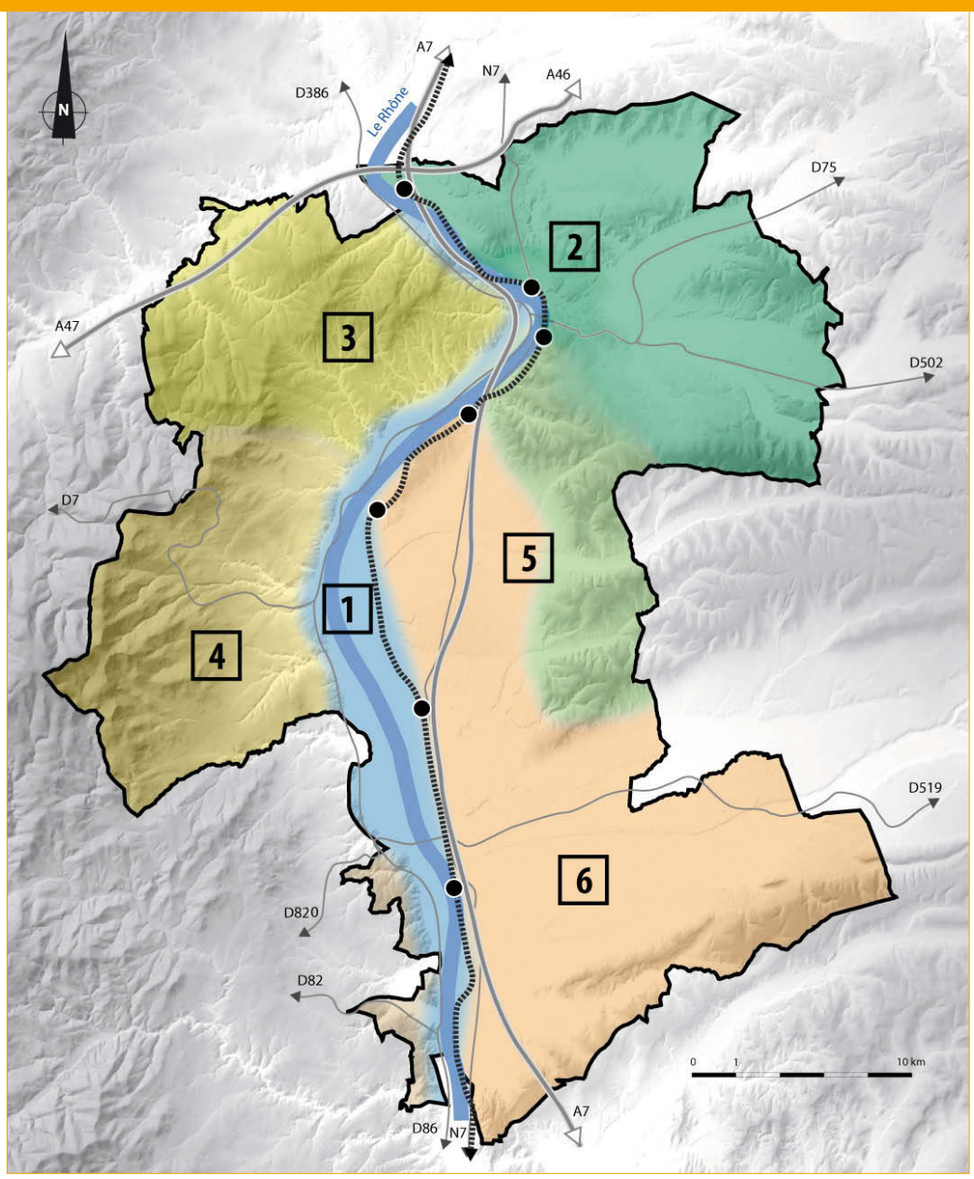
3- Le plateau de Condrieu

4- Le plateau de Pélussin

5- Le Roussillonnais et ses coteaux

6- La vallée de la Valloire

LES GRANDES UNITÉS PAYSAGÈRES DES RIVES DU RHÔNE



1.1 LA VALLÉE DU RHÔNE ET SES COTEAUX

1.1.1 Une vallée faite de contrastes

Au niveau local, la vallée du Rhône joue un rôle de frontière administrative mais également de trait d'union entre l'ensemble des entités géographiques et paysagères du territoire. Il s'agit d'un espace incontournable, sorte de colonne vertébrale du territoire.

Malgré la continuité paysagère assurée par le Rhône, les rives offrent de nombreux contrastes, tant au niveau de l'occupation du sol que des caractéristiques physiques des espaces traversés.

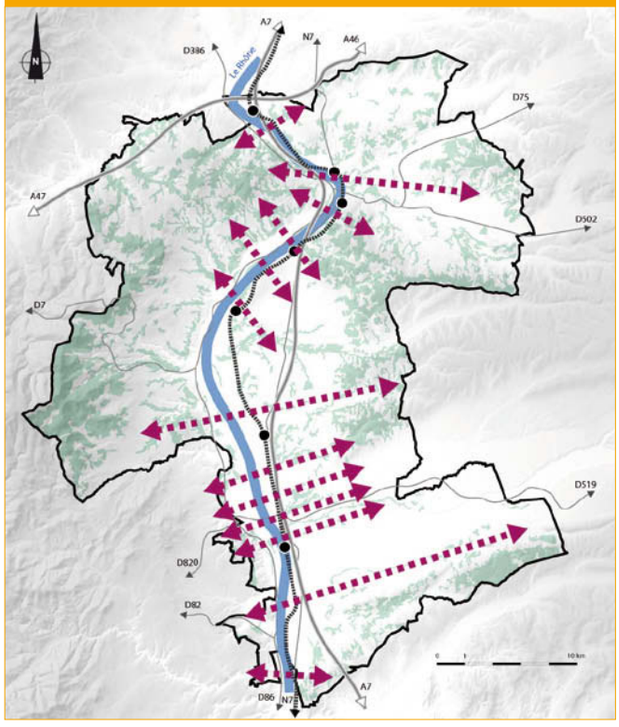
Très étroite au nord du territoire, entourée par des coteaux boisés et des vignes, la vallée s'élargit peu à peu pour laisser place à une vaste plaine alluviale à l'est qui a permis la culture intensive de céréales et de fruits.

Non loin de ces espaces naturels et agricoles de qualité, on note la présence de zones d'activités dont l'impact sur le paysage ne peut laisser indifférent. Celles-ci accueillent principalement des entreprises d'industrie chimique. Les zones d'activités se partagent ainsi avec les zones naturelles, les vergers et les peupleraies.

La vallée du Rhône est ainsi porteuse d'une image positive et symbolique liée à la qualité de ses paysages et de ses espaces naturels. Le fleuve joue également un rôle au quotidien dans les pratiques spatiales et l'imaginaire des habitants. Mais le Rhône porte également pour certains le visage réducteur de « couloir », comparable à une gaine technique ou un espace sacrifié, nécessaire à l'économie et au passage de flux européens.

1.1.2 Perceptions et transversalités

TRANSVERSALITÉS : SCHÉMATISATION DES ÉCHANGES EST-OUEST DE PART ET D'AUTRE DES RIVES DU RHÔNE



La transversalité du territoire a une réalité nord-sud, mais se lit également d'est en ouest. La vallée du Rhône, lieu d'échanges et aux potentialités considérables et diverses, nécessite de trouver un équilibre entre ses multiples vocations et perceptions possibles à l'échelle territoriale et extraterritoriale.

1.1.3 Les ponts : symboles de la transversalité du territoire

Les ponts ont un rôle fonctionnel important pour le territoire des Rives du Rhône et tiennent lieu de symbole comme lien possible entre les deux rives, entre des entités très diverses du territoire.



Construit en 1827, le pont d'Andance est parmi les plus vieux ponts suspendus de France



Le pont de Sablons datant de 1828, surélevé en 1933 pour résister aux plus grandes crues

1.1.4 Implantation du bâti, dynamique et intégration dans le paysage

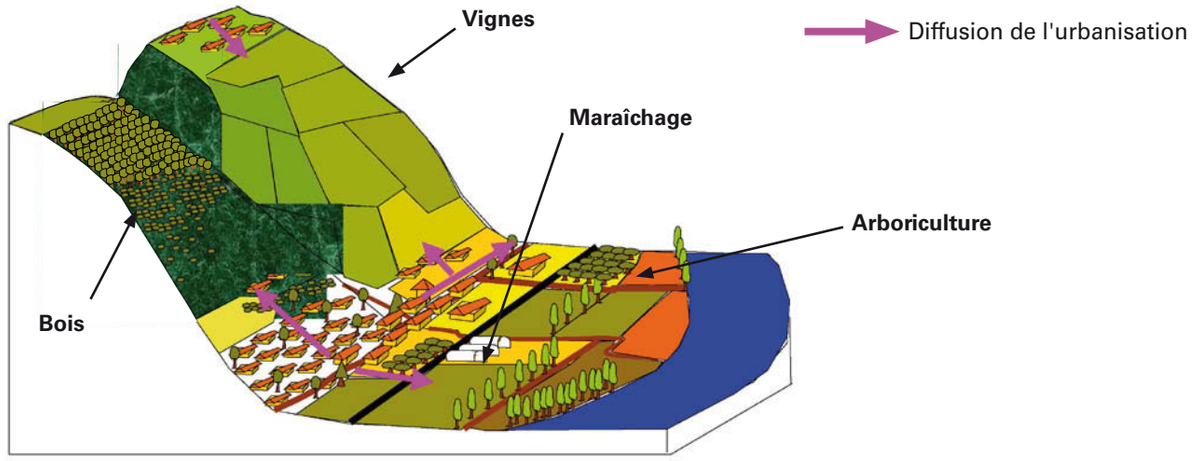
Dans le cas de l'unité paysagère de la vallée du Rhône et des coteaux, les caractéristiques de l'implantation du bâti sont directement liées au contexte topographique (coteaux, plaine alluviale).

La rive droite du Rhône vient rapidement butter sur des coteaux pentus, limitant les possibilités de construction. On note un développement urbain relativement récent sur les coteaux, limité par la forte occupation viticole. Extrêmement visibles depuis la vallée, ces constructions ont un fort impact sur le paysage.

En rive gauche, la vallée s'élargit peu à peu, offrant une vaste plaine alluviale. Ces espaces très cultivés offrent des paysages plus ou moins ouverts en fonction du type de culture (arboriculture, céréaliculture).

Compte tenu des faibles contraintes topographiques, la rive gauche du Rhône est le secteur le plus densément peuplé et urbanisé du territoire. Il accueille l'essentiel des infrastructures de déplacement et les principaux pôles urbains.

DYNAMIQUES SPATIALES DE LA RIVE DROITE DU RHÔNE



1.1.5 Les cônes de vue depuis la vallée du Rhône et les coteaux

Le territoire possède de nombreux cônes de vue participant à la richesse des paysages traversés et à la compréhension générale du site.

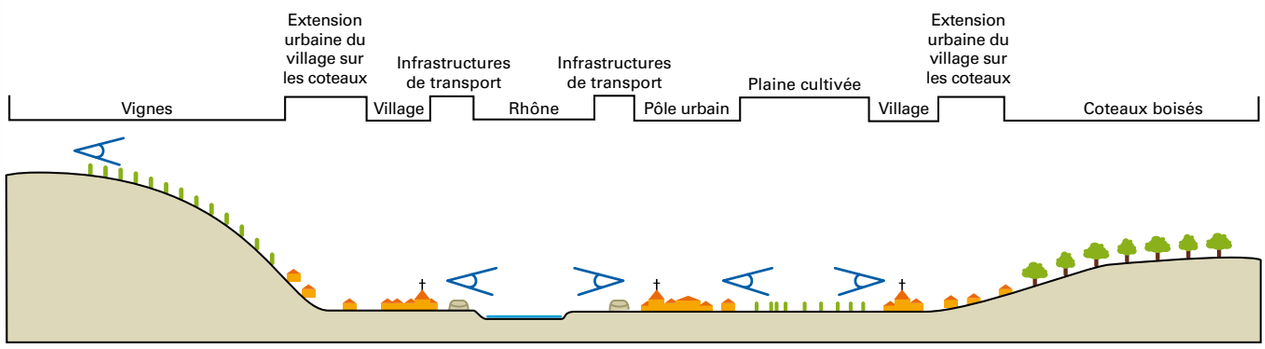
On retrouve 3 types de cônes de vue :

- les vues depuis les « points hauts » du territoire (coteaux, collines, etc.)
- les vues depuis les vastes plaines et plateaux agricoles
- les vues depuis la vallée du Rhône



Vue panoramique depuis les hauteurs des coteaux de Condrieu

REPRÉSENTATION SCHÉMATIQUE EN COUPE DE L'OCCUPATION DE L'ESPACE DE LA VALLÉE DU RHÔNE ET DES COTEAUX



1.2 VIENNE, BALMES VIENNOISES, VALLÉES DE LA GÈRE, DE LA VÉGA ET DE LA SÉVENNE

Les éléments fondamentaux de cette unité sont :

- la morphologie physique de l'ensemble, structurée par l'axe majeur du Rhône et les ouvertures secondaires des vallées de la Véga et de la Gère
- l'organisation et la structure urbaine de la ville de Vienne, véritable amphithéâtre naturel situé à proximité d'un coude étroit du Rhône facilitant sa traversée et justifiant l'édification de la ville romaine

1.2.1 Le paysage de la ville de Vienne

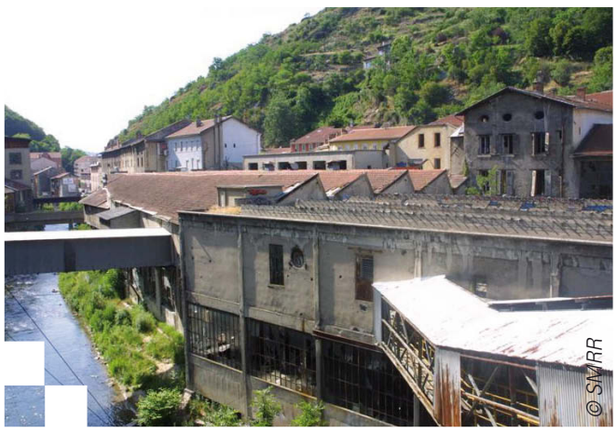
La ville de Vienne s'inscrit dans un site initial situé au bord du Rhône, puis s'avance dans les vallées des balmes viennoises. Cette localisation stratégique, au carrefour de la moyenne vallée du Rhône, franchissable à cet endroit, et des voies conduisant au cœur du massif alpin, sont à l'origine de l'émancipation de la ville dont témoignent aujourd'hui les monuments majeurs comme le grand théâtre reconnu pour être l'un des plus vastes du monde romain.

La ville a ainsi connu une fortune historique assurée par un triple rôle portuaire, commercial et politique. Le patrimoine bâti de la ville est exceptionnel et représente des modèles d'intégration paysagère associant des techniques architecturales complexes aux particularités topographiques du site.

1.2.2 Les quatre vallées, entre Sévenne et Gère

Trois vallées irriguent la ville de Vienne, celle de la Gère, de la Véga et de la Sévenne. L'appellation « quatre vallées » inclut la vallée de la Vésonne, affluent rive droite de la Gère.

La vallée de la Gère a permis le développement naturel de la ville tout en jouant le rôle de trait d'union avec les Alpes. Son importance fut redoublée à partir du Moyen-Âge, lorsque les premières installations de type industriel commencèrent à fleurir. Comme ce fut le cas dans de nombreuses vallées de l'Isère, la force motrice de l'eau permit l'essor et le développement des activités artisanales et industrielles comme le textile ou la métallurgie.



Friche industrielle dans la vallée de la Gère

Avec l'amélioration du transport de l'énergie, l'industrie a peu à peu quitté les vallées étroites en laissant de nombreuses friches. La vallée de la Gère est aujourd'hui associée à un programme de reconquête et de renouvellement urbain mis en place par la ville de Vienne et la communauté d'agglomération du pays viennois. Les vallées de la Véga et de la Sévenne irriguent également la ville de Vienne et l'ensemble du pays viennois. De profil de vallée glaciaire, elles se caractérisent par un fond plat encadré par des collines de faible hauteur.

Ces vallées ont connu un développement urbain important tant au niveau de l'habitat que des zones d'activités. Ce développement a conduit à la conurbation des hameaux et des villages en pied de coteaux.

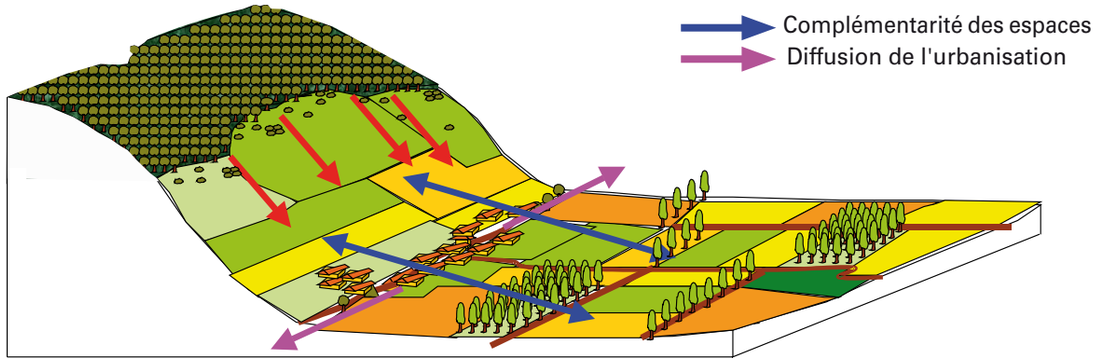
On constate également une diffusion de l'urbanisation pas toujours maîtrisée sur les coteaux exposés au sud.

Les grandes cultures sont réparties dans les fonds de vallée et sur les parties plates des collines.

Les surfaces fourragères sont quant à elles situées sur les versants et les zones des collines au relief plus marqué. Un phénomène d'enfrichement est observé sur les versants.

Ce secteur se caractérise par une remontée des cultures sur les flancs de coteaux, la présence de friches et le rôle essentiel joué par l'élevage dans la mise en valeur des différents espaces de cette entité.

DYNAMIQUES SPATIALES DANS LES BALMES VIENNOISES



Source : Diagnostic territorial agricole et environnemental de Rhône Pluriel



La trame verte et bleue, vallée de la Gère

1.2.3 Constats et enjeux spatialisés

1. Collines à dominante rurale et boisée

- secteur soumis à une pression urbaine importante notamment autour des principaux axes de circulation
- déprise de certains secteurs agricoles, notamment sur les coteaux

2. Vallées et plateaux à dominante rurale

- secteur soumis à une pression urbaine, risque d'urbanisation des coteaux et d'un fort impact paysager
- déprise de certains secteurs agricoles, notamment sur les coteaux

3. Zone urbaine agglomérée

- secteur de requalification urbaine et de projet d'embellissement (centre ancien, reconquête des berges de la rive gauche du Rhône)
- risque de jonction entre les entités urbaines de Vienne et de Seyssuel par le développement d'une urbanisation diffuse le long des axes routiers

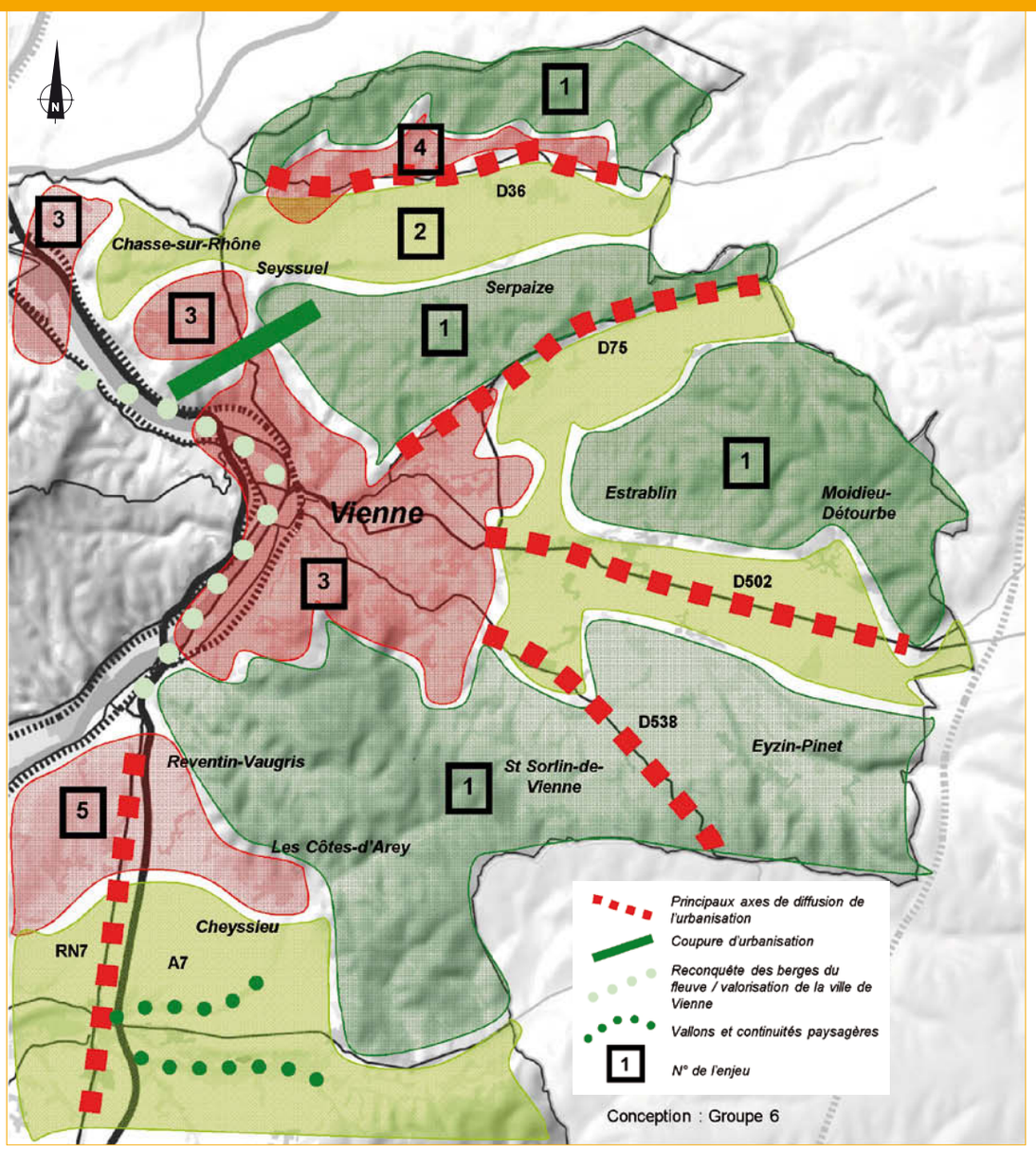
4. Développement urbain des villages le long de la RD36
Deux dynamiques constatées :

- développement urbain sur les coteaux ayant un fort impact paysager depuis la RD36
- constructions en cours au-delà de la RD36 qui servait initialement de limite à l'urbanisation

5. Développement urbain des communes de Chonas aux côtes d'Arey

- présence d'un croissant urbanisé qui a connu un développement urbain relativement diffus
- le risque : poursuite du développement le long des axes routiers, notamment vers les espaces agricoles situés au sud, secteur aujourd'hui encore épargné

ANALYSE DÉTAILLÉE DES ENJEUX PAYSAGERS : AGGLOMÉRATION VIENNOISE, BALMES VIENNOISES ET 4 VALLÉES



1.2.4 Rappel des objectifs de la DTA

Les balmes viennoises font partie des « cœurs verts » de l'aire métropolitaine lyonnaise, qui sont des « territoires ressource » du milieu naturel, rural, paysager et récréatif. Les enjeux principaux de ces territoires sont :

- le maintien de la vie rurale
- la protection et la valorisation du patrimoine naturel et écologique
- l'équilibre entre les usages des milieux et l'organisation de la fréquentation et des loisirs
- l'incompatibilité des cœurs verts avec les projets de grandes infrastructures

Les quatre vallées sont des « espaces de transition », des zones de contact et d'échange entre les grands sites naturels et urbanisés, qui connaissent des pressions résidentielles fortes et de nombreux projets d'infrastructures. Les enjeux principaux de ces territoires sont :

- la maîtrise du mitage et le maintien d'une vigilance vis-à-vis de l'urbanisation
- la structuration du développement et le maintien de l'offre en espaces agricoles ouverts de qualité
- le renforcement des continuités fonctionnelles et écologiques avec les coeurs verts

Ces territoires de mixité et d'interpénétration (rural-urbain, naturel-artificiel) sont le support de **nombreux corridors écologiques** contribuant à la biodiversité du territoire.

1.3 LE PLATEAU DE CONDRIEU

Le plateau de Condrieu appartient à l'entité géographique du Piémont rhodanien. Dans cette grande unité géographique et paysagère, on peut distinguer les coteaux du plateau, qui offrent une diversité considérable de paysages sur des distances très courtes.

Le secteur de Condrieu est avant tout marqué par la présence des coteaux abrupts qui bordent la vallée du Rhône, dont l'orientation nord-est / sud-ouest a facilité la plantation de vignes.

1.3.1 Condrieu, les coteaux et le vin



Terrasses aménagées sur les coteaux de Condrieu

L'influence du climat méditerranéen se fait sentir près du fleuve et dans les ravins qui entaillent la côtière du Rhône, où les terrasses portent des vignobles d'appellation prestigieuse : Côte-Rôtie, Saint-Joseph et Condrieu. Le vignoble de Condrieu marque le paysage et est à l'origine de la notoriété de la ville et de ses alentours.

Les coteaux accueillent de nombreuses terrasses, appelées « chaillets », qui découpent le paysage en une succession d'escaliers et de paliers évitant ainsi le ravinement. La géométrie s'adoucit aux endroits moins pierreux, là où la décomposition en sables granitiques plus profonds remplace l'affleurement du socle.

1.3.2 Condrieu et le plateau

Les vallons encaissés des coteaux permettent l'accès au plateau de Condrieu. Cette entité s'étend des communes de Longes et Condrieu au nord à Échalas et la Chapelle-Villard au sud.

Le plateau de Condrieu se caractérise par la présence de vallons et de larges espaces ouverts entretenus par une agriculture dynamique, reposant principalement sur l'élevage laitier. Ces paysages apaisants laissent peu à peu la place à l'est, à des vallons plus encaissés annonçant la venue de la vallée du Gier. On distingue deux sous entités principales :

1. Le plateau de Condrieu ouest

Ce plateau offre une douce transition du nord au sud où le relief du Pilat s'atténue peu à peu. Ce secteur offre un paysage vallonné. La partie ouest est plus accidentée, avec la présence de combes découpant le plateau et permettant de rejoindre la rivière du Gier (combe de l'enfer, ruisseau de Vareille sur Échalas etc.). Celles-ci sont peu visibles et leurs coteaux presque complètement boisés. Sur les parties abruptes et rocheuses de ces mêmes coteaux ont été plantés des résineux.

Lorsque l'on s'approche des contreforts nord du Pilat (commune de Longes), on peut remarquer la présence d'une dynamique d'enfrichement. Les espaces urbanisés sont peu nombreux hormis quelques fermes isolées.

Les communes de Longes, de Trèves et des Haies offrent un paysage très ouvert composé de grandes parcelles où les bocages sont peu nombreux. L'activité agricole dominante est la polyculture et l'élevage. L'activité agricole est bien implantée et permet le maintien d'un paysage diversifié.

Sur la commune d'Échalas, le sentiment d'ouverture est moins fort avec des parcelles plus petites, plus de bocage et des traces ponctuelles de friches et de bois qui sont le signe du recul de l'activité agricole.

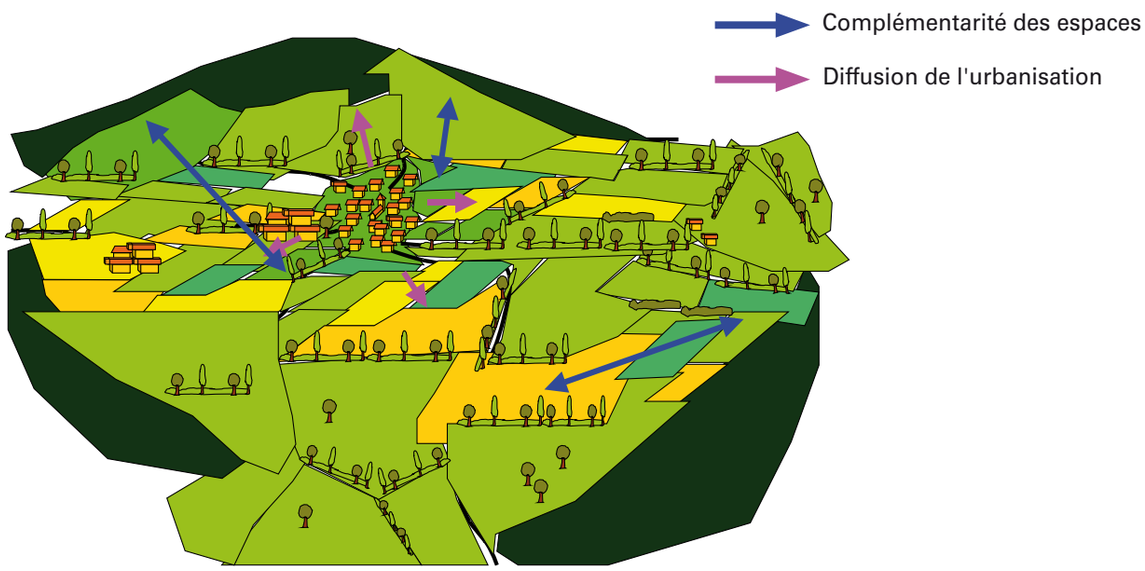
2. Plateau est de Condrieu

Le relief de cette sous-entité est plus marqué, composé de vallons boisés ou cultivés et de quelques structures bocagères. Le plateau est également entaillé de combes orientées vers la vallée, mais celles-ci sont moins profondes. Chacune de ces combes offre des points de vue intéressants sur les paysages environnants.



Paysage ouvert sur la partie ouest du plateau de Condrieu depuis la commune de Les Haies

DYNAMIQUES SPATIALES SUR LE PLATEAU DE CONDRIEU



Source : Diagnostic territorial agricole et environnemental de Rhône Pluriel

1.3.3 Constats, et enjeux spatialisés

1. Secteur aggloméré d'Ampuis et de Condrieu

- En rive droite, le développement urbain du secteur est contraint par les coteaux viticoles, les espaces naturels remarquables, le Rhône. Le risque de mitage de ces espaces est faible.
- En rive gauche, le développement urbain est plus conséquent (Chonas-l'Amballan, Saint-Prim, Reventin-Vaugris…). L'impact visuel est important. Les espaces de respiration entre ces zones urbanisées sont aujourd'hui menacés.

2. Secteurs à dominante agricole plus ou moins soumis aux pressions urbaines

- Risque de mitage de l'espace agricole autour de l'aérodrome de Vienne-Reventin.
- Sur le plateau de Condrieu, l'agriculture domine sous forme d'élevage. Autour de certaines communes (Longes, Les Haies…), l'implantation de constructions récentes en entrée de village viennent perturber les qualités d'insertion du bâti traditionnel.
- Pression urbaine importante sur les espaces agricoles de Saint-Michel-sur-Rhône.
- Les vallées pénétrantes des coteaux viticoles sont des éléments structurants et identitaires du paysage.

3. Secteurs à dominante boisée au relief accidenté

- Fermeture des paysages progressive liée à la déprise agricole.

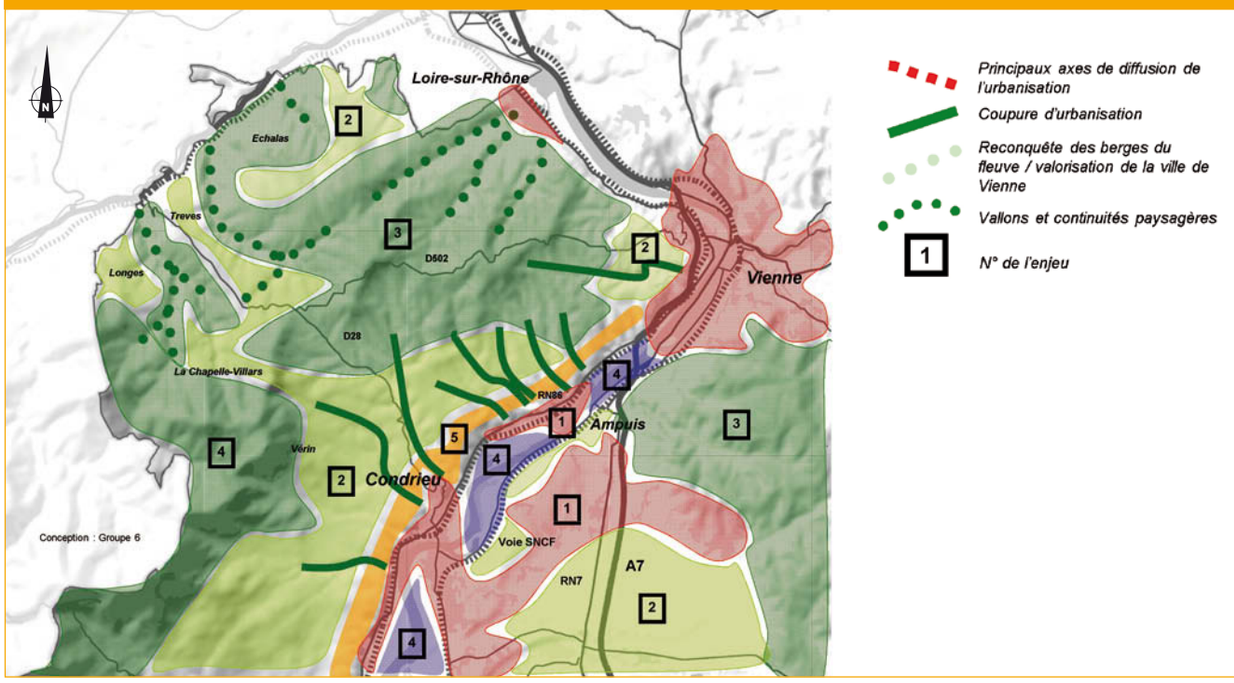
4. Secteurs des contreforts du Pilat

- Enjeu principal : fermeture des paysages et enfrichement liés à l'évolution des pratiques agricoles et/ou aux spéculations foncières.

5. Secteurs des coteaux viticoles

- Unité paysagère de qualité avec un développement urbain marginal sur les coteaux.

ANALYSE DÉTAILLÉE DES ENJEUX PAYSAGERS : PLATEAU DE CONDRIEU



1.3.4 Rappel des objectifs de la DTA

Le plateau de Condrieu au nord du Pilat est un « espace de transition », une zone tampon du parc du Pilat, à forte valeur écologique et paysagère, espace de loisir de proximité. Située entre la vallée du Gier et le massif du Pilat, elle est composée de prairies et de vallées transversales dont les cours d'eau se jettent dans le Gier (Cotéon, combe de l'enfer, Egarande, Dorlay, Gier, Furan…), assurant des liaisons écologiques entre le massif et la vallée.

Sur le plateau d'Échalas, les enjeux suivants ont été identifiés :

→ soutenir les secteurs agricoles en perte de vitesse du fait de la déprise agricole (versants nord du Pilat)

→ développer les formes de gestion de l'espace et d'ouverture au public des espaces naturels et agricoles

→ maintenir l'identité rurale du plateau d'Échalas : par une limitation de l'extension urbaine des bourgs et protection des espaces agricoles et naturels, le développement des plans de gestion des milieux et la maîtrise des pressions sur les milieux (usage de l'eau), l'organisation des fonctions d'accueil de loisir du parc et de sa périphérie. Le pourtour de l'extrémité nord du plateau du Pilat, les vallées du Gier à l'ouest et du Rhône à l'est, font partie de la **« trame verte » de l'aire métropolitaine lyonnaise.**

Le principe de cette trame est de garder une continuité d'espaces non bâtis à l'intérieur du tissu urbain dense, avec une vocation paysagère et de loisirs de proximité complémentaire de l'espace public urbain. Les enjeux principaux de ces territoires sont :

- la pénétration de la nature en ville
- le maintien des corridors écologiques
- l'aération du tissu urbain
- la qualité du cadre de vie
- la régulation des eaux de surface
- les liaisons avec les grands sites naturels de la couronne et des cœurs verts (Pilat, balmes)

Par ailleurs, **deux liaisons/coupures vertes** sont inscrites dans la DTA en limite nord / nord-ouest des Rives du Rhône : entre le Pilat et les balmes au nord de Vienne au travers de la vallée du Rhône d'une part, entre le Pilat et les monts du lyonnais à l'aval de la vallée du Gier d'autre part (à hauteur de Saint-Romain-en-Gier).

1.4 CONTREFORTS DU PILAT ET PLATEAU DE PÉLUSSIN

Depuis les bords du Rhône jusqu'au crêt de l'Œillon à 1370 m d'altitude, le relief du Piémont rhodanien présente en quelques kilomètres d'impressionnants dénivelés.

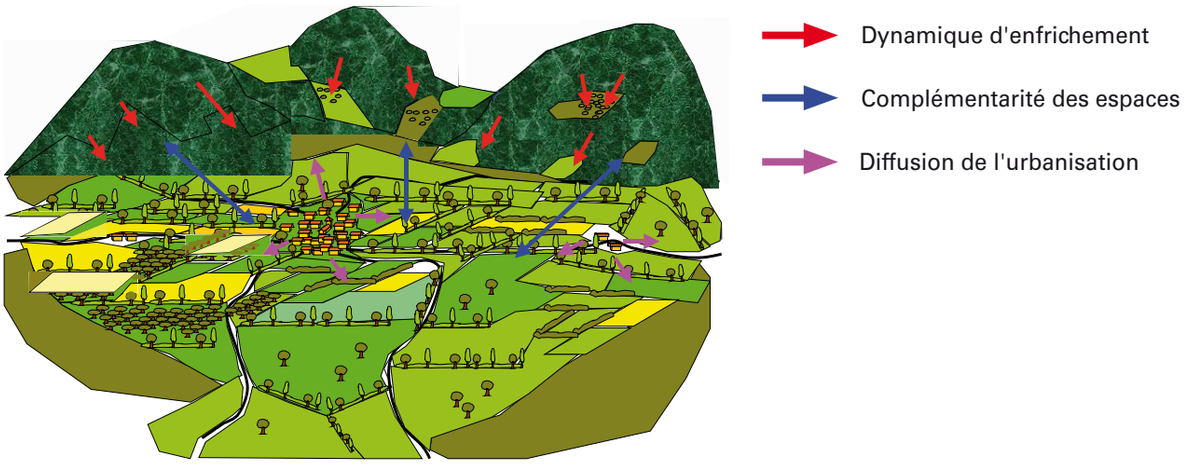
Autour de Pélussin se trouve un vaste plateau occupé par des vergers, en majorité des pommiers, et des prairies qui forment un paysage de bocages en contrebas des sommets boisés. Le relief est globalement marqué par de hautes collines aux pentes assez abruptes découpées par des vallées comme le ruisseau de Bassin à Pélussin par exemple. Les vallées sont souvent mises en valeur par des cultures ou des prairies de fauche. Dans ce secteur, la déprise agricole et une baisse conséquente de l'activité pastorale entraînent un important enfrichement et la fermeture des paysages. Il existe en certains points des traces d'anciennes terrasses aujourd'hui abandonnées.

Pour autant, les parties intermédiaires des communes de Véranne, Roisey, Pélussin et Chuyer sont encore marquées par des surfaces en herbe qui contribuent largement à l'ouverture du paysage. Sur les hauteurs de Véranne, l'abandon des surfaces en herbe est nettement plus marqué, même si des activités autres que l'élevage traditionnel apparaissent dans le territoire : pâture de chevaux, jardins privés (fruits et légumes). Ces activités participent à la qualité des ambiances du « micro-paysage », mais ne sont pas en mesure de maintenir les grandes ouvertures du paysage.



Vue d'une vallée pénétrante : massif du Pilat vers la commune de Pélussin

DYNAMIQUE SPATIALE DU PLATEAU DE PÉLUSSIN



Source : Diagnostic territorial agricole et environnemental de Rhône Pluriel

1.4.1 Constats et enjeux spatialisés

1. Secteurs de diffusion de l'urbanisation

- mitage progressif de l'espace rural

2. Secteurs à dominante rurale et agricole

- présence de vallées pénétrantes rythmant le paysage
- implantations villageoises d'exception (village de Malleval) à forte identité paysagère et identitaire

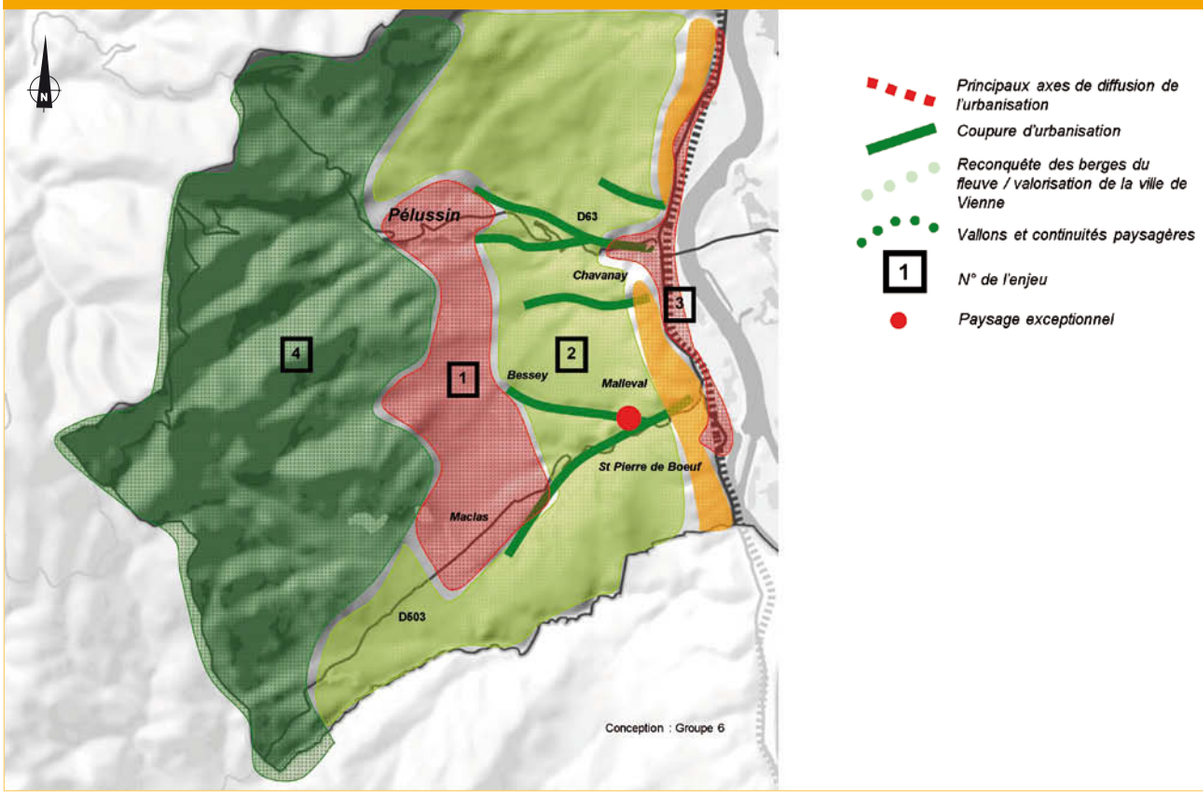
3. Secteurs urbains de Chavanay et de Saint-Pierre-de-Boeuf

- espace urbain contraint (voie ferrée, Rhône...) dont le développement urbain ne peut s'effectuer que dans le cadre d'opérations de renouvellement urbain, sur les coteaux ou aux dépens des vergers de la roche de l'Île.

4. Secteurs du massif du Pilat

- secteur au relief accidenté, développement urbain marginal
- enjeu résidant davantage dans la pérennisation des exploitations agricoles qui permet la diversification des paysages, l'entretien et la valorisation des zones boisées

ANALYSE DÉTAILLÉE DES ENJEUX PAYSAGERS : CONTREFORTS DU PILAT ET PLATEAU DE PELUSSIN



1.4.2 Rappel des objectifs de la DTA

Le Pilat fait partie des cœurs verts de l'aire métropolitaine lyonnaise. Il est reconnu comme site d'intérêt écologique, paysager et récréatif à l'échelle régionale.

L'équilibre de ce type d'espace est fragile : les paysages et la biodiversité du Pilat sont menacés par la déprise agricole (fermeture des espaces), l'appauvrissement biologique du fait d'un enrésinement important et d'un défaut d'entretien des forêts à dominante privée, une forte pression quantitative et qualitative sur la ressource en eau, une dispersion et un non encadrement des pratiques de loisir. Par ailleurs, le massif fait l'objet d'un desserrement résidentiel et de pressions urbaines localisées sur le plateau en lien avec les bordures/espaces de transition des vallées.

Les enjeux du cœur vert Pilat

→ Accompagner la mise en œuvre de la charte du parc naturel régional du Pilat.

→ Renforcer la politique de protection (classement des crêts du Pilat); poursuivre les plans de gestion des sites patrimoniaux.

→ Sur le massif, favoriser les modes de gestion contractuelle de l'espace et des ressources naturelles respectueux de l'environnement (charte PNR, contrats d'objectifs Natura 2000, plans de gestion des espaces ruraux...).

- Soutenir les secteurs agricoles en déprise et accompagner l'agriculture des secteurs dynamiques du Pilat dans la modification progressive des modes de production respectueux des contraintes environnementales afin de garantir la qualité paysagère de ces espaces ruraux.
- Définir une politique globale et planifiée de gestion forestière fondée sur la valorisation de la filière bois, la diversification des essences, le maintien des habitats forestiers d'intérêt patrimonial.
- Développer des mesures de suivi et d'évaluation de l'évolution de la qualité des milieux (ressources en eau) et de l'activité agricole.

- Organiser l'accueil des fonctions de loisirs compatibles avec la sensibilité des milieux.
- Harmoniser les grandes orientations des différents Scot pour préserver la cohérence d'ensemble de ce cœur.
- Éviter les effets de coupure (paysagère ou fonctionnelle) dus aux projets de nouvelles grandes infrastructures ou d'aménagement du réseau routier secondaire.

1.5 LE ROUSSILLONNAIS ET SES COTEAUX

La rive gauche du Rhône s'élargit peu à peu lorsque l'on se dirige vers le sud du territoire.

L'absence de contrainte topographique a permis le développement de l'urbanisation, de zones artisanales et industrielles avec une forte concentration du bâti au niveau de Péage-de-Roussillon et de Roussillon. Des espaces ouverts agricoles et quelques parcelles boisées occupent des zones potentiellement inondables.

Cette entité laisse encore aujourd'hui une place importante à l'agriculture avec, au nord de Roussillon, la présence de nombreux vergers.

Au nord d'Auberives-sur-Varèze, les vastes vergers laissent place à de grandes parcelles agricoles structurées par les chemins ruraux, les vallons, les rus et ruisseaux (ruisseaux du Suzon, de la Varèze, de la Sanne).



Vergers au nord de Roussillon

Constats et enjeux spatialisés

1. Développement urbain des communes de Chonas aux Côtes-d'Arey

- présence d'un croissant urbanisé qui a connu un développement urbain relativement diffus. Le risque est la poursuite du développement le long des axes routiers, notamment vers le sud, secteur aujourd'hui encore épargné
- le couloir rhodanien est quant à lui fortement urbanisé, les coupures d'urbanisation sont rares et le risque de jointure de ces différentes entités en un même espace existe

2. Espace à dominante agricole

- espace ouvert à dominante agricole
- situé à proximité de zones fortement urbanisées et traversé par de grandes infrastructures routières, ce secteur, ne présentant pas de grandes contraintes topographiques, est de plus en plus confronté à la pression foncière
- cet espace est structuré par de nombreux chemins, rus et ruisseaux

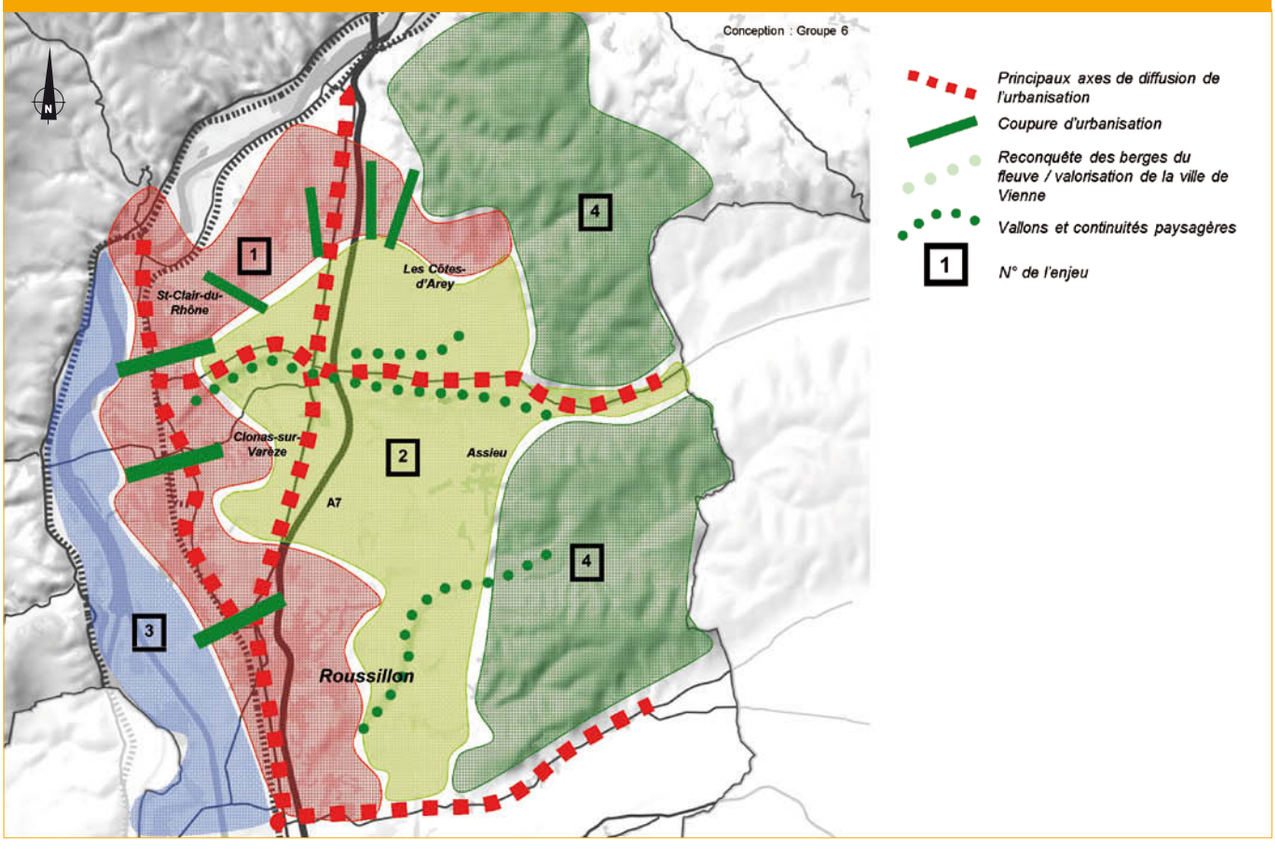
3. Secteur du lit majeur du Rhône à dominante naturelle et agricole

- espace caractérisé par une absence d'urbanisation sur les berges permettant des liens privilégiés avec le fleuve
- espace à forte valeur écologique et de loisirs de proximité (présence de sentiers sur les berges, etc.)

4. Collines à dominante rurale et boisée

- pieds de coteaux soumis à une pression urbaine importante, notamment autour des principaux axes de circulation
- déprise de certains secteurs agricoles, notamment sur les coteaux
- développement de l'urbanisation sur les coteaux

ANALYSE DÉTAILLÉE DES ENJEUX PAYSAGERS : LE ROUSSILLONNAIS ET SES COTEAUX



1.6 LE NORD DRÔME ARDÈCHE

La vallée de la Bièvre est une unité paysagère homogène située dans la partie sud du territoire. Cette vallée naturelle constitue un axe de communication stratégique est-ouest facilitant les liaisons avec l'Isère et l'agglomération grenobloise. On trouve de part et d'autre de cette vaste vallée des coteaux partiellement boisés accueillant des vergers et des zones de pâture.

L'activité agricole est de plus en plus délaissée sur les coteaux, laissant la place à la forêt et la diffusion de

l'urbanisation. L'activité agricole est, quant à elle, relativement dynamique dans la vallée. Elle est basée principalement sur l'arboriculture et la céréaliculture. Les parcelles sont de grande taille offrant de vastes ouvertures paysagères.

On note toutefois la présence d'ambiances paysagères différentes avec des paysages plus fermés au sud des communes d'Albon, de Saint-Sorlin-en-Valloire, de Moras-en-Valloire et de Lens-Lestang qui contrastent avec les paysages ouverts de la vallée.

Les flans des collines, longés par la « route des surprises », abritent un chapelet de petits hameaux et châteaux.



Vue sur la vallée de la Valloire depuis les coteaux de Saint-Sorlin-en-Valloire

Constats et enjeux spatialisés

1. Espace accueillant les principaux espaces urbanisés où l'agriculture est très présente sous forme de grandes parcelles irriguées

- secteur de diffusion de l'urbanisation et de conflits potentiels avec les espaces agricoles
- topographie peu contraignante n'offrant pas de limite naturelle à l'urbanisation
- risque de mitage et d'urbanisation linéaire de long des axes, risquant de perturber la lecture des espaces urbains (diminution des espaces de respiration)
- présence « d'axes vitrines » (A7, D1, D519, D51, RN7) augmentant l'enjeu paysager lié aux entrées de ville et au développement de l'urbanisation le long de ces axes

2. Secteur au relief plus accidenté dominé par les espaces agricoles et les espaces boisés

- bâti traditionnellement implanté à flanc de coteaux présentant le risque d'un développement sur les parties amont
- risque d'éclatement de l'urbanisation autour de certains villages rues modifiant leur structure traditionnelle
- déprise agricole se traduisant par une fermeture progressive du paysage

3. Secteur du lit majeur du Rhône à dominante naturelle et agricole

- espace caractérisé par une absence d'urbanisation sur les berges (au sud de Saint-Rambert-d'Albon) permettant des liens privilégiés avec le fleuve
- espace à forte valeur écologique et de loisirs de proximité (présence de sentiers sur les berges, etc.)

4. Secteur à forte contrainte topographique

- espace composé de vignes et de forêt à fortes valeurs patrimoniale et paysagère
- co-visibilité importante depuis la vallée du Rhône et les coteaux
- impact paysager fort des nouvelles constructions dans ce secteur

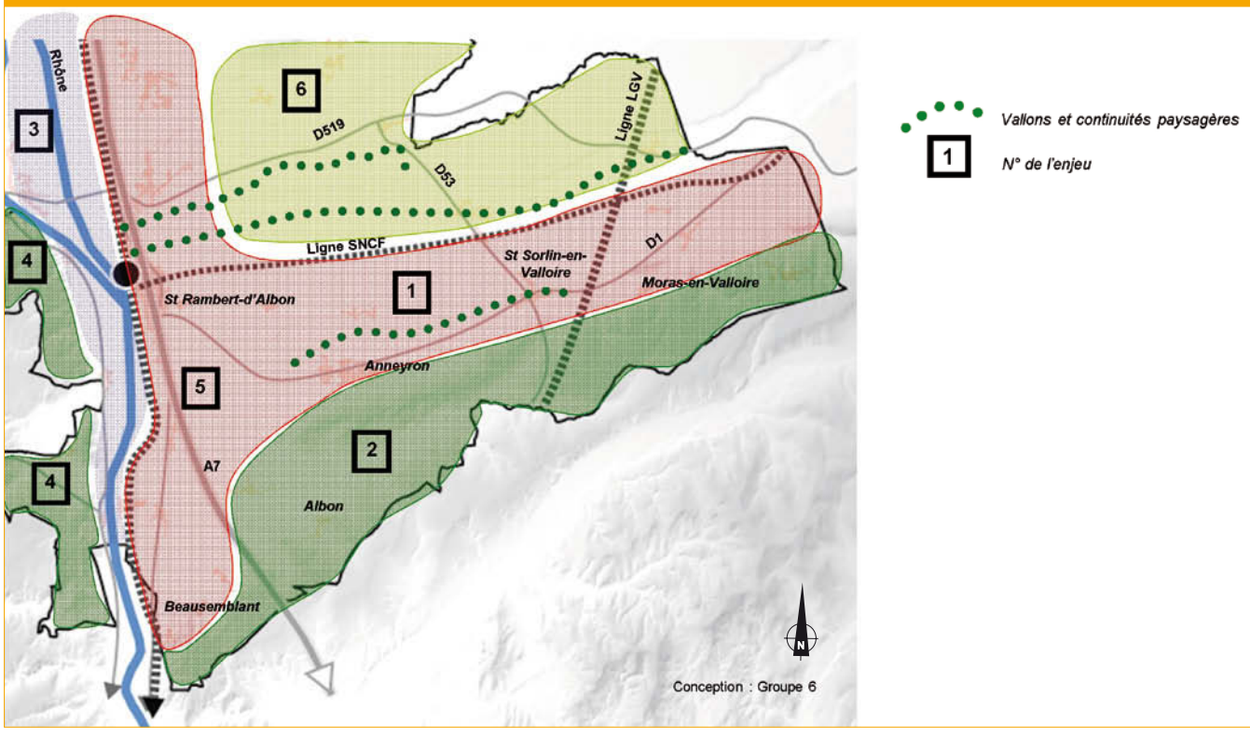
5. Secteur de projet de développement économique du parc d'activités Nord Drôme Ardèche

- conflits directs avec des espaces à hauts rendements agricoles
- impact paysager important depuis un axe à grande circulation (l'A7)
- nombreuses carrières alluvionnaires induisant également des emprises durables ou définitives sur l'espace agricole

6. Secteur à dominante agricole de diffusion de l'habitat

- espace d'agriculture intensive où domine la culture arboricole présentant le risque de mutations rapides sur de grandes superficies en cas de déprise
- présence de continuités paysagères est-ouest matérialisées par les vallons, les cours d'eau et les espaces boisés

ANALYSE DÉTAILLÉE DES ENJEUX PAYSAGERS : NORD DRÔME ARDÈCHE



1.7 DIVERS ÉLÉMENTS STRUCTURANTS DU PAYSAGE

1.7.1 Les alignements d'arbres

On retrouve sur le territoire du Scot des alignements d'arbres routiers, qui constituent une des originalités françaises depuis le XVIII[e] siècle.

Le rôle paysager de ces arbres peut être important, car ils inscrivent dans le paysage des lignes fortes et continues, mais ils ne deviennent des éléments structurants que s'ils ne sont pas concurrencés par d'autres présences arborées.

Le long des nouvelles routes, certains d'entre eux ont été plantés mais cela reste rare. On rencontre parfois en entrée de bourg des groupements d'arbres tels que marronniers, platanes, sorbiers ou tilleuls.

Dans certains cas, on peut regretter l'implantation d'alignements d'arbres lorsque ceux-ci masquent des vues de qualité sur le grand paysage.



Exemple d'alignement d'arbres

1.7.2 La sylviculture

Nous notons quelques parcelles de populiculture qui occupent certaines vallées étroites. Les arbres sont plantés en alignements perpendiculaires à l'axe du vallon. Ces rideaux végétaux, s'ils sont trop nombreux, ont pour effet parfois de fausser les dimensions réelles du vallon et de fermer le paysage, voire de « l'étouffer »...

Le remplacement de l'économie agricole traditionnelle par d'autres modèles de développement, la fermeture des paysages causée par l'enfrichement, l'enrésinement ou la populiculture, peuvent constituer à plus ou moins long terme des menaces sur les paysages.

Les dynamiques de végétation, qui vont de pair avec le déclin de l'économie agricole ancienne, figurent donc parmi les premières causes qu'il convient de maîtriser si l'on veut sauvegarder les continuités ouvertes indispensables au maintien de la simple lisibilité des paysages. Cette maîtrise passe par des stratégies volontaristes de développement de nouveaux modèles d'occupation agricole et d'entretien du territoire.



Exemple de peupleraie

1.7.3 La ripisylve

Le territoire est marqué par un réseau hydrographique relativement dense qui a formé de nombreux vallons boisés. Au-delà de la diversification des paysages, ces ripisylves jouent un rôle écologique majeur au sein du territoire. En effet, elles participent à la diversité de la faune et de la flore et permettent jusqu'à présent le maintien de corridors écologiques.

1.7.4 Le réseau hydrographique et ses vallons

L'eau est sans aucun doute l'élément le plus structurant du territoire et des paysages puisqu'elle a fortement participé à son organisation. Elle joue des rôles multiples et participe à l'attractivité du territoire.

Le réseau hydrographique peut être permanent ou épisodique. À l'ouest du territoire les cours d'eau sont nombreux et s'insèrent dans un relief escarpé.



Entraînement de joute à Saint-Pierre-de-Bœuf sur un bras non canalisé du Rhône

1.7.5 Les vallées et les vallons

Les vallées et les vallons sont très présents sur le territoire. Véritables éléments structurants, ils participent à la diversité et à l'originalité des paysages traversés. On distingue les vallons de la plaine alluviale du Rhône, des vallées encaissées des coteaux viticoles, du plateau de Condrieu et du Pilat et des vallées du pays viennois.



Vallée encaissée des coteaux viticoles de Vérin - Saint-Michel-du-Rhône

1.8 LES CHEMINS ET LES ESPACES DÉLAISSÉS

1.8.1 Les chemins pédestres et de randonnée

Avec ses nombreux espaces naturels et agricoles le territoire possède beaucoup de chemins pédestres ou de randonnée permettant de découvrir le territoire sur le « mode doux » de la marche. Ils sont des lieux de loisir et de détente pour les populations locales.

Parmi eux, on distingue les chemins de grande randonnée traversant le territoire (GR65 par exemple) des multiples chemins ruraux qui desservent les parcelles agricoles. Lorsqu'une continuité est assurée, ces derniers servent également de lieux de promenade.

1.8.2 Les espaces interstitiels délaissés

Zone d'épandage de crue, espace agricole délaissé ou encore franges urbaines, la friche est présente sur le territoire notamment proche des grandes infrastructures de transport et dans certains secteurs agricoles. Ces espaces « interstitiels » peuvent assurer des « coupures vertes » entre les espaces bâtis.



Développement de la friche dans le massif du Pilat

Chapitre 2

Les espaces urbanisés

La structure urbaine du territoire des Rives du Rhône se caractérise par une concentration d'espaces urbanisés dans la vallée du Rhône.

Le relief et l'histoire expliquent en grande partie l'occupation urbaine du territoire dont les principales villes, au riche passé historique, étaient tournées vers le fleuve. C'est le cas de Vienne évidemment mais également d'Ampuis, d'Andance, de Condrieu. Pour cette dernière, les origines remontent également à l'époque gallo-romaine comme le prouve l'ancien nom de Condrieu « Condriacum », désignant une habitation sur l'eau. Des liens avec le fleuve, il reste encore la pratique des joutes nautiques.

2.1 TROIS TYPES DE CONTEXTES URBAINS

Toutes les communes du territoire du Scot sont organisées autour d'un centre ancien composé d'un tissu bâti traditionnel généralement d'origine rurale.

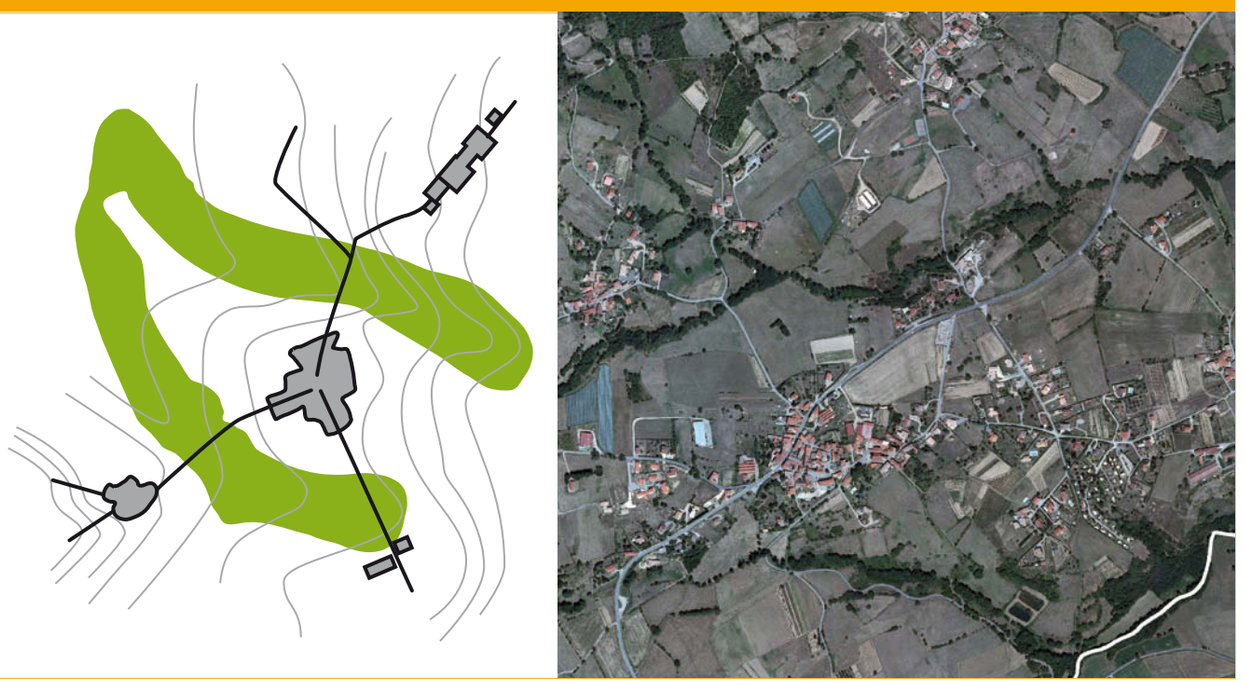
La plupart de ces « cœurs de village » continuent d'avoir une fonction de centre-bourg. En effet, ils accueillent généralement les équipements administratifs (mairie, poste, écoles primaires, etc.), des petits commerces et des services.

Historiquement, la forme et les lieux d'implantation des villages résultent de l'adaptation à deux facteurs principaux : la contrainte des reliefs et la desserte par les voies de communication.

Le tissu urbain s'organise le plus souvent autour d'un ou plusieurs éléments majeurs tels que l'église ou la mairie ou encore d'un ou des axes de communication importants.

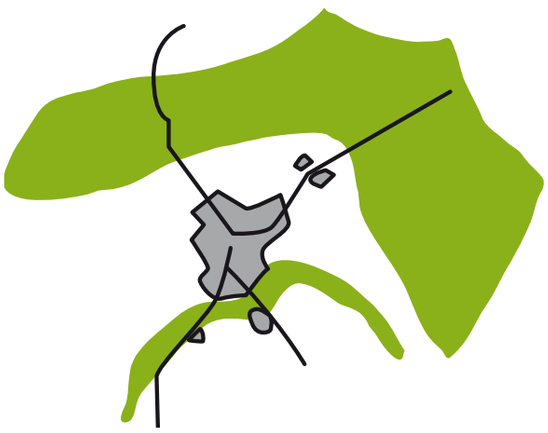
2.1.1 Le village hameau

EXEMPLE DE LA COMMUNE DE SAINT-APPOLINARD



2.1.2 Le village carrefour

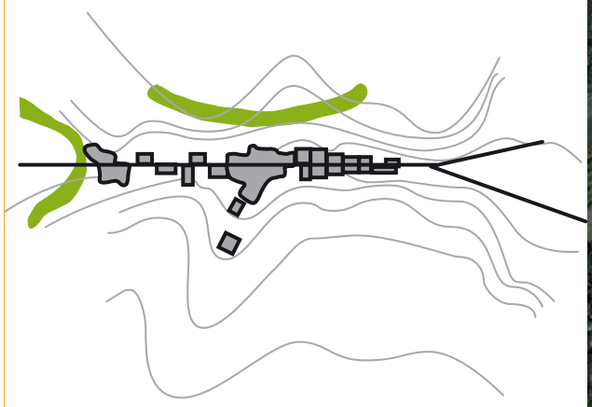
EXEMPLE DE LA COMMUNE DE BOUGÉ-CHAMBALUD





2.1.3 Le village rue

EXEMPLE DE LA COMMUNE DE MORAS-EN-VALLOIRE





2.2 L'ARCHITECTURE TRADITIONNELLE

En fonction des contextes d'implantation (extension d'un village, renouvellement urbain en centre urbain, espace sensible du point de vue paysager…) la prise en compte des caractéristiques de l'architecture traditionnelle favorise l'intégration des nouvelles constructions dans leur environnement.

Le bâti traditionnel s'inspire le plus souvent d'une architecture vernaculaire qui s'adapte à son contexte environnemental.

On retrouve ainsi des similitudes entre la carte géologique et l'utilisation des matériaux utilisés dans les constructions.

On peut distinguer deux grands secteurs du territoire ayant des caractéristiques distinctes en matière de construction. Les secteurs de Condrieu et du Pilat d'une part et du Roussillonnais et de la Valloire d'autre part, sont de bons exemples où l'on retrouve des caractéristiques du bâti traditionnel et les matériaux qui proviennent directement du contexte géologique local.

2.2.1 Le secteur de Condrieu et du Pilat

Le secteur de Condrieu et du Pilat s'inscrit dans un contexte topographique original composé de coteaux à fortes pentes, de hauts plateaux et de versants montagnards abrupts.

Les constructions sont relativement compactes sous forme de maisons individuelles d'un ou de deux niveaux. Le substrat géologique a largement influencé le type de matériaux utilisé avec le recours systématique du granit dans la construction des façades. Le type de tuile utilisé est la tuile canal dont la teinte varie en fonction du vieillissement.

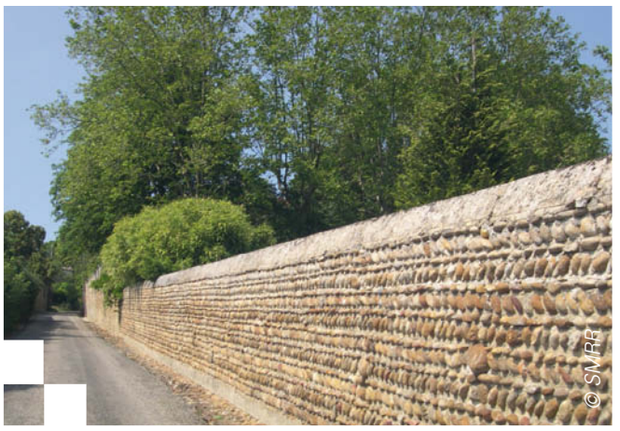


La ferme traditionnelle du pélussinois est construite en granit composée de nombreux volumes juxtaposés. Les fermes sont le plus souvent de surface réduite regroupées en hameaux.

2.2.2 Le secteur du Roussillonnais et de la Valloire

Le secteur du Roussillonnais et de la Valloire correspond à la partie sud-est du territoire.

Ce secteur marque un changement radical dans le traitement architectural, l'utilisation des matériaux et dans les ambiances paysagères. Inscrit dans l'une des vastes vallées alluviales du Rhône, le galet apparent est très utilisé dans les façades des constructions traditionnelles.



Muret en galet à Sonnay

2.3 LE PATRIMOINE BÂTI REMARQUABLE

Le patrimoine bâti est d'une grande variété sur le territoire. On peut identifier quatre types de patrimoine bâti sur le territoire : le patrimoine exceptionnel, le patrimoine classé, le « petit patrimoine » et le patrimoine industriel.

2.3.1 Le patrimoine exceptionnel

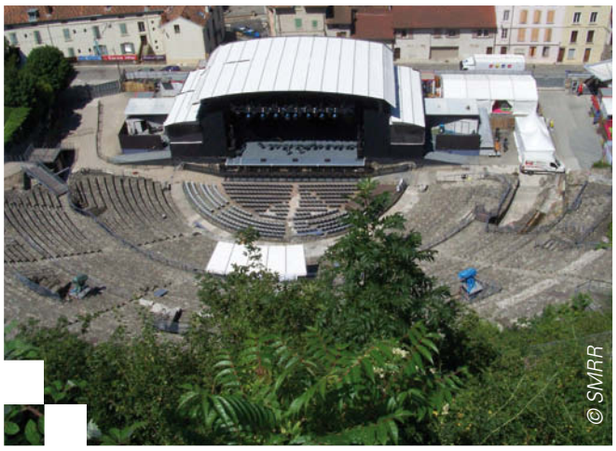
De nombreux secteurs du territoire possèdent un patrimoine bâti exceptionnel qui marque fortement l'identité du territoire du Scot. Il constitue l'un des arguments touristiques majeurs de celui-ci.



Temple d'Auguste et Livie à Vienne



Église d'Agnin



Théâtre antique de Vienne



Église Notre Dame de l'Ascension à Moras-en-Valloire

2.3.2 Le patrimoine classé

81 sites sont classés monuments historiques sur les rives du Rhône (37 sites classés et 49 sites inscrits, 5 monuments ayant le double statut). La commune de Vienne accueille à elle seule 37 monuments.

La loi du 31 décembre 1913 protège « les immeubles dont la construction présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public ». Ceux-ci peuvent être protégés en partie ou dans leur totalité. Les critères qui président à la protection peuvent être d'ordre archéologique, architectural, historique, ethnologique.



Vue aérienne d'une partie du centre historique de Vienne

En outre, la loi de 1913, modifiée par la loi du 25 février 1943, a prévu la création d'un périmètre de protection de 500 mètres autour de tout monument historique, la loi du 21 juillet 1962 prévoit qu'à titre exceptionnel ce périmètre peut être étendu à plus de 500 mètres.

La protection au titre des monuments historiques, recouvre deux mesures juridiques : le classement et l'inscription au titre des monuments historiques.

Reconnue en tant que servitude d'urbanisme, la destruction du bâtiment n'est pas possible. Seuls des défauts d'entretien peuvent remettre en cause sa pérennité.

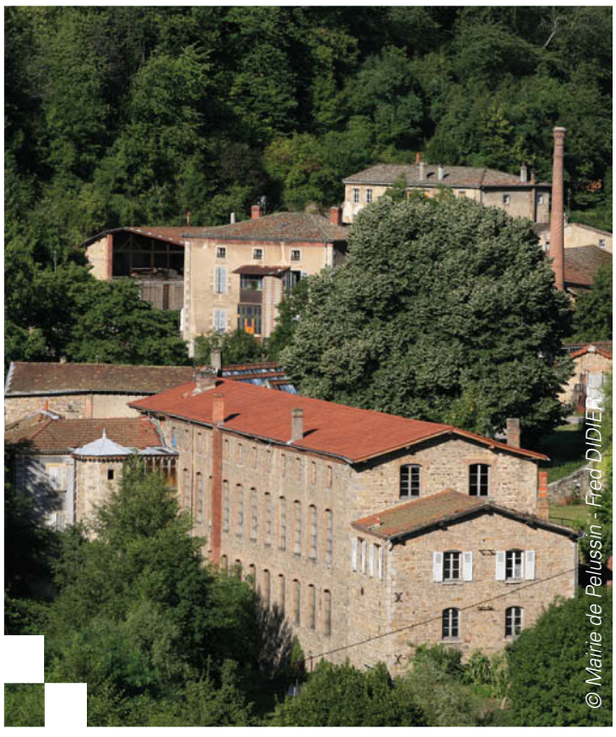
2.3.3 Le « petit patrimoine »

Le petit patrimoine s'exprime de manière très diverse sur le territoire (mur de pierre, maison de maître, lavoir…). Il représente le plus souvent des éléments de surprise du micro paysage, participant à la qualité et à l'ambiance des paysages traversés.

Il ne bénéficie généralement pas de protection permettant d'assurer sa pérennité.

2.3.4 Le patrimoine industriel

Les activités industrielles, fortement implantées sur le territoire, marquent les paysages et font partie de l'identité du territoire. La présence de bâtiments volumineux, de cheminées et leur mise en valeur (jeux de lumières par exemple) en font des éléments paysagers incontournables.



Anciennes usines de textile de la vallée de Pelussin

Document 4

2.4 L'ARCHITECTURE CONTEMPORAINE, QUELQUES EXEMPLES…

La construction de logements nouveaux sur le territoire ne peut évidemment pas être envisagée comme la copie conforme du bâti traditionnel présent dans les centres anciens.

Le recours mal maîtrisé aux techniques et matériaux du bâti traditionnel renvoie souvent à une vision caricaturale des paysages traversés, avec des conséquences parfois plus dommageables pour les territoires. L'architecture contemporaine doit aussi trouver sa place dans les paysages, dans la mesure où les constructions respectent leur environnement.

La difficulté est de trouver le bon équilibre entre des réglementations trop restrictives, conduisant à une uniformisation des modèles architecturaux et une réglementation plus souple, comportant le risque de certaines dérives apparaissant par la suite comme des verrues dans le paysage.



Exemple de mauvaise gestion de l'interface espace bâti – espace rural

2.5 LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

La protection du patrimoine archéologique est cadrée par le livre V du code du patrimoine qui soumet les fouilles à autorisation et au contrôle de l'État et assure la conservation des découvertes, lesquelles doivent être déclarées et peuvent faire l'objet d'un classement ou d'une inscription au titre des monuments historiques.

Le livre V du code du patrimoine rappelle que l'archéologie préventive a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement. Elle a également pour objet l'interprétation et la diffusion des résultats obtenus.

L'État veille à la conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine et du développement économique et social.

Sur le territoire du Scot, la base de données de la carte archéologique nationale « Patriarche » répertorie actuellement 988 entités archéologiques de toutes les époques depuis le Paléolithique, ce qui indique un très fort potentiel et une occupation très ancienne.

Sur Vienne, plusieurs sites sont susceptibles d'être classés en zones inconstructibles pour raisons archéologiques dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme locaux. Il s'agit de la colline Sainte-Blandine, du Mont Salomon et de la colline de Pipet. S'ajoute à cela le site de Saint-Romain en Gal. La plaine devra également faire l'objet de mesures de préservations particulières (réserve archéologique, zone inconstructible, etc.).

2.6 DES ENTRÉES DE VILLE ET DE VILLAGE CONTRASTÉES

Les espaces urbains et la dynamique de l'urbanisation amènent naturellement à l'analyse de la problématique des entrées de ville. Outre l'aspect règlementaire prévu dans le code de l'urbanisme par l'article L.111-1-4 qui définit les conditions d'implantation des constructions aux abords des voies à grande circulation, il s'agit d'appréhender les atouts et faiblesses des tendances de développement observées aujourd'hui en termes de valorisation des espaces urbains du territoire des Rives du Rhône.

Le traitement des entrées de ville est relativement contrasté sur le territoire en fonction de la localisation de la commune et de l'importance du trafic routier. Ces entrées de ville participent pourtant à l'image de la commune, à son attractivité et à la qualité du cadre de vie des utilisateurs qui pratiquent cet espace.

On peut distinguer les entrées de ville des communes à dominante rurale, des entrées de ville des espaces agglomérés qui jouissent de traitements contrastés.

Une grande partie des villes centres a connu un développement important des espaces périphériques parallèlement à l'accroissement de la population et de la mobilité des personnes.

Les espaces périphériques ont ainsi accueilli un développement urbain consommateur d'espace qui ne pouvait matériellement pas se réaliser à l'intérieur des centres anciens.

Les principaux pôles urbains possèdent aujourd'hui des entrées de ville similaires, dont les grands axes sont bordés d'ensembles de bâtiments collectifs ou d'importantes enseignes commerciales.

La problématique des entrées de villes est récurrente à l'ensemble des villes, bourgs et villages du territoire. Certaines communes ont néanmoins tenté d'atténuer l'impact négatif de leur entrée de ville par le traitement paysager des principaux axes et de leurs abords.

Le desserrement des principaux pôles urbains a entraîné une urbanisation importante sous forme d'habitat individuel dans les communes et hameaux à dominante rurale autour des centres anciens.

2.7 LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET LES ZONES D'ACTIVITÉS

2.7.1 Les infrastructures de transport

Le territoire est fortement marqué par les infrastructures de transport (routes, autoroutes, voies SNCF, lignes à haute tension). Parfois peu intégrées, ces infrastructures ont dans l'ensemble un impact fort sur le paysage.

Mais ce peut être aussi de véritables « axes vitrines » du territoire offrant des points de vue exceptionnels (vue sur le Rhône, le massif du Pilat, etc.). La qualité des espaces traversés influence les perceptions qu'on a du territoire et participe à la qualité du cadre de vie.



Ligne LGV Lyon-Marseille traversant le sud du territoire

2.7.2 Les zones d'activités et leur intégration paysagère

Le territoire comporte de nombreuses zones d'activités situées le plus souvent aux entrées des villes et des villages, le long des « axes vitrines » à grande circulation. Le traitement de ces zones n'est pas toujours qualitatif et ne contribue pas à la valorisation du territoire (banalisation des entrées de ville, friches industrielles...).



Exemple de traitement paysager aux abords des zones industrielles



Traversée de la vallée de la Valloire par la RD519

Chapitre 3

Synthèse et enjeux paysagers

3.1 ATOUTS

- une situation géographique conférant au territoire du Scot des Rives du Rhône des reliefs variés et une grande diversité paysagère : vallées, combes, balmes, plaines ...
- de nombreux cônes de vue et ouvertures sur le grand paysage
- un territoire traversé par le Rhône créant une unité paysagère harmonieuse
- de nombreuses vallées alluviales
- des activités agricoles qui participent à la qualité des paysages : coteaux viticoles, maraîchage, arboriculture, bocage et prairies d'élevage
- des villages d'exception à forte identité paysagère et culturelle
- un riche passé historique, en particulier autour du fleuve
- un petit patrimoine vernaculaire qui contribue à la qualité de l'ambiance paysagère
- un patrimoine bâti historique et de qualité : nombreux monuments historiques
- un patrimoine industriel qui confère une forte identité au territoire

3.2 FAIBLESSES

- une dynamique d'enfrichement de certains espaces : tendance à la disparition de certains milieux et de « petits » éléments paysagers : ripisylve, haies, bosquets, alignements d'arbres...
- la fermeture des fonds de vallée par le biais notamment du développement de la populiculture, qui peut induire une mauvaise résistance aux crues, la baisse du niveau des nappes phréatiques
- une déprise agricole qui peut porter atteinte à la qualité des paysages
- un développement de l'urbanisation important et peu maîtrisé
- un développement de l'urbanisation sur les coteaux, impactant fortement le paysage
- une mauvaise intégration des nouvelles constructions en milieu rural
- des entrées de ville accueillant des zones industrielles souvent similaires, espaces de piètre qualité paysagère
- une diffusion des activités économiques et de l'habitat le long des principaux axes routiers amenuisant peu à peu la lecture des paysages et les espaces naturels de respiration entre les villages

3.3 ENJEUX

- **Contre le mitage et le développement non maîtrisé de l'urbanisation**
  - encadrer et maîtriser la pression foncière
  - maintenir des coupures vertes entre les zones urbanisées
  - créer une trame verte et bleue incluant la prolongation des continuités paysagères des vallées affluentes jusqu'au Rhône
- **Contre la banalisation progressive du paysage**
  - limiter l'urbanisation dans les zones sensibles d'un point de vue naturel et paysager
  - maintenir des paysages ouverts
  - assurer une meilleure intégration paysagère des nouvelles constructions
  - identifier et protéger les principaux cônes de vue du territoire
- **Contre une déprise agricole qui porte atteinte à la valeur paysagère des territoires**
  - garantir la pérennité des activités agricoles sur le territoire
  - maintenir les paysages ouverts et lutter contre l'enfrichement, en particulier dans le Pilat, sur les coteaux des balmes viennoises et dans les vallées inondables
- **Contre la perte de l'identité historique et culturelle du territoire**
  - protéger et valoriser le patrimoine bâti remarquable et le patrimoine industriel
  - préserver le patrimoine ordinaire et les architectures traditionnelles
  - mettre en valeur les entrées de villes
  - reconquérir et valoriser le fleuve Rhône et ses abords

Mémo

Document 4

PARTIE 3

Les espaces naturels remarquables

Le territoire du Scot des Rives du Rhône, du fait de sa situation de carrefour et d'interface, présente une vraie richesse écologique. Il compte de nombreux espaces naturels remarquables dont certains sont protégés et/ou font l'objet de plans de gestion tels que les zones Natura 2000, la réserve naturelle de l'île de la Platière ou encore les espaces naturels sensibles.

On peut également noter, sur le territoire du Scot, la présence d'une nature « ordinaire » aux portes des villes, qui contribue fortement au fonctionnement écologique de la région et au cadre de vie.

Les inventaires des milieux naturels

1.1 LES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

L'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), initié en 1982, a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- **Les zones de type 1** : de superficie généralement limitée, elles sont caractérisées par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou des milieux, rares, remarquables, ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional.
- **Les zones de type 2** sont de grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau, estuaire...) riches et peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques notables.

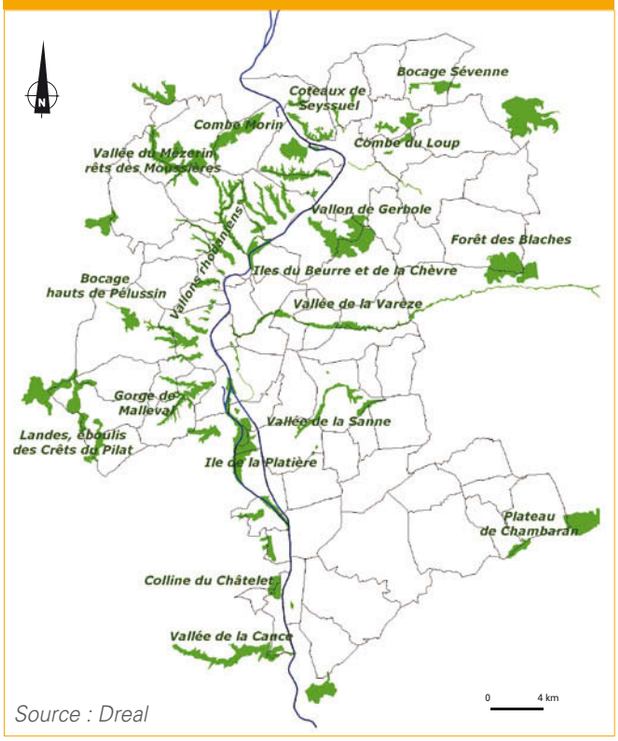
L'inventaire ZNIEFF est avant tout un outil de connaissance. Il n'a donc pas, en lui-même, de valeur juridique directe. Le zonage et le règlement des documents d'urbanisme doivent s'efforcer de prendre en compte les ZNIEFF. En particulier, si des espèces protégées sont présentes sur la zone, il conviendra de veiller à appliquer la réglementation afférente.

De par sa diversité de milieux, le territoire des Rives du Rhône est naturellement riche d'un point de vue écologique, faunistique et floristique. Le Scot est ainsi concerné par **53 ZNIEFF de type 1 et 9 ZNIEFF de type 2**. Ces dernières concernent essentiellement la rive droite, moins urbanisée que la rive gauche.

Les milieux naturels concernés occupent respectivement 6 943 ha (ZNIEFF de type 1) et 28 684 ha (ZNIEFF de type 2), pour couvrir au total **30 % du territoire des Rives du Rhône.**

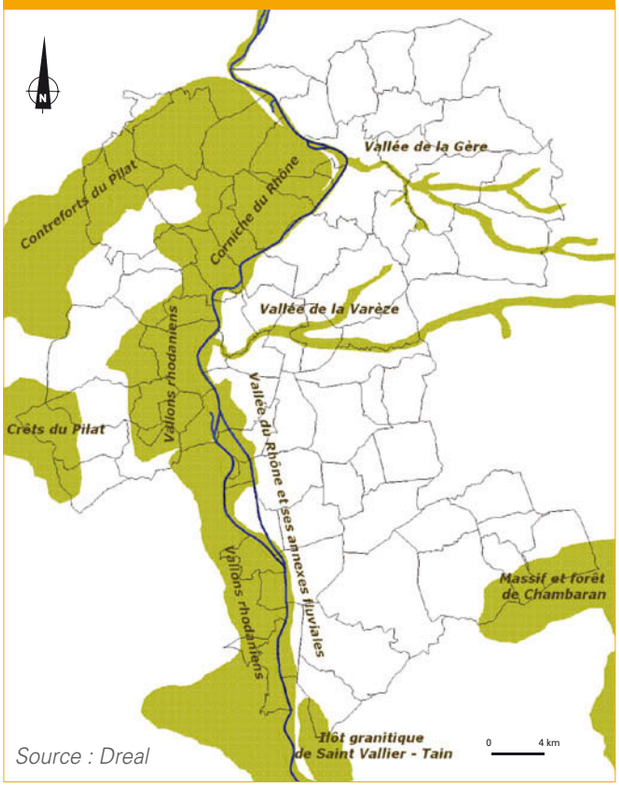
Les ZNIEFF des Rives du Rhône reprennent et mettent en avant les éléments forts du paysage : nombreux vallons et vallées du territoire, particularités de la topographie locale (coteaux, collines, combes, crêts, îles), richesse végétale (forêts, landes, bocages). La présence d'espèces remarquables et d'habitats écologiquement riches vient donc renforcer la valeur paysagère de ces sites.

ZNIEFF DE TYPE 1



Source : Dreal

ZNIEFF DE TYPE 2



Source : Dreal

1.2 LES ZONES IMPORTANTES POUR LA CONSERVATION DES OISEAUX (ZICO)

L'inventaire Zico recense les biotopes et les habitats des espèces d'oiseaux sauvages les plus menacés. Il est établi en application de la directive européenne du 2 avril 1979, dite directive oiseaux. Elle a pour objet la protection des oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire des états membres, en particulier des espèces migratrices. Il s'agit d'un inventaire sans portée juridique.

Origine du texte cadrant la procédure
Directive du conseil n° 92/43/CEE du 21 mai 1992.
Directive du conseil n° 79-409 du 2 avril 1979.

Le territoire du Scot est concerné par une seule Zico : il s'agit de l'île de la Platière. Les communes concernées sont Saint-Pierre-de-Bœuf (Loire), Le Péage-de-Roussillon, Sablons, Saint-Maurice-l'Exil et Salaise-sur-Sanne (Isère).

Le site de l'île de la Platière a été inventorié comme Zico à la fois pour la reproduction de quelques espèces remarquables, mais également comme secteur d'hivernage d'oiseaux d'eau. Parmi les espèces qui se reproduisent sur le site, on peut citer : l'aigrette garzette, le milan noir, le martin-pêcheur d'Europe, la pie-grièche écorcheur et le guêpier d'Europe.

Les autres oiseaux observés sont : le bihoreau gris, le grand cormoran, le fuligule milouin, le fuligule morillon en hivernage, le héron pourpré, le balbuzard pêcheur observé en migration.

Depuis la création de la réserve naturelle de la Platière, les effectifs d'oiseaux d'eau sont en augmentation, avec des variations d'effectif selon l'espèce : augmentation et stabilisation pour le grand cormoran, augmentation pour les canards de surface (le canard colvert) et pour la grande aigrette.

La plupart des Zico est destinée à être classée, en totalité ou en partie, en zone de protection spéciale (ZPS). Cette dernière détermine alors un périmètre soumis à des contraintes réglementaires strictes et à des mesures de protection (cf. partie Natura 2000).



Grande aigrette



Aigrette garzette



Fuligule milouin

1.3 LES ZONES HUMIDES ET L'INVENTAIRE RÉGIONAL DES TOURBIÈRES

Le terme « **zone humide** » recouvre une grande variété de situations et de caractéristiques. Le code de l'environnement précise, dans son article L.211-1, que « ce sont des terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre, de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hydrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

En France, 90 % des zones humides ont disparu en l'espace d'un siècle. Les zones humides sont parmi les milieux naturels les plus menacés.

Tous les départements concernés par le Scot sont en train ou ont réalisé un inventaire de zones humides. Ce travail est encore en cours en Ardèche et en Isère. Il faut cependant noter que les méthodologies d'inventaire, les objectifs et les moyens alloués sont variables d'un département à l'autre. Les communes devront prendre en compte dans le cadre de leurs projets d'aménagement ces données disponibles auprès des conseils généraux.

Les zones humides sont de plusieurs types :

- ponctuelles, comme les mares ou les étangs (dans le nord du Pilat par exemple)
- plutôt « linéaires » en tant que milieux annexes de cours d'eau : lône, ripisylve, prairie humide (concerne en particulier la vallée du Rhône et les cours d'eau de la rive gauche)
- plutôt « surfaciques », dans le cas de l'affleurement de nappes phréatiques (exemple des zones humides de Saint-Hilaire et de Serpaizières, respectivement à l'aval des vallées de la Véga et de la Sévenne)

Les 155 sites inventoriés fin 2008 couvrent 3 935 ha sur les rives du Rhône. Parmi ceux-ci, 88 zones humides font moins d'un hectare pour un total de 23 ha ; 8 sites font plus de 100 ha d'un seul tenant et représentent les trois quarts de la surface totale.

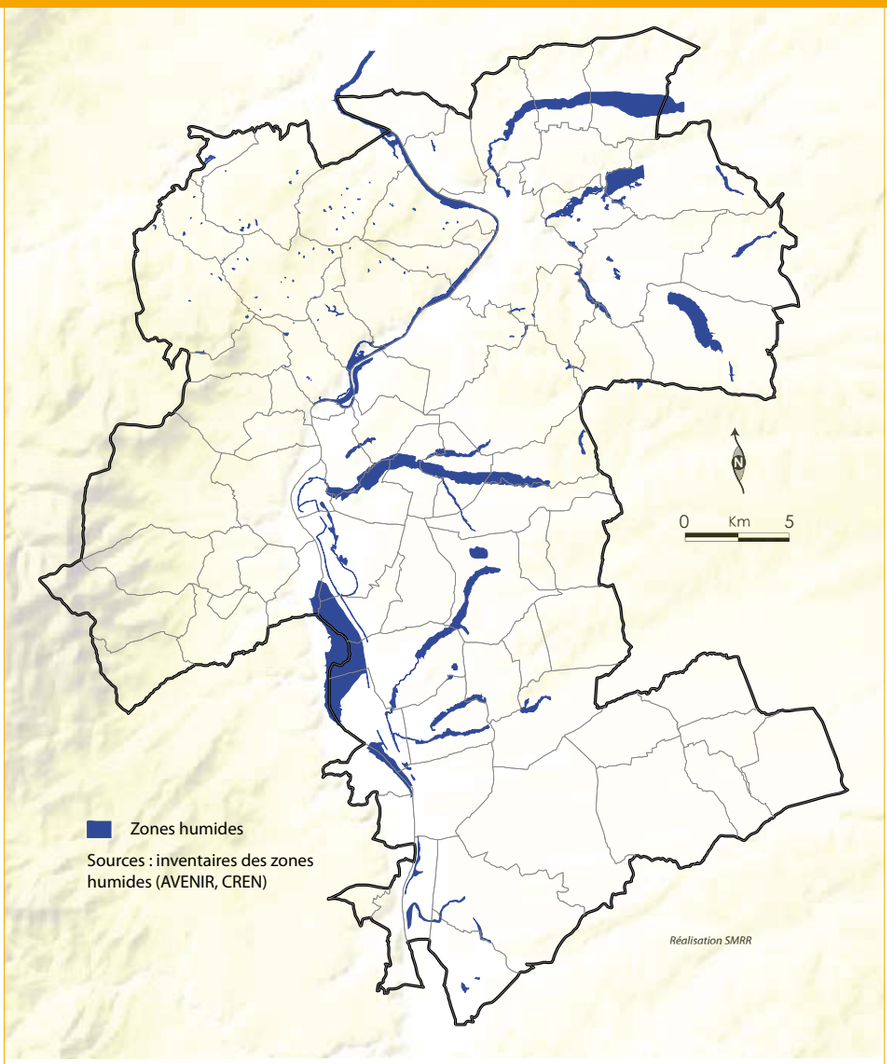
Il s'agit :

- de la vallée du Rhône en général et de l'île de la Platière en particulier
- des vallées de la Sévenne, de la Varèze, de la Sanne
- des vallées de la Véga sur la commune de Septème et de la Gère sur Eyzin-Pinet

Les tourbières sont des zones humides aux eaux généralement acides et stagnantes. Ces conditions créent un milieu appauvri en oxygène et donc pauvre en bactéries où la matière végétale se décompose très lentement. Elle s'accumule progressivement en formant un dépôt appelé la tourbe. L'épaisseur des tourbières généralement observée en France est comprise entre 50 cm et plus de 10 mètres. Les principaux végétaux formant la tourbe sont des mousses, les sphaignes, qui colonisent petit à petit la surface de l'eau.

Seule « la tourbière de l'Œillon » (fiche du site : 42PI02) sur la commune de Véranne dans la Loire fait partie de l'inventaire régional.

ZONES HUMIDES ISSUES DES INVENTAIRES DÉPARTEMENTAUX



Source : DDT

Document 4

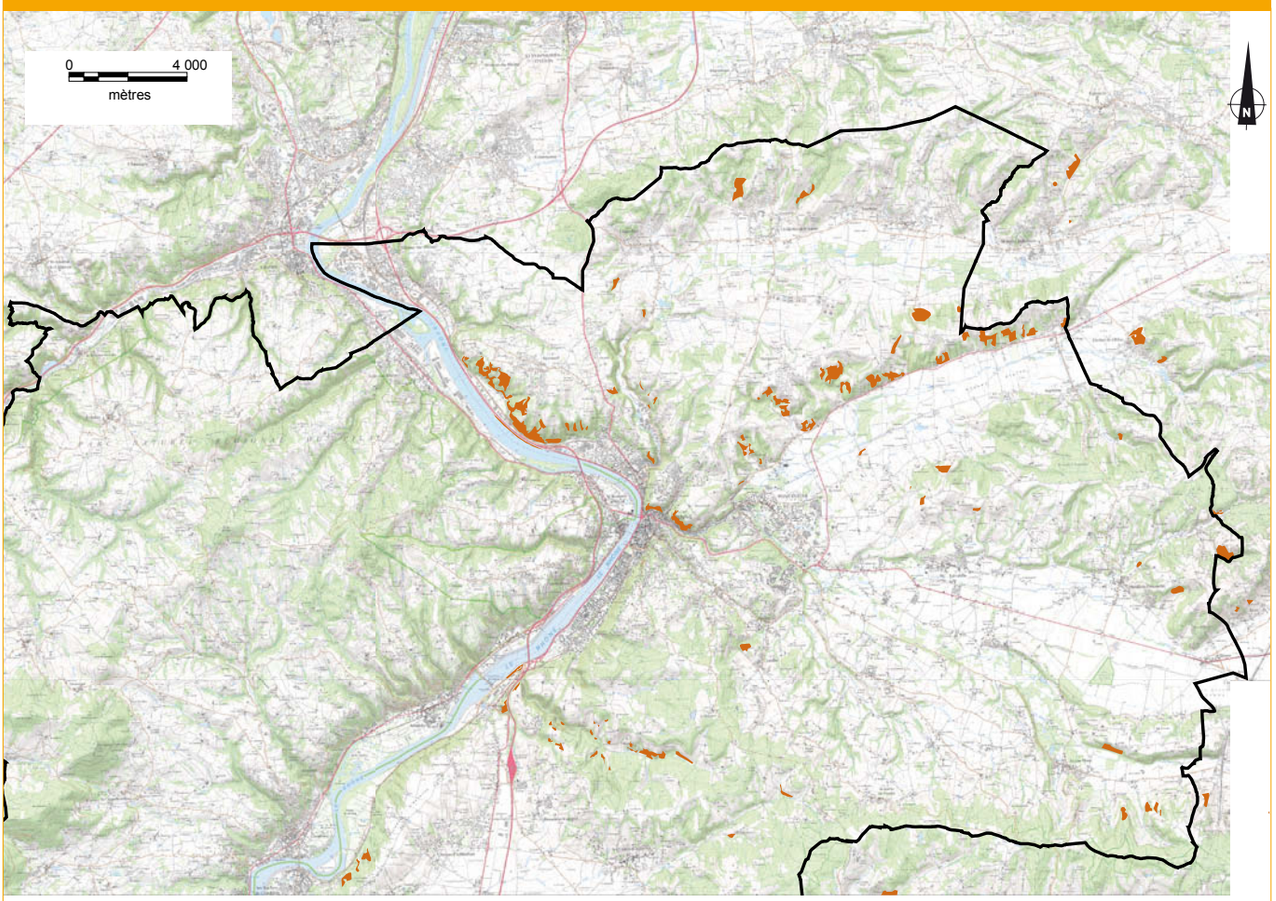
1.4 LES PRAIRIES SÈCHES

Les pelouses sèches sont des milieux semi-naturels qui se développent sur des sols calcaires, souvent en forte pente (coteaux) et émaillés d'affleurements rocheux.

Les pelouses sèches sont composées de végétaux spécifiques, où les orchidées sont exceptionnellement bien représentées. Les pelouses sèches constituent également des refuges pour bon nombre d'espèces animales : oiseaux, insectes, lézards...

Sur le territoire des Rives du Rhône, l'association Gère Vivante a réalisé en 2005 un inventaire des orchidées et pelouses sèches du pays viennois. Une centaine de sites, couvrant environ 300 ha, a été identifiée et localisée.

LES PELOUSES SÈCHES INVENTORIÉES SUR LE PAYS VIENNOIS



Fond de plan : IGN© SCAN25 2009 *Source : ViennAgglo*

Chapitre 2

Les zones de protection contractuelle et réglementaire

Les démarches contractuelles sont le fruit d'accords passés entre l'État et les gestionnaires d'espaces comme les associations, les agriculteurs, les forestiers…

Les protections règlementaires sont des applications de la loi. Elles s'imposent aux collectivités et aux citoyens.

2.1 LE RÉSEAU NATURA 2000

Les inventaires dits « Natura 2000 » correspondent à des territoires comportant des habitats naturels et/ou des espèces d'intérêt communautaire. Les habitats naturels (en général définis par des groupements végétaux) et les espèces d'intérêt communautaire présents en France font l'objet de deux arrêtés du ministre chargé de l'environnement en date du 16 novembre 2001 (JO du 29/01/2002).

Dans ces périmètres, il convient de **vérifier que tout aménagement ne porte pas atteinte à ces habitats ou espèces.** De manière concrète tout programme ou projet de travaux, d'ouvrage ou d'aménagement soumis à un régime d'autorisation ou d'approbation administrative situé à l'intérieur d'un site Natura 2000 ou situé hors d'un site Natura 2000 mais soumis à étude d'impact, notice d'impact ou document d'incidence et susceptible d'affecter le site de façon notable, doit faire l'objet d'une évaluation des incidences au regard des objectifs de conservation du site. Les projets soumis à évaluation des incidences au titre de Natura 2000 sont listés dans le décret du 9 avril 2010 et dans une liste locale définie par arrêté préfectoral propre à chaque département.

Le réseau Natura 2000 sera à terme constitué :

- **des zones de protection spéciale (directive oiseaux)**
- **des zones spéciales de conservation (directive habitats)**

Les deux types de zones sont dans la loi indépendants l'un de l'autre, c'est-à-dire qu'ils font l'objet de procédures de désignation spécifiques (même si le périmètre est identique).

La directive n°79-409 du 6 avril 1979 relative à la conservation des oiseaux sauvages s'applique à tous les États membres de l'union européenne. Elle préconise de prendre « toutes les mesures nécessaires pour préserver, maintenir ou rétablir une diversité et une superficie suffisante d'habitats pour toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen ».

La directive n°92-43 du 21 mai 1992, dite directive habitats, vise à « contribuer à assurer la biodiversité par la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages sur le territoire européen des États membres ». (art.2-1 de la directive)

2.1.1 Les zones spéciales de conservation

Le territoire du Scot des Rives du Rhône est concerné par trois sites d'importance communautaire :

« Les milieux alluviaux et aquatiques de l'île de la Platière » (décision communauté 07/12/2004 ; fiche du site : FR8201749)

Elle s'étend sur une superficie de 963 ha et concerne les communes de :

- Saint-Rambert-d'Albon dans la Drôme
- Le Péage-de-Roussillon, Sablons, Saint-Maurice-l'Exil, et Salaise-sur-Sanne en Isère
- Saint-Pierre-de-Bœuf dans la Loire
- Peyraud en Ardèche

À mi-chemin entre Lyon et Valence, situé dans une plaine alluviale issue d'un fonctionnement géomorphologique de type « tressé », le secteur de l'île de la Platière est un élément majeur de l'écosystème alluvial du Rhône. Il figure à ce titre dans la liste des 87 zones humides d'importance majeure en France.

Le site présente une mosaïque de formations végétales alluviales remarquables (le plus important massif de forêt alluviale en superficie de l'ensemble de la moyenne vallée du Rhône entre Lyon et la Camargue) et abrite une des populations de castors les plus importantes de la basse vallée du Rhône.

« Affluents rive droite » (décision communauté 07/12/2004 ; fiche du site : FR8201663)

Sur le territoire du Scot les communes concernées sont Bessey, Chavanay, Malleval, Maclas et Pélussin (département de la Loire) et Peyraud, Champagné, Saint-Étienne-de-Valoux et Andance (département d'Ardèche).

Il s'agit de vallons encaissés restés en partie vierges d'activité humaine. Ils sont essentiellement forestiers avec la présence de chênaies composées de chênes ballotes (ou chênes à feuilles rondes) et de chênes verts.

« Tourbières, landes, pelouses, hêtraies et éboulis des crêts des monts du Pilat » (décision communauté 07/12/2004 ; fiche du site : FR82011760)

Les communes concernées sont Pélussin, Roisey, Saint-Appolinard et Véranne dans la Loire.

Ultime prolongement septentrional des Cévennes, le massif du Pilat est un belvédère de granite, de gneiss et de micaschistes.

La partie sommitale des crêts qui culmine à 1 432 mètres (crêt de la Perdrix) est occupée par des landes et des pelouses montagnardes, auxquelles s'ajoutent des « chirats », nom local donné aux éboulis de granite, des hêtraies et quelques petites tourbières disséminées au sein de la lande.

2.1.2 Les zones de protection spéciale

L'île de la Platière (inventaire Zico) a été classée zone spéciale de conservation en avril 2006. Elle comprend l'intégralité de la réserve naturelle nationale de l'île de la Platière, le fleuve Rhône et les forêts riveraines du domaine public fluvial (DPF) entre le seuil de Peyraud et la restitution, ainsi qu'une partie de la plaine alluviale située entre la limite de la réserve et le canal de dérivation.

Ce lieu sert de halte migratoire à des espèces comme le bihoreau gris, la grande aigrette, le héron pourpré ou le balbuzard pêcheur.

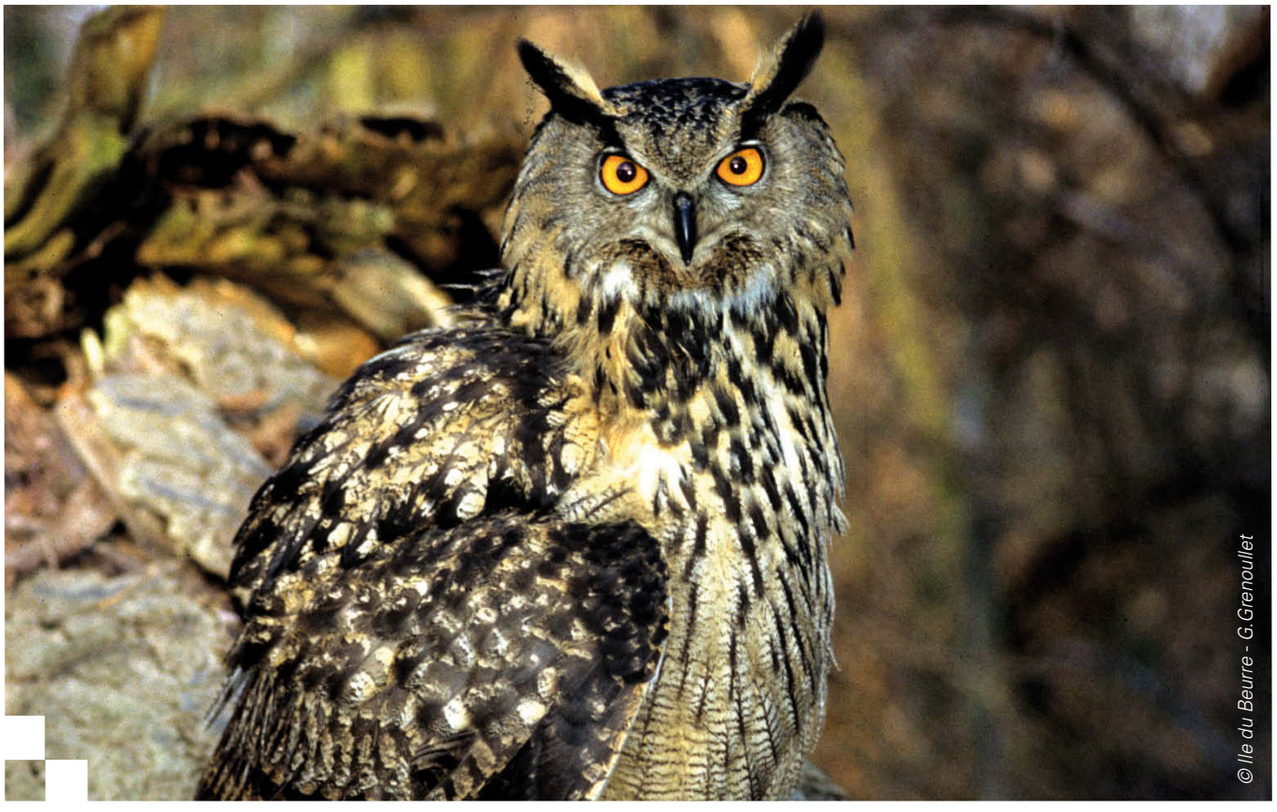
Il s'agit également d'un lieu d'hivernage pour certaines espèces d'oiseaux d'eau : grèbe castagneux et huppé, grand cormoran, cygne tuberculé, sarcelle d'hiver, canards colvert, siffleur, chipeau, fuligules milouin et morillon.



Le bihoreau gris ne niche plus sur le site depuis l'année 2000, alors qu'on a compté jusqu'à 60 couples en 1991



Le cygne tuberculé



Le hibou grand duc d'Europe

2.2 LA RÉSERVE NATURELLE DE L'ÎLE DE LA PLATIÈRE

Une réserve naturelle est :

- un **espace naturel protégeant un patrimoine naturel remarquable** par une réglementation adaptée tenant aussi compte du contexte local
- un instrument réservé à des **enjeux patrimoniaux forts de niveau régional**, national ou international : espaces, espèces et objets géologiques rares ou caractéristiques, milieux naturels fonctionnels et représentatifs
- un **outil de protection à long terme** pour les générations futures
- un **territoire géré à des fins conservatoires et de manière planifiée,** par un organisme local spécialisé et une équipe compétente
- un site, dont la gestion est orientée et évaluée de façon concertée, notamment grâce à un comité consultatif réunissant les acteurs locaux
- un **lieu de sensibilisation** à la protection de la biodiversité et de la nature et d'éducation à l'environnement

L'île de la Platière, qui s'étend sur 484 ha, est classée en réserve naturelle régionale par arrêté préfectoral depuis le 3 mars 1986. Elle concerne les communes de Sablons, Salaise-sur-Sanne, Le Péage-de-Roussillon, Limony, Serrières, Saint-Pierre-de-Bœuf et Saint-Maurice-l'Exil.

L'île de la Platière constitue le plus vaste ensemble naturel sur le Rhône entre Lyon et la Camargue. Il s'agit d'une véritable mosaïque du milieu naturel : le fleuve, les grèves, les bras secondaires, une forêt alluviale, un marais. Située sur un axe de migration important, la réserve accueille de nombreux oiseaux de passage (cf. partie sur Zico et ZPS). On notera également autour de l'île la présence du castor dont les effectifs sont stables depuis une vingtaine d'années.

Le site est également d'une grande richesse floristique (618 espèces inventoriées) dont près de 13 % ont une forte valeur patrimoniale.



L'île de la Platière

2.3 LES ARRÊTÉS DE PROTECTION DE BIOTOPE

Objectifs

Prévenir la disparition des espèces protégées (espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées) par la prise de mesures de conservation des biotopes/habitats nécessaires à leur alimentation, leur reproduction, leur repos ou leur survie. Ces biotopes peuvent être constitués par des mares, des marécages, des marais, des haies, des bosquets, des landes, des dunes, des pelouses ou par tout autre formation naturelle peu exploitée par l'homme.

Les effets juridiques

Le préfet peut prendre toutes mesures destinées à favoriser la conservation des biotopes. D'une manière générale, l'arrêté peut soumettre certaines activités à autorisation ; il peut également en interdire d'autres (dépôt d'ordures, réalisation de constructions, extraction de matériaux, etc.).

Sur le territoire du Scot, **trois arrêtés de protection de biotope** sont recensés :

- la **« Ripisylve de Chonas-l'Amballan »**, créé le 18 mai 1995 (34 hectares, Chonas-l'Amballan, 38)
- l'**« Île du Beurre »**, créé le 10 février 1987 (14 hectares, Tupins-et-Semons, 69), ainsi que son environnement proche (île de la Chèvre, plaine alluviale de Gerbay)

Il s'agit pour ces deux sites de maintenir un milieu forestier diversifié qui témoigne d'un équilibre entre la nappe phréatique du Rhône et la végétation forestière riveraine, de sauvegarder l'habitat de nombreuses espèces animales et végétales protégées, en particulier du castor et du héron bihoreau, de préserver un secteur de halte migratoire très prisé par les oiseaux d'eau.

- **la « Combe de Montelier », créé le 30 mars 1994 (28 hectares, Chavanay, 42)**

Ce biotope est favorable à la reproduction et à la survie du hibou grand duc (espèce protégée).

2.4 LES ESPACES NATURELS SENSIBLES

Les espaces naturels sensibles (ENS) sont des outils de gestion et protection des espaces naturels grâce à leur acquisition foncière. Cette acquisition est financée par la TDENS, taxe départementale sur les espaces naturels sensibles, prélevée par les conseils généraux. Cet outil a été transcrit en droit français et est régi par le code de l'urbanisme :

« Afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels, les conseils généraux mettent en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles dont ils sont propriétaires. » (articles L.142-1 à L.142-13 du code de l'urbanisme)

Les cinq départements compris dans le Scot ont mis en œuvre une politique en matière d'ENS.

On dénombre ainsi 32 ENS sur le territoire du Scot des Rives du Rhône qui s'étendent sur une superficie de 5 765 ha, dont 4 980 ha dans le département du Rhône.

Il faut cependant noter que les politiques des conseils généraux en matière d'acquisition et de choix de site peuvent différer ; les sites ne sont donc pas homogènes ou choisis sur des critères similaires d'un département à l'autre.

1. Les ENS du Rhône

Depuis 1991, le département du Rhône met en œuvre une politique de conservation et de valorisation des sites naturels, autour de deux grands axes :

la préservation par des plans de réhabilitation et de gestion des milieux sensibles

la mise en valeur du site pour le public, dans un double objectif récréatif et pédagogique, que ce soit avec l'ambition de faire partager les enjeux des relations de l'homme avec son environnement, ou pour le simple plaisir de la promenade ou de la détente

Les ENS du Rhône désignés en 1993 ont été hiérarchisées dans un ordre décroissant d'enjeux de 1 à 4 selon un double critère :

intérêt du patrimoine naturel et paysager à l'échelle départementale

urgence de mise en œuvre d'un plan ou de mesures de gestion pour en assurer la conservation, la mise en valeur pour le public

CLASSIFICATION PAR NIVEAUX D'ENJEU DES ENS DU RHÔNE

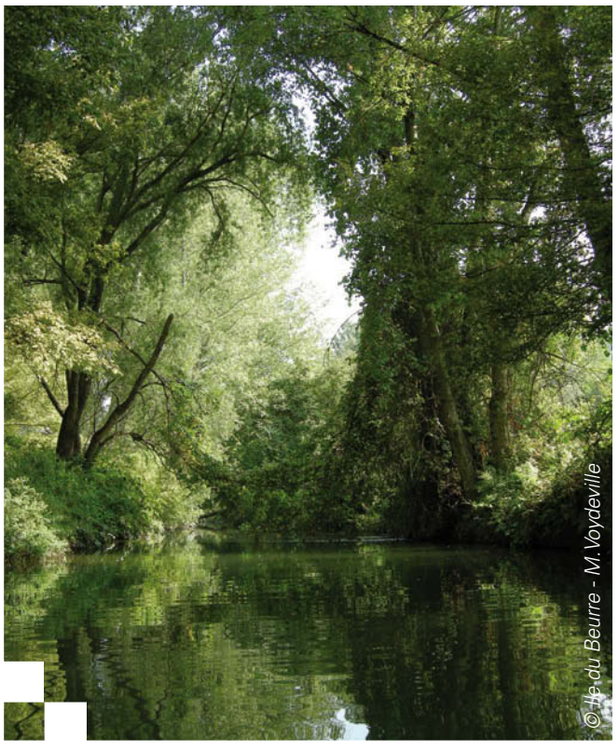
Nom de l'ENS	Intérêt	Communes concernées
Vallon de Bassemon	1	Condrieu et Tupin-et-Semons
Vallon d'Arbruel	2	Condrieu
Île du Beurre, île de la Chèvre	2	Tupin-et-Semons
Ravin de Vezerance	2	Sainte-Colombe, Saint-Cyr-sur-Rhône et Saint-Romain-en-Gal
Ravins du Murinand, Felodière, Reynard, Lombard	2	Ampuis, Saint-Cyr-sur-Rhône et Tupin-et-Semons
Combe de Blamandon	3	Givors, Saint-Romain-en-Gier
Vallée de Merzin et des crêts des Moussières	3	Échalas, les Haies, Saint-Romain-en-Gier et Trèves
Mont de Monnet et col de Grenouse	3	Longes
Combe d'enfer et vallon de Chamony	3	Échalas, Givors, Saint-Romain-en-Gier
Vallée des Échaux	3	Longes et Trèves
Ruisseau du sifflet	3	Ampuis, Loire-sur-Rhône, Saint-Cyr-sur-Rhône et Saint-Romain-en-Gal
Vallée des ruisseaux du Morin et du Rolland	3	Échalas et Loire-sur-Rhône
Vallée de Cotéon	4	Échalas et Givors
Combe d'Allier	4	Saint-Jean-de-Toulas, Saint-Romain-en-Gier



L'île Barlet

2. Les ENS de la Drôme

Le conseil général de la Drôme a entamé une refonte de sa politique ENS et vient de finaliser son schéma des ENS. Un seul ENS drômois est présent dans les Rives du Rhône. Il s'agit de la forêt de Mantaille, qui s'étend sur les communes de Hauterives, Manthes, Moras-en-Valloire et Saint-Sorlin-en-Valloire. Cette forêt possède une avifaune nicheuse très riche avec la bécasse, l'autour, la bondée et le busard Saint-Martin. Ce site est très intéressant pour les amphibiens et en particulier pour le crapaud sonneur à ventre jaune.



L'île de la Chèvre

3. Les ENS de l'Isère

Le réseau des ENS isérois comprend :

- les ENS départementaux : propriété et maîtrise d'ouvrage départementale ; les sites potentiels ne font pas encore l'objet de diagnostic ni d'acquisition par le département
- les ENS locaux : propriété et maîtrise d'ouvrage communale ou intercommunale avec l'aide technique et financière du département ; ils sont dits « labellisés » quand la commune ou l'EPCI a signé une convention de labellisation avec le conseil général de l'Isère

4. Les ENS de la Loire

Dans la Loire, les 10 sites ENS sont des parcelles de hêtraie (forêt composée d'au moins 70 % de hêtres).

LES 10 ENS DE LA LOIRE

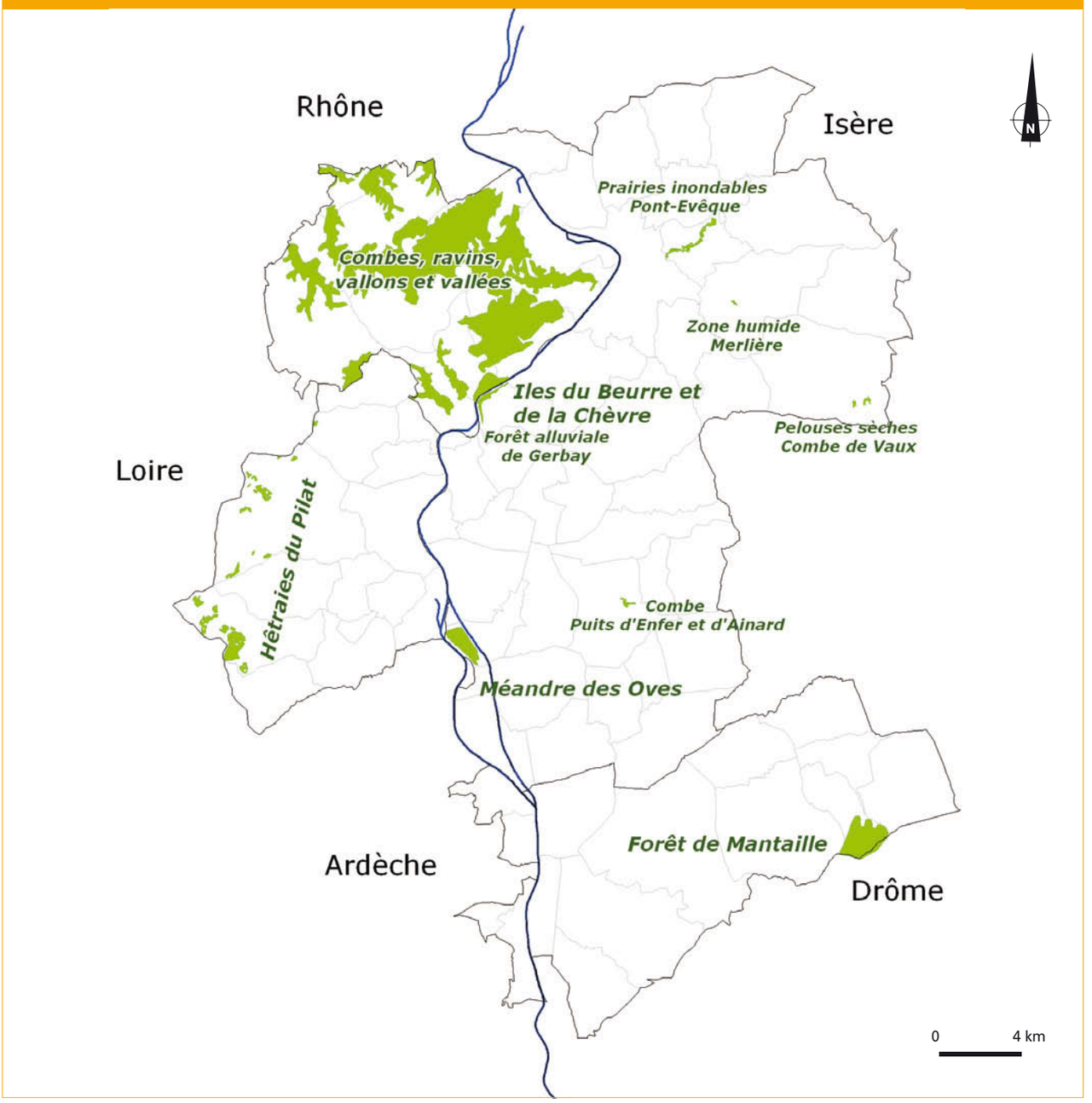
Nom du site	Communes concernées
Le bassin, L'eau qui bruit, Le Priel, Le battant froid, Crêt de Baronnette	Pélussin
Crêt de Bote, Peillouté, La ligue, Saint-Sabin, Le Buet	Véranne

LES 6 ENS DE L'ISÈRE

Nom de l'ENS	Communes concernées	Milieux
Méandre des Oves	Le Péage-de-Roussillon	Prairie, boisements alluviaux, culture
Zone humide de la Merlière	Estrablin	Prairie et boisements humides, rivière
Pelouses sèches de la combe de Vaux	Eyzin-Pinet	Pelouses sèches à orchidées, prairie et boisement
Prairies inondables de Pont-Évêque	Pont-Évêque	Prairie inondable
Forêt alluviale de Gerbay	Chonas-l'Amballan	Forêt alluviale
Combe de puits d'enfer et d'Aynard	Ville-sous-Anjou	Grottes, boisement

Document 4

LES ESPACES NATURELS SENSIBLES



2.5 LE PARC NATUREL RÉGIONAL DU PILAT

Les parcs naturels régionaux sont créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités. Peut être classé « parc naturel régional » un territoire à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité, mais dont l'équilibre est fragile.

Il fait alors l'objet d'un projet de développement fondé sur la préservation et la valorisation du patrimoine. Les objectifs sont de protéger ce patrimoine, de contribuer à l'aménagement du territoire et au développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie, d'assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public, de réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans ces domaines et contribuer à des programmes de recherche.

Le parc naturel régional est régi par une charte. Celle-ci comporte un plan et un rapport déterminant les mesures qui seront applicables sur le territoire du parc.

La charte du PNR s'impose au Scot :

Les documents d'urbanisme sur le territoire du parc naturel régional (dont les Scot) doivent être compatibles aux orientations inscrites dans la charte du parc qui est donc considérée elle-même comme un document d'urbanisme. De ce fait, le projet de charte est soumis à une enquête publique préalablement à son approbation. Elle permet au parc :

- d'affirmer son identité rurale dans son environnement urbain
- d'élaborer avec les villes-portes une collaboration harmonieuse
- d'être ouvert sur sa région et le monde



Parc naturel régional du Pilat

2.5.1 Le parc du Pilat : une étonnante diversité de milieux

La partie ouest du territoire du Scot fait partie du parc naturel régional du Pilat. Les communes du Scot comprises dans le périmètre du parc sont au nombre de 23 (toutes les communes du Scot en rive droite du Rhône à l'exception de Saint-Romain-en-Gier, Sainte-Colombe et Saint-Cyr-sur-Rhône), sur les départements du Rhône et de la Loire.

Le parc a été créé en 1974 pour préserver et valoriser ses richesses naturelles tout en contribuant au développement local.

Le massif du Pilat est un carrefour biogéographique créant, sur son territoire, une mosaïque de milieux naturels, paysagers et urbains. Sa particularité tient à sa proximité immédiate des grandes agglomérations (Saint-Étienne notamment) et des vallées industrielles qui la bordent (Gier, Rhône).

2.5.2 Les sites écologiques prioritaires du Pilat

Le parc naturel régional du Pilat joue un rôle majeur dans la gestion et la conservation des milieux forestiers. Il mène des projets de territoire visant à valoriser ces espaces dans une dynamique de développement durable. Ce rôle est d'autant plus important que les forêts occupent 50 % du territoire du parc et continuent de s'étendre.

La charte du parc présente l'objectif de poursuivre et d'élaborer des programmes opérationnels de préservation et de gestion de « sites écologiques prioritaires » (SEP), appellation spécifique donnée par le parc du Pilat. Trois de ces sites sont en partie ou en totalité situés sur le territoire du Scot des Rives du Rhône : deux sites sur les ravins rhodaniens et une partie des crêts du Pilat. La problématique principale rencontrée sur ces sites concerne le maintien d'un équilibre entre les différents types d'occupation du sol. Tandis que la forêt progresse, les espaces agricoles se réduisent et les habitations tendent à s'entourer d'espaces boisés. Les plans de gestion mis en œuvre sur chacun de ces sites doivent contrer cette évolution en maintenant et en développant une activité agricole extensive. En effet, le maintien d'espaces ouverts contribue à préserver un niveau élevé de biodiversité et à offrir des points de vue remarquables.

Les plans de gestion des SEP situés sur le territoire du Scot font l'objet des actions suivantes :

- **Plan de gestion du SEP des crêts :** le parc poursuit le programme « hêtraie des crêts » par la réalisation de chantiers expérimentaux destinés à évaluer les coûts d'exploitation des coupes de régénération et d'éclaircie. Les études sur le potentiel sylvicole du hêtre du Pilat mettent en évidence la nécessité de financements pour conduire de futurs programmes opérationnels de conservation des hêtraies.
- **Plan de gestion des ravins rhodaniens :** orienté sur la problématique « circulation hydraulique », le plan intègre aussi la restauration des cours d'eau.

2.5.3 La charte du parc du Pilat : enjeux et missions

« La charte du parc détermine pour le territoire du parc naturel régional les orientations de protection, de mise en valeur et de développement et les mesures permettant de les mettre en œuvre. Elle comporte un plan élaboré à partir d'un inventaire du patrimoine indiquant les différentes zones du parc et leur vocation. La charte détermine les orientations et les principes fondamentaux de protection des structures paysagères sur le territoire du parc. »

Sur le pourtour du parc (territoire du Scot), les communes sont prises dans des dynamiques socio-économiques tirées par les agglomérations extérieures et sont fortement soumises à la pression urbaine. Sur le territoire du Scot, l'enjeu de la **maîtrise de l'urbanisme et des paysages de ces communes est essentiel.** En sus, certaines d'entre elles ont des portions de leur territoire concernées par les enjeux de lutte contre la déprise agricole et l'extension de la forêt.

LA CHARTE POUR 2010

Objectif n°1 : [agir « pour un Pilat de nature, depuis les crêts jusqu'aux portes des villes »]
Préserver, gérer et évaluer le patrimoine naturel et paysager, les richesses patrimoniales du Pilat ne se limitant pas uniquement aux éléments remarquables. Cet objectif s'adresse également aux paysages et à la nature dite « ordinaire ».

Objectif n°2 : agir « pour un Pilat valorisant ses ressources en atouts économiques ».

Favoriser un développement économique durable permettant à ce territoire rural de vivre en symbiose avec les grandes agglomérations qui l'entourent sans une trop grande dépendance.

Objectif n°3 : agir « pour un Pilat dynamique, accueillant et ouvert ». Favoriser la vie culturelle locale et les échanges avec l'extérieur.

2.5.4 Les communes du parc du Pilat concernées par la loi montagne

La loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne a pour objectif, sur un territoire spécifique, de concilier le développement économique et la protection de l'environnement. Elle vise la prise en compte des différences et de la solidarité, le développement économique et social en montagne, l'aménagement et la protection de l'espace montagnard, la valorisation des ressources de la montagne ainsi que le secours aux personnes et aux biens.

Ces dispositions particulières s'appliquent à une partie du territoire du Scot des Rives du Rhône, comprise dans le PNR du Pilat. Ainsi les communes ci-après sont classées partiellement ou en totalité en zone de montagne :

- dans le département de la Loire : Chuyer, La-Chapelle-Villars, Pélussin, Roisey, Saint-Appolinard, Véranne
- dans le département du Rhône : Longes (partiellement)

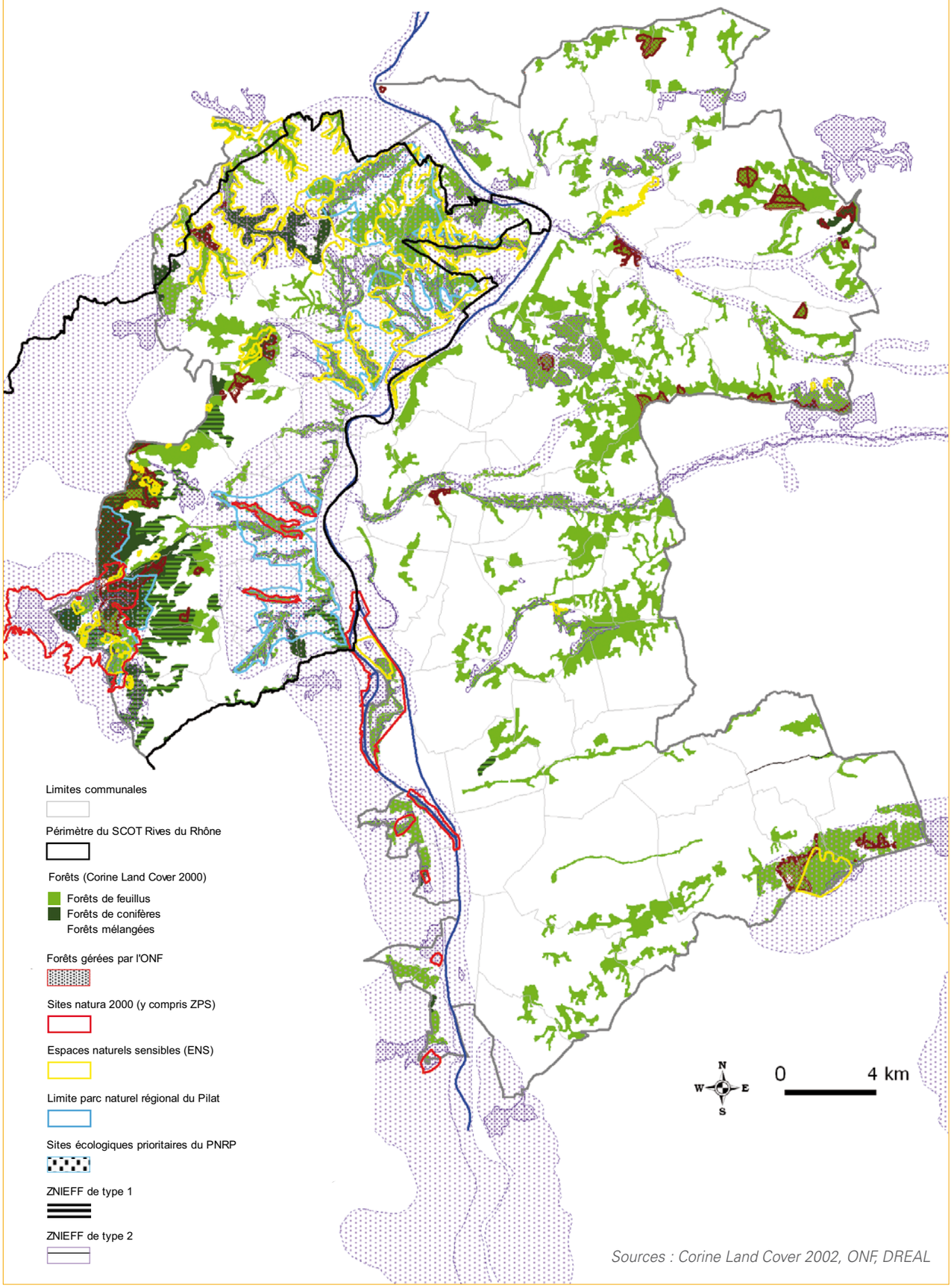
Quatre principes d'aménagement sont prévus pour les zones de montagne :

- **la préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières**
- **la préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard**
- **la réalisation de l'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants**. Les PLU ou cartes communales devront préciser les hameaux, les groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations concernés. Un développement de qualité sans que la règle de continuité ne s'applique peut être autorisé si une étude démontre qu'une urbanisation non située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec les grands objectifs de protection.
- **le développement touristique tenant compte des communautés d'intérêt des collectivités locales** concernées et contribuant à l'équilibre des activités économiques et de loisirs



Le massif du Pilat, derniers contreforts du Massif central

FORÊTS ET PRINCIPAUX SITES REMARQUABLES DES RIVES DU RHÔNE



Chapitre 3

Autres espaces d'intérêt écologique

3.1 LES FORÊTS

Les forêts couvrent plus de 22 350 hectares[1] soit près de 24 % du territoire du Scot. La répartition des espaces forestiers n'est pas homogène sur l'ensemble du territoire. Elle dépend essentiellement de la topographie et des conditions climatiques. Ainsi, sur les départements de la Loire et du Rhône, les surfaces boisées atteignent respectivement 36 % et 31 % du territoire du Scot contre seulement 16 % sur la partie drômoise.

Les forêts ont tendance à progresser depuis les dix dernières années, en particulier sur le plateau du Pilat et les vallons rhodaniens. À l'inverse de la pression urbaine qui vient des vallées, la forêt se propage des cimes vers les plateaux et vallées par le développement de friches spontanées puis de boisements.

Outre les problèmes économiques que cela pose pour l'activité agricole (diminution des surfaces de pâture) mais aussi pour l'exploitation de la ressource forestière, l'enfrichement entraîne la fermeture des paysages en haut et fond de vallées et la suppression de certains cônes de vue.

Concernant la **répartition des essences**, les feuillus (hêtres, chênes, châtaigniers, charmes, acacias ou peupliers) représentent près de 84 % de la surface forestière totale. Les conifères et forêts dites « mélangées », présentant à la fois des essences de feuillus et de conifères, se concentrent sur le mont et plateau du Pilat pour atteindre respectivement 9 % et 7 % de la surface totale de forêt.

Les **forêts communales et domaniales**, propriétés des communes, départements, régions ou État relèvent du régime forestier et sont à ce titre gérées sous tous leurs aspects (entretien, exploitation, accueil, aménagements) par l'office national des forêts. Sur le territoire du Scot des Rives du Rhône, l'**ONF** intervient sur 24 sites, de superficies variables et qui couvrent 1 620 hectares de forêts communales et domaniales, soit 7 % de la surface totale boisée du territoire. À elles seules, les communes de Véranne, Roisey et Pélussin dans le Pilat accueillent plus de la moitié (862 ha) des forêts gérées par l'ONF.

Les zones boisées du territoire des Rives du Rhône font partie du patrimoine naturel remarquable du Scot. Ainsi, 10 852 hectares de forêt (49 %) sont compris au sein d'un espace naturel remarquable.

3.2 LES RÉSEAUX ÉCOLOGIQUES ET LES CORRIDORS BIOLOGIQUES

Un **corridor biologique** est un **espace de passage** utilisé par une espèce animale ou végétale. Il peut se trouver sur un axe de déplacement ou de migration, ou permettre de faire le lien entre des milieux naturels accueillants. L'ensemble des corridors biologiques et des axes forme des **réseaux écologiques**, qui s'appuient sur des milieux naturels en continuité ou à proximité (réseaux de milieux secs, de milieux rupestres, de zones humides pour les oiseaux migrateurs, d'arbres à cavités pour des oiseaux cavernicoles, de prairies…).

Les réseaux écologiques :

- permettent les déplacements nécessaires aux échanges génétiques entre les individus d'une même espèce
- favorisent la diversité des écosystèmes (bois, haies, forêts rivulaires, prairies sèches, talus…)
- donnent au plus grand nombre d'espèces et d'individus la possibilité de répondre à leurs besoins vitaux (nourrissage, reproduction, nichage…)

L'objectif de préservation des réseaux écologiques est multiple : **assurer la conservation et la protection des espèces, le maintien de la biodiversité, mais également le cadre de vie des hommes** (prévention des collisions, limitation de l'urbanisation, etc.).

Alors que la « stratégie paneuropéenne » mise en place par l'union européenne vise à rétablir les connexions écologiques sur notre continent, que le Grenelle de l'environnement pousse à créer des trames vertes et bleues, ni les corridors biologiques ni les réseaux écologiques ne font l'objet de protection ou de préservation particulière aujourd'hui.

Pourtant, l'artificialisation croissante des milieux engendrée par les activités humaines conduit à un morcellement des milieux naturels et à la création d'obstacles aux déplacements des espèces faunistiques et floristiques. Les extensions urbaines, les grands axes de transport, les cours d'eau artificialisés et pollués ainsi que les espaces agricoles uniformes déstructurent et cloisonnent l'espace.

La fragmentation des milieux entraîne la fragilisation des populations qui peut conduire à terme à leur disparition.

[1] *Données Corine Land Cover 2002*

Documents cadres et études sur les réseaux écologiques

Sur le territoire du Scot des Rives du Rhône, plusieurs démarches et études des réseaux écologiques ont été menées.

- Le département isérois a été un précurseur et a fait aboutir en 2001 une étude sur les réseaux écologiques **(REDI : réseau écologique du département de l'Isère)** qu'il continue de mettre à jour.
- La **DIREN Rhône-Alpes** a fait un porter à connaissance sur les infrastructures vertes et bleues du Scot des Rives du Rhône, démarche qui s'appuie entre autres sur les réseaux écologiques. Elle mentionne ainsi plusieurs axes potentiels de passage de la faune, en particulier au travers de la vallée du Rhône.
- Le **PNR du Pilat** a testé sur son territoire une méthode cartographique automatique des réseaux écologiques (démarche en cours au sein de la fédération des PNR).

Mais surtout, la région Rhône-Alpes a produit une **cartographie des réseaux écologiques de Rhône-Alpes** qui reprend tous ces éléments. Deux niveaux d'analyse sont présentés dans un atlas (publication en mars 2009) :

- des cartes à l'échelle de la région montrant, entre autres, les grandes connexions à enjeu, qui relient des ensembles à dominante naturelle tels que le Pilat, les balmes viennoises, les plateaux de Bonnevaux et de Chambaran ou reprennant les grands couloirs hydrographiques tels que la vallée du Rhône
- des cartes au 1/100 000ème cartographiant une trame écologique potentielle et qui localisent les passages de faune et les obstacles au déplacement de celle-ci

Les enjeux mis en avant par ces cartes peuvent être classés en deux catégories :

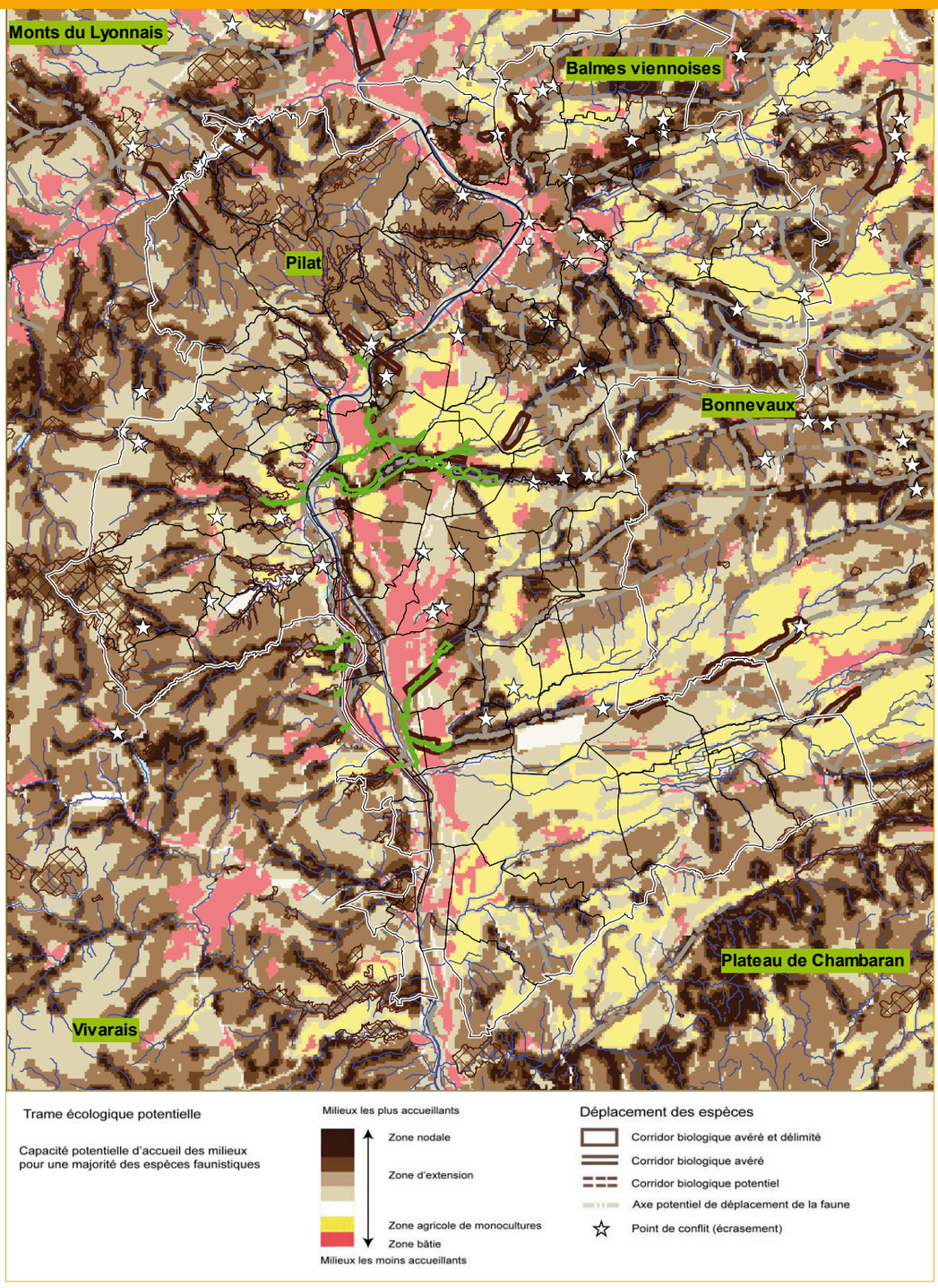
Enjeux de continuité nord-sud

- continuité hydrographique de la vallée du Rhône et de ses annexes
- liaison/coupure verte entre le plateau d'Échalas et le plateau Mornantais au travers de la vallée du Gier
- communication au sein de l'ensemble ZNIEFF de type 2 contreforts du Pilat
- liaisons entre les différentes vallées de rive gauche au travers d'interfluves : Ozon, Sévenne, Véga, Gère, Varèze, Sanne, Dolon, Oron, Collières...

Enjeux de continuité est-ouest

- liaisons crêts du Pilat / vallons rhodaniens
- liaisons plateau du Pilat / vallée du Rhône par les vallons
- traversée du Rhône :
  - corridor biologique à la hauteur de la plaine de Gerbay / des îles du Beurre et de la Chèvre
  - corridor biologique à la hauteur du confluent de la Varèze
  - corridor biologique sur et au sud de l'île de la Platière
- continuités hydrographiques le long des vallées de la rive gauche jusqu'au Rhône : Sévenne, Véga, Gère, Varèze, Sanne, Dolon, Oron, Collières...
- continuités boisées entre la vallée du Rhône et la forêt de Bonnevaux
- continuités boisées entre la vallée du Rhône et le massif de Chambaran

EXTRAITS DE LA CARTOGRAPHIE DES RÉSEAUX ÉCOLOGIQUES DE RHÔNE-ALPES



Dans le cadre du Scot Rives du Rhône, une analyse plus fine de certains passages et corridors stratégiques a été réalisée à partir d'orthophotographies :

- en rive gauche, corridors permettant de traverser le fuseau d'infrastructures et d'urbanisation et de rejoindre le Rhône, le long de la Varèze, du Saluant, de la Sanne et du Dolon en particulier
- en rive droite, une dizaine de corridors utilisant les ravins rhodaniens et créant une liaison entre le plateau du Pilat et la vallée.

Enfin, la directive territoriale d'aménagement (DTA) de l'aire métropolitaine lyonnaise demande le maintien de coupures et liaisons vertes entre les « cœurs verts » que sont les monts du lyonnais, le Pilat et les balmes viennoises. Deux liaisons/coupures vertes doivent ainsi être préservées sur le Scot :

- entre les monts du lyonnais et le Pilat au travers de la vallée du Gier à la hauteur de Saint-Romain-en-Gier
- entre le plateau de Seyssuel et le plateau d'Échalas à travers la vallée du Rhône

Pour cette dernière, il ne s'agira que d'une coupure verte à enjeux urbains et paysagers, le passage de la faune n'étant pas possible à cet endroit.

AXES DE DÉPLACEMENT DE LA FAUNE IDENTIFIÉS PAR LE RERA



Chapitre 4

Des sites naturels remarquables insuffisamment protégés

4.1 ÉTAT DES LIEUX DES SITES PROTÉGÉS OU GÉRÉS

Le conservatoire des espaces naturels de Rhône-Alpes vient de produire un état des lieux de la préservation (gestion et/ou protection) des espaces naturels remarquables.

Pour être identifié comme un site géré, un espace doit remplir trois critères simultanément :

- posséder un document prévisionnel de référence
- justifier d'un document contractuel ou d'un accord oral permettant d'utiliser l'espace
- réaliser des actions concrètes de gestion déclinées du document de référence

Sur les Rives du Rhône les **13 sites suivants sont gérés ; ils cumulent une surface de 900 ha :**

- carrière de la Vessia – commune de Ville-sous-Anjou
- colline du Châtelet, le Calvaire, les Couillères – commune d'Andance
- espace naturel sensible Méandre des Oves – commune du Péage-de-Roussillon
- forêts alluviales de la ZSC Platière (forêt Sud Sablons) – commune de Sablons
- hêtraies du Pilat – communes de Pélussin, Véranne, Chuyer
- île du Beurre – commune de Tupin-et-Semons
- pic des trois dents – communes de Roisey, Véranne
- ligne de crête du Pilat – communes de Véranne et Pélussin
- mesure de 2001 pour les contrats d'agriculture durable en Isère - gestion extensive des prairies – communes de Reventin-Vaugris, Les Côtes d'Arey, Eyzin-Pinet
- pelouses sèches de la combe de Vaux – commune d'Eyzin-Pinet
- prairies alluviales de la ZSC Platière – communes de Sablons, Salaise-sur-Sanne
- prairies inondables – commune de Pont-Évêque
- réserve naturelle nationale de l'île de la Platière – communes de Sablons, Salaise-sur-Sanne, Le Péage-de-Roussillon, Saint-Pierre-de-Bœuf, Saint-Maurice-l'Exil

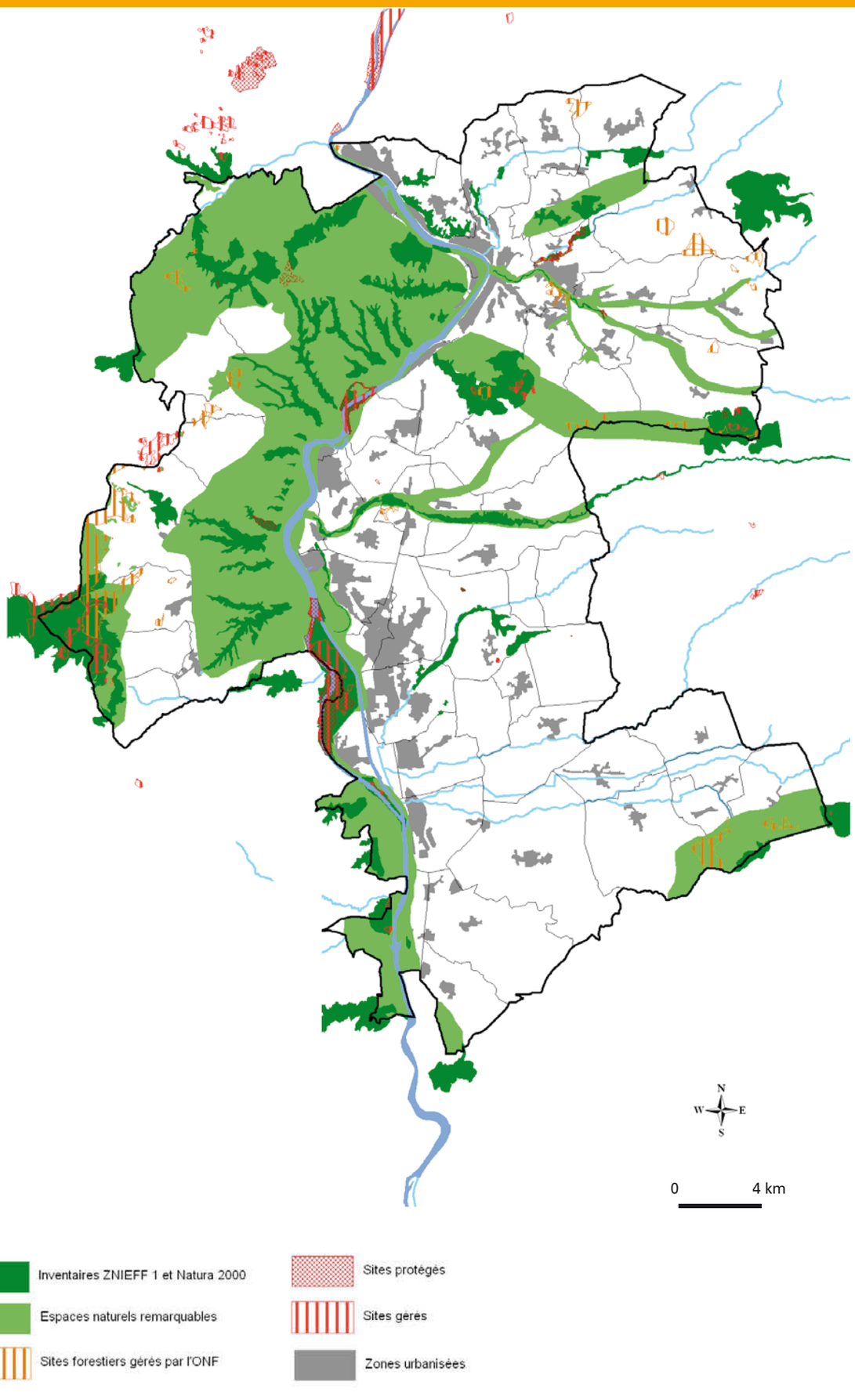
Pour être identifié comme un site protégé, un espace doit remplir l'un des deux critères suivants :

- correspondre à un espace naturel remarquable faisant l'objet d'une mesure de protection réglementaire dont le but principal (ou indirect) est la préservation des espaces naturels remarquables
- faire l'objet d'une opération d'acquisition foncière ou de maîtrise d'usage dont le but principal est la préservation des espaces naturels remarquables, sur un site non géré

Sur les Rives du Rhône les 15 sites suivants sont protégés ; ils cumulent une surface de 508 ha qui peut être redondante avec les sites gérés, en particulier en cas de maîtrise foncière :

- carrière – commune de Sonnay
- carrière de la Vessia – commune de Ville-sous-Anjou
- combe de Montelier – commune de Chavanay
- domaine forestier du pet du Loup – communes d'Échalas, Les Haies et Loire-sur-Rhône
- forêt alluviale de Gerbey – commune de Chonas-l'Amballan
- île du Beurre – commune de Tupin-et-Semons
- le lac – commune de Ville-sous-Anjou
- mare – commune de Salaise-sur-Sanne
- pelouses sèches de la combe de Vaux – commune d'Eyzin-Pinet
- prairies inondables - commune de Pont-Évêque
- éserve naturelle nationale de l'île de la Platière – communes de Sablons, Salaise-sur-Sanne, Le Péage-de-Roussillon, Saint-Pierre-de-Bœuf, Saint-Maurice-l'Exil
- ripisylve de Chonas-l'Amballan – commune de Chonas-l'Amballan
- talus en friche – commune de Saint-Prim
- terrain de la fondation pour la protection des habitats – commune de Trèves
- zone humide de la Merlière – commune d'Estrablin

LES ESPACES NATURELS REMARQUABLES



Source : DIREN RA, PNR Pilat, ONF, Corine Land Cover, Chambres d'Agriculture, Conseils Généraux, ING BD Carthage, CREN RA

4.2 LES SITES NON PROTÉGÉS OU GÉRÉS PRÉSENTANT UN INTÉRÊT

En 2007, la Frapna faisait un état des lieux de la biodiversité en Rhône-Alpes. Elle a entre autres recensé les sites présentant un intérêt écologique notable mais ne bénéficiant pas, ou pas complètement à l'heure actuelle, de mesure de protection ou de gestion.

SITES NON GÉRÉS RECENSÉS PAR LA FRAPNA

Dépt	Nom du site	Intérêt*	Intérêt patrimonial	Protection actuelle	Milieux
38	Plaine de Bièvre (partiellement sur le Scot)	2	Demande de ZPS en cours par la LPO38 : intérêt ornithologique. Grandes étendues cultivées attirant des oiseaux des milieux ouverts (caille des blés, vanneaux huppés, courlis cendré, oedicnème criard). Certaines espèces rares y ont été vues : outarde canepetière, glaréole à collier.	Aucune	Grandes cultures de plaine
38	Étangs de Bonnevaux (partiellement sur le Scot)	2	Site d'intérêt pour une espèce de libellule en directive habitat : la leucorrhine à gros thorax. Les queues d'étangs hébergent également des espèces végétales protégées. Cette zone d'étangs avait été pressentie pour faire partie de Natura 2000 (abandon suite à l'opposition des propriétaires).	Aucune	Forêt de feuillus avec étangs
38	Rivières Varèze, Gère et Sanne et prairies humides associées et boisements humides	2	Les prairies humides notamment, sont des milieux menacés par la nouvelle politique agricole. Intérêt fonctionnel et intérêt pour la biodiversité (orchis à fleurs lâches). Sur les rivières : présence du castor et potentiel pour la loutre. Intérêt pour les odonates.	Aucune	Rivière et prairies humides
38	Combe du Loup (Serpaize)	2	Combe avec de nombreuses prairies sèches. Présence d'une importante colonie de guêpiers (40 couples).	Aucune	Prairies sèches
42	Toutes les rivières du département (peu concernées)	1	Corridors écologiques. Espèces à forte valeur patrimoniale : écrevisse à pieds blancs, moule perlière, ombre commun, loutre (Semène). Importance odonatologique et ornithologique.	Natura 2000 en partie	
69	Vallons rhodaniens du Pilat	2	Enjeux habitats, flore et faune, limite d'air.	PNR du Pilat (partiellement)	Landes, milieux à végétation arbustive

** Intérêt : 1 : supra-régional, 2 : régional ou départemental*

SITES GÉRÉS MAIS PAS COMPLÈTEMENT PROTÉGÉS RECENSÉS PAR LE CREN

Dépt	Nom du site	Intérêt patrimonial	Protection actuelle	Milieux
07	Colline du Châtelet, le Calvaire, les Couillères	La gagée de bohème constitue le principal intérêt de la colline du Châtelet. De floraison précoce, la gagée de bohème vit sur les pelouses rocailleuses siliceuses, exposées au sud, abruptes et arides, avec une faible concurrence végétale. Elle est surtout menacée par l'évolution de l'embroussaillement suite à la disparition des troupeaux de moutons ou de chèvres. *Faune remarquable :* alouette lulu, milan noir, circaète Jean-le-Blanc et grand duc d'Europe. Flore remarquable : liseron des monts cantabriques, gagée de bohème, gagée des rochers, orchis bouffon.	Grande partie du site en Natura 2000	Landes, pelouses sèches, dalles rocheuses
42	Hêtraies du Pilat et ligne de crête du Pilat	*Faune remarquable :* alouette lulu, busard Saint-Martin, circaète Jean-le-Blanc, engoulevent d'Europe (annexe1 DO), bécasse des bois (annexe 2 DO), écaille chinée (en voie de disparition sur le territoire européen). *Flore remarquable* : les boisements de hêtres ou hêtraies constituent un milieu original dans le massif du Pilat. Il s'agit de la seule essence de feuillus d'altitude. Présence de formations herbeuses à Nardus, de pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonement sur calcaires (sites d'orchidées remarquables). Ces derniers éléments de la flore sont également en voie de disparition sur le territoire européen.	Grande partie des hêtraies et du site de la ligne de crête en Natura 2000	Landes, prairies, tourbières, boisement

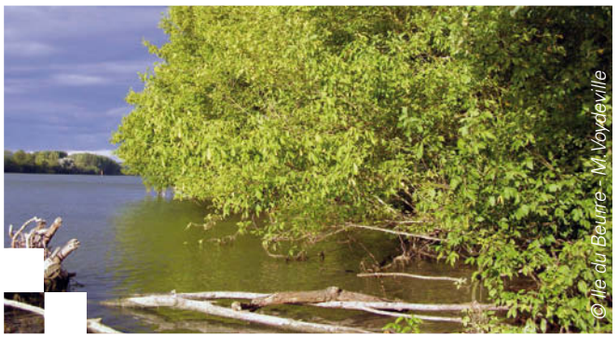
4.3 LES PLANTES ENVAHISSANTES

L'absence de protection ou de gestion n'est pas la seule menace qui pèse sur les espaces naturels remarquables. Selon la société nationale de la protection de la nature (SNPN) les espèces envahissantes (ou invasives) « sont aujourd'hui considérées comme la seconde cause de perte de biodiversité dans le monde. En France, aucune région n'est épargnée »*.

> Sont considérées comme espèces envahissantes les espèces exotiques naturalisées qui par « leur prolifération dans des milieux naturel ou semi-naturels, y produisent des changements significatifs de composition, de structure et/ou de fonctionnement des écosystèmes ». (Cronk & Fuller, 1996)

Ces espèces envahissantes sont responsables d'une banalisation des espèces, mais aussi des paysages, qui peut se traduire par une grave altération des milieux et de la biodiversité et poser de réels problèmes de santé (cas de l'ambroisie à l'origine de nombreux cas d'allergie).

Le sud de la région Rhône-Alpes est particulièrement touché par les espèces envahissantes (département de la Drôme, de l'Ardèche et de l'Isère) et la menace d'une propagation doit être prise au sérieux. L'eau très présente sur le territoire du Scot est le vecteur principal de ces espèces qui prolifèrent à la fois le long de leurs berges mais aussi dans le cours d'eau lui-même (avec des espèces comme la renouée du Japon ou l'érable negundo).



Érable negundo



Ailante

Sur le territoire du Scot, le pays viennois est la zone la plus impactée par ces espèces envahissantes, on retrouve ainsi sur les communes de l'Isère :

- ailante
- ambroisie
- asters américains
- berce du Caucase
- bident à fruits noirs
- buddleia
- érable negundo
- impatiente de Balfour
- impatiente de l'Himalaya
- jussie à grandes fleurs
- raisin d'Amérique
- renouées (du Japon, de Sakhaline, de Bohême)
- robinier faux acacia
- séneçon du Cap
- solidage géant



Buddleia



Renouée du Japon

** On ne parlera pas ici de l'ambroisie, plante envahissante, qui est traitée dans la partie qualité de l'air.*

Les éléments propices à l'apparition de plantes envahissantes et qu'il convient de maîtriser sont :

- tout milieu dont la structure est linéaire et propice à la colonisation (bords de route, de voie ferrée, de cours d'eau...)
- les espèces utilisées pour fixation des talus déjà connues comme envahissantes
- certaines pratiques d'entretien des espaces (nettoyage non systématique entre deux sites...)
- le mode d'entretien des bordures de rivières, qui peut être responsable de la prolifération des espèces envahissantes

Le territoire du Scot est particulièrement concerné par la propagation de la Renouée. En effet, l'eau très présente sur le territoire du Scot est le principal vecteur de ces espèces qui prolifèrent à la fois le long des berges mais aussi dans le cours d'eau lui-même.



Roselière sur l'île de la Platière

Chapitre 5

Synthèse et enjeux des espaces naturels remarquables

5.1 ATOUTS

- **des espaces naturels remarquables qui couvrent un tiers du territoire**
- **l'île de la Platière** : le plus vaste ensemble naturel sur le Rhône entre Lyon et la Camargue
- **des zones boisées** (qui pour moitié font partie d'un espace naturel remarquable)
- **des tourbières** dans le Pilat en bon état de conservation, fait notable à l'échelle régionale
- **présence du parc naturel régional du Pilat**
- carrefour stratégique à l'échelle régionale en termes de **réseaux écologiques**

5.2 FAIBLESSES

- **des inventaires inégalement répartis :** principalement concentrés sur la rive droite et le long du Rhône
- une **connaissance des zones humides et des corridors biologiques encore hétérogène**
- **des espaces naturels remarquables insuffisamment préservés** (gérés et/ou protégés) alors que des protections se cumulent sur un même site
- des **espèces envahissantes** qui prolifèrent et menacent certains sites (coteaux de Gerbay par exemple)
- des **zones boisées au deux tiers privées**, très morcelées, gérées uniquement sur une petite surface
- **un étalement urbain important et insuffisamment maîtrisé** (29 % de la surface des espaces naturels remarquables se trouvent à moins de 500 m d'une zone urbanisée)
- une **vallée du Rhône fortement urbanisée et industrialisée,** qui concentre d'importantes infrastructures linéaires

5.3 ENJEUX

Contre la perte de biodiversité et la banalisation des espaces naturels :

- poursuivre la gestion des sites patrimoniaux comme l'île de la Platière et s'assurer de leur pérennité
- protéger les sites remarquables qui ne le sont pas aujourd'hui et qui peuvent être menacés
- protéger les espaces qui participent au bon fonctionnement des réseaux écologiques
- prendre en compte dans l'aménagement du territoire les inventaires naturalistes (ZNIEFF, tourbières, zones humides, prairies sèches…) et favoriser leur gestion
- valoriser auprès des habitants les espaces naturels remarquables pour un meilleur « usage »
- lutter contre les plantes envahissantes et favoriser les espèces locales/endémiques
- créer des trames verte et bleue identifiant et protégeant les zones noyaux de biodiversité et les espaces qui les relient

Contre la dévalorisation des zones boisées* :

- valoriser d'un point de vue économique, social et culturel les zones boisées
- assurer la protection et la gestion des zones boisées remarquables (hêtraie, forêt alluviale, ripisylve…)
- maintenir la diversité des essences et favoriser les essences locales

** Pour plus de détails, on pourra se reporter aux orientations proposées concernant la forêt dans l'étude agriculture et forêt menée sur le Scot.*

Document 4

PARTIE 4

Les ressources naturelles et leur gestion

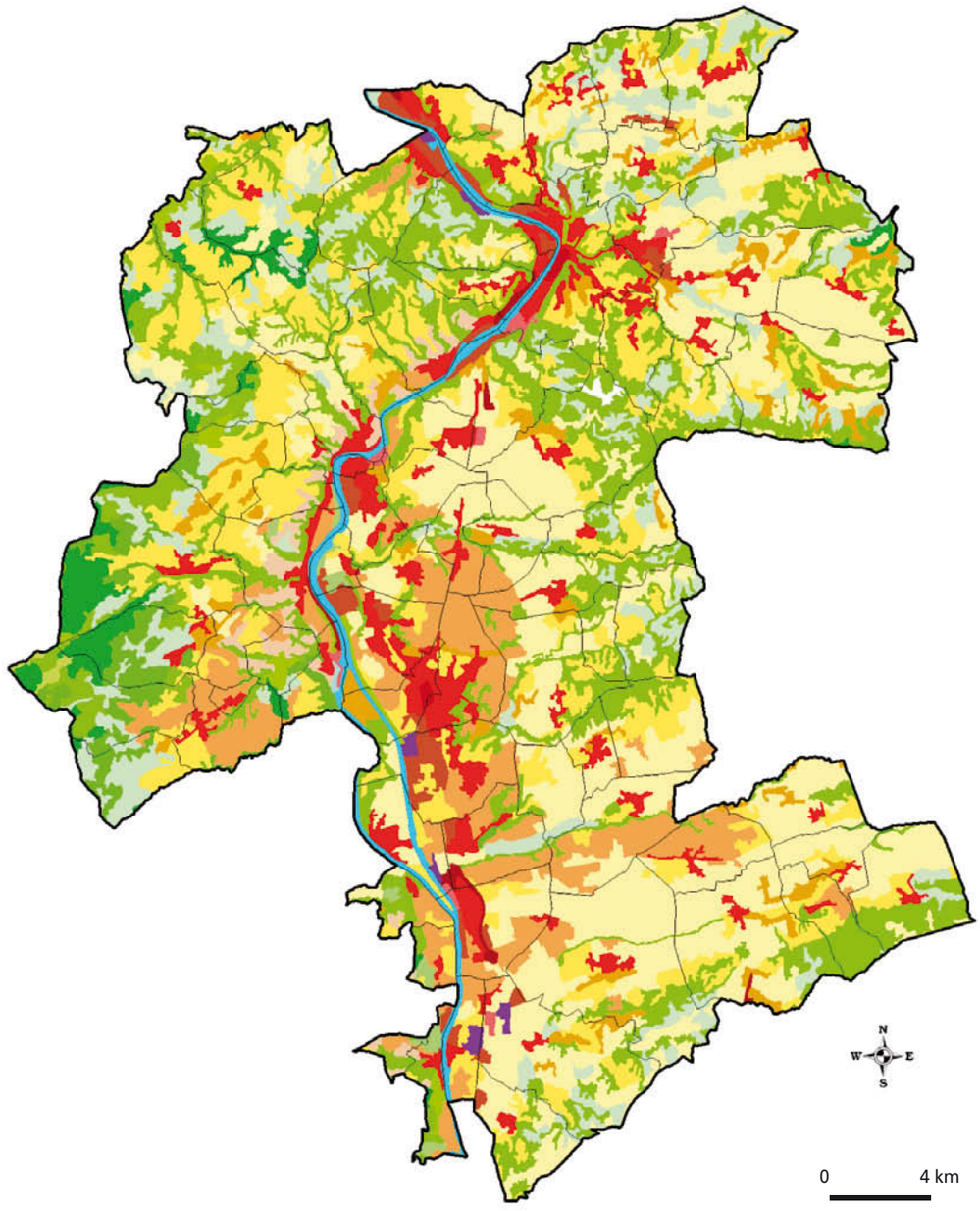
La gestion des ressources naturelles, qu'elles soient renouvelables ou non, est indispensable pour un développement durable du territoire.

Cette partie aborde la question des ressources du sol et du sous-sol, de l'eau et de l'énergie. En lien avec l'urbanisation et le développement actuels des Rives du Rhône, certaines ressources paraissent soumises à des pressions notables (sol, eau…) et d'autres semblent sous-exploitées (énergies renouvelables).

L'occupation du sol

La traversée des Rives du Rhône montre un territoire essentiellement urbanisé, car les axes de transport, tout comme les principaux centres urbains, sont concentrés dans la vallée du Rhône. Mais les Rives du Rhône sont avant tout un territoire agricole (deux tiers du territoire), divisé en terroirs très diversifiés. Les milieux naturels, essentiellement boisés, couvrent un quart du Scot.

OCCUPATION DU SOL EN 2006



Postes d'occupation du sol

- Tissu urbain continu
- Tissu urbain discontinu
- Zones industrielles et commerciales
- Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés
- Extraction de matériaux
- Equipements sportifs et de loisirs
- Terres arables hors périmètres d'irrigation
- Vignobles
- Vergers et petits fruits
- Prairies
- Systèmes culturaux et parcellaires complexes
- Territoires principlt occupés par l'agriculture
- Forêts de feuillus
- Forêts de conifères
- Forêts mélangées
- Pelouses et pâturages naturels
- Landes et broussailles
- Forêt et végétation arbustive en mutation
- Cours et voies d'eau
- Plans d'eau

Source : Corine Land Cover 2006

OCCUPATION DU SOL

Tissu urbain	64	6,0 %	6,7 %	
Autres terrains artificialisés	23	2,5 %	2,4 %	9,1 %
Terres arables	247	21,8 %	25,9 %	
Vignes et vergers	88	9,7 %	9,1 %	
Autres terres agricoles (prairie, bocage, polyculture…)	280	33,4 %	29,3 %	64,3 %
Forêts	224	23,4 %	23,4 %	
Autres milieux naturels (pelouse, lande, friche…)	15	1,6 %	1,6 %	25 %
Milieux aquatiques	15	1,6 %	1,6 %	1,6 %
Total Scot Rives du Rhône	956		100 %	

La base de données Corine Land Cover (CLC) donne une bonne image de l'occupation du sol d'un grand territoire ; elle n'est toutefois pas suffisamment précise pour permettre un suivi de l'urbanisation du Scot, la taille minimale des parcelles étant de 25 hectares.

Le CLC permet de faire une analyse des changements entre le début des années 1990 et 2000. Cette analyse montre une mutation de 311 ha sur les Rives du Rhône. Parmi ces changements, l'artificialisation des terres agricoles concerne 243 ha. Les terres qui ont été construites étaient pour 26 % des terres arables, 18 % des vergers et 56 % des « systèmes culturaux et parcellaires complexes », le plus souvent du bocage ou des systèmes mixtes du style polyculture élevage.

Les changements quantitatifs entre 2000 et 2006 montrent une croissance notable des surfaces urbanisées (presque + 10%). Les parts des forêts et terres agricoles restent globalement stables malgré la consommation foncière de l'urbanisation. Mais l'occupation agricole voit une forte évolution des terres arables aux dépens des cultures pérennes (vergers…) et des espaces de polyculture et de prairie. Tendance à l'œuvre depuis 1990, il semblerait donc que ce soient les systèmes agricoles les plus anciens et les milieux qui présentent le plus de biodiversité qui subissent le plus la pression urbaine, dans une logique de rentabilité économique.

Les zones agricoles stratégiques, qu'il est essentiel de protéger, sont identifiées dans l'étude « Agriculture et forêt » du Scot.



Terres agricoles du pays roussillonnais

Chapitre 2

Les terroirs agricoles

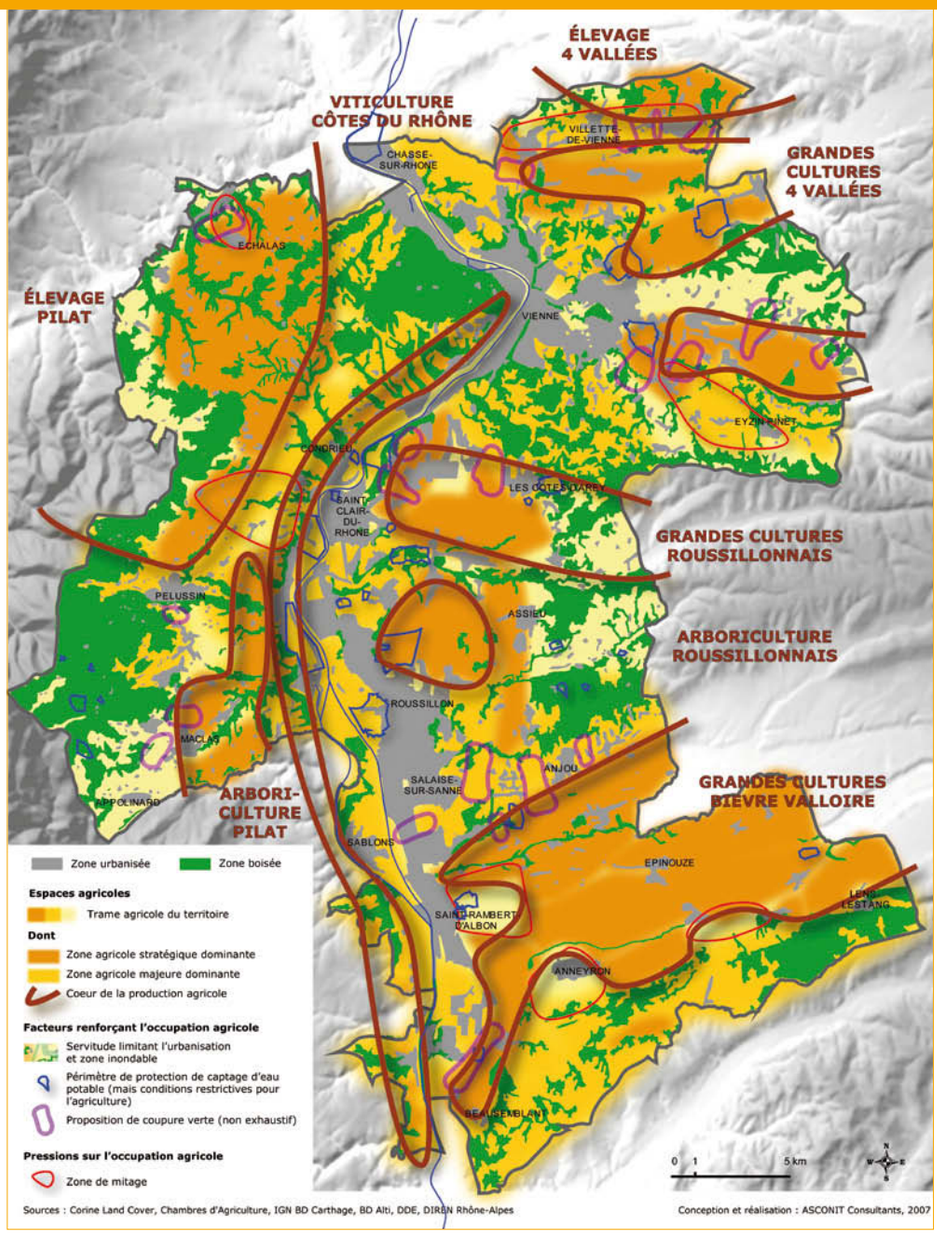
Les terres agricoles couvrent 61 450 hectares, soit 64,3 % du territoire des Rives du Rhône. Les productions agricoles sont très variées : céréales (40 % de la surface agricole), fourrages (27 %), vergers (10 %), vignes (2 %), maraîchage (1,5 %)... 20 % des terres sont irriguées (principalement dans le roussillonnais et Rhône Valloire)[2].

Face aux enjeux liés aux activités et aux terres agricoles sur les Rives du Rhône, et au constat d'une diminution de 10 % de la surface agricole utile (4 600 ha) entre 1988 et 2000, principalement au profit de l'urbanisation (évolution de la SAU comparable à celle de l'agglomération lyonnaise), une étude spécifique « agriculture et forêt » a été réalisée par le Scot.

Une cartographie des espaces agricoles et des orientations de gestion de ces espaces a été élaborée en concertation avec le monde agricole.

La carte de la trame et des enjeux des espaces agricoles propose une hiérarchisation des espaces agricoles du territoire. Elle montre par ailleurs les facteurs locaux pouvant renforcer ou favoriser une occupation du sol agricole et les pressions, essentiellement urbaines, qui menacent les espaces agricoles et la fonctionnalité des exploitations.

LES ESPACES ET CŒURS DE PRODUCTION AGRICOLE



[2]*Ces chiffres, issus du recensement général de l'agriculture (RGA) 2000, proviennent de l'étude « agriculture et forêt ». Ils diffèrent donc légèrement des données d'occupation du sol du Corine Land Cover 2006.*

Les terres agricoles se répartissent entre :

- **des zones agricoles stratégiques :** terroirs essentiels pour le maintien de l'activité agricole en général et des exploitations agricoles en particulier ; ressource non renouvelable qu'il est indispensable de protéger
- **des zones agricoles « majeures »**, en raison d'une part d'un cumul de vocations (agricoles mais également environnementales, écologiques, paysagères, récréatives...) et d'autre part du rôle complémentaire joué par ces espaces agricoles à la fois au regard du bon fonctionnement des zones agricoles stratégiques et des exigences d'un développement durable du territoire
- **les autres zones agricoles :** secteurs à dominante naturelle pouvant également cumuler d'autres fonctions qu'agricoles, loisir et paysage en particulier et espaces agricoles connaissant de fortes contraintes liées à l'urbanisation.



Espace agricole sur la commune de Les Haies

Chapitre 3

L'exploitation du sous-sol

3.1 L'EXPLOITATION DES CARRIÈRES

Une **carrière** est un endroit d'où sont extraits des matériaux de construction : pierre, sable ou minéraux non métalliques ou carbonifères (par opposition aux mines).

Textes de loi

Depuis **la loi du 19 juillet 1976 (loi dite sur la protection de la nature)**, les carrières sont identifiées comme installations classées et de ce fait, soumises à autorisation lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2 000 tonnes (dépôt de dossier, étude d'impact depuis le 18/12/1979).

La **loi du 04 janvier 1993 (loi dite sur les carrières)** a défini les carrières comme des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) à part entière (début de la réglementation environnementale déclinée selon toute une série d'arrêtés).

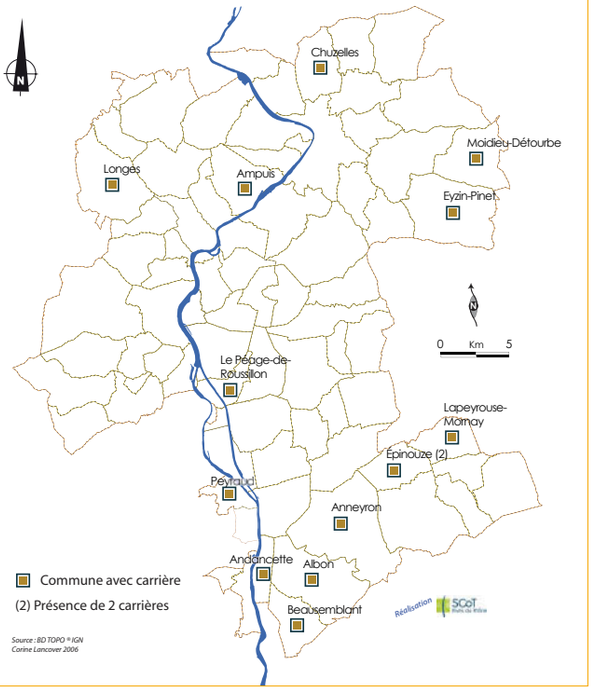
L'arrêté du 22 septembre 1994 interdit les extractions en lit mineur dans le cadre d'une exploitation de carrière (concerne essentiellement les gravières).

En tête des matières premières consommées, après l'air et l'eau, les granulats (sables et graviers) sont des matériaux naturels utilisés depuis toujours par l'homme pour la construction de son habitat et l'aménagement de son environnement, avec en particulier des besoins très importants pour les infrastructures. Parallèlement, les granulats sont des produits pondéreux à faible valeur ajoutée qui supportent mal le coût du transport. Il est donc nécessaire d'avoir un réseau de carrières proches des lieux de consommation.

L'exploitation des carrières est susceptible d'engendrer un certain nombre de problèmes environnementaux :

- pollution de l'air, de l'eau et des sols
- impacts sur la faune et la flore (dérangement, destruction d'habitats…)
- importantes émissions sonores
- impacts sur le paysage environnant tant en cours qu'en fin d'exploitation
- amenuisement de ressources non renouvelables

CARRIÈRES



Selon une circulaire du 11 janvier 1995, **le schéma départemental des carrières** doit constituer un instrument d'aide à la décision du préfet lorsque celui-ci autorise les exploitations de carrières en application de la législation des installations classées.

Les cinq départements compris dans le périmètre du Scot ont mis en place un **schéma départemental des carrières,** approuvé :

- le 17 juillet 1998 dans la Drôme
- le 11 février 2004 en Isère
- le 18 juillet 2001 dans le Rhône
- le 22 novembre 2005 dans la Loire
- le 03 février 2005 en Ardèche

Six sites sont encore en exploitation sur le Scot, contre une vingtaine jusqu'à récemment.

Les matériaux exploités sont majoritairement des sables et graviers. La carrière de Longes exploite des roches dures.

Les autres produits locaux qui étaient exploités sont l'argile, utilisée par l'industrie pour la production de produits réfractaires et le calcaire, pour la fabrication de ciment.

L'EXPLOITATION DES CARRIÈRES

Commune	Dépt	Site	Date de fin d'exploitation	Matériaux exploités	Surface (ha)	Production annuelle maximale autorisée (t)
Chuzelles	38	Côte Renard	Nov. 2019	Sables et graviers exploités hors eau	16,1	140 000
Eyzin-Pinet	38	Bois de chasse	Janv. 2025	Sables et graviers exploités hors eau	33,1	250 000
Moidieu-Detourbe	38	Alanières	Mars 2012 (renouvellement en cours)	Sables et graviers exploités hors eau	7,6	30 000
Péage de Roussillon	38	Les Blaches	Mars 2023	Sables et graviers exploités hors eau	9,9	200 000
Longes	69	Combe de Chavanne	Oct. 2030	Granite, diorite, gabbro	1,3	12 000
Ampuis	69	Mève	Oct. 2019	Granite, diorite, gabbro	4	145 000
Epinouze	26	Le Chirial	Mars 2024	Sables et graviers exploités hors eau	4,85	70 000
Epinouze	26	Bois des Seyves	Sept. 2013	Sables et graviers exploités hors eau	4,8	100 000
Andancette	26	Grange neuve	Oct. 2034	Sables et graviers exploités en eau	35,5	450 000
Albon	26	Vermenas/Le CreuxThine	Juillet 2038	Sables et graviers exploités en eau	39,5	600 000
Lapeyrouse-Mornay	26	Brulefer est	Août 2039	Sables et graviers exploités hors eau	9,4	145 000
Beausemblant	26	Blache ronde	Juillet 2039	Sables et graviers exploités hors eau	11,2	45 000
Anneyron	26	Berne et Pragnotte	Août 2013 (renouvellement-extension en cours d'instruction)	Sables et graviers exploités hors eau	4	145 000
Peyraud	07	Peyrasine, Peytre	Avril 2029	Granite	3	70 000

On portera une attention particulière aux **deux carrières situées sur les communes d'Albon et d'Andancette,** qui occupent déjà 80 ha et qu'il est projeté d'étendre. Il s'agit de deux sites majeurs d'extraction de sables et graviers en activité dans la partie drômoise de la vallée du Rhône. Ces ressources en matériaux contenues dans les alluvions et basses terrasses du Rhône constituent des gisements importants en quantité et en qualité. Cependant, l'affleurement superficiel de la nappe de la Valloire constitue une contrainte majeure pour une exploitation intensive des matériaux. Le territoire agricole est ainsi menacé par le développement des carrières, d'autant plus qu'il est difficile de restituer à l'activité agricole les terrains après exploitation des matériaux, compte tenu de la profondeur des sites d'extraction.

Le site de Longes, dont la surface exploitée est bien inférieure à la surface autorisée, aurait aussi la possibilité de s'étendre.

Les projets de grandes infrastructures concernant le Scot (contournement ouest de Lyon, contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise) solliciteront sans doute les sources de matériaux du territoire.

3.2 LES CONCESSIONS MINIÈRES

Il existe 7 concessions minières sur le territoire du Scot, 17 communes du territoire du Scot sont concernées. La connaissance de ces sites est importante pour la prévention des risques d'effondrement et d'affaissement de terrain.

La concession minière est un titre minier attribué par décret, qui autorise l'exploitation de la ressource minérale. Dans les faits, la concession est octroyée pour vingt à trente ans. Elle peut succéder à un permis de recherche ou être demandée directement.

Les mines sont définies comme des sites susceptibles de contenir des substances listées à l'article 2 du code minier, principalement la houille, les hydrocarbures, les métaux. Sont également considérés comme des mines, les gîtes géothermiques dont on peut extraire de l'énergie sous forme thermique.

LES CONCESSIONS MINIÈRES

Nom de la concession	Communes concernées	Substance
Vienne	*Isère :* Chasse-sur-Rhône, Chonas l'Amballan, Les-Roches-de-Condrieu, Pont-Évêque, Reventin-Vaugris, Seyssuel, Vienne. *Rhône :* Ampuis, Condrieu, Les Haies, Loire-sur-Rhône, Sainte-Colombe,Tupin-et-Semons	Plomb
Ternay	*Isère :* Chasse-sur-Rhône	Anthracite
La Poype	*Isère :* Reventin-Vaugris, Vienne	Plomb
Saint-Julien-Molin-Molette	*Loire :* Saint-Appolinard	Plomb
Saint-Jean-de-Touslas	*Rhône :* Saint-Romain-en-Gier	Houille
Saint-Romain-en-Gier	*Rhône :* Saint-Romain-en-Gier	Houille
Tartaras et Saint-Jean-de-Touslas	*Rhône :* Saint-Romain-en-Gier	Houille

Chapitre 4

Les ressources en eau

Le territoire des Rives du Rhône, dispose de ressources en eau importantes. Les eaux souterraines constituent la première ressource pour l'alimentation en eau potable des habitants de ce territoire.

Cependant, les rejets urbains et industriels, les pollutions diffuses agricoles, la quantité des demandes, contribuent à la fragilisation voire à la dégradation de cette richesse.

Les politiques contractuelles (Sage et contrats de rivière) apparaissent alors comme des atouts essentiels pour mieux connaître cette ressource, en améliorer la gestion et atteindre les objectifs de bon état ou potentiel écologique de ces « masses d'eau ».

4.1 CONTEXTE HYDROLOGIQUE ET HYDROGÉOLOGIQUE

4.1.1 Les eaux superficielles

Le territoire du Scot est coupé du nord au sud par le Rhône. L'ensemble des cours d'eau du territoire appartient ainsi au bassin versant du Rhône, qui draine une superficie de 51 100 km².

État des lieux - Le Rhône

Le Rhône se caractérise par un débit moyen annuel, calculé sur 74 ans à Givors, de 1 030 m³/s.

Sa qualité physico-chimique à son entrée dans le territoire, à Chasse-sur-Rhône, est globalement bonne à très bonne en raison de l'effet de dilution lié à son débit. Certains paramètres cependant dégradent cette situation : qualité moyenne pour les micropolluants et les hydrocarbures, qualité médiocre pour les nitrates, les matières en suspension et les pesticides.

Enfin, **la pollution du Rhône par les PCB** (polychlorobiphényles) a été largement médiatisée. Les PCB sont des produits organiques polychlorés présents dans les transformateurs en mélange liquide, dans le trichlorobenzène (isolement électrique et refroidissement de l'appareil), dans les condensateurs (isolants), dans certaines installations thermiques industrielles (fluides caloporteurs), dans les engins des mines (fluides hydrauliques). Ils sont plus connus sous l'appellation commerciale de "pyralène".

Ces produits présentent des risques majeurs pour l'environnement : ils ne sont pratiquement pas biodégradables et se concentrent dans les tissus vivants et les chaînes alimentaires naturelles en raison de leur liposolubilité (fixation dans les organes riches en lipides) et sont, de fait, hautement toxiques. Une évaluation de l'impact de cette pollution sur les populations humaine et piscicole est en cours.

État des lieux - Principaux affluents de rive gauche

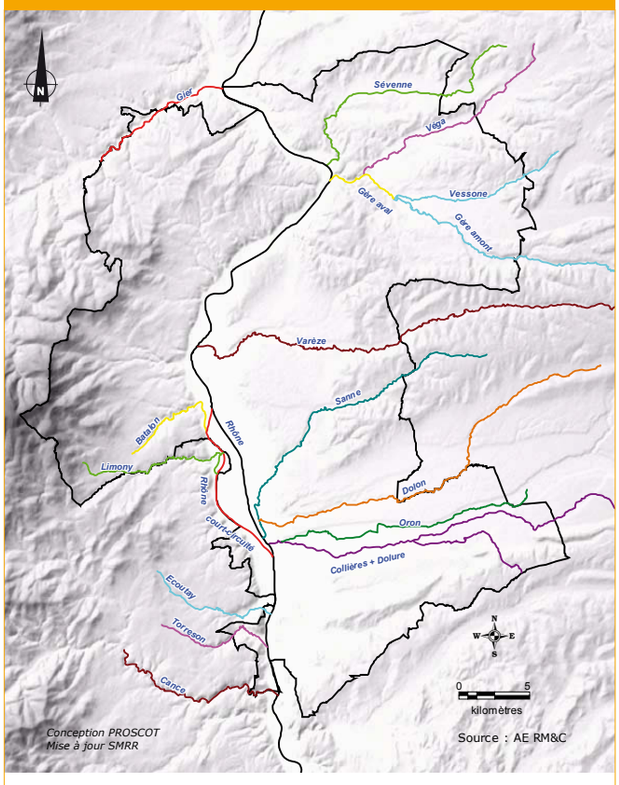
La Sévenne

Cette rivière, longue de 13 km, draine un bassin versant de 71 km². Elle se jette directement dans le Rhône au niveau de Vienne.

La portion amont de la Sévenne (en partie en dehors du Scot) constitue un point noir du territoire, affichant une mauvaise qualité physico-chimique et hydro-biologique des eaux en aval du rejet de l'usine Danone à Saint-Just-Chaleyssin (une station d'épuration interne devrait améliorer la situation). Les rejets des stations d'épuration (Step) de Luzinay et de Villette-de-Vienne dégradent également la Sévenne (suppression programmée des rejets par le raccordement de ces Step à la station de Vienne (réseau SYStepUR)). Grâce à une bonne autoépuration et une réalimentation de la rivière par des eaux souterraines à la Serpaizière, l'aval est de bonne voire très bonne qualité, à l'exception des nitrates (qualité médiocre).

La zone inondable de la vallée de la Sévenne s'étend de sa confluence avec le Rhône jusqu'au lieu-dit « La Forêt » sur la commune de Luzinay et sur son affluent l'Aberau (entre sa confluence avec la Sévenne et le lieu-dit « Le Bief » sur la commune de Chuzelles). Toute la vallée de la Sévenne est une zone humide remarquable.

MASSES D'EAU « COURS D'EAU » DE LA DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU



Source : Agence de l'eau RMC, 2000 (Sdage)

Document 4

La Véga

La Véga (17 km pour un bassin versant de 88 km²) est un affluent rive droite de la Gère, avec qui elle conflue au droit de Pont-Évêque. Elle représente 22 % du bassin versant total de la Gère. Le débit moyen annuel, calculé à Pont-Évêque, est de 0,87 m³/s. Le débit journalier maximal peut atteindre 17,5 m³/s comme ce fut le cas en novembre 2002.

La qualité de la Véga est globalement bonne à très bonne, sauf localement en amont de la confluence avec la Gère (problèmes bactériologiques), à la hauteur de la Step de Septème-Oytier-Saint-Oblas (insuffisance de traitement) et de Pont-Évêque (dysfonctionnement des réseaux d'eaux usées). La qualité est par ailleurs moyenne en ce qui concerne les nitrates.

La zone inondable de la vallée de la Vega s'étend de Pont-Évêque jusqu'au lieu-dit « Granges Blanches » sur la commune de Oytier-Saint-Oblas et sur ses affluents le torrent Saint-Oblas et le torrent des eaux mortes. Le débit de la Véga souffre de pertes naturelles par infiltration sur la partie amont (secteur déficitaire à l'étiage), alors que la rivière est réalimentée par des eaux souterraines à partir de Baraton.

La Gère

La Gère (30 km pour 266 km²), est un affluent rive gauche du Rhône. Elle prend sa source au cœur du plateau de Bonnevaux et rejoint le Rhône à Vienne. Le débit moyen annuel, calculé sur 22 ans à Pont-Évêque, est de 3,15 m³/s. Le débit journalier maximal, calculé à Jardin, peut atteindre 12 m³/s comme ce fut le cas en novembre 1994.

La qualité de la Gère est considérée comme bonne à très bonne en amont, mais l'aval dans la traversée de Pont-Évêque et de Vienne est dégradé par une mauvaise qualité bactériologique. Les altérations nitrates et pesticides traduisent une qualité moyenne.

La zone inondable de la vallée de La Gère s'étend de sa confluence avec le Rhône jusqu'à Villeneuve-de-Marc et sur son affluent la Valaize (à Villeneuve-de-Marc). Les débits de la Gère peuvent souffrir de pertes naturelles dans sa partie médiane et de prélèvements agricoles dans sa partie amont, ce qui peut entraîner localement des périodes d'assecs. À l'aval à la hauteur du prélèvement en eau potable de Vienne à Gémens, la rivière est réalimentée par des eaux souterraines.

La Vésonne

La Vésonne est un affluent rive droite de la Gère. Sa qualité est bonne à très bonne à l'exception d'une qualité moyenne pour les nitrates. Le rejet de la Step de Moidieu-Détourbe dégrade localement la qualité de l'eau. Les débits de la Vésonne et de l'Amballon, son affluent, souffrent de pertes naturelles par infiltration très importantes qui créent régulièrement des assecs, impactant fortement la vie aquatique.

La Varèze

La Varèze draine un bassin versant de 130 km², dont la majeure partie est en dehors du Scot. Le régime hydrologique de la Varèze est de type torrentiel, au fonctionnement brutal et capricieux. En période d'étiage, la rivière s'assèche totalement sur certains tronçons.

La qualité de la Varèze est globalement bonne à très bonne à l'exception d'une qualité moyenne pour les nitrates. Les pollutions bactériologiques (Clonas) ou des rejets de Step dans des cours d'eau de très faible débit (Côtes-d'Arey) peuvent cependant dégrader localement la qualité.

La zone inondable de la vallée de La Varèze s'étend de sa confluence avec le Rhône jusqu'à Cours-et-Buis et sur son affluent le Suzon.

La Sanne

La Sanne draine un bassin de 66 km² et se jette dans le Rhône en aval de l'Île de la Platière.

La qualité de la Sanne est globalement bonne à très bonne à l'exception d'une qualité moyenne pour les nitrates. Le débit de la Sanne peut connaître des étiages sévères et certains rejets d'assainissement collectif se font alors dans un cours d'eau quasiment sec. Les prélèvements agricoles pour l'irrigation impactent l'aval de la Sanne.

Le Dolon

Le Dolon présente un écoulement permanent dans son cours amont (jusqu'à Pact), un écoulement temporaire dominant dans son cours médian (jusqu'au Bège), et un écoulement permanent dans son cours aval (jusqu'au Rhône).

La qualité du Dolon est globalement bonne à l'exception d'une qualité moyenne pour les nitrates. Des dégradations importantes (matières organiques, azotées et phosphorées) ont cependant pu être mesurées tout à fait à l'aval à Sablons.

La zone inondable de la vallée du Dolon s'étend de sa confluence avec la dérivation de Péage-de-Roussillon jusqu'à Revel-Tourdan et sur ses affluents.

L'Oron

Le régime de l'Oron est de type pluvial mais l'influence régulatrice de la nappe est très importante. L'étiage des Orons, ensemble des dérivations artificialisées de l'Oron, est ordinairement soutenu mais sa sévérité dépend, dans une grande mesure, de l'état du déficit de la nappe.

La qualité de l'Oron est globalement moyenne, même si elle peut être très bonne pour certains paramètres (matières organiques). Les nitrates et les matières phosphorées dégradent cependant le cours d'eau en qualité moyenne voire médiocre. La Step de Beaurepaire (en dehors du Scot) impacte fortement le cours d'eau, en particulier pour les matières azotées. Cette pollution est « entretenue » par les rejets des Step de Lapeyrouse-Mornay et Épinouze. En raison de cette charge en matières azotées et phosphorées, le cours d'eau est sensible à l'eutrophisation. Une pollution métallique d'origine inconnue a été mesurée à l'aval de Beaurepaire.

La zone inondable des Collières et de l'Oron s'étend sur une vaste superficie de Manthes jusqu'à la confluence avec le Rhône.

Les Collières

Les Collières, d'une longueur de 21 km, drainent un bassin versant de 650 km². Ce cours d'eau possède un grand nombre d'affluents dont l'Oron, le Dolure et Les Veuzes. Des mesures sur le régime des Collières à Saint-Rambert-d'Albon indiquent un débit moyen annuel (calculé sur une période de 21 ans) de 2,68 m³/s.

Le débit journalier maximal peut atteindre 18 m³/s comme ce fut le cas en décembre 2003. Comme dans le cas de l'Oron, l'étiage est soutenu mais il dépend nettement du déficit de la nappe. Par ailleurs, il peut aussi être moins important à l'amont qu'à l'aval du fait des infiltrations. Le cours d'eau des Collières a un écoulement globalement pérenne avec cependant des zones où il peut s'assécher en période d'étiage sévère (en 1990 par exemple).

La qualité des Collières s'améliore de l'amont (impacté par les rejets de la pisciculture de Manthes : forte pollution azotée et de certains assainissements collectifs : Manthes, Moras et Saint-Sorlin-en-Valloire) à l'aval à sa confluence avec le Rhône, mais elle reste globalement moyenne. Les concentrations de nitrates se traduisent par une qualité médiocre. Les Collières sont sensibles à l'eutrophisation.

État des lieux - Principaux affluents de rive droite

Le Gier

Le Gier est un affluent direct du Rhône en rive droite. Il prend sa source à la Jasserie (1 299 m) dans le massif du Pilat pour rejoindre le Rhône à Givors après un parcours de 44 km. Le bassin versant de la rivière est de 406 km². Le débit moyen interannuel ou module de la rivière est de 3,16 m³/s.

Le Gier présente des fluctuations saisonnières de débit typiques des rivières du Massif central français avec une alimentation partiellement nivale. Les hautes eaux se situent en hiver et au printemps et portent le débit mensuel moyen à un niveau de 3,54 à 4,37 m³/s, de novembre à mai inclus (avec un maximum en novembre suivi d'un deuxième sommet en mai), et des basses eaux d'été, de juillet à septembre, avec une baisse du débit moyen mensuel jusqu'au niveau de 1,14 m³/s au mois d'août.

La qualité du Gier, moyenne à mauvaise, est fortement dégradée par les rejets d'assainissement collectif, à Tartaras en particulier.

Du massif du Pilat (socle granitique qui ne comprend pas de nappe) ne descendent que des cours d'eau relativement courts, pour la plupart influencés par des territoires en dehors du Scot.

L'hydrographie du territoire des Rives du Rhône connaît ainsi la même dissymétrie que la topographie, la géologie ou les paysages. Aux torrents descendant du Pilat dans des gorges boisées s'opposent des cours d'eau de plaine, souvent alimentés par une nappe alluviale, autour desquels se développent des zones humides.

Le caractère torrentiel de ces cours d'eau n'est cependant pas anodin. Ce phénomène est accentué par la disparition des zones humides et l'urbanisation du territoire qui augmente le ruissellement, il est à l'origine de risques de crue et d'inondation importants.

Qualité des eaux superficielles

La connaissance de la qualité des cours d'eau du Scot est hétérogène. Les cours d'eau du secteur des quatre vallées (Sévenne, Véga, Vésonne, Gère) sont les mieux connus en raison du contrat de rivière (1995-2002) et des démarches encore en cours dans ces bassins versants (étude de qualité des cours d'eau en 2007 pour l'état des lieux de la charte de gestion durable des ressources en eau du bassin des quatre vallées du bas Dauphiné).

Les cours d'eau (Dolon, Oron, Collières…) de la plaine de Bièvre Valloire font partie du Sage Bièvre Liers Valloire qui a produit un état des lieux de la qualité des eaux superficielles début 2008.

Les données sont absentes ou anciennes sur les autres cours d'eau.

L'ensemble des cours d'eau du Scot, à l'exception du Rhône, est classé en première catégorie piscicole (abritant des espèces piscicoles d'eau vive où les salmonidés dominent). Cette classification est a priori synonyme d'une bonne qualité écologique du cours d'eau, en tout cas d'un bon potentiel.

En effet, si la qualité des eaux superficielles sur le territoire du Scot est globalement de bonne à moyenne, elles sont toutefois soumises à des pressions polluantes de deux sortes :

- des pollutions ponctuelles, liées à des rejets d'assainissement, d'industrie, etc.
- des pollutions diffuses, liées à la concentration dans l'eau de molécules diffusées sur les terrains alentours, en particulier dans le cadre des pratiques agricoles : nitrates et pesticides

En raison de cette pollution de fond par les nitrates, toutes les communes (sauf sept*) en rive gauche du Scot sont classées en zone vulnérable (zone désignée comme vulnérable à la pollution diffuse par les nitrates d'origine agricole compte tenu notamment des caractéristiques des terres et des eaux). Les taux de nitrates élevés vont surtout poser problème en cas d'exploitation de la ressource pour l'eau potable (l'OMS fixe à 50 mg/l de nitrates le taux de potabilité).

Pour améliorer cette situation, des programmes tels que les PMPOA (programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole, visant plutôt les éleveurs) ou Pil'azote (visant les cultivateurs) ont été mis en œuvre sur le territoire.

Les actions engagées dans les contrats de rivière ont également pour objet l'amélioration de la qualité de l'eau et des milieux.

Atteinte du bon état des eaux superficielles

La directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 adoptée par le conseil et par le parlement européen définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux souterraines, superficielles (lacs et cours d'eau), estuariennes et côtières pour les États membres.

La directive cadre sur l'eau s'appuie sur plusieurs principes :

- la gestion par bassin versant
- une planification et une programmation : un état des lieux a été réalisé, un réseau de surveillance de la qualité a été mis en place. Aujourd'hui un « plan de gestion » (ou Sdage, schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) est en cours d'adoption ; il fixe les mesures et actions nécessaires à l'atteinte du « bon état écologique »

** Jardin, Saint-Sorlin de Vienne, Les Côtes-d'Arey, Vernioz, Assieu, La Chapelle-de-Surieu et Saint-Romain-de-Surieu.*

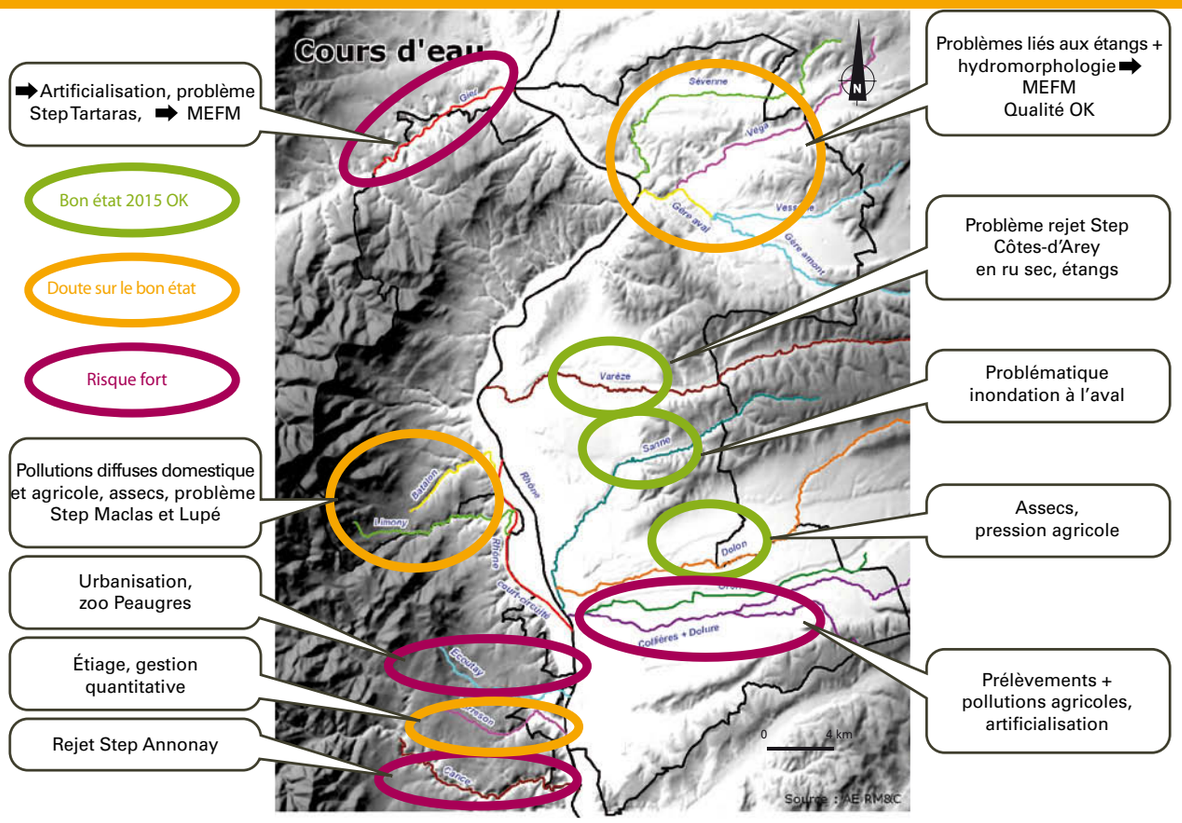
- une analyse économique sur la tarification de l'eau mais aussi sur le principe pollueur-payeur et le principe de la récupération des coûts
- la consultation du public à chaque étape importante

Elle fixe des objectifs à la fois généraux et particuliers à chaque masse d'eau :

- la non-dégradation de la qualité des eaux
- l'atteinte d'ici à 2015 d'un bon état général tant pour les eaux souterraines que pour les eaux superficielles, y compris les eaux côtières ; (une certaine souplesse quant aux délais donnés pour atteindre le bon état des eaux et la nature de cet objectif est possible - cas des masses d'eau artificielles - mais ils devront être justifiés et soumis à consultation)
- réduire progressivement les rejets de substances « prioritaires », les rejets devant être supprimés dans 20 ans pour des substances « prioritaires dangereuses »

Seules trois masses d'eau sont susceptibles d'atteindre le bon état écologique en 2015 sur le Scot. Les doutes quant à l'atteinte de ce bon état sont liés à des problèmes de qualité (rejets importants), de quantité (prélèvements importants accentuant les étiages) ou de qualité du milieu physique. Des risques forts de non atteinte sont émis pour des cours d'eau fortement impactés (pollutions, artificialisation…) dont on doute qu'ils pourront revenir à un état « naturel ». Ils pourront alors être classés en MEFM : masse d'eau fortement modifiée, pour laquelle les objectifs se changeront en atteinte du bon potentiel écologique.

ÉTAT DES MASSES D'EAU SUPERFICIELLES EN 2000 DANS L'OPTIQUE DE L'ATTEINTE DU BON ÉTAT ÉCOLOGIQUE



Source : Agence de l'eau RMC, 2000

4.1.2 Les eaux souterraines

État des lieux – Nappes alluviales

Les nappes alluviales constituent les nappes d'accompagnement des cours d'eau et sont de ce fait très vulnérables aux pollutions.

- Alluvions des vallées de Vienne (Véga, Gère, Vésonne) (FR 6319)

Cette masse d'eau couvre une superficie de 73 km². Les principales alimentations de ces aquifères alluviales proviennent de l'infiltration des précipitations (bassins versants de Véga et de Gère-Vésonne). On peut distinguer les nappes de la Véga et de l'Amballon, constituées d'alluvions grossières qui représentent un réservoir aquifère important, des nappes de la Sévenne et de la Gère, à dominante argileuse, peu susceptibles de receler des ressources aquifères importantes.

La nappe de la Gère est exploitée au captage de Gémens pour l'alimentation en eau potable de l'agglomération de Vienne. Au confluent des deux nappes Gère et Amballon, elle dispose d'une réserve d'exploitation suffisante. Les nappes de la Véga et de l'Amballon constituent des réservoirs importants et facilement exploitables.

- Alluvions de la Plaine de Bièvre-Valloire (FR 6303)

Cette masse d'eau couvre 476 km². L'aquifère est libre et s'écoule globalement vers l'ouest et le point bas que constitue la vallée du Rhône. Sur le plan hydrogéologique, la plaine est qualifiée de ''vallée sèche'', caractérisée par l'absence quasi

totale de réseau hydrographique permanent (le principal étant les Collières, dont la pérennité est assurée par des sources). Ce phénomène traduit l'importance des infiltrations. La nappe est continue mais pas homogène, avec présence de circulations préférentielles dans certains chenaux alluviaux où la perméabilité est plus forte et qui ont un rôle de drains. En étiage, les rivières telles l'Oron, ou le Dolon sont alimentées par des émergences de la nappe.

→ Alluvions du Rhône entre le confluent de la Saône et de l'Isère + alluvions du Garon (FR 6325)

Cette masse d'eau couvre 175 km². Elle s'étend depuis Villeurbanne au nord jusqu'au confluent de l'Isère (pont d'Isère) sur environ 100 km. Cette nappe est très productive mais également très sollicitée. Elle permet l'alimentation en eau potable de trois millions de personnes.

À l'aval de Lyon, elle correspond pour l'essentiel à la bande étroite d'alluvions fluviatiles de la plaine du Rhône (1 à 4 km de large). Dans cette partie de la vallée fortement urbanisée, les terrains encore disponibles pour une exploitation de la nappe sont très limités : en rive gauche, méandre de Chasse et amont de Vienne à Seyssuel.

L'aquifère est mal protégé et la forte perméabilité des alluvions augmente cette sensibilité.

État des lieux – Nappe affleurante de socle

Socle monts du Lyonnais sud, Pilat et monts du Vivarais bassins versants du Rhône, Gier, Cance, Doux (FR 6613)

Cette masse d'eau couvre 1 905 km². Le territoire couvert par la masse d'eau se situe dans la partie septentrionale des Cévennes, ou Haut-Vivarais, sur les départements de l'Ardèche, de la Loire et du Rhône.

La lithologie dominante de la masse d'eau se caractérise par des arènes (granitiques ou gneissiques).

Les réserves en eau sont faibles et sont renouvelées exclusivement par l'infiltration des pluies sur l'impluvium (précipitation efficace moyenne de 200 à 400 mm/an).

La vulnérabilité est forte à l'échelle de la masse d'eau (réseaux fissurés peu protégés en surface des plateaux).

État des lieux – Nappes affleurantes sédimentaires

Molasses miocènes du bas Dauphiné entre les vallées de l'Ozon et de la Drôme + complexes morainiques glaciaires + pliocène (FR 6219)

Cette masse d'eau couvre 3 départements (Rhône, Isère, Drôme) sur 3 706 km². Elle s'inscrit dans un triangle Lyon-Grenoble-Crest. Il s'agit d'une vaste région dont l'ossature est constituée par des terrains tertiaires et quaternaires. Elle est limitée à l'ouest par la vallée du Rhône, à l'est par les massifs du Vercors et de la Chartreuse, au sud par le bassin de Crest et au nord par la flexure Pilat - île Crémieu sur le couloir de l'Ozon.

Cette masse d'eau de vaste étendue est recouverte par plusieurs masses d'eau superficielles d'alluvions fluviatiles ou fluvio-glaciaires de type sédimentaire libre. Du nord au sud, on note :

→ masse d'eau 6340 - vallée de la Bourbre

→ masse d'eau 6319 - vallées de Vienne

→ masse d'eau 6303 - plaine de la Bièvre-Valloire

Les cartes piézométriques existantes montrent une orientation globale des écoulements dans le sens nord-est / sud-ouest.

La productivité de cet aquifère est moyenne. Sa vulnérabilité est variable en fonction de la présence et de la nature de terrains de recouvrement, de la présence ou non d'intercalaires argileux et de la charge hydraulique. Elle apparaît forte dans certains secteurs (faciès grossiers) déjà fortement affectés par les pollutions nitratées.

Qualité des eaux souterraines

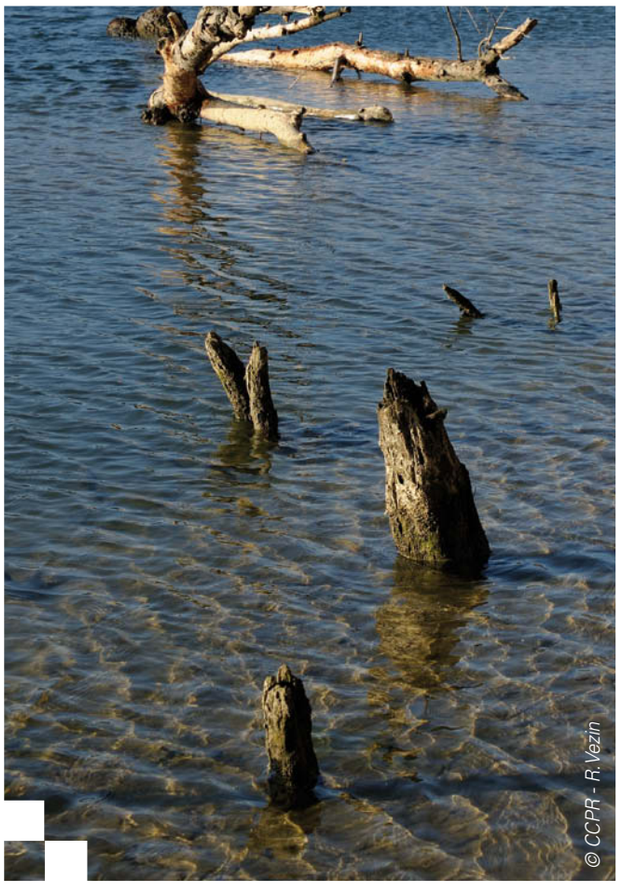
Le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée Corse (Sdage RMC)** identifie sur le territoire du Scot trois aquifères à forte valeur patrimoniale nécessitant une protection préventive :

→ la nappe du Rhône

→ la nappe des vallées de Vienne

→ la nappe de Bièvre Valloire

Sur le territoire des Rives du Rhône, la qualité des eaux souterraines est très variable. D'une manière globale, ces eaux sont de qualité correcte pour l'alimentation en eau potable, mais les eaux brutes des aquifères de la plaine de Bièvre Valloire et de la Véga peuvent ne pas être potables en l'état.



Les Roches-de-Condrieu

Document 4

Les eaux de l'aquifère des alluvions de Bièvre Valloire sont **polluées par des nitrates et des pesticides**. Les substances retrouvées sont des métabolites et de la triazine (herbicide). Ces substances sont représentatives de l'influence des grandes cultures (maïs en particulier) pratiquées dans la plaine.

Les eaux souterraines sont donc de qualité moyenne à mauvaise.

L'évolution de la qualité, dans la Bièvre en particulier, commence à devenir inquiétante : des forages mettant en communication la nappe superficielle des alluvions (de bien moins bonne qualité) avec la nappe profonde créent des contaminations et entraînent une augmentation rapide des taux de nitrates et de pesticides.

Les services de l'État et les établissements publics ont défini une zone d'action prioritaire dans la plaine de Bièvre Liers Valloire. L'enjeu est d'importance compte tenu du fait que des captages d'eau potable dépendent de cette zone : 20 000 habitants s'alimentent dans cette zone.

En Isère la qualité des eaux souterraines est très variable : l'eau de deux stations est apte à la consommation tandis que l'eau de deux autres stations nécessite un traitement. Les interactions rivière-nappe rendent les nappes alluviales des quatre vallées particulièrement vulnérables. Des concentrations en nitrates atteignant les 50 mg/l sont enregistrées dans la nappe de la Véga.

Dans la molasse miocène, les prélèvements des communes des Côtes-d'Arey, les Roches-de-Condrieu et Saint-Clair-du-Rhône (secteur Bourg) sont régulièrement touchés avec des concentrations en pesticides variant entre 0,1 et 0,4 µg/l. Cela signifie que l'eau est inapte à la consommation en l'état et nécessite un traitement. Les eaux de nombreuses autres communes connaissent des concentrations en pesticides relativement élevées sans toutefois « condamner » la potabilité de la ressource.

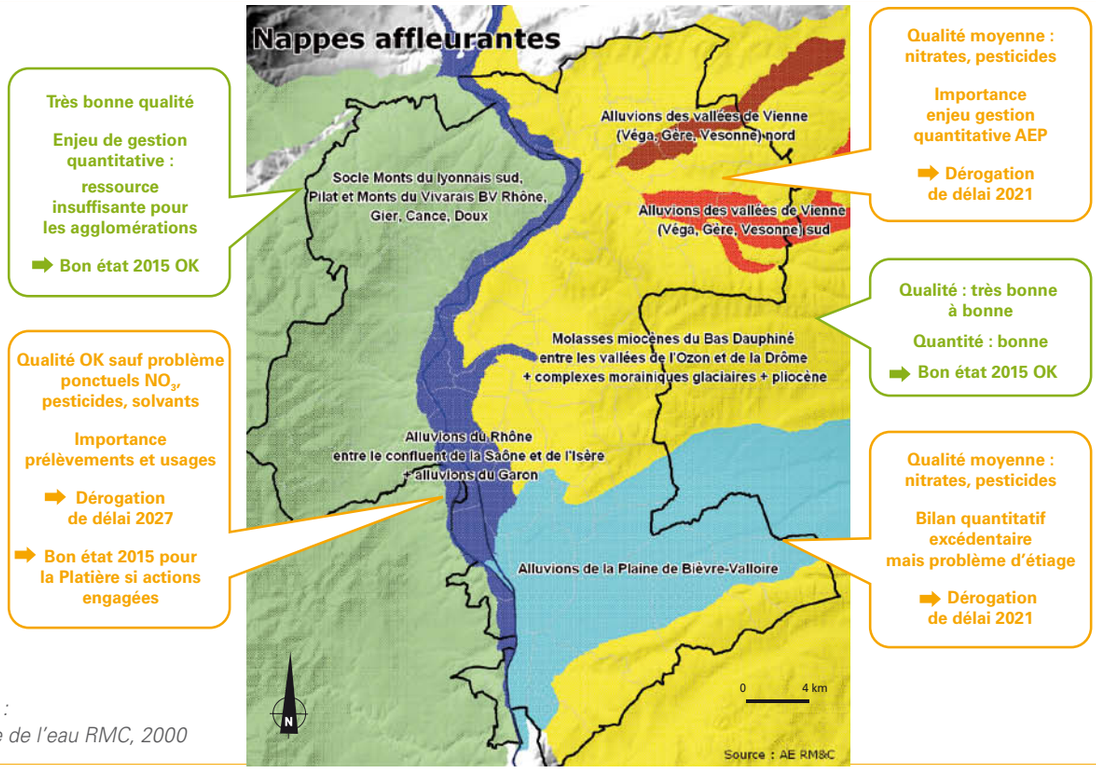
En ce qui concerne les nitrates, les eaux des communes d'Agnin, Anjou, Chanas (secteur Herpieu) et Saint-Clair-du-Rhône (secteur Bourg) affichent des concentrations variant entre 50 et 60 mg/l, ce qui les rend de mauvaise qualité et impropres à la consommation humaine. La majeure partie des autres communes doit traiter les eaux issues de captages avant de la donner à la consommation.

Rappel : ces communes sont classées en zone vulnérable nitrate.

Atteinte du bon état des eaux souterraines

L'atteinte du bon état écologique pour les nappes souterraines des Rives du Rhône mettent en avant les enjeux de qualité pour les nappes alluviales (les plus sensibles), mais également des enjeux de gestion quantitative et de maîtrise des prélèvements pour obtenir un bilan quantitatif équilibré (alluvions du Rhône, des quatre vallées, de Bièvre Valloire, nappe de socle).

ÉTAT DES MASSES D'EAU SOUTERRAINES DANS L'OPTIQUE DE L'ATTEINTE DU BON ÉTAT ÉCOLOGIQUE



Source :
Agence de l'eau RMC, 2000

4.2 LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION

4.2.1 Le Sdage RMC

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage), issu de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, détermine les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les aménagements à réaliser pour les atteindre sur chaque grand bassin versant.

Ces orientations sont déclinées en objectifs et règles de gestion précises. Elles sont l'expression politique de la volonté de tous les acteurs et gestionnaires de l'eau.

Le Sdage est sanctionné par un arrêté préfectoral : ses orientations ont donc une portée réglementaire.

Le Scot des Rives du Rhône s'inscrit dans le territoire de **l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse (RMC). Le Sdage Rhône-Méditerranée 2010-2015** est entré en vigueur le 17 décembre 2009. Il fixe pour une période de 6 ans les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour un bon état des eaux d'ici à 2015.

La directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000, transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004, a en effet renforcé la planification en rationalisant et en amplifiant le processus de planification de la gestion de l'eau au niveau des bassins.

Le Sdage a été élaboré par le comité de bassin à partir d'un état des lieux des eaux du bassin, de deux consultations du public, en 2005 et 2008, et deux consultations des assemblées départementales et régionales, des chambres consulaires et des organismes locaux de gestion de l'eau.

L'agence de l'eau et la Dreal Rhône-Alpes (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) coordonnent le suivi de sa mise en œuvre en concertation avec les acteurs de l'eau, structures locales de gestion de l'eau et représentants professionnels notamment.

Le nouveau Sdage propose 8 orientations fondamentales :

1. **Prévention :** privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
2. **Non dégradation :** concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
3. **Vision sociale et économique :** intégrer les dimensions sociale et économique dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux
4. **Gestion locale et aménagement du territoire :** organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable
5. **Pollutions :** lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé
6. **Des milieux fonctionnels :** préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques
7. **Partage de la ressource :** atteindre et pérenniser l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
8. **Gestion des inondations :** gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

Le Sdage définit également des principes de gestion spécifiques des différents milieux : eaux souterraines, cours d'eau de montagne, grands lacs alpins, rivières à régime méditerranéen, lagunes, littoral.



Système d'irrigation

Orientations concernant les eaux superficielles

LES EAUX SUPERFICIELLES

	Quatre vallées du bas Dauphiné	Bièvre Liers Valloire	Bassin versant du Gier
Lutter contre l'altération de la continuité des milieux	Créer un dispositif de franchissement pour la dévalaison. Créer un dispositif de franchissement pour la montaison.		Créer un dispositif de franchissement pour la dévalaison. Créer un dispositif de franchissement pour la montaison. Supprimer les ouvrages bloquant la circulation piscicole.
Développer ou instaurer une gestion locale	Mettre en place un dispositif de gestion concertée.		
Lutter contre la dégradation morphologique	Établir un plan de restauration et de gestion physique du cours d'eau.		Restaurer les habitats aquatiques en lit mineur.
Lutter contre le déséquilibre quantitatif	Établir et adopter des protocoles de partage de l'eau.	Améliorer les équipements de prélèvement et de distribution et leur utilisation. Définir des objectifs de quantité (débit, niveau piézométrique, volume mobilisable).	Améliorer la gestion des ouvrages de mobilisation et de transfert existants. Définir des objectifs de quantité.
Lutter contre les pollutions agricoles : azote, phosphore et matières organiques	Renforcer la lutte contre les pollutions diffuses ou ponctuelles. Couvrir les sols en hiver. Substituer certaines cultures par d'autres moins polluantes.	Renforcer la lutte contre les pollutions diffuses ou ponctuelles. Couvrir les sols en hiver. Substituer certaines cultures par d'autres moins polluantes.	
Lutter contre les pollutions domestiques et industrielles (hors substances dangereuses)	Déplacer les points de rejet des eaux d'épuration et des réseaux pluviaux.	Mettre en place un traitement des rejets plus poussé.	
Lutter contre les pollutions par les pesticides	Maintenir ou implanter un dispositif de lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols. Réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique en zone agricole. Renforcer la lutte contre les pollutions diffuses ou ponctuelles. Substituer certaines cultures par d'autres moins polluantes.	Étudier le fonctionnement hydrodynamique de l'aire d'alimentation de captage. Maintenir ou implanter un dispositif de lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols. Réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique en zone agricole. Renforcer la lutte contre les pollutions diffuses ou ponctuelles. Substituer certaines cultures par d'autres moins polluantes. Sécuriser les différentes phases de manipulation des pesticides et équiper les matériels de pulvérisation.	Réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique en zone agricole. Renforcer la lutte contre les pollutions diffuses ou ponctuelles. Réduire les surfaces désherbées et utiliser des techniques alternatives au désherbage chimique en zone agricole.
Lutter contre les problèmes de transports sédimentaires		Réaliser un diagnostic du fonctionnement hydromorphologique du milieu et des altérations physiques et secteurs artificialisés.	
Lutter contre les substances dangereuses hors pesticides			Élaborer et mettre en place un schéma directeur de gestion des eaux pluviales. Optimiser ou changer les processus de fabrication pour limiter la pollution, traiter ou améliorer le traitement de la pollution résiduelle.

LES EAUX SOUTERRAINES

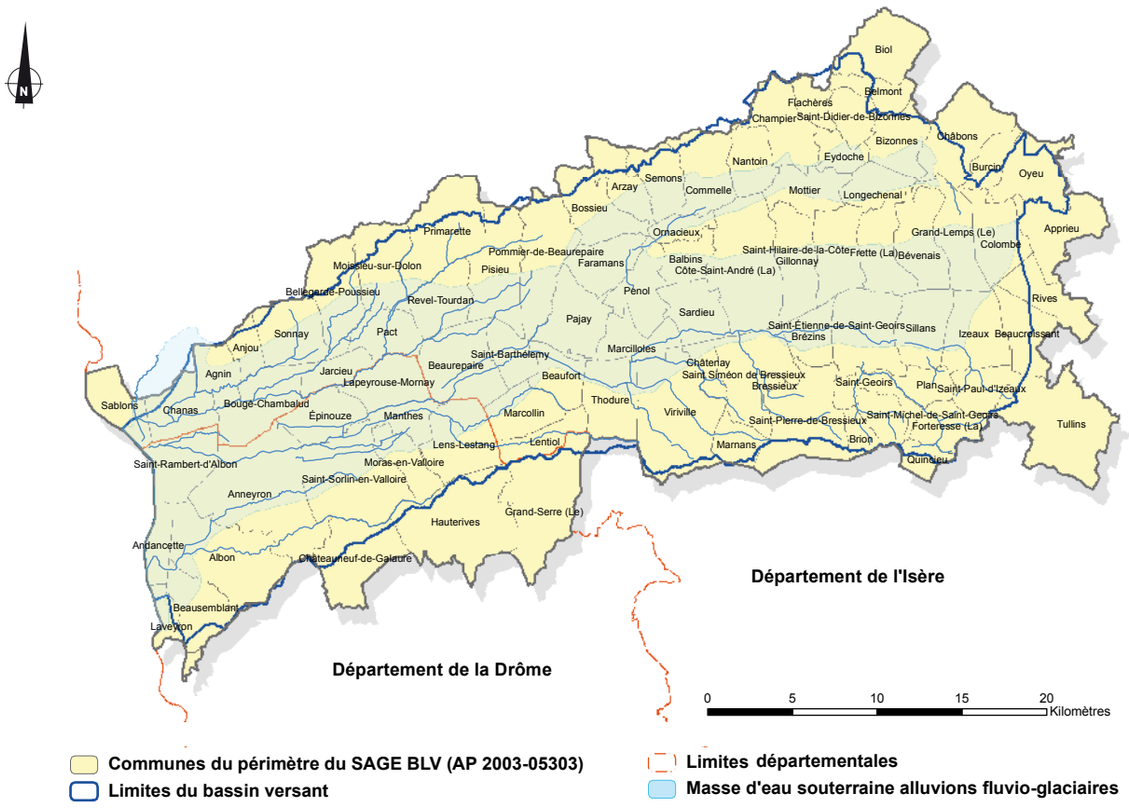
	Molasse miocène bas Dauphiné Ozon	Alluvions vallées de Vienne (Véga - Gère)
Instaurer ou développer une gestion locale	Mettre en place un dispositif de gestion concertée.	Mettre en place un dispositif de gestion concertée.
Lutter contre les pollutions agricoles : azote, phosphore, et matières organiques	Renforcer la lutte contre les pollutions diffuses ou ponctuelles. Couvrir les sols en hiver. Substituer certaines cultures par d'autres moins polluantes. Réduire les apports d'azote organique et minéral.	
Lutter contre les pollutions aux pesticides	Renforcer la lutte contre les pollutions diffuses ponctuelles. Substituer certaines cultures par d'autres moins polluantes. Sécuriser les différentes phases de manipulation des pesticides et équiper les matériels de pulvérisation.	Renforcer la lutte contre les pollutions diffuses et ponctuelles. Substituer certaines cultures par d'autres moins polluantes.
Lutter contre les risques pour la santé	Renforcer la lutte contre les pollutions diffuses et ponctuelles.	Renforcer la lutte contre les pollutions diffuses et ponctuelles.
Lutter contre les déséquilibres quantitatifs		Établir et adopter des protocoles de partage des eaux.

4.2.2 Le Sage Bièvre-Liers-Valloire

Un Sage est un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau. Il doit être compatible avec le Sdage.

Le périmètre et le délai dans lequel il est élaboré sont déterminés par le Sdage ; à défaut, ils sont arrêtés par le ou les préfets, le cas échéant sur proposition des collectivités territoriales intéressées.

PÉRIMÈTRE DU SAGE BIÈVRE LIERS VALLOIRE



Source : Syndicat Mixte du SAGE BLV

Le Sage Bièvre Liers Valloire est en cours d'élaboration (phase d'état des lieux devant se terminer en 2008). Son périmètre a été arrêté en mai 2003 ; **il comprend 87 communes, dont 7 communes iséroises et 11 communes drômoises sur le territoire du Scot des Rives du Rhône.**

Le périmètre physique du Sage Bièvre Liers Valloire coïncide avec les limites de la nappe souterraine des alluvions fluvio-glaciaires Bièvre Liers Valloire et les zones d'alimentation de cette nappe. En effet, l'enjeu principal du Sage est la préservation, tant qualitative que quantitative, de la nappe.

Quatre enjeux transversaux caractérisent le Sage :

- amélioration de la gestion quantitative des prélèvements et la recherche d'une gestion globale et concertée
- la lutte contre la pollution et la restauration de la qualité
- la lutte contre les risques liés aux inondations avec le souci d'une approche globale
- la prise en compte de la préservation des milieux aquatiques dans toutes les démarches

4.2.3 Les contrats de rivière

Un contrat de rivière (ou également de lac, de baie, de nappe) est un instrument d'intervention à l'échelle de bassin versant. Comme le Sage, il fixe pour cette rivière des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau et prévoit de manière opérationnelle (programme d'action sur 5 ans, désignation des maîtres d'ouvrages, du mode de financement, des échéances des travaux, etc.) les modalités de réalisation des études et des travaux nécessaires pour atteindre ces objectifs. Contrairement au Sage, les objectifs du contrat de rivière n'ont pas de portée juridique.

Contrat de rivière du Gier

Un premier contrat de rivière 1994-2002 a été porté par le syndicat intercommunal du pays du Gier. Les enjeux et les actions concernaient la qualité des eaux (pollutions domestiques), le soutien d'étiage, le recalibrage/canalisation (actions de renaturation du cours d'eau).

Un deuxième contrat de rivière est en cours d'élaboration, porté par la communauté d'agglomération de Saint-Étienne métropole. Des études complémentaires vont être menées en 2009 permettant de définir un programme de travaux et de signer un nouveau contrat en 2010. Pendant cette période, les travaux d'entretien de la végétation initiés au cours du premier contrat continuent.

Ce contrat concerne 57 communes de la Loire et du Rhône sur un territoire de 619 km^2. Toutes les communes de la rive droite, à l'exception de Saint-Romain-en-Gal, de Sainte-Colombe et de Saint-Appolinard sont comprises dans le périmètre d'étude.

Contrat de rivière Cance - Deume - Torrenson

Ce contrat de rivière concerne les communes d'Andance et de Saint-Étienne-de-Valoux.

Les enjeux de ce secteur sont les suivants : pollution industrielle, forte pression urbaine, eaux pluviales, entretien des berges, inondations, étiage. La mise en œuvre du contrat est prévue de 2004 à 2010.

Contrat de rivière des quatre Vallées

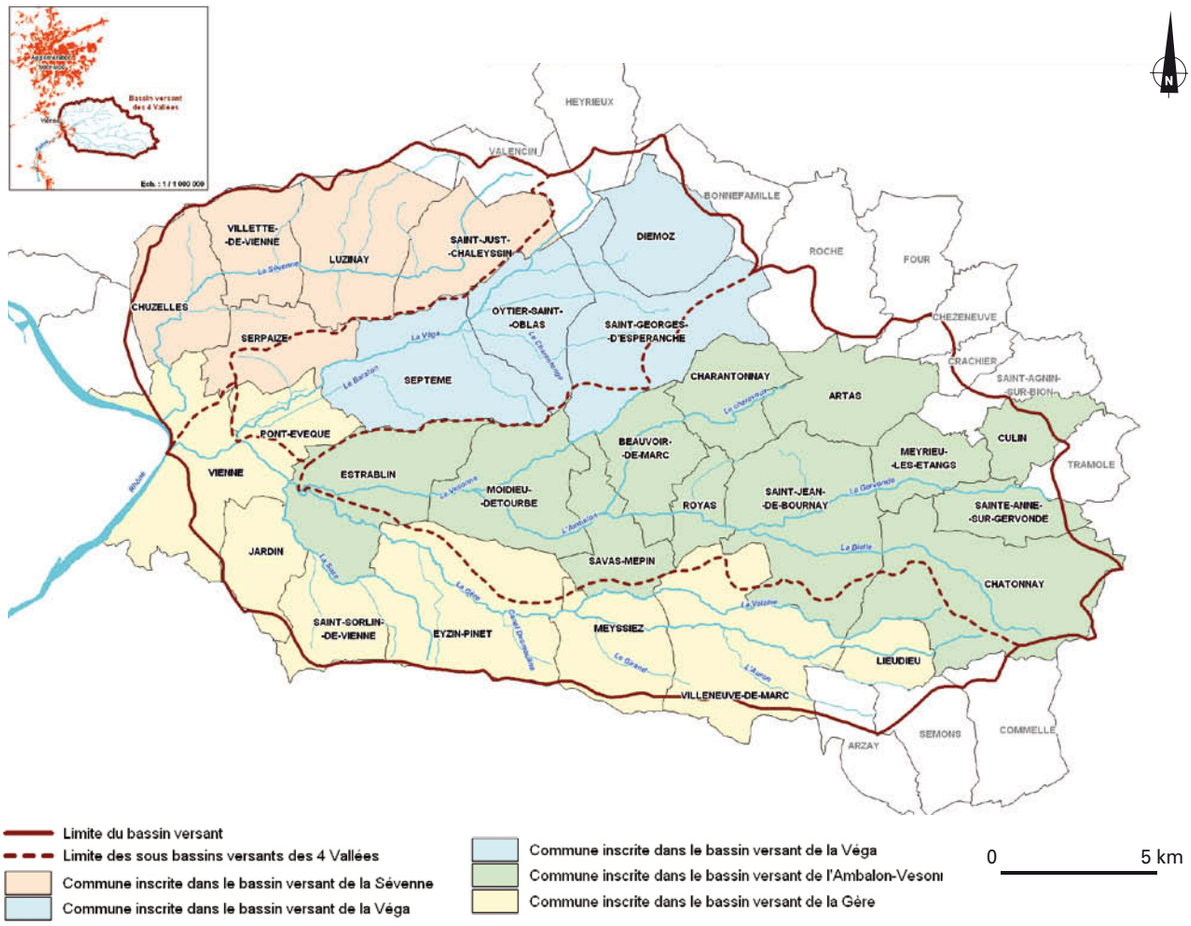
Douze communes iséroises du Scot ont participé au contrat de rivière des quatre vallées du bas Dauphiné 1995-2002.

À la suite du bilan du premier contrat en 2006, une charte de gestion durable de la ressource en eau a été élaborée de manière concertée avec les différents acteurs locaux. Elle comprend un état des lieux organisé en 4 grands thèmes : gestion quantitative, gestion qualitative, gestion des risques et préservation/valorisation des milieux.

Des orientations transversales déclinées en actions ont ensuite été proposées :

- **orientation n°1 :** promouvoir l'action commune dans les trois domaines suivants :
  - améliorer la gestion de l'exceptionnelle ressource en eau des quatre vallées
  - améliorer la capacité du territoire à retenir et à restituer l'eau
  - valoriser les éléments du patrimoine naturel et historique en lien avec l'eau
- **orientation n°2 :** approfondir et collecter les connaissances liées à l'eau et améliorer le partage de l'information et des savoirs
- **orientation n°3 :** améliorer l'efficacité de l'action commune dans tous les domaines de la gestion de la qualité totale de l'eau
- **orientation n°4 :** mener les études de faisabilité nécessaires à la mise en place d'un Sage sur le bassin versant des quatre vallées

LE CONTRAT DE RIVIÈRE DES QUATRE VALLÉES



Source : Contrat de Rivière des 4 Vallées

4.2.4 Le schéma départemental de la gestion de la ressource en eau de l'Isère

L'objectif de ce schéma finalisé en 2007 est de traduire, dans un programme de mesures concrètes et cohérentes, l'adéquation de la ressource et des besoins des usages avec pour fil conducteur le développement durable, c'est-à-dire la gestion et la préservation concertées de la ressource en eau.

4.2.5 Le plan Rhône

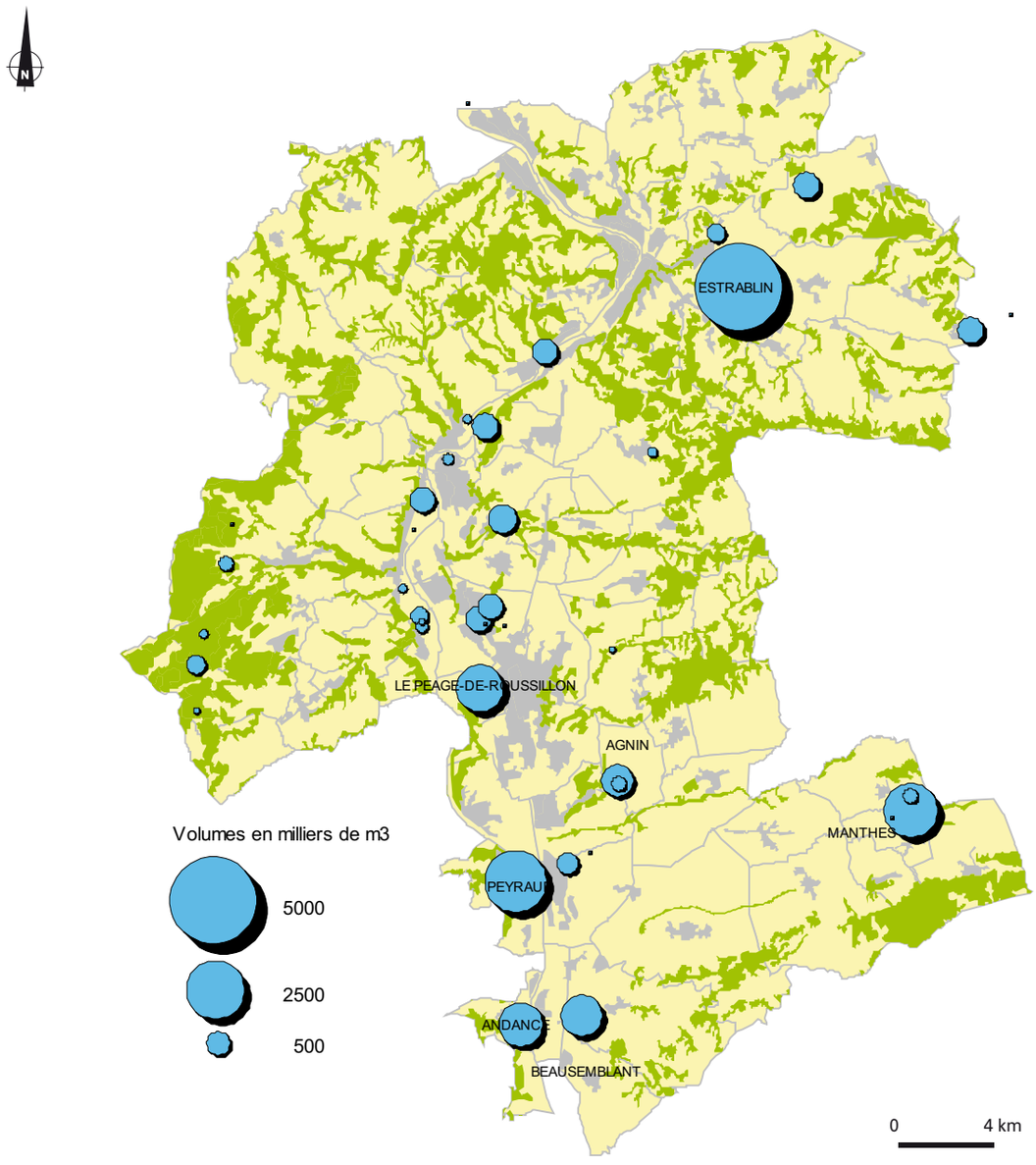
Il s'agit d'un projet de développement durable du Rhône et de sa vallée. Il est conduit en concertation avec les collectivités territoriales et les partenaires concernés par le fleuve, au rang desquels les régions Rhône-Alpes, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte-d'Azur, ainsi que la compagnie nationale du Rhône.

Le territoire du Scot totalement traversé par le Rhône est fortement concerné par ce plan et ses orientations :

- concilier la prévention des inondations et les pressions d'un développement urbain et des activités humaines en zone inondable
- respecter et améliorer le cadre de vie des habitants, ce qui passe par la préservation et l'amélioration de la qualité des eaux et le maintien de la biodiversité, par la valorisation du patrimoine lié au fleuve dans la perspective d'une réappropriation culturelle et sociale, et par un tourisme exploitant au mieux les potentialités des espaces naturels et du patrimoine historique et culturel de la vallée
- assurer un développement économique de long terme

4.3 GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU

DISTRIBUTION PUBLIQUE D'EAU POTABLE



Source : Agence de l'eau RMC

État des lieux des prélèvements

Sur le territoire des Rives du Rhône, les prélèvements pour la distribution publique s'élevaient à 23,7 Mm³ en 2005 soit 18 % des prélèvements totaux du territoire.

Un quart des prélèvements se fait sur le site d'Estrablin (5,8 Mm³ environ 19 l/s, alimentation de Vienne). En ce point, les réserves souterraines sont importantes : en effet, même si la nappe de la Gère est en limite d'exploitation, le débit de débordement du complexe Gère - Vésonne est de 1450 l/s en étiage.

Le ratio entre volumes prélevés et habitants donne une consommation de 320 l/j par habitant sur le Scot mais cela prend en compte :

- des prélèvements industriels sur le réseau (300 000 m³ identifiés)
- des prélèvements alimentant des territoires extérieurs au Scot (4,2 Mm³ soit 18 % des prélèvements pour le syndicat des eaux Annonay Serrières)

Et ne prend pas en compte des communes alimentées par d'autres réseaux/captages hors Scot (dans le Rhône en particulier).

Des problèmes locaux et des conflits d'usage ont pu émerger sur le territoire, en particulier au cours d'années sèches, entre usages agricoles et alimentation en eau potable (Pilat en particulier).

D'autre part, il a été refusé au syndicat intercommunal gestion eau assainissement Roussillon Péage environs (Sigearpe) (13 000 abonnés, 30 000 habitants, prélèvements actuels totaux : 10 000 m³/jour = 3,7 Mm³/an) un forage pour l'alimentation en eau potable (AEP) à Roussillon, en face de l'île de la Platière. La demande a été initiée en 1998 et la déclaration d'utilité publique (DUP) faite en 2005 ; le PPC n'est toujours pas mis en place. Le refus est justifié par l'impact du prélèvement envisagé (1 000 m³/h sur 20 h) sur la nappe et les milieux naturels de l'île de la Platière (Natura 2000 et réserve naturelle). Il est demandé à ce que les débits soient limités à 750 m³/h. Il existe une incompréhension face à cette décision alors que Osiris prélève quasiment au même endroit plus de 6 000 m³/h, et qu'une autorisation de captage a été donnée au syndicat qui alimente Annonay depuis Limony, qui connaît les mêmes problèmes que le Sigearpe.

En termes de qualité, **les taux de nitrates importants** obligent les syndicats à mélanger les eaux de plusieurs captages de nappes différentes (en Bièvre) ou à mettre en place des interconnexions (cas des sources de Saint-Maurice-l'Exil, sous le plateau de Louze, qui connaissent des baisses de débits et des problèmes de qualité (nitrates pesticides).

De manière générale, il existe en Isère **un besoin d'actualiser l'étude de sécurisation de l'AEP** (interconnexions en particulier) et de mutualiser la ressource.

Les captages

Périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine

Les points de captage de la ressource en eau destinée à l'alimentation en eau potable bénéficient de protections réglementaires, reportées en tant que servitudes dans les documents d'urbanisme locaux sous forme de périmètres. La circulaire du 24 juillet 1980 relative à la mise en place des périmètres de protection en rappelle la définition :

- **périmètre de protection immédiat,** où toutes les activités ou aménagements autres qu'en liaison directe avec le captage sont interdits
- **périmètre de protection rapproché,** où diverses servitudes ou interdictions peuvent s'exercer, en fonction des risques liés aux aménagements ou opérations éventuelles envisagées
- **périmètre de protection éloigné,** visant à maîtriser de manière générale les risques de pollution dans le bassin versant de captage

Les périmètres de protection de captage sont utiles pour lutter contre les pollutions accidentelles et ponctuelles, mais ils n'empêchent pas les pollutions diffuses.

Sur le territoire du Scot, l'alimentation en eau potable se fait essentiellement par l'intermédiaire des nappes souterraines qui représentent plus de 90% des prélèvements. Des sources (Pélussin, Saint-Maurice-l'Exil) sont également exploitées.

On dénombre sur le territoire du Scot **37 captages pour l'eau potable.** La quasi-totalité des points de captage présents sur le Scot bénéficie d'un périmètre de protection.

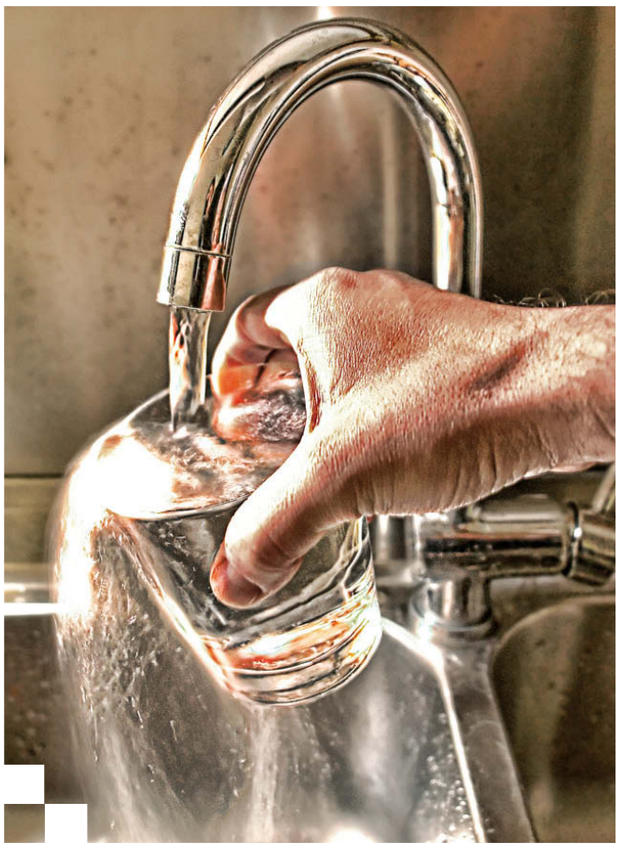
À noter sur le territoire également la présence de trois captages prioritaires visés par la loi « Grenelle » : le captage du golley à Agnin, celui de l'île à Manthes et celui des prés nouveaux à Albon.

Gestion des prélèvements

La gestion de l'eau potable souffre du manque de cohérence entre les syndicats (des communes connaissent quatre prix de l'eau différents).

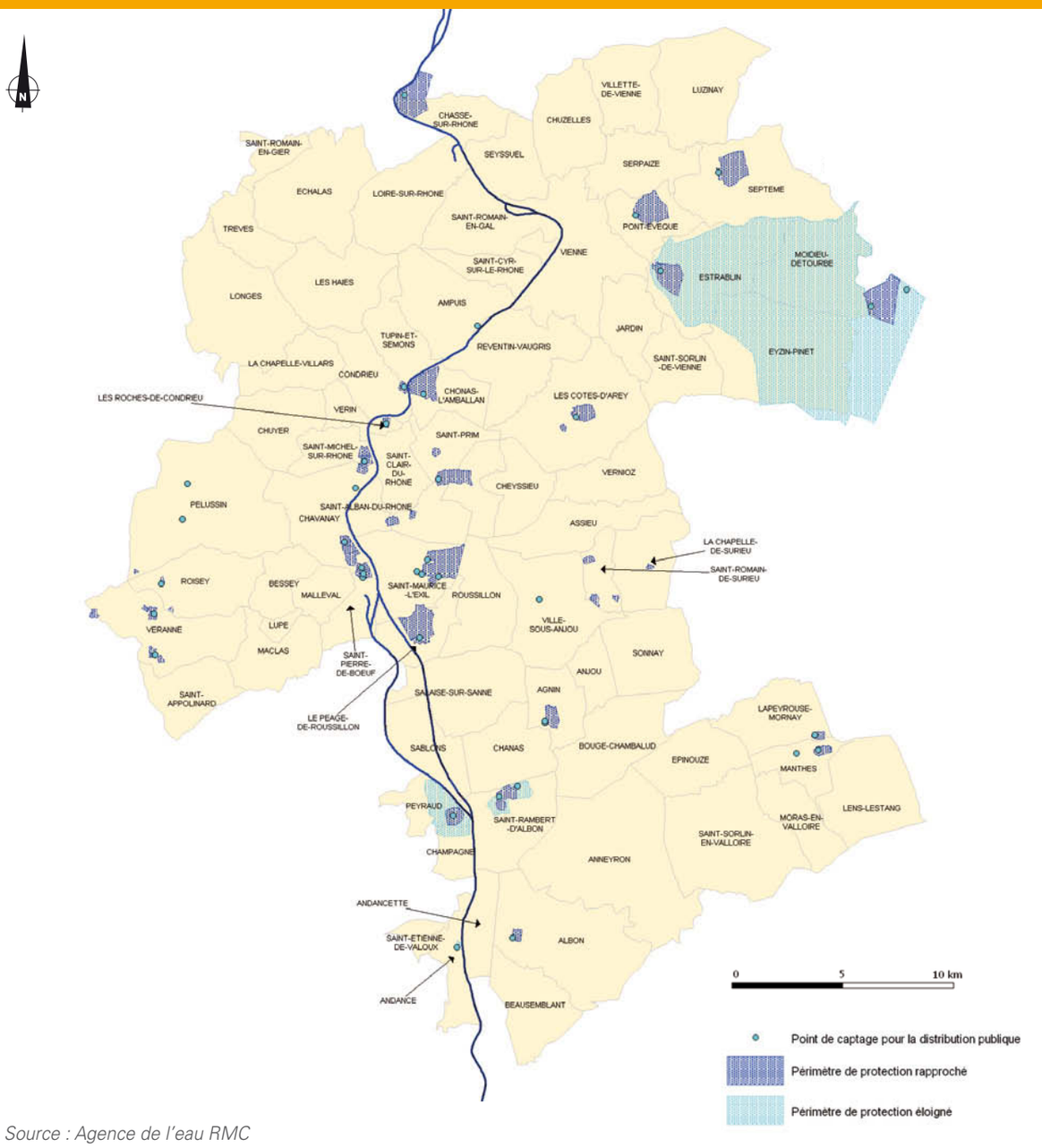
Le Sigearpe est sollicité par le syndicat Dolon Varèze et par Saint-Alban-du-Rhône pour réalimenter leurs captages. L'accueil de nouvelles populations dans le grand sud et le développement de la Zip de Salaise - Sablons nécessitent d'avoir une vision plus large que celle du syndicat.

Par ailleurs, un nouvel enjeu de gestion de la ressource monte en puissance avec l'augmentation des forages en eau souterraine chez des particuliers. Ces derniers doivent normalement faire l'objet d'une déclaration en mairie mais les volumes prélevés sont difficiles à estimer (évaluation de +10 % de volumes prélevés en eau souterraine). Ces forages peuvent être source de plusieurs problèmes : pression quantitative sur la ressource, risque de pollution de la nappe, risque de pollution des réseaux publics, apports d'eau à traiter dans les réseaux d'assainissement sur lesquels aucune taxe n'a été payée.



L'eau potable, une ressource précieuse

ALIMENTATION EN EAU POTABLE – PROTECTION DES CAPTAGES



Source : Agence de l'eau RMC

Enjeux

Protéger la ressource et satisfaire les besoins en termes :

- **qualitatif** (les tendances d'évolution des nitrates et des pesticides dans les nappes ne sont guère positives) : pour certaines nappes, l'usage AEP pourrait être défini comme prioritaire : nappes Véga et Vésonne, méandre de Gerbey, basse Varèze, basse terrasse Saint-Maurice-l'Exil – Péage-de-Roussillon, nappe Bièvre Liers Valloire…
- **quantitatif** : assurer l'alimentation des nouveaux habitants et activités du territoire d'une part et les besoins des milieux naturels aquatiques et humides d'autre part ; mettre en œuvre des règles de gestion quantitative pour le partage de la ressource à l'échelle des sous-bassins et des zones d'influence des grands aquifères (nappe des molasses miocènes en particulier)

Adapter la qualité de l'eau à l'usage qui en est fait (des eaux utilisées pour l'irrigation sont potables, alors que des forages spécifiquement destinés à l'AEP délivrent des eaux brutes non potables en l'état).

Encourager des pratiques économes en eau et la réutilisation des eaux pluviales (piscines, jardins particuliers, espaces verts communaux…)

4.4 L'ASSAINISSEMENT

4.4.1 La capacité de traitement

L'assainissement collectif consiste à collecter les eaux usées par un réseau public d'assainissement, puis à les acheminer dans une station d'épuration en vue de les traiter.

La directive européenne n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au **traitement des eaux résiduaires urbaines (ERU)**, fixe aux agglomérations des échéances de mise en conformité et des objectifs de performance précis pour leurs systèmes d'assainissement, variables selon leur taille et la sensibilité du milieu récepteur des rejets. La dernière échéance, pour les agglomérations produisant une charge brute de pollution organique inférieure à 2 000 équivalents habitants (EH) /jour lorsque celles-ci disposent d'un réseau de collecte, était fixée au 31 décembre 2005. Toutes les agglomérations sur le Scot ont respecté cette directive.

L'équivalent habitant exprime la charge polluante contenue dans 180 litres d'eau usée c'est-à-dire la production d'un habitant et pour un jour. Un équivalent habitant correspond à 60 g de $D.B.O_5$, 135 g de D.C.O, 9,9 g d'azote, 3,5 g de phosphore.

Cet indicateur permet de déterminer le dimensionnement des Step en fonction de la charge polluante et de caractériser les rejets de Step.

Le territoire possède une capacité d'épuration en collectif de 173 330 (EH) pour 57 unités de traitement et cela pour une pollution de 120 350 EH collectée[3].

Sur 57 unités, 6 ont une capacité de plus de 10 000 EH et concentrent à elles seules 81 % de la capacité d'épuration du territoire. La Step de Vienne, dont la capacité est de 65 000 EH, représente à elle seule 38 % de la capacité d'épuration de l'ensemble du territoire des Rives du Rhône.

Une partie des communes des Rives du Rhône est raccordée à des Step situées à l'extérieur du territoire du Scot : 4 260 habitants à la Step de Givors et 730 habitants à la Step de Rive-de-Gier.

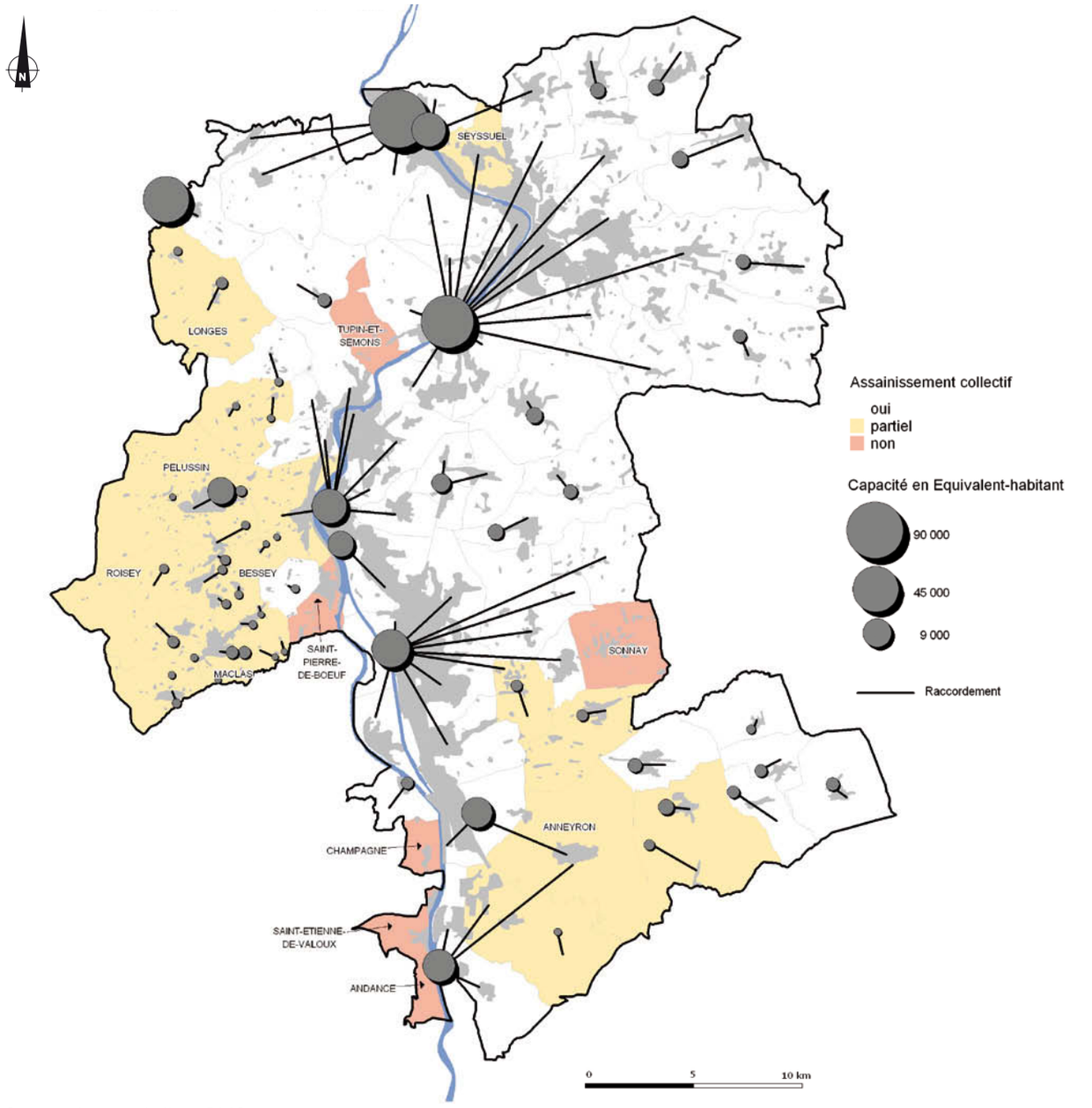
Il est difficile d'estimer le nombre d'habitations non raccordées à un réseau d'assainissement collectif. Cela représente sans doute 10 à 15 % des habitants du Scot. Les principales communes concernées sont les suivantes (parfois une partie seulement du territoire communal n'est pas raccordée) : Sonnay, Andance, Saint-Étienne-de-Valoux, Saint-Pierre-de-Boeuf, Champagne, Tupin-et-Semons.



Le bassin de lagunage de Saint-Sorlin-en-Valloire

[3] Source : fichiers redevance et rejets 2007 de l'agence de l'eau RMC. Les données ont été précisées par rapport aux données 2005, parfois estimées plus largement.

ASSAINISSEMENT COLLECTIF EN 2007



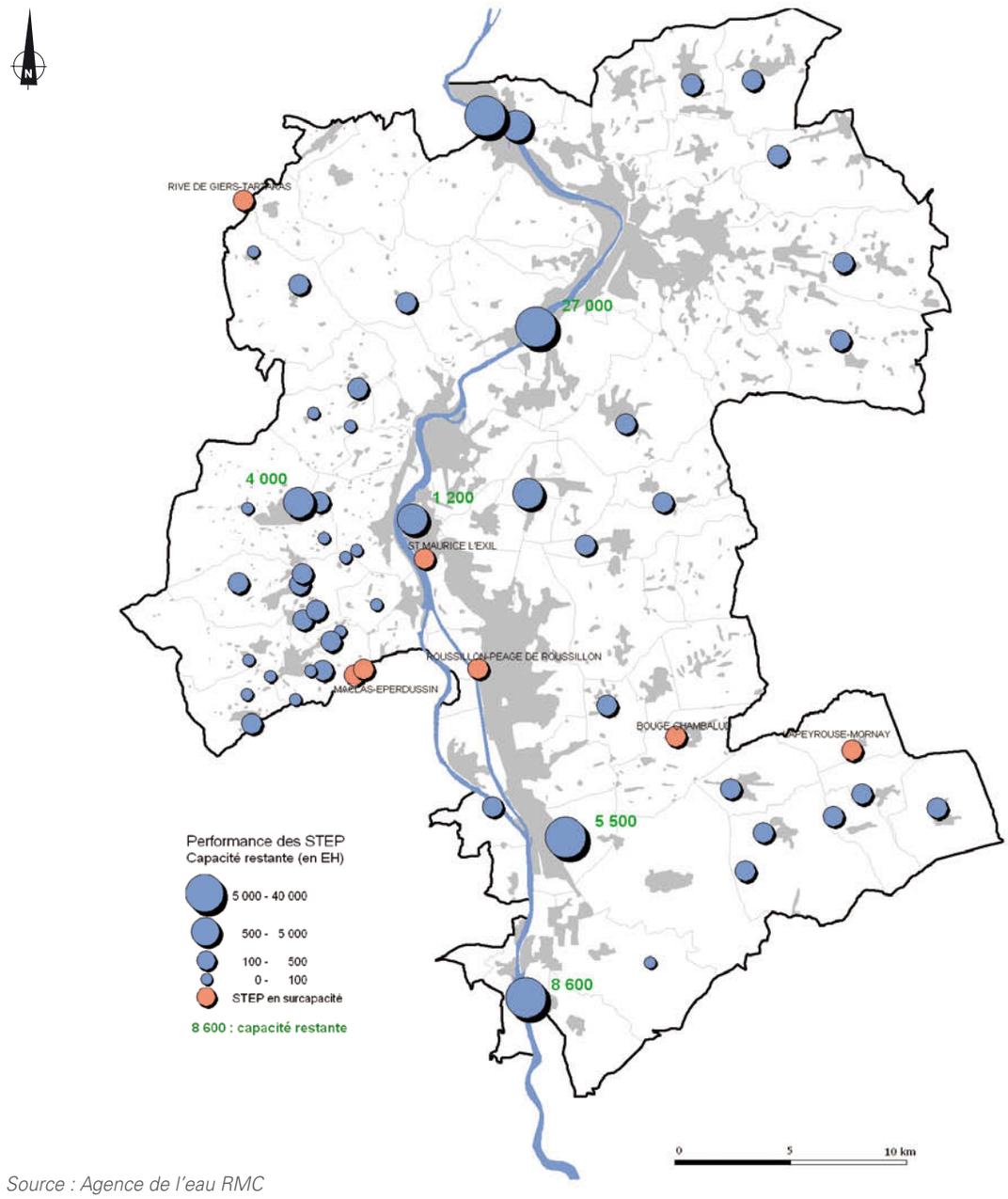
Source : Agence de l'eau RMC

Si à l'heure actuelle les équipements d'assainissement collectif du territoire répondent globalement aux besoins en termes de quantité, certaines stations sont en surcapacité (surcharge). C'est le cas des stations situées sur les communes suivantes : Le Péage-de-Roussillon (2 461 EH en trop), Saint-Maurice-l'Exil (826 EH en trop), Bougé-Chambalud (237 EH en trop), Maclas (75 EH en trop), Lapeyrouse-Mornay (23 EH en trop).

Certaines Step sont également entre 80 et 100 % d'utilisation : Chasse-sur-Rhône, Saint-Alban, Maclas, Chavanay.

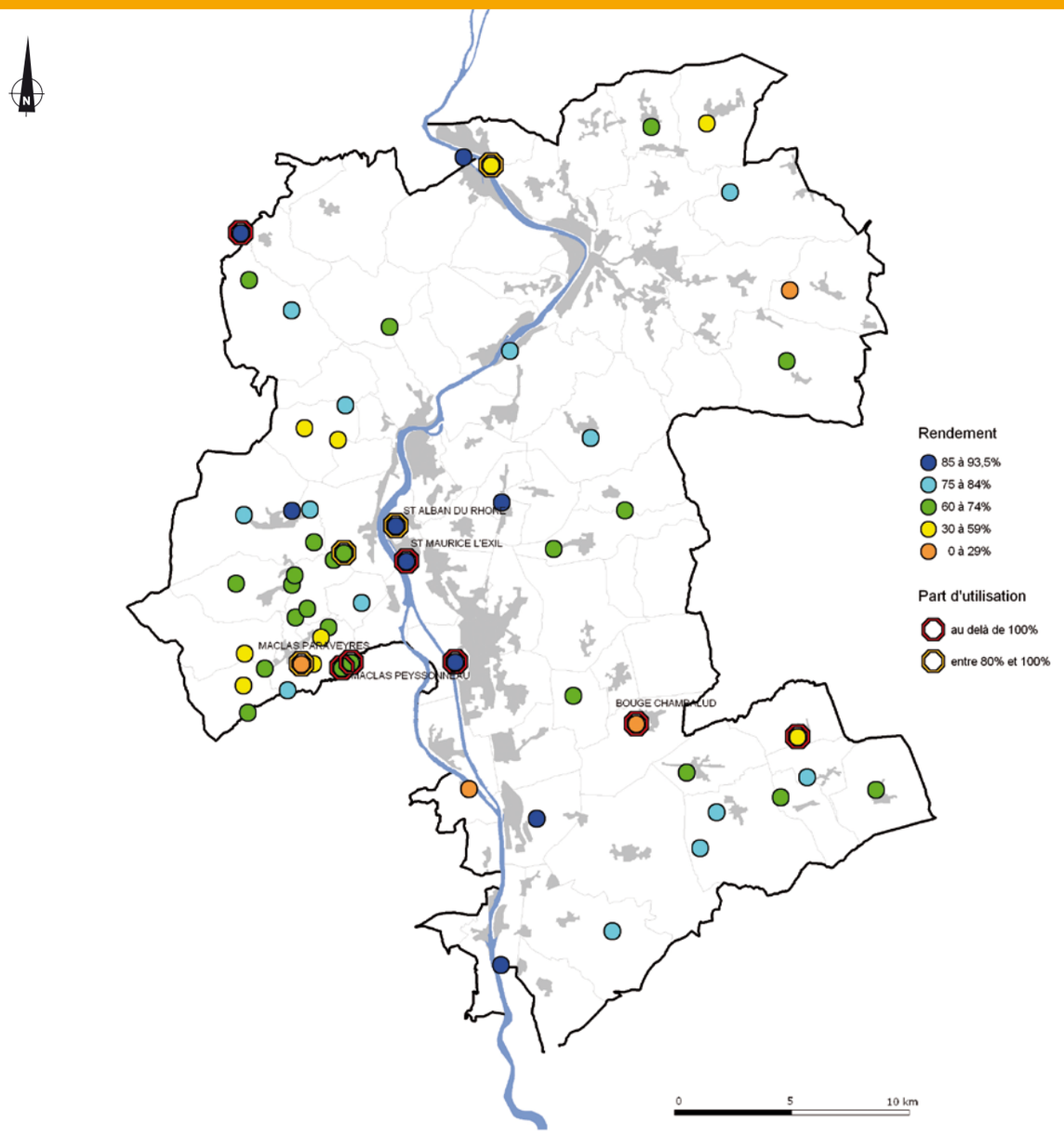
À noter qu'une surcapacité (utilisation au-delà de la capacité nominale de la Step) n'entraîne pas forcément de dégradation du rendement de la station et de la qualité des rejets.

PERFORMANCE DES STEP EN 2007



Source : Agence de l'eau RMC

RENDEMENT DES STEP EN 2007



Source : Agence de l'eau RMC
La Step de Peyraud apparaît comme ayant un rendement nul, mais elle ne reçoit pas d'effluent.

4.4.2 La qualité des eaux traitées

Le territoire ne présente pas de problème de conformité à la directive ERU malgré de faibles rendements d'épuration du phosphore. De plus, il n'est pas en "zone sensible.

Les rendements et les rejets de certaines stations sont faibles ou de mauvaise qualité. C'est le cas des Step situées sur les communes suivantes :

- Chasse-sur-Rhône (mais nouvelle Step inaugurée en 2009)
- Luzinay
- Véranne
- Lapeyrouse-Mornay
- Chuyer
- Lupé
- Saint-Appolinard
- les Step suivantes ont un rendement nul : Bougé-Chambalud, Maclas-Paraveyres, Moidieu-Détourbe

La plupart de ces problèmes seront a priori réglés par les projets en cours.

Projet de raccordement :

- raccordement au Sigearpe (Step de Péage-de-Roussillon) des unités de la vallée de la Varèze, dont Vernioz, ainsi que Bougé-Chambalud au sud
- raccordement au Systepur (Step de Vienne) de Luzinay, Villette-de-Vienne, Eyzin-Pinet, Moidieu-Detourbe et amont des vallées de l'Amballon et de Gerbolle…

Le plus gros problème reste la Step du Péage-de-Roussillon, nettement en surcharge. L'assainissement collectif local devra nécessairement évoluer en fonction des projets du Scot.

Les besoins prospectifs en assainissement sont développés dans l'évaluation environnementale du projet de Scot.

Projet d'agrandissement ou d'amélioration de Step :

- La Step du Systepur à Vienne-Reventin devra être agrandie : une étude de faisabilité est en cours (projet de redimensionnement et calendrier de la mise en œuvre prévus pour fin 2010).
- La nouvelle Step de Chasse-sur-Rhône a été inaugurée en 2009. Elle concerne quatre communes, dont deux font partie du territoire du Scot (Chasse-sur-Rhône et Seyssuel) et deux sont hors Scot (Ternay et Communay).

Remarque :

Le Rhône, de par son débit puissant, possède une très grande capacité de dilution des pollutions issues des Step. En échange, certains cours d'eau des Rives du Rhône ont un débit d'étiage faible. Un rejet de Step peut alors avoir un impact fort sur la qualité biologique et physico-chimique du cours d'eau, voire constituer son seul écoulement en cas d'assec.

4.4.3 Enjeux

- **améliorer / faire évoluer les unités de traitement** qui ont de faibles rendements et qui ne sont pas concernées par les projets en cours : petites unités du Pilat, unités rejetant dans les cours d'eau souffrant d'eutrophisation (Oron, Collières…)
- **assurer les capacités de traitement** suffisantes dans les secteurs où le Scot accueille de nouveaux habitants (Vienne, Saint-Maurice-l'Exil, Péage-de-Roussillon, Saint-Alban…). Il est rappelé qu'en compatibilité avec les orientations du Sdage RMC les capacités de développement urbain de communes doivent être conditionnées à la capacité des milieux récepteurs à en supporter les rejets, ainsi qu'à la capacité des systèmes d'épuration à traiter les futurs volumes et charges de pollution
- **améliorer les réseaux** (vers plus de séparatif) et favoriser la gestion des eaux pluviales à la parcelle là où cela est possible ; prévoir des bassins d'orage et de décantation des eaux pluviales par ailleurs

4.5 L'EAU ET L'AGRICULTURE

4.5.1 État des lieux des prélèvements

Sur le territoire, les prélèvements pour l'irrigation s'élevaient à 15,7 Mm^3 en 2005 (une moyenne de 2 750 m^3/ha), dont :

- 92 % se font en eaux souterraines (14,4 Mm^3)
- et seulement 8 % en eaux superficielles (1,3 Mm^3)

La part d'eau prélevée pour l'irrigation représente ainsi 11 % des prélèvements totaux faits sur le territoire du Scot des Rives du Rhône. Ce chiffre cache une disparité importante car la part d'eau prélevée en période estivale (période effective d'irrigation) est proportionnellement bien plus importante par rapport à la part d'eau prélevée le reste de l'année.

La moitié du volume prélevé est gérée par 10 % des préleveurs (structures syndicales). Par ailleurs, se développe une multitude de petits captages individuels, principalement au sud du territoire sur la communauté de communes de Rhône Valloire et du pays roussillonnais.

Sur le territoire, si la demande agricole est complètement satisfaite, on se trouve dans une situation déséquilibrée notamment pour l'Amballon, la Varèze, la Sanne et le Dolon qui font face à de fortes pressions quantitatives. Il convient également d'être vigilant pour les nappes des quatre vallées et les cours d'eau, en particulier la Vésonne, la Véga amont, la Sévenne amont, la Valloire et le Dolon.

Les problèmes d'alimentation et de gestion de la ressource interviennent surtout en période d'étiage estival. En Bièvre Liers Valloire, 3 années de suite se sont écoulées sans réalimentation de la nappe. En parallèle, il est essentiel de maintenir les débits des cours d'eau alimentés en partie par les eaux souterraines et donc de limiter les prélèvements en eaux superficielles.

4.5.2 Les pressions polluantes d'origine agricole

Les activités agricoles sont à l'origine de pressions polluantes sur les cours d'eau et les nappes. En 2003, l'état des lieux de la DCE pointait comme de qualité médiocre vis-à-vis des pesticides l'aval des cours d'eau de la Véga, de la Varèze, de l'Argentelle, le Lambres (affluent du Dolon), l'Oron et les Collières. La qualité des Collières à sa confluence avec le Rhône était même médiocre.

Au-delà de ce constat, les pressions polluantes ont été modélisées et synthétisées par un indice qui prend en compte la quantité de pesticides pulvérisés en fonction des cultures et la quantité de pesticides transférés aux eaux selon l'extension des sols nus.

Cette analyse mettait en avant plusieurs secteurs sur les Rives du Rhône :

- la plaine de Bièvre Valloire et le sud du pays roussillonnais
- le secteur entre Vienne et Condrieu de part et d'autre du Rhône
- le secteur à l'aval de l'île de la Platière de part et d'autre du Rhône

4.5.3 Enjeux

Les enjeux liés à l'eau et l'agriculture sont de deux types :

D'un point de vue quantitatif, il s'agit de :

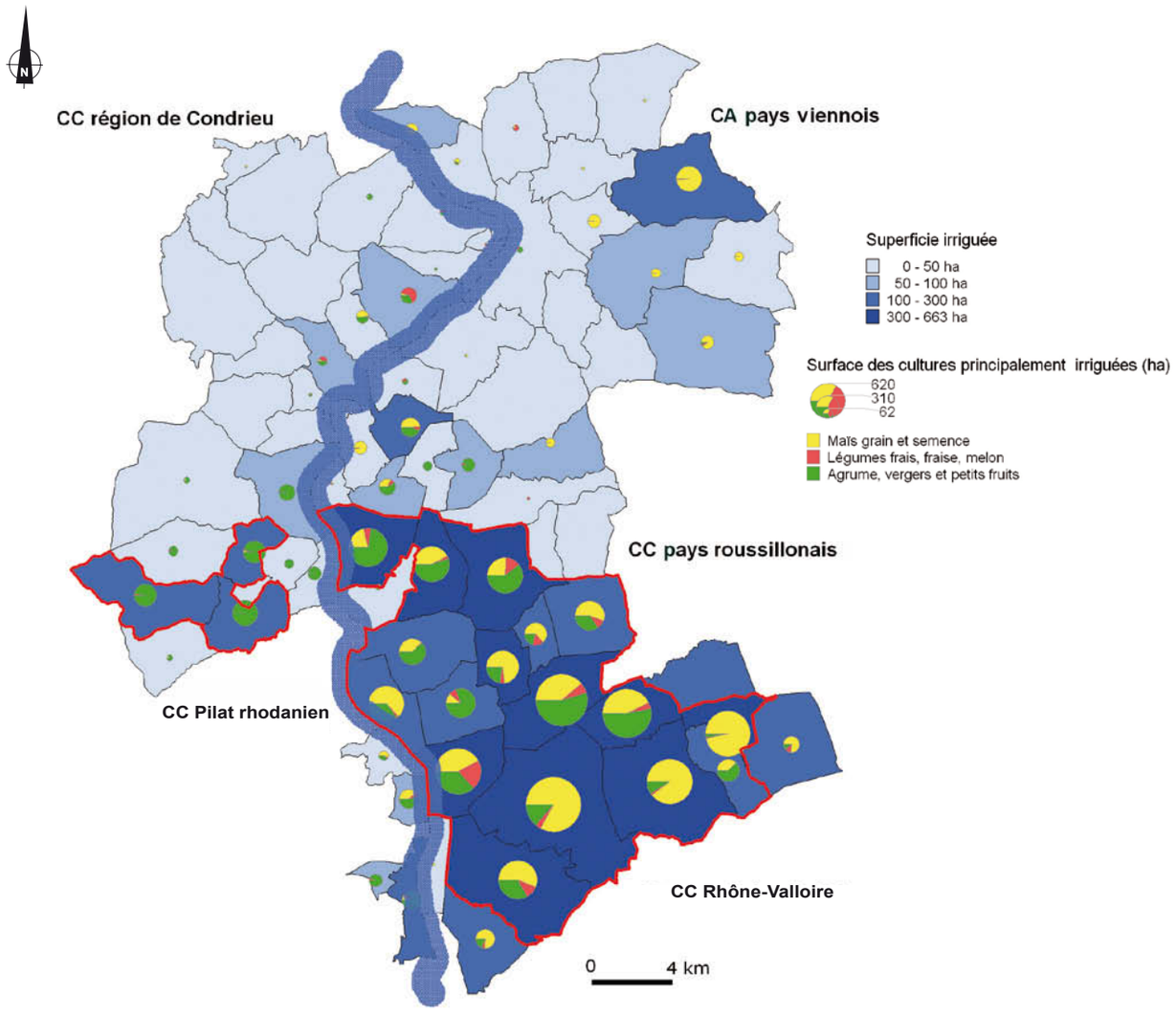
- tendre vers une **organisation collective de l'irrigation** afin d'optimiser la gestion de la ressource et d'éviter la multiplication des forages
- **améliorer les pratiques** pour une meilleure gestion quantitative (goutte à goutte) et rechercher des ressources alternatives (en particulier aux prélèvements en eaux superficielles qui impactent fortement les milieux) : retenue collinaire, réutilisation d'eaux traitées par les Step...

D'un point de vue qualitatif, il s'agit d'améliorer les pratiques : manipulation des pesticides, limitation des intrants, cultures intermédiaires afin de couvrir le sol en hiver, cultures pièges à nitrates, etc.

De manière globale, l'enjeu est de **mettre en œuvre une gestion concertée de la ressource en lien avec les autres usages**, en partant non pas des demandes mais de la ressource disponible. Une quantité maximale à prélever devrait être définie par ressource afin de satisfaire les usages et les milieux. Ces questions doivent être traitées de manière transversale et interdépartementale.

Des démarches plus ou moins avancées sont en cours en Isère (schémas de gestion de la ressource et de l'irrigation), dans la Drôme (Sage, arrêtés cadre de gestion quantitative de la ressource et de restriction d'usage, site pilote pour la mise en place d'un plan de gestion de la rareté de l'eau, projet de schéma départemental de l'irrigation) et dans la Loire (projet de schéma directeur de la ressource en eau).

SURFACES IRRIGUÉES EN 2000



Source : recensement général agricole, 2000

4.6 L'EAU ET L'INDUSTRIE

4.6.1 État des lieux des prélèvements

L'activité industrielle compte à elle seule 70 % des prélèvements d'eau du territoire des Rives du Rhône. Il faut distinguer les eaux superficielles, utilisées quasiment uniquement pour le système de refroidissement de la centrale nucléaire, et les eaux souterraines, où se fait la quasi-totalité des prélèvements industriels.

Les gros préleveurs du territoire sont :

- la centrale de Saint-Alban prélevant dans le Rhône 3,8 milliards de m³/an pour son refroidissement (restitution ensuite au Rhône)
- Osiris à Roussillon : 46,7 Mm³
- Adisseo à Saint-Clair : 23,7 Mm³
- Candia à Vienne : 4,2 Mm³
- Alstom : 1,2 Mm³ en eau superficielle dans la Gère

Ces chiffres ne prennent pas en considération les prélèvements faits directement sur le réseau d'eau public.

4.6.2 Les rejets industriels

Sur le territoire **65 entreprises** ont été identifiées par l'agence de l'eau **comme produisant des rejets** dont seulement 24 établissements sont raccordés à un réseau d'assainissement collectif (9 sur Vienne, 4 sur Chasse, 4 sur Andancette...) et 41 sont en rejet direct (avec possibilité de traitement interne).

Principaux rejets et paramètres déclassants

- Osiris (Roussillon) : matière en suspension (= 68 800 EH), matière organique, métaux, azote
- Adisseo (Saint-Clair) : phosphore, matière en suspension (MES)
- Tredi (Salaise) : matières inhibitrices, métaux
- Cedilac (Vienne) : MES, matière organique (MO)
- Laboratoire Aguettant (Champagné) : MES, MO
- Resoclean (Seyssuel) : matières inhibitrices
- Calor (Pont-Évêque) : MES, azote...

Les conséquences de ces rejets pour la gestion de l'assainissement collectif et les impacts sur les milieux récepteurs sont mal connus, tout comme les marges de manœuvre et les possibilités d'amélioration des systèmes industriels à l'origine de ces rejets.

4.6.3 Enjeux

- évoluer vers une gestion concertée de la ressource en lien avec les autres usages et les besoins des milieux naturels
- améliorer des systèmes pour une limitation de l'usage et des impacts (circuit fermé, système zéro rejet ...)
- valoriser le fleuve Rhône pour le transport de marchandises : mise en valeur des zones industrialo-portuaires

4.7 SYNTHÈSE DES PRÉLÈVEMENTS

SYNTHÈSE DES PRÉLÈVEMENTS SUR LA RESSOURCE EN EAU

Usages (2005)	Eaux superficielles (m³)		Eaux souterraines (m³)		Total
Distribution publique	203 700	0,01 %	23 479 200	18,49 %	23 682 900
Irrigation	1 267 200	0,03 %	14 387 095	11,33 %	15 654 295
Industries	1 200 700	0,03 %	87 857 160	69,19 %	89 057 860
Industries (restitution)	3 865 157 800	99,93 %	2 045 030	1,61 %	3 867 202 830
TOTAL	3 867 829 400	100 %	127 728 485	100 %	3 995 597 885

Source : agence de l'eau RMC

Chapitre 5

Les énergies

5.1 LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

L'énergie primaire est énergie brute, c'est-à-dire non transformée après extraction (houille, lignite, pétrole brut, gaz naturel, électricité primaire).

L'énergie secondaire ou dérivée est toute énergie obtenue par la transformation d'une énergie primaire (en particulier électricité d'origine thermique).

L'énergie finale ou disponible est une énergie livrée au consommateur pour sa consommation finale (essence à la pompe, électricité au foyer...).

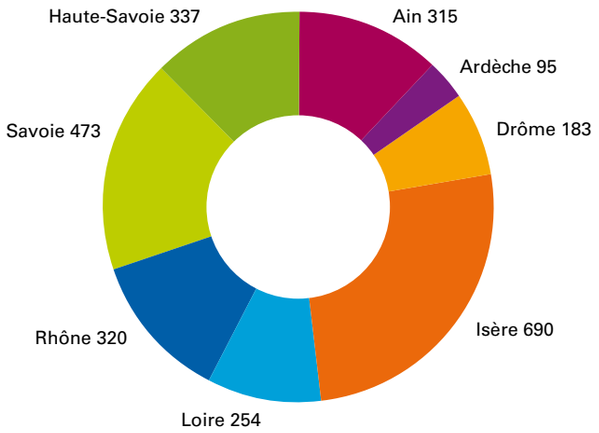
À l'échelle régionale c'est le département de l'Isère qui consomme la part d'énergie la plus importante.

Sur le territoire du Scot, cette tendance se vérifie également sur les communes iséroises des Rives du Rhône.

Sont pris en considération dans la consommation énergétique :

- les produits pétroliers
- le gaz naturel
- l'électricité
- le bois
- le chauffage urbain

CONSOMMATION EN ÉNERGIE PRIMAIRE PAR DÉPARTEMENT



Source : Observatoire de l'énergie et des gaz à effet de serre

En Rhône-Alpes, en 2005, les consommations d'énergie finale s'élèvent à 16,5 millions de tonnes équivalent pétrole (tep) soit 2,8 tep par habitant. Ces consommations sont un peu plus élevées qu'au niveau national où elles représentent 2,6 tep d'énergie finale par habitant. Ceci s'explique par la forte attractivité de la région Rhône-Alpes et le poids important du secteur industriel. Les secteurs les plus consommateurs en région sont, dans l'ordre, les transports, le résidentiel et l'industrie. Les consommations d'énergie finale se sont stabilisées depuis 2002.

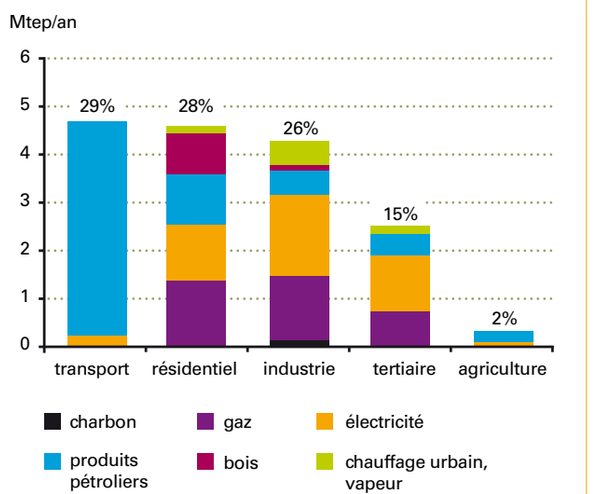
Les consommations d'énergie dans les transports, les bâtiments et l'industrie sont importantes sur le territoire du Scot. Cela est lié à l'implantation d'industries très énergivores particulièrement en électricité. Dans le résidentiel, la consommation par habitant est supérieure à la moyenne nationale.

Sur le territoire du Scot, les caractéristiques locales de l'urbanisation récente (prédominance de la maison individuelle, étalement le long des grands axes) et l'importance de la population active travaillant en dehors du territoire (près de 80 %) contribuent à une consommation énergétique importante dans l'habitat (à caractéristiques de parois équivalentes, l'habitat individuel est moins performant énergétiquement qu'un habitat collectif ou plus dense avec par exemple des zones de mitoyenneté).

Par ailleurs, la surface moyenne des logements a augmenté (de 13 % entre 1995 et 2005) alors que le nombre d'habitants par logement a diminué : l'utilisation d'appareils électroménagers s'est accrue. Enfin le niveau général de consommation s'est accentué.

Il faut cependant noter que le secteur résidentiel est celui qui utilise les sources d'énergie les plus diversifiées.

CONSOMMATION DES ÉNERGIES PAR SECTEUR EN RÉGION RHÔNE-ALPES EN 2005



Source : Observatoire de l'énergie et des gaz à effet de serre

5.2 LE SOLAIRE THERMIQUE

Les capteurs solaires thermiques permettent de transformer l'énergie de rayonnement du soleil en chaleur, puis de la transporter à l'aide d'un fluide caloporteur vers un point d'utilisation. Les applications sont multiples : eau chaude sanitaire individuelle ou collective, chauffage d'une habitation, chauffage d'une piscine...

L'évolution des puissances financées au cours de ces neuf dernières années sur les cinq départements du Scot montre une forte accélération du marché au cours de l'année 2007, relancé par la modification du tarif d'achat de l'électricité d'origine photovoltaïque en juillet 2006.

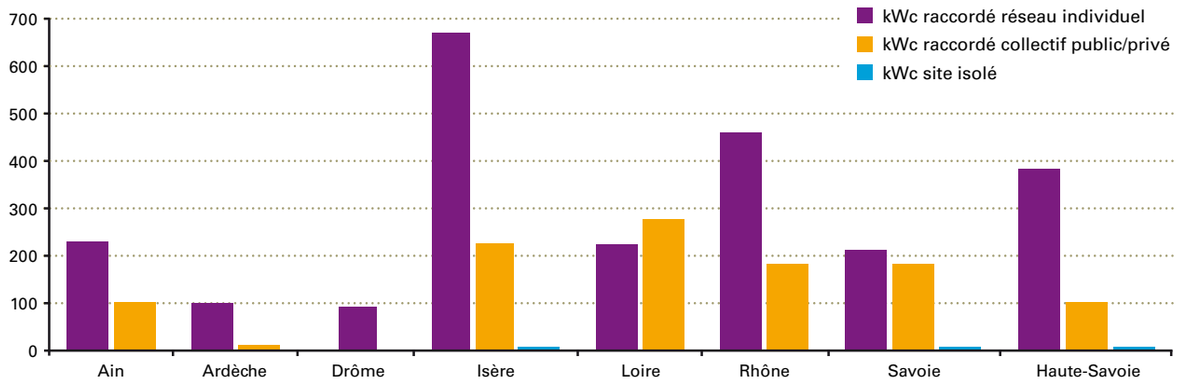
5.3 LE PHOTOVOLTAÏQUE

L'énergie solaire photovoltaïque est une forme d'énergie renouvelable permettant de produire de l'électricité par transformation d'une partie du rayonnement solaire grâce à une cellule photovoltaïque.

La région Rhône-Alpes est très dynamique en matière de photovoltaïque. Fin 2007, le parc des installations (en puissance financée) s'élevait à plus de 7 MWc. Le marché de l'année 2007 a notamment connu une très forte augmentation (il a triplé par rapport à 2006), comme pour le solaire thermique, suite à la réévaluation du tarif d'achat de l'électricité (arrêté du 10/07/2006).

À noter que l'Isère devance de loin les autres départements en termes de marché.

MARCHÉ PHOTOVOLTAÏQUE 2007 EN RHÔNE-ALPES (KWC)



Source : Baromètre solaire en Rhône-Alpes - Rhône-Alpes Énergie Environnement

La représentation graphique de ce tableau met en évidence la grande disparité d'installations financées entre les départements du nord de la région et les départements de la Drôme et de l'Ardèche qui ont encore un marché peu développé.

L'ensoleillement important sur les Rives du Rhône rend l'implantation des panneaux intéressante sur le territoire du Scot. En outre, le renforcement des aides financières et des incitations fiscales, ainsi que le renchérissement du coût des énergies fossiles, devraient favoriser son développement.

Fin 2005, les installateurs témoignaient déjà d'une forte augmentation de la demande.

5.4 L'ÉNERGIE HYDROÉLECTRIQUE

L'énergie hydroélectrique, ou hydroélectricité, est une énergie électrique obtenue par conversion de l'énergie hydraulique des différents flux d'eau (fleuves, rivières, chutes d'eau, courants marins...). L'énergie cinétique du courant d'eau est transformée en énergie mécanique par une turbine, puis en énergie électrique par un alternateur.

La compagnie nationale du Rhône (CNR) possède la concession unique du Rhône pour l'aménager et l'exploiter. Grâce à l'installation d'une vingtaine de centrales hydroélectriques la CNR est à l'heure actuelle le deuxième producteur d'électricité en France.

Le Rhône présente un atout pour le territoire du Scot des Rives du Rhône, notamment dans le développement de la production hydroélectrique.

Le territoire du Scot compte **deux centrales hydroélectriques** situées sur les communes de :

- Vaugris, dont la centrale produit en moyenne 332 GWh par an
- Sablons, dont la centrale produit en moyenne 884 GWh par an

5.5 LE BOIS ÉNERGIE : UNE RESSOURCE ABONDANTE

La biomasse fournit de l'énergie essentiellement sous forme de bois utilisé comme combustible dans les logements, mais aussi dans les chaufferies collectives ou industrielles. De manière générale, la biomasse rejette lors de sa combustion dans l'atmosphère le carbone (sous forme de CO_2) qu'elle a absorbé durant sa croissance. On considère ainsi que la combustion de la biomasse ne contribue pas à l'effet de serre.

Deux grandes filières de bois énergie sont à distinguer :

- **les appareils de chauffage indépendants** (cheminées ouvertes, appareils à foyers fermés...); qui permettent de chauffer la pièce principale du logement. Le rendement de ces appareils est variable.
- **les chaudières bois**, qui alimentent les ensembles collectifs en chauffage et eau chaude sanitaire. Depuis 1994, le secteur du chauffage collectif au bois se développe de manière significative. Aujourd'hui, des hôpitaux, des écoles et des universités sont chauffés grâce au bois.

5.5.1 À l'échelle régionale

Il existe un programme d'aide aux collectivités territoriales et aux particuliers pour l'utilisation du bois dans des chaufferies pour l'industrie, l'habitat collectif et le tertiaire.

Un comité de pilotage « charte bois » a rédigé une charte et une délibération qui impliquent les collectivités dans l'utilisation et la promotion du bois issu de forêts gérées durablement. Animé par Rhônalpénergie-Environnement, le comité est composé de la fédération forêt-bois Rhône-Alpes (Fibra), de la fédération du bâtiment Rhône-Alpes, de la confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb) Rhône-Alpes et de la région Rhône-Alpes. À ce jour, une quarantaine de collectivités ainsi que la région Rhône-Alpes et l'Opac 38 se sont engagés au travers de la charte bois. Sur la région Rhône-Alpes on compte un parc d'une centaine de chaufferies collectives qui consomment 100 000 tonnes de combustible par an. Certaines sont raccordées à un réseau de chaleur permettant d'alimenter différents bâtiments.

Pour développer ces systèmes de chauffage, les collectivités doivent pouvoir réserver des terrains et des infrastructures à destination des chaufferies bois collectives et veiller à la bonne compatibilité avec le voisinage.

5.5.2 À l'échelle du territoire du Scot des Rives du Rhône

Sur le territoire du Scot, les surfaces boisées représentent 23 % du territoire. Les gisements de bois y sont donc importants. L'énergie provenant de la biomasse présente un potentiel de développement sur le territoire.

Une dizaine de chaufferies bois est déjà installée sur le Scot (cf. tableau supra).

5.5.3 Sur le PNR du Pilat

Depuis 1997, le parc se mobilise pour la promotion du bois énergie et le développement d'une filière locale. Le renouvellement de la charte du parc en 2000 a permis de fixer des objectifs (9 MW de puissance totale installée en 2010) et de développer les partenariats nécessaires. Depuis, un dynamisme fort s'est établi et les résultats laissent présager d'un développement de la filière bois énergie supérieur aux objectifs initiaux.

CHAUFFERIES BOIS SUR LE SCOT

Dépt	Communes	Description	Puissance	Type de bois
Isère	Ville-sous-Anjou	Chauffage automatique au bois-chaufferie collective avec réseau - 150 kW pour ensemble réception location	0,15 MW	
	Sonnay	Chaufferie maison 3 gîtes	0,09 MW	12 tep : plaquettes forestières
	Estrablin	Installation d'une chaufferie automatique au bois	0,1 MW	12 tep : plaquettes forestières
Loire	Chavanay	Chaufferie industrielle - installation d'une chaufferie automatique au bois	0,1 MW	12 tep : plaquettes forestières
	Bessey	Bois énergie - chaufferie privée en secteur non résidentiel	0,05 MW	5.41 tep : connexe (sciure, écorce, chutes...)
	Pélussin	Installation d'une chaufferie automatique au bois- PNR	0,1 MW	14.1 tep : connexe (sciure, écorce, chutes...)
		Bois énergie - chaufferie avec réseau (MO publique) alimentant 20 logements	0,15 MW	25.8 tep : connexe (sciure, écorce, chutes...)
	Roisey	Chaufferie-bois collective 150 kW	0,15 MW	25 tep : connexe (sciure, écorce, chutes...)
	Veranne	Bois énergie - chaufferie collective avec réseau (MO publique) alimentant 5 logements	0,1 MW	31.15 tep : déchets industriels banals
Drôme	Lens-Lestang	Bois énergie - chaufferie collective en secteur résidentiel privé (2 logements)	0,05 MW	5.81 tep : autre consommation (granulés ...)
Rhône	Longes	Chaufferie bois	0,9 MW	7 tep : plaquettes forestières

Source : Rhône-Alpes Énergie Environnement

5.6 UN POTENTIEL ÉOLIEN

5.6.1 À l'échelle régionale

Malgré les obstacles administratifs encore nombreux, l'éolien est en pleine croissance en France ainsi qu'en Rhône-Alpes.

Ainsi, fin 2007, 82 machines tournaient dans le ciel de la région pour une puissance totale de 112 MW et une production correspondant à la consommation d'électricité d'environ 100 000 foyers.

On peut constater, malgré cette croissance, que l'éolien reste peu développé en Rhône-Alpes, et notamment sur le territoire du Scot qui ne compte à l'heure actuelle qu'un parc éolien.

5.6.2 Les zones de développement éolien

À partir du 15 juillet 2007, seules les installations éoliennes situées dans des zones de développement éoliens (ZDE) peuvent bénéficier de l'obligation d'achat de l'électricité produite par les distributeurs. Ces zones proposées par les communes et approuvées par les préfets se définissent en fonction de trois critères :

- le potentiel éolien
- les possibilités de raccordement au réseau électrique
- la protection des paysages, des monuments historiques et des sites protégés

En Rhône-Alpes le nombre de ZDE n'est pas très important : en 2007, trois seulement étaient validées, deux en instruction et six environ en cours d'élaboration.

Les communes et leurs intercommunalités devraient davantage saisir cette occasion de planifier l'éolien sur leur territoire. La région Rhône-Alpes propose une aide financière aux dossiers de ZDE élaborés en concertation.

Sur le territoire du Scot aucun projet de ZDE n'est en cours malgré un certain potentiel.

ÉTAT DES LIEUX DES PROJETS ÉOLIENS EN RHÔNE-ALPES AU 31/12/2007

	Projet réalisés	Permis de construire délivrés (machines non installées)	Permis de construire refusés	Permis de construire en instruction
Drôme	59 MW / 46 machines	44 MW / 20 machines	44 MW / 23 machines	91 MW / 45 machines
Ardèche	53 MW / 36 machines	29 MW / 12 machines	25 MW / 16 machines	109 MW / 63 machines
Isère	0	0	1,5 MW / 16 machines	14 MW / 7 machines
Ain	0	12 MW / 46 machines	0	0
TOTAL	112 MW / 82 machines	85 MW / 40 machines	70,5 MW / 41 machines	214 MW / 115 machines

Source : Rhône-Alpes Énergie Environnement

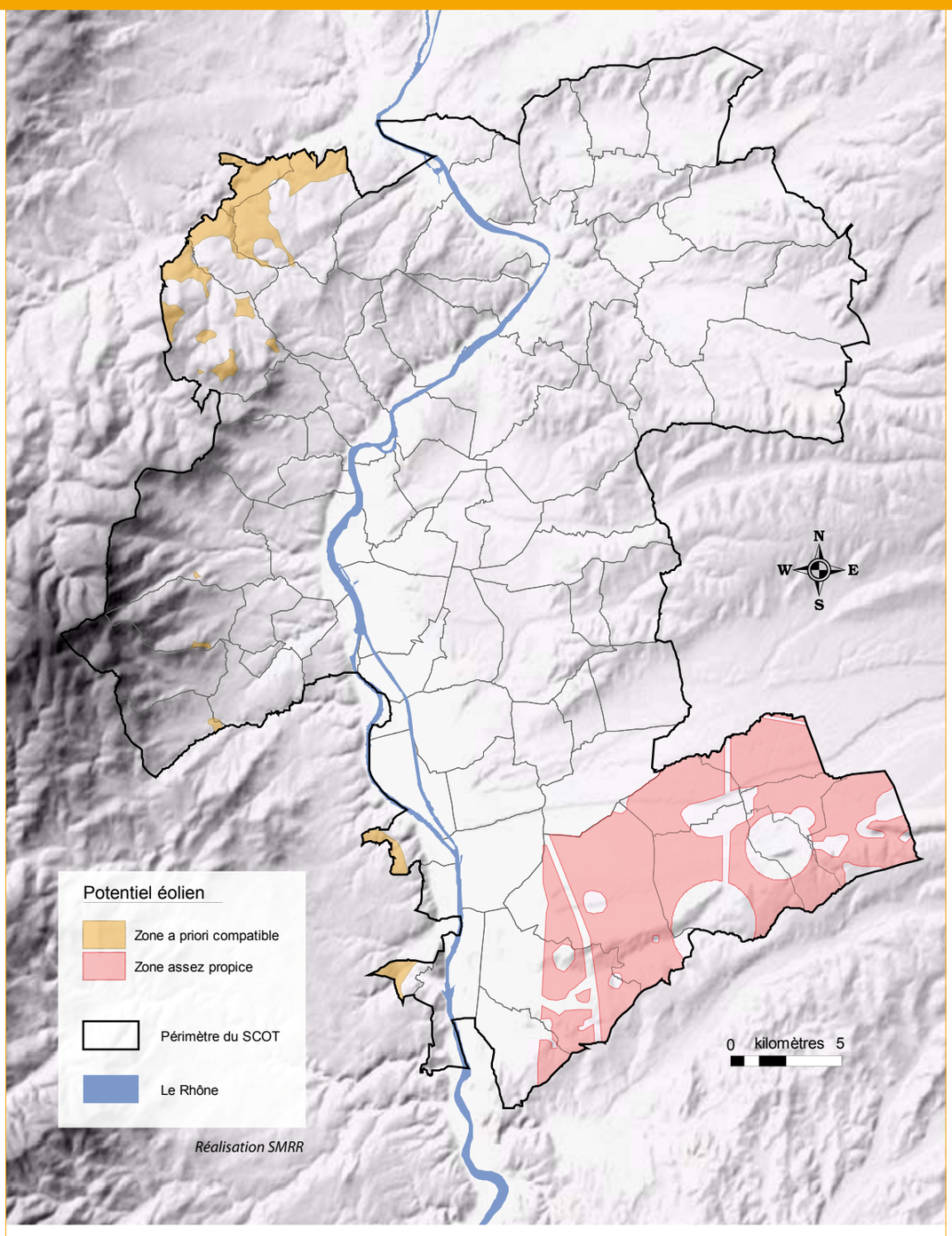
5.6.3 Les schémas éoliens

C'est un document qui permet d'obtenir une vision globale des implantations possibles des parcs éoliens du territoire concerné. Il s'agit un outil d'aide à la décision pour les services de l'État, les élus et les développeurs de projets. Il s'agit de favoriser le développement de l'utilisation de l'énergie de l'éolien.

Le schéma éolien du département de l'Isère

Le département de l'Isère s'est doté d'un atlas éolien en 2006. Malgré un potentiel de vent assez modeste, quelques projets éoliens sont en cours de développement en Isère. En 2005, la préfecture de l'Isère a décidé de créer un comité de pilotage départemental éolien pour mettre en commun l'information sur le sujet, favoriser une réflexion commune sur les conditions d'implantation des éoliennes et aider les élus locaux à se positionner dans le développement de ces projets.

CARTE DE SYNTHÈSE DE L'ÉOLIEN SUR LE TERRITOIRE DU SCOT RIVES DU RHÔNE



Sources : schémas éoliens de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, synthèse de l'étude sur la mise en place d'éoliennes dans le PNR du Pilat

Les zones d'opportunités, pour lesquelles l'implantation d'éoliennes se révèle favorable sont celles qui :

- possèdent un gisement éolien intéressant (supérieur à 5 m/s : du jaune au rouge)
- se trouvent en dehors des espaces de contraintes techniques ou environnementales
- sont situées plutôt à proximité d'un poste source présentant une capacité de connexion correcte

La partie iséroise du Scot ne présente pas un gisement éolien intéressant, une superficie importante étant située en zone d'exclusion (correspondant aux zones urbaines denses) et en zone de sensibilité particulière. Quelques zones semblent techniquement propices au développement éolien, notamment dans le secteur de Chanas et Salaise-sur-Sanne. Cependant, la vallée du Rhône constitue un important axe de migration pour l'avifaune et reste un secteur sensible pour l'installation d'éoliennes.

Le schéma éolien de la Drôme

La Drôme possède un schéma éolien depuis mars 2006. Elle bénéficie d'une ressource en vent importante. Celle-ci a attiré les développeurs éoliens et suscité de nombreux projets, parfois sans cohérence entre eux. C'est pourquoi la réalisation d'un schéma éolien départemental s'est avérée nécessaire afin de favoriser le développement de cette énergie renouvelable sur le département, en accord avec les objectifs nationaux et dans les meilleures conditions possibles.

La carte de synthèse du schéma classifie et qualifie les zones de « propice » à « inopportune » au regard d'un développement maîtrisé de l'éolien dans la Drôme. Elle classe comme inopportunes les zones insuffisamment ventées, un certain nombre de zones en raison de servitudes aéronautiques et radioélectriques, ainsi que les milieux naturels remarquables où, légalement, l'implantation d'éoliennes est quasi-impossible. Elle classe également comme inopportuns les périmètres de protection de près de 280 monuments historiques.

Concernant le territoire du Scot, on peut noter une superficie importante du territoire en zone « assez propice » (cf. carte de synthèse), il s'agit des communes d'Albon, Anneyron, Beausemblant, Épinouze, Manthes, Moras, Lapeyrouse-Mornay, Lens-Lestang et Saint-Sorlin-en-Valloire.

Le schéma éolien de l'Ardèche

Depuis septembre 2007, le département de l'Ardèche est doté d'un schéma éolien. Au sein de la région Rhône-Alpes, une prospection du gisement éolien réalisée en 2002 par l'Ademe montre que l'Ardèche est l'un des départements à plus fort potentiel avec la Drôme. Près de 60 % du territoire sont concernés par des vents de 300 W/m², soit un peu plus de 6 m/s, et 30 % sont touchés par des vents de 200 W/m², soit 4 m/s (vitesse minimale de démarrage des éoliennes).

C'est donc la quasi-totalité du département qui est concernée par un bon potentiel éolien. En revanche, les communes comprises dans le Scot sont peu concernées par l'installation d'éoliennes.

Sur le territoire du Scot en Ardèche, les espaces a priori compatibles avec un développement éolien sont constitués par les sommets des collines de la vallée du Rhône.

Synthèse du potentiel éolien du territoire

Bien que le territoire du Scot des Rives du Rhône présente un potentiel éolien techniquement intéressant, les possibilités de développement de cette source d'énergie restent limitées à quelques sites marginaux en raison de nombreuses contraintes environnementales et humaines.

5.7 LA GÉOTHERMIE, TOUJOURS PEU EXPLOITÉE

On distingue :

- les ressources profondes exploitant l'énergie thermique émise par le noyau terrestre
- les ressources de surface exploitées par des pompes à chaleur (système appelé également géosolaire)

Cette source d'énergie demeure peu exploitée sur le territoire des Rives-du-Rhône. Plusieurs milliers d'équipements sont déjà installés en France, notamment en Alsace, en Ile-de-France et en Rhône-Alpes.

Cette technique peut se développer assez largement sur le territoire du Scot pour les maisons individuelles mais aussi pour de petits immeubles.

5.8 LA MÉTHANISATION

Il s'agit d'un procédé simple de valorisation de déchets organiques qui conduit à la production combinée de biogaz, convertible en énergie, et d'un digestat (déchet digéré) utilisable comme engrais agricole.

Aucune usine de méthanisation n'est recensée sur le territoire du Scot des Rives du Rhône (cf. partie déchets).

5.9 LE PARC DU PILAT ET LE CONTRAT ATENEE

À l'initiative du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, le contrat ATEnEE - actions territoriales pour l'environnement et l'efficacité énergétique - a été lancé. Ce contrat, élaboré par l'Ademe et la Datar, constitue un nouveau dispositif d'aides techniques et financières pour les structures territoriales de projet. Dans ce cadre, un appel à projets pluriannuel est lancé pour sélectionner les structures de projets qui s'engagent sur la mise en place d'un contrat ATEnEE.

La mise en place du contrat ATEnEE doit permettre d'activer l'accord-cadre signé entre le parc et l'Ademe en 2003, notamment sur les volets « énergétiques » de la charte (maîtrise de l'énergie et promotion des énergies renouvelables et décentralisées). Pour le parc du Pilat, il s'agit de mener les actions suivantes :

- lancement d'une « opération programmée d'amélioration thermique et énergétique des bâtiments » (OPATB), réflexion sur la valorisation du bois et la HQE
- promotion du bois-énergie, structuration de la filière d'approvisionnement locale
- sensibilisation aux énergies renouvelables
- étude sur les transports dans le massif
- suivi des consommations énergétiques des communes
- réflexion en matière d'énergie éolienne
- gestion collective des déchets industriels



Vigne sur les coteaux du Rhône

Chapitre 6

Synthèse et enjeux des ressources naturelles

6.1 ATOUTS

Sol et sous-sol

- des terroirs agricoles de qualité, supports de productions variées et à forte valeur ajoutée
- des milieux et ressources naturelles très diversifiés
- des gisements de matières premières présents sur le territoire, qui jouent un rôle économique non négligeable (Drôme en particulier)

Ressources en eau

- présence du Rhône
- des ressources en eaux souterraines abondantes et d'origines variées
- une qualité des eaux globalement bonne
- de nombreuses démarches de gestion des eaux
- des ressources pour l'alimentation en eau potable de qualité correcte et d'origines variées
- de nombreux projets pour améliorer les équipements en assainissement collectif

Énergies

- des gisements de ressources en énergie renouvelable particulièrement importants et variés (bois, hydraulique, éolien, solaire)
- schémas éoliens en Isère, Drôme et Ardèche
- présence du PNR du Pilat qui soutient le développement du bois-énergie

6.2 CONTRAINTES

Sol et sous-sol

- des terroirs agricoles traditionnels, moins rentables économiquement, qui ont tendance à disparaître sous la pression de l'urbanisation
- des terres agricoles insuffisamment protégées
- des projets de grandes infrastructures qui risquent de solliciter fortement les gisements de matières premières locales
- des sites d'exploitation de granulats qui « consomment » des territoires agricoles et qui impactent la nappe sous-jacente
- de nombreux sites d'extraction abandonnés

Ressources en eau

- des cours d'eau sensibles aux assecs
- une ressource en eau souterraine (nappes alluviales) très vulnérable et une tendance à la dégradation due à l'impact des activités industrielles et agricoles
- de nombreux cours d'eau et nappes dont l'atteinte du bon état écologique est repoussée après 2015
- communes de la rive gauche classées en zone vulnérable aux nitrates
- des captages pour l'eau potable menacés par des taux de nitrates ou de pesticides élevés
- assainissement collectif : rendements et qualités de rejet améliorables, des stations en surcharge à faire évoluer en fonction de l'accroissement de la population
- une gestion de la ressource en eau qui souffre du découpage administratif, de la multiplicité des structures de gestion (AEP), du nombre important de prélèvements individuels (irrigation)
- une répartition de la ressource entre usages qui pourrait être optimisée

Énergies

- des gisements de ressources en énergie renouvelable faiblement exploités (bois, éolien, solaire)
- de nombreux bâtiments et industries énergivores présents sur le territoire

6.3 ENJEUX

Contre le gaspillage des ressources non renouvelables

- encourager une gestion économe des matériaux et des ressources
- favoriser les extractions de roches massives plutôt que les granulats et mieux encore utiliser des matériaux issus du recyclage comme le mâchefer pour les terrassements routiers
- protéger les terroirs agricoles stratégiques par des mesures spécifiques et par la limitation et le contrôle de l'urbanisation
- favoriser l'exploitation des gisements d'énergies renouvelables (bois, solaire, éolien) et encourager l'usage de ces énergies dans les projets sur le territoire (bâtiments collectifs, zones artisanales et industrielles...)

Contre les risques de conflit d'usage et la dégradation des ressources en eau

- encourager une gestion économe des ressources et rechercher des ressources alternatives (eaux pluviales, eaux traitées en sortie de station d'épuration, etc.)
- gérer la ressource de manière concertée entre tous les usagers à l'échelle des bassins versants (les communes du Scot sont souvent à l'aval des bassins et souffrent des pollutions amont) ou par masse d'eau souterraine (enjeu de protection de la nappe de la molasse miocène)
- acquérir les données permettant de gérer la ressource selon la quantité disponible et les besoins des milieux naturels plutôt que selon les demandes des usagers
  - acquérir les données permettant d'optimiser l'usage de la ressource en :
  - améliorant les techniques utilisées (irrigation, industrie)
  - adaptant l'usage de l'eau en fonction de sa qualité
- diminuer les pressions polluantes en :
  - améliorant les systèmes d'assainissement des collectivités et des industriels
  - améliorant les pratiques agricoles
  - favorisant les démarches de type Pil'azote, la conversion à l'agriculture biologique…

Mémo

Document 4

PARTIE 5

Les risques et nuisances

Le territoire des Rives du Rhône est marqué par l'importance des dynamiques urbaines et l'extension des infrastructures. Cette situation entraîne inévitablement de nombreuses nuisances et pollutions. En effet, les transports, les activités industrielles, l'élimination des déchets, les traitements phyto-sanitaires (pas seulement agricoles), les rejets liés à l'habitat, sont autant de sources de pressions sur l'environnement.

L'amélioration de la qualité de l'air, de l'eau, des sols et du sous-sol, de l'ambiance sonore... font partie des enjeux de qualité de vie et de santé publique du territoire des Rives du Rhône.

La qualité de l'air et la pollution atmosphérique

1.1 À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES : LE PRQA

Le plan régional pour la qualité de l'air (PRQA) fixe des orientations permettant, pour respecter les normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L. 221-1 du code de l'environnement, de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. À ces fins, le plan régional pour la qualité de l'air s'appuie sur un inventaire des émissions et une évaluation de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé publique et sur l'environnement. À la suite de la loi Grenelle 2, le PRQA va être remplacé par un **schéma régional climat air énergie (SRCAE)**, document élaboré de manière conjointe par le préfet de région et le président du conseil régional.

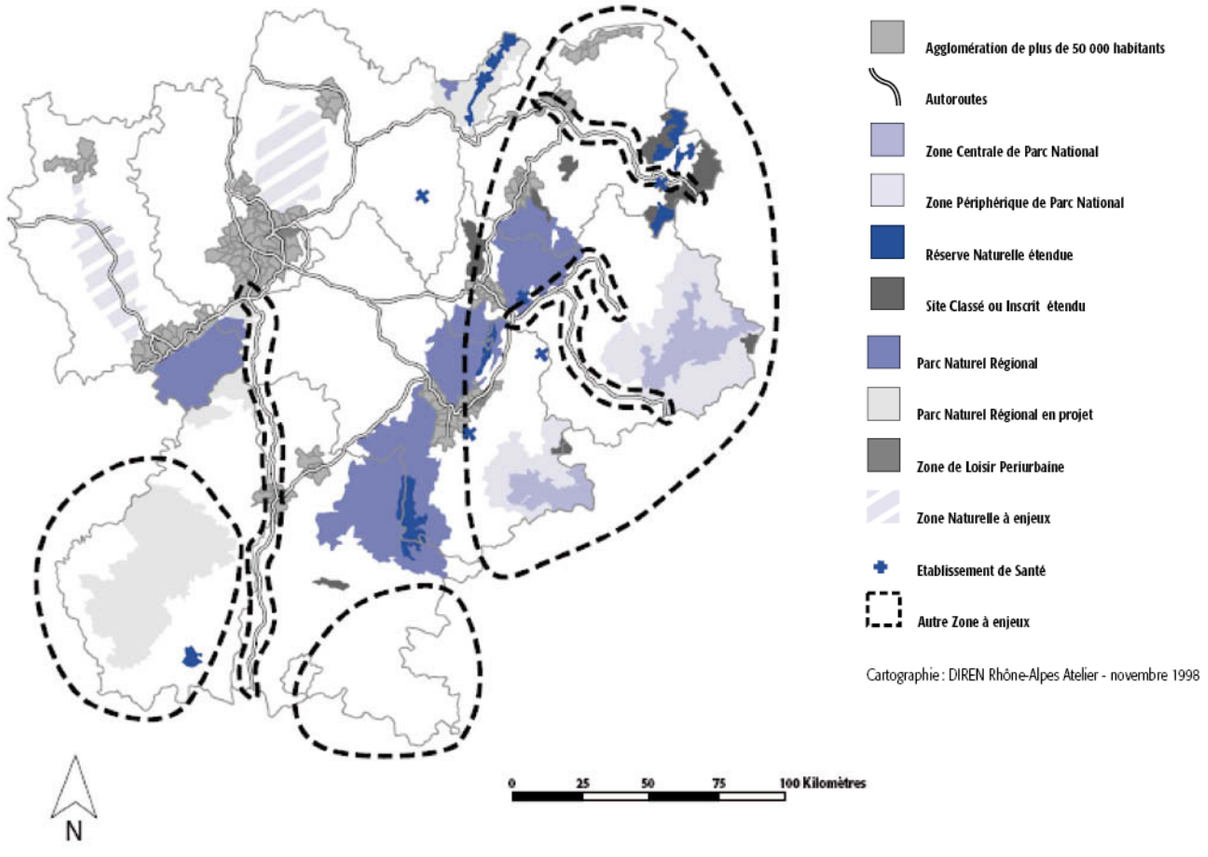
Le PRQA de la région Rhône-Alpes a été adopté le 1er février 2001.

Le plan définit des **zones dites « sensibles »** au regard de la qualité de l'air. Il s'agit d'espaces qui, compte tenu de leurs caractéristiques géographiques (vallées, espaces naturels), des activités développées, ou d'autres spécificités (déplacement de transit, concentration industrielle), présentent des enjeux spécifiques au regard de la qualité de l'air.

Sur le territoire du Scot, le PRQA définit **le couloir rhodanien comme « zone à enjeu »**. Il s'agit en effet d'un axe de circulation important concentrant également un grand nombre d'industries.

À noter que l'agglomération lyonnaise s'est dotée d'un plan de protection de l'atmosphère. Ce document a été imposé par la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (Laure) du 30 décembre 1996 pour les agglomérations de plus de 250 000 habitants. Le plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'agglomération lyonnaise a été arrêté le 30 juin 2008 par les préfectures des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône après 36 mois de travaux d'élaboration et de procédures administratives de validation.

CARTE DES DIFFÉRENTES ZONES SENSIBLES ET ZONES À ENJEU VIS-À-VIS DE LA QUALITÉ DE L'AIR EN RHÔNE-ALPES



Les grandes orientations du PRQA sont les suivantes :

1 - **la surveillance de la qualité de l'air** et de ses effets sur la santé humaine et les conditions de vie, sur les milieux naturels et agricoles et sur le patrimoine

2 - **la maîtrise des pollutions atmosphériques** dues aux sources fixes d'origine agricole, industrielle, tertiaire ou domestique ; le plan peut formuler des recommandations relatives à l'utilisation des meilleures techniques disponibles et des énergies renouvelables, ainsi qu'au développement des réseaux de chaleur et des réseaux de froid

3 - **la maîtrise des émissions de polluants atmosphériques dues aux sources mobiles,** notamment aux moyens de transport ; le plan peut formuler des recommandations relatives à l'offre de transport, aux modes de transport individuel, à la maîtrise des déplacements collectifs et individuels et à l'organisation intermodale des transports

4 - **l'information du public sur la qualité de l'air** et sur les moyens dont il peut disposer pour concourir à son amélioration

1.2 LES STRUCTURES DE SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'AIR

La surveillance de la qualité de l'air sur le territoire du Scot est répartie entre associations loi 1901 : Coparly (Rhône) et Sup'air (Nord Isère), créées respectivement en 1979 et 1990, sont les principales. Ces deux organismes disposent chacun de 18 stations automatiques de mesure.

Les associations Ampasel (Loire) et Atmo Drôme Ardèche ne concernent qu'une petite partie du territoire et n'ont pas de station sur les Rives du Rhône.

CARTE DES DIFFÉRENTES ASSOCIATIONS DE QUALITÉ DE L'AIR EN RÉGION RHÔNE-ALPES



1.2.1 Coparly : comité de coordination pour le contrôle de la pollution atmosphérique dans la région lyonnaise

Depuis 1979, Coparly surveille la qualité de l'air sur le Rhône et la côtière de l'Ain. Mais Coparly ne possède pas de station de mesure sur le territoire du Scot des Rives du Rhône.

1.2.2 Sup'air : surveillance de la pollution de l'air du Nord Isère

Sup'air a été fondée en 1990, à la demande de la population et des élus locaux, afin de constituer, initialement, un observatoire de la qualité de l'air du pays roussillonnais, secteur accueillant entre autres la plateforme chimique Osiris.

Un réseau de sites permanents de surveillance de l'air a été mis en place dès 1993 sur ce secteur, avant de s'étendre ensuite progressivement aux agglomérations de Vienne et de Bourgoin-Jallieu.

L'industrie n'est bien évidemment pas la seule source de pollution sur le territoire, le trafic routier est également l'objet de toutes les attentions. Depuis 2005, Sup'air a installé un de ses sites de surveillance de l'air en bordure immédiate de l'autoroute A7. Enfin, le milieu rural n'est pas oublié. Sup'air a depuis plusieurs années mis en place un suivi de l'ozone. Depuis 2007, des polluants tels que les pesticides font également l'objet d'analyses.

Stations de mesures sur les Rives du Rhône et paramètres analysés

→ **Roussillon**

- **dioxyde de soufre** en service depuis le 03/12/1992
- **monoxyde d'azote** en service depuis le 08/12/1992
- **dioxyde d'azote** en service depuis le 08/12/1992
- **poussières PM^{10}** en service depuis le 19/08/1993
- **ozone** en service depuis le 16/06/1994

→ **Roches-de-condrieu**

- **dioxyde de soufre** en service depuis le 04/12/1992
- **monoxyde d'azote** en service depuis le 27/05/1998
- **dioxyde d'azote** en service depuis le 27/05/1998
- **ozone** en service depuis le 01/07/1998

Sablons

- **monoxyde d'azote** en service depuis le 04/09/2003
- **dioxyde d'azote** en service depuis le 04/09/2003
- **ozone** en service depuis le 04/09/2003
- **dioxyde de soufre** en service depuis le 02/09/2003
- **monoxyde d'azote** en service depuis le 12/08/2003
- **dioxyde d'azote** en service depuis le 12/08/2003
- **poussières PM_2 5** en service depuis le 08/08/2003
- **poussières PM_{10}** en service depuis le 08/08/2003
- **ozone** en service depuis le 12/08/2003

Les résultats de ces mesures sont abordés dans la partie suivante.

1.2.3 Atmo-Rhône-Alpes

Atmo-RhôneAlpes
Groupement d'Intérêt Economique d'Associations Agréées pour la Surveillance de la Qualité de l'Air

Cinq associations qui veillent sur l'air de la région Rhône-Alpes (Ampasel, Ascoparg, Atmo Drôme Ardèche, Coparly et Sup'air) ont fait le choix de mettre en commun leurs ressources humaines et matérielles, au sein d'un groupement d'intérêt économique (GIE) : Atmo Rhône-Alpes.

Cette association est en charge de la surveillance et de l'information de la qualité de l'air sur les départements suivants : Loire, Rhône, Ardèche, Drôme, Isère.

1.3 LA QUALITÉ DE L'AIR SUR LES RIVES DU RHÔNE

On appelle **pollution de l'air** toute modification de l'atmosphère due à l'introduction de substances dangereuses pour la santé humaine, l'environnement ou le patrimoine. Ces substances ou polluants résultent à la fois de phénomènes naturels et d'activités humaines diverses (industrie, transport...). Biologiques ou chimiques, gazeux ou particulaires, minéraux ou organiques, les polluants sont très variés.

Les informations suivantes sont issues du rapport d'activité de Sup'air de 2007.

1.3.1 Le dioxyde de soufre

Le dioxyde de soufre (SO_2) est un gaz incolore, avec une odeur bien spécifique, très irritant à des concentrations élevées.

Il provient essentiellement de la **combustion des combustibles fossiles** tels que le charbon et le fioul.

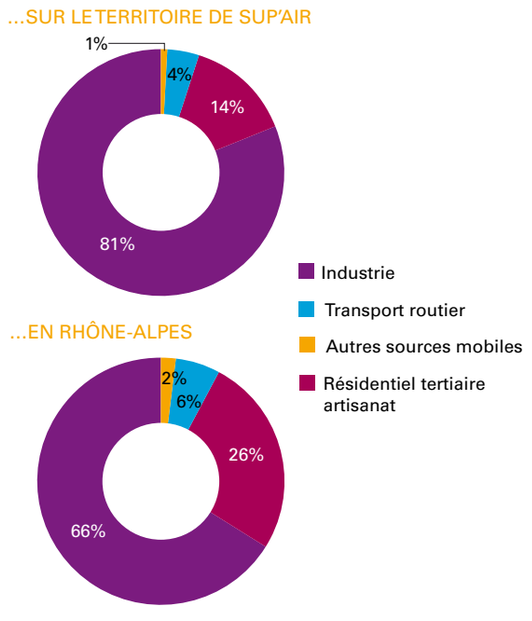
Les principales **sources d'émissions sont industrielles,** notamment les centrales thermiques et les grandes installations de combustion.

Avec 81 % des émissions en provenance du secteur industriel sur le territoire de Sup'air, le dioxyde de soufre peut être considéré comme un traceur efficace de la pollution industrielle.

Le secteur résidentiel/tertiaire représente seulement 14 % des émissions de SO_2 sur le territoire, mais ce chiffre a tendance à croître.

Cette répartition sectorielle est propre au caractère industriel du territoire de Sup'air. En effet à l'échelle de la région Rhône-Alpes, l'industrie représente seulement 66 % des émissions de CO_2 et le résidentiel 26 %.

RÉPARTITION SECTORIELLE DU SO_2



Des objectifs annuels respectés

L'objectif annuel de qualité fixé à 50 µg.m^{-3} est respecté sur la totalité des sites de mesures. En 2007, la concentration moyenne maximale mesurée sur le réseau Sup'air est égale à 8 µg.m^{-3} (en proximité industrielle), ce qui reste très en deçà des valeurs réglementaires.

Document 4

Les teneurs enregistrées en milieu urbain dans les agglomérations de Vienne et Roussillon sont proches de celles constatées sur les autres agglomérations françaises, variant autour de 3 µg.m^{-3}.

Des seuils dépassés sur les Roches-de-Condrieu

En 2007, le seuil horaire réglementaire pour les personnes sensibles concernant le dioxyde de soufre a été franchi 4 fois sur la zone industrielle des Roches-de-Condrieu.

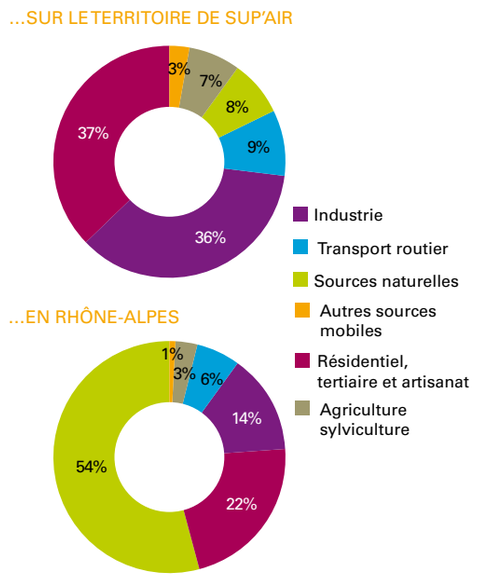
Les entreprises rejetant le plus de SO_2 sur le territoire sont les suivantes (chiffres de 2003) :

- l'entreprise Adisseo sur la commune de Saint-Clair-du-Rhône (chimie/parachimie), qui émet en moyenne 276 tonnes de SO_2 par an
- l'entreprise Rhodia à Saint-Clair-du-Rhône (chimie/parachimie), qui émet en moyenne 466 tonnes de SO_2 par an
- l'entreprise Eurofloat sur la commune de Salaise-sur-Sanne (verreries), qui émet en moyenne 255 tonnes de SO_2 par an

1.3.2 Les composés organiques volatils

Les composés organiques volatils, ou COV sont des composés organiques (hydrocarbures et composés constitués de carbone et d'hydrogène) pouvant facilement se trouver sous forme gazeuse dans l'atmosphère. Ils peuvent être **d'origine anthropique (raffinage, évaporation de solvants organiques, imbrûlés...) ou naturelle (émissions par les plantes).**

RÉPARTITION SECTORIELLE DES COV



Un analyseur mesurant en continu le benzène a été installé fin 2005 sur le territoire de Sup'air, à proximité de l'autoroute A7.

En 2007, en raison de pannes sur l'analyseur, la mesure a été complétée avec une autre technique de mesure : les tubes passifs. La concentration moyenne annuelle ainsi obtenue est de 2 µg.m^{-3}. Cette valeur reste donc bien inférieure à la valeur limite de 8 µg.m^{-3} (valeur dégressive, qui atteindra 5 µg.m^{-3} en 2010).

Les COV proviennent de sources diverses : usages domestiques pour 37 %, procédés industriels pour 36 % et transports pour 9 %.

On peut constater grâce aux diagrammes ci-dessous, que cette répartition est propre au territoire de Sup'air car très différente de celle de la région Rhône-Alpes pour laquelle le secteur « sources naturelles » est prépondérant (54 % contre seulement 8 % pour Sup'air). Cela s'explique par une quasi-absence de forêts de résineux (émetteur important) sur le territoire de Sup'air.

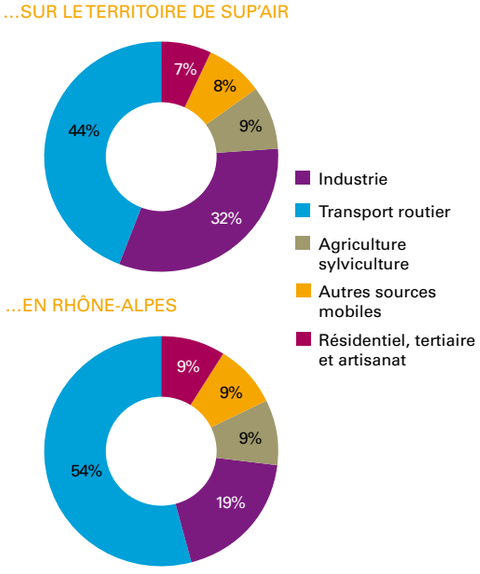
1.3.3 Le dioxyde d'azote : « le mauvais élève »

Le NO_2 est un gaz odorant, très toxique dès lors que la teneur en volume dépasse 0,0013 % (début de l'irritation des muqueuses).

C'est le produit de l'oxydation de l'azote de l'air avec l'oxygène de l'air dans des conditions de température élevée. Le dioxyde d'azote NO_2 est émis lors des phénomènes de combustion. Le NO_2 est issu de l'oxydation du NO, monoxyde d'azote.

Les sources principales de NO_2 sont les véhicules (près de 60%) et les installations de combustion (centrales thermiques, chauffages...). Le pot catalytique a permis, depuis 1993, une diminution des émissions des véhicules à essence, mais l'effet reste encore peu perceptible compte tenu de l'augmentation forte du trafic et de la durée de renouvellement du parc automobile.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES NO_2



L'origine principale des émissions d'oxyde d'azote est clairement identifiée, il s'agit du transport routier (44 % des émissions sur le territoire de Sup'air).

L'augmentation du parc automobile et des kilomètres parcourus ne permettent pas de diminuer les niveaux en dioxyde d'azote. Ainsi, les taux observés en « proximité automobile » stagnent depuis quelques années. Ils ont en revanche légèrement baissé en « fond urbain » au cours des cinq dernières années.

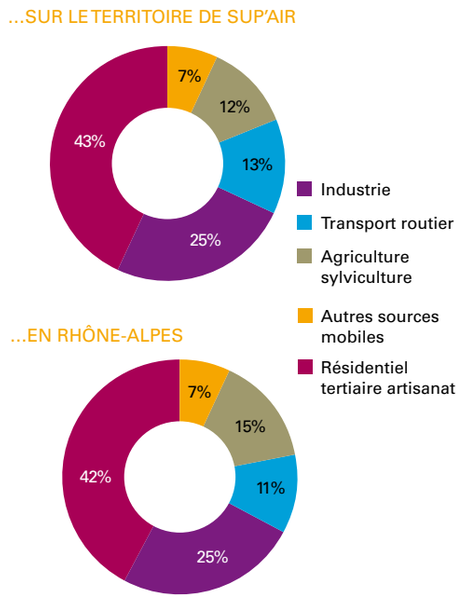
Les autres secteurs émetteurs importants sont liés aux procédés de combustion dans l'industrie, secteur surreprésenté sur les Rives du Rhône.

Les oxydes d'azote étant émis en grande quantité par les transports, il n'est pas étonnant de constater que les concentrations annuelles les plus élevées se trouvent à proximité des axes de circulation automobile. Sur le territoire du Scot la valeur limite de 46 µg.m^{-3} est régulièrement dépassée au bord de l'A7.

1.3.4 Les particules

Les PM_{10} sont des particules de diamètre inférieur à 10 microns.

RÉPARTITION SECTORIELLE DES PM_{10}



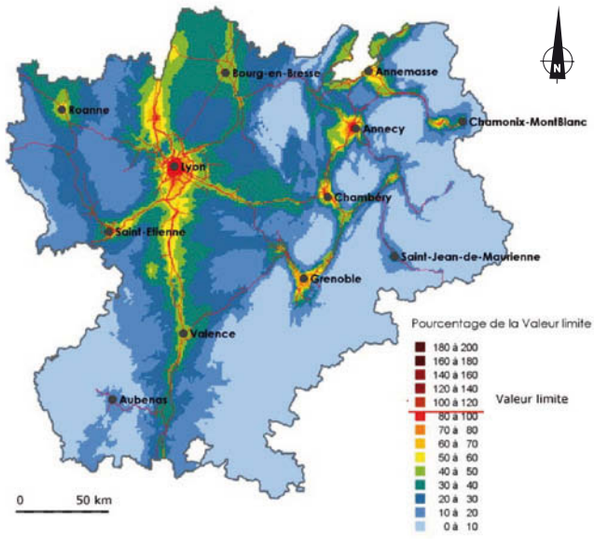
Les particules, sur le territoire de Sup'air, proviennent essentiellement de deux secteurs d'activités : le résidentiel/tertiaire (43 %) via le chauffage notamment et l'industrie (25 %).

La répartition observable sur le territoire de Sup'air est similaire à celle constatée sur l'ensemble de la région Rhône-Alpes.

La moyenne annuelle en particules respecte la réglementation sur de nombreux sites malgré une hausse d'un facteur variant de 1,3 à 1,5 pour les sites de proximité automobile et industrielle.

On a cependant pu constater une élévation considérable du nombre de jours de dépassement de la valeur limite journalière de 50 µg.m^{-3}. Cette valeur ne doit pas être dépassée plus de 35 fois par an. Or sur le site à proximité de l'A7, cette valeur a été franchie lors de 46 journées et s'approche du seuil sur les autres sites de mesures : respectivement 26 à 32 jours pour les stations de Vienne et de Roussillon.

CONCENTRATIONS MOYENNES ANNUELLES DE PARTICULES PM_{10} POUR 2007 EN RHÔNE-ALPES



1.3.5 L'ozone

L'ozone (O_3) est un polluant photochimique, qui résulte de plusieurs réactions chimiques entre plusieurs polluants dits précurseurs (oxyde d'azote principalement, ainsi que des hydrocarbures ou des solvants). Schématiquement, le dioxyde d'azote laisse échapper une molécule d'oxygène sous l'effet des ultraviolets, qui se combine à l'oxygène de l'atmosphère (O_2) pour former de l'ozone (O_3). **La pollution automobile, l'absence de vent et la chaleur des couches d'air élevées plaquent au sol ce gaz qui stagne dans les villes et en périphérie.**

Le 16 juillet 2007, l'ozone était présent à des concentrations supérieures au seuil d'information (180 µg.m^{-3} en moyenne horaire) dans la vallée du Rhône et la « zone des plaines », qui comprennent de nombreux secteurs urbanisés.

L'ozone a pour particularité, contrairement aux autres polluants, d'être présent en ville, mais aussi à la campagne, en raison de ses caractéristiques physico-chimiques. Ainsi, les niveaux d'ozone dépassent la valeur cible (120 µg.m^{-3} en moyenne sur 8 heures à ne pas franchir plus de 25 jours par an) pour les stations de la plaine de Bièvre (rurale), Sablons (périurbaine) et Vienne (urbaine). Le site le plus touché est le site rural de la plaine de Bièvre, avec 60 jours de dépassement en 2006 et 34 en 2007. Le site périurbain de Sablons compte lui aussi 34 journées de dépassement de la valeur cible en 2007.

L'année 2007 a été particulièrement épargnée par la pollution à l'ozone sur le territoire de Sup'air. Seule une journée a été concernée par une pointe de concentration horaire supérieure à 180 µg.m^{-3} (contre une dizaine en 2005 et 2006).

1.3.6 Les autres polluants atmosphériques suivis ponctuellement

La radioactivité

L'ASN est chargée, au nom de l'État, de :

- contribuer à l'élaboration de la réglementation, en donnant son avis au Gouvernement sur les projets de décrets et d'arrêtés ministériels ou en prenant des décisions réglementaires à caractère technique
- vérifier le respect des règles et des prescriptions auxquelles sont soumises les installations ou activités nucléaires civiles en France pour protéger les travailleurs, les patients, le public et l'environnement des risques liés à l'utilisation des rayonnements ionisants
- informer le public, y compris en cas de situation d'urgence.

Les résultats de mesures de radioactivité dans l'environnement sont accessibles sur le site du réseau national de mesure de la radioactivité dans l'environnement, à l'adresse suivante : http://www.mesure-radioactivite.fr/public/.

La communauté de communes du pays roussillonnais a passé une convention avec la Criirad (commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité). Cette association a pour vocation de contrôler l'état radiologique de l'environnement et des biens de consommation afin d'informer les populations sur les pollutions éventuelles, les risques liés au nucléaire et la façon de s'en protéger. Elle veille à l'application des règles de contrôle et de radioprotection et à la mise en place des mesures de protection sanitaire jugées nécessaires.

La Criirad fait régulièrement le point sur l'état de la radioactivité atmosphérique dans notre région grâce à une balise permanente implantée au Péage-de-Roussillon.

L'ambroisie

L'ambroisie à feuilles d'armoise est considérée aujourd'hui comme une espèce envahissante sur le territoire français.

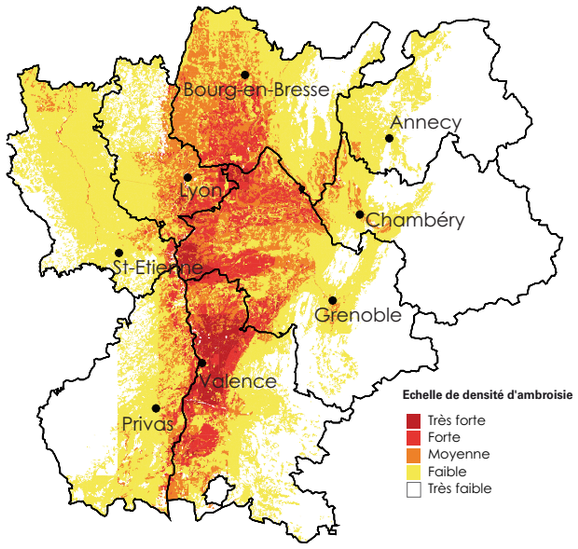
Cette plante originaire d'Amérique du Nord et introduite involontairement en France au cours du XIX^{ème} siècle, occupe une zone de plus en plus vaste. L'ambroisie pose des problèmes de santé publique en raison de son pollen allergisant, des problèmes agronomiques liés à son extension dans les cultures et représente une menace pour la biodiversité.

En France, la région Rhône-Alpes est particulièrement touchée par le développement de l'ambroisie, notamment dans le couloir rhodanien et la plaine de Bièvre.



Ambroisie

CARTOGRAPHIE DE LA PRÉSENCE PROBABLE D'AMBROISIE DANS LA RÉGION RHÔNE-ALPES



Source : Atmo Rhône-Alpes

Les pesticides

L'utilisation des pesticides, tant en milieu rural que pour une utilisation domestique, est la source d'une préoccupation sanitaire traduite dans les plans nationaux : l'amélioration de la connaissance, notamment sur la présence dans l'air de ces composés, est une première étape à l'évaluation de leurs impacts. La région Rhône-Alpes a accompagné ce mouvement national de surveillance renforcée, par la mise en place d'un plan de surveillance rhônalpin des pesticides depuis 2005 : mesures dans la Drôme (arboriculture et viticulture) et dans la Loire (maraîchage, grandes cultures) puis mesures en zone périurbaine de l'agglomération valentinoise, dans les grandes cultures de la plaine de Bièvre et à proximité des zones viticoles du Beaujolais. L'objectif est d'évaluer la présence ou l'absence de produits phytosanitaires et leur évolution annuelle sur différents types de cultures, et étudier l'impact des réglementations.

Dans les zones d'arboriculture et de maraichage, près de 70 % des composés mesurés sont retrouvés dans l'air et plusieurs substances interdites ont été détectées au moins une fois sur l'un ou l'autre des sites (Atmo Rhône-Alpes, rapport d'activités 2007, première évaluation des activités agricoles).

Dans le cas d'un épandage de pesticides sur un champ de maïs en 2009, les produits actifs sont restés circonscrits aux parcelles traitées pendant les épandages, avec pour conséquence une faible présence des pesticides dans l'air. Cela est lié à plusieurs conditions : la faible volatilité de la molécule utilisée (deltaméthrine), les conditions météorologiques (vent faible inférieur à 2 m/s) et les modalités d'épandage (par hélicoptère à une hauteur très basse, environ 2 mètres au-dessus des cultures).

Il faut cependant savoir que certains herbicides (trifluraline et la pendiméthaline) et autres substances comme le lindane interdit depuis 1998 sont très volatils et fortement persistants dans l'air (plus de 4 mois) et dans les sols (30 à 40 ans) d'où ils peuvent se revolatiliser.

1.3.7 L'exposition des populations

Chaque jour, un adulte inhale environ 15 m^3 d'air en fonction de sa morphologie et de ses activités... Les polluants atmosphériques émis par les différentes sources peuvent avoir un impact sur la santé humaine. Les effets sur la santé d'un individu vont varier et dépendre :

- des lieux fréquentés par l'individu et des activités accomplies
- de son état de santé et des antécédents pathologiques, qui vont modifier sa sensibilité vis-à-vis de la pollution

La pollution atmosphérique peut être à l'origine d'irritations nasales, des yeux et de la gorge, de pathologies respiratoires, et peut également participer à la genèse de pathologies cardio-vasculaires (infarctus du myocarde, angine de poitrine ou troubles du rythme cardiaque).

Il faut différencier les populations sensibles des populations les plus exposées.

Les populations les plus sensibles en termes d'effets sur la santé sont :

- les enfants, dont les poumons ne sont pas complètement formés
- les personnes âgées, en raison du vieillissement des tissus respiratoires et de pathologies plus fréquemment associées, ainsi que d'une diminution des défenses respiratoires,
- les personnes souffrant de pathologies chroniques (par exemple maladies respiratoires chroniques allergiques et asthmatiques ou maladies cardio-vasculaires), les diabétiques
- les fumeurs, dont l'appareil respiratoire est déjà irrité par le tabac

Des études récentes ont également montré que les expositions aux pesticides augmentent les risques de cancer et de tumeur cérébrale. Les femmes enceintes sont également considérées comme une population particulièrement à risque.

Les populations les plus exposées sont celles habitant à proximité des sources d'émission : industries polluantes, voies à fort trafic, agglomération urbaine – on estime qu'un lyonnais sur quatre est potentiellement soumis à des taux de pollution pouvant avoir un effet sur la santé (source bilan Atmo Rhône-Alpes 2000-2009). Les personnes pratiquant une activité sportive seront ainsi soumises à une exposition plus importante étant donné l'augmentation de la ventilation lors de l'activité physique.

Sur le territoire des Rives du Rhône, les secteurs les plus sensibles / les plus exposés sont donc les bordures de l'A7 et de la RN7, les agglomérations et les zones industrielles de la vallée du Rhône. Les secteurs viticoles, arboricoles ou de grandes cultures peuvent également être une source potentielle de diffusion de polluants atmosphériques.

1.4 CONCLUSION : LA QUALITÉ DE L'AIR SUR LE TERRITOIRE DU SCOT

1.4.1 L'indice Atmo

L'indice Atmo permet de mesurer si la qualité de l'air est bonne en prenant en compte plusieurs polluants.

Quatre polluants sont utilisés : le dioxyde de soufre (SO_2), le dioxyde d'azote (NO_2), l'ozone (O_3) et les particules en suspension (PM_{10}). Ces paramètres sont considérés comme les marqueurs principaux de la pollution atmosphérique. Pour chacun de ces polluants, un sous-indice de 1 à 10 est déterminé quotidiennement, l'indice final correspondant au sous-indice le plus élevé. **Un indice 1 correspond au qualificatif « très bon », tandis que 10 signifie « très mauvais ».**

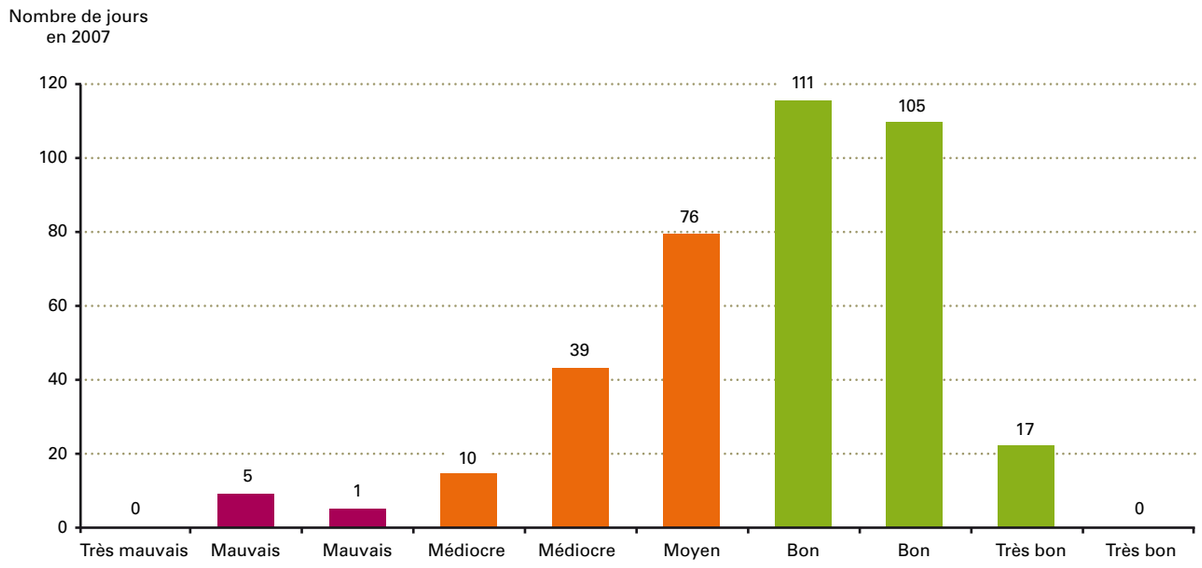
Avec des indices de qualité de l'air qualifiés de bons à très bons durant 65 % de l'année, on peut dire que la qualité de l'air sur le territoire du Scot est plutôt de bonne qualité.

Le nombre de jours avec un indice supérieur ou égal à 8 (mauvais +) reste stable par rapport à l'année 2006.

Deux faits particuliers en 2007 :

- Contrairement à 2006, des indices 9 (mauvais) ont été calculés cette année, en raison de fortes concentrations de particules.
- Aucun indice supérieur ou égal à 8 durant la période estivale (juin/septembre) sur les agglomérations du Scot.

INDICE DE LA QUALITÉ DE L'AIR VIENNE / ROUSSILLON



Source : indice Atmo

1.4.2 Enjeux de la qualité de l'air

- **améliorer la connaissance** du niveau de pollution de l'air et en favoriser la diffusion auprès des populations, tant en matière de rejets que de qualité de l'air afin de pouvoir agir sur certaines sources et préserver ainsi la qualité de l'air ambiant
- **privilégier les aménagements incitant au développement et à la pratique des modes de transports doux ou collectifs,** notamment dans les agglomérations (pistes cyclables, transports en commun, pédibus…)
- **limiter l'exposition des populations** aux pollutions de proximité, automobile et industrielle
- **travailler en collaboration avec les industriels** à l'amélioration de leurs rejets (pour confirmer la tendance à la baisse du SO_2, le NO, les particules, les COV précurseurs de l'ozone…)
- **respecter les valeurs seuils des directives européennes** sur l'ensemble du territoire (en particulier pour les paramètres NO_2, SO_2, COV précurseurs de l'ozone et les particules)

Chapitre 2

Les nuisances sonores

Les infrastructures de transport à fort trafic constituent les principales sources de nuisances sonores du territoire. L'article 23 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, le décret 95-21 du 9 janvier 1995 et l'arrêté du 30 mai 1996 posent les principes de la prise en compte de ces nuisances sonores pour la construction de bâtiments à proximité de ces voies.

Dans ce cadre, les infrastructures de transports terrestres sont ainsi classées en 5 catégories selon le niveau de bruit qu'elles engendrent, la catégorie 1 étant la plus bruyante. Un secteur affecté par le bruit est défini de part et d'autre de chaque infrastructure classée, zone dans laquelle les prescriptions d'isolement acoustique sont à respecter.

CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES EN FONCTION DU NIVEAU SONORE

Niveau sonore de référence diurne LAeq (6h – 22 h) en dB(A)	Niveau sonore de référence nocturne LAeq (22h – 6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 81	L > 86	1	300 m
76 < L < 81	71 < L < 76	2	250 m
70 < L < 76	65 < L < 71	3	100 m
65 < L < 70	60 < L < 65	4	30 m
60 < L < 65	55 < L < 60	5	10 m

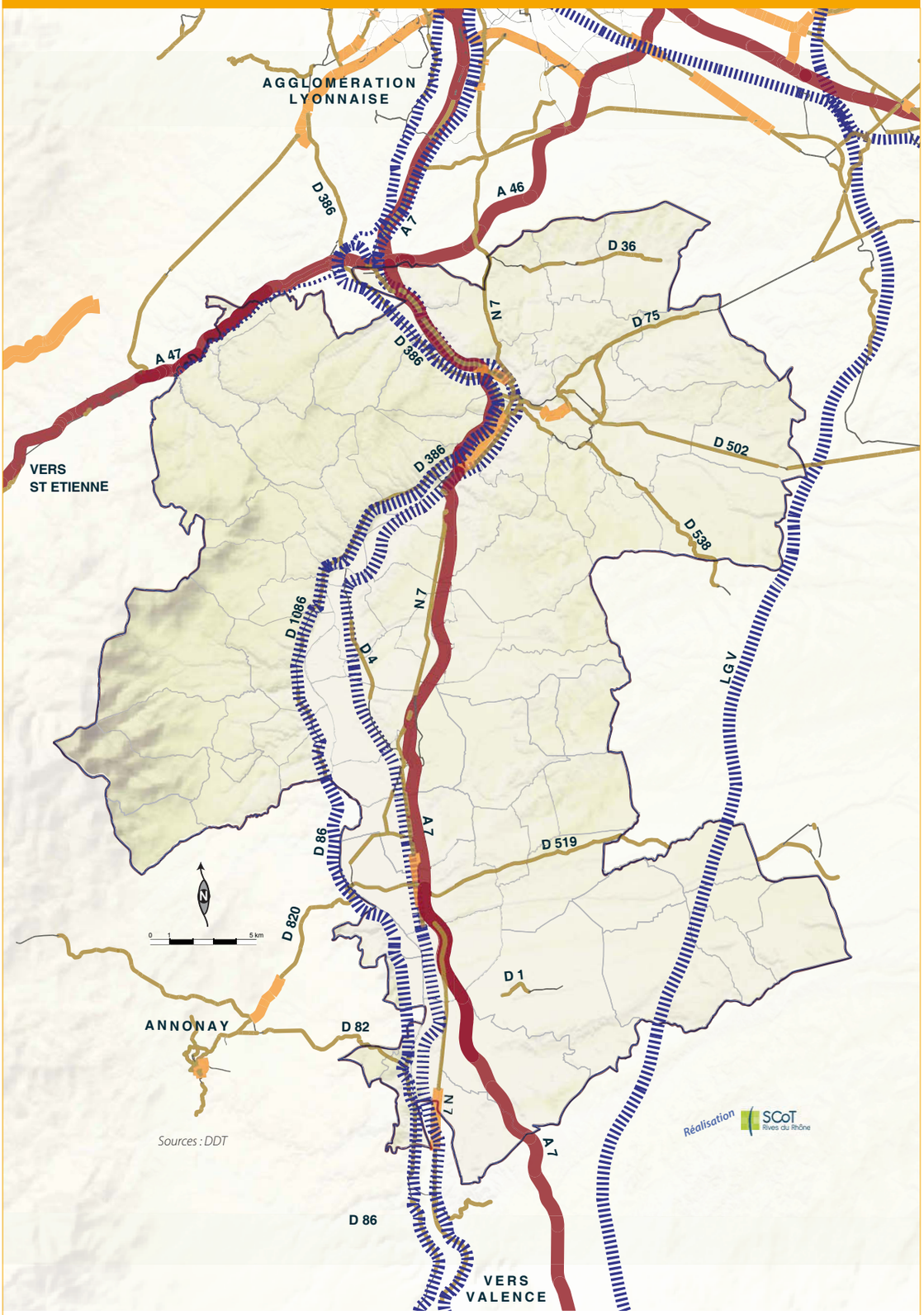
Enjeux nuisances sonores

- réduire l'exposition au bruit des populations :
  - par l'aménagement des infrastructures existantes
  - en maîtrisant l'aménagement dans les espaces soumis aux nuisances sonores
- favoriser la prise en compte du bruit dans les opérations d'aménagement :
  - annexer au Scot un guide méthodologique pour une meilleure prise en compte du facteur « nuisances sonores » lors de la définition des zones d'aménagement
  - établir un cahier des charges type de réglementation des zones d'activités et des zones industrielles en ce qui concerne le bruit



Gare de Péage-de-Roussillon au départ du train

EXTENSION DES ZONES TAMPON BRUIT AUTOUR DES AXES CLASSÉS



Catégories et emprises sonores (*)

Catégorie	*Route*	*Voie ferrée*	*Distance (m)*
1			300
2			250
3			100
4			30

(*) largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure

Chapitre 3

La gestion des déchets

L'évolution du niveau de vie, la diminution de la taille du foyer, le succès des produits alimentaires conditionnés et prêts à consommer, le suremballage... ont pour conséquence un fort accroissement du volume des déchets produits. Selon l'Ademe et le SOeS (service d'observation et des statistiques de l'environnement), la production de déchets augmente plus vite que la population en France.

De 1995 à 2006, la production de déchets municipaux est passée de 441 kilos à 536 kilos par habitant.

Il est donc nécessaire de faire face à cette augmentation ; tous les acteurs sont concernés : collectivités, industriels, agriculteurs et citoyens.

3.1 LES DOCUMENTS DE CADRAGE

La loi du 13 juillet 1992 modifiant la loi du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et aux installations classées pour la protection de l'environnement prévoit que chaque département fasse l'objet d'un **plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés, le « PDEDMA ».**

Ce plan oriente et coordonne les actions à mettre en œuvre pour la gestion des déchets ménagers. Ces actions sont déterminées pour chaque aspect de la gestion des déchets, de la prévention au traitement.

Sur le territoire du Scot les cinq départements possèdent un PDEDMA révisé :

- Le PDEDMA de la Loire a été approuvé le 24 janvier 1996. Au regard de son antériorité, ce document a fait l'objet d'une révision.
- Les départements de la Drôme et de l'Ardèche ont élaboré un plan interdépartemental d'élimination des déchets, le PIED, commun aux deux départements. Le plan a été approuvé par arrêté interpréfectoral du 9 novembre 2005.
- Le PDEDMA du département de l'Isère a été approuvé le 16 octobre 1996. Sa révision a été engagée dès 1999 et validée le 9 décembre 2003.
- Le PDEDMA du Rhône a été approuvé par arrêté préfectoral le 26 janvier 1996.

Le traitement, l'élimination et la valorisation des déchets sur le territoire du Scot sont ainsi effectués conformément aux objectifs des PDEDMA. Les principaux enjeux sont les suivants :

- le développement des collectes sélectives et le tri en vue de la valorisation des déchets
- la stabilisation de la fraction résiduelle avant stockage en centre d'enfouissement technique
- la réduction des déchets à la source
- la résorption des décharges
- la valorisation des déchets verts
- le développement des usines de méthanisation

3.2 LES STRUCTURES DE GESTION

La loi relative au renforcement et à la simplification de l'intercommunalité du 12 juillet 1999, dite loi Chevènement, a reprécisé la notion de compétence pour la gestion des déchets. À la compétence unique d'élimination des déchets prévue par la loi de 1975, s'est substituée la notion de compétences différenciées : collecte et traitement. Les communes peuvent transférer à un seul établissement public soit l'ensemble de la compétence d'élimination et de valorisation des déchets, soit la partie de cette compétence comprenant le traitement, la mise en décharge des déchets ultimes ainsi que les opérations de transport, de tri ou de stockage.

Sur le territoire du Scot, les différentes collectivités se sont organisées à des échelles de territoire pertinentes pour assurer leurs compétences de collecte et traitement des déchets ménagers.

Toutes les communes du Scot ont transféré leur compétence d'élimination des déchets ménagers à :

- un syndicat intercommunal
- une communauté de communes ou d'agglomération
- un syndicat mixte qui associe des collectivités de natures différentes

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS COMPÉTENTS EN MATIÈRE DE DÉCHETS SUR LE TERRITOIRE :

Département	Nom de l'établissement public	Communes adhérentes	Compétences
Loire	C.C. du Pilat rhodanien	Bessey, La-Chapelle-Villars, Chavanay, Chuyer, Lupe, Maclas, Malleval, Pélussin, Roisey, Saint-Appolinard, Saint-Michel-sur-Rhône, Saint-Pierre-de-Boeuf, Veranne, Vérin	Collecte traditionnelle - Collecte sélective - Traitement
Rhône	C.C. région de Condrieu	Ampuis, Condrieu, Échalas, Les Haies, Loire-sur-Rhône, Longes, Saint-Cyr-sur-le-Rhône, Saint-Romain-en-Gier, Trèves, Tupin-et-Semons	Collecte traditionnelle - Collecte sélective - Traitement
Isère	C.A. du pays viennois	Chasse-sur-Rhône, Chonas-l'Amballan, Chuzelles, Les-Côtes-d'Arey, Estrablin, Eyzin-Pinet, Jardin, Luzinay, Moidieu-Detourbe, Pont-Évêque, Reventin-Vaugris, Saint-Romain-en-Gal, Saint-Sorlin-de-Vienne, Septème, Serpaize, Seyssuel, Vienne, Villette-de-Vienne	Collecte traditionnelle - Collecte sélective - Traitement
Isère	C.C. du pays roussillonnais	Agnin, Anjou, Assieu, Auberives-sur-Vareze, Bouge-Chambalud, Chanas, La-Chapelle-de-Surieu, Cheyssieu, Clonas-sur-Varèze, Le-Péage-de-Roussillon, Les-Roches-de-Condrieu, Roussillon, Sablons, Saint-Alban-du-Rhône, Saint-Clair-du-Rhône, Saint-Maurice-l'Exil, Saint-Prim, Saint-Romain-de-Surieu, Salaise-sur-Sanne, Sonnay, Vernioz,Ville-sous-Anjou	Collecte traditionnelle - Collecte sélective - Traitement
Isère	Syndicat mixte de compostage (Symco)	C.C. du pays roussillonnais	Traitement
Isère/Rhône	Syvrom Vienne	Sainte-Colombe, C.A. du pays viennois, C.C. région de Condrieu	Traitement
Drôme/Ardèche	Le Sytrad(*)	C.C. Rhône Valloire	Traitement
Drôme/Ardèche	Le Sirctom(*)	C.C. Rhône Valloire	Collecte sélective - Collecte traditionnelle

(*)cf. Description du syndicat
Source SINDRA - http://www.sindra.org/

Le Sindra

En développant la base Sindra (système d'informations des déchets ménagers en Rhône-Alpes), l'Ademe et la région Rhône-Alpes veulent mettre à la disposition des collectivités locales un outil susceptible de les aider dans leur gestion des déchets ménagers. Elles espèrent, de leur côté, favoriser une meilleure cohérence des politiques engagées sur l'ensemble du territoire régional, susciter une complémentarité voire une certaine solidarité entre territoires.

Les communautés de communes et d'agglomération

Les communautés de communes ou d'agglomération doivent gérer la collecte et le traitement des déchets sur le territoire du Scot. Certaines assurent elles-mêmes l'ensemble de ces services, d'autres les délèguent en partie ou en totalité à d'autres établissements publics de coopération intercommunale auxquels elles adhèrent.

Par exemple, la communauté de communes de Rhône Valloire a délégué les services de collecte et de traitement au Sirctom qui a ensuite délégué la compétence de traitement au Sytrad.

Le Sirctom : syndicat intercommunal rhodanien de collecte et de traitement des ordures ménagères, communauté de communes Rhône-Valloire

Le Sirctom créé il y a plus de 20 ans a pour but de mutualiser sur le territoire les équipements et optimiser la gestion des ordures ménagères. Il réunit des communautés de communes et des communes isolées pour le ramassage des ordures ménagères, collecte sélective et évacuation des produits de déchetterie. Sur le territoire du Scot, le Sirctom concerne la communauté de communes Rhône-Valloire (15 communes, 21 897 habitants).

Ses compétences sont les suivantes :

- ramassage des ordures ménagères 1 à 3 fois par semaine, en bacs individuels ou collectifs
- collecte des produits recyclables (verre, corps plats et corps creux) au niveau de points d'apport volontaire
- réception des encombrants (gravats, ferrailles, divers, pneumatiques, etc.) sur les 5 déchetteries implantées sur son territoire
- traitement des déchets non valorisables sur un centre d'enfouissement technique situé à Saint-Sorlin-en-Valloire ; l'exploitation de ce centre a été transférée au Sytrad le 1er janvier 2005

Le Sytrad : syndicat de traitement des déchets Ardèche Drôme, communauté de communes Rhône Valloire

Fondé en 1992, il est compétent en matière de traitement des déchets ménagers et assimilés, y compris des matériaux issus des collectes sélectives.

À ce titre, le Sytrad dispose aujourd'hui :

- d'un centre de tri des collectes sélectives basé à Portes-lès-Valence (Drôme)
- d'un centre d'enfouissement technique installé sur le territoire du Scot à Saint-Sorlin-en-Valloire (Drôme)
- de trois centres de valorisation des déchets ménagers résiduels en cours de réalisation à Étoile-sur-Rhône, Saint-Barthélemy-de-Vals et Beauregard-Baret.

3.3 LA QUANTITÉ ET LES TYPES DE DÉCHETS PRODUITS

Chaque Français produit en moyenne 370 kilos d'ordures ménagères par an. C'est également la moyenne des cinq départements du Scot.

Ces dernières années, sur les cinq départements compris dans le Scot (comme sur l'ensemble de la France) on a pu observer une augmentation générale de production d'ordures ménagères par habitant de l'ordre de 1,3 % par an (chiffres Sindra). Les emballages, qui représentent un tiers des poubelles, sont l'une des raisons principales de cette augmentation.

Un déchet industriel banal (DIB) est un déchet ni inerte ni dangereux, généré par les entreprises dont le traitement peut éventuellement être réalisé dans les mêmes installations que les ordures ménagères : cartons, verre, déchets de cuisine, emballages, déchets textiles...

Pour les DIB, on peut retenir sur le territoire du Scot une augmentation minimum de l'ordre de 2 % par an, qui correspond à la fois à l'augmentation de la population et au développement de l'activité économique sur le territoire.

Selon la nature des déchets, ils peuvent être valorisés ou recyclés (par compostage ou recyclage). Il s'agit de déchets « fermentescibles » comme les produits alimentaires ou produits du jardin ou de déchets « recyclables » (papiers, verres, cartons, métaux, plastiques).

L'ensemble de ces déchets (fermentescibles et recyclables) représente environ 70 % des ordures ménagères.

Les déchets ne pouvant pas être valorisés, dits « ultimes », ne peuvent entrer dans aucune filière de réemploi, recyclage ou autre action visant à produire de l'énergie : ils représentent environ 30 % des ordures ménagères.

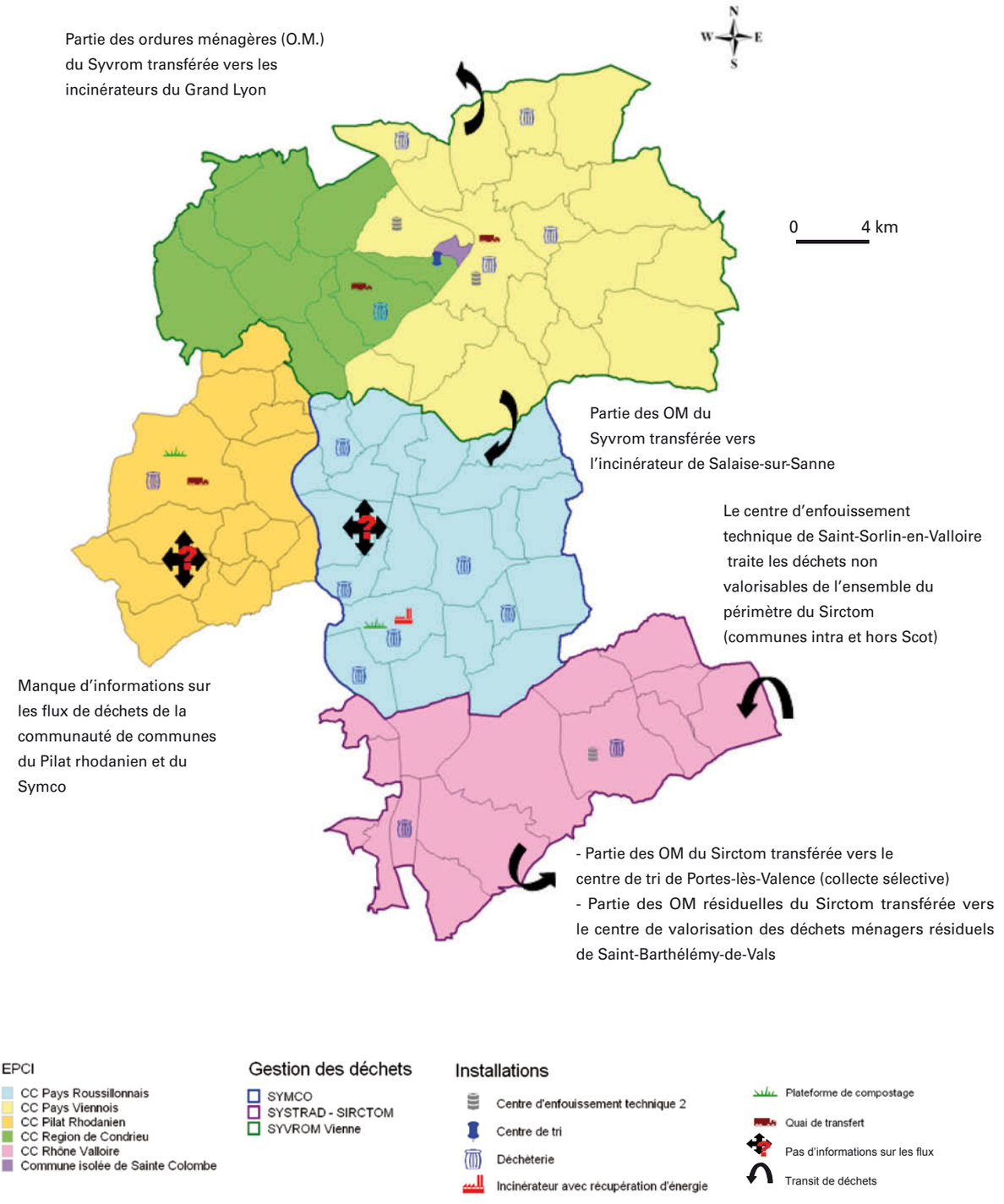
Globalement on retrouve dans les poubelles des cinq départements présents sur le territoire du Scot (chiffres Sindra) :

- 29 % de déchets fermentescibles
- 25 % de papier carton
- 13 % de verre
- 10 % de fine (éléments petits)
- 11 % de plastique
- 4 % de métaux
- 3 % de textile
- 5 % de déchets divers



Usine d'incinération, Salaise – Sablons

LES DÉCHETS : FLUX ET COMPÉTENCES AU SEIN DES INTERCOMMUNALITÉS



Les déchets d'équipements électriques et électroniques

Le déchet d'équipement électrique et électronique (DEEE ou D3E), est le déchet d'un équipement fonctionnant grâce à des courants électriques ou des champs électromagnétiques, c'est-à-dire tous les équipements fonctionnant avec une prise électrique, une pile ou un accumulateur (rechargeable).

Les consommables (cartouches, CD…) ne sont par exemple pas considérés comme des D3E au titre des réglementations existantes, sauf s'ils font partie intégrante du produit au moment de sa mise au rebut.

Ceux-ci sont parfois appelés **PEEFV : produits électriques et électroniques en fin de vie**. Le sigle MEEPFV est également utilisé pour désigner les matériels électriques et électroniques professionnels en fin de vie.

Certains D3E contiennent des substances dangereuses et doivent donc impérativement être dépollués avant tout type

de traitement ; ces D3E mis en décharge ou en incinération peuvent générer des émanations toxiques dans l'air, l'eau, le sol, dangereuses pour l'homme et/ou l'environnement.

De nombreuses fractions des D3E peuvent être valorisées, ce qui permet de préserver les ressources naturelles et de limiter les quantités de déchets mis en décharge ou incinérés.

Sur le territoire du Scot, il existe un centre de traitement spécialisé dans les D3E à Salaise-sur-Sanne. Il réalise uniquement le broyage préalable à une valorisation de la matière.

3.4 LA COLLECTE DES DÉCHETS

La collecte des déchets correspond à l'ensemble des opérations consistant à enlever les déchets et à les acheminer vers un lieu de transfert, de tri, de traitement ou de stockage.

On retrouve trois types de collecte sur le territoire du Scot des Rives du Rhône :

- la collecte des ordures ménagères (bac gris), service en porte-à-porte dont bénéficie la totalité des habitants du Scot
- la collecte sélective des emballages et papiers cartons, qui se met en place de manière progressive
- la collecte en déchèterie par apport volontaire

3.4.1 La collecte sélective

Elle concerne tous les matériaux recyclables c'est-à-dire le verre, les papiers/cartons, les métaux, les plastiques mais peut aussi concerner la fraction fermentescible des ordures ménagères (restes de repas, petits déchets de jardins...).

Selon la densité de l'habitat, la collecte sélective est organisée en porte-à-porte chez l'habitant ou en apport volontaire.

Il existe aussi des points de regroupement pour les déchets toxiques, le plus souvent dans les déchèteries, qui sont alors acheminés vers des unités de traitement spécialisées. Après collecte séparée des matériaux secs (emballages et papiers cartons), les déchets sont acheminés vers des centres de tri afin d'être classés par catégorie et conditionnés selon les exigences des industriels « repreneurs ».

Sur le territoire du Scot, la collecte du tri sélectif des cinq matériaux (plastique, fer, aluminium, papiers, carton et verre) a été instaurée sur :

- l'ensemble de la communauté de communes Rhône-Valloire (15 communes)
- la communauté de communes de Péage-de-Roussillon ; depuis le 1er janvier 2008, deux collectes sont assurées par semaine sur chacune des 22 communes du pays roussillonnais (une pour les déchets recyclables et l'autre pour les déchets non recyclables. Les ordures sont envoyées au centre de tri situé à Firminy.)
- la communauté de communes du pays viennois (18 communes) a institué la collecte de tri sélectif grâce à des points d'apport répartis sur l'ensemble de son territoire
- la communauté de communes de la région de Condrieu a mis en place le tri sélectif au porte-à-porte (tous les 15 jours) pour les communes d'Ampuis – Condrieu et Loire-sur-Rhône
- la communauté de communes du Pilat rhodanien : installation des points d'apport volontaires pour la collecte sélective

La quasi-totalité des communes du Scot (90 % d'entre elles) est concernée par la collecte sélective des cinq matériaux (les plastiques, le fer, l'aluminium, les papiers cartons et le verre). En revanche, la collecte des bio-déchets (fraction fermentescible des ordures ménagères) concerne seulement 2 % des communes.

3.4.2 La collecte sélective : quantité collectée par déchet

RÉPARTITION DES COLLECTES PAR DÉPARTEMENT ET PAR TYPE DE DÉCHETS EN 2007*

Département	Ordures ménagères résiduelles (kg/hab)	5 matériaux hors verre (kg/hab) (emballages et journaux/magazines)	Verre (kg/hab)	Fraction fermentescible des OM (kg/hab)	Apport en déchèterie (kg/hab)
Ardèche	317	38	35	31	187
Drôme	306	43	30	62	212
Isère	284	56	29	26	314
Loire	294	37	22	0	177
Rhône	284	48	22	0	130
MOYENNE	297	44,4	27,6	23,8	204

**Ratios sur population Insee 2006*
Source : Sindra (système d'informations des déchets ménagers en Rhône-Alpes)

3.4.3 Les déchèteries

On dénombre sur le territoire du Scot 12 déchèteries :

- C.C. du Pilat rhodanien : Pélussin
- C.C. de Rhône-Valloire : Andancette et Saint-Sorlin-en-Valloire
- C.A. du pays viennois : Villette-de-Vienne, Pont-Évêque et Vienne, Chasse-sur-Rhône
- C.C. du pays roussillonnais : Péage-de-Roussillon, Saint-Clair-du-Rhône, Salaise-sur-Sanne, Sablons et Anjou, Ville-sous-Anjou
- C.C. région de Condrieu : Ampuis + une déchèterie mobile pour les communes d'Échalas, de Longes, des Haies, de Trèves et de Saint-Romain-en-Gier

Ces cinq dernières années on peut observer une augmentation significative du tonnage des déchets apportés en déchèterie. C'est la raison pour laquelle une dizaine de points d'apport ont été instaurés sur le territoire du Scot.



Déchèterie intercommunale de Pélussin

3.5 LA DESTINATION ET LE TRAITEMENT DES ORDURES

Une fois collectés les déchets peuvent être valorisés ou stockés. La valorisation des déchets peut se faire de différentes façons :

- le recyclage de la matière à partir d'un centre de tri des collectes sélectives
- la valorisation organique
- la valorisation énergétique, qui est notamment mise en œuvre par les centres d'incinération

Concernant le stockage des déchets (non valorisés) il en existe deux sortes :

- centre d'enfouissement technique pour les déchets qui n'ont pu être valorisés
- stockage en décharge

3.5.1 Les centres de stockage

Les centres d'enfouissement technique (CET) sont des décharges conçues pour le stockage de déchets ultimes sans générer de pollution sur l'environnement.

On dénombre sur le territoire du Scot **trois centres de stockage autorisés, sur les communes de Vienne, Saint-Sorlin-en-Valloire et Saint-Romain-en-Gal.**

Sur Vienne, il s'agit d'une décharge gérée par la communauté d'agglomération du pays viennois et dont le maître d'ouvrage est le Syvrom. Sa date de fermeture est prévue pour mars 2020. La décharge de Vienne accueille les ordures ménagères et DIB prélevés sur 29 communes pour être soit enfouis soit incinérés.

La décharge est située en proximité immédiate d'un quartier d'habitation qui subit des nuisances (principalement olfactive) et d'un vallon d'une remarquable biodiversité.

La commune de Saint-Sorlin-en-Valloire accueille également un centre de stockage géré par le Sytrad. Ce centre stocke annuellement environ 15 000 tonnes de déchets. Le site géologique est très bon, mais les conditions d'exploitation doivent être améliorées.

À Saint-Romain-en-Gal, le site géré par Nicollin a dû être fermé en janvier 2008. Il accueillait les OM, les déchets de nettoiement de la voirie et les boues de Step. Ce site a reçu, en 1998, 11 000 tonnes d'OM, 38 000 tonnes de DIB, 2 500 tonnes de déchets de nettoiement de la voirie et 5 800 tonnes de boues.

3.5.2 Les quais de transfert

Il s'agit de l'ensemble d'installations et de moyens qui permet de transférer les déchets d'un point à un autre. Les installations peuvent être dédiées au compactage des déchets solides avant leur acheminement vers des sites d'élimination éloignés. En France, ce sont des installations classées relevant du régime d'autorisation.

Trois quais de transfert sont recensés sur le territoire du Scot sur les communes d'Ampuis et Salaise-sur-Sanne (exploités par Onyx Auvergne Rhône-Alpes) et sur Pélussin (exploités par la CC du Pilat rhodanien).

Projet de quai de transfert : extension de la décharge de Vienne

Un nouveau quai des transfert opérationnel depuis fin février 2008 pourrait être à l'origine de nouvelles nuisances olfactives et d'une augmentation notable de la circulation de poids lourds déjà importante sur le site. L'objectif de ce quai est d'accueillir les ordures ménagères des communes de la CAPV, des communes du pays de Condrieu et de la commune de Sainte-Colombe, soit 22 000 tonnes d'ordures ménagères par an, lesquelles sont ensuite transférées dans des véhicules de grande capacité pour être acheminées vers le centre de valorisation.

3.5.3 Les unités de traitement : usine d'incinération

Un incinérateur est un dispositif visant à détruire des objets par incinération, c'est-à-dire par une combustion aussi complète que possible. Les usines d'incinération peuvent être avec ou sans récupération d'énergie.

Sur le territoire du Scot, on dénombre **une seule usine d'incération sur la commune de Salaise-sur-Sanne,** exploitée par la société Tredi. Elle a réceptionné 23 700 tonnes de déchets ménagers et 197 450 tonnes de déchets industriels en 2005.

Il s'agit d'un centre de traitement thermique avec valorisation énergétique composé de trois unités d'incinération.

3.5.4 Les plateformes de compostage

Les plateformes de compostage permettent de fabriquer un compost utilisable en agriculture, à partir de déchets verts et de boues des stations d'épuration.

Le territoire du Scot possède **deux plateformes de compostage :**

- sur la commune de Pélussin (CC Pilat rhodanien) dont l'exploitant est Onyx Auvergne Rhône-Alpes. Cette plateforme est opérationnelle depuis septembre 1999.
- sur la commune de Salaise-sur-Sanne (CC du pays roussillonnais). C'est Symco, un syndicat mixte de compostage qui gère cette plateforme. Opérationnelle depuis mai 2005, cette unité de compostage revalorise aujourd'hui 4 500 tonnes de déchets verts et 4 600 tonnes de boues pâteuses par an, avec des contrôles stricts tout au long de la production. Elle regroupe les déchets des Step du Péage-de-Roussillon, de Saint-Maurice-l'Exil et de Saint-Alban-du-Rhône et les six déchetteries de la communauté de communes du pays roussillonnais.

3.5.5 Centres de traitement et de collecte

SYNTHÈSE DES CENTRES DE TRAITEMENT ET DE COLLECTE SUR LES RIVES DU RHÔNE EN 2010

Types d'installations	Nombre	Localisation
Déchèterie	12	Pélussin, Andance, Saint-Sorlin-en Valloire Villette de Vienne, Saint-Clair-du-Rhône, Vienne, Pont-Évêque, Péage-de-Roussillon, Salaise-sur-Sanne, Sablons et Anjou Ampuis + déchèterie mobile : Échalas, Longes, Les Haies, Trèves et Saint-Romain-en-Gier
Quai de transfert	4	Pélussin Albon Vienne (en projet) Salaise-sur-Sanne
Usine d'incinération	1	Salaise-sur-Sanne
Centre de stockage (déchets ultimes)	3	Saint-Sorlin-en-Valloire (centre d'enfouissement technique) Vienne Saint-Romain-en-Gal
Plateformes de compostage (broyage)	2	Péage-de-Roussillon Pélussin

Source : Sindra - système d'informations des déchets ménagers en Rhône-Alpes – http://www.sindra.org/

3.5.6 La valorisation des déchets

MODES DE VALORISATION DES DÉCHETS EN 2007

Dépt	Déchets ménagers assimilés (t/an)	Déchets par personne (kg/an)	% traité en centre de stockage	% incinéré avec valorisation énergétique	% incinéré sans valorisation des déchets	% traité en compost	% recyclé
Rhône	739 034 t	415 Kg	18 %	56,4 %	0	6.7 %	19 %
Isère	670 547 t	362 Kg	29 %	34 %	3 %	12,4 %	21 %
Loire	382 846 t	358 Kg	74 %	0,48 %	0	8 %	17 %
Drôme	293 483 t	353 Kg	74 %	0,5 %	0	7,5 %	18 %
Ardèche	141 222 t	362 Kg	63 %	0,28 %	0	14 %	23 %

TAUX DE VALORISATION DES DÉCHETS EN 2007

Dépt	Taux de valorisation matière (déchèterie, collecte sélective, compost)	Taux de valorisation énergétique (via un incinérateur)	Taux de valorisation global
Rhône	24,6 %	57,6 %	82,2 %
Isère	37,7 %	34,0 %	71,7 %
Loire	30,7 %	0,5 %	31,2 %
Drôme	30,4 %	0,6 %	34,6 %
Ardèche	31,1 %	0,4 %	31,5 %

Source : Sindra - système d'informations des déchets ménagers en Rhône-Alpes – http://www.sindra.org/

3.6 LES DÉCHETS : SYNTHÈSE ET ENJEUX

Le territoire des Rives du Rhône bénéficie en matière de gestion des déchets ménagers et industriels banals d'une certaine autosuffisance. De manière générale, le territoire Rives du Rhône privilégie le traitement thermique.

On note cependant un **déficit d'équipement** :

En matière de tri, le centre le plus proche se situant sur la commune de Firminy (Loire).

On note également l'absence de projet de traitement des déchets par méthanisation. Ce type d'équipement est pourtant une alternative intéressante à l'incinération, les unités, de plus petite taille, pouvant être adaptées à des gisements locaux, ce qui peut de ce fait limiter les transports de déchets.

Enfin, **les déchets dangereux, de type déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD)** ne sont que très peu abordés et traités dans les différents plans départementaux. Ces déchets, de par leur toxicité vis-à-vis du milieu naturel, représentent pourtant des gisements importants à considérer.

Enjeux

- réduire les déchets à la source
- augmenter la part valorisée :
  - améliorer le tri et augmenter la collecte sélective en porte-à-porte
  - augmenter le nombre de déchèteries pour faire jouer la proximité (Condrieu, Saint-Rambert-d'Albon, Anneyron, sud Pilat, balmes viennoises...)
  - diminuer la part stockée en centre ou décharge (Loire, Drôme, Ardèche)
  - créer de nouvelles filières (méthanisation...)
- limiter les impacts du site de stockage/transfert de Vienne en attendant sa fermeture
- trouver ou créer un centre de tri plus proche des Rives du Rhône

Chapitre 4

Sites et sols pollués

Les sites et les sols pollués sont généralement la conséquence d'un passé industriel. La pollution des sols s'effectue de manière localisée ou diffuse.

Les banques de données du BRGM Basias (inventaire des anciens sites industriels et activités de services) et Basol (inventaire des sites pollués ou potentiellement pollués et appelant à plus ou moins long terme une action de l'administration) permettent de connaître les sites pollués ou potentiellement pollués qui ont été recensés sur le territoire national par différents biais. Le couloir rhodanien a un fort caractère industriel ; certaines activités ont parfois engendré une pollution durable des sols.

4.1 LES DONNÉES BASOL

Sur le territoire du Scot l'inventaire Basol recense 20 sites potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Avec 17 sites, c'est le département de l'Isère qui concentre le plus de sols pollués, et notamment la communauté de communes du pays roussillonnais (la commune de Chasse-sur-Rhône compte à elle seule 7 sites Basol).

Les activités à l'origine des pollutions sont diversifiées (garages, stations essence, dépôts de ferraille, dépôts sauvages…).

Les impacts constatés sont dans la majeure partie des cas une pollution des eaux souterraines. On notera plus particulièrement la présence d'hydrocarbures sur les sites de Ceregrain, Finogra (Chasse-sur-Rhône), Rhodia (Salaise-sur-Sanne) ou Elf Antar (Serpaize).

Le tableau ci-dessous recense l'ensemble des sites potentiellement pollués présents sur le territoire du Scot et met en avant les sites avec impacts constatés.

LES SITES POTENTIELLEMENT POLLUÉS DU TERRITOIRE

Dépt	Commune	Nom du site	Type de pollution	Impacts constatés
Drôme	Andancette	PONT-A-MOUSSON	Polluants présents dans les nappes ou sols : fibre d'amiante	Pas d'impact constaté
Drôme	Saint-Rambert-d'Albon	BUBBLE et FOAM Industries S.A	Polluants présents dans les nappes ou sols : hydrocarbure, As, solvants halogénés	Teneurs anormales dans les eaux souterraines
Isère	Chasse-sur-Rhône	CEREGRAIN	Sols pollués : hydrocarbures, ZN, HAP, et Pb	Pas d'impact réellement constaté
Isère	Chasse-sur-Rhône	CHIMIDEROUIL	Risque de pollution des sols et des eaux souterraines par la présence de bains usés et de déchets	Pas d'impact réellement constaté
Isère	Chasse-sur-Rhône	CONDAT	Sols pollués : hydrocarbures, CR, CI, NI	Pas d'impact constaté
Isère	Chasse-sur-Rhône	FINORGA	Sols pollués : hydrocarbures et HAP	Pas d'impact réellement constaté
Isère	Chasse-sur-Rhône	SIRA	Dépôts de Cr, Ni, Pb, Zn, hydrocarbures	Pas d'impact constaté
Isère	Chavanay	Parking RN 86	Polluants présents dans les nappes ou sols : hydrocarbures	Teneurs anormales dans les eaux souterraines
Isère	Le Péage-de-Roussillon, Roussillon, Salaise-sur-Sanne	SITE CHIMIQUE DE ROUSSILLON	Polluants présents dans les nappes ou sols : cumène, phénols, benzène et cyanures	Teneurs anormales dans les eaux souterraines
Isère	Pont Evêque	BOCOTON	Polluants présents dans les nappes ou sols : As, Cr, Hg, HAP, PCB-PCT, Pb, Cu et hydrocarbures	Pas d'impact constaté
Isère	Reventin-Vaugris	NSVTA	Pollution possible due à l'utilisation de teinture, colorants, produits acides, alcool et produits chimiques divers	Pas d'impact réellement constaté
Isère	Sablons	SIRA	Polluants présents dans les nappes ou sols : Ar, Cr, Cu	Pas d'impact constaté

Dépt	Commune	Nom du site	Type de pollution	Impacts constatés
Isère	Saint-Clair-du-Rhône	Site des Roches	Polluants présents dans les nappes ou sols : As, Cr, Ni, HAP, Ba, Pb, TBP	Pas d'impact réellement constaté
Isère	Saint-Clair-du-Rhône	TOURMALINE REAL ESTATE	Polluants présents dans les nappes ou sols : As, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, Hydrocarbures, Solvants, halogénés, HAP	Teneurs anormales dans les eaux souterraines
Isère	Saint-Pierre-de-Boeuf	PEYRAVERNEY	Dépôt d'hydrocarbures Polluants présents dans les nappes ou sols : hydrocarbures et solvants halogénés	Teneurs anormales dans les eaux souterraines
Isère	Salaise-sur-Sanne	NOVAPEX	Polluants présents dans les nappes ou sols : hydrocarbures	Teneurs anormales dans les eaux souterraines
Isère	Salaise-sur-Sanne	RHODIA chimie	Dépôts de HAP et ammonium Polluant présent dans les nappes ou les sols : ammonium	Teneurs anormales dans les eaux souterraines
Isère	Salaise-sur-Sanne	RHODIA silicones	Dépôt d'hydrocarbures, HAP, Polluants présents dans les sols : hydrocarbures, HAP	Teneurs anormales dans les eaux souterraines
Isère	Salaise-sur-Sanne	TREDI	Dépôt d'hydrocarbures, solvants, halogénés et non halogénés	Plaintes concernant les odeurs
Isère	Serpaize	ELF ANTAR	Polluants présents dans les nappes ou sols : hydrocarbures	Pas d'impact réellement constaté
Isère	Vienne	FIMALAC	Polluants présents dans les nappes ou sols : As, Cd, Cr, Hg, Ni, Ba, Cu, Pb, Zn	Pas d'impact réellement constaté
Isère	Vienne	STATION DE REMPLISSAGE GNV et PARKING EDF GDF	Polluants présents dans les nappes et sols : HAP	Pas d'impact constaté
Isère	Villette-de-Vienne	ESSO	Polluants présents dans les nappes et sols : HAP et hydrocarbures	Pas d'impact réellement constaté
Isère	Villette-de-Vienne	SHELL	Pas de polluant détecté	Pas d'impact réellement constaté
Isère	Villette-de-Vienne	SPMR	Pas de polluant détecté	Pas d'impact réellement constaté
Isère	Villette-de-Vienne	TOTAL	Pas de polluant détecté	Pas d'impact réellement constaté
Loire	Saint-Pierre-de-Boeuf	Site industriel PEYRAVERNEY	Dépôts d'hydrocarbures. Polluants présents dans les nappes ou sols : PCB-PCT, hydrocarbures et solvants halogénés	Teneurs anormales dans les eaux souterraines
Rhône	Condrieu	Hôpital de Condrieu	Polluants présents dans les nappes ou sols : hydrocarbures	Pas d'impact constaté
Rhône	Loire-sur-Rhône / Givors	CPT EDF LOIRE-SUR-RHÔNE	Pollutions probables : hydrocarbures, métaux lourds et solvants halogénés ou non, de stockages de combustibles (fuel lourd et domestique) et de déchets (parcs à cendres et mâchefers : métaux et métalloïdes). Présence d'arsenic, traces de manganèse et d'hydrocarbure dans les eaux souterraines	Teneurs anormales dans les eaux souterraines
Rhône	Saint-Romain-en-Gier	Station-service Total Aire de Saint-Romain	Polluants présents dans les nappes ou sols : hydrocarbures	Teneurs anormales dans les eaux superficielles et/ou dans les sédiments. Teneurs anormales dans les eaux souterraines

4.2 LES DONNÉES BASIAS

La base Basias recense les anciens sites industriels. 22 anciens sites industriels et activités de service sont recensés sur les Rives du Rhône, principalement dans la vallée de la chimie (13 dans le département de l'Isère).

On retiendra plus particulièrement la commune de Vienne qui concentre 6 anciens sites industriels (activités diverses).

LES ANCIENS SITES INDUSTRIELS DU TERRITOIRE

Dépt	Commune	Nom du site	Type d'activité
Drôme	Albon	Carrières DELMONICO DOREL	Centrale d'enrobage (graviers enrobés de goudron, pour les routes par exemple)
Drôme	Anneyron	LAFUMA	Fabrication d'armes et de munitions
Drôme	Anneyron	Atelier de M. X	Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)
Isère	Auberive-sur-Varèze	Dépôt de la Cie FRANCAISE DE RAFFINAGE	Commerce de gros, détail, desserte de carburants, (station-service de toute capacité)
Drôme	Cheyssieu	Dépôt de M. ULMANN	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...)
Drôme	Le Péage-de-Roussillon	Décharge communale	Collecte des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'OM ; déchèterie)
Drôme	Le Péage-de-Roussillon	Poste d'enrobage S.A.A.D.A.	Centrale d'enrobage (graviers enrobés de goudron, pour les routes par exemple)
Isère	Pont-Évêque	Atelier M. NIVOLLET	Récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...)
Isère	Pont-Évêque	MANUFACTURE GENERALE D'ENGRAIS	Fabrication de produits azotés et d'engrais
Isère	Pont-Évêque	Usine FERRAND-FRANTZ	Ennoblissement textile (teinture, impression...) Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)
Isère	Salaise-sur-Sanne	Maison Gay-Morin & Blanc	Fabrication de produits explosifs et inflammables (allumettes, feux d'artifice, poudre...)
Isère	Vienne	Atelier de M. DYANT	Ennoblissement textile (teinture, impression...) Production et distribution de chaleur
Isère	Vienne	Atelier Ets S.E.R.M.	Traitement et revêtement des métaux (traitement de surface, sablage et métallisation, traitement électrolytique, application de vernis et peintures)
Isère	Vienne	Dépôt S.E.P.A.	Ennoblissement textile (teinture, impression...)
Isère	Vienne	Fabrique de M. HARICOT	Fabrication de jeux et jouets
Isère	Vienne	Usine Sté LUISET-COGNAT	Fabrication de caoutchouc synthétique (dont fabrication et/ou dépôt de pneus neufs et rechapage...)
Isère	Vienne	Usine Sté LUISET-COGNAT	Fabrication, transformation et/ou dépôt des matières plastiques (PVC, polystyrène...)
Loire	Maclas	Dépôt de M. BOUQUET	Dépôt de liquides inflammables
Loire	Maclas	Dépôt S.A. Tissages Moulinages P. VIORNERY	Dépôt de liquides inflammables
Loire	Maclas	Usine de M. FERLAY	Dépôt de liquides inflammables
Rhône	Sainte-Colombe	Atelier Ets LASHERMES	Fabrication d'articles en papier ou en carton (papier peint, toilette, emballage...)
Rhône	Sainte-Colombe	Fabrique de bougies Maurice LUISET	Fabrication de meubles, matelas, jeux et jouets. Autres industries diverses (crin, brosse, duvet, horlogerie, objets et bijoux fantaisie,...)
Rhône	Sainte-Colombe	L'ETIQUETTE MODERNE	Fabrication d'articles en papier ou en carton (papier peint, toilette, emballage...)

Chapitre 5

Risques naturels et technologiques

Le territoire du Scot des Rives du Rhône est concerné par les risques suivants :

- *le risque « inondation » en raison de la présence de nombreux cours d'eau*
- *le risque « mouvement de terrain »*
- *les feux de forêt*
- *le risque « industriel ou technologique » puisque plusieurs établissements considérés comme dangereux sont présents, notamment dans le couloir de la chimie*
- *le risque lié au transport de matières dangereuses, puisque ces départements comportent d'importants axes de circulation (routiers et ferroviaires essentiellement)*
- *le risque nucléaire*

Sur le territoire du Scot des Rives du Rhône, hormis la commune d'Échalas, la totalité des communes est concernée par un risque qu'il soit naturel ou technologique.

5.1 LES RISQUES NATURELS

5.1.1 Les risques d'inondation

Une inondation est une submersion plus ou moins rapide d'une zone, avec des hauteurs d'eau variables. Plusieurs phénomènes peuvent en être la cause :

- un débordement du cours d'eau - une remontée de la nappe phréatique
- des crues torrentielles
- un ruissellement en secteur urbain ou rural ou une stagnation des eaux pluviales

Sur le territoire, **64 communes sur 80 sont concernées par le risque d'inondation, soit 80 % des communes** (données BRGM prim.net). Il s'agit pour la plupart, de communes de rive gauche et des communes riveraines du Rhône. Mais seulement 30 communes ont un document de prévention des risques d'inondation.

Au-delà des zones inondables cartographiées, les inondations par ruissellement ont tendance à augmenter en raison de l'imperméabilisation croissante des terres (urbanisation, diminution des zones humides…) et des changements climatiques entraînant des phénomènes violents plus fréquents.

De nombreux arrêtés de catastrophes naturelles ont déjà été pris sur la partie iséroise du territoire.

Zones d'expansion de crue, milieux et aménagements favorisant l'infiltration et la rétention de l'eau dans les terrains naturels et agricoles doivent être pris en compte dans l'aménagement du territoire.

Les zones inondables représentées ci-après ont plusieurs sources :

- Rhône : servitudes de zones submersibles et enveloppe de crue de 1856 (source Cartorisque, MEEDDM)
- cours d'eau isérois : quatre vallées, Varèze, Sanne, Dolon : atlas de zones inondables de l'Isère (source Cartorisque, MEEDDM)
- cours d'eau de Bièvre-Valloire : Oron, Collières, Dolure, Argentelle, Bancel : cartographie des zones inondables des documents d'urbanisme communaux (source : communauté de communes de Rhône-Valloire)
- Source des documents de prévention : Prim.net 2008

5.1.2 Les mesures de prévention

Le plan de prévention des risques

Le plan de prévention des risques (PPR) a été institué par la loi 2 février 1995. Il est élaboré et mis en application par l'état en prévention des risques naturels prévisibles tels que les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches… Le PPR contient des mesures d'interdiction et des prescriptions pour deux types de zones : les zones exposées aux risques en tenant compte de la nature et l'intensité du risque encouru et des zones qui ne sont pas directement exposées mais où des réalisations pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux. Une fois approuvé par arrêté préfectoral, le PPR vaut servitude d'utilité publique et est annexé aux Pos.

Sur le territoire du Scot, 22 communes bénéficient actuellement d'un PPR inondation.

Le plan des surfaces submersibles

Le plan des surfaces submersibles (PSS) a pour seul objet l'organisation du libre écoulement des eaux et la conservation des champs d'inondation. Il est approuvé en conseil d'État. Il crée des servitudes concernant l'affectation et l'usage des sols dans les zones dénommées « surfaces submersibles », servitudes devant figurer en annexe des PLU.

Le plan d'exposition aux risques naturels l'article R.111-3 du code de l'urbanisme

L'article R111.3 du code de l'urbanisme permettait l'expropriation des bâtiments situés en zone inondable pour cause de salubrité publique. Il vaut PPR depuis la loi de février 1995.

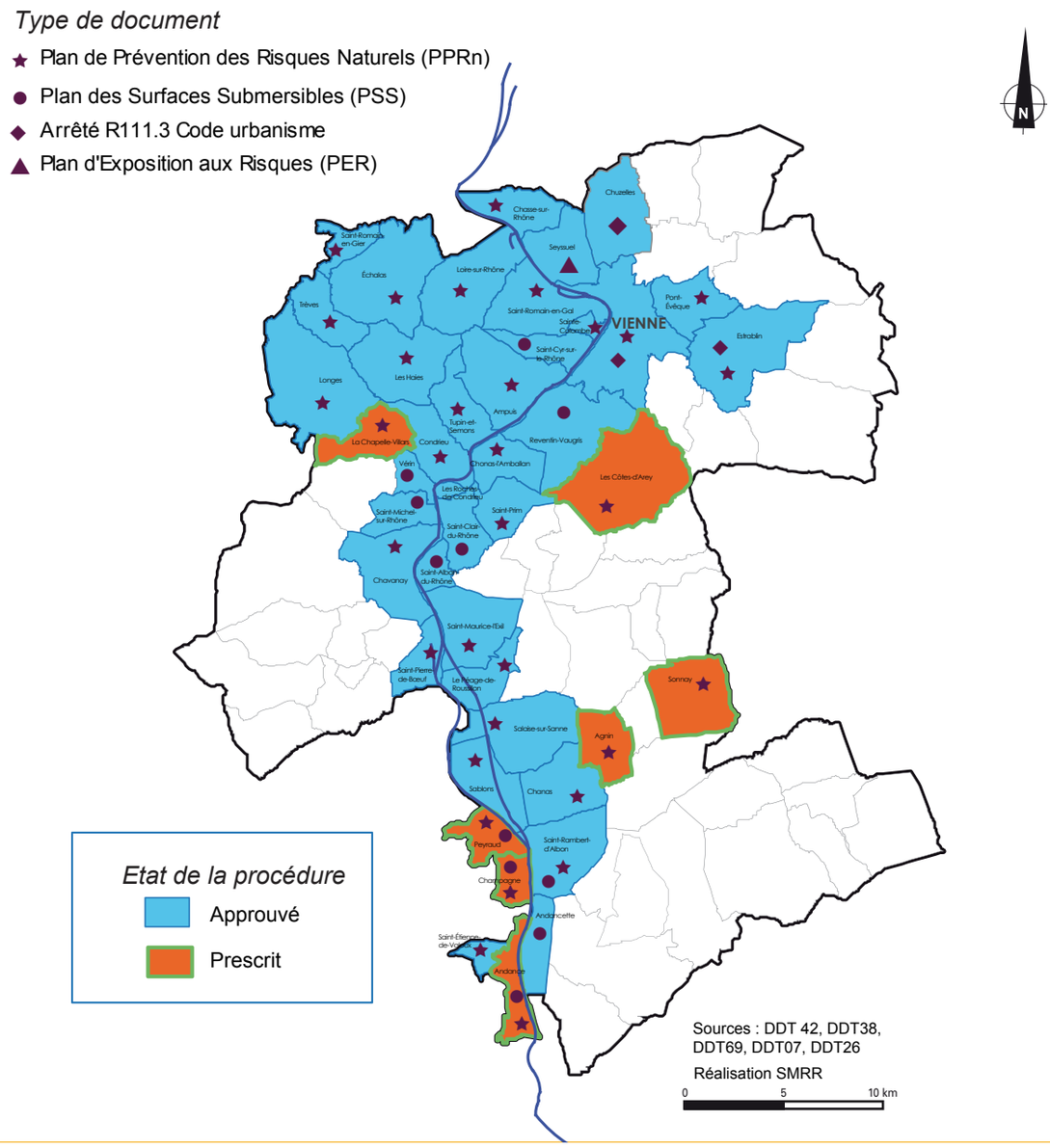
La commune de Chuzelles a utilisé l'article R.111-3 du code de l'urbanisme, en prescrivant un arrêté pour certaines habitations situées en zone inondable.

Orientations du Sdage

Le Sdage souhaite améliorer la gestion des eaux pluviales et de ruissellement, afin de ne pas aggraver les situations en aval. Les zones où les cours d'eau peuvent déborder et s'étendre de façon naturelle sont préservées en priorité.

Conserver ces zones en terrains agricoles (prairie si possible) permet de respecter la vie naturelle de cours d'eau, limiter les dégâts à l'aval par l'écrêtement des crues et la diminution de la vitesse d'écoulement et de recharger la nappe par infiltration.

ZONES INONDABLES ET DOCUMENTS DE PRÉVENTION DES RISQUES D'INONDATION



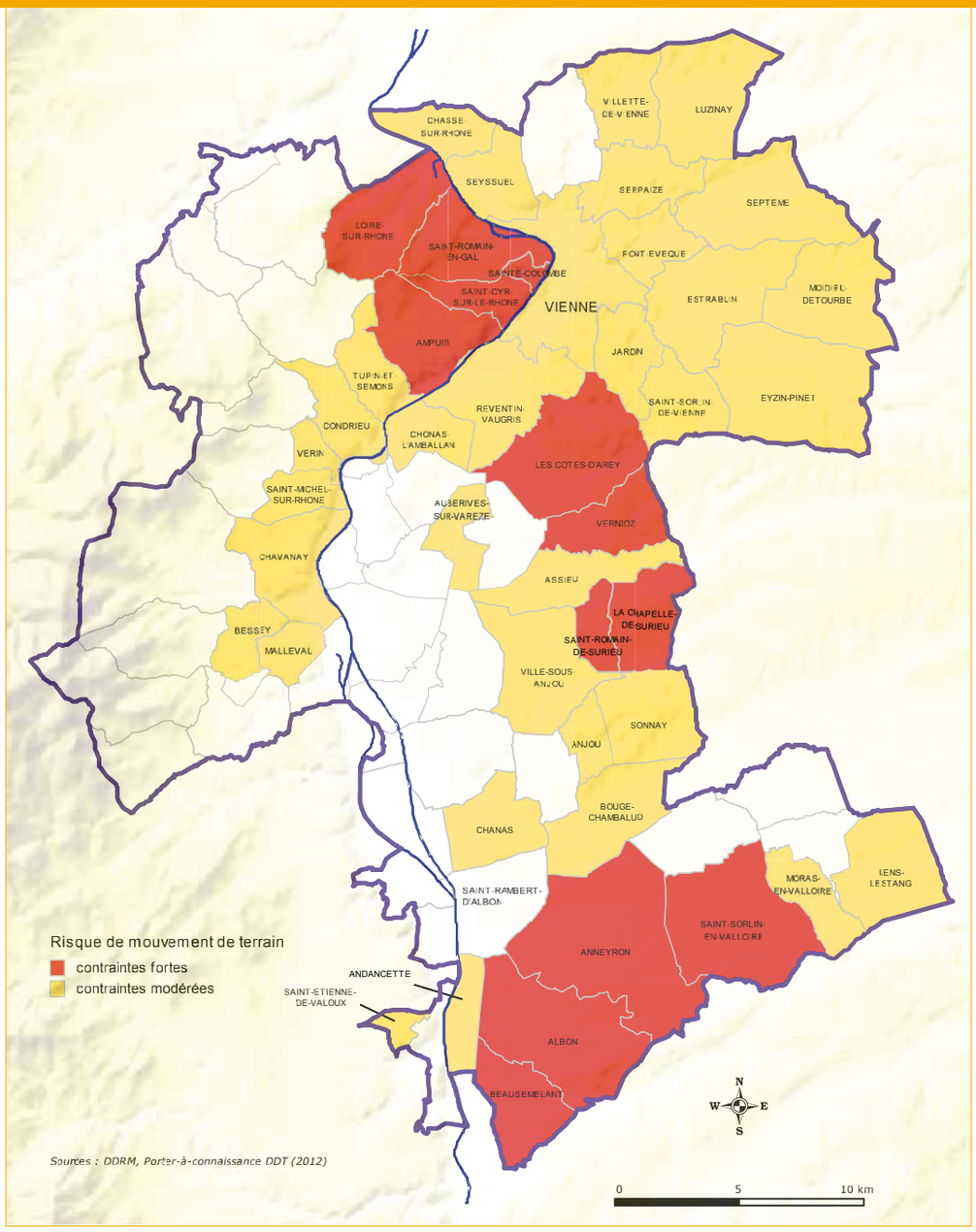
5.1.3 Les mouvements de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol. Il est principalement dû à des processus lents de dissolution ou d'érosion favorisés par l'action de l'eau, du vent et de l'homme (carrière, mines...).

Les mouvements de terrain peuvent se traduire de différentes façons :

- affaissement plus ou moins brutal de cavités souterraines (leurs emplacements figurent sur le site www.bdcavite.net).
- phénomène de gonflement ou de retrait lié aux changements d'humidité des sols argileux
- tassement des sols compressibles (tourbe, argile)
- glissement de terrains instables dans des secteurs de pente...

LES MOUVEMENTS DE TERRAIN



En raison des pentes (surtout en rive droite) et des substrats instables (essentiellement en rive gauche), **37 communes des Rives du Rhône (soit 47 %) sont exposées au risque de mouvement de terrain**. Dans les cas où des cartes d'aléas ont été réalisées, des règlements s'imposant aux PLU fixent les aptitudes à l'aménagement et les règles de constructibilité de ces secteurs.

Les communes d'Agnin, la Côte-Saint-André, Estrablin, Pont-Évêque, Sonnay et Vienne bénéficient d'un « PPR mouvements de terrain ».

La cartographie départementale de l'aléa « retrait-gonflement des argiles » a été établie pour délimiter les zones sensibles afin de développer la prévention du risque et est accessible sur internet www.argiles.fr. Les communes drômoises sont au moins en aléa faible, certaines en aléa moyen (Albon, Anneyron et Lens-Lestang) et il existe quelques sinistres répertoriés (Beausemblant, Lapeyrouse-Mornay et Moras-en-Valloire). La prise en compte du risque « retrait-gonflement des argiles » n'entraîne pas de contrainte d'urbanisme, mais passe par la mise en œuvre de règles constructives (détaillées sur le site www.argiles.fr). Leur application relève de la responsabilité des maîtres d'œuvre et des maîtres d'ouvrage.

5.1.4 Le risque de feu de forêt

Les forêts couvrent 22 367 hectares[4] soit 23,4 % du territoire du Scot. 25 communes du Scot (soit 32 %) sont concernées par des risques de feux de forêt : Andance, Champagne, Peyraud, Saint-Étienne-de-Valoux, Anneyron, Beausemblant, Auberives-sur-Varèze, Les-Côtes-d'Arey, Luzinay, Moidieu-Détourbe, Pont-Évêque, Saint-Sorlin-de-Vienne, Septème, Villette-de-Vienne, Bessey, La-Chapelle-Villars, Chavanay, Chuyer, Lupé, Maclas, Malleval, Pélussin, Roisey, Saint-Appolinard, Véranne.

5.1.5 Le risque de rupture de barrage

Un barrage artificiel est un ouvrage d'art, c'est-à-dire construit par l'homme, transformant généralement une vallée en réservoir d'eau. Il y a deux grands types de barrages :

- les barrages en maçonnerie
- les barrages en remblais

Le territoire du Scot est concerné par l'onde de submersion définie dans le cadre de la préparation du plan particulier d'intervention (PPI) du barrage de Vouglans situé dans le département du Jura.

Le calcul de cette onde a été établi à partir de données relatives aux vallées concernées et dans l'hypothèse d'une rupture totale et instantanée du barrage de Vouglans entraînant la rupture totale des barrages aval sous l'effet de l'onde.

Dans le département de l'Isère, l'onde de submersion couvre la vallée du Rhône en amont et en aval de l'agglomération lyonnaise.

Ainsi, les communes des départements de la Loire, de l'Isère et du Rhône sont concernées par le risque de rupture du barrage de Vouglans, soit 41 communes du territoire (52 % d'entre elles).

5.1.6 Le risque sismique

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un nouveau zonage sismique divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes (articles R563-1 à R563-8 du code de l'environnement) :

- une zone de sismicité 1 où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les bâtiments à risque normal (l'aléa sismique associé à cette zone est qualifié de très faible)
- quatre zones de sismicité 2 à 5, où les règles de construction parasismique sont applicables aux nouveaux bâtiments, et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières

Les communes du Scot des Rives du Rhône sont toutes concernées par un aléa de type modéré, à l'exception des communes de Trèves, Longes, Pélussin, Roisey, Véranne et Saint-Appolinard qui sont en zone de sismicité faible.

Les règles de construction parasismique sont des dispositions constructives dont l'application relève de la responsabilité des maîtres d'œuvre et des maîtres d'ouvrage (plus d'informations figurent sur le site www.planseisme.fr).

5.2 LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Un grand nombre d'établissements industriels ou logistiques à risques sont concentrés dans la région Rhône-Alpes, notamment sur le territoire du Scot des Rives du Rhône. Les risques industriels se traduisent aussi par le transport de matières dangereuses par la route, le rail et la voie d'eau. Dans l'attente des plans de prévention des risques technologiques (seulement 5 plans approuvés en France début 2009 pour plus de 450 sites accueillant plus de 650 établissements), des difficultés et des incertitudes demeurent pour évaluer avec précision les secteurs soumis aux risques industriels.

5.2.1 Les établissements classés Seveso

La directive européenne Seveso fait suite au rejet accidentel de dioxine en 1976 sur la commune de Seveso en Italie. Cet accident a incité les états européens à se doter d'une politique commune en matière de prévention des risques industriels majeurs. La directive Seveso 2 du 9 décembre 1996 demande aux États et aux entreprises d'identifier les risques associés à certaines activités industrielles dangereuses et de prendre les mesures nécessaires pour y faire face.

On recense sur les territoire **22 entreprises classées Seveso** (établissements potentiellement dangereux en fonction de plusieurs critères : activités, procédés de fabrication, nature et quantité des produits élaborés et/ou stockés...)

Les installations Seveso seuil haut (ou AS)

17 établissements sont classés Seveso seuil haut ou « AS », dont 16 se situent dans le département de l'Isère. Ils se concentrent sur les sites de Villette-de-Vienne, Roussillon/ Salaise et Saint-Clair-du-Rhône.

Liste des usines classées Seveso seuil haut :

- Adisseo France Sas Chimie, phytosanitaires, pharmacie : Salaise-sur-Sanne
- Adisseo France Sas Chimie, phytosanitaires, pharmacie : Saint-Clair-du-Rhône
- Adisseo PSR Chimie, phytosanitaires, pharmacie : Saint-Clair-du-Rhône
- Bluestar Silicones Chimie, phytosanitaires, pharmacie : Salaise-sur-Sanne
- Bm Chimie Transports : Salaise-sur-Sanne
- Compagnie des hydrocarbures, dépôts de pétrole et produits dérivés : Villette-de-Vienne
- Engrais sud Vienne, dépôt d'engrais : Salaise-sur-Sanne
- Esso Société Anonyme française, dépôts de pétrole, produits dérivés : Villette-de-Vienne
- Novasep Finorga : Chasse-sur-Rhône
- Nobel sport Mantaille : Anneyron
- Novapex Chimie, phytosanitaires, pharmacie : Roussillon
- Rhodia Opérations - Roussillon Chimie, phytosanitaires, pharmacie : Roussillon
- Rubis Stockage Pétrochimie, dépôt de produits chimiques liquides : Salaise-sur-Sanne
- Spmr, dépôts de pétrole et produits dérivés : Villette-de-Vienne
- Tourmaline Real Estate, entrepôts de produits dangereux : Saint-Clair-du-Rhône
- Total Raffinage Marketing - dépôts de pétrole et produits dérivés : Serpaize
- Total Raffinage Marketing - dépôts de pétrole et produits dérivés : Villette-de-Vienne

(4) Données Corine Land Cover 2006

Les installations Seveso seuil bas

Le territoire du Scot compte 5 entreprises Seveso seuil bas, toutes implantées en Isère sur les communes de Salaise-sur-Sanne, Roussillon, Péage-de-Roussillon et Sablons.

Liste des usines classées Seveso seuil bas en Europe au 31/12/2005

- Linde France, industrie des gaz : Salaise-sur-Sanne
- Osiris GIE Chimie, phytosanitaires, pharmacie : Roussillon
- Sogif - site de Roussillon industrie des gaz 38 : Roussillon
- Teris Roussillon incinération : Roussillon
- Thor : Salaise-sur-Sanne

Les communes de Roussillon et de Salaise-sur-Sanne sont les plus concernées par le risque technologique.

Les plans de protection des risques technologiques

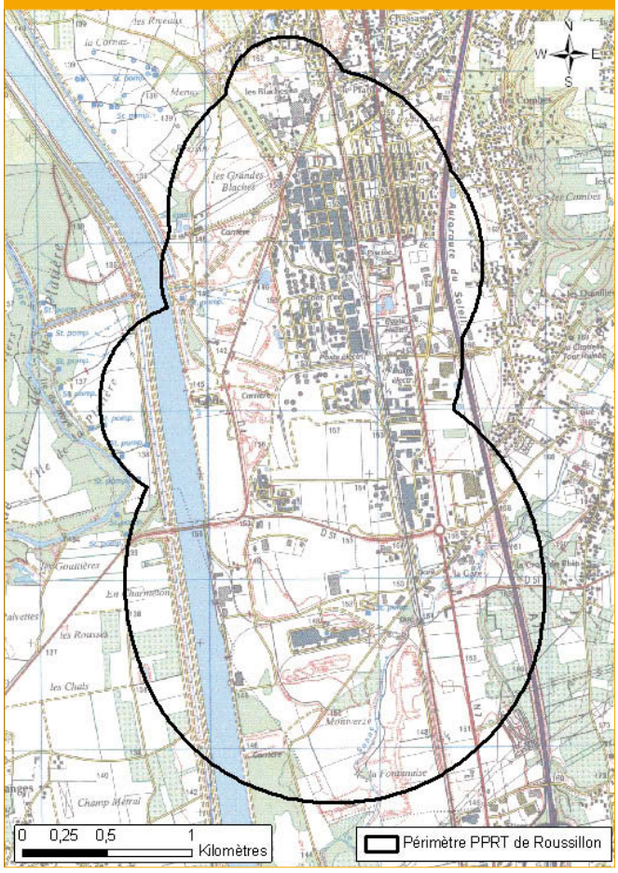
Créés par la loi « risques » du 30 juillet 2003, les plans de prévention des risques technologiques (PPRT) vont permettre de contribuer à définir une stratégie de maîtrise des risques sur les territoires accueillant des sites industriels à risques. Combinant réduction des risques à la source, réglementation de l'urbanisation et des constructions, mesures foncières pouvant aller jusqu'à l'expropriation, ces plans seront des leviers puissants pour l'action publique.

Le PPRT de Roussillon, arrêté le 6 Avril 2009 concerne les établissements suivants :

- Adisseo France
- Bluestar silicones
- Engrais sud Vienne
- Geodis Bm Rhône-Alpes
- Rubis stockage (Salaise-sur-Sanne)
- Novapex
- Rhodia opérations (Roussillon)

Il couvre un territoire de 8,5 km² sur les communes de Roussillon, Péage-de-Roussillon, Salaise-et-Sablons.

PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE DU PPRT DE ROUSSILLON



Le tableau ci-dessous recense la liste des autres PPRT prévus sur le territoire du Scot (par établissement) pour lesquels nous ne disposons pas encore d'informations précises concernant la délimitation des périmètres. En attendant les périmètres d'étude précis, une zone tampon de 1 500 mètres autour de l'entreprise peut être prise en compte.

PPRT PRÉVUS SUR LE TERRITOIRE

Établissements	Communes	Communes concernées
SPMR, Total raffinage marketing, Esso, CDH	Villette-de-Vienne Serpaize	Luzinay, Serpaize, Villette-de-Vienne
Nobel sport	Anneyron	Anneyron
Addisseo France, Addisseo Psr, Sas, Rhodia Eco Services, Tourmaline Real Estate	Saint-Clair-du-Rhône	Auberives-sur-Varèze, Cheyssieu, Chonas-l'Amballan, Clonas-sur-Varèze, Les-Côtes-d'Arey, Reventin Vaugris, Les-Roches-de-Condrieu, Saint-Alban-du-Rhône, Saint-Clair-du-Rhône, Saint-Maurice-l'Exil, Saint-Prim
Novasep Finorga	Chasse-sur-Rhône	Chasse-sur-Rhône
Port pétrolier de Givors	Givors	Chasse-sur-Rhône

Source : Dreal

5.2.2 L'installation nucléaire de base de Saint-Alban-du-Rhône – Saint-Maurice-l'Exil

Une centrale nucléaire est localisée sur la commune de Saint-Alban-du-Rhône. En cas de dysfonctionnement ou d'accident, une grande partie du territoire du Scot serait concernée par un risque majeur (impliquant un enjeu humain) d'irradiation et/ou de contamination.

L'Isère et la Loire sont particulièrement exposées au risque, tandis que le département du Rhône connaît un risque encore mal défini.

Pour tout projet situé en zone de danger de la centrale nucléaire de Saint-Alban-du-Rhône - Saint-Maurice-l'Exil, un avis de l'ASN est sollicité.

Sur le territoire 14 communes sont situées en périmètre de risque nucléaire.

5.2.3 Les transports de matières dangereuses

Par voie routière, ferroviaire ou fluviale

Les réglementations concernant les TMD sont gérées, pour la route et la voie d'eau, par la commission économique pour l'Europe des nations unies. Chaque « récipient » destiné à contenir une matière dangereuse doit ainsi répondre à des spécificités techniques précises. Les processus de fabrication sont imposés, des vérifications et des tests de contraintes sont effectués (étanchéité, résistance à la chute, au gerbage, à de fortes pressions…).

Le trafic concernant le transport de matières dangereuses se répartit au deux tiers sur les voies routières et pour un tiers sur les voies ferrées. Les transports maritimes, aériens et les réseaux de canalisations ne représentent que 5 % du trafic. Les matières dangereuses ainsi transportées peuvent être inflammables, toxiques, explosives, corrosives ou radioactives, et risquer de causer des dommages humains, matériels ou environnementaux.

Sur le territoire des Rives du Rhône, les risques liés au transport de matières dangereuses concernent 65 communes soit 81 % d'entre-elles.

Les matières dangereuses sont principalement acheminées par l'intermédiaire de l'autoroute A7, leur transport étant interdit sur la RD4 et la RN7 en raison d'une descente jugée dangereuse entre Vienne et Péage de Roussillon.

Dans le département de la Loire, les matières dangereuses sont transportées via la RN86 et par voie ferrée en rive droite. Les communes concernées sont : Vérin, Saint-Michel-sur-Rhône, Chavanay, Malleval et Saint-Pierre-de-Bœuf.

Sur le département du Rhône toutes les communes du Scot sont concernées par le transport de matières dangereuses à l'exception de la commune d'Échalas.

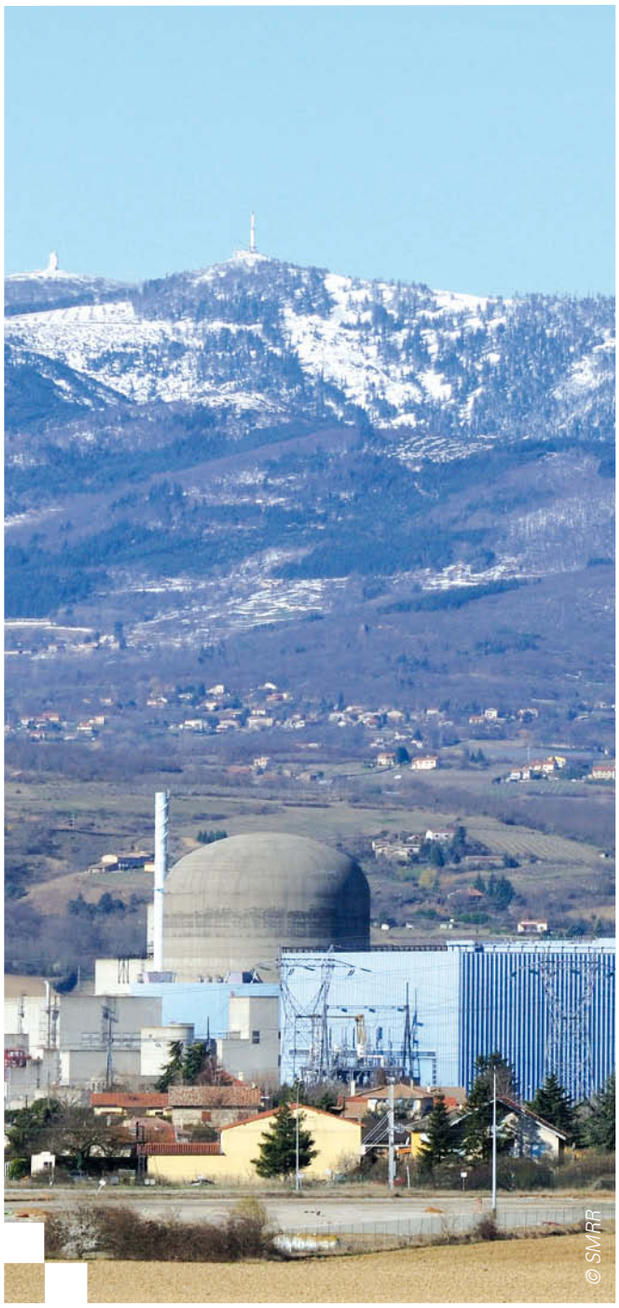
Par canalisations

Le territoire du Scot des Rives du Rhône est traversé par un grand nombre de canalisations de transport de matières dangereuses.

On recense sur le territoire plusieurs canalisations de transport de gaz naturel exploitées par Gaz de France :

- une canalisation de transport d'hydrogène (hydrogénoduc Feyzin – Salaise-sur-Sanne)
- trois canalisations de transport de pétrole brut exploitées par la société du pipeline sud européen (SPSE)
- les différentes branches constitutives de la canalisation de transport de produits pétroliers raffinés exploitée par la société pipeline Méditerranée Rhône (SPMR)
- une canalisation de transport de produits pétroliers raffinés exploitée par Total (une autre canalisation, dont l'exploitation a cessé, traverse également les communes de Chasse-sur-Rhône (38) et Loire-sur-Rhône (69))
- une canalisation de transport de propylène Feyzin – Le-Grand-Serre, Pont-de-Claix exploitée par la société Transugil propylène
- une canalisation de transport d'aldéhyde méthyl-thiopropionique (AMTP) exploitée par la société Adisseo France SAS
- une canalisation de saumure exploitée par la société Chloralp à Hauterives (26)
- une canalisation oxydic Linde France – Teris Roussillon
- une canalisation azoduc Linde France – Eurofloat.

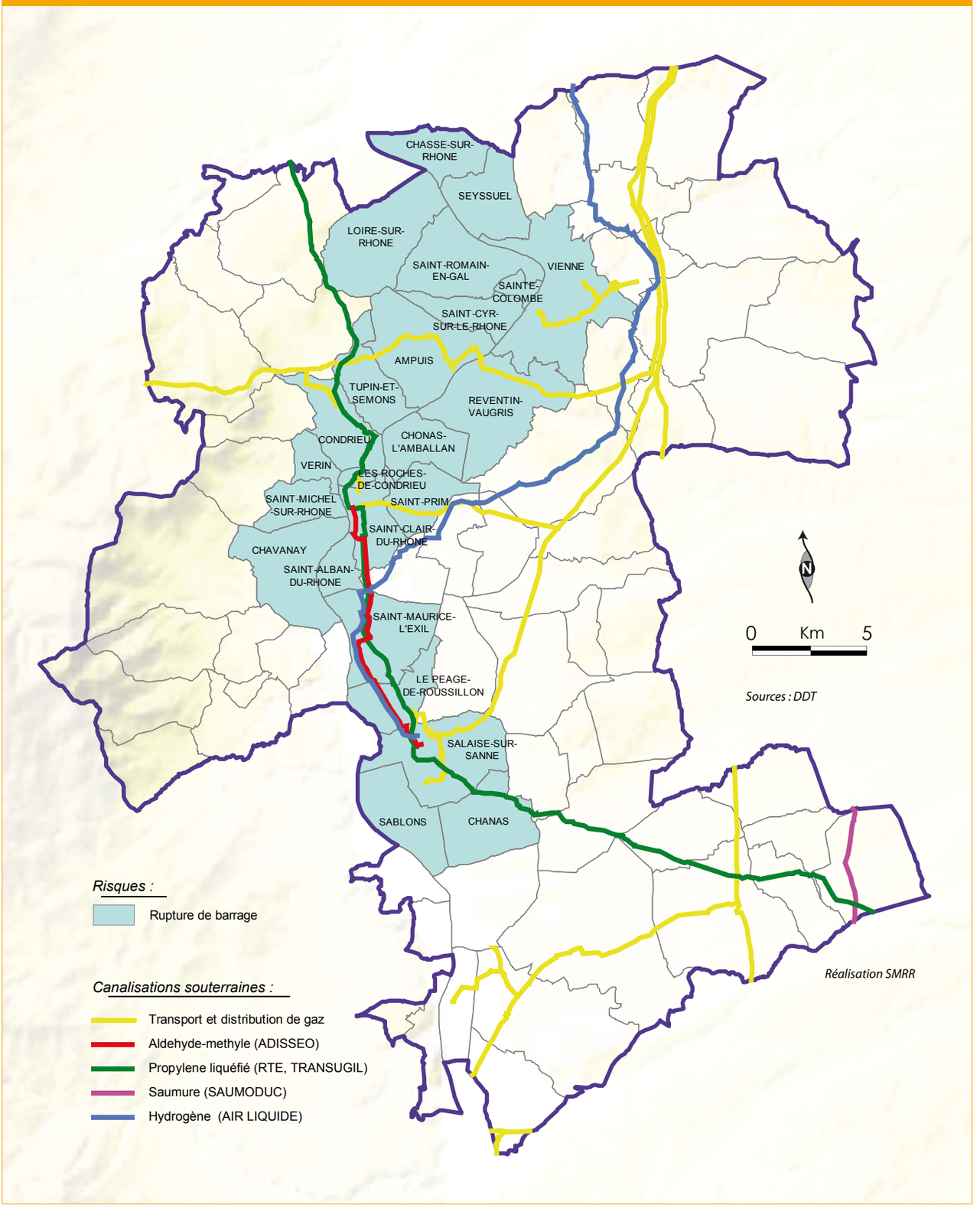
Le territoire du Scot est également concerné par le pipeline oléoduc de défense commune n°1 (ODC1) Marseille Langres exploité par la société Trapil. Les oléoducs de défense ne sont pas soumis au contrôle technique de la Dreal. En effet, ces ouvrages relèvent de la mission de contrôle technique mise en place au sein de la direction centrale du service des essences des armées.



Centrale nucléaire Saint-Alban-du-Rhône / Saint-Maurice-l'Exil

Document 4

RISQUES TECHNOLOGIQUES – CANALISATIONS DE MATIÈRES DANGEREUSES ET RISQUE DE RUPTURE DE BARRAGE



Synthèse et enjeux des risques et nuisances

La vallée du Rhône concentre 60 % de la population du territoire et la plupart des contraintes naturelles et technologiques : risques d'inondation, pressions sur les ressources en eau, risques de pollution, sites industriels classés, grandes infrastructures de transport, etc.

6.1 ATOUTS

→ Pollution de l'air

- présence d'un plan régional pour la qualité de l'air et d'un plan de protection de l'atmosphère sur l'agglomération lyonnaise
- une qualité de l'air bien suivie et globalement satisfaisante, malgré des niveaux de pollution parfois élevés et non conformes aux seuils, le long des axes routiers (A7, N7) et à proximité des industries

→ Gestion des déchets

- collecte sélective engagée sur tout le territoire
- autosuffisance en matière de déchets ménagers et industriels

→ Risques naturels

- des démarches de gestion concertée de la ressource en eau qui prennent en compte le risque d'inondation

→ Risques technologiques

- conscience et connaissance des risques notamment dans le pays roussillonnais
- nombreux projets de PPRT

6.2 CONTRAINTES

→ Pollution de l'air

- une concentration de gros émetteurs industriels notamment sur le pays roussillonnais
- des niveaux de pollution parfois élevés et non conformes aux seuils, le long des axes routiers (A7, N7) et à proximité des industries
- un territoire particulièrement touché par l'ambroisie

→ Gestion des déchets

- peu de centres de compostage, en particulier de déchets verts
- une pénurie d'installation de tri sélectif
- des conditions d'exploitation qui doivent être améliorées sur la décharge de Saint-Sorlin-en-Valloire
- des nuisances engendrées par la décharge de Vienne
- un manque d'équipement en rive droite
- besoin de capacité supplémentaire notamment pour les décharges de classe III
- absence de projet pour une unité de compostage

→ Risques naturels

- un territoire largement concerné par les inondations
- certains risques encore mal connus ou mal délimités : mouvement de terrain, feu de forêt...
- manque de documents de prévention communaux

→ Risques technologiques

- un nombre important de sites pollués ou potentiellement pollués avec des impacts non négligeables (atteinte de la nappe)
- un nombre important d'ICPE
- 17 entreprises classées Seveso seuil haut (ou AS) et 5 entreprises Seveso seuil bas contraignant fortement le territoire de plusieurs communes : Saint-Clair-du-Rhône, Salaise-sur-Sanne et Roussillon en particulier
- présence de la centrale nucléaire de Saint-Alban-du-Rhône

6.3 ENJEUX

Contre les effets sur l'homme et l'environnement des risques et des nuisances

→ surveiller, informer, sensibiliser :

- au sujet de la qualité de l'air : poursuivre les mesures et la surveillance actuelle
- au sujet des risques d'inondation : poursuivre l'élaboration des documents de prévention communaux
- au sujet des risques technologiques
- au sujet des risques naturels autres que les inondations, souvent méconnus

→ améliorer les situations critiques :

- impacts de la décharge de Vienne sur les riverains et les milieux naturels voisins
- sites et sols pollués ayant un impact, sur les eaux souterraines en particulier
- créer ou trouver un centre de tri des déchets à proximité des Rives du Rhône
- exposition de certaines populations à des niveaux de pollution de l'air parfois élevés et non conformes aux seuils, le long des axes routiers (A7, N7) et à proximité des industries.

→ prendre en compte dans l'aménagement du territoire :

- les risques technologiques au travers des PPRT
- les zones inondables par le biais de zones d'expansion des crues
- les sites et sols pollués identifiés
- les nuisances sonores
- les territoires en surexposition en matière de qualité de l'air

Contre l'augmentation des risques et des nuisances par les activités humaines

→ réduire à la source :

- les émissions polluantes (industries, circulation…) en utilisant les meilleures technologies disponibles
- les déchets
- les émissions sonores des axes de transport en zone urbanisée résidentielle, des activités économiques
- le ruissellement en favorisant l'infiltration des eaux pluviales
- lutter contre l'expansion et le développement de l'ambroisie

→ changer de pratique :

- inciter au développement et à la pratique des modes de transport « doux » ou collectifs
- préserver les champs d'expansion de crue, les zones humides et tout milieu ayant des capacités de rétention des eaux
- augmenter la part valorisée des déchets
- augmenter le nombre de déchèteries et la collecte sélective en porte-à-porte
- créer de nouvelles filières de valorisation des déchets
- réduire les trafics polluants
- associer les industriels et les agriculteurs à l'élaboration de schémas territoriaux de réduction des gaz à effet de serre

Mémo

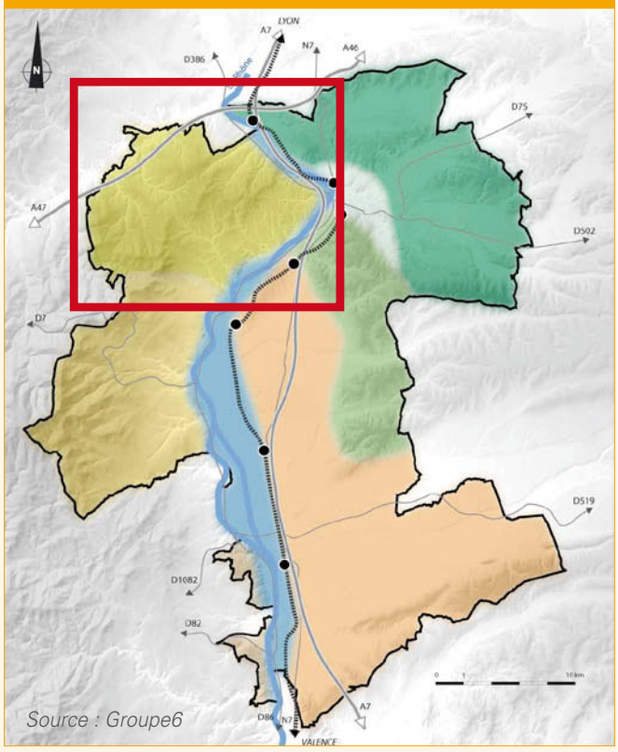
Document 4

PARTIE 6

Synthèse des enjeux

La région de Condrieu

LA RÉGION DE CONDRIEU



Source : Groupe6

Enjeux environnementaux

Préserver et gérer les espaces naturels remarquables.

Maintenir et concilier :

- qualité de vie
- qualité, diversité et fonctionnalité des milieux naturels
- activités économiques (agriculture, carrière…)

Gérer de manière concertée la ressource en eau en adaptant la quantité aux demandes.

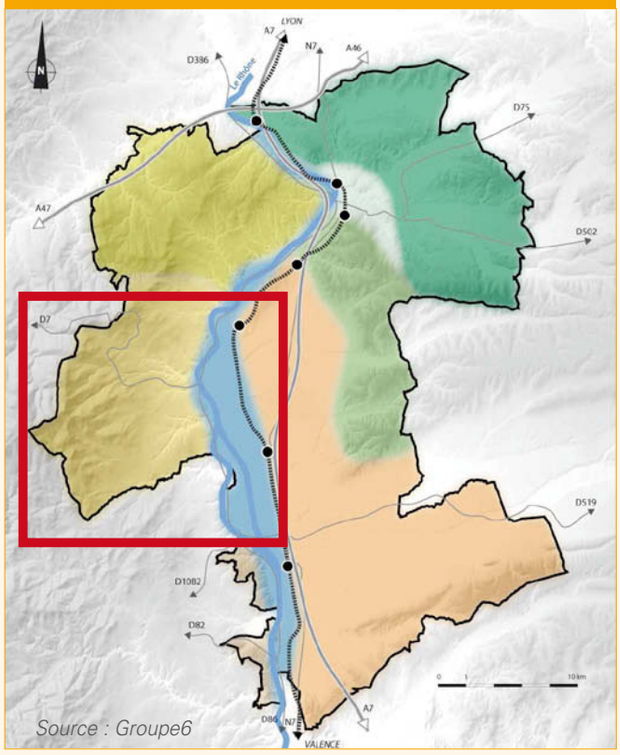
LA RÉGION DE CONDRIEU

Avantages - Atouts	Contraintes - Menaces
Un territoire entièrement compris à l'intérieur du parc naturel du Pilat	Un terrain contraint par la topographie et isolé par les infrastructures routières
Des espaces naturels remarquables bien connus (ZNIEFF, zones humides, corridors…)	Mais peu ou pas protégés
Des communes au riche passé historique et patrimonial : Ampuis, Condrieu, Saint-Romain-en-Gal…	
Un potentiel forestier à exploiter pour le chauffage	Une tendance à l'enfrichement menaçant biodiversité et paysages Des risques de feu de forêt
Un potentiel de matières premières	Impacts du développement de la carrière de Longes (transport, bruit, poussière…) ? Risque d'affaissements (anciennes mines)
Des terroirs agricoles valorisés par des AOP	Mais peu ou pas protégés
Un cadre de vie de qualité sur le plateau (air, bruit) à l'écart des grandes vallées	Menacé par une pression urbaine et une tendance au mitage
Site industriel de Loire-sur-Rhône à revaloriser	Un développement économique et urbain au bord du Rhône contraint par les risques et la topographie Une ressource en eau en faible quantité et des demandes en croissance (agriculture, collectivités) Une absence de gestion collective et concertée de la ressource Valorisation « matière » des déchets à améliorer Un projet de grande infrastructure (CoI)

Chapitre 2

Le Pilat rhodanien

LE PILAT RHODANIEN



Source : Groupe6

Enjeux environnementaux

Préserver et gérer les espaces naturels remarquables.

Maintenir et concilier :

- qualité de vie
- qualité, diversité et fonctionnalité des milieux naturels
- activités économiques (agriculture, agroalimentaire…)

Gérer de manière concertée la ressource en eau en adaptant la quantité aux demandes.

Faire des efforts d'amélioration des services d'assainissement collectif, de gestion des déchets en lien avec la croissance de la population.

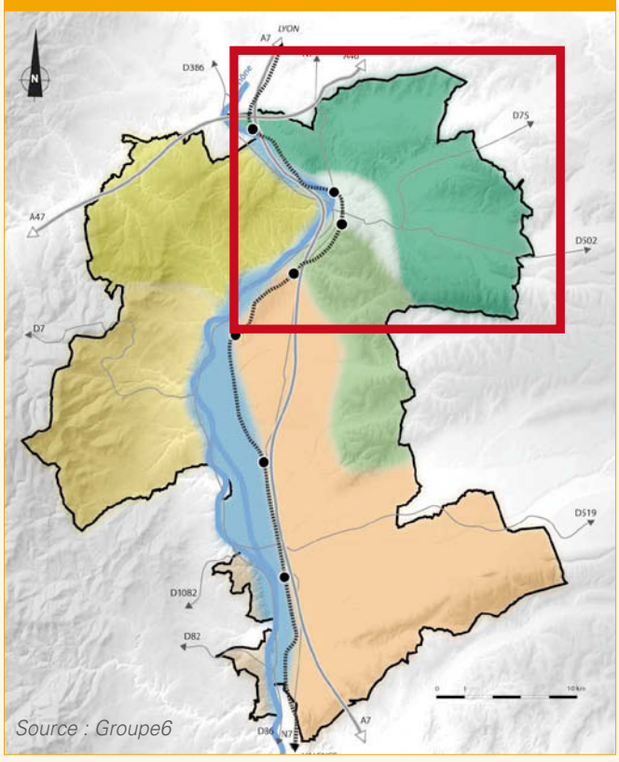
LE PILAT RHODANIEN

Avantages - Atouts	Contraintes - Menaces
Un territoire entièrement compris à l'intérieur du parc naturel du Pilat	
Des espaces naturels remarquables bien connus (ZNIEFF, tourbière, crêt, hêtraies…)	Mais peu ou pas protégés
Site patrimonial de Malleval à forte identité paysagère et identitaire	
Un potentiel forestier à exploiter pour le bois de chauffage et les bois d'oeuvre	Une tendance à l'enfrichement menaçant biodiversité et paysages Des risques de feu de forêt
Des terroirs agricoles valorisés par des AOP	Mais peu ou pas protégés
Un cadre de vie de qualité sur le plateau (air, bruit) à l'écart des grandes vallées	Menacé par une pression urbaine et une tendance au mitage
Un développement économique porté par des AOP ou des labels de qualité	Une perte de vitesse de l'activité agricole Un développement économique et urbain au bord du Rhône contraint par les risques et la topographie Présence de sites et sols pollués Une ressource en eau en faible quantité et des demandes en croissance (agriculture, collectivités) Une absence de gestion collective et concertée de la ressource Des équipements d'assainissement qui demandent à évoluer et à s'adapter à la croissance de la population Un déficit de collecte sélective des déchets (porte-à-porte, déchèterie) Valorisation des déchets à améliorer

Chapitre 3

Le pays viennois

LE PAYS VIENNOIS



Source : Groupe6

Enjeux environnementaux

Préserver le « cœur vert » des balmes viennoises, ses richesses écologiques et sa fonctionnalité biologique.

Protéger les espaces naturels remarquables qui ne sont pas gérés ou protégés en tant que tels (pelouses sèches, combe du Loup…)

Préserver les ressources en eau, en particulier pour l'alimentation en eau potable. Préserver les zones de captage potentielles dans la vallée du Rhône.

Poursuivre les efforts d'amélioration des services d'assainissement collectif et de gestion des déchets en lien avec la croissance attendue de la population.

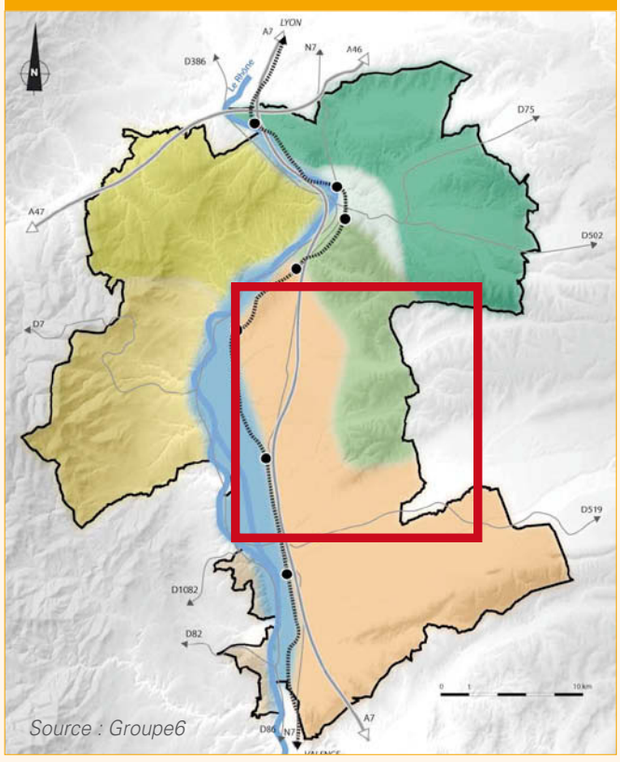
Favoriser les modes de transports collectifs, les modes doux et les possibilités de trajets multimodaux.

LE PAYS VIENNOIS

Avantages - Atouts	Contraintes - Menaces
Un patrimoine naturel remarquable	Mais pas reconnu « officiellement », peu ou pas protégé, soumis à de nombreuses pressions, qui a tendance à être fragmenté, etc.
Des terroirs agricoles de qualité	Menacés par la pression foncière, le mitage, la concurrence avec les autres activités sur les terrains plats
Un patrimoine architectural et archéologique exceptionnel	Qui entraîne des contraintes à l'urbanisation
Des ressources en eau importantes	Mais des nappes alluviales très vulnérables De gros prélèvements en eau superficielle et des cours d'eau qui s'assèchent
Une démarche de gestion de la ressource en eau	Pollutions menaçant l'eau potable (rejets depuis l'usine Danone, pollutions agricoles)
Un réseau d'assainissement en cours d'évolution pour résoudre les problèmes et s'adapter à la croissance de la population	Une décharge impactant notablement l'environnement humain et naturel
Un territoire bien desservi en transports	Un territoire soumis à des nuisances (bruit, air)
Une agglomération offrant de nombreux services	Une agglomération contrainte physiquement Un territoire soumis à une forte pression urbaine entraînant mitage et dévalorisation paysagère
Un patrimoine industriel à valoriser, des friches industrielles disponibles pour du renouvellement urbain	Des sites et sols pollués à traiter Un territoire soumis à de nombreux risques : inondation, mouvement de terrain, technologiques (Villette-de-Vienne, Chasse), canalisations de matières dangereuses… Des projets de grandes infrastructures (Col, CFAL…)

Le pays roussillonnais

LE PAYS ROUSSILLONNAIS



Source : Groupe6

Enjeux environnementaux

Préserver et concilier espaces naturels remarquables et activités économiques (Platière, prélèvements et rejets industriels).

Assurer une alimentation en eau potable en quantité et qualité suffisantes.

Concilier risques technologiques et développement du territoire.

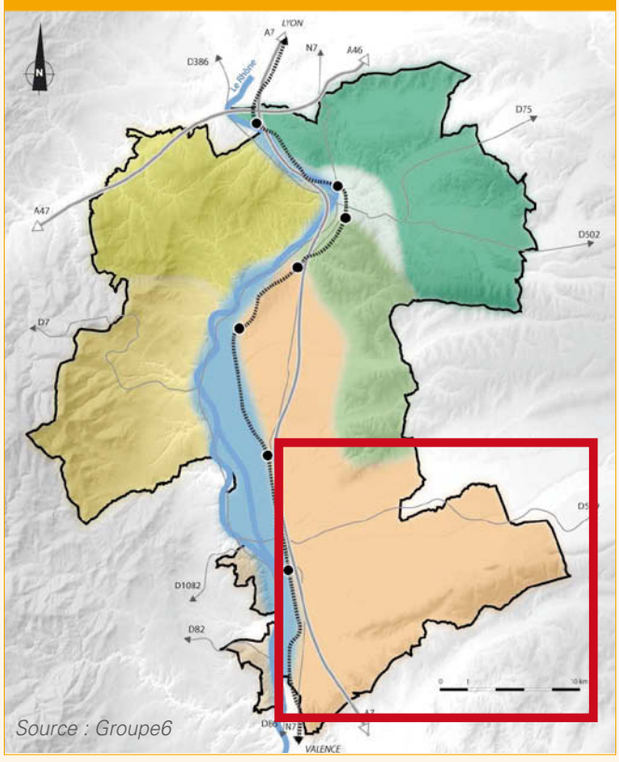
LE PAYS ROUSSILLONNAIS

Avantages - Atouts	Contraintes - Menaces
Des terroirs agricoles de qualité voire stratégiques	Mais non protégés
Des ressources en eau abondantes	Mais soumises à des pressions polluantes (agriculture, sites pollués) et à de gros prélèvements, dont l'exploitation impacte les milieux naturels (Platière) et compromet l'utilisation Pas de gestion concertée de l'eau par bassin
Espace naturel remarquable de l'île de la Platière	Menacé par le projet de contournement routier de Roussillon Des espaces naturels non protégés mais essentiels au bon fonctionnement des cours d'eau et des réseaux écologiques (Varèze, Sanne)
Des activités économiques (pôle chimique, centrale) faisant « vivre » le secteur	Des risques technologiques importants (9 sites Seveso AS) Des impacts notables sur la qualité de l'air
Un bon réseau de surveillance de l'air	Des zones urbanisées soumises à de nombreux risques et nuisances
Potentiel de développement de l'énergie éolienne	
Des unités de traitement des déchets relativement développées	Des stations d'épuration en limite de capacité (Péage-de-Roussillon, Saint-Maurice-l'Exil)
Mise en place du tri sélectif sur l'ensemble de la communauté de communes du pays roussillonnais	

Chapitre 5

Rhône Valloire

RHÔNE VALLOIRE



Source : Groupe6

Enjeux environnementaux

Préserver le « cœur vert » de Chambaran et sa fonctionnalité biologique.

Préserver les ressources en eau, en particulier pour l'eau potable, et lutter contre les pollutions de la ressource.

Poursuivre les efforts d'amélioration des services d'assainissement collectif, de gestion des déchets en lien avec la croissance attendue de la population.

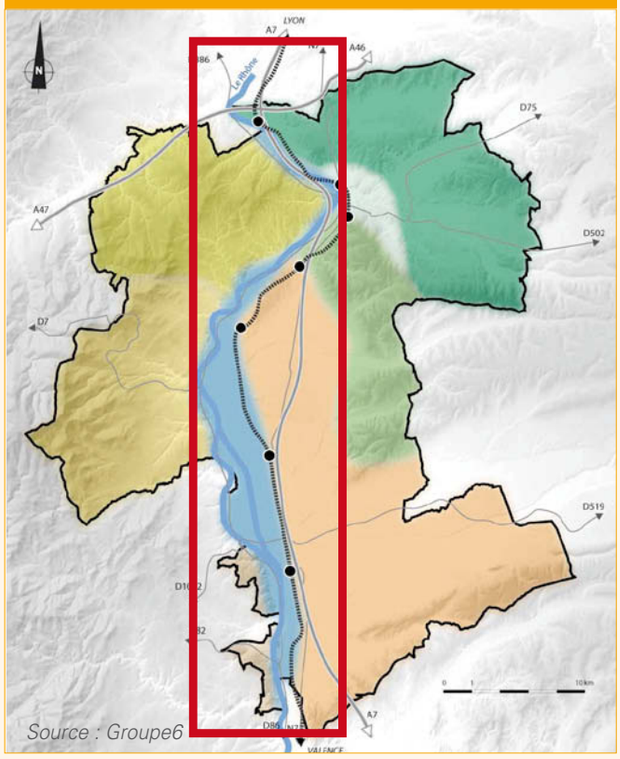
RHÔNE VALLOIRE

Avantages - Atouts	Contraintes - Menaces
Des terroirs agricoles de qualité voire stratégiques et labels de qualité	Mais non protégés, menacés par le mitage
« Cœur vert » de Chambaran à préserver	De nombreuses plantes invasives
Un patrimoine architectural de qualité	
Des ressources en matériaux (granulats)	Gravières pouvant avoir un impact sur la nappe
Démarche de gestion concertée de l'eau (Sage)	Irrigation peu organisée de manière collective mais des problèmes d'étiage, des prélèvements agricoles et industriels importants
Des ressources en eau abondantes	Ressources en eau potable de qualité médiocre
Des ressources potentielles pour le bois-énergie, mais également le bois d'oeuvre et le « bois emballage »	Mais une forêt privée et très morcelée
Potentiel de développement de l'énergie éolienne	Un territoire soumis à de nombreux risques (inondation, mouvement de terrain, 1 site Seveso AS, canalisations de matières dangereuses…) et nuisances (bruit) Un sous-équipement en déchèterie, une faible valorisation des déchets, des problèmes de gestion du CET de Saint-Sorlin

Chapitre 6

La vallée du Rhône

LA VALLÉE DU RHÔNE



Source : Groupe6

Enjeux environnementaux

Concilier au développement du territoire :

- la préservation des espaces naturels remarquables
- les risques « inondation » et risques technologiques

Développer les opportunités et les capacités du fleuve Rhône en vue du développement du territoire.

Valoriser les paysages et ses aménités en lien avec le fleuve Rhône.

Protéger les espaces naturels (corridors biologiques) indispensables au bon fonctionnement des réseaux écologiques (enjeu à l'échelle régionale).

LA VALLÉE DU RHÔNE

Avantages - Atouts	Contraintes - Menaces
Espaces naturels remarquables, gérés et protégés	Espaces naturels remarquables impactés qualitativement et quantitativement par les pressions sur la ressource en eau, par les plantes invasives…
Zone de passage stratégique en termes de réseaux écologiques (à la fois nord-sud et est-ouest)	Absence de continuités terrestres le long du fleuve
Terroirs agricoles valorisés en AOP	
Points de vue et paysages remarquables	Corridors biologiques permettant d'accéder au Rhône et de traverser le fleuve non protégés, alors qu'ils sont essentiels au bon fonctionnement des réseaux écologiques de Rhône-Alpes
Ressource en eau très abondante	Sites de captage de cette ressource très restreints et non protégés
Potentiel de développement des capacités de transport du fleuve pour le développement économique du territoire	Qualité de la ressource dépendant de l'amont
Potentiel de développement de l'énergie éolienne	Espace contraint et soumis à de nombreux risques (inondation, risques technologiques) et nuisances (bruit, air : zone à enjeu du PRQA…)

Mémo

Document 4

CONCLUSION

Les Rives du Rhône

Un carrefour biogéographique

Le territoire du Scot des Rives du Rhône constitue un important carrefour biogéographique.

La diversité des reliefs (massifs montagneux, plateaux, coteaux, plaines), de la géologie, l'importance du réseau hydrographique (le Rhône et ses affluents, les « quatre vallées »), ont façonné ce territoire qui a hérité de patrimoines paysagers et naturels remarquables.

Les différents terroirs et entités paysagères, à la fois liés et séparés par le Rhône, sont fortement marqués par les conditions géologiques et topographiques locales. Outre le réseau structurant hydrographique, il faut souligner :

- les vallées et les vallons très présents sur le territoire
- les alignements d'arbres, ripisylves et autres unités forestières (les milieux forestiers ont tendance à progresser des cimes vers les plateaux et les vallées par enfrichement, sous l'effet notamment de la déprise de l'activité pastorale)

Un riche patrimoine architectural et culturel

Les Rives du Rhône sont un lieu de passage séculaire gardant les traces d'une occupation humaine fort ancienne. Ses 80 communes dans le périmètre du Scot continuent actuellement à se développer de manière dynamique et font territoire, au-delà des frontières administratives les séparant selon cinq découpages départementaux différents.

Les moindres contraintes topographiques à l'est du Rhône ont permis un développement de l'urbanisation, de zones artisanales et industrielles denses, notamment dans le Roussillonnais.

On retrouve trois grands types de contexte urbain :

- le village hameau qui regroupe plusieurs sous-ensembles de bâti
- le village rue, construit autour d'un axe routier
- le village carrefour où les habitations sont relativement concentrées

L'architecture traditionnelle se traduit notamment par l'utilisation de matériaux de construction issus du contexte géologique local. Toutefois ces éléments ne peuvent pas toujours être intégrés dans les nouvelles constructions. Les constructions contemporaines doivent alors s'harmoniser avec l'existant afin de garder un paysage visuellement attractif. Les techniques architecturales traditionnelles et l'important patrimoine bâti remarquable (monuments et sites historiques) sont constitutifs de l'identité culturelle du territoire.

Le développement urbain, suivant l'attractivité du territoire, pose la problématique de sa maîtrise. Des tendances similaires se produisent sur l'ensemble du territoire :

- banalisation du paysage, disparition des coupures vertes, mitage des espaces naturels, étalement urbain le long des axes routiers, etc.
- accumulation de zones urbaines et industrielles le long de la vallée du Rhône, ou extension dans les espaces plans des vallées latérales (« quatre vallées » en particulier)

Une importante diversité écologique

Les reliefs, la diversité des éléments paysagers, le Rhône et ses vallées alluviales engendrent une grande diversité d'habitats sur l'ensemble du territoire du Scot. Un tiers du territoire s'inscrit dans des espaces naturels remarquables, dont le plus important est l'île de la Platière sur le Rhône (484 ha, et 8 statuts de protection/gestion : réserve naturelle, zone Natura 2000, zone de protection spéciale, zone spéciale de conservation, espace naturel sensible – méandre des Oves, ZNIEFF 1 et 2, Zico).

Les travaux sur la cartographie des réseaux écologiques de Rhône-Alpes ont permis d'identifier plusieurs sites de passage d'importance régionale sur le territoire du Scot, soulignant son rôle de carrefour écologique stratégique. Toutefois, la diversité écologique que représentent les habitats et les zones de déplacement de la faune et de la flore, est menacée à différents niveaux :

- fragmentation des espaces naturels par le mitage, par les axes de déplacement et par l'urbanisation le long de ces axes routiers, dans la vallée du Rhône
- des sites insuffisamment préservés par rapport à d'autres qui cumulent plusieurs niveaux de protection ; il paraît important aujourd'hui d'homogénéiser et d'améliorer la gestion du patrimoine naturel du territoire
- le fonctionnement de certains écosystèmes est menacé par la prolifération d'espèces non autochtones (ex : renouée du Japon dans les milieux aquatiques, etc.) ; certaines espèces envahissantes menacent la santé publique (ambroisie)
- certains milieux disparaissent par enfrichement du fait de la diminution de l'activité pastorale dans certains secteurs, résultat de la déprise agricole

Une dynamique économique dont il faut contrôler les impacts sur les ressources

Placé à l'intersection de 5 départements différents, traversé par le Rhône et par de nombreux axes de transports terrestres, le territoire des Rives du Rhône est un carrefour économique conséquent. Cette position est renforcée par la diversité des ressources naturelles qui le constituent : terroirs agricoles, richesse du sous-sol permettant le développement de carrières et de concessions minières. Les ressources en eau sont également importantes mais nécessitent une réorganisation et une meilleure concertation des modes de gestion. Outre les impacts ponctuels ou diffus sur la qualité des eaux superficielles, on constate que les activités (captage d'eau potable, irrigation, prélèvements industriels) s'appuient essentiellement sur les eaux souterraines, mettant en péril leur qualité, leur quantité ainsi que le fonctionnement des milieux et écosystèmes qui y sont liés (ex : approvisionnement des cours d'eau alimentés par affleurement de nappe etc.).

Le développement durable du territoire, dans le respect de l'environnement, doit faire face à l'augmentation de la consommation énergétique, (notamment dans les secteurs du transport et de l'industrie) par l'utilisation d'énergies alternatives, renouvelables. Elles contribuent à valoriser d'autres ressources du territoire et à développer de nouvelles activités économiques.

Favorisé par un bon ensoleillement, le territoire est assez propice à l'installation de capteurs solaires thermiques et de panneaux photovoltaïques, marchés en plein essor depuis 2007. Le fleuve Rhône est également un fournisseur d'énergie hydroélectrique, comptant deux centrales.

Le potentiel éolien est techniquement intéressant au sein de la vallée du Rhône, mais est limité : elle est un axe de migration majeur pour l'avifaune. D'autres énergies sont encore relativement peu utilisées sur le territoire comme la géothermie ou le bois énergie.

La protection contre les risques et les nuisances : une volonté affichée par le territoire

L'important dynamisme du territoire en termes de transport, d'urbanisation, de développement industriel peut entraîner de nombreuses nuisances et pollutions. Le territoire est ainsi confronté à des enjeux importants en termes de qualité de vie, de santé publique et de préservation de l'environnement.

Sur le territoire, la qualité de l'air est assez bien surveillée et les indices Atmo indiquent une qualité de l'air assez bonne, avec 65 % de l'année où les indices sont bons à très bons. Il serait possible d'agir à la fois sur la qualité de l'air et sur l'impact sonore en incitant au développement et à la pratique de modes de transports doux et/ou collectifs, notamment en agglomération. Des efforts sont à fournir concernant les nuisances sonores provenant des infrastructures de transports à fort trafic, notamment en Isère. Des aménagements peuvent être mis en place afin d'en limiter les impacts et de limiter l'exposition des populations au bruit, etc.

Concernant la gestion des déchets, le territoire des Rives du Rhône bénéficie d'une certaine autonomie concernant la collecte et le traitement de déchets ménagers et industriels banals (déchèteries, centres d'enfouissement techniques, incinérateur avec récupération d'énergie, plateformes de compostage). Des efforts restent à faire dans le développement de centres de tri, le traitement de déchets dangereux ainsi que la mise en place de traitement par méthanisation. Cela permettrait de limiter le transport des déchets et les risques et nuisances (sonores, augmentation de trafic, pollution) liés à ce transport.

L'important développement industriel et le contexte géographique du territoire du Scot soumettent l'ensemble des communes (hormis Échalas) à un risque naturel ou technologique.

Le territoire est largement concerné par le risque d'inondation prévenu par des plans de prévention. Les risques liés à la rupture du barrage de Vouglans et à l'onde de submersion qui en découlerait sont gérés au sein d'un plan particulier d'intervention.

Des dispositifs de prévention concernant les risques liés aux feux de forêts (touchant 23 % du territoire) et aux mouvements de terrain, encore mal connus, seraient à développer.

Le territoire est fortement concerné par les risques technologiques. 17 entreprises classées Seveso AS (seuil haut) et 5 classées Seveso seuil bas contraignent le territoire de plusieurs communes. Un plan de prévention des risques technologiques regroupant les 7 établissements Seveso des communes de Roussillon et de Salaise-sur-Sanne a été créé en 2009.

Il existe par ailleurs de nombreux sites pollués ou potentiellement pollués (atteinte de la nappe, etc.) par les activités industrielles et 79 % des communes du territoire sont concernées par les transports de matières dangereuses.

Enfin, les risques liés au nucléaire (centrale de Saint-Alban-sur-Rhône qui expose une grande partie du territoire du Scot à un risque d'irradiation et de contamination) ne font guère l'objet de communication.

En conclusion, le Scot des Rives du Rhône présente de nombreuses opportunités de développement grâce à sa position de carrefour. Cette position est aussi à l'origine de la richesse et de la diversité environnementale et paysagère du territoire et en fonde le cadre de vie. L'enjeu du développement durable du territoire consistera à tirer parti de ses fortes potentialités tout en actant comme une valeur inaliénable du projet la préservation des ressources et milieux et la prévention des risques et nuisances.

Mémo



Document 5

Évaluation environnementale

Incidences prévisibles du projet et mesures réductrices et compensatoires envisagées

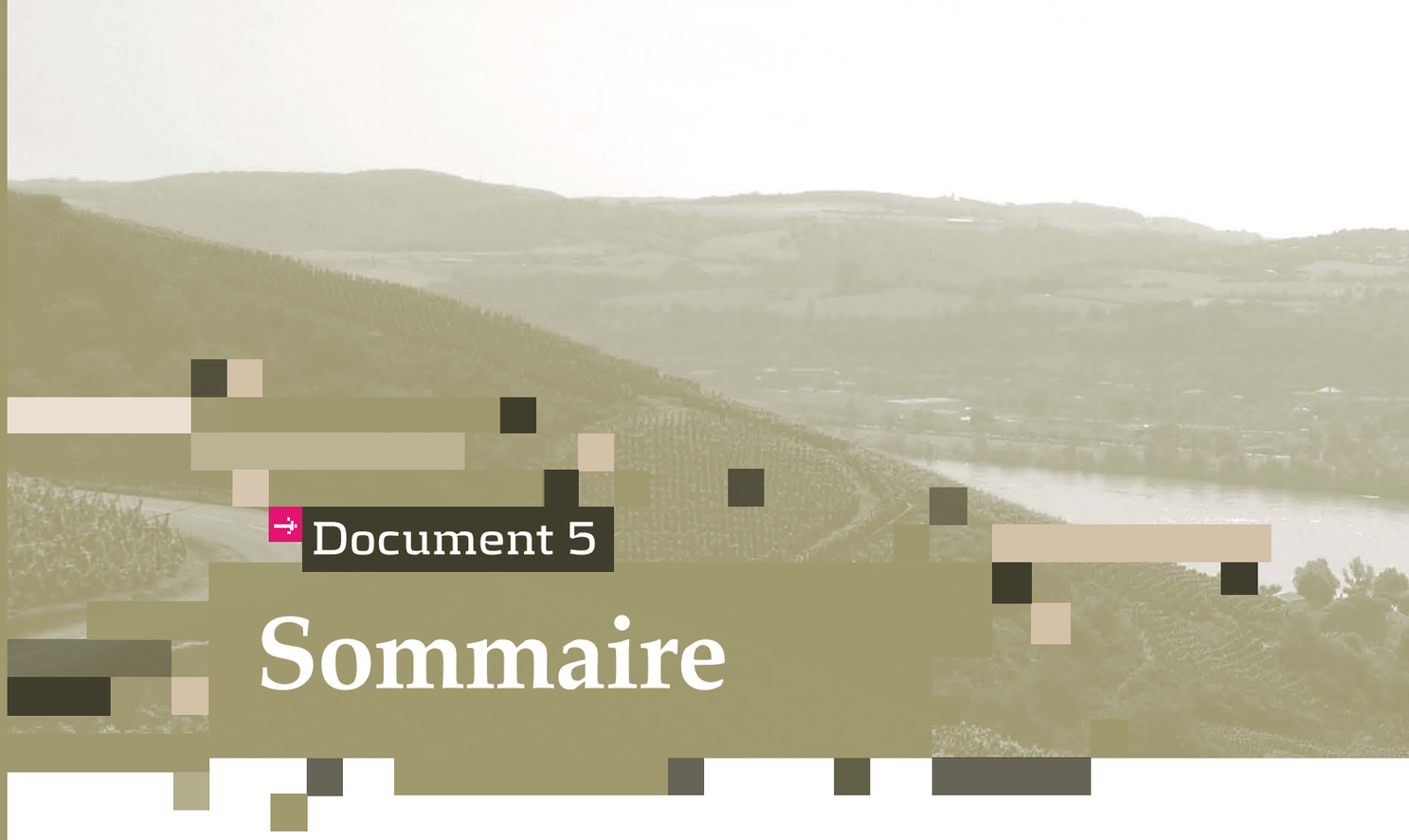
INTRODUCTION 326

PARTIE 1 328
Analyse des effets prévisibles du Scot sur l'environnement – approche transversale

PARTIE 2 352
Analyse des effets prévisibles du Scot sur l'environnement – approche thématique et par projets

PARTIE 3 364
Méthode d'évaluation environnementale

PARTIE 4 368
Synthèse des effets prévisibles du Scot sur l'environnement



Document 5

Sommaire

INTRODUCTION 326

PARTIE 1

ANALYSE DES EFFETS PRÉVISIBLES DU SCOT SUR L'ENVIRONNEMENT - APPROCHE TRANSVERSALE 328

CHAPITRE 1 - LE PATRIMOINE PAYSAGER ET ARCHITECTURAL 329

1.1.RAPPEL DES ENJEUX 329

1.1.1 Garantir la pérennité de la mosaïque paysagère du territoire 329
1.1.2 Protéger et valoriser le patrimoine culturel et historique 329

1.2 LES OBJECTIFS DU SCOT 330

1.3 LES INCIDENCES POSITIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT 330

1.3.1 La préservation et la protection des éléments patrimoniaux 330
1.3.2 Une préservation indirecte par la limitation de la consommation foncière et de la dispersion de l'habitat 330
1.3.3. La prise en compte des enjeux paysagers et architecturaux dans les aménagements et les zones urbaines 330

1.4 LES POINTS DE VIGILANCE ET INCIDENCES POTENTIELLEMENT NÉGATIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT. 331

1.4.1 Les risques généraux 331
1.4.2 Les points de vigilance particuliers concernant les enjeux paysagers 331

1.5 LES MESURES RÉDUCTRICES ET COMPENSATOIRES 331

1.6 LES INDICATEURS DE SUIVI POSSIBLES 332

CHAPITRE 2 - LES ESPACES NATURELS REMARQUABLES 333

2.1 RAPPEL DES ENJEUX 333

2.1.1 Protéger et entretenir le patrimoine naturel remarquable et les milieux qui participent à la biodiversité du territoire 334
2.1.2 Gérer, valoriser et prendre en compte le patrimoine naturel « ordinaire » 334



2.2 LES OBJECTIFS DU SCOT 334

2.3 LES INCIDENCES POSITIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT 334

2.3.1 Les mesures de protection 334
2.3.2 Les mesures de préservation 334
2.3.3 Les mesures de prise en compte et de valorisation des espaces naturels 334
2.3.4 Les mesures d'information et de sensibilisation 335

2.4 LES POINTS DE VIGILANCE ET INCIDENCES POTENTIELLEMENT NÉGATIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT 335

2.4.1 Les risques généraux de dégradation, destruction et fragmentation des milieux naturels 335
2.4.2 Les points de vigilance 335
2.4.3 Coordonner la protection, la gestion des espaces naturels remarquables avec l'ensemble des volets du Scot 336

2.5 LES CAS DES ESPACES D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE (NATURA 2000) 337

2.6 LES MESURES RÉDUCTRICES ET COMPENSATOIRES 338

2.6.1 Conserver la fonctionnalité du réseau écologique du territoire 338
2.6.2 Conserver, protéger et restaurer les espaces naturels, en particulier remarquables 338

2.7 LES INDICATEURS DE SUIVI POSSIBLES 339

CHAPITRE 3 - LES RESSOURCES NATURELLES 340

3.1 RAPPEL DES ENJEUX 340

3.1.1 Préserver les ressources non renouvelables 340
3.1.2 La ressource en eau : des enjeux de disponibilité et des risques de conflit d'usage 340
3.1.3 Sensibilisation et information 340

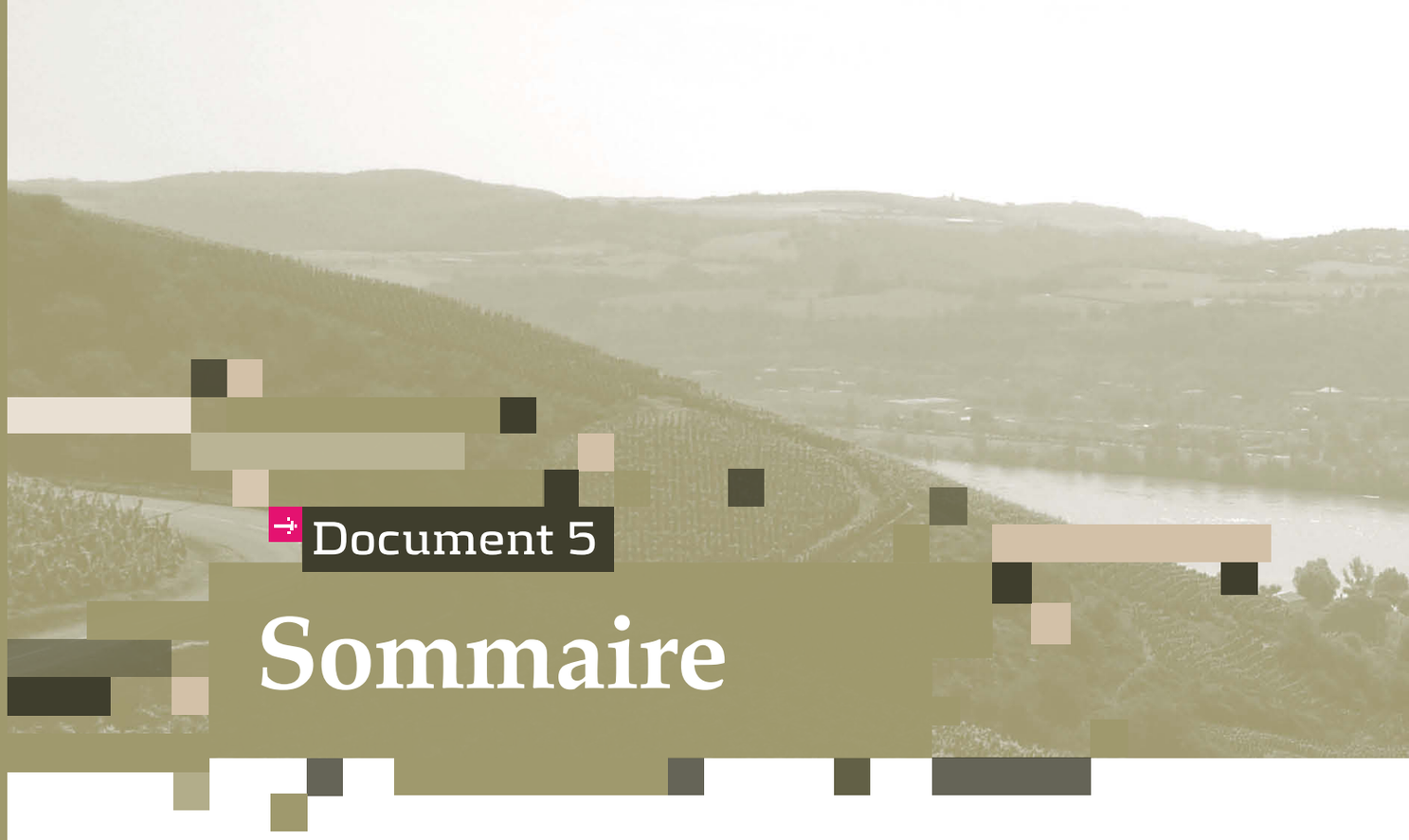
3.2 LES OBJECTIFS DU SCOT 340

3.2.1 Préserver et protéger les espaces « naturels » productifs 340
3.2.2 Garantir la pérennité des ressources naturelles 340

3.3 LES INCIDENCES POSITIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT 341

3.3.1 Les mesures de protection des ressources 341
3.3.2 Les mesures de préservation et d'optimisation de la consommation des ressources 341
3.3.3 Les mesures de réduction des consommations énergétiques et de diminution des émissions de gaz à effet de serre 342

3.4 LES POINTS DE VIGILANCE ET INCIDENCES POTENTIELLEMENT NÉGATIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT 342



Document 5

Sommaire

3.4.1 Les incidences inhérentes à tout aménagement 342
3.4.2 La ressource en eau : une problématique forte du territoire des Rives du Rhône 342

3.5 LES MESURES RÉDUCTRICES ET COMPENSATOIRES 344

3.5.1 Réduire la consommation foncière 344
3.5.2 Contenir la pression sur les ressources naturelles 344
3.5.3 Préserver la ressource en eau 344

3.6 LES INDICATEURS DE SUIVI POSSIBLES 345

CHAPITRE 4 - LES RISQUES ET NUISANCES 346

4.1 RAPPEL DES ENJEUX 346

4.1.1 Réduire les émissions de nuisances et de pollutions et limiter les nouveaux risques 346
4.1.2 Réduire l'exposition aux risques et nuisances 346

4.2 LES OBJECTIFS DU SCOT 346

4.2.1 Lutter contre le réchauffement climatique et anticiper ses conséquences 346
4.2.2 Valoriser un cadre de vie de qualité en limitant les nuisances 346

4.3 LES INCIDENCES POSITIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT 346

4.3.1 Limiter les risques de ruissellement et d'inondation 346
4.3.2 Limiter l'exposition des populations aux nuisances et aux risques 347
4.3.3 Limiter les déplacements et les pressions conséquentes sur la consommation de ressources énergétiques et la production de pollutions (air, bruit, gaz à effet de serre…) 347

4.4 LES POINTS DE VIGILANCE ET INCIDENCES POTENTIELLEMENT NÉGATIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT 347

4.4.1 Les conséquences de la croissance de la population, particulièrement dans la vallée du Rhône 347
4.4.2 La création de nouvelles voiries et échangeurs et l'augmentation conséquente de trafic 348
4.4.3 L'accroissement d'autres risques et nuisances 348
4.4.4 Une vigilance particulière vis-à-vis de l'installation nucléaire de Saint-Alban / Saint-Maurice-l'Exil 349

4.5 LES MESURES RÉDUCTRICES ET COMPENSATOIRES 349

4.6 LES INDICATEURS DE SUIVI POSSIBLES 350



PARTIE 2

ANALYSE DES EFFETS PRÉVISIBLES DU SCOT SUR L'ENVIRONNEMENT – APPROCHE THÉMATIQUE ET PAR PROJETS 352

CHAPITRE 1 - LE RENFORCEMENT DE L'ARMATURE URBAINE ET LA POLITIQUE DE L'HABITAT 353

1.1 RAPPEL DES ENJEUX ET OBJECTIFS DU SCOT 353
1.1.1 Atouts 353
1.1.2 Contraintes 353
1.1.3 Enjeux et défis 353

1.2 LES INCIDENCES GÉNÉRALES 354

1.3 LES INCIDENCES RELATIVES À CERTAINS PROJETS LIÉS AUX POLITIQUES DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT 356

CHAPITRE 2 - LA STRUCTURATION ET LE RENFORCEMENT DE L'ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE 357

2.1 RAPPEL DES ENJEUX ET OBJECTIFS DU SCOT 357
2.1.1 Atouts 357
2.1.2 Contraintes 357
2.1.3 Enjeux et défis 357

2.2 LES INCIDENCES RELATIVES À CERTAINS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE 358

CHAPITRE 3 - LES ORIENTATIONS ENVIRONNEMENTALES 360

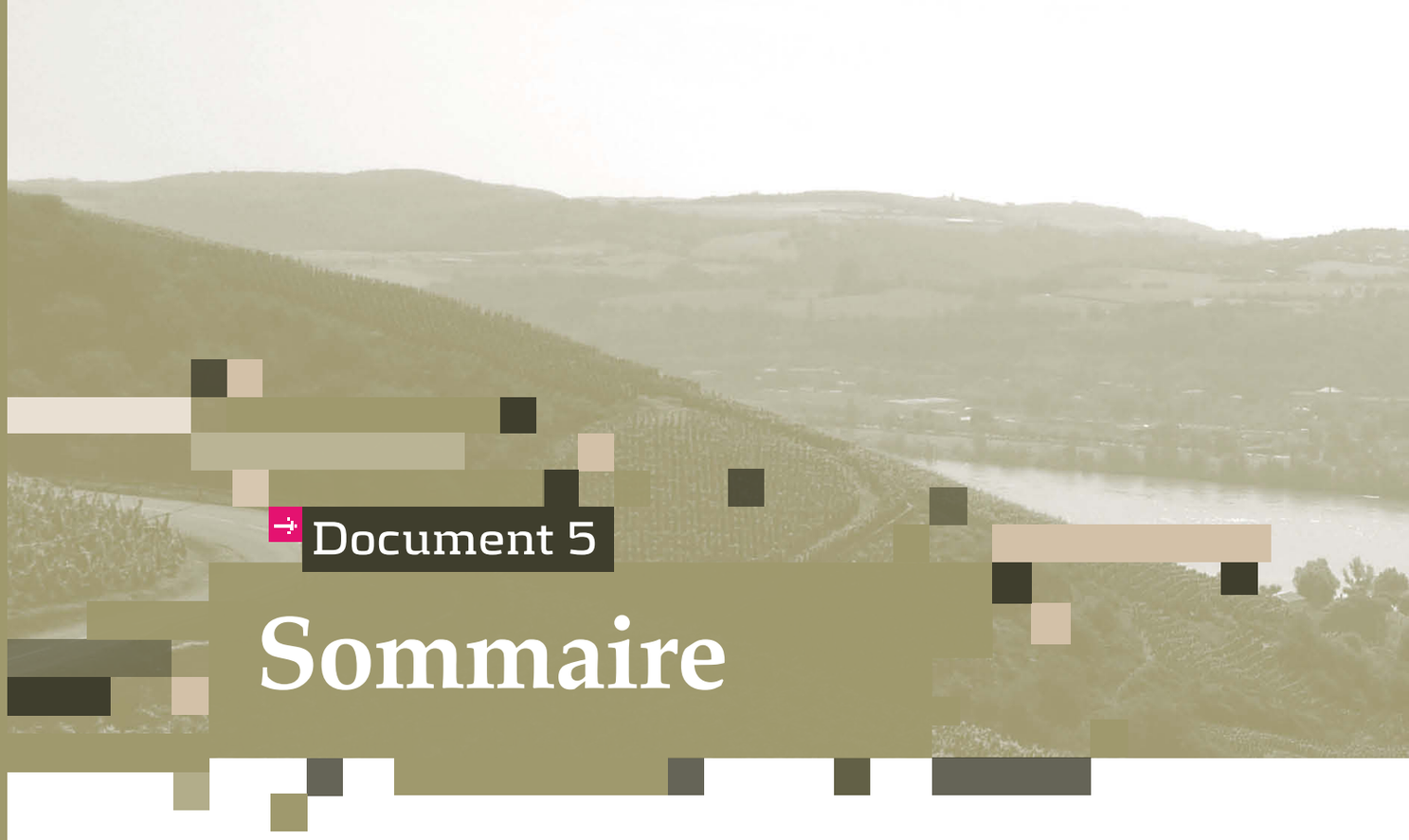
3.1 RAPPEL DES ENJEUX ET OBJECTIFS DU SCOT 360
3.1.1 Atouts 360
3.1.2 Contraintes 360
3.1.3 Enjeux et défis 360

3.2 LES INCIDENCES RELATIVES À CERTAINS PROJETS 360

CHAPITRE 4 - L'ORGANISATION DES TRANSPORTS 361

4.1 RAPPEL DES ENJEUX ET OBJECTIFS DU SCOT 361
4.1.1 Atouts 361
4.1.2 Contraintes 361
4.1.3 Enjeux et défis 361

4.2 LES INCIDENCES RELATIVES À CERTAINS PROJETS DE TRANSPORT 361



Document 5

Sommaire

PARTIE 3

LA MÉTHODE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE 364

CHAPITRE 1. LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT TOUT AU LONG DE L'ÉLABORATION DU PROJET DE SCOT 365

CHAPITRE 2. LES MODALITÉS D'ANALYSE DES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES 366

2.1 LA RÉALISATION DE TABLEAUX SYNOPTIQUES DES ORIENTATIONS DU SCOT PAR AXE DE DÉVELOPPEMENT. .. 366

2.2 L'ANALYSE DES PRINCIPAUX PROJETS ÉVOQUÉS PAR LE SCOT ET DE LEURS POSSIBLES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT 366

2.3 LA LOCALISATION DE LA RÉPARTITION DES FUTURS HABITANTS ET DE LEURS BESOINS EN RESSOURCES ET EN ÉQUIPEMENT 366

2.4 LE REGROUPEMENT ET LA SYNTHÈSE DES INCIDENCES SELON LES GRANDS DOMAINES DE L'ENVIRONNEMENT 367

2.5 ZOOMS SUR CERTAINS SECTEURS À ENJEUX OU POINTS DE VIGILANCE 367

PARTIE 4

SYNTHÈSE DES EFFETS PRÉVISIBLES DU SCOT SUR L'ENVIRONNEMENT 368

CHAPITRE 1. LES EFFETS DU SCOT SUR LE PATRIMOINE PAYSAGER ET ARCHITECTURAL 369

CHAPITRE 2. LES EFFETS DU SCOT SUR LES ESPACES NATURELS REMARQUABLES 370

CHAPITRE 3. LES EFFETS DU SCOT SUR LES RESSOURCES NATURELLES 371

CHAPITRE 4. LES EFFETS DU SCOT SUR LES RISQUES ET NUISANCES 372

CHAPITRE 5. LISTE DES INDICATEURS DE SUIVI POSSIBLES 373



5.1 INDICATEURS RELATIFS AU PATRIMOINE PAYSAGER ET ARCHITECTURAL 373
5.2 INDICATEURS RELATIFS AUX ESPACES NATURELS REMARQUABLES 373
5.3 INDICATEURS RELATIFS AUX RESSOURCES NATURELLES 373
5.4 INDICATEURS RELATIFS AUX RISQUES ET NUISANCES 374



Document 5

INTRODUCTION

Le présent rapport répond au décret n°2005-608 en date du 27 mai 2005, précisé par la circulaire 2006-16 UHC/PA2 du 6 mars 2006 sur l'évaluation des incidences environnementales des documents d'urbanisme. Les évolutions législatives et réglementaires récentes font en effet des **schémas de cohérence territoriale un outil essentiel en matière de prise en compte de l'environnement dans les politiques d'aménagement du territoire**.

La stratégie choisie pour l'aménagement du territoire se veut une rupture avec les choix effectués dans le passé. Elle est issue d'un choix parmi différents scénarios réalisés, entre autres, au regard de la prise en compte de l'environnement proposée (cf. document justification des choix). Elle risque d'engendrer malgré tout un certain nombre d'incidences sur l'environnement lors de sa mise en place. Le présent document détaille donc les incidences prévisibles sur l'environnement du projet de Scot exposé dans le Padd et le Dog.

Dans un premier temps, afin d'en faciliter la prise de connaissance, ces incidences sont regroupées selon les sous-thèmes environnementaux évoqués dans l'état initial de l'environnement (EIE) : patrimoine paysager et architectural - espaces naturels remarquables - ressources naturelles - risques et nuisances. **Des mesures réductrices voire compensatoires sont proposées à la suite des incidences potentiellement négatives, ainsi que des indicateurs pour le suivi de ces mesures.**

Un deuxième chapitre détaille ensuite les impacts potentiels du Scot selon les grands axes développés dans le Padd et le Dog, en évoquant les principaux projets et les sites susceptibles d'être touchés par les aménagements envisagés.

Ces deux approches thématiques et transversales permettent ainsi d'avoir une connaissance des incidences précises et cumulées des différents éléments du projet de Scot.

Conformément à l'article R. 122-2 du code de l'urbanisme, les enjeux environnementaux exposés dans l'EIE sont rappelés dans chacune des parties. Les objectifs du Scot évoqués ensuite doivent a priori répondre à ces enjeux et les prendre en compte. Les incidences positives de la mise en œuvre du Scot sur l'environnement sont alors définies, avant d'aborder les incidences potentiellement négatives. Selon la nature et l'ampleur de ces dernières, des mesures réductrices de ces incidences sont proposées, voire des mesures compensatoires si les précédentes ne suffisent pas. Enfin, des propositions d'indicateurs alimenteront le suivi de la mise en œuvre du Scot et de ses incidences.

À noter que si les incidences potentiellement négatives semblent dominer dans cette évaluation, cela est dû au fait que ce travail est réalisé au regard des seules incidences environnementales et que les aspects sociologiques et économiques du développement durable des territoires ne sont ici pas pris en compte. Il faut également relever **l'importance de l'effort de cadrage et l'amélioration de l'organisation du territoire** que propose voire impose le Scot par rapport au développement tendanciel ; **le Scot dans sa globalité ne devrait avoir que des incidences positives**.

Le Scot, une fois approuvé, fera de plus l'objet d'une évaluation constante (par le biais d'indicateurs de suivi) et d'un bilan à 6 ans (cf. article R 122-2-6° du code de l'urbanisme), ce qui permettra aux élus du syndicat mixte de juger de son efficacité environnementale et si besoin de renforcer certaines de ses préconisations (par modification ou révision).



Vue sur la vallée du Rhône depuis les crêts du Pilat (crêt de l'Œillon)



Document 5

PARTIE 1

Analyse des effets previsibles du Scot sur l'environnement - approche transversale

Le patrimoine paysager et architectural

1.1 RAPPEL DES ENJEUX

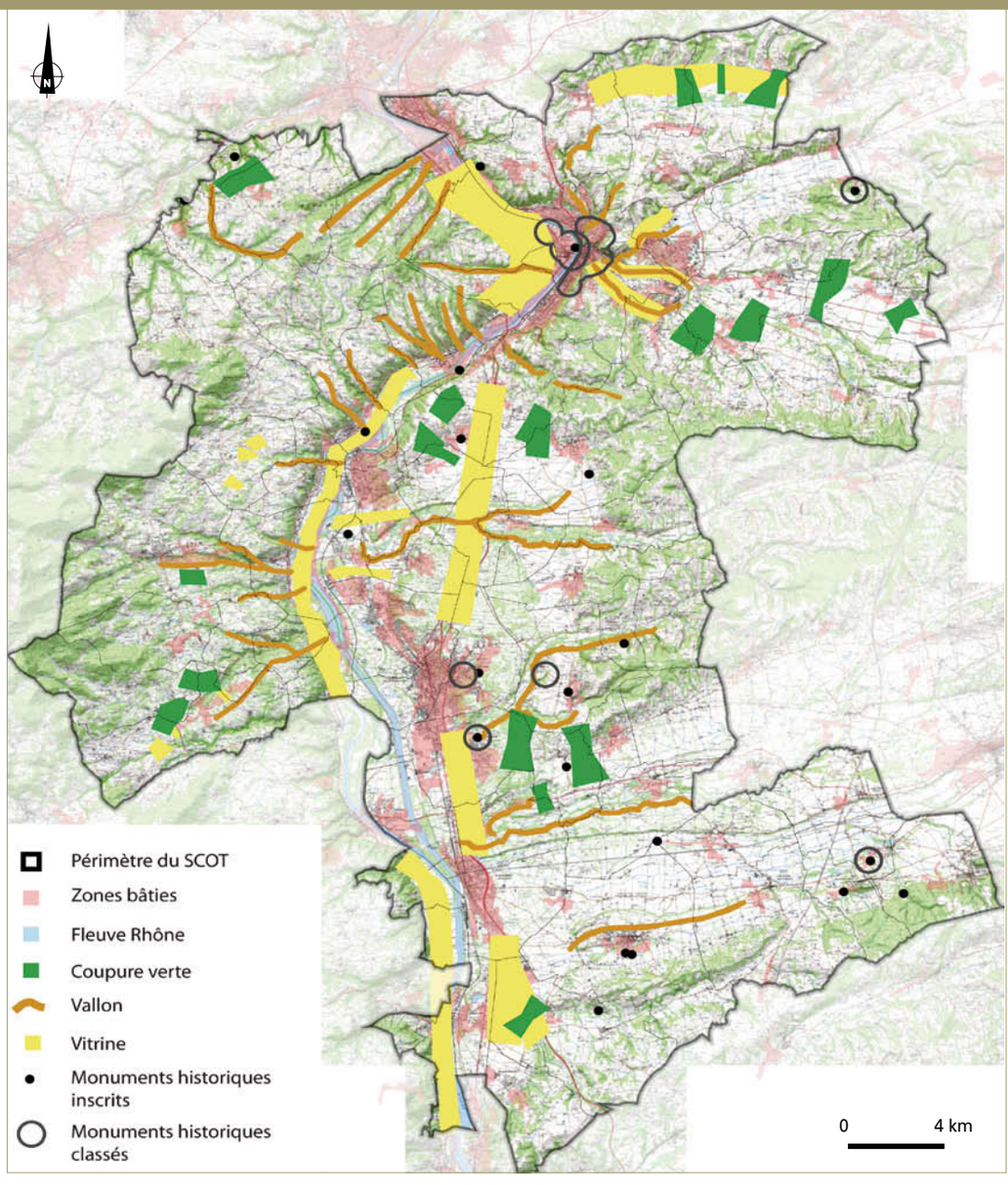
1.1.1 Garantir la pérennité de la mosaïque paysagère du territoire

- **maintenir les paysages ouverts**, lutter contre l'enfrichement lié au déclin de l'activité pastorale ; cet enjeu concerne en particulier le Pilat, les coteaux des balmes viennoises et les vallées inondables
- **préserver les points de vue, vitrines paysagères, etc.**
- **limiter la banalisation du paysage, le mitage du paysage non bâti, la fermeture des continuités vertes :** maîtriser le développement urbain et les pressions foncières

1.1.2 Protéger et valoriser le patrimoine culturel et historique

- **protéger et valoriser le patrimoine culturel et historique :** architecture traditionnelle, sites et monuments historiques remarquables
- **valoriser et favoriser la reconquête du Rhône et de ses abords**

IDENTIFICATION DES PRINCIPAUX ENJEUX PAYSAGERS, CULTURELS ET ARCHITECTURAUX



1.2 LES OBJECTIFS DU SCOT

→ **Préserver l'identité des grandes unités paysagères et le patrimoine architectural**

Mais aussi, ce qui participe à la préservation des paysages :

→ **Protéger et valoriser les espaces naturels et préserver et protéger les terroirs agricoles**

1.3 LES INCIDENCES POSITIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT

1.3.1 La préservation et la protection des éléments patrimoniaux

→ **protection et valorisation de certains espaces naturels et agricoles garants des caractéristiques paysagères :** cœurs de nature, espaces naturels remarquables, corridors écologiques, zones boisées, zones agricoles stratégiques…

→ **valorisation et maintien des cônes de vue, points de vue sur les grands paysages :** définition des sites remarquables, des éléments caractéristiques, d'axes vitrines offrant des points de vue sur le territoire…

→ **respect de la trame des espaces bâtis et maintien des espaces de respiration paysagère :** densification et concentration des zones d'habitat dans les emprises des bourgs, ce qui limite le mitage et la pollution paysagère ; respect des secteurs verts présents entre les différents bourgs et hameaux par la définition de continuités vertes qui doivent être inscrites dans les documents d'urbanisme locaux

→ **mise en place d'une stratégie d'intervention foncière à l'échelle du Scot :** traitement des friches industrielles par reconversion, optimisation du foncier autour des gares, protection des espaces agricoles et naturels périurbains à valeur stratégique…

1.3.2 Une préservation indirecte par la limitation de la consommation foncière et de la dispersion de l'habitat

→ **définition dans les zones urbanisables d'une densité minimale de logements**, bien supérieure aux tendances actuelles, et de manière générale, augmentation de la **densité moyenne de construction** (habitats intermédiaire et collectif privilégiés), renforcement des centres urbains

→ **réinvestissement dans le tissu urbain existant,** densification des centres urbains et des cœurs de village (possibilité de majorer les taxes d'habitations hors zones urbaines) ; le développement de l'habitat en dehors du centre-bourg des communes n'est possible que par réhabilitation, renouvellement du bâti, extension de constructions existantes ou « remplissage » de dents creuses

→ **limitation de l'artificialisation des espaces :** priorité à la densification des zones d'activités existantes (ou du tissu urbain) pour le développement des activités économiques (industrie/chimie, logistique, commerce, activités tertiaires, etc.) par reconversion, requalification ou optimisation ; l'extension est envisageable lorsque cela est économiquement nécessaire, mais les sites ont été choisis au regard de critères environnementaux

1.3.3 La prise en compte des enjeux paysagers et architecturaux dans les aménagements et les zones urbaines

→ en assurant **le traitement qualitatif des franges urbaines**, notamment par le respect des limites entre secteurs bâtis et non bâtis de l'identité des unités paysagères

→ **en adaptant les nouvelles constructions à la topographie, en préservant** et valorisant l'architecture traditionnelle remarquable pour préserver le paysage des « points noirs », des constructions peu intégrées

→ **réalisation obligatoire d'un plan d'aménagement** pour la création ou l'extension d'une zone d'activités, à la charge de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent. Concernant le paysage, ce plan doit prendre en compte :

- la trame paysagère et les espaces verts
- les formes urbaines souhaitées
- les règles d'implantation du bâti, les recommandations architecturales et paysagères
- le traitement des limites et façades urbaines créées, l'insertion du projet dans son site

→ **les orientations d'aménagement sur les zones à urbaniser des PLU devront également considérer l'insertion dans le site et les points de vue à prendre en compte, l'implantation du bâti** (alignement, continuité, silhouette générale de l'urbanisation créée, etc.)

→ **diversification des formes urbaines** en fonction des besoins identifiés dans les PLU et les PLH

→ **réhabilitation du bâti ancien, dégradé ou vétuste**

→ **« faire pénétrer la nature en ville » (orientation de la DTA)** : les documents d'urbanisme devront identifier et constituer une trame verte urbaine lors d'opérations de renouvellement

→ **valorisation des berges du Rhône et de ses affluents :** valorisation et réappropriation des berges pour le développement urbain et touristique, mise en réseau des différents sites naturels, préservation des bords du fleuve de toute urbanisation dans les secteurs à dominante naturelle ou agricole

1.4 LES POINTS DE VIGILANCE ET INCIDENCES POTENTIELLEMENT NÉGATIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT

1.4.1 Les risques généraux

→ **modification de l'ambiance paysagère et du grand paysage**

→ **modification des espaces de proximité** liés à l'habitat et, notamment, des perceptions riveraines

1.4.2 Les points de vigilance particuliers concernant les enjeux paysagers

→ **communes les plus impactées par les besoins fonciers :**

- **Vienne :** monuments historiques inscrits et classés comme le centre ancien de Vienne, plusieurs axes vitrines autour des routes RD75, RD502 et RD538, plusieurs vallons (Gère, ruisseau de Saint-Marcel, vallée de Levau…)
- **Sainte-Colombe :** axe vitrine autour de l'autoroute A7…
- **Les-Roches-de-Condrieu :** présence de continuités vertes entre les-Roches-de-Condrieu et Chonas-l'Amballan qui ne doivent pas être fermées par l'extension de l'urbanisation par exemple
- **Roussillon :** monuments historiques inscrits et classés (ancien couvent des Minimes et château de Roussillon), proximité de l'axe vitrine autour de la RN7
- **Péage-de-Roussillon :** proximité de l'axe vitrine autour de la RN7

→ **communes possédant ou qui posséderont une grande zone d'activités sur leur territoire :**

- **Loire-sur-Rhône :** présence de 3 vallons et du début de la vitrine autour de l'axe RN86
- **Saint-Clair-du-Rhône :** vitrine et vallon
- **Roussillon, Péage-de-Roussillon, Saint-Maurice :** proximité de l'axe vitrine autour de la RN7
- **Salaise-sur-Sanne :** axe vitrine autour de la RN7, continuité verte traversant la RN7, vallon
- **Saint-Rambert-d'Albon :** proximité des axes vitrines autour des routes RN7, A7
- **Anneyron :** vallon, proximité des axes vitrines autour des routes RN7, A7
- **Chonas-l'Amballan :** extension de l'aérodrome et zone du grand champ ; les limites de cette dernière ont déjà été revues afin de respecter le cône de vue depuis le château de Chonas : enjeu lié à la position en entrée d'agglomération sur un axe vitrine, aux continuités vertes
- **Pont-Évêque, Estrablin :** ZAE de Monplaisir et du Rocher

→ **secteurs sensibles concernant les infrastructures de transports :** balmes viennoises (contournement de Vienne), plateau de Condrieu (projet de contournement de l'ouest de Lyon, Col), vallée du Rhône entre Ardèche et Drôme (projet de franchissement du Rhône)

À noter que le contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise (CFAL), qui se raccordera aux voies ferrées existantes au nord du territoire des Rives du Rhône, pourrait avoir un impact paysager sur la rive droite du Rhône à partir du moment où l'augmentation de trafic des trains de marchandise sur la voie existante serait telle qu'elle entraînerait l'installation de panneaux antibruit.

1.5 LES MESURES RÉDUCTRICES ET COMPENSATOIRES

→ maintien de continuités vertes et de linéaires non urbanisés le long des axes routiers

→ maintien et préservation d'ouvertures dans/sur le paysage : cônes de vue depuis les points hauts, co-visibilité rive droite / rive gauche, etc.

→ arrêt du développement de l'urbanisation en ligne de crête

→ traitement de la frange urbaine et des transitions secteurs bâtis / non bâtis dans les documents d'urbanisme locaux

→ implantation des nouvelles constructions de manière à s'insérer dans la topographie locale

→ intégration paysagère des nouveaux aménagements (insertion étudiée en amont afin de positionner les projets dans les secteurs les moins sensibles, adaptation au relief, intégration des ouvrages, limitation de la propagation des panneaux publicitaires dans les zones d'activités…)

→ garantie de la qualité environnementale et de l'insertion paysagère des zones d'activités par la réalisation d'un plan d'aménagement

→ valorisation des berges en vue d'une réappropriation par les piétons et les cyclistes (aménagement d'un itinéraire cohérent et continu…) et encouragement du développement du tourisme fluvial : deux moyens de montrer et mettre en valeur le patrimoine paysager

À noter que le projet de réaménagement et de mise en valeur des bords du Rhône développé par le contrat de développement Rhône-Alpes Rhône Pluriel participe également à la valorisation des paysages et du patrimoine des Rives du Rhône.

1.6 LES INDICATEURS DE SUIVI POSSIBLES

Un indicateur commun avec ceux relatifs aux espaces naturels est celui de la **classification de l'occupation des sols** par grands types avec mesure de l'évolution des superficies concernées. Mais cet indicateur ne renseigne pas véritablement sur les qualités propres des paysages auxquels cette typologie est censée correspondre.

Il parait toujours difficile d'appréhender une réalité aussi subjective que la qualité d'un paysage à l'aide d'indicateurs quantitatifs et/ou statistiques. Ici, on peut penser que les superficies concernées par des mesures de protection paysagère pourraient être un indicateur de suivi de l'évolution du paysage, mais elles se révèlent être tout autant un indicateur des efforts accomplis par une collectivité qu'une mesure de la qualité paysagère proprement dite.

Les **principales entrées de ville**, points sensibles d'un point de vue paysager, pourront faire l'objet de campagnes photographiques annuelles afin d'en observer l'évolution.

On pourra également s'intéresser à

- **l'occupation du sol** dans les continuités vertes (analyse des orthophotos lors des nouvelles campagnes et suivi des documents d'urbanisme communaux)
- la **vérification de l'ouverture des principaux points de vue** (campagnes photographiques)
- un **ratio espaces ouverts** (naturels et agricoles) / **espaces fermés (boisés)**...



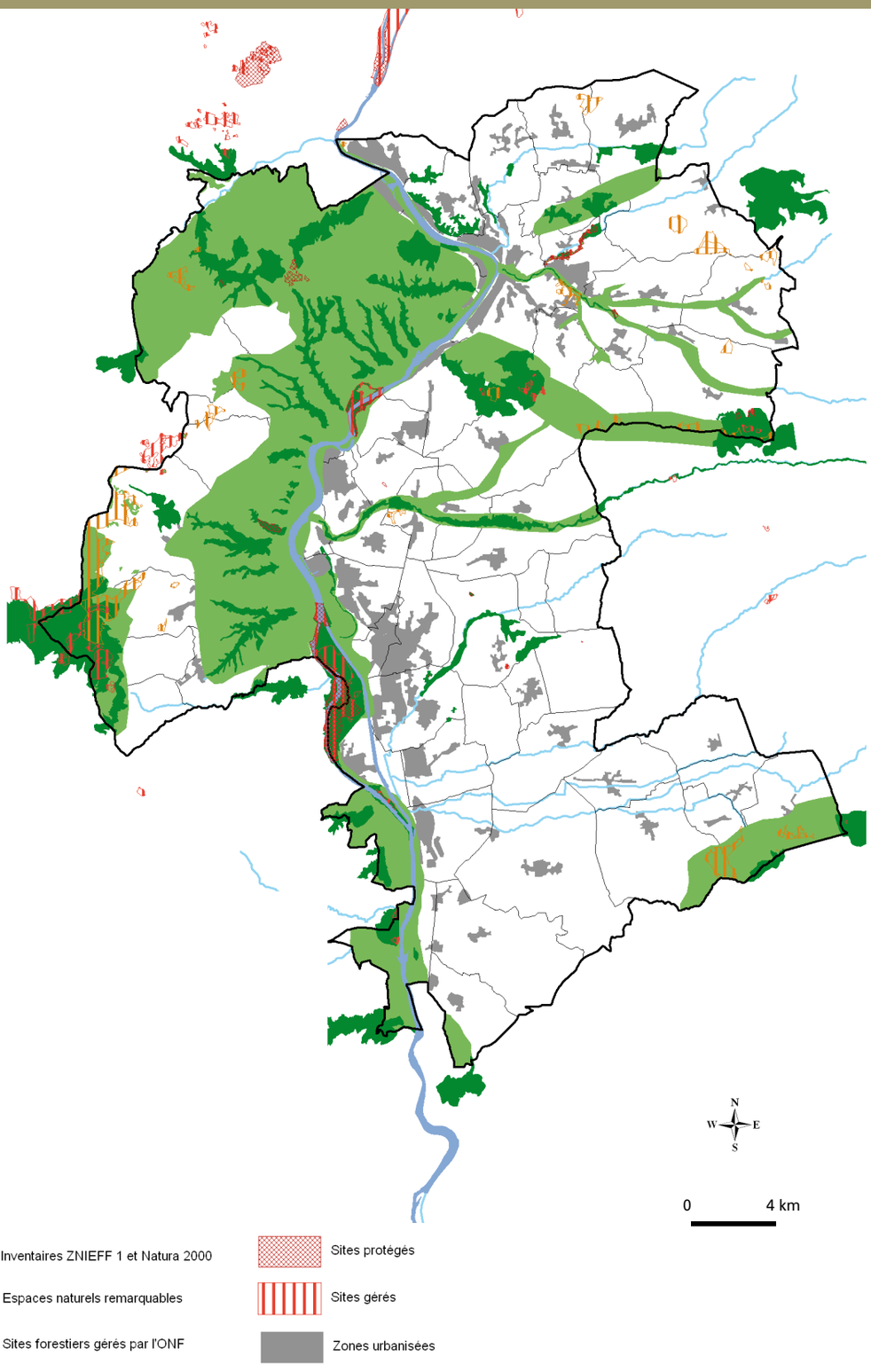
Forêt de Gerbey et vallée du Rhône

Chapitre 2

Les espaces naturels remarquables

2.1 RAPPEL DES ENJEUX

LES ESPACES NATURELS REMARQUABLES DU TERRITOIRE



Source : DIREN RA, PNR Pilat, ONF, Corine Land Cover, Chambres d'Agriculture, Conseils Généraux, ING BD Carthage, CREN RA

2.1.1 Protéger et entretenir le patrimoine naturel remarquable et les milieux qui participent à la biodiversité du territoire

- **maintenir la qualité** des milieux répertoriés et **poursuivre la gestion** des sites patrimoniaux
- **protéger les sites remarquables** qui le sont insuffisamment voire pas du tout
- mieux intégrer les inventaires naturalistes (ZNIEFF, tourbières, zones humides, prairies sèches…) dans l'aménagement du territoire

2.1.2 Gérer, valoriser et prendre en compte le patrimoine naturel « ordinaire »

- **éviter la perte de biodiversité et la banalisation des espaces naturels** par la maîtrise de l'étalement urbain
- **protéger les espaces qui participent au bon fonctionnement écologique** du territoire
- **protéger le fonctionnement des écosystèmes et la santé publique menacés** par la prolifération d'espèces envahissantes (ex : renouée du Japon dans les milieux aquatiques, ambroisie, etc.)
- **valoriser les zones boisées par des mesures de protection et de gestion** (protéger les ripisylves et les zones boisées remarquables, favoriser les essences locales et la valorisation économique, sociale et culturelle des espaces boisés…)

2.2 LES OBJECTIFS DU SCOT

Protéger et valoriser les espaces naturels

- protection forte ou préservation des espaces naturels
- maintien du caractère fonctionnel du réseau écologique
- maintien des « continuités vertes »
- gestion durable des zones forestières et boisées

2.3 LES INCIDENCES POSITIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT

Le Scot « va plus loin » qu'une simple prise en compte des sites couverts par un zonage d'inventaire, de protection ou de gestion. Il protège certains sites inventoriés en ZNIEFF ; il s'engage au maintien d'un réseau écologique fonctionnel et demande aux communes d'approfondir la connaissance de ce réseau ; il s'engage au maintien des fonctions écologiques des zones forestières et boisées.

2.3.1 Les mesures de protection

- **inconstructibilité** (sauf exception cf. infra) **des espaces naturels remarquables suivants :** ZNIEFF de type 1, réserves naturelles, habitats concernés par des arrêtés préfectoraux de protection de biotope, sites d'intérêt patrimonial (Sip) du PNR Pilat, continuités vertes et zones de passage de faune (espaces délimités en annexe du Dog) assurant le fonctionnement des réseaux écologiques ; pour ces espaces, toute urbanisation nouvelle est interdite à l'exception de certains aménagements pour lesquels des mesures compensatoires doivent alors être mises en œuvre ou des études d'impact réalisées pour l'extension ou le réaménagement des bâtiments agricoles existants.
- **protection et restauration des ripisylves** de part et d'autre des cours d'eau et des plans d'eau
- **demande de protection par intervention foncière d'espaces agricoles et naturels périurbains** (parmi les sites naturels proposés : cœur vert de la balme viennoise nord entre Ozon et Sévenne, forêt alluviale, plaine et coteaux de Gerbey, continuités vertes…)

2.3.2 Les mesures de préservation

- **préservation** (interdiction de destruction) et **valorisation des fonctionnalités** et caractéristiques des espaces suivants : sites écologiques prioritaires du parc du Pilat, ZNIEFF de type 2, zones Natura 2000, espaces naturels sensibles, inventaires des pelouses sèches du pays viennois, des tourbières, des zones humides réalisés ou en cours de réalisation par les conseils généraux
- préservation, amélioration voire restauration des espaces de circulation terrestre le long du Rhône en vue du maintien d'un réseau écologique fonctionnel (trames verte et bleue)
- encouragement à la gestion des sites non gérés actuellement par les collectivités

2.3.3 Les mesures de prise en compte et de valorisation des espaces naturels

- **logique de préservation de l'environnement** pour l'aménagement des ports de plaisance et de bases nautiques
- **amélioration de la fonctionnalité des réseaux écologiques à proximité des zones urbanisées** : les documents d'urbanisme doivent identifier et contribuer à la constitution d'une trame verte urbaine (lors d'opérations de renouvellement ou d'extension urbaine) en accord avec les orientations de la DTA
- **le souhait de réduire le bilan global des émissions des gaz à effets de serre** sur le territoire du Scot en renforçant la protection des espaces naturels, agricoles et des forêts, milieux qui peuvent jouer un rôle de « puits de carbone ». Le renforcement des activités agricoles et sylvicoles participent de plus au développement des bioénergies futures

2.3.4 Les mesures d'information et de sensibilisation

- sensibilisation et appropriation du patrimoine naturel grâce au tourisme :
  - par une meilleure mise en réseau des sites naturels et touristiques
  - par la valorisation et la réappropriation des berges ainsi que l'aménagement d'un itinéraire cohérent et continu sur les berges du Rhône

Le Dog attire en particulier l'attention sur les sites suivants, auxquels s'appliquent certaines des mesures précédentes :

- **Anneyron :** l'axe de passage de faune dans la vallée du ruisseau d'Argentelle sera précisé et préservé malgré le développement prévu de la commune.
- **Chonas et Reventin-Vaugris :** le projet de développement de la zone d'activités de Saluant et Grand Champ devra veiller à préserver l'axe de déplacement de faune que constitue la vallée du Saluant.
- **Loire-sur-Rhône :** le développement et la requalification de la zone d'activités devront respecter les sites et fonctionnalités suivants : ZNIEFF de type 1 : combe de Morin, deux ZNIEFF de type 2 : ensemble fonctionnel formé par le moyen Rhône et ses annexes fluviales & ensemble des vallons du Pilat rhodanien, ENS vallée des ruisseaux du Morin et du Rolland, axe de déplacement de la faune entre le plateau et les bords du fleuve, continuité verte paysagère de la DTA.

2.4 LES POINTS DE VIGILANCE ET INCIDENCES POTENTIELLEMENT NÉGATIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT

2.4.1 Les risques généraux de dégradation, destruction et fragmentation des milieux naturels

- **Rapprochement et risque d'emprise :** les nouvelles constructions devant se faire en continuité de l'existant, la proportion d'espaces naturels remarquables à proximité des espaces bâtis va augmenter (29 % actuellement à moins de 500 m d'une zone urbanisée). Cet effet d'emprise concernerait des espaces naturels permettant le libre développement de la flore et de la faune (risque de destruction et/ou de morcellement des milieux). La disparition de ces milieux naturels aurait pour effet direct la réduction des surfaces d'habitats disponibles et la distribution de ces habitats en mosaïque, ce qui induirait une baisse des potentialités de nidification de l'avifaune, la disparition de territoires de chasse, de zones de nourrissage et d'abri pour la faune…
- **Risque de coupure des corridors écologiques ou d'axes de déplacement de faune :** l'augmentation de population, dans la vallée du Rhône en particulier, risque d'impacter les corridors écologiques non délimités dans le Scot (fermeture/diminution de la fonctionnalité par l'augmentation du bruit, des lumières et autres nuisances).
- **Effet de coupure par les infrastructures de transports :** les infrastructures linéaires constituent une barrière aux déplacements de la faune ; cet effet de coupure peut être ressenti, d'une part au niveau des effectifs de populations animales (mortalité par collision), d'autre part au niveau de l'organisation spatiale de ces populations. Sur le territoire du Scot, de nombreux axes de déplacement sont identifiés à la faveur des continuums boisés (plateau de Bonnevaux et massif du Pilat), des continuums aquatiques et des nombreux espaces agricoles. Un grand axe de déplacement d'importance régionale (traversée de la vallée du Gier à partir de Trèves et de Longes) se situe dans le secteur défini pour le projet du Col.

2.4.2 Les points de vigilance

- Globalement, ce sont les espaces naturels remarquables et agricoles majeurs ainsi que les corridors associés situés dans la **vallée du Rhône** qui sont le plus menacés notamment par le développement **de l'activité économique : concentration des zones d'habitat et d'activités majeures, développement de l'offre commerciale** (pôles majeurs et relais), activités tertiaires, etc. Ce risque concerne en particulier les communes de :
  - **Saint-Clair-du-Rhône et Clonas-sur-Varèze :** axes de passage de faune d'enjeu régional, ZNIEFF de type 1 : la Varèze, deux ZNIEFF de type 2 : ensemble fonctionnel formé par le moyen Rhône et ses annexes fluviales et ensemble fonctionnel formé par la Varèze et ses affluents… Le projet de contournement de Roussillon coupe la vallée de la Varèze et le corridor qu'elle constitue ; ce projet impactant également l'île de la Platière et le corridor de la vallée de la Sanne, le Scot, qui s'oppose à ce projet imposé par l'État, propose de rechercher des solutions alternatives.
  - **Péage-de-Roussillon, Salaise-sur-Sanne, Sablons :** Natura 2000 : milieux alluviaux et aquatiques de l'île de la Platière (Sic) et île de la Platière (ZPS), Zico–RN -ZNIEFF de type 1 : île de la Platière, prairies humides des sables et vallée de la Sanne, ZNIEFF de type 2 : ensemble fonctionnel formé par le moyen Rhône et ses annexes fluviales, ENS méandre des Oves, site protégé par le CREN mare de Salaise-sur-Sanne, axes de passage de faune d'enjeu régional le long de la Sanne et du Dolon. Impact du projet de contournement de Roussillon qui jouxte la réserve de l'île de la Platière et qui coupe le corridor de la Sanne (cf. supra), développement des activités dans la Zip…
- **Création de nouvelles voiries et échangeurs et augmentation conséquentes de trafic :** augmentation des risques de mortalité et du dérangement occasionné à la faune à l'intersection avec des axes de déplacement, en particulier au droit des vallées de la Varèze,

de la Sanne, du Dolon, du Saluant, de l'Argentelle..., lors de la traversée de la forêt des Revolets par le contournement de Vienne (nécessité d'affiner les connaissances et de mettre en œuvre des mesures compensatoires), autour des passages au sud de l'île de la Platière et de la traversée du Rhône à la hauteur de Gerbay...

2.4.3 Coordonner la protection, la gestion des espaces naturels remarquables avec l'ensemble des volets du Scot

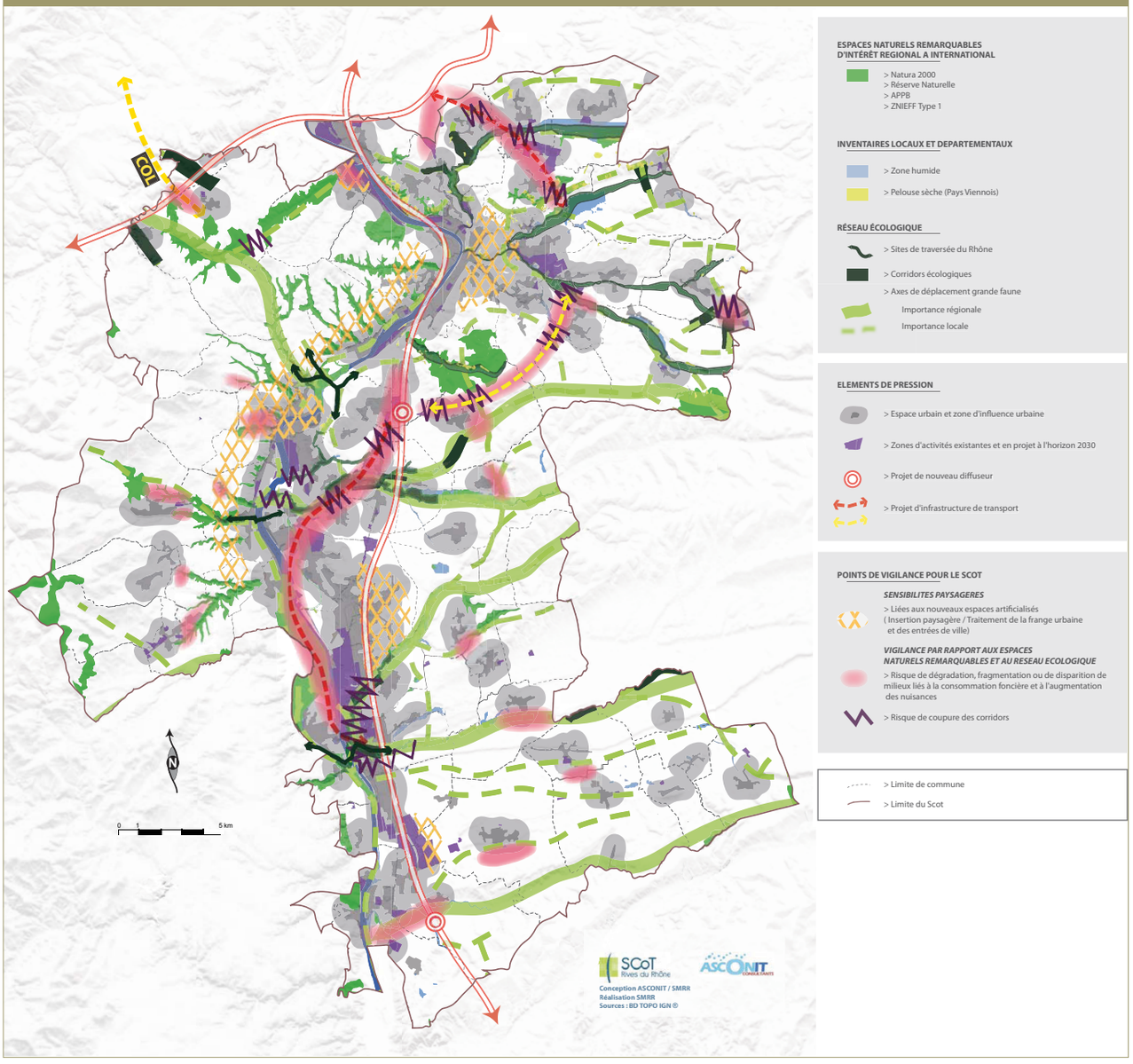
La démarche du Scot a été d'évaluer les potentialités de développement des zones d'activités économiques en fonction de critères environnementaux (prise en compte des milieux naturels sensibles, des risques naturels et technologiques, des activités agricoles, etc.), ce qui a permis de réorienter ou modifier voire interdire certains projets locaux afin d'en limiter les impacts sur l'environnement.

Cette démarche a par exemple été mise en œuvre pour réorienter le choix des zones d'activités économiques sur la communauté d'agglomération sur le pays viennois. Aux trois sites de 50 ha initialement envisagés à l'est de Vienne a été préférée l'extension mesurée de la ZAE Monplaisir - Le Rocher (Pont-Évêque/Estrablin). Cela pour limiter les surfaces urbanisées et la consommation de terres agricoles, réduire l'imperméabilisation en fond de vallée inondable, s'éloigner d'un périmètre de protection de captage et des zones d'infiltration, réduire les voiries d'accès et le trafic alimentant les trois sites, etc.

Le Scot demande aux maîtres d'ouvrage, avant toute extension ou création de nouvelles zones d'activités, de s'assurer que le projet ne porte pas atteinte aux enjeux environnementaux et qu'il soit en adéquation avec la ressource en eau disponible, ainsi que d'analyser les impacts sur les activités agricoles du prélèvement foncier.

Le Scot devra veiller, lors de sa mise en œuvre, à poursuivre cette sensibilisation quant à la prise en compte des contraintes environnementales.

PRESSIONS POTENTIELLES SUR LES MILIEUX NATURELS REMARQUABLES ET SUR LA BIODIVERSITÉ À L'HORIZON 2030



2.5 LES CAS DES ESPACES D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE (NATURA 2000)

Le territoire du Scot est concerné par trois sites d'intérêt communautaire au titre de la directive habitats (DH) et un site au titre de la directive oiseaux (DO) :

- « milieux alluviaux et aquatiques de l'île de la Platière » (DH)
- « affluents rive droite » (DH)
- « tourbières, landes, pelouses, hêtraies et éboulis des crêts du mont du Pilat » (DH)
- « île de la Platière » (DO)

Le site des **« tourbières, landes, pelouses, hêtraies et éboulis des crêts du mont du Pilat »** est à l'abri des aménagements et de l'urbanisation en raison de ses caractéristiques (sommets du Pilat) et de sa situation géographique excentrée.

Les « **affluents rive droite du Rhône** » sont des vallons encaissés et boisés incisant les retombées du Massif central sur la vallée du Rhône dans le département de la Loire (à hauteur de Pélussin) et de l'Ardèche (à hauteur de Valence). De par leurs caractéristiques topographiques, ces sites sont à l'abri des aménagements et de l'urbanisation. Cependant, il faut également conserver la fonctionnalité écologique des ravins des « affluents rive droite » et leur rôle de corridor entre le plateau et la vallée du Rhône. Pour cela il faut veiller à ce que l'urbanisation en particulier ne s'approche pas des têtes de vallons en limite du plateau du Pilat. L'accès aux ravins par des milieux agricoles ou naturels doit être conservé en amont. En aval et au débouché des vallons sur la vallée du Rhône, la délimitation et protection par le Scot de corridors écologiques doit permettre de garder une liaison entre les sites Natura 2000 et les milieux naturels et boisés du fond de vallée.

À noter que ces recommandations s'appliquent également aux vallons voisins de même type simplement classés en ZNIEFF de type 1 et pas en Natura 2000.

Cela concerne en particulier les vallons de la Valencize (Natura 2000) et du Régrillon (ZNIEFF) de Pélussin à Chavanay, au vallon du ruisseau de Molina et au creux de Roland (Natura 2000) sur Bessey, au vallon du Batalon (ZNIEFF) à proximité de Lupé et de Maclas.

Le site de **l'île de la Platière** semble plus vulnérable aux projets d'aménagement en raison de sa situation dans la vallée du Rhône, secteur privilégié de développement économique.

Ce site est identifié à la fois par la DH pour sa forêt alluviale et sa population de castors et par la DO en tant que halte migratoire et zone d'hivernage pour bon nombre d'espèces. Il est également protégé en partie par un classement en réserve naturelle.

Malgré son classement par le Scot en « espace naturel protégé » inaliénable et inconstructible, les voiries structurantes, les équipements liés à l'assainissement, l'eau potable et les eaux pluviales, les infrastructures d'intérêt général et les liaisons douces sont admis au sein de ces espaces sous réserve de procédures d'autorisations et de mesures compensatoires.

Il faut également se questionner sur les projets d'aménagement existant en marge et en limite du Natura 2000.

Le plus important et impactant de ces projets est la déviation de la RN7 de l'agglomération roussillonnaise par l'île de la Platière. En effet, cette infrastructure risque de porter atteinte à l'intégrité du site de la Platière. La déviation, qui partirait d'Auberives-sur-Varèze, rejoindrait et traverserait le Rhône canalisé à Saint-Maurice-l'Exil au sud du lieu-dit les Ronces. Elle longerait ensuite la côte est de l'île de la Platière, sur les terrains de la concession CNR, sur les communes du Péage-de-Roussillon, de Salaise-sur-Sanne et de Sablons, avant de se reconnecter à la RD820 avec un nouvel ouvrage de franchissement du Rhône.

Si les aménagements nécessaires à cette déviation n'empiètent pas sur le site Natura 2000, ils pourraient cependant avoir des effets notables sur l'environnement et la fonctionnalité écologique de l'île de la Platière.

- La route augmenterait l'effet de digue dans une zone inondable dite de « grand débit » et risque de modifier les conditions de fonctionnement hydrique de l'île (conditions dont dépendent plusieurs habitats prioritaires du site).
- La digue, les barrières, le trafic… augmenteraient l'effet de coupure entre l'intérieur de l'île et les berges du Rhône canalisé.
- Le trafic routier serait source de nuisances (bruit, lumière, rejets atmosphériques…) et de risques de pollutions accidentelles et liées au lessivage de la chaussée par les eaux pluviales, pouvant déranger et notablement impacter les espèces avifaunistiques nichant ou se reposant sur le site.
- Le trafic créera également un nouveau risque de collision avec la faune terrestre et volante, le long de l'île mais aussi lors de deux franchissements du Rhône, risque non négligeable pour cette halte importante des oiseaux migrateurs.
- Les remblais sans doute nécessaires à l'infrastructure sont un risque d'apport d'espèces végétales invasives, qui font déjà l'objet d'actions spécifiques sur l'île.
- Les travaux nécessaires à la construction seront également à l'origine de dégradations et de perturbations en limite du site voire sur le site lui-même en fonction des accès au chantier.

Au regard de ces incidences, ce projet de l'état pose des difficultés particulières et des solutions alternatives devraient être recherchées.

Il faut par ailleurs être vigilant aux conséquences du développement de la commune de Sablons (partie sud de l'île) et de la Zip Salaise - Sablons, en rive gauche du Rhône canalisé. La commune de Sablons fait en effet partie de l'agglomération roussillonnaise ; ses capacités de développement peuvent donc être relativement importantes, pouvant engendrer l'arrivée de 700 habitants de plus d'ici à 2030.

- Les nouvelles constructions vont augmenter l'imperméabilisation et l'artificialisation de la partie sud de l'île, en augmentant l'effet de coupure entre les parties nord (sur l'île de la Platière) et sud (partie aval du vieux Rhône et rive droite du Rhône à l'aval de l'île) du site Natura 2000.
- En termes d'assainissement, le raccordement de Sablons se fait sur la station d'épuration de Roussillon, il n'y aura donc a priori pas d'incidences.
- En termes d'alimentation en eau potable, Sablons va se raccorder au captage des îles dans la nappe des alluvions rive gauche du Rhône, nappe déjà fortement sollicitée. L'incidence locale de l'augmentation de l'autorisation de captage de ce forage sur la nappe (cf. sous-chapitre 3.4) serait à surveiller.
- Le trafic routier, local et de transit, sur les RD4 (en limite du site Natura 2000) et RD820 risque d'augmenter, avec pour conséquence une augmentation des nuisances et risques de pollution.
- Les incidences du développement de la zone d'activités industrialo-portuaire de Salaise - Sablons sur le site Natura 2000 sont difficiles à appréhender. Une vigilance semble cependant nécessaire quant à l'augmentation des dérangements liés au trafic fluvial, aux activités de chargement/déchargement, aux possibles rejets dans l'eau et dans l'air, etc.

2.6 LES MESURES RÉDUCTRICES ET COMPENSATOIRES

De manière générale, le Scot demande à ce que les aménagements se fassent en concertation avec les acteurs naturalistes afin d'assurer la compatibilité des différents usages et la préservation voire restauration des sites écologiques intéressants.

Cela concerne entre autres le développement des activités touristiques, culturelles et de loisirs, qui ne devra pas se faire au détriment des espaces naturels remarquables, en particulier les berges qui peuvent remplir les fonctions de corridors (ex : ripisylve pour la faune terrestre), d'habitat pour la faune de milieux intermédiaires (ex : castor), etc.

2.6.1 Conserver la fonctionnalité du réseau écologique du territoire

- maintien de continuités vertes naturelles et paysagères entre les zones bâties
- engagement du Scot à maintenir fonctionnelles les zones de traversée de la vallée du Rhône participant aux réseaux écologiques
- mise en œuvre de mesures adaptées pour la conservation des corridors écologiques : demande aux communes que les corridors écologiques soient confortés par la préservation des haies existantes et la détermination d'espaces boisés à protéger, voire à (re)créer
- suggestion aux collectivités de compléter et préciser le recensement des corridors et de l'intégrer au diagnostic environnemental de leur commune durant la révision de leur document d'urbanisme
- suggestion également de réduire l'éclairage public à proximité des corridors écologiques utilisant les talwegs
- les documents d'urbanisme devront identifier et contribuer à la constitution d'une trame verte urbaine maillée avec les espaces naturels périphériques ; ils doivent préserver dans les secteurs d'extension une part significative d'espaces verts non bâtis

2.6.2 Conserver, protéger et restaurer les espaces naturels, en particulier remarquables

- garantie de la qualité environnementale et de l'insertion paysagère des zones d'activités par la réalisation d'un plan d'aménagement
- proposition aux collectivités d'engager une réflexion sur le devenir et la gestion des sites n'ayant pas de gestionnaire à ce jour, pour les sites d'inventaires en particulier
- études préalables aux projets intégrant la prise en compte des milieux naturels remarquables et le fonctionnement écologique du territoire
- demande à ce que les ports de plaisance et les bases nautiques soient aménagés dans une logique de préservation de l'environnement
- en cas de destruction de zones humides, demande de création ou de remise en état de zones humides dans le même bassin versant, sur une surface de l'ordre de 200 % de la surface perdue

2.7 LES INDICATEURS DE SUIVI POSSIBLES

Les indicateurs de suivi concernant les espaces naturels remarquables et la biodiversité sont de deux ordres : ils concernent à la fois les espaces et les espèces.

Indicateurs concernant les espaces

L'occupation du sol par type de milieu reste un indicateur de base très utile et facile à mettre en œuvre dans le cadre d'un Scot. En reprenant la typologie utilisée par l'Ifen pour ses dix indicateurs clés de l'environnement, il est possible de faire des comparaisons avec l'échelon national. Pour ce qui concerne les espaces naturels, l'indicateur pourrait préciser l'évolution des surfaces selon les divers types de milieux naturels ou semi-naturels (bois, landes, prairies permanentes, zones humides…). Les surfaces artificialisées seront suivies et comparées au rythme et aux objectifs donnés par le Scot.

Un autre indicateur concernant les trames vertes (**surfaces en zones naturelles et linéaires d'espaces boisés classés dans les PLU)** permet de suivre la prise en compte des orientations du Scot et la mise en œuvre de mesures de protection sur le territoire.

De manière générale, on peut suivre les **surfaces d'espaces naturels protégés et gérés**, l'évolution de la **fragmentation du territoire**…

Indicateurs concernant les espèces

L'indicateur retenu en règle générale pour évaluer l'érosion de la biodiversité du point de vue des espèces est le Stoc **(suivi temporel des oiseaux communs**). Les populations d'oiseaux communs sont en effet situées en haut de la chaîne alimentaire et sont donc indirectement sensibles à toutes les perturbations que subit l'ensemble d'un écosystème. La taille de ces populations est également très sensible aux changements environnementaux à court terme.

D'autres indicateurs concernant une ou plusieurs **espèces « indicatrices » ou « emblématiques »** (faune ou flore) peuvent être mis en place au moyen d'inventaires, en particulier dans les espaces naturels protégés par le Scot. Il est cependant difficile de savoir exactement ce que l'évolution d'une population indique véritablement (relations avec les politiques menées sur le territoire du Scot difficiles parfois à établir). Ce genre de suivi peut nécessiter des moyens importants et peut être pris en charge par le réseau de veille écologique envisagé sur les Rives du Rhône, tout comme le suivi de la fonctionnalité et la fréquentation des corridors écologiques protégés par le Scot.



Les bords du Rhône à l'île du Beurre

Chapitre 3

Les ressources naturelles

3.1 RAPPEL DES ENJEUX

3.1.1 Préserver les ressources non renouvelables

→ préserver les ressources non renouvelables, en particulier **les terroirs agricoles**

3.1.2 La ressource en eau : des enjeux de disponibilité et des risques de conflits d'usage

→ **acquérir les données** permettant de gérer la ressource en priorité selon sa disponibilité et les besoins des milieux naturels (ex : capacité des nappes souterraines sollicitées)

→ **gérer la ressource de manière concertée entre tous les usagers** (prélèvement pour l'eau potable, l'agriculture, l'industrie, etc.)

→ **optimiser cette gestion** par l'amélioration des techniques utilisées et par l'adaptation de l'usage de l'eau en fonction de sa qualité et de sa quantité disponible

→ **diminuer les pressions polluantes**

Les données de l'agence de l'eau sur les **redevances prélèvements** nous donnent une vision globale (mais pas forcément précise) de la répartition selon les usages des ponctions en eau dans chaque ressource. **Ainsi, pour les principales nappes des Rives du Rhône, la part des prélèvements pour l'alimentation en eau potable (distribution publique) représente en 2007 :**

- **3,4 % des prélèvements dans les alluvions rive gauche du Rhône des Roches-de-Condrieu au Dolon**. Sur les 84 Mm^3 prélevés tous usages confondus, 44 sont utilisés par Osiris pour du refroidissement en circuit ouvert avec restitution en eau superficielle et 24 par Adisseo…

Les enjeux concernent le partage de la ressource et l'assurance de répondre aux besoins écologiques des milieux remarquables de l'île de la Platière.

- **37 % des prélèvements en Bièvre Valloire**. Les besoins supplémentaires en AEP en 2030 se montent à 0,5 Mm^3, tandis que les variations des prélèvements pour l'irrigation entre année sèche et année humide sont de ± 5 Mm^3 Les enjeux se posent en termes de partage de la ressource entre les différents usages et les risques de dégradation de la qualité de l'eau pouvant aller jusqu'à remettre en cause sa potabilité.
- **68 % des prélèvements dans les nappes du mont Pilat.**
- **97 % des prélèvements en eau souterraine dans la nappe de la Gère** ; différents documents[1] évoquent que cette nappe est exploitée à 50 % de son potentiel de renouvellement et qu'elle semble être par conséquent en limite d'exploitation par rapport à son équilibre quantitatif au niveau du captage de Gémens : au regard de l'importance du développement de l'urbanisation envisagé sur l'agglomération de Vienne, ce point a été analysé plus finement dans l'évaluation (cf. infra).
- **53 % des prélèvements de la nappe Vivarais Cévennes / Rhône Rive droite amont.** Sur les 3,4 Mm^3 destinés à la distribution publique, les deux tiers (2,1 Mm^3) proviennent du puits de la Terre Carrée à Peyraud et servent à l'alimentation en eau potable d'Annonay. L'irrigation ne représentait en 2007 que 4 % des prélèvements. Les 43 % restants sont utilisés par l'industrie pour le refroidissement des installations, mais sont restitués à la nappe par voie souterraine.

3.1.3 Sensibilisation et information

→ **Encourager une gestion économe des matériaux et des ressources**, en incitant à l'utilisation de matériaux de recyclage, à l'autonomie énergétique des nouvelles installations et zones d'activités, etc.

3.2 LES OBJECTIFS DU SCOT

3.2.1 Préserver et protéger les espaces « naturels » productifs

→ **préservation et protection des terroirs agricoles** selon leurs caractéristiques

→ **protection de certaines parcelles boisées** dédiées à la production

3.2.2 Garantir la pérennité des ressources naturelles

→ **protection des ressources en eau**, promotion d'activités agricoles moins consommatrices, traitement performant des eaux usées…

→ **rationalisation des usages en favorisant les pratiques économes** (eau, matériaux…)

→ **promotion des énergies renouvelables** (bois, solaire, éolien…) en favorisant l'exploitation des gisements d'énergies renouvelables et en encourageant leurs usages dans les projets du territoire (logements collectifs, zones d'activités…)

[1] État des lieux du schéma départemental de la ressource en eau du département de l'Isère (2006), état des lieux de la charte de gestion durable des ressources en eau du bassin des quatre vallées du bas Dauphiné (2007).

3.3 LES INCIDENCES POSITIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT

De manière générale, **les projets d'urbanisme doivent s'inscrire dans une logique de durabilité, d'économie foncière et de respect du terroir agricole** préexistant (conservation de haies, d'arbres remarquables, d'alignement d'arbres). Ils ne doivent en aucun cas créer de coupure isolant des espaces naturels ou agricoles. **Le Scot limite la consommation foncière dans les secteurs naturels et ruraux** : parc du Pilat, balmes viennoises et plateau de Chambaran, secteurs agricoles du roussillonnais et de Valloire…

3.3.1 Les mesures de protection des ressources

- **protection dans les documents d'urbanisme locaux**
  - des parcelles agricoles et boisées qui ont bénéficié d'investissements lourds pour valoriser leurs productions
  - des parcelles de production, tant agricoles que sylvicoles, bénéficiant de labels de qualité et des parcelles en AOP (inconstructibles)
  - des terres agricoles garantissant la fonctionnalité d'une exploitation (surfaces fourragères par exemple)
- **protection des nappes alluvionnaires** par la surveillance et la limitation des usages de la ressource, de l'occupation du sol, des pressions polluantes…
- **protection des zones d'infiltration et d'alimentation par l'eau pluviale** de la nappe de la molasse miocène
- **encadrement des activités et de l'occupation du sol dans les « zones d'intérêt stratégique »** pour la ressource actuelle et future en eau potable
- **protection et classement en zone naturelle de l'environnement proche des captages d'eau potable,** même en l'absence de périmètre de protection de captage
- **interdiction d'implanter des installations de production d'énergie solaire sur des terres agricoles**
- **encadrement des implantations d'éoliennes** par les schémas départementaux



Source de la Veuze, Manthes

3.3.2 Les mesures de préservation et d'optimisation de la consommation des ressources

- **conditionnement des capacités de développement urbain** (à vocation d'habitat ou économique) inscrites dans leurs documents d'urbanisme **à la capacité des milieux récepteurs à en supporter les rejets, ainsi qu'à la capacité des systèmes d'épuration à traiter les futurs volumes et charges de pollution** ; les nouvelles constructions sont de préférence raccordées à un réseau d'assainissement collectif
- **promotion des pratiques agricoles** plus respectueuses de la ressource en eau dans les zones les plus vulnérables
- encouragement à **rationaliser les usages afin de diminuer la consommation d'eau** :
  - mettre en place des politiques favorisant l'économie d'eau (acteurs industriels, particuliers, agriculteurs disposant de captages privés)
  - promouvoir la récupération de l'eau de pluie à la parcelle
  - promouvoir la réutilisation des eaux usées
  - améliorer les pratiques d'irrigation…
- demande aux collectivités compétentes de **poursuivre leurs efforts de sécurisation et d'amélioration de l'alimentation en eau potable** (recherche de fuites, interconnexion de réseaux…) et de viser à une limitation des pollutions diffuses
- demande pour les zones d'activités et zones commerciales de réalisation d'un plan d'aménagement comprenant entre autres la **gestion des eaux usées et des eaux pluviales, la limitation de l'imperméabilisation des sols…** démarche de type « approche environnementale de l'urbanisme (AEU) » obligatoire en amont de toute opération d'aménagement importante
- les orientations d'aménagement sur les zones à urbaniser des PLU devront prendre des mesures pour un **urbanisme et une architecture économes en ressources et en énergie** (orientation du bâti, traitement des eaux pluviales, etc.)
- **prévention des conséquences du réchauffement climatique** en recommandant d'adapter les bâtiments (orientation du bâti, modes constructifs, qualité des matériaux…) afin de limiter les besoins de climatisation et de végétaliser les espaces urbains afin de réduire les îlots de chaleur
- **promotion de l'exploitation raisonnée des carrières…,**

3.3.3 Les mesures de réduction des consommations énergétiques et de diminution des émissions de gaz à effet de serre

→ **modes de constructions innovants** favorisés par les documents d'urbanisme et leurs règlements (prescription)

→ **réhabilitation du parc ancien non isolé** (bâtiments ayant plus de 25 ans) pouvant être engagée notamment dans les PLH avec pour objectif les performances de la réglementation thermique du neuf

→ **actions incitatives** concernant le choix de matériaux peu polluants, peu consommateurs d'énergie pour leur confection et leur recyclage

→ **promotion des énergies renouvelables :**

- logements collectifs et zones d'activités constituant une cible prioritaire pour le développement du bois-énergie ; il conviendra d'étudier la possibilité d'installer une chaufferie bois ou de privilégier des moyens de chauffage utilisant les énergies renouvelables pour ce type d'opérations, tels que réseaux de chaleur et des systèmes mutualisés
- projets de chaufferies bois soutenus par le PNR sur le Pilat avec l'objectif d'atteindre 30 unités d'environ 300 kW chacune d'ici à 2010 sur l'ensemble du territoire du massif
- promotion de l'équipement des surfaces de toiture des bâtiments d'activités en panneaux solaires ou photovoltaïques ; recommandation de développer le solaire thermique pour la production d'eau chaude

→ **maîtrise de la consommation énergétique globale responsable des émissions de gaz à effet de serre :**

- en limitant l'étalement urbain, en favorisant la densification et la multipolarité
- en préconisant un rapprochement entre les logements et les grands pôles d'emplois, en réduisant de manière générale les distances parcourues
- en favorisant le principe de proximité et de mixité des services et des populations
- en augmentant et diversifiant l'offre de déplacement en transports collectifs
- en promouvant et favorisant les modes de déplacement doux
- en développant des alternatives au fret routier
- en encourageant le recours aux énergies renouvelables
- en recommandant la mise en œuvre d'un programme de rénovation thermique des bâtiments à usage résidentiel et tertiaire
- en protégeant et valorisant les espaces naturels qui ont un rôle potentiel de « puits de carbone »

3.4 LES POINTS DE VIGILANCE ET INCIDENCES POTENTIELLEMENT NÉGATIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT

3.4.1 Les incidences inhérentes à tout aménagement

→ **consommation foncière :** 785 ha pour l'habitat principalement dans la vallée du Rhône. Les besoins fonciers impactent notablement des communes (Vienne, Sainte-Colombe, les Roches-de-Condrieu, Roussillon et Péage-de-Roussillon) déjà fortement contraintes dans leur développement par les zones inondables, les périmètres de protection des risques technologiques, les périmètres autour des monuments historiques, etc. Le Scot prévoit dans ce cas, en particulier pour les communes de rive droite, la possibilité de développer des « faubourgs perchés ». Une vigilance toute particulière devra être apportée dans ce cas à la disponibilité de la ressource en eau, rare sur le plateau du Pilat, et aux capacités de traitement des eaux usées. Le développement de ces nouvelles zones d'urbanisation se fera dans le cadre de schémas de secteur qui en préciseront les contraintes et les possibilités. Le Dog comptabilise également 500 ha destinés à des activités économiques (place libre dans les ZAE existantes et extension ou création de nouvelles ZAE - consommation foncière entre 20 et 35 ha par an).

→ **imperméabilisation du territoire, augmentation du ruissellement**

→ **augmentation de la consommation des matériaux locaux et des ressources énergétiques :** le Dog ne propose que des recommandations pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et promouvoir les énergies renouvelables

→ **augmentation de la pression sur la ressource en eau**

3.4.2 La ressource en eau : une problématique forte du territoire des Rives du Rhône

Risques généraux

→ **perturbation des écoulements :**

- par l'évolution des systèmes d'épuration collectifs et le raccordement des petites stations locales dont les rejets participaient au débit des cours d'eau récepteurs à de grosses stations rejetant dans le Rhône (secteur des quatre vallées en particulier)
- par une augmentation des débits des cours d'eau récepteurs des eaux de ruissellement des nouveaux secteurs artificialisés

→ **altération de la qualité des eaux :**

- pollution chronique : il s'agit de l'ensemble des pollutions liées à la circulation des véhicules (plomb, hydrocarbures…) ; ces polluants sont transportés hors de la plateforme par les vents et les eaux de ruissellement

- pollution accidentelle : elle survient à la suite d'un déversement de matières dangereuses consécutif à un accident de la circulation

→ **modification des circulations souterraines, ainsi que de rabattement, voire de vidange, de nappes localisées** (couloirs de l'est lyonnais, alluvions des vallées de Vienne, socle monts du Lyonnais) et **impact sur les captages** (chez Perrier, Fontaines, Gemens)

Augmentation de la consommation

→ La consommation d'eau à partir du réseau de distribution publique était en 2007 d'environ 170 litres par personne et par jour. **À l'horizon 2030, les besoins supplémentaires en eau se montent à 7 400 m³/jour, soit 2,7 Mm³ par an :**

- **D'un point de vue quantitatif, les ressources les plus sollicitées** sont les alluvions du Rhône rive gauche des Roches-de-Condrieu au Dolon (besoin de 1 760 m³/jour en plus) et les alluvions fluvio-glaciaires de la plaine de la Bièvre-Valloire (besoin de 1 380 m³/jour en plus). Des besoins d'environ 1 000 m³/jour concernent également les nappes de la Véga d'une part et de la Gère et Vésonne d'autre part.
- **D'un point de vue relatif, les nappes les plus impactées par les futures demandes** au regard des prélèvements actuels sont la nappe de la Véga (+28 %), les alluvions du Rhône rive gauche des Roches-de-Condrieu au Dolon (+23 %) et les molasses miocènes du bas Dauphiné (+19 %). L'augmentation des besoins dans les nappes Vivarais Cévennes - mont Pilat (+13 %) est également un point de vigilance au regard de la faible abondance de cette ressource[2].

La répartition de la consommation actuelle, les prélèvements effectués et les capacités réelles à chaque captage sont cependant difficiles à connaître précisément sans contacter chaque gestionnaire de captage ou chaque fermier. Cette vision globale a été affinée dans les deux cas suivants pour lesquels l'adaptation de la ressource à la croissance démographique envisagée n'était pas évidente.

En ce qui concerne la nappe des alluvions du Rhône rive gauche des Roches-de-Condrieu au Dolon : l'arrêt d'un prélèvement industriel, l'engagement de la plateforme chimique Osiris à ne pas augmenter ses prélèvements et l'autorisation d'augmenter le débit des captages des puits des îles à 1 000 m³/h (au lieu des 750 m³/h actuels, projet d'arrêté préfectoral du 3 novembre 2009) rendent envisageable l'augmentation de population prévue sur ce secteur. L'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse (RMC) va par ailleurs réaliser une étude sur la nappe alluviale du Rhône dans le cadre du plan Rhône.

À noter que l'augmentation de la capacité de pompage sur le champ captant des îles va également permettre de sécuriser l'apport en eau potable des communes de Sablons et de Salaise-sur-Sanne, actuellement desservies principalement par le forage de Golley (sur Agnin, dans la nappe de Bièvre Valloire), captage en limite de production d'un point de vue qualitatif et quantitatif.

En ce qui concerne la nappe Gère – Vésonne et le puits de Gémens : la ville de Vienne (maître d'ouvrage du captage de Gémens) a apporté les informations suivantes : le captage de Gémens dessert en 2009 38 000 équivalents habitants. Les prélèvements ont nettement diminué en 2009 par rapport à 2007 (5,5 Mm³ au lieu de 7,8 Mm³, en raison de travaux de recherche de fuites en particulier ; des économies peuvent encore être réalisées par ce biais). Le captage aurait une capacité totale de 300 l/s, soit environ 1 000 m³/h. Les prélèvements actuels (5,5 Mm³/an soit environ 630 m³/h) laissent donc une marge suffisante pour accueillir la population envisagée d'ici à 2030. Il est toutefois conseillé de suivre le niveau de la nappe, au moyen de piézomètres par exemple, pour s'assurer que son équilibre quantitatif et son seuil de renouvellement ne sont pas atteints.



Vallée du Rhône depuis les hauteurs de Seyssuel

[2] Estimations chiffrées réalisées à partir des volumes prélevés par la distribution publique (données prélèvements de l'Agence de l'eau RMC) et de la population projetée en 2030 d'après le Scot.

3.5 LES MESURES RÉDUCTRICES ET COMPENSATOIRES

De manière globale, la mise en œuvre du Scot, de par les conditions de densité de construction qu'il impose, **est une mesure réductrice de la consommation foncière**. En effet, si les tendances antérieures se poursuivaient, l'espace consommé par l'habitat aurait pu atteindre 3 500 ha en 2030 au lieu des 785 ha programmés. Les réserves foncières des communes en 2005 étaient d'ailleurs estimées à au moins 2 700 ha[3].

Le développement des zones d'activités est avant tout lié à la volonté du Scot d'assurer « un logement – un emploi », ce qui a pour effet positif, au-delà des aspects sociaux et économiques, de limiter les déplacements domicile-travail et les pressions conséquentes sur la consommation de ressources énergétiques et la production de pollutions (air, bruit…).

3.5.1 Réduire la consommation foncière

- **priorité donnée à la reconversion** de zones existantes, extension en dernier recours et sous conditions ; définition des projets de façon à minimiser les emprises sur les secteurs de qualité

3.5.2 Contenir la pression sur les ressources naturelles

- La sollicitation et la gestion des ressources naturelles et notamment de la ressource en eau doit se faire absolument de manière concertée avec les autres usages et besoins (exemple pour la ressource en eau : irrigation, prélèvement d'eau potable, support de milieux naturels remarquables comme les milieux humides, etc.).
- Contenir et limiter le développement urbain le long des nouvelles infrastructures dans les documents d'urbanisme. En effet si aujourd'hui, il y existe des enjeux concernant l'optimisation des ressources naturelles dont « l'exploitation » est surtout concentrée dans la vallée du Rhône, l'objectif est aussi de ne pas étendre d'autres pressions sur des secteurs encore relativement préservés aujourd'hui.

3.5.3 Préserver la ressource en eau

- préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines à enjeu de santé publique et de bonnes conditions écologiques pour la faune et la flore aquatiques (milieu et continuité)
- préserver les nappes d'eau souterraines : enjeu quantitatif d'approvisionnement en eau potable (réserver si nécessaire l'usage de certaines nappes à l'alimentation eau potable) et garantir le débit de cours d'eau : maintien de conditions de vie favorables de la faune et la flore
- dispositifs limitant les volumes d'eau rejetés, traitement des eaux pluviales à la parcelle
- protection et préservation des capacités d'infiltration des nappes alluviales (Rhône, Véga, Gère, Bièvre Valloire, molasse miocène)
- anticipation des besoins futurs par la préservation de « zones d'intérêt stratégique » pour l'alimentation en eau potable, secteurs potentiels de futurs captages

Si les pressions quantitatives envisagées sur les alluvions du Rhône ou la nappe miocène sont a priori envisageables sans dommages durables au vu des capacités de ces nappes, les pressions sur les nappes de la Véga, de la Gère et du Pilat posent aujourd'hui question.

La répartition des prélèvements d'eau doit être réfléchie en fonction de la capacité des nappes alluviales, or globalement cette connaissance manque aujourd'hui sur le territoire des Rives du Rhône. Des études sont en cours sur ce sujet. Le Scot restera vigilant quant à leurs résultats et pourra en tirer partie pour améliorer la qualité et la durabilité de la gestion de la ressource en eau du territoire. En guise d'exemple, une étude réalisée dans la Loire en 1999 a mis en évidence la sensibilité et la fragilité de la nappe alluviale en rive droite du Rhône, vis-à-vis notamment de l'alimentation en eau potable du canton de Pélussin (débit maximal de 100 m^3/h sur chacun des puits du syndicat de production d'eau).

La mise en œuvre de démarches de gestion concertée de l'eau par bassin versant (partage de la ressource entre usages (agricoles, industriels, AEP, écologiques), adéquation des ressources aux usages en fonction de leur qualité, sécurisation des ressources pour l'eau potable…) qui s'imposeraient au Scot semble essentielle, notamment dans le secteur des quatre vallées, du roussillonnais, du Pilat… (la Bièvre Valloire étant déjà couverte par un Sage).

Le Scot envisage par ailleurs, dans sa phase de réalisation, la mise en place d'une communauté de l'eau potable.

[3] Inventaire non exhaustif des zones AU ou équivalentes réalisé en 2005 par Groupe6.

3.6 LES INDICATEURS DE SUIVI POSSIBLES

Plusieurs types d'indicateurs concernant l'eau et l'assainissement peuvent être utilisés pour renseigner et suivre la gestion et la qualité de la ressource en eau.

La qualité des cours d'eau superficiels et des eaux souterraines est renseignée chaque année par masse d'eau par l'agence de l'eau RMC. La qualité de l'eau distribuée est renseignée par les DDCS (réseau AEP). L'évolution de la qualité de l'eau de chaque captage pourrait être corrélée avec **les superficies agricoles exploitées en agriculture biologique (label AB) ou bénéficiant d'un soutien agri-environnemental** dans le périmètre de protection du captage.



Les quais du Rhône à Sablons

Le niveau piézométrique des nappes (en particulier celles des alluvions rive gauche du Rhône des Roches-de-Condrieu au Dolon et des vallées Gère – Vésonne) pourra être une alerte sur l'impact des prélèvements par rapport à la capacité de renouvellement des nappes.

La consommation d'eau par habitant peut être évaluée à partir des données annuelles des services de gestion de l'eau. Les détails de la consommation d'eau par type d'activité peuvent être précisés pour déterminer si les recommandations du Scot sont suivies.

Le raccordement aux Step (indicateur issu des dix indicateurs clés de l'environnement de l'OCDE) permet de savoir dans quelle mesure les rejets des particuliers sont traités collectivement, tandis que **l'analyse des rejets des Step** permet d'évaluer la qualité de traitement des eaux et son évolution. Il donne ainsi une idée de l'impact potentiel de ces rejets sur le milieu et les efforts faits et restant à faire par les collectivités sur ce point.

Le suivi de l'objectif de préservation et conservation des terroirs agricoles peut être appréhendé par le **recensement des surfaces en zones agricoles stratégiques retraduites dans les PLU** d'une part et par la sociologie des acquéreurs des terrains agricoles d'autre part.



De la source au traitement, surveiller la qualité de l'eau

Chapitre 4

Les risques et nuisances

4.1 RAPPEL DES ENJEUX

4.1.1 Réduire les émissions de nuisances et de pollutions et limiter les nouveaux risques

- **réduire à la source :** déchets, transports de matières dangereuses, émissions dans l'air, bruit, ruissellement, plantes envahissantes…
- **changer de pratiques :**
  - favoriser les transports collectifs et les modes « doux »
  - préserver les milieux ayant des capacités de rétention des eaux (zones d'expansion de crues (ZEC), zones humides, etc.)
  - augmenter la part valorisée des déchets et créer de nouvelles filières de traitement…

4.1.2 Réduire l'exposition aux risques et nuisances

- **améliorer les situations critiques** : décharges, sites et sols pollués, centres de tri…
- **prendre en compte dans l'aménagement du territoire :**
  - les risques technologiques au moyen des PPRT
  - les préconisations du plan particulier d'intervention (PPI) de la centrale nucléaire de Saint-Alban-du-Rhône
  - les zones inondables
  - les sites et sols pollués
  - les nuisances sonores…
- **surveiller, informer et sensibiliser :**
  - développer des dispositifs de prévention des risques liés aux feux de forêts et aux mouvements de terrain, encore mal connus
  - poursuivre l'élaboration des documents de prévention communaux contre le risque d'inondation
  - sensibiliser les populations aux risques technologiques présents (y compris nucléaire)
  - poursuivre les mesures et la surveillance de la qualité de l'air

4.2 LES OBJECTIFS DU SCOT

4.2.1 Lutter contre le réchauffement climatique et anticiper ses conséquences

- réduire les émissions de gaz à effet de serre
- adapter les documents d'urbanisme aux effets attendus du changement climatique

4.2.2 Valoriser un cadre de vie de qualité en limitant les nuisances

- développer une culture du risque au sein du territoire
- réduire le risque de ruissellement et limiter le risque d'inondation
- prévenir les autres risques naturels
- gérer le risque industriel
- prendre en compte les autres pollutions (plantes invasives) et les nuisances sonores
- améliorer le traitement des déchets

4.3 LES INCIDENCES POSITIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT

4.3.1 Limiter les risques de ruissellement et d'inondation

- par l'infiltration à la parcelle, la limitation des volumes rejetés dans les réseaux et les cours d'eau, les aménagements ruraux favorisant les infiltrations, l'étalement spatial et temporel des crues…
- par le gel des capacités de construction dans les zones inondables ou ZEC définies par les plus hautes eaux connues dans l'attente d'un PPR inondation ou à défaut d'une carte d'aléas
- demande aux PLU d'inscrire les ZEC dans les documents graphiques et de prendre des précautions plus fortes dans la perspective d'une occurrence plus importante des épisodes climatiques extrêmes

4.3.2 Limiter l'exposition des populations aux nuisances et aux risques

- **risques technologiques et naturels :** nouvelles constructions et intensification urbaine prévues à l'écart des zones concernées par un risque industriel
- **demande que les futures implantations industrielles fassent l'objet de garanties en termes d'environnement et de paysage** afin de ne pas induire une augmentation des nuisances et des risques existants pour les populations ; les implantations mettant en œuvre des matières dangereuses sont assujetties à une desserte multimodale, afin de limiter le TMD par la route
- **nuisances sonores :** recommandation du Scot de ne pas construire d'habitations ou de bâtiments collectifs dans les « zones de bruit » : respect du cadre de vie et enjeu de santé publique ; demande que les PLU réduisent l'exposition au bruit liée aux infrastructures par des aménagements
- **pollutions atmosphériques :** recommandation du Scot de ne pas construire d'habitations ou de bâtiments collectifs à proximité des voies à fort trafic, des zones agricoles soumises à des épandages de produits phytosanitaires... recommandations architecturales pour limiter la pollution de l'air intérieur
- **plantes invasives :** recommandation de mise en œuvre de plans d'actions concertés, conseils pour la limitation de la propagation et la destruction de ces plantes
- **risques :** encouragement des communes à sensibiliser les populations et développer une culture du risque
- **secteurs urbains déviés et requalifiés** : amélioration de la qualité de l'air, de l'ambiance acoustique et de la sécurité des riverains en raison de la diminution du trafic

4.3.3 Limiter les déplacements et les pressions conséquentes sur la consommation de ressources énergétiques et la production de pollutions (air, bruit, gaz à effet de serre...)

- **amélioration de l'offre de transport en commun et report de la voiture individuelle** vers les transports collectifs favorisés par :
  - l'organisation du développement du territoire autour des pôles-gares : réserves foncières, systèmes de rabattement
  - la hiérarchisation des secteurs d'urbanisation au regard de leur desserte en transports en commun
  - l'inscription d'itinéraires de circulations douces dans les espaces publics, en particulier dans les centres urbains, à proximité ou à destination des équipements publics
- **conditionnement des nouvelles activités** sur les sites de Givors – Loire-sur-Rhône et de Salaise – Sablons à l'utilisation d'un mode de transport autre que routier (voie ferrée ou fluviale)
- obligation que **toute extension ou création de ZAE soit accompagnée du développement progressif d'une desserte en TC** (ligne fixe ou TAD), adaptée selon la nature et le volume des déplacements engendrés par la ZAE
- **offre « un logement – un emploi »** sur le territoire du Scot, ce qui a pour effet de limiter les déplacements domicile-travail vers l'extérieur des Rives du Rhône
- **réduction des émissions globales des gaz à effet de serre** en promouvant la densification urbaine, les transports en commun et les modes de déplacement doux, par la modernisation du parc immobilier, en protégeant des espaces et des milieux jouant un rôle de puits de carbone...

4.4 LES POINTS DE VIGILANCE ET INCIDENCES POTENTIELLEMENT NÉGATIVES DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT

4.4.1 Les conséquences de la croissance de la population, particulièrement dans la vallée du Rhône

- **concentration de la population dans le couloir rhodanien**, qui cumule aujourd'hui les nuisances : pollution atmosphérique en particulier, bruit, risques d'inondation et risques technologiques...
- **proximité des risques technologiques**, dans l'attente des PPRT. Communes plus particulièrement concernées : Saint-Clair-du-Rhône, Les Roches-de-Condrieu, Roussillon, Péage-de-Roussillon, Salaise-sur-Sanne, Chasse-sur-Rhône. Par ailleurs, les communes de Chavanay, Malleval, Saint-Pierre-de-Bœuf, Saint-Alban-du-Rhône, Saint-Clair-du-Rhône, Clonas-sur-Varèze et Saint-Maurice-l'Exil sont concernées par la zone d'alerte d'urgence (rayon de 2 km) définie par le PPI de l'installation nucléaire de base (INB) de Saint-Alban-du-Rhône
- **densification du tissu urbain proche des moyens de transports et proche des gares notamment** : en vue de ne pas augmenter la population soumise au bruit et de respecter la recommandation du Scot de ne pas avoir de nouvelles constructions pour l'habitat et les équipements collectifs dans les zones de bruit, la prise en compte du bruit (isolation sonore des constructions, résorption des points noirs de bruit) doit être un point d'insistance majeure dans les zones de densification
- **augmentation de la production de déchets** : en 2030, 43 000 habitants en plus produiront, selon les ratios actuels de 390 kg/an, plus de 16 700 tonnes de déchets en plus. Il convient de s'interroger sur ce que sera alors la part triée et valorisée et si l'usine d'incinération de Salaise-sur-Sanne sera à même de traiter ces déchets. Les déchets ménagers représentant en 2005 seulement 11 % des déchets traités par l'usine de Salaise-sur-Sanne, il paraît indispensable de connaître dans

quelle mesure les déchets industriels vont augmenter. Le Scot recommande à ce sujet une réflexion complète et interdépartementale sur la production et la gestion des déchets sur les Rives du Rhône. Une politique de réduction des déchets à la source et de valorisation des déchets doit être engagée ; des points de vigilance sur les quantités produites et les capacités de traitement doivent être inscrits dans le suivi du Scot.

- **augmentation des rejets d'eaux usées** : dans sa globalité, le territoire des Rives du Rhône a une capacité de traitement suffisante pour traiter les nouveaux arrivants. Des problèmes locaux peuvent cependant être rencontrés car la part de personnes raccordées va également augmenter. L'agrandissement de la Step de Reventin-Vaugris devrait suffire mais elle doit également intégrer les flux venant des Step des quatre vallées. Sa capacité restante devra donc être suivie attentivement en fonction de l'accueil et du raccordement des nouvelles populations. La Step du Péage-de-Roussillon, considérée en surcharge par l'agence de l'eau en raison de ses débits de pointe (charge entrante estimée en 2007 à 24 000 EH pour une capacité de 21 000 EH), ne recevrait en moyenne que 14 000 EH (données Sigearpe). Des travaux d'amélioration de réseaux pour supprimer des eaux claires permettraient de plus de gagner en capacité. La Step va donc pouvoir accueillir les rejets des communes du syndicat Dolon-Varèze (raccordement à venir de 2 300 EH, cela résoudra les problèmes de la Step de Bougé-Chambalud) et des nouveaux habitants des communes raccordées pour quelques années. Un agrandissement doit cependant être envisagé à court terme, d'ailleurs la place pour une extension de la Step est prévue. Par ailleurs, l'augmentation de la production de boues de Step peut tout à fait être traitée sur le territoire en prévoyant des plateformes de compostage mixant déchets verts et boues, ou par l'épandage des boues sur des terrains agricoles

4.4.2 La création de nouvelles voiries et échangeurs et augmentation conséquente de trafic

- **augmentation des nuisances sonores et des risques** pour les habitations situées à proximité des voies ferrées, conséquence de l'augmentation du trafic (notamment en lien avec le projet de CFAL et les activités de logistique)
- **dégradation de la qualité de l'air et de l'ambiance acoustique** à proximité des nouvelles infrastructures
- **augmentation du trafic et du dérangement créé à la faune** (cf. partie espaces naturels remarquables)

4.4.3 L'accroissement d'autres risques et nuisances

- **concentration des risques technologiques dans la vallée du Rhône** où sont déjà présentes plusieurs entreprises Seveso et Seveso AS (seuil haut) ainsi qu'une centrale nucléaire
- **risque d'augmentation de la pollution (eau, air, sols)** lié à l'extension de zones d'activités principalement dans la vallée du Rhône (site industrialo-portuaire de Givors-Loire, plateformes chimiques de Saint-Clair-du-Rhône et Roussillon, zone industrialo-portuaire de Salaise - Sablons et parc d'activités Nord Drôme Ardèche...)
- **augmentation potentielle des risques et nuisances liés au CFAL** si ce dernier entraînait une augmentation du trafic de trains de marchandise sur la voie ferrée de la rive droite : risques liés au TMD et augmentation du bruit



Voie ferrée à hauteur de la zone de Salaise - Sablons

4.4.4 Une vigilance particulière vis-à-vis de l'installation nucléaire de Saint-Alban-du-Rhône / Saint-Maurice-l'Exil

→ **Centrale nucléaire de Saint-Alban-du-Rhône à Saint-Maurice-l'Exil.** Ses deux réacteurs sont classés INB et font à ce titre l'objet d'une réglementation spécifique (cf. encadré). La commission locale d'information (Cli) de Saint-Alban est présidée par le maire de Roussillon. Trois avis d'incidents ont été publiés depuis le début de l'année 2009 (cf. site de l'ASN du Rhône).

La loi du 22 Juillet 1987 sur la prévention des risques majeurs, désormais codifiée dans le code de l'environnement, **a imposé aux communes de prendre en compte les risques technologiques dans leur PLU**. Le maire est donc tenu d'introduire ces limitations dans ses documents d'urbanisme.
La réglementation impose à l'**exploitant de prévoir l'organisation interne à son établissement qu'il mettrait en place en cas d'accident** pour en limiter les conséquences, et ramener son installation dans un état sûr. Cette organisation fait l'objet d'un plan d'urgence interne (PUI).
À partir de l'étude de dangers et du PUI, **le préfet doit établir**, pour le cas où surviendrait un accident débordant les limites du site, **un PPI** prévoyant l'organisation des secours qu'il mettrait en place pour assurer la protection de la population et de l'environnement. Un paragraphe du PPI fixe les **missions qui seraient confiées aux maires** des communes concernées en cas d'accident.

En application des lois du 22 juillet 87 et du 2 février 1995, les exploitants INB doivent effectuer **tous les cinq ans**, sous contrôle du préfet, une **information de la population** habitant à l'intérieur des cercles à risques (cercles PPI). Cette information doit porter sur la nature du risque et les consignes à appliquer en cas d'accident. Les maires des communes concernées, dont une partie ou la totalité de leur territoire se trouve à l'intérieur de ces cercles PPI, doivent réaliser leur **dossier d'information communal sur les risques majeurs (Dicrim)**. Ils doivent de même, au titre de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile, établir un plan communal de sauvegarde (PCS), prévoyant l'organisation qui se mettrait en place autour d'eux en cas de crise pour leur permettre d'assurer les responsabilités qui leur incombent en de telles circonstances. Le droit à l'information de la population, déjà garanti par une série d'articles du code de l'environnement (art. L. 124-1 à 6), a été dernièrement réaffirmé pour le risque nucléaire, par la loi du 13 juin 2006 sur la transparence et la sécurité en matière nucléaire, et notamment, en instituant l'autorité de sûreté nucléaire (ASN) en tant qu'autorité indépendante, et en instituant les **Cli** qui étaient jusque là dépourvues d'un cadre réglementaire.

Les communes de Chavanay, Malleval, Saint-Pierre-de-Bœuf, Saint-Alban-du-Rhône, Saint-Clair-du-Rhône, Clonas-sur-Varèze et Saint-Maurice-l'Exil intersectent le rayon de 2 km de la zone d'alerte d'urgence défini par le PPI de l'installation nucléaire de base de Saint-Alban-du-Rhône. Le Scot demande aux communes concernées de se conformer au PPI.

4.5 LES MESURES RÉDUCTRICES ET COMPENSATOIRES

→ l'implantation, l'extension ou le réaménagement d'établissements d'activités économiques et/ou industrielles avec une **attention particulière au traitement des déchets** (acheminement, traitement des déchets dangereux) et à **l'assainissement des eaux usées (**raccordement, traitement, rejet) ; application de la même réflexion à la reconversion, la réhabilitation de sites anciens

→ **réduction du mitage et densification de l'urbanisation** qui facilite la collecte des déchets et en réduit les coûts

→ **respect du principe de précaution et des contraintes liées imposées par la présence de risques naturels et technologiques,** par exemple pour le réinvestissement du tissu urbain existant et la densification urbaine ; attention particulière pour les communes pour lesquelles un PPRT sera élaboré ou est en cours d'élaboration

→ **limitation des constructions** de bâtiments à usages d'habitation ou d'équipements collectifs **aux abords des infrastructures** classées selon la loi sur le bruit du 31/12/1992

→ **réduction de l'exposition au bruit des populations par les PLU** en maîtrisant au mieux les aménagements

4.6 LES INDICATEURS DE SUIVI POSSIBLES

Les indicateurs quantitatifs sont nombreux afin de mesurer les évolutions des nuisances et des risques sur le territoire du Scot.

Déchets

La production de déchets municipaux générés (en kg par habitant) est un indicateur issu des indicateurs de développement durable d'Eurostat. Il permet d'évaluer la production de déchets par habitant. Le mode de traitement des déchets peut être évalué par **la part des différents traitements des déchets**, un indicateur qui pourra mettre en lumière l'évolution des traitements les plus favorables à l'environnement et renseigner ainsi la part des déchets valorisés. La quantité de déchets produite devra être corrélée avec les capacités de traitement des déchets sur le territoire.

Bruit

- identification, cartographie et suivi des « **points noirs phoniques** » définis par l'Ifen (zone sur laquelle une route ou une voie ferrée existante provoque des niveaux sonores supérieurs à 70 dB de jour (en façade des bâtiments existants))
- estimation des **surfaces des zones tampons bruit** et du nombre d'habitants dans les zones de bruit réglementaires (au prorata des surfaces des îlots Iris)
- suivi des **zones de calme** (surface, nombre, fragmentation…) à l'écart des infrastructures de transports et des sources de bruit

Air

L'indice Atmo mesure la qualité de l'air. Il correspond à l'agrégation de données relatives à quatre polluants (dioxyde de soufre, poussières, dioxyde d'azote, ozone). Un **indice de pollution de l'air**, sur le modèle de l'Ifen, peut donc être calculé. On peut calculer également le nombre de jours moyens avec un indice Atmo médiocre ou mauvais (supérieur ou égal à 6, d'après les indicateurs de l'Ifen 2005).

Dans le cas où l'indice n'est pas disponible, **le nombre moyen de véhicules par jour sur les principaux axes de circulation** peut donner une indication.

Risques

Certains indicateurs sont applicables à tous types de risques (naturels, technologiques) et permettent ainsi d'avoir une vue globale sur la question :

- **nombre de plans de prévention des risques approuvés et prescrits et de zonages d'assainissement pluvial** : permet de mesurer la prise en compte de différents risques par les collectivités territoriales incluses dans le Scot
- **calcul des surfaces exposées aux risques** (dont les surfaces agricoles et urbanisées) : permet de connaître les types de surfaces situées dans une zone à risques, même d'aléa faible
- **surface urbaine, nombre de logements et populations soumises aux risques d'inondation, aux risques technologiques…**



Salaise-sur-Sanne vue du ciel

Mémo



Document 5

PARTIE 2

Analyse des effets prévisibles du Scot sur l'environnement - approche thématique et par projets

Chapitre 1

Le renforcement de l'armature urbaine et la politique de l'habitat

1.1 RAPPEL DES ENJEUX ET OBJECTIFS DU SCOT

1.1.1 Atouts

- un rythme de croissance soutenu depuis plus de 20 ans et qui se maintient
- un cadre de vie privilégié

1.1.2 Contraintes

- une densité peu à peu remise en cause
- un phénomène de desserrement urbain en pleine accélération :
  - un affaiblissement des principaux pôles urbains
  - un parc de logements spécialisé qui se fragilise
  - une carence en logements aidés
- le risque d'une poursuite de l'étalement urbain et de la périurbanisation, avec un rythme de construction qui s'accélère

1.1.3 Enjeux et défis

- **Faire face aux évolutions socio-démographiques**
  - une augmentation prévisible de la population
  - les besoins prévisibles en matière d'équipements structurants
  - un accroissement de la proportion des petits ménages
  - le vieillissement amorcé de la population
  - un travail sur la diversité de l'habitat pour répondre aux besoins actuels et futurs
- **Affirmer le rôle structurant des agglomérations dans l'armature urbaine**

Le projet s'inscrit dans une logique d'inversion des tendances constatées en matière de développement urbain. Les élus se sont positionnés en faveur d'une armature urbaine hiérarchisée pour 2030, renforçant le poids des deux agglomérations principales et des centres urbains, dans le but de freiner le phénomène de périurbanisation. L'agglomération viennoise et l'agglomération Roussillon - Saint-Rambert accueilleront les deux tiers de la population nouvelle du territoire. La vallée du Rhône, redevenant ainsi l'axe de développement principal, rapprochera la population des principaux équipements, services et réseaux de transports en commun.

- **Promouvoir des politiques de l'habitat plus solidaires et des formes urbaines plus durables**

Afin de répondre aux attentes de l'ensemble des habitants, les élus du syndicat mixte se sont positionnés en faveur d'une diversification des formes d'habitat et d'une plus grande mixité sociale. Les orientations du Scot favoriseront ainsi la production d'un habitat moins consommateur d'espace, plus diversifié en termes de statut d'occupation et **de typologie de logements (immeubles collectifs, logements intermédiaires, groupés, individuels…). Il s'agira également d'encourager les modes de construction innovants,** plus économes en énergie, et la production de quartiers intégrant l'ensemble des objectifs de développement durable.



Espace public à Saint-Rambert-d'Albon

1.2 LES INCIDENCES GÉNÉRALES

Le projet de Scot des Rives du Rhône ne cherche pas forcément à restreindre l'accueil de la population sur son territoire (la population attendue d'ici à 2030 est seulement de 5 % inférieure à celle issue d'un scénario tendanciel), mais plutôt à l'organiser.

Les objectifs sont multiples : limiter la consommation foncière et le mitage, revitaliser les centres urbains existants et utiliser les potentialités de renouvellement urbain dans l'agglomération, rapprocher les nouveaux habitants des services et des transports en commun, optimiser les besoins en équipements...

Cela se traduit par une structuration du territoire en 4 niveaux de polarités avec des objectifs de croissance et de densités en nouveaux logements différenciés selon les types de communes.

ORGANISATION DU TERRITOIRE EN 4 NIVEAUX DE POLARITÉS

Niveaux de polarités	Nombres de communes	Nombres de logements/an/1 000 habitants	Nombres de logements par ha
Communes d'agglomération	16	6 pour l'agglomération viennoise, 9 pour l'agglomération roussillonnaise	40
Villes	5	6	30
Bourgs centres	5	5,5	30
Villages	54	5,5	20
MOYENNE - TOTAL SCOT	80	6,4	25

L'inversion de tendance se traduit dans le projet de Scot par l'accueil, au sein des agglomérations du territoire, de deux tiers de la population, alors que la tendance aurait amené cette population à s'installer davantage en dehors des agglomérations.

Accueillir les nouvelles populations prioritairement dans les agglomérations permet en outre de proposer des densités de logements plus élevées et de diminuer ainsi les besoins fonciers.

Les besoins fonciers découlant du projet de Scot se montent à 785 hectares. La poursuite des tendances récentes (82 % de logements neufs sont des maisons individuelles, 13 logements/ha en moyenne...) aurait conduit à une consommation foncière de plus de 2 300 ha d'ici à 2030 ! Les réserves foncières des communes étaient d'ailleurs de 2 700 ha en 2005 (y compris zones d'activités).

RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR TYPE DE COMMUNES : L'INVERSION DE TENDANCE...

Secteur (nombre de communes)	Population en plus d'ici à 2030 (Scot)		Nouveaux logements (Scot)		Besoins fonciers (ha) (Scot)		Population en plus d'ici à 2030 (tendanciel sans Scot[5])	
Agglo Vienne (8)	12 010	27 %	6 512	28 %	163	21 %	3 690	8 %
Agglo Roussillon (8)	13 974	32 %	7 195	31 %	180	23 %	7 872	17 %
Villes (5)	3 280	7 %	1 778	8 %	59	8 %	2 638	6 %
Hors agglo (59)	14 498	33 %	8 089	34 %	383	49 %	31 665	69 %
TOTAL SCOT (80)	43 762	100 %	23 574	100 %	785	100 %	45 865	100 %

[4] Inventaire non exhaustif des zones AU ou équivalentes réalisé en 2005 par Groupe6.

[5] Application entre 2009 et 2030 du taux de croissance moyen annuel communal 1990-2009.

RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Secteur (nombre de communes)	Population en plus d'ici à 2030 (Scot)		Nouveaux logements (Scot)		Besoins fonciers (ha) (Scot)		Population en plus d'ici à 2030 (tendanciel sans Scot[5])	
CA pays viennois (18)	15 413	35 %	8 426	36 %	267	34 %	12 477	27 %
CC pays roussillonnais (22)	15 058	34 %	7 922	34 %	246	31 %	13 993	31 %
CC Pilat rhodanien (14)	3 420	8 %	1 896	8 %	79	10 %	6 922	15 %
CC région de Condrieu (10)	3 222	7 %	1 775	8 %	69	9 %	4 971	11 %
CC Rhône Valloire (15)	6 193	14 %	3 308	14 %	118	15 %	7 637	15 %
Sainte-Colombe (1)	456	1 %	247	1 %	6	1 %	565	1 %
TOTAL SCOT (80)	43 762	100 %	23 574	100 %	785	100 %	46 565	100 %

Des dérogations sont envisagées à ce schéma général.

- logements abordables et logements visant a solidarité générationnelle non comptabilisés dans le nombre de logements autorisés
  incidence neutre dans la mesure où les logements respectent les règles d'implantation et les objectifs qualitatifs en matière de construction demandés par le Scot

- logements anciens et vétustes et friches réhabilités et remis en vente ou location non comptabilisés
  incidence positive : favorise le renouvellement intra urbain, l'entretien du patrimoine bâti existant. **Points de vigilance** : consommation énergétique, qualité de la réhabilitation, desserte en transports en commun… les logements isolés ne devraient pas être prioritaires dans ce contexte

- en cas de PLH, redistribution possible des capacités globales de construction au sein de l'intercommunalité entre des communes de même type (agglomération et hors agglo)
  incidence neutre dans la mesure où les logements sont répartis dans les communes de même typologie, que les capacités de construction des villes ou des agglomérations ne peuvent pas être redistribuées aux profit des autres communes et que les bourgs centres ne peuvent pas afficher des objectifs de construction plus faibles que les villages

- logements construits dans le cadre de concepts innovants et inédits sur le territoire
  incidence neutre : ce type de projet n'ouvre droit qu'à une capacité de construction supplémentaire limitée (+50 % maximum des objectifs de base) et respecte les orientations qualitatives du Dog. **Points de vigilance** : la possibilité de « moduler » les objectifs de densité pour ce type de projet (cf. chapitre 1, partie 1 du Dog) ne doit pas conduire à la production de formes urbaines dispendieuses en foncier



La densité perçue des toits de Péage-de-Roussillon

Document 5

1.3 LES INCIDENCES RELATIVES À CERTAINS PROJETS LIÉS AUX POLITIQUES DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT

Principaux projets	*Incidences notables prévisibles*
Diversifier l'offre en logements pour répondre à tous les besoins	**Incidences positives :**
	Augmentation de la part des logements locatifs abordables (objectifs à atteindre : 20 % en agglomération et en ville, 15 % dans les bourgs centres, 10 % dans les villages), offre également renforcée à proximité des gares (rayon < 1km) et des secteurs bien desservis par les TC (500 m)
	Offrir des logements adaptés (besoins personnes âgées) à proximité immédiate des principaux services (commerces, équipements, transports en communs, etc.) et intégrer un suivi de ce parc de logements. Les PLH doivent définir les pourcentages de logements adaptés à produire dans chaque commune et réaliser un diagnostic des besoins à l'échelle de l'intercommunalité pour les personnes âgées et à mobilité réduite.
	L'hébergement d'urgence : les communes membres d'un EPCI de plus de 50 000 habitants doivent compter au moins une place d'hébergement par tranche de 2 000 habitants. Seules les communes de la communauté d'agglomération du pays viennois sont concernées pour l'instant. Points de vigilance : comme précisé par le Dog, cette prescription concernera certainement d'ici peu les communes de la communauté de communes du pays roussillonnais
	Accueil des gens du voyage : les intercommunalités doivent compléter leur équipement en aires d'accueil, de séjour et de grand passage
Mettre en place des politiques publiques permettant la maîtrise du foncier	**Incidences positives :**
	Stratégie d'intervention foncière à l'échelle du Scot : • reconversion des friches industrielles • optimisation du foncier autour des gares • maîtrise du foncier par l'accompagnement du développement des zones d'activités économiques stratégiques identifiées dans le Scot • protection des espaces agricoles et naturels périurbains (ex : mise en oeuvre de périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains) • les secteurs à enjeux fonciers doivent pouvoir bénéficier d'une veille à l'échelle du Scot ou des intercommunalités
	Le développement des capacités d'action des communes et des intercommunalités grâce à différents leviers est recommandé : • programmes locaux de l'habitat (PLH) • leviers fonciers (le premier outil de la stratégie foncière reste le plan local d'urbanisme ou PLU) • prise de compétence PLU à l'échelle intercommunale et/ou l'élaboration de PLU intercommunaux



L'habitat intermédiaire dans l'opération du Rosay à Condrieu

Chapitre 2

La structuration et le renforcement de l'attractivité économique

2.1 RAPPEL DES ENJEUX ET OBJECTIFS DU SCOT

2.1.1 Atouts

- un rythme de croissance soutenu depuis plus de 20 ans
- une économie créatrice d'emplois

2.1.2 Contraintes

Le développement des activités industrielles est de plus en plus contraint par les normes environnementales à respecter (notamment concernant la réglementation sur l'eau) et subit les effets d'une concurrence forte au niveau mondial.

2.1.3 Enjeux et défis

Renforcer et structurer une économie en pleine mutation…

1. organiser la tertiarisation de l'emploi en fonction des spécificités du territoire
2. redynamiser le secteur industriel
3. organiser la logistique et le secteur des transports (en pleine émergence) :
   - coordonner le fonctionnement, la gestion des sites stratégiques
   - mieux exploiter les plateformes multimodales
4. faire face à la spécialisation économique des territoires : favoriser un développement économique diversifié et cohérent avec ses spécificités
5. faire face à la répartition inégale des ressources foncières, néanmoins abondantes
6. rééquilibrer l'offre commerciale : abondante, mais dominée par les grandes et moyennes surfaces et encore incomplète
7. valoriser le tourisme de proximité :
   - une offre touristique et patrimoniale abondante et diversifiée
   - un hébergement touristique à étoffer

Structurer et renforcer l'attractivité économique

La localisation stratégique du territoire traversé par la vallée du Rhône, ainsi que l'importance des disponibilités foncières en bordure de fleuve doivent être valorisées et optimisées dans le cadre d'un développement coordonné des grands sites stratégiques à l'échelle du territoire des Rives du Rhône et de la métropole lyonnaise.

En dehors des sites économiques majeurs, un développement économique diversifié et encadré sera favorisé sur l'ensemble du territoire (développement de l'artisanat, du commerce, du tertiaire, des loisirs). Par ailleurs, l'ensemble des projets de développement devra intégrer une dimension environnementale forte.



Le parc du soleil à Chanas

Document 5

2.2 LES INCIDENCES RELATIVES À CERTAINS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Principaux secteurs d'accueil des activités	Incidences notables prévisibles	Mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les conséquences
Site industrialo-portuaire de Givors-Loire	**Incidences positives :**	Il faudra accorder une attention particulière à cette prescription qui devra être précisée lors de sa mise en oeuvre et de son suivi (insertion paysagère, protection des espaces naturels, agricoles et des continuités écologiques associées, préservation des ressources naturelles, vigilance face aux risques et nuisances potentiels, etc.). Penser par exemple à conserver une marge de manoeuvre afin de pouvoir intégrer les futures règlementations (ex : Grenelle : trame verte et bleue). À noter que la coupure verte demandée par la DTA (coupure uniquement paysagère dans la cas présent) a été délimitée et protégée par le Scot.
	Redynamisation du site : volonté de faire de cet ensemble foncier un point d'ancrage du système portuaire de la métropole lyonnaise avec des possibilités de création d'emplois pour le territoire Rives du Rhône.	
	Désengorgement du trafic routier : volonté de désengorger les routes par le soutien d'activités utilisant des modes de transports alternatifs (ferroviaire et fluvial pour les marchandises), par la connexion de la zone aux transports en commun pour les déplacements domicile–travail. **Point de vigilance :** l'efficacité de cette prescription dépendra aussi du comportement des usagers, du changement de mentalité (sensibilisation des salariés à utiliser les transports en commun, lien avec l'accueil de nouvelles populations au sein des agglomérations déjà existantes plutôt qu'en périphérie, encouragement de l'utilisation des modes de transports ferrés et fluviaux pour les convois internationaux, européens).	
	Une insertion environnementale « soignée » : le Scot affiche des intentions louables concernant l'insertion environnementale intégrée au sein des prescriptions de ce projet **Point de vigilance** : le Scot devra veiller, lors de sa mise en oeuvre, à poursuivre la sensibilisation quant à la prise en compte des contraintes environnementales, notamment concernant les espaces naturels remarquables.	
	Incidences potentiellement négatives :	
	Nuisances sonores pour les habitations riveraines liées à l'augmentation du trafic ferroviaire (pour le transport de marchandises).	
	Nuisances « sociales » concernant l'accès, les activités et loisirs liés au fleuve avec l'augmentation du trafic par voie d'eau.	
	Risques de dégradation, fragmentation, destruction de milieux naturels : • risque de coupure de la continuité hydrologique (corridor écologique aquatique) si un nouveau franchissement du Rhône est mis en place • risques de dégradation, destruction, fragmentation des milieux naturels proches de la zone d'activités.	
Plateformes chimiques de Saint-Clair-du-Rhône et de Péage-de-Roussillon	**Incidences positives :**	S'assurer que chaque nouveau projet intègre en amont le respect des normes environnementales (extension ou réaménagement). Enclencher/poursuivre la mise aux normes environnementales des différentes installations et accorder une attention particulière à toute extension ou tout réaménagement en termes d'insertion paysagère et environnementale (conserver la qualité des milieux naturels ou agricoles à proximité, qualité de l'eau, maintien des continuités écologiques / continuités vertes, etc.).
	Source d'emploi : volonté forte de maintenir les activités de ces deux plateformes chimiques, sources de nombreux emplois et d'appréhender leur gestion à plus large échelle : partage des problématiques avec celles de la vallée de la chimie lyonnaise.	
	Redynamisation du site : le Dog prescrit une limitation des contraintes concernant ces activités et la conservation des marges de manoeuvre foncières concernant l'extension, le réaménagement des installations dans la mesure où le risque pour les populations riveraines n'est pas accru.	
	Incidences potentiellement négatives :	
	Risques de nuisances (pollution, pressions sur les ressources naturelles, etc.) : le Dog prescrit une limitation des contraintes de ces activités, mais sans réellement préciser ce qu'englobe cette limitation. En effet, les contraintes environnementales (notamment liées à la réglementation sur l'eau) mettent en difficulté ce secteur d'activités ; cependant, si la mise aux normes de l'ensemble des installations est aujourd'hui difficilement envisageable, reculer l'échéance ne fera qu'augmenter les difficultés d'adaptation des sites.	
	Risques de nuisances sonores pour les habitations riveraines liées à l'augmentation du trafic ferroviaire (pour le transport de marchandises).	
	Risques de nuisances « sociales » concernant l'accès, les activités et loisirs liés au fleuve avec l'augmentation du trafic par voie d'eau.	
	Risques de dégradation, fragmentation, destruction de milieux naturels : Natura 2000 (île de la Platière)	

Zip de Salaise-Sablons et parc d'activités Nord Drôme Ardèche	**Incidences positives :**	Le Scot promeut le rapprochement entre les deux zones pour que le Nord Drôme profite de la desserte multimodale de la Zip. Le Scot recommande l'étude d'un nouvel échangeur sur l'A7 au sud de Chanas et la possibilité d'un nouveau franchissement du Rhône dans la partie sud des Rives du Rhône.
	Désengorgement du trafic routier : le site de Salaise-Sablons bénéficie d'une desserte multimodale unique (mer, fleuve, voies ferrées, routes, pipelines) et devra accueillir en priorité des activités (industrielles et logistiques) nécessitant une desserte multimodale.	
	Désengorgement du trafic routier : l'accueil d'activités multimodales dans le parc d'activités Nord Drôme Ardèche (Panda) est conditionné par le développement d'une desserte bimodale (raccordement de la zone aux voies ferrées ou à la voie fluviale).	
	Vers une meilleure gestion du groupement Zip Salaise-Sablons et parc d'activités Nord Drôme Ardèche : le Scot prescrit un renforcement des liens et des complémentarités (physique, économique et gouvernance) entre la Zip Salaise–Sablons et le parc d'activités Nord Drôme Ardèche. Cette évolution vers une politique de coordination et de promotion partagée devrait permettre d'assurer une plus grande attractivité de ces deux sites et de permettre une meilleure gestion (implantation/extension/réaménagement d'installations, implantation/gestion/organisation des activités logistiques des deux secteurs).	
	Maîtrise des déplacements : le développement de la zone d'activités de Salaise-Sablons doit également être accompagné de l'amélioration des conditions de circulation sur la RN7 et les voies transversales liant les bassins d'Annonay et de Beaurepaire, notamment au niveau du rond-point de Chanas, seule connexion avec l'A7 au sud du territoire.	
	Incidences potentiellement négatives :	
	Nuisances sonores pour les habitations riveraines liées à l'augmentation du trafic, qu'il soit routier ou ferroviaire (si desserte bimodale route-fer développée).	
	Nuisances « sociales » concernant l'accès, les activités et loisirs liés au fleuve avec l'augmentation du trafic par voie d'eau (si desserte bimodale route-fleuve développée).	
	Risques de destruction, fragmentation, dégradation de milieux naturels remarquables et agricoles stratégiques. Les principaux secteurs de développement des activités économiques sur Salaise-Sur-Sanne peuvent représenter une menace pour les espaces naturels à protéger situés à proximité ainsi que pour les corridors écologiques situés à proximité ou traversant ces secteurs. Risque de coupure de la continuité hydrologique si un nouveau franchissement du Rhône est mis en place. L'augmentation du transport fluvial peut également représenter une menace pour la qualité des milieux aquatiques. Présence d'espaces agricoles stratégiques à protéger à proximité du parc Nord Drôme Ardèche.	
Projets de zones d'activités déjà délimitées dans le bassin viennois (3 sites)	**Incidences positives :**	Mener une réflexion poussée sur l'aménagement de ces nouvelles zones et particulièrement leur insertion paysagère (limitation par exemple de la propagation de panneaux publicitaires) Sécuriser les accès routiers au site de Chonas-l'Amballan, particulièrement dangereux. Préserver le secteur agricole allant du sud de la ZAE de Chonas-l'Amballan jusqu'à Auberives-sur-Varèze. Le site de Pont-Évêque - Estrablin a été choisi de manière à minimiser les impacts environnementaux par rapport à trois sites de 50 ha chacun envisagés initialement sur Serpaize, Septème et Moidieu-Détourbe. Cette zone d'activités est en partie conditionnée au contournement est de l'agglomération viennoise.
	Source d'emploi : 3 projets sont délimités par le Scot pour faire face à la demande des entreprises (en foncier brut) : • Chasse-sur-Rhône (ZAE des Platières) : 8 à 10 ha • Chonas-l'Amballan - Reventin-Vaugris (ZAE Saluant - Le Grand Champ) : 60 à 65 ha • Pont-Évêque - Estrablin (ZAE Monplaisir - Le Rocher) : 25 à 30 ha	
	Redynamisation de sites : concernant le site de Chasse-sur-Rhône, requalification des abords de la gare SNCF (13 ha) ; espace Saint-Germain à Vienne.	
	Incidences potentiellement négatives :	
	Risque de dégradation du paysage en ce qui concerne Chonas-l'Amballan car situé en entrée d'agglomération et en vitrine le long de la route nationale.	
	Risques de destruction, fragmentation, dégradation de milieux naturels remarquables et agricoles stratégiques : le site de Chonas l'Amballan entame pour partie la dernière continuité verte sur le plateau de l'Amballan et le cône de vue sur le Pilat.	

Chapitre 3

Les orientations environnementales

3.1 RAPPEL DES ENJEUX ET OBJECTIFS DU SCOT

3.1.1 Atouts

- des espaces naturels remarquables qui couvrent un tiers du territoire
- des milieux et ressources naturels très diversifiés
- une histoire et un patrimoine riches donnant une forte identité aux territoires

3.1.2 Contraintes

- une déprise agricole
- un développement de l'urbanisation important et peu maîtrisé
- une ressource en eau très vulnérable
- un espace soumis à de nombreux risques

3.1.3 Enjeux et défis

1. protéger et valoriser les espaces naturels
2. assurer le maintien d'une agriculture multifonctionnelle
3. garantir la pérennité des ressources naturelles
4. préserver l'identité des grandes unités paysagères et valoriser les éléments structurants du territoire
5. valoriser un cadre de vie de qualité en limitant les nuisances
6. lutter contre le réchauffement climatique et anticiper ses conséquences

Préserver les ressources et les espaces naturels et agricoles

Le Scot devra garantir le maintien des grands équilibres entre espaces naturels, agricoles et bâtis, ainsi que la préservation des grandes unités paysagères.

Il prendra des dispositions destinées à protéger et valoriser les espaces naturels, à garantir la viabilité des exploitations agricoles et à assurer le maintien d'une agriculture multifonctionnelle.

Il accordera une attention particulière à l'intégration des nouvelles constructions dans l'environnement (entrée d'agglomération, adaptation au contexte géographique...) et à la prise en compte des risques naturels et technologiques.

Il souhaite enfin contribuer aux objectifs de maîtrise des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, au développement des énergies renouvelables, et renforcer son rôle dans la lutte contre le changement climatique et l'organisation d'un territoire moins consommateur d'énergies fossiles.

3.2 LES INCIDENCES RELATIVES À CERTAINS PROJETS

Les analyses et commentaires relatifs à ces orientations sont détaillés dans le chapitre 1 du document (analyse thématique des effets du Scot).



Plaine agricole et massif du Pilat de part et d'autre des rives du Rhône

Chapitre 4

L'organisation des transports

4.1 RAPPEL DES ENJEUX ET OBJECTIFS DU SCOT

4.1.1 Atouts

- une position historique stratégique au cœur de l'Europe
- un territoire quadrimodal privilégiant les déplacements nord-sud
- une desserte routière exceptionnelle support d'un trafic important
- un réseau ferroviaire aux nombreux potentiels
- le fleuve Rhône, une richesse sous-exploitée

4.1.2 Contraintes

- une hausse généralisée des déplacements renforçant les dépendances à la voiture particulière
- une armature routière en voie de saturation

4.1.3 Enjeux et défis

- **interface urbanisme et transport :** l'intermodalité comme seule réponse alternative et durable aux mobilités :
  - un modèle de développement monomodal à remettre en cause
  - les gares et leurs alentours, des secteurs à valoriser
  - développer le transport fluvial et ferré pour concurrencer le mode routier pour le transport des marchandises
- **les grands projets d'infrastructure : des flux de transit qui resteront à assumer :**
  - le contournement ouest de Lyon, le Col
  - un avenir économique conditionné par l'amélioration des conditions de circulation
- **rationaliser les déplacements et optimiser les infrastructures de transport existantes**

En matière de transport et d'infrastructure, le Scot favorisera le développement des modes de transports alternatifs à la route, notamment en participant à l'émergence d'un réseau de transports collectifs à l'échelle métropolitaine (TER, Real…) et en renforçant la multimodalité du territoire (fort potentiel lié aux voies ferrées et à la voie d'eau).

Un réseau viaire hiérarchisé devra également être défini en lien avec les projets de développement.

4.2 LES INCIDENCES RELATIVES À CERTAINS PROJETS DE TRANSPORT

Principales infrastructures et projets	Incidences notables prévisibles	Mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les conséquences
Renforcement de l'axe ferroviaire rive gauche	**Incidences positives :**	Traitement des points noirs bruit par RFF (points noirs bruit = les bâtiments sensibles (école, etc.) situés dans une zone de bruit dont les niveaux sonores en façade dépassent les 73 dB(A) le jour et les 68 dB(A) la nuit. Le bâtiment d'un point noir doit avoir été construit avant 1978. La suppression d'un point noir bruit consiste à ramener les niveaux moyens d'exposition à 68 dB(A) le jour et 63 dB(A) la nuit)
	Recours favorisé aux modes de transports alternatifs moins polluants et moins risqués, opportunité de requalification et dynamisation urbaine autour de Chasse-sur-Rhône, Estressin, Vienne, Les Roches-de-Condrieu, Péage-de-Roussillon, Saint-Rambert-d'Albon	
	Incidences potentiellement négatives :	
	Nuisances sonores des habitations riveraines liées à l'augmentation du trafic ferroviaire	
Création d'un diffuseur sur l'A7 au sud de Vienne	**Incidences positives :**	Études préalables aux projets intégrant la prise en compte des milieux naturels remarquables, du fonctionnement écologique du territoire, de la ressource en eau… Développement linéaire le long des axes proscrit par le Scot Pas de création de nouvelle ZAE de rayonnement intercommunal sur la plaine du Saluant
	Accès à Lyon depuis le roussillonnais sans transit dans Vienne ; report du trafic sur l'A7, réduction des nuisances sonores et sécurité des riverains de la RN7 accrue pour les communes de Reventin-Vaugris, Vienne et Seyssuel et requalification du cadre de vie des Viennois (projet des berges du Rhône)	
	Incidences potentiellement négatives :	
	Effet d'emprise sur les milieux naturels, espaces agricoles, pression foncière accrue…	

Principales infrastructures et projets	Incidences notables prévisibles	Mesures envisagées pour éviter, réduire ou compenser les conséquences
Création liaison RN7 – RD75 - RD502 et aménagement du contournement est de Vienne	**Incidences positives :** Faciliter l'accès à l'A7 et A46 en évitant le transit dans Vienne par la RN7 ; désengorgement de Vienne avec amélioration du cadre de vie des Viennois. **Incidences potentiellement négatives de l'ensemble du projet :** Augmentation générale du trafic selon le principe « qu'une meilleure offre de route favorise la voiture » et les nuisances inhérentes. Risques de développement de l'urbanisation le long des nouveaux axes routiers et d'augmentation du mitage. **Incidences potentiellement négatives du projet de création de voie nouvelle entre la RD75 et la RD502** Le projet s'inscrit au sein du « cœur vert » des balmes viennoises, espaces reconnus pour leur forte valeur écologique et paysagère ainsi que pour les ressources en eau (cours d'eau, captages) et les espaces agricoles stratégiques. L'axe nord-sud du projet intersecte les vallées de la Sévenne, de la Véga et de la Gère et coupe les balmes viennoises qui se développent selon une orientation est-ouest. Les incidences potentielles sont : • Le risque d'altération de milieux naturels remarquables de la vallée de la Sévenne classée comme espace naturel à préserver (ZNIEFF de type 1 « bocage de la Sévenne ») ainsi que des espaces naturels à préserver (ZNIEFF de type 1 « combe du Loup ») • Coupure des axes de déplacements de la faune identifiés dans l'ensemble des vallées • Risque de coupure des zones d'alimentation des captages « chez Perrier », « Fontaines » et « Gemens » • Nuisances sonores et paysagères pour les riverains des communes de Chuzelles et Villette-de-Vienne • Déstructuration des terrains agricoles de la zone agricole stratégique de la vallée de la Sévenne **Point de vigilance :** surveiller la distance de passage entre l'axe et les zones Seveso de Serpaize : un apport de véhicules (dont le transport de matières dangereuses) et de personnes dans un périmètre à risques industriels pourrait augmenter la probabilité de risques d'accidents. **Incidences potentiellement négatives du projet de réaménagement de voiries entre la RD 502 et la RN7 :** Le projet s'inscrit sur le plateau de Bonnevaux, plateau boisé que le relief a épargné du développement urbain. Les incidences potentielles sont liées à l'augmentation de trafic routier qui peut engendrer : • des nuisances sonores pour les riverains au projet des communes de Vienne, Jardin, Les Côtes d'Arey et Reventin-Vaugris • la coupure des continuums boisés et des axes de déplacement de la faune identifiés entre la vallée du Suzon et le vallon de Gerbole ainsi qu'entre le plateau de Bonnevaux et le vallon de Gerbole • la RD46 est par ailleurs identifiée comme un obstacle déjà important (collisions régulières avec la faune) au droit du lieu-dit « le Télégraphe » sur la commune de Jardin	Les projets de nouvelles grandes infrastructures (et l'aménagement du réseau routier secondaire) ne doivent pas créer des effets de coupure (paysagère ou fonctionnelle) dans les coeurs verts de la DTA. Études préalables aux projets intégrant la prise en compte des milieux naturels remarquables, du fonctionnement écologique du territoire, de la ressource en eau… Développement linéaire le long des axes proscrit par le Scot…
Nouveau franchissement du Rhône en alternative au pont de Serrières	**Incidences positives :** Limitation du transit dans Sablons et Andancette, réduction des nuisances sonores et sécurité des riverains accrue. **Incidences potentiellement négatives :** Risque de perturbation des continuités aquatiques et terrestres selon les aménagements, augmentation des risques de pollution accidentelle du Rhône.	
Nouveau franchissement du Rhône au nord de Vienne	**Incidences positives :** Limitation du transit dans Vienne, réduction des nuisances sonores et sécurité des riverains accrue. **Incidences potentiellement négatives :** Le projet s'inscrit dans un secteur identifié par la DTA comme « coupure verte » entre Givors et Vienne à fonction paysagère.	

Déviation roussillonnaise de la RN7 par l'île de la Platière (projet porté par l'État)	**Incidences potentiellement négatives :** Emprise et incidences sur l'île de la Platière, milieu naturel remarquable qui concentre les inventaires de richesse écologique (ZNIEFF de type 1, Zico), les engagements internationaux (Natura 2000) et une protection réglementaire (réserve naturelle) (cf. chapitre 2, sous-chapitre 2.5, cas des espaces d'intérêt communautaire), emprise sur des terrains agricoles de qualité, emprise en zone inondable.	Études préalables aux projets intégrant la prise en compte des milieux naturels remarquables, du fonctionnement écologique du territoire, de la ressource en eau. Le Scot s'oppose à ce projet et propose de chercher des solutions alternatives
Contournement ouest de Lyon (Col) (projet porté par l'État)	**Incidences potentiellement négatives :** Le projet inscrit sur le massif du Pilat, considéré comme un territoire fragile au regard des enjeux écologiques (présence de nombreuses ZNIEFF, ENS, sites écologiques prioritaires ; présence de corridors écologiques d'importance régionale) et des enjeux agricoles (zones agricoles stratégiques). Ce territoire est par ailleurs inscrit comme « cœur vert » de l'aire urbaine lyonnaise dans la DTA, le plateau d'Echalas étant une zone de transition. Les incidences potentielles identifiées sont : • coupure de corridors écologiques avec un risque de déconnexion du plateau avec la vallée du Rhône • dégradation du fonctionnement du corridor écologique de traversée de la vallée du Gier • déstructuration des terrains agricoles de la zone agricole stratégique du plateau de Condrieu et particulièrement les secteurs viticoles AOP de renommée	Les projets de nouvelles grandes infrastructures ne doivent pas créer des effets de coupure (paysagère ou fonctionnelle) dans les cœurs verts de la DTA. Études préalables aux projets intégrant la prise en compte des milieux naturels remarquables, du fonctionnement écologique du territoire, de la ressource en eau…
Contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise (CFAL) (projet porté par l'État)	**Incidences positives :** Diminuer les transports de marchandises par la route et réduire ainsi les émissions de gaz à effet de serre. **Incidences potentiellement négatives :** Risque d'augmentation du trafic sur la voie ferrée existante en rive droite, avec des impacts paysagers (implantation de murs antibruit le cas échéant, augmentation des risques liés aux transports de matières dangereuses et des nuisances sonores).	Implantation de murs antibruit si l'augmentation du trafic est telle qu'elle justifie des aménagements de la voie existante (augmentation d'au moins 2 dB)



Document 5

PARTIE 3

Méthode d'évaluation environnementale

La prise en compte de l'environnement tout au long de l'élaboration du projet de Scot

La prise en compte et la préservation de l'environnement ont constitué dès le départ des arguments fondant la démarche du Scot (invariants du Padd) : ces enjeux ont largement influé sur le projet de développement du territoire des Rives du Rhône.

L'importance des espaces et des acteurs agricoles, ainsi que la méconnaissance des enjeux liés à la forêt sur le territoire des Rives du Rhône, a conduit dès 2005 le SMRR à compléter l'état initial de l'environnemental par une étude spécifique « agriculture et forêts ». De cette analyse, réalisée en concertation avec le monde agricole et les acteurs de la forêt, a découlé une hiérarchisation des espaces agricoles et la protection, dans le Scot, de zones agricoles stratégiques clairement identifiées. Ces zones identifiées dès 2007 ont également conditionné les projets de développement inscrits par la suite dans le Scot.

Les ateliers thématiques organisés en juin 2007 avec les acteurs locaux en vue de la première rédaction du Dog ont eu des effets positifs directs.

- La confrontation des enjeux liés à la ressource en eau et à son partage avec les projets économiques, d'habitat, etc. proposés par le Scot, ont permis de compléter les enjeux liés à l'eau et de les hiérarchiser.
- La présentation des projets de zones d'activités économiques sur le territoire (atelier développement économique) a mis en avant l'inadéquation des espaces envisagés dans le bassin viennois (trois ZAE de 50 ha chacune dans les vallées des balmes viennoises) avec les enjeux environnementaux de ce secteur.
  Une analyse multicritère prenant en compte les espaces naturels remarquables, les risques naturels et technologiques, les périmètres de protection de captage de l'eau potable, les corridors écologiques… ainsi que les contraintes de desserte de la future zone d'activités, les possibilités de transports en commun, les disponibilités foncières… a permis de proposer – et d'imposer dans le Dog - un nouveau site de moindre impact environnemental pour l'accueil d'activités économiques (25 à 30 ha en extension des ZAE Monplaisir - Le Rocher, sur les communes de Pont-Évêque et Estrablin).

Ces interventions ont conduit d'une part à une meilleure appréciation des futures incidences du projet, d'autre part à réduire les incidences potentiellement négatives sur l'environnement bien avant la rédaction du Dog et la finalisation du projet.

La finalisation de l'évaluation environnementale a également été l'occasion de faire évoluer le projet de Scot. Une première évaluation des incidences sur la base de la version du Dog de mi-2009 a été présentée au bureau syndical. Sur proposition du prestataire du volet environnement, un certain nombre de points de vigilance évoqués dans l'évaluation ont fait évoluer le Dog pour une meilleure prise en compte et préservation de l'environnement :

- déplacement de la localisation potentielle d'un projet pour en minimiser les incidences (franchissement du Rhône)
- transformation des points de vigilance de l'évaluation en mesures de précaution (prescriptions et/ou recommandations) dans le Dog
- compléments apportés aux espaces à protéger indiqués en annexe du Dog…

À la suite de ces validations politiques, une nouvelle évaluation du projet revue et corrigée a été réalisée et présentée aux élus, revoyant donc ainsi à la baisse les incidences potentiellement négatives du projet de Scot.

Les enjeux environnementaux et leur hiérarchisation ont par ailleurs été affinés et mis à jour par l'actualisation en 2009 du premier état initial de l'environnement réalisé en 2006. Les versions finales du Padd et du Dog sont ainsi basées sur des problématiques et des données récentes.

Chapitre 2

Les modalités d'analyse des incidences environnementales

L'analyse des incidences sur l'environnement du projet de Scot s'est déroulée en plusieurs étapes.

2.1 LA RÉALISATION DE TABLEAUX SYNOPTIQUES DES ORIENTATIONS DU SCOT PAR AXE DE DÉVELOPPEMENT

Pour chacun des axes de projets qui structurent le Padd et le Dog :

- affirmer le rôle structurant des agglomérations dans l'armature urbaine
- structurer et renforcer l'attractivité économique
- préserver les ressources et les espaces naturels et agricoles
- rationaliser les déplacements et optimiser les infrastructures de transports
- promouvoir des politiques de l'habitat plus solidaires et des formes urbaines plus durables

Les grandes orientations et objectifs du Padd, les prescriptions et les recommandations du Dog ont été mises en face des éléments de diagnostic et des enjeux environnementaux dans un tableau unique par axe.

Cela a permis d'avoir une vision de la cohérence des différents documents du Scot et de la pertinence des orientations proposées au regard des enjeux.

Les éléments extraits de ces tableaux synoptiques se retrouvent dans les paragraphes « rappel des enjeux » et « objectifs du Scot » en partie 1 et dans les paragraphes « atouts », « contraintes », « enjeux et défis » en partie 2 de la présente évaluation.

2.2 L'ANALYSE DES PRINCIPAUX PROJETS ÉVOQUÉS PAR LE SCOT ET DE LEURS POSSIBLES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Regroupés en 4 thèmes recoupant les 5 axes du Scot (renforcement de l'armature urbaine et politique de l'habitat ; structuration et renforcement de l'attractivité économique ; orientations environnementales ; organisation des transports), les principaux projets évoqués dans le Padd et surtout le Dog ont été étudiés selon le détail de leur description. Leurs incidences potentielles positives et négatives sur tous les compartiments de l'environnement ont été listées et présentées en partie 2.

2.3 LA LOCALISATION DE LA RÉPARTITION DES FUTURS HABITANTS ET DE LEURS BESOINS EN RESSOURCES ET EN ÉQUIPEMENTS

L'analyse, en termes de ressources en eau et d'assainissement en particulier, de la capacité du territoire à accueillir de nouvelles populations est nécessaire pour sécuriser et valider le projet de Scot.

Pour cela, la croissance envisagée de la population des Rives du Rhône à l'horizon 2030 a été répartie par commune et cartographiée. La population prévue a également été traduite en consommation foncière au travers des densités de logements demandées par le Scot.

De cette analyse spatiale sont sorties des recommandations quant à l'urbanisation des communes qui accueilleront le plus d'habitants et/ou qui sont le plus contraintes dans leur développement par la topographie, les zones inondables, les espaces naturels protégés, etc.

La population de chaque commune, actuelle et prévue en plus d'ici à 2030, a été rattachée d'une part à une ressource en eau (forage dans la mesure du possible, nappe ou grande masse d'eau si pas plus de précisions), d'autre part à un équipement d'assainissement collectif.

L'état des lieux ayant travaillé à partir de données homogènes sur les 5 départements du Scot (données de l'agence de l'eau), ce travail de répartition s'est heurté à l'imprécision des données exploitées, moins précises que des informations provenant des acteurs locaux.

L'estimation des besoins supplémentaires en eau potable a été faite à partir de la moyenne de consommation d'eau par habitant à partir des volumes distribués par les réseaux publics (données agence de l'eau : 170 litres par jour et par habitant), moyenne multipliée par le nombre de personnes en plus sur le territoire d'ici à 2030. L'estimation des besoins supplémentaires a été réalisée pour chacune des nappes ou masses d'eau auxquelles s'alimentent les habitants des Rives du Rhône. Cette estimation a été mise en regard avec les prélèvements actuels et la capacité totale de la nappe dans le cas où cette information était disponible (donnée inconnue dans la plupart des cas). L'importance absolue ou relative de l'augmentation des prélèvements dans une ressource a été à l'origine de points de vigilance.

De la même manière, l'augmentation de population de chaque commune a été rapportée à une station d'épuration des eaux usées et comparée avec la capacité de celle-ci à traiter les futurs effluents. Les stations en surcharge à court terme ont fait l'objet d'une analyse plus poussée.

Ces analyses ont alimenté tant la partie 1 que la partie 2 de l'évaluation.

NB : à noter que faute de connaissance précise du développement économique du territoire et de chiffres de référence sur la consommation en eau par les industries et autres activités économiques, les besoins en eau des futures implantations autres que l'habitat n'ont pas été intégrés dans la présente démarche. On estime d'une part que ces besoins resteront sensiblement les mêmes qu'à l'heure actuelle, et que d'autre part, la nappe du Rhône, voire le Rhône, dans lesquels se font les plus gros pompages ont une capacité de production suffisante pour assurer le développement économique envisagé.

Du point de vue de l'agriculture, les consommations les plus importantes pour l'irrigation se trouvent dans le sud du territoire, dans le périmètre du Sage Bièvre Liers Valloire qui pourra également réglementer cette question.

Le fait que le Scot inscrive que l'alimentation en eau potable soit considérée comme usage prioritaire pour certaines ressources en eau répond aussi à la méconnaissance de ces données.

2.4 LE REGROUPEMENT ET LA SYNTHÈSE DES INCIDENCES SELON LES GRANDS DOMAINES DE L'ENVIRONNEMENT

Les incidences potentielles sur l'environnement établies au cours des étapes précédentes ont été regroupées de manière transversale selon les grands thèmes environnementaux développés dans l'état initial de l'environnement :

- patrimoine paysager et architectural
- espaces naturels remarquables
- ressources naturelles
- risques et nuisances

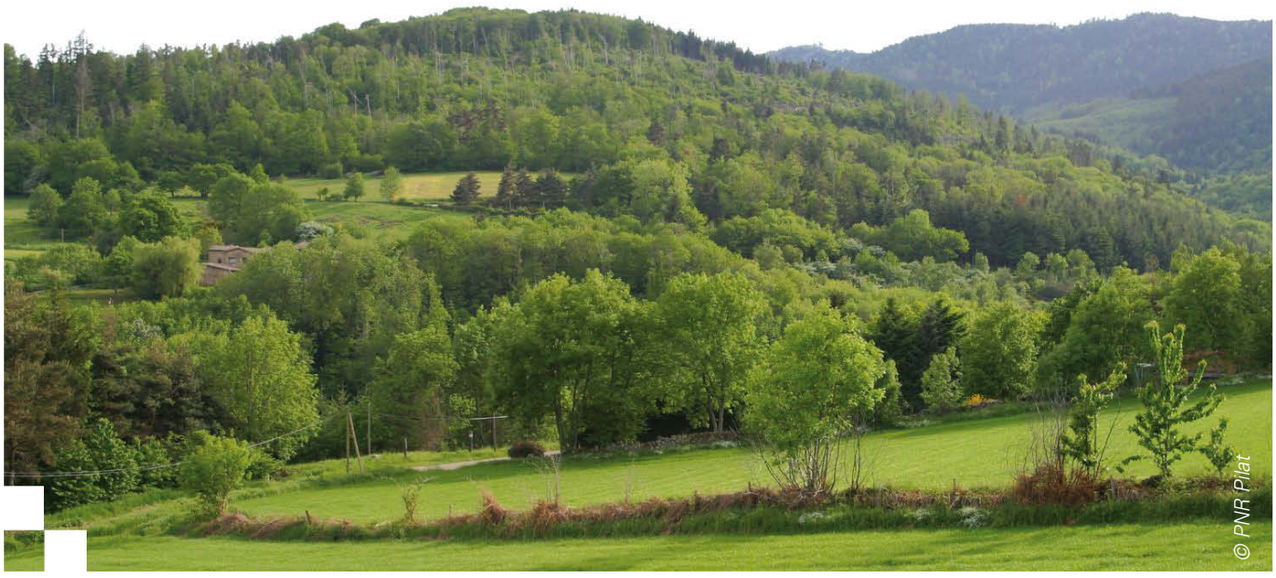
Est ainsi présenté en partie 1 de l'évaluation le cumul des incidences de tous les projets formant le Scot.

2.5 ZOOMS SUR CERTAINS SECTEURS À ENJEUX OU POINTS DE VIGILANCE

Les incidences notables et les points de vigilance soulevés lors de la première évaluation ont fait l'objet d'une analyse approfondie.

Cela nous a conduit à rechercher des informations complémentaires, à rencontrer les acteurs locaux en charge des problèmes soulevés, en particulier sur les aspects eau potable et assainissement. L'apport de données plus précises et plus récentes a permis de résoudre la très grande majorité des points de vigilance : projet de raccordement d'une commune à une station voisine plus grosse, construction d'une nouvelle station, travaux sur les réseaux entraînant de notables économies de consommation d'eau, autorisation d'un nouveau captage en eau potable, etc.

Cette recherche et la présentation de ces données aux élus du territoire lors de la dernière présentation de l'évaluation ont aussi servi à sensibiliser les élus locaux à l'équipement de leur commune ou communauté de communes et à la gestion des ressources de leur territoire.



Espace naturel dans le Pilat rhodanien



Document 5

PARTIE 4

Synthèse des effets prévisibles du Scot sur l'environnement

Les effets du Scot sur le patrimoine paysager et architectural

Le territoire des Rives du Rhône est remarquable par la diversité de ses paysages et la richesse de son patrimoine architectural.

Le Scot a pour objectifs de :

- préserver l'identité des grandes unités paysagères et le patrimoine architectural
- protéger et valoriser les espaces naturels et les terroirs agricoles, ce qui participe à la préservation des paysages

La mise en œuvre du Scot devrait entraîner :

- la préservation et la protection des éléments patrimoniaux du paysage et des ambiances paysagères tant périurbaines que rurales, en particulier par la mise en place d'une stratégie d'intervention foncière
- la préservation indirecte des éléments patrimoniaux par la limitation de la consommation foncière et de la dispersion de l'habitat
- la prise en compte des enjeux paysagers et architecturaux dans les aménagements et les zones urbaines, avec une attention particulière accordée au traitement qualitatif des franges urbaines, à la qualité environnementale des zones d'activités, au développement de trames vertes urbaines et à la valorisation des bords du Rhône

L'encadrement des nouvelles zones d'urbanisation et les orientations données quant à leur qualité et insertion paysagère n'évitent pas les risques d'incidences potentiellement négatives du Scot sur les paysages.

Ainsi le Scot se devra d'être vigilant quant aux incidences paysagères potentielles sur les communes les plus impactées par les besoins fonciers (Vienne, Roussillon…), celles qui possèdent ou posséderont une grande zone d'activités sur leur territoire (Loire-sur-Rhône, Salaise-sur-Sanne…), ainsi qu'aux secteurs sensibles concernés par les infrastructures de transports, comme les balmes viennoises ou le plateau de Condrieu.

Le Scot propose en contrepartie un certain nombre de mesures réduisant les incidences envisagées, comme le maintien de continuités vertes et de linéaires non urbanisés le long des axes routiers, l'arrêt du développement de l'urbanisation en ligne de crête, l'intégration paysagère et la garantie de qualité environnementale des nouveaux projets, la valorisation des berges du Rhône, etc.



Le village historique de Malleval

Chapitre 2

Les effets du Scot sur les espaces naturels remarquables

Le territoire du Scot des Rives du Rhône est écologiquement très riche de par sa situation de carrefour et d'interface.

Le Scot a pour objectifs de protéger et valoriser les espaces naturels par :

- la protection forte ou préservation des espaces naturels
- le maintien du caractère fonctionnel du réseau écologique
- le maintien de « continuités vertes »
- la gestion durable des zones forestières et boisées

Pour répondre à ces objectifs, le Scot propose :

- **des mesures de protection fortes** : inconstructibilité des espaces naturels remarquables tels que les ZNIEFF de type 1 ou encore les réserves naturelles, protection dans les documents d'urbanisme locaux des ripisylves, demande d'intervention foncière pour protéger des espaces agricoles ou naturels périurbains...
- **des mesures de préservation, de valorisation, voire de restauration** des milieux naturels remarquables à l'échelle locale et participant au bon fonctionnement écologique du territoire (éléments de la trame verte et bleue)
- **des mesures de prise en compte et valorisation** des espaces naturels dans les aménagements touristiques et dans les zones urbaines (trame verte urbaine)
- **des mesures d'information et sensibilisation** au patrimoine naturel, en particulier au travers des activités touristiques

Le Scot met cependant l'accent sur les risques potentiels d'atteinte aux milieux naturels par les nouvelles constructions et infrastructures, en particulier dans la vallée du Rhône et sur les sites de Saint-Clair-du-Rhône, Clonas-sur-Varèze d'une part et Péage-de-Roussillon, Salaise-sur-Sanne et Sablons d'autre part. Ces espaces cumulent en effet projets de développement et fortes potentialités écologiques. Une vigilance est demandée également autour des nouvelles voiries et futurs échangeurs.

Les sites Natura 2000 des Rives du Rhône ne sont pas touchés par le projet de Scot. Une certaine vigilance est cependant demandée afin de préserver la fonctionnalité écologique des ravins des affluents rive gauche du Rhône et de surveiller les incidences potentielles du développement urbain de la commune de Sablons et de la Zip Salaise-Sablons sur leur environnement proche dont l'île de la Platière. Cette dernière, de par sa situation très centrale en vallée du Rhône, reste un site vulnérable et potentiellement impacté de manière notable par le projet de contournement routier de Roussillon, projet de longue date porté par l'État, auquel s'oppose le Scot.

En contrepartie, le Scot s'engage à conserver voire améliorer le fonctionnement écologique du territoire (protection des principaux corridors écologiques, demande aux communes de protéger et préciser les corridors sur leur territoire, etc.). Le Scot demande enfin aux maîtres d'ouvrages, avant toute extension ou création de nouvelles zones d'activités, de s'assurer que le projet ne porte pas atteinte aux enjeux environnementaux et qu'il soit en adéquation avec la ressource en eau disponible, ainsi que d'analyser les impacts sur les activités agricoles du prélèvement foncier.



L'Ile de la Platière

Chapitre 3

Les effets du Scot sur les ressources naturelles

La gestion des ressources naturelles est au cœur du développement durable et harmonieux d'un territoire. Si les Rives du Rhône possèdent de nombreuses richesses naturelles, certaines sont soumises à de fortes pressions (eau, sol) tandis que d'autres paraissent sous-exploitées (énergies renouvelables).

Dans ce contexte, les objectifs du Scot sont de :

- préserver et protéger les espaces « naturels » productifs : terres agricoles, parcelles boisées productives…
- garantir la pérennité des ressources naturelles, par la protection des ressources en eau, la demande d'usages économes des ressources et la promotion des énergies renouvelables

Pour cela, le Scot met en œuvre :

- des mesures de protection des ressources concernant les nappes alluvionnaires, en particulier celles destinées à l'alimentation en eau potable, et les surfaces agricoles productives au travers des documents d'urbanisme locaux
- des mesures de réduction des consommations énergétiques
- des mesures de préservation et d'optimisation de la consommation des ressources, en particulier des ressources en eau

La gestion de la ressource en eau est en effet une problématique forte des Rives du Rhône. Au-delà de la perturbation des écoulements et de la pollution chronique des masses d'eau, l'augmentation générale de la consommation d'eau représente le risque d'incidences négatives le plus important du territoire. Deux nappes sont ciblées par les impacts potentiels de l'augmentation de la population et des activités : les alluvions de la rive gauche du Rhône entre les Roches-de-Condrieu et le Dolon (alimentation de l'agglomération Roussillon – Saint-Rambert et fonctionnement écologique de l'île de la Platière) et la nappe Gère – Vésonne (alimentation de l'agglomération viennoise). Des données précises et récentes permettent d'envisager le développement urbain de ces secteurs tout en gardant une attention particulière à l'état de ces ressources.

En termes de consommation foncière, la mise en œuvre du Scot se traduit par une forte réduction de la tendance actuelle par une politique de densification, de renforcement des pôles urbains et de priorité donnée à la reconversion des espaces déjà urbanisés.

Afin de limiter l'atteinte des milieux par les incidences potentiellement négatives, le Scot protège donc certaines nappes d'eau souterraines et préserve leurs capacités d'infiltration, exige une concertation entre les différents usagers d'une ressource, demande des garanties pour le maintien des conditions de vie de la faune et la flore en lien avec la qualité et la quantité des ressources en eau.

La mise en place de démarches concertées de gestion de la ressource en eau, pour les milieux naturels ou pour l'alimentation en eau potable, reste un enjeu fort des Rives du Rhône.



Paysage agricole à Roussillon

Chapitre 4

Les effets du Scot sur les risques et nuisances

Le territoire des Rives du Rhône est marqué par l'importance des dynamiques urbaines, le développement des activités économiques et de transports, la présence d'une centrale nucléaire. Cette situation engendre de nombreux risques et nuisances. L'amélioration de la qualité de vie globale pour les habitants du territoire des Rives du Rhône est donc un défi important à relever.

Dans ce but, le Scot s'est donné pour objectifs de :

- « **valoriser un cadre de vie de qualité en limitant les nuisances** », en agissant à la fois sur la prise en compte, la gestion, la prévention des risques naturels et technologiques, mais également des risques de pollution autres (eaux usées, déchets, plantes invasives…) et des nuisances sonores
- **lutter contre le réchauffement climatique** et anticiper ses conséquences, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en adaptant les documents d'urbanisme aux effets attendus du changement climatique

Pour ce faire, le Scot se propose de :

- **limiter l'exposition des populations aux nuisances et aux risques**, en préconisant que les nouvelles activités présentent des garanties en termes d'environnement et de paysage ; de même, l'urbanisation ne devra pas s'étendre sur les zones à risque et le renouvellement du bâti ancien devra permettre une amélioration des conditions de vie en termes d'air, de bruit et de sécurité
- **limiter les déplacements et les pressions conséquentes** sur la consommation de ressources énergétiques et la production de pollutions (air, bruit…), par l'amélioration des transports collectifs et une organisation de l'urbanisation hiérarchisée autour des axes de transports en commun
- par la gestion des eaux pluviales, la préservation des zones d'expansion de crues et leur inscription dans les documents d'urbanisme

La vallée du Rhône est dans ce contexte un espace à surveiller car les enjeux y sont importants : concentration de la population dans le couloir rhodanien, proximité des risques technologiques, augmentation de la production de déchets, augmentation des rejets d'eaux usées… se combinent dans un espace assez restreint.

Plusieurs points de vigilance sont soulevés :

- surveillance des quantités de déchets et des volumes d'eaux usées produits et adaptation des moyens de traitement à l'accroissement de la population (la Step de Roussillon devra d'ailleurs rapidement s'agrandir pour pouvoir absorber l'augmentation prévisible des rejets dans les années à venir)
- occupation des secteurs soumis aux risques technologiques et/ou nucléaires dans l'attente des documents réglementaires (PPRT ou traduction du PPI)
- limitation des nuisances sonores dans le cadre de la densification des quartiers autour des gares…

Au-delà du conditionnement de l'urbanisation aux capacités de traitement des déchets et rejets d'eaux usées, le Scot demande le respect du principe de précaution et des contraintes liées imposées par la présence de risques naturels et technologiques. Le Scot recommande enfin de mener à bien une réflexion complète et interdépartementale sur la gestion des nuisances (déchets et risques industriels notamment).



Plateforme chimique de Salaise-sur-Sanne

Chapitre 5

Liste des indicateurs de suivi possibles

Les indicateurs évoqués dans le cadre de l'évaluation devront s'articuler et venir en complément de ceux proposés pour le suivi général du Scot pour affiner l'appréciation et le suivi des incidences du projet sur l'environnement.

5.1 INDICATEURS RELATIFS AU PATRIMOINE PAYSAGER ET ARCHITECTURAL

- classification de l'occupation des sols par grands types de milieux
- évolution des principales entrées de ville, points sensibles d'un point de vue paysager (suivi par campagnes photographiques annuelles)

On pourra également s'intéresser à :

- l'occupation du sol dans les continuités vertes
- la vérification de l'ouverture des principaux points de vue
- un ratio espaces ouverts (naturels et agricoles) / espaces fermés (boisés)...

5.2 INDICATEURS RELATIFS AUX ESPACES NATURELS REMARQUABLES

- surfaces artificialisées : suivi quantitatif et comparaison aux objectifs donnés par le Scot
- trames verte et bleue : surfaces en zones naturelles et linéaires d'espaces boisés classés dans les PLU
- évolution de la fragmentation du territoire
- suivi temporel des oiseaux communs (Stoc), indicateur de la biodiversité ordinaire
- suivi des espaces naturels remarquables protégés par le Scot : indicateurs concernant une ou plusieurs espèces « indicatrices » ou « emblématiques » (faune ou flore)

5.3 INDICATEURS RELATIFS AUX RESSOURCES NATURELLES

- qualité des cours d'eau superficiels et des eaux souterraines
- qualité de l'eau distribuée, en corrélation avec les superficies agricoles exploitées en agriculture biologique (label AB) ou bénéficiant d'un soutien agri-environnemental dans les périmètres de protection du captage
- niveau piézométrique des nappes (en particulier celles des alluvions rive gauche du Rhône, des Roches-de-Condrieu au Dolon et des vallées Gère – Vésonne)
- consommation d'eau par habitant
- recensement des surfaces en zones agricoles stratégiques retraduites dans les PLU

Ainsi que, en lien avec les risques et nuisances :

- taux de raccordement aux Step
- qualité des rejets des Step et impacts sur les milieux récepteurs



Méandre du Rhône dans la région de Condrieu

5.4 INDICATEURS RELATIFS AUX RISQUES ET NUISANCES

Déchets

- production de déchets par habitant à corréler avec les capacités de traitement des déchets sur le territoire
- part des différents traitements des déchets dont la part valorisée

Bruit

- identification, cartographie et suivi des « points noirs phoniques »
- estimation des surfaces des zones tampons bruit et du nombre d'habitants dans les zones de bruit réglementaires
- suivi des zones de calme (surface, nombre, fragmentation...)

Air

L'indice Atmo mesure la qualité de l'air. Il correspond à l'agrégation de données relatives à quatre polluants (dioxyde de soufre, poussières, dioxyde d'azote, ozone). Un indice de pollution de l'air, sur le modèle de l'Ifen, peut donc être calculé. On peut calculer également le nombre de jours moyens avec un indice Atmo médiocre ou mauvais (supérieur ou égal à 6, d'après les indicateurs de l'Ifen 2005).

Dans le cas où l'indice n'est pas disponible, le nombre moyen de véhicules par jour sur les principaux axes de circulation peut donner une indication.

Risques

- nombre de PPR approuvés et prescrits
- surfaces exposées aux risques (dont les surfaces agricoles et urbanisées)
- surface urbaine et populations soumises aux risques d'inondation, aux risques technologiques...



Installation nucléaire de base de Saint-Alban-du-Rhône / Saint-Maurice-l'Exil

Mémo



Document 6

Justification des choix retenus

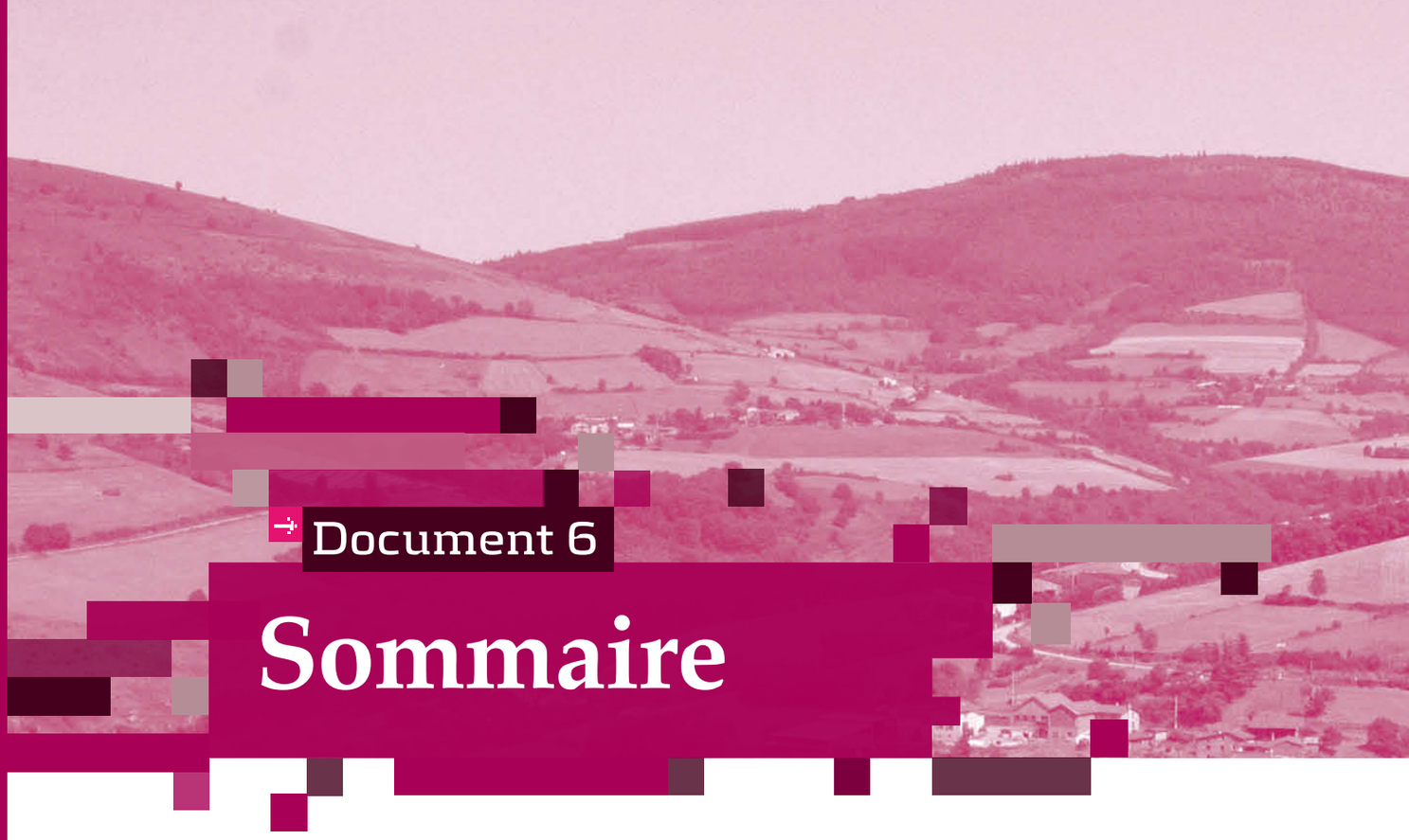
INTRODUCTION 380

PARTIE 1 382
L'ambition à rappeler : rompre avec les dynamiques urbaines à l'œuvre et proposer une vision renouvelée du territoire à l'horizon 2030

PARTIE 2 386
Les invariants à expliquer : pour un territoire attractif, durable, accessible et solidaire

PARTIE 3 390
Le scénario à justifier : deux pôles urbains dynamiques à l'interface de l'espace métropolitain lyonnais et de la moyenne vallée du Rhône

PARTIE 4 404
La vigilance quant aux enjeux environnementaux : quels témoins ?



Document 6

Sommaire

INTRODUCTION 380

PARTIE 1

L'AMBITION À RAPPELER : ROMPRE AVEC LES DYNAMIQUES URBAINES À L'ŒUVRE ET PROPOSER UNE VISION RENOUVELÉE DU TERRITOIRE À L'HORIZON 2030 382

PARTIE 2

LES INVARIANTS À EXPLIQUER : POUR UN TERRITOIRE ATTRACTIF, DURABLE, ACCESSIBLE ET SOLIDAIRE 386

1.1 INVARIANT 1 – CONSTRUIRE LE PROJET SUR DES PERSPECTIVES AMBITIEUSES DE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE 387

1.2 INVARIANT 2 - CONSERVER UN BASSIN DE VIE DYNAMIQUE PAR LA PROMOTION D'UN TISSU ÉCONOMIQUE RICHE ET VARIÉ 388

1.3 INVARIANT 3 – PLACER LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PAYSAGES AU CŒUR DU PROJET 388

1.4 INVARIANT 4 – MAINTENIR ET VALORISER LES CONDITIONS DE MOBILITÉ QUI FONDENT LE DYNAMISME DU TERRITOIRE 388

1.5 INVARIANT 5 – AFFICHER LA QUALITÉ DE VIE ET LE « BIEN VIVRE ENSEMBLE » COMME MOTEUR DU PROJET 389



PARTIE 3

LE SCÉNARIO À JUSTIFIER : DEUX PÔLES URBAINS DYNAMIQUES À L'INTERFACE DE L'ESPACE MÉTROPOLITAIN LYONNAIS ET DE LA MOYENNE VALLÉE DU RHÔNE 390

CHAPITRE 1 - LES PRINCIPALES HYPOTHÈSES DE DÉVELOPPEMENT EXPLORÉES 391

1.1 SCÉNARIO A : LA « DORSALE URBANISÉE » 392

1.2 SCÉNARIO B : UNE BIPOLARITÉ NORD-SUD COMPLÉMENTAIRE 394

1.3 SCÉNARIO C : LA TRAME VERTE AU CŒUR DU PROJET 396

CHAPITRE 2 - UN CHOIX ORIENTÉ PAR LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES DES SCÉNARIOS 398

CHAPITRE 3 - LE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT CHOISI PAR LES ÉLUS 400

3.1 ARBITRAGE 1 : ORIENTER LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET URBAINE DANS LA VALLÉE PLUS QUE SUR LES PLATEAUX, AU SUD PLUS QU'AU NORD 400

3.2 ARBITRAGE 2 : FAIRE PLEINEMENT JOUER AU TERRITOIRE LA CARTE DE LA MÉTROPOLE ET DE LA MOYENNE VALLÉE DU RHÔNE 400

3.3 ARBITRAGE 3 : LES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES, DES « ESPACES PLEINS QUI DOIVENT DÉBORDER SUR LA VILLE » ET NON L'INVERSE 401

3.4 ARBITRAGE 4 : DES CHOIX D'AMÉNAGEMENT QUI ENCOURAGENT DES PRATIQUES ET MODES DE TRANSPORTS ALTERNATIFS AU TOUT ROUTIER 401

3.5 ARBITRAGE 5 : CONSTRUIRE UN TERRITOIRE ACCUEILLANT QUI RÉPONDE À TOUS LES BESOINS EN LOGEMENTS 401

PARTIE 4

LA VIGILANCE QUANT AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX : QUELS TÉMOINS ? 404



Document 6

INTRODUCTION

L'article R.122-2 du code de l'urbanisme précise que dans le rapport de présentation du Scot doivent être « expliqués les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et le document d'orientations générales et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles des projets alternatifs ont été écartés (...) ». Cette explication peut s'apparenter à une justification des choix d'aménagements retenus par les élus.

Pour élaborer leur projet, les élus se sont positionnés entre plusieurs scénarios possibles en faveur d'un même « avenir territorial » que le Scot, puissant outil de planification, contribuera à façonner. Ce projet de territoire, bâti sur la base du diagnostic et des enjeux qu'il a révélés, s'est constitué à partir d'une multiplicité de choix dans un processus décisionnel complexe. Les différents choix effectués sont le résultat de débats et réflexions qui se sont déroulés en groupes restreints (bureau syndical) ou en commissions partenariales ouvertes, voire en plénières de concertation. L'orientation retenue in fine pour répondre à un enjeu est donc le résultat d'une « chaîne logique de décision », depuis l'affirmation des valeurs guides du projet (invariants du Padd) jusqu'à la validation du niveau d'exigence et/ou de détail à retenir en fonction des ambitions.

Afin d'éclairer le cheminement logique ayant conduit aux choix d'aménagement, il convient donc de :

- **rappeler l'ambition à la base du projet**
- **expliquer les fondements qui en constituent la charpente**
- **justifier le choix du scénario de développement finalement retenu**
- **témoigner de la vigilance constante vis-à-vis des enjeux environnementaux**



Document 6

PARTIE 1

L'ambition à rappeler : rompre avec les dynamiques urbaines à l'œuvre et proposer une vision renouvelée du territoire à l'horizon 2030

L'ambition à la base du Scot consiste à proposer aux habitants et acteurs du territoire un projet de vie alternatif aux tendances de développement en cours ces dernières années, dont les conséquences incontrôlées altèrent la qualité de vie (diminution des espaces de nature, congestion routière, temps de transport, qualité de l'air, etc.).

Le diagnostic a révélé les points forts du territoire : son attractivité, son dynamisme et son important potentiel de développement.

Les élus ont fait le choix « d'étalonner » leur projet de territoire sur des perspectives de croissance démographique ambitieuses qui prolongent les dynamiques à l'œuvre ces dernières années. En effet, alors que les projections démographiques (modèle Omphale de l'Insee) établies sur la période 1982-1999 envisageaient 188 000 habitants sur le territoire à l'horizon 2030, leur réajustement sur la période 1990-2004 (travail de l'agence d'urbanisme de l'agglomération lyonnaise dans le cadre de l'inter-Scot) posait l'hypothèse d'une population de 206 000 habitants à la même échéance.

Avec environ 167 000 habitants au recensement général de la population 2006, le Scot doit donc se préparer à l'accueil d'environ 40 000 habitants nouveaux d'ici à 2030. Cette politique volontaire de « distribution territoriale » accompagnera cette croissance démographique. En effet, près des deux tiers de la croissance démographique de ces dernières années ont lieu en dehors des agglomérations, dans des formes urbaines le plus souvent dispendieuses en foncier.

Pour mener à bien cet objectif d'inversion des tendances, le territoire doit relever plusieurs enjeux au titre desquels :

- **maîtriser le développement urbain** et garantir la densification et diversification de l'offre d'habitat : travailler sur les formes urbaines, la diversité des programmes et les liens entre les modes de déplacement, les équipements, les zones d'emplois…
- **élaborer une stratégie de développement économique** claire et transparente à court, moyen et long termes sur le territoire (phasage, conditionnalités, complémentarités, etc.). Cette stratégie se concentrera aussi inévitablement sur la valorisation des sites économiques multimodaux d'envergure métropolitaine de la vallée du Rhône (Sip Givors – Loire-sur-Rhône, Zip Salaise-Sablons, parc d'activité Nord Drôme Ardèche (Panda)).
- **protéger et valoriser les espaces naturels et agricoles** en « inversant le regard » sur ces espaces, leurs fonctionnalités et leurs valeurs (économiques, sociales et environnementales).

Pourquoi l'ambition de changer de modèle de développement ?

Parce que si rien n'est fait, les dysfonctionnements constatés sur le territoire s'aggraveront : étalement urbain, dilution de l'armature urbaine, pression accrue sur les espaces naturels et agricoles.

L'armature urbaine et l'attractivité du territoire continueront à se diluer : le développement urbain constaté se traduit sous la forme d'un étalement urbain important conduisant peu à peu à une perte de poids relative des principaux pôles urbains. La diffusion et la généralisation de l'habitat individuel a également des impacts sur les modes de vie et la banalisation des paysages.

Les conflits d'usages vont s'amplifier : malgré des atouts incontestables, les modes de développement constatés sur le territoire ces 20 dernières années sont à l'origine de conflits d'usage importants, menaçant les principaux équilibres entre les espaces urbains, naturels et agricoles.

Le rythme de construction annuel se maintiendra en s'inspirant des pratiques spatiales constatées aujourd'hui (8 logements sur 10 construits en maisons individuelles avec une moyenne de 13 logts/ha). Le territoire devra ainsi trouver près de 2 000 ha pour la construction des nouveaux logements compte tenu de l'absence de renouvellement urbain.

La poursuite des modes de construction engendrera une augmentation des dysfonctionnements d'ordre social (difficultés d'assurer des parcours résidentiels cohérents, augmentation des zones à vocation uniquement résidentielle et dépendance accrue vis-à-vis des services et emplois situés dans l'agglomération lyonnaise). Des dysfonctionnements spatiaux s'observeront également avec une hausse des migrations alternantes et une saturation progressive du réseau routier.

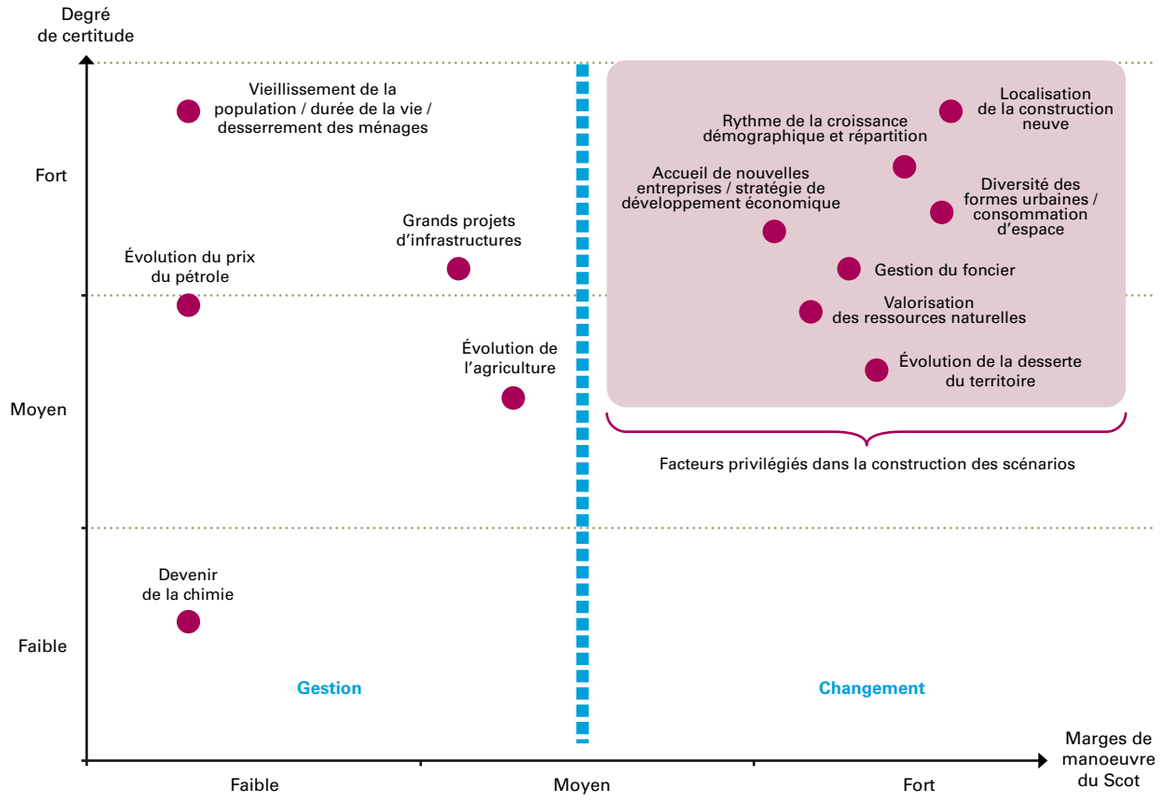
Des disparités nord/sud et est/ouest se renforceront : le territoire est déjà marqué par des disparités au niveau économique, avec un risque de spécialisation du tissu économique par entité géographique, au niveau social, par un éloignement progressif de la population des centres urbains, de la localisation des emplois et des principaux équipements.

Parce que le Scot, en engageant de nouvelles politiques d'urbanisme pour contrecarrer ces risques annoncés, permet aussi de mieux anticiper sur les incertitudes susceptibles d'influencer le devenir du territoire.

Le Scot permet de mieux anticiper sur les grandes évolutions structurelles que va connaître le territoire les 20 à 30 prochaines années, tout en prenant des précautions quant à de nombreuses incertitudes liées à des facteurs qu'il ne maîtrise pas et qui sont susceptibles d'impacter fortement le territoire telles que :

- les projets d'infrastructure et leurs impacts sur le territoire (contournement ouest lyonnais (Col) et contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise (CFAL))
- le devenir de la chimie et des grands pôles industriels
- les évolutions réglementaires quant à l'évaluation des risques technologiques
- l'évolution de la Pac
- l'évolution du prix du pétrole
- l'évolution de la structure des ménages…

IDENTIFICATION DES PRINCIPAUX FACTEURS D'ÉVOLUTION DU TERRITOIRE ET MARGES DE MANŒUVRE DU SCOT



Mémo



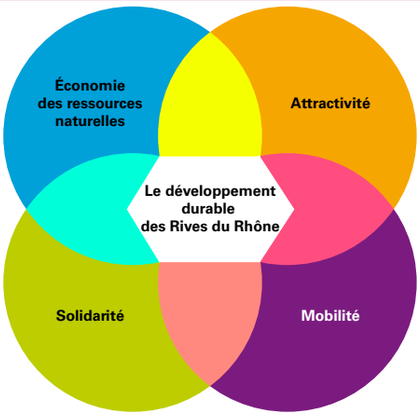
Document 6

PARTIE 2

Les invariants à expliquer : pour un territoire attractif, durable, accessible et solidaire

Pour répondre aux grands enjeux issus du diagnostic, plusieurs scénarios de développement possibles étaient envisageables. Avant de réaliser cet exercice, les élus ont souhaité valider les éléments à retrouver dans chacune des hypothèses : ces « invariants » constituent les fondements du modèle de développement retenu par les élus, sa charpente.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE SELON LES RIVES DU RHÔNE



Les fondements du modèle de développement retenu peuvent être synthétisés en 4 grands principes qui constituent « l'esprit du projet ». L'ensemble des orientations met en effet en avant la volonté d'un territoire plus solidaire, attractif, accessible et durable.

1.1 INVARIANT 1 – CONSTRUIRE LE PROJET SUR DES PERSPECTIVES AMBITIEUSES DE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

UN TERRITOIRE ATTRACTIF

Comme expliqué précédemment, les élus du territoire ont choisi de travailler sur la base d'une hypothèse haute de croissance démographique (environ 40 000 habitants supplémentaire d'ici à 2030), qui nécessitera la construction d'environ 24 000 logements. Ce choix traduit à la fois le souhait de prudence des élus tout comme la volonté d'un projet ambitieux.

→ Pourquoi ?

Les élus font ce choix par prudence dans un souci d'anticipation et de maîtrise de l'urbanisation si l'éventualité d'un essor démographique soutenu en masse comme en durée venait à se confirmer. Ils le font également par ambition à travers l'intention d'accompagner l'important développement économique attendu (notamment au sud du territoire) d'une croissance démographique polarisée à proximité des bassins d'emplois.

Différentes hypothèses de croissance démographique ont été établies à partir des projections Omphale de l'Insee par l'agence d'urbanisme de Lyon et affinées au regard des derniers éléments de recensement. Les tendances ont confirmé une hypothèse maximale de croissance conduisant les Scot de l'aire métropolitaine lyonnaise (hormis le Scot roannais intégré ultérieurement) à croître non plus de 300 000 mais de 500 000 habitants supplémentaires entre 1999 et 2030.

La projection démographique sur laquelle se base le projet de Scot traduit donc moins un objectif quantitatif qu'une volonté politique d'accompagner la croissance démographique du territoire et de la métropole lyonnaise par un dimensionnement adapté des besoins. Le territoire métropolitain est en effet en constant développement (1 700 000 habitants en 1954 et 2 600 000 en 1999) et le territoire des Rives du Rhône souhaite contribuer à cet essor, par le biais d'une croissance démographique s'appuyant sur un solde naturel comme migratoire positif, accompagnée d'un développement économique pourvoyeur de richesses et d'emplois. Les fortes potentialités de développement du territoire, en foncier économique comme en développement tertiaire, confortent les élus dans ce choix volontaire. Dans cet objectif, l'attractivité du territoire dépendra fortement de la qualité des politiques urbaines et de services qui seront développés dans les agglomérations, où le projet de Scot entend intensifier la croissance à venir et pour se faire, « redonner goût à la ville ».

Entre autre, il faut garder à l'esprit que le territoire connaîtra aussi un vieillissement de sa population engendrant des besoins nouveaux en termes d'habitat notamment. Ce phénomène, qui n'est pas singulier au territoire des Rives du Rhône puisqu'il se constate à l'échelle nationale et métropolitaine se traduira par une représentation de la population âgée de 60 ans et plus d'au moins 30 % de la population totale en 2030 contre 19 % aujourd'hui, alors que sur la même période la part des moins de 20 ans passera de 27 % à 23 %. Il est impératif d'anticiper les besoins futurs de cette population par des politiques publiques et urbaines adaptées.

Cette croissance démographique induira un besoin de l'ordre de 24 000 logements supplémentaires à l'horizon 2030. L'estimation des besoins en logements découle directement des hypothèses d'évolutions démographiques (volume de la population, taille des ménages) d'une part, et du volume de logements à renouveler d'autre part.

Ainsi, il semblerait que les évolutions sociétales actuelles conduisent les besoins en logements à suivre une courbe de croissance deux fois plus élevée que le taux de croissance démographique d'un territoire.

Cependant, l'accroissement de la population ne détermine pas à lui seul le volume de logements nécessaires. Ce dernier dépend également de l'évolution des modes de vie et des modes de cohabitation qui participent au desserrement des ménages (allongement de la durée de vie, augmentation des séparations et donc des familles monoparentales ou recomposées, augmentation de la durée des études…), qui nécessitera à lui seul la construction de près de 10 000 logements (réduction de la taille des ménages de 2,52 pers/ménage en 2005 à 2,31 pers/ménage prévues en 2030).

1.2 INVARIANT 2 – CONSERVER UN BASSIN DE VIE DYNAMIQUE PAR LA PROMOTION D'UN TISSU ÉCONOMIQUE RICHE ET VARIÉ

UN TERRITOIRE ATTRACTIF

La proximité de l'agglomération lyonnaise est source d'atouts considérables : rayonnement économique, proximité de services rares (cultures, loisirs…). En revanche, ce positionnement territorial peut s'avérer problématique : qualité du cadre de vie, capacités de déplacements et proximité du bassin d'emploi métropolitain peuvent induire la résidentialisation du territoire (fort taux de construction et augmentation constante des flux domicile-travail en direction de l'agglomération lyonnaise). Le risque est donc « d'accueillir les actifs mais non les activités ».

Afin de limiter ce risque, les élus ont fait le choix de corréler fortement les objectifs de croissance démographique au maintien d'un dynamisme économique fort.

→ Pourquoi ?

Ce choix favorise un développement endogène du territoire qui rationalise les flux de circulation.

La mise en place d'une stratégie économique robuste au sein du territoire, génératrice d'emplois, est donc une condition à la croissance de la population. Cette croissance devra pouvoir s'opérer sur tout le territoire, adaptée selon le potentiel, la vocation et la sensibilité des secteurs concernés.

Dès lors, des ratios de développement peuvent être envisagés du type 1 logement nouveau = 1 emploi nouveau (contre 1 logement = 0,9 emploi aujourd'hui).

1.3 INVARIANT 3 – PLACER LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PAYSAGES AU CŒUR DU PROJET

UN TERRITOIRE DURABLE

Aucun développement humain ne peut être soutenu sur le long terme sans maintenir la qualité des ressources et espaces naturels, agricoles et paysagers. Les élus des Rives du Rhône, en pleine conscience de l'enjeu environnemental, entendent préserver la diversité des paysages et des terroirs, des milieux et des espèces, qui fondent la qualité de vie actuelle du territoire. Pour ce faire, il convient de différencier les logiques de développement et de hiérarchiser les niveaux de protection selon la sensibilité des différents espaces et milieux du territoire.

→ Pourquoi ?

De la vallée urbaine aux crêts du Pilat, de la zone industrialo-portuaire (Zip) de Salaise-Sablons au massif forestier de Chambaran, le projet de Scot doit s'adapter à la diversité du territoire.

Le massif du Pilat par exemple, en tant que parc naturel régional et cœur vert DTA, doit faire l'objet d'une attention particulière quant à la limitation des dynamiques de périurbanisation constatées ces dernières années et à la polarisation de l'habitat.

La vallée du Rhône est à l'inverse le secteur le plus urbanisé du territoire. Le développement d'une urbanisation linéaire le long des axes nord-sud constitue une menace d'un point de vue naturel comme paysager. Les élus du territoire ont fortement souhaité instaurer de grandes continuités vertes qui auront pour but de maintenir des séquences paysagères le long de la vallée du Rhône, séparant spatialement les différentes entités urbaines du territoire.

Les ambitions de développement des élus doivent également être en adéquation avec la capacité des milieux naturels à supporter les pressions nouvelles qui seront générées, variables selon les projets et les territoires. L'évaluation environnementale du projet de Scot a permis de mettre en lumière les impacts des orientations envisagées pour, si besoin, en reconsidérer la pertinence ou mettre en place les mesures d'accompagnement nécessaires.

1.4 INVARIANT 4 – MAINTENIR ET VALORISER LES CONDITIONS DE MOBILITÉ QUI FONDENT LE DYNAMISME DU TERRITOIRE

UN TERRITOIRE ACCESSIBLE

L'axe de la vallée du Rhône sur lequel le territoire fonde sa prospérité constitue le plus grand itinéraire français et européen entre la Méditerranée et la mer du Nord. Le transport des hommes, des marchandises et des cultures s'y intensifie depuis des siècles et induit de nos jours l'existence de grands projets d'infrastructures portés par l'État.

Les élus entendent donc s'appuyer sur tous les modes de transports et déplacements dont bénéficie le territoire et en valoriser les principaux axes.

→ Pourquoi ?

Le fleuve présente d'importantes opportunités de développement économique qu'il convient de valoriser, pour le transport de marchandises bien sûr mais également au travers des activités touristiques.

Un certain nombre de liaisons routières s'avèrent également stratégiques : les axes historiques supportant les liaisons nord-sud (A7, RN7, RD1006 et RD386) mais aussi des axes est-ouest « émergents » (RD75, RD502, liaison « trans-Rhône »).

La desserte ferroviaire sera également déterminante dans la structuration urbaine du territoire, par le développement de véritables pôles-gares offrant une place plus importante aux modes doux, aux transports en commun et favorisant le report modal de la voiture vers le train.

Le projet de Scot se doit également de tenir compte de plusieurs projets d'infrastructures de transport inscrits dans les documents d'urbanisme supra-territoriaux comme la DTA :

- Le projet de CFAL vise à optimiser le maillage du réseau ferroviaire existant en se raccordant aux projets Rhin-Rhône et Lyon-Turin, ce qui offrira un itinéraire fret de qualité et performance garanties pour la traversée de l'aire lyonnaise (évitement du nœud lyonnais, desserte des grands sites fret et logistique).
- Le projet de Col a pour objectif de rétablir la fluidité du trafic de transit nord-sud au droit de Lyon. en écartant le transit de l'agglomération et favoriser le désenclavement de l'ouest de la région Rhône-Alpes.



L'autoroute A7 à Reventin-Vaugris

1.5 INVARIANT 5 – AFFICHER LA QUALITÉ DE VIE ET LE « BIEN VIVRE ENSEMBLE » COMME MOTEUR DU PROJET

UN TERRITOIRE SOLIDAIRE

Les élus ont acté fortement le principe de mettre un frein sans concession aux logiques « tendancielles » de développement du territoire jusqu'à les inverser dans un objectif de densification, retour à la centralité, diversité des logements, anticipation foncière et urbanisme de projet.

→ Pourquoi ?

Le développement urbain de ces dernières années a vu s'accroître et se renforcer les déséquilibres sociaux et spatiaux du territoire : deux tiers des nouveaux logements sont réalisés sur les villages les moins dotés en emplois et services, ces logements s'éparpillent sur tout le territoire communal, sous forme de maisons individuelles fortement consommatrices d'espace, sans réflexions d'ensemble et sans réponses aux besoins d'une part importante de la population (les plus jeunes, les plus anciens, les familles monoparentales…).

Le projet de Scot doit proposer une alternative indispensable au modèle de développement à l'œuvre, tout en adaptant la stratégie d'aménagement et de renforcement des agglomérations aux contraintes et risques existants dans la vallée du Rhône (risques naturels, risques technologiques). Les élus ont affiché leur attention à ce que le poids et l'impact de ces contraintes soient pris en compte de manière plus fine dans le document d'orientations générales (Dog) du Scot.



Le Péage-de-Roussillon



Document 6

PARTIE 3

Le scénario à justifier : deux pôles urbains dynamiques à l'interface de l'espace métropolitain lyonnais et de la moyenne vallée du Rhône

Les principales hypothèses de développement explorées

Sur la base de travail constituée par les cinq fondements précités, plusieurs scénarios d'aménagement contrastés ont été envisagés, qui représentent des futurs possibles pour le territoire.

Ces scénarios ont permis de construire un scénario préférentiel choisi par les élus. Au-delà de la prise en compte des fondements à la base de la stratégie de développement, chaque scénario répond à des objectifs d'économie du foncier et de rationalisation énergétique.

Dans le respect de ces objectifs, même si les besoins en logements et en foncier peuvent varier notablement d'un secteur à l'autre selon le scénario choisi, chaque scénario garantit une répartition spatiale de la croissance démographique prenant en compte les fortes capacités de développement au sud du territoire, la polarisation de la croissance sur les pôles urbains de la vallée du Rhône, à proximité des axes de transport collectifs lourds, la préservation des espaces et milieux fragiles (cœurs verts) et la typologie des communes (de l'agglomération au village).



Panorama depuis Chavanay sur la centrale nucléaire de Saint-Alban-du-Rhône / Saint-Maurice-l'Exil

1.1 SCÉNARIO A : LA « DORSALE URBANISÉE »

Le scénario de la « dorsale urbanisée » s'appuie sur la structuration historique du territoire des Rives du Rhône, optimisant les infrastructures existantes (déplacements/ équipements) en engendrant des perturbations limitées des espaces naturels et agricoles.

Ce scénario prévoit notamment **l'inversion radicale des tendances constatées depuis 15 ans sur le territoire** au niveau de la répartition de la croissance démographique et de la construction.

La croissance démographique s'appuiera sur les principaux pôles urbains du territoire situés dans la vallée du Rhône qui connaîtront une **répartition équitable** à l'intérieur de chaque entité urbaine. Pour chaque entité, le même niveau de service à la population est prévu.

Ce scénario suppose **une maîtrise forte de l'urbanisation** en dehors de ces espaces identifiés, dans le but de préserver les paysages et de faciliter le maintien d'une agriculture pérenne.

La mise en place d'un transport collectif pertinent à l'échelle du territoire et de la métropole lyonnaise est un facteur déterminant dans le développement du territoire.

L'optimisation des infrastructures et l'identification des gares comme des secteurs stratégiques concourrant au renforcement des centralités (pôle-gare et/ou de rabattement) sont indispensables.

La mise en place d'un transport en commun non urbain à l'échelle de chaque entité urbaine favorise la transversalité du territoire et les échanges sur un axe est-ouest.

Les axes émergents du territoire (liaisons routières avec le Nord Isère et l'axe trans-Rhône) interviennent comme de véritables supports au développement économique valorisés au travers de **l'aménagement des sites économiques stratégiques.**

→ Avantages :

Ce scénario a pour vertu de **renforcer l'armature originelle du territoire et des principaux pôles urbains.** Une telle ambition nécessite la réalisation d'un travail approfondi sur la question de l'habitat et des formes urbaines afin de trouver une densité pertinente adaptée à la mise en place de modes de transports alternatifs (bus + gare de rabattement + mise en place d'un réseau ferré performant à l'échelle de la métropole lyonnaise).

Ce scénario est garant du **maintien des grands équilibres entre les espaces naturels, agricoles et urbains**. Il s'accompagne du maintien d'importantes coupures vertes entre les espaces agglomérés et envisage un développement modéré autour des centres bourgs des communes de l'arrière-pays.

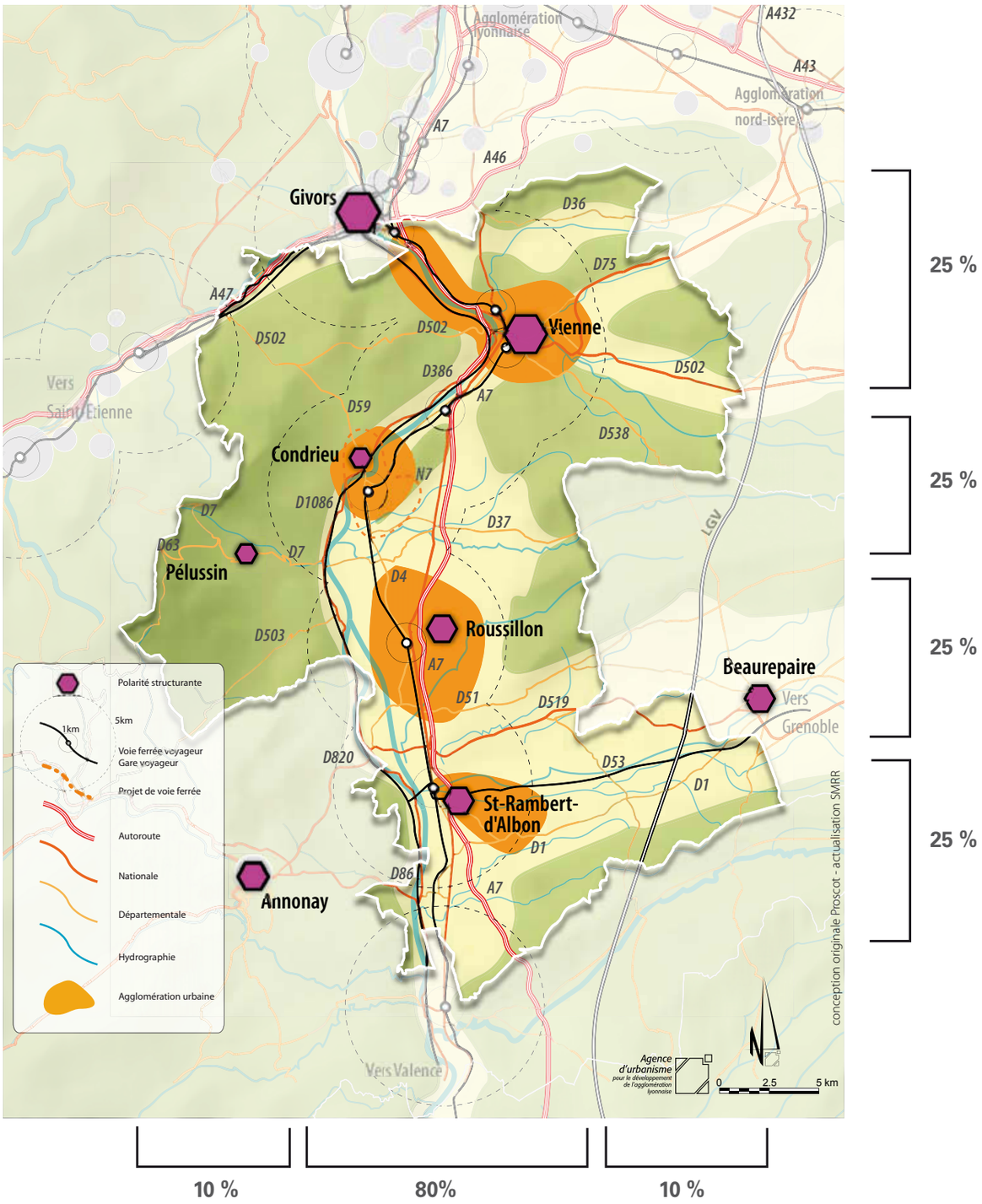
→ Inconvénients/contraintes :

À l'exception du sud de la vallée du Rhône, **l'urbanisation s'effectue dans l'espace le plus contraint du territoire** (risques, nuisances liées aux infrastructures, espaces naturels).

Le faible développement prévu sur l'arrière-pays nécessite **la création de nouveaux espaces de solidarité difficiles à mettre en place** pour compenser la stagnation relative de la croissance de ces secteurs.

SCÉNARIO A : LA « DORSALE URBANISÉE »

Répartition des logements à construire d'ici à 2030*



** Les hypothèses de croissance retenues prévoient une augmentation de 40 000 habitants entre 2009 et 2030 et la nécessité de construire 24 000 logements.*

1.2 SCÉNARIO B : UNE BIPOLARITÉ NORD/SUD COMPLÉMENTAIRE

Le scénario d'une bipolarité nord/sud s'inspire des tendances constatées actuellement sur le territoire (fort dynamisme constructif dans le sud du territoire, projet de zones d'activités d'envergure, augmentation de la pression foncière). Il favorise l'émergence d'une bipolarité renforcée au sein du territoire des Rives du Rhône.

Ce scénario prévoit **une répartition de la croissance démographique favorisant un rééquilibrage entre le nord** (agglomération viennoise) **et le sud** du territoire (agglomération Roussillon – Saint-Rambert) en lien avec **un développement économique** fort prévu dans la partie sud (développement des sites stratégiques de Salaise-sur-Sanne et Nord Drôme).

Dans la partie sud du territoire, une croissance démographique supérieure aux valeurs observées sur la période 1990-1999 est envisagée en absorbant près de 70 % de l'augmentation de la population totale.

Ce développement ambitieux a pour but d'**accompagner et de maîtriser le développement** déjà constaté aujourd'hui dans ce secteur (augmentation significative de la population, taux de construction élevé, importantes réserves foncières).

L'élargissement du pôle urbain roussillonnais intègre davantage le secteur de Saint-Rambert-d'Albon dans la gestion et l'organisation de l'espace (renforcement des liens entre ces deux entités urbaines, amélioration de la desserte en transports en commun, développement en synergie des deux sites stratégiques de développement économique).

C'est bien **une nouvelle émergence territoriale** que le Scot se doit d'encadrer dans ce scénario en définissant la vocation d'un nouvel espace urbain dont la localisation, au croisement de la liaison trans-Rhône et de la vallée du Rhône, s'avère stratégique.

Le renforcement de l'agglomération Roussillon – Saint-Rambert affirme davantage la position du territoire au sein de l'aire métropolitaine lyonnaise. Un tel renforcement ne doit pas conduire à un morcellement du territoire mais plutôt **contribuer au renforcement de la complémentarité des pôles urbains** de Vienne, Roussillon et Saint-Rambert-d'Albon.

Afin d'éviter une politique de spécialisation déjà très importante, le territoire veillera à ce titre à **la diversification du tissu économique.**

→ Avantages :

Ce développement ambitieux conduit à **un nouvel équilibre du territoire** (rééquilibrage démographique) sur une partie du territoire aujourd'hui moins contrainte. Il reconnaît le potentiel considérable de la partie sud et fait le choix **d'accompagner et d'encadrer une « montée en gamme »** indispensable pour rayonner sur la scène métropolitaine ou dans la moyenne vallée du Rhône.

Ce scénario offre de plus des liens renforcés vers de « nouveaux » espaces par le renforcement notamment de la liaison trans-Rhône.

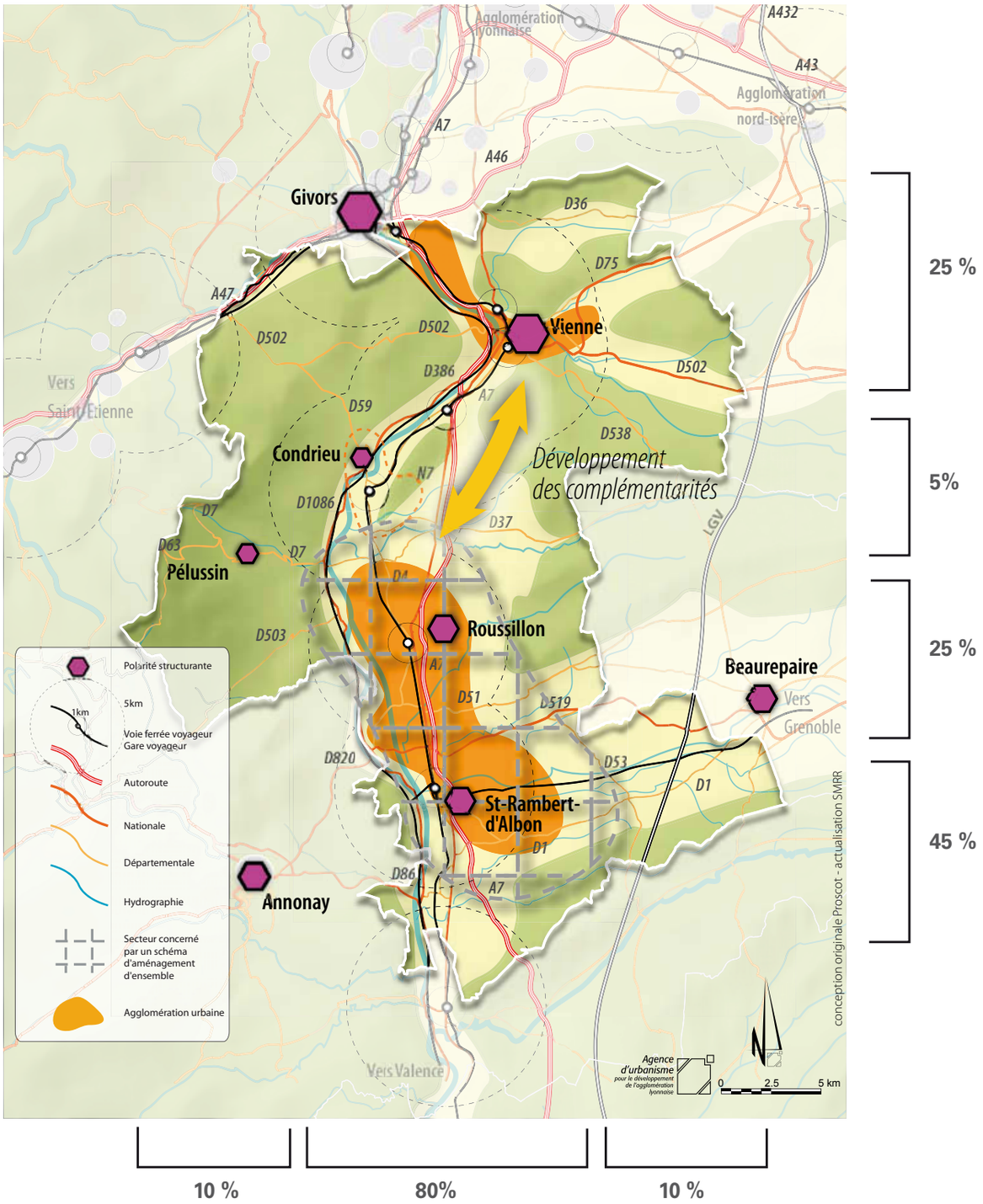
→ Inconvénients/contraintes :

Ce scénario nécessite cependant un **investissement important et une gestion rigoureuse de l'espace** (espace de projet et maîtrise de l'urbanisation). Il conviendra d'être vigilant quant aux **impacts** que ce mode de développement peut générer **sur les espaces agricoles au sud du territoire.**

Au niveau de l'organisation du territoire, le centre de gravité descend vers le sud et **le risque d'un fonctionnement concurrentiel et de division entre les deux principales agglomérations** ne doit pas être négligé.

SCÉNARIO B : UNE BI-POLARITÉ NORD SUD COMPLÉMENTAIRE

Répartition des logements à construire d'ici à 2030*



** Les hypothèses de croissance retenues prévoient une augmentation de 40 000 habitants entre 2009 et 2030 et la nécessité de construire 24 000 logements.*

1.3 SCÉNARIO C : LA TRAME VERTE AU CŒUR DU PROJET

Ce scénario de développement repose sur la définition d'une trame verte au centre du territoire dans l'objectif de tendre vers une « agglomération-jardin ». S'impose donc de fait une dimension qualitative importante, où l'environnement et le paysage jouent un rôle prédominant.

Un tel choix de développement induira **une croissance importante de la population au centre du territoire** (vallée du Rhône, coteaux et plateaux situés à l'est et à l'ouest) même si les pôles urbains situés dans le couloir rhodanien accueillent la majorité de la population. Dans ce contexte, **les échanges est/ouest**, dans le secteur de Condrieu et du roussillonnais seront **renforcés.**

Les pôles urbains du territoire placent la trame naturelle et paysagère au cœur de leur développement mettant en avant le cadre de vie et l'insertion paysagère des nouvelles constructions. Cette « trame verte » devient le cœur d'un projet d'agglomération et symbolise le renforcement des liens (physiques, sociaux, culturels) avec les plateaux situés autour de la vallée du Rhône.

Cette nouvelle organisation spatiale nécessite **la mise en place d'un système de transports en commun efficace** pour éviter un développement accru des déplacements automobiles.

Le tissu urbain existant est optimisé par **des opérations de renouvellement urbain** visant à renforcer la centralité de chaque entité urbaine.

C'est sans doute **le scénario le plus exigeant pour le territoire** au niveau des investissements et de la gestion de l'espace.

D'importantes opérations de renouvellement urbain sont nécessaires malgré les contraintes liées aux risques naturels et technologiques. Ces opérations sont susceptibles d'entraîner **la requalification de certains espaces urbains** et renforceront à terme l'attractivité de la partie centrale du territoire.

La définition d'une trame verte devenant le fil conducteur de l'ensemble les espaces bâtis induit des exigences en termes d'urbanisme au niveau de la gestion des contraintes environnementales et de l'insertion paysagère des nouvelles constructions.

→ Avantages :

Ce scénario privilégie **la préservation du cadre de vie et des espaces naturels et agricoles.** La requalification de certains espaces urbains notamment au centre du territoire génère une nouvelle image de cet espace et renforce son attractivité. Il offre **une nouvelle organisation du territoire** s'appuyant notamment sur le renforcement des relations est/ouest.

→ Inconvénients/contraintes :

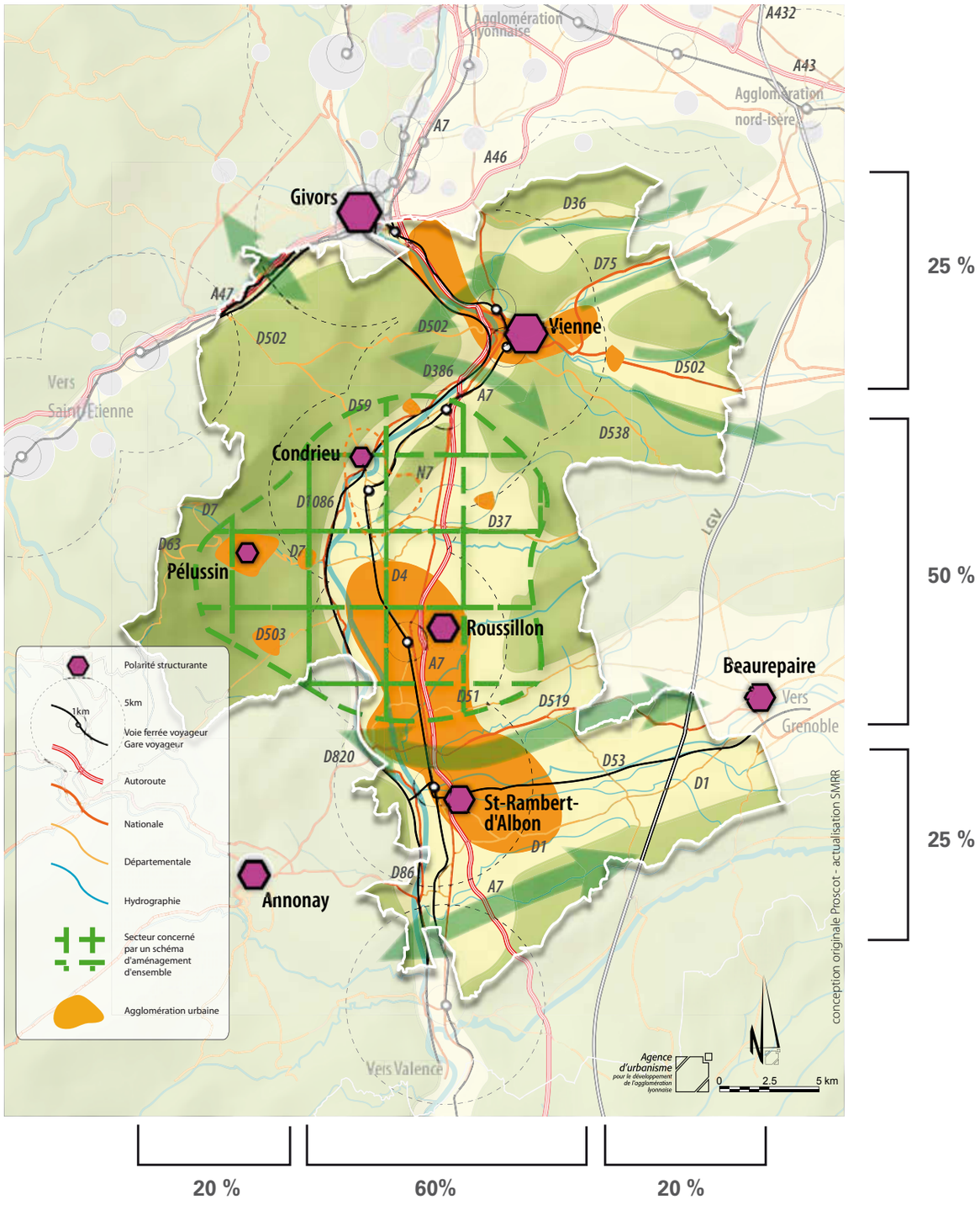
L'espace central est aujourd'hui l'un des plus contraints du territoire.

L'ouverture de l'urbanisation sur les plateaux et coteaux situés à proximité de la vallée du Rhône présente **le risque d'une urbanisation** mal maîtrisée génératrice de conflits d'usage.

La diffusion volontaire de l'urbanisation hors des centres urbains existants nécessite **des investissements importants en termes de création de nouveaux services à la population** (mise en place d'un système de transports en commun pour les liaisons est/ouest, création d'équipements structurants).

SCÉNARIO C : LA TRAME VERTE AU COEUR DU PROJET

Répartition des logements à construire d'ici à 2030*



** Les hypothèses de croissance retenues prévoient une augmentation de 40 000 habitants entre 2009 et 2030 et la nécessité de construire 24 000 logements.*

Un choix orienté par les incidences environnementales des scénarios

→ Scénario A : la « dorsale urbanisée »

Le scénario de la « dorsale urbanisée » s'appuie sur la structuration historique du territoire des Rives du Rhône, optimisant les infrastructures existantes, en engendrant des perturbations limitées des espaces naturels et agricoles.

Avantages	Inconvénients - Contraintes - Points de vigilance
Le scénario A, en répartissant la croissance de la population et des activités dans la vallée du Rhône et en limitant le mitage, préserve les espaces naturels et les terres agricoles des plaines et plateaux environnants.	Le maintien de coupures vertes, naturelles et paysagères, entre les différents pôles urbains de la vallée doit être strict, au risque de créer une urbanisation continue occultant les cônes de vue, asphyxiant les espaces naturels de la vallée elle-même et coupant les nécessaires passages d'une rive à l'autre et, au-delà, du Massif central aux Alpes. Certains terroirs, pour le maraîchage en particulier, sont essentiellement présents dans la vallée du Rhône. Si le risque de consommation foncière est limité par le risque d'inondation, l'enclavement des terres compromet la fonctionnalité des exploitations.
L'optimisation des infrastructures existantes et le développement des transports alternatifs limitent l'augmentation potentielle de trafic ; le développement des services et emplois locaux limitent les flux vers l'extérieur du territoire.	Une organisation en pôles urbains indifférenciés en termes de services et d'emplois le long de la vallée risque d'augmenter le trafic routier local sous forme de « cabotage ».
La concentration de la population en vallée du Rhône rapproche les usagers des transports alternatifs et des services. Elle peut permettre de nouvelles formes urbaines favorisant les économies de ressources énergétiques. Ce scénario a donc a priori un impact positif en termes d'émission de GES.	La population est concentrée dans un espace soumis à de nombreux risques naturels et technologiques, ainsi qu'à des nuisances (bruit, pollution de l'air).

À retenir

- → Une hiérarchisation des pôles urbains semble préférable à un chapelet de zones urbaines au niveau de services similaires.
- → Concentrer la population dans la vallée du Rhône est intéressant mais sous certaines conditions.
- → La préservation des espaces agricoles et naturels ne doit pas se faire par défaut en dehors des zones urbanisées, les espaces stratégiques doivent être identifiés et préservés où qu'ils soient.



Le maraîchage à Ampuis

→ Scénario B : Une bipolarité nord/sud complémentaire

Le scénario d'une bipolarité nord/sud s'inspire des tendances constatées actuellement sur le territoire. Il favorise l'émergence d'une bipolarité renforcée au sein du territoire des Rives du Rhône.

En repartant des bases du scénario A, le scénario B met en œuvre une hiérarchisation des pôles urbains dans la vallée du Rhône, en concentrant le développement dans le sud du territoire.

Avantages	Inconvénients - Contraintes - Points de vigilance
Le scénario B tout comme le A, en concentrant la croissance de la population et des activités dans la vallée du Rhône et en limitant le mitage, préserve les espaces naturels et les terres agricoles des plaines et plateaux environnants.	La création d'une vaste agglomération dans le sud risque de se faire aux dépens de zones agricoles importantes (plateau de Louze au nord, aval de la plaine de Bièvre-Valloire au sud-est…).
Le scénario B maintient une large coupure d'urbanisation au coeur du territoire, endroit propice aux liaisons naturelles est/ouest à travers la vallée du Rhône.	L'agglomération sud doit prendre en compte les différentes coupures vertes, corridors et axes de déplacement de la faune existant dans ce secteur, le long des vallées de rive gauche et au sud de l'île de la Platière.
L'agglomération sud doit prendre en compte les différentes coupures vertes, corridors et axes de déplacement de la faune existants dans ce secteur, le long des vallées de rive gauche et au sud de l'île de la Platière.	Le schéma d'aménagement d'ensemble doit veiller à l'identité, à la densification, au cadre de vie de l'agglomération sud.
Le site de développement de l'agglomération sud est moins contraint que la vallée du Rhône dans la partie nord du territoire.	L'adaptation aux ressources en eau et équipements d'assainissement doit être vérifiée. La population est concentrée sur un territoire pour partie concerné par un plan de prévention des risques technologiques.

À retenir

→ La partie sud de la vallée du Rhône semble offrir plus de potentialités (espaces, transports…) que le reste de la vallée ; le développement d'une agglomération dense, homogène et agréable doit cependant faire l'objet de nombreuses attentions.

→ Dans tous les cas, les pratiques d'aménagement doivent favoriser les pratiques et modes de transport alternatifs.

→ Scénario C : La trame verte au cœur du projet

Ce scénario de développement repose sur la définition d'une trame verte au centre du territoire dans l'objectif de tendre vers une « agglomération-jardin ». S'impose donc de fait une dimension qualitative importante, où l'environnement et le paysage jouent un rôle prédominant.

L'enjeu de développer une agglomération de qualité au cadre de vie agréable, en créant une trame verte urbaine est ambitieux. Les risques d'incidences semblent cependant proportionnels à l'ambition de ce scénario.

Avantages	Inconvénients - Contraintes - Points de vigilance
Le scénario C propose un cadre de vie de qualité, dans un objectif de renouvellement et d'amélioration de l'image et de l'attractivité du centre du territoire des Rives du Rhône.	Risque de faire de la ville dans la nature, sans les avantages de la ville (densité, proximité des services…), en augmentant les risques de mitage, les difficultés d'insertion paysagère, les coûts d'équipement en réseau d'eau et d'assainissement…
Il favorise la nature en ville (diminution des îlots de chaleur, augmentation de la biodiversité locale…) et intègre par défaut les grands axes de déplacements de faune et les corridors écologiques.	À l'intérieur de la trame verte et de « l'agglomération-jardin », la nature risque d'être relictuelle et de perdre sa fonctionnalité écologique (espaces de plus petite taille, qui risquent d'être déconnectés les uns des autres…). Les zones de contact entre milieux artificialisés et milieux naturels sont décuplées. Décuplées donc aussi les influences des nuisances sur les milieux naturels, les risques de conflit d'usage avec les activités agricoles…
La population future est répartie sur tout le territoire, sans être concentrée dans la vallée du Rhône : diminution de la population soumise aux risques naturels et technologiques, répartition de la pression sur les ressources en eau…	La « dispersion » de la population augmente la consommation foncière, les déplacements routiers, ce qui rend difficilement envisageables des solutions de transports collectifs, de chauffage collectifs… Ce scénario a donc a priori un impact négatif en termes d'émission de GES.

À retenir

→ Malgré un développement de la nature en ville, la densification, le renouvellement urbain, le développement d'une agglomération classique semblent plus favorables au bilan carbone du territoire.

→ Dans tous les cas, une trame verte urbaine est un atout pour un cadre de vie de qualité et une bonne anticipation des changements climatiques.

Chapitre 3

Le modèle de développement choisi par les élus

Face à ces différents scénarios, les élus ont dû se positionner et arbitrer stratégiquement. Ces arbitrages ont conduit au choix d'un scénario préférentiel qui permet notamment de visualiser les grands équilibres spatiaux du projet. Ce scénario « de synthèse » s'inspire largement du scénario 2 en y intégrant la forte aspiration qualitative du scénario 3.

Le modèle de développement retenu consiste à proposer une organisation territoriale consolidée sur deux pôles urbains attractifs et accessibles, optimisant leur situation stratégique à l'interface de l'espace métropolitain et de la moyenne vallée du Rhône.

3.1 ARBITRAGE 1 : ORIENTER LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET URBAINE DANS LA VALLÉE PLUS QUE SUR LES PLATEAUX, AU SUD PLUS QU'AU NORD

L'accroissement de la population s'effectuera en cohérence avec une armature urbaine hiérarchisée tant à l'échelle métropolitaine qu'à l'échelle locale, sur la base des polarités identifiées dans chacun des Scot et celles du Scot. La croissance démographique sera privilégiée dans les communes comprises dans les agglomérations viennoise ou de Roussillon – Saint-Rambert, dans les villes et bourgs centres. Les villages connaîtront un développement démographique moindre, en cohérence avec l'offre en services proposée à la population.

Au sud du territoire, l'agglomération de Roussillon – Saint-Rambert connaîtra une croissance démographique supérieure aux valeurs observées sur les années précédentes. Ce développement aura pour but d'accompagner et de maîtriser le développement déjà constaté aujourd'hui dans ce secteur (augmentation significative de la population, taux de construction élevé, importantes réserves foncières…) en lien avec son bon niveau d'accessibilité et ses fortes perspectives de développement. L'objectif est donc de progressivement faire « monter en gamme » l'agglomération de Roussillon – Saint-Rambert pour, à terme, proposer une organisation territoriale qui s'appuie sur deux pôles urbains équilibrés dans leur rayonnement et leur poids démographique, tout en respectant les spécificités de chacun.

3.2 ARBITRAGE 2 : FAIRE PLEINEMENT JOUER AU TERRITOIRE LA CARTE DE LA MÉTROPOLE ET DE LA MOYENNE VALLÉE DU RHÔNE

Les liens entre l'agglomération roussillonnaise et le secteur de Saint-Rambert-d'Albon se renforceront pour répondre à un objectif de croissance ambitieux nécessitant une grande cohérence dans la gestion et l'organisation de l'espace (renforcement des liens entre ces deux entités urbaines, amélioration de la desserte en TC, développement en synergie des deux sites stratégiques de développement économique). Dans ce contexte, le secteur de Roussillon - Saint-Rambert-d'Albon s'affirmera davantage pour former le même réseau d'agglomération. L'émergence d'un nouveau territoire au sud renforcera la position du territoire au sein de la métropole lyonnaise comme nouveau point d'équilibre au sein de l'axe Rhône-Saône entre Lyon et Valence, véritable corridor de développement métropolitain.

Cette évolution ne doit cependant pas conduire à un morcellement du territoire mais à un nouvel équilibre reposant sur des relations complémentaires avec l'agglomération viennoise.

Afin d'éviter une politique de spécialisation économique du territoire déjà très importante, le Scot veillera à la diversification du tissu économique en complémentarité avec les territoires voisins, notamment sur les fonctions métropolitaines (le Rhône représente à ce titre un atout considérable).

3.3 ARBITRAGE 3 : LES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES, DES « ESPACES PLEINS QUI DOIVENT DÉBORDER SUR LA VILLE » ET NON L'INVERSE

Le modèle de développement choisi par les élus du territoire contient également une dimension environnementale et paysagère forte (préservation des espaces naturels et agricoles, respect des corridors écologiques, intégration paysagère et environnementale des nouvelles constructions) devant être intégrée à l'ensemble des projets de développement du territoire en compatibilité avec le réseau maillé de la directive territoriale d'aménagement.

Le parti d'aménagement du Scot pourra également s'appuyer sur le travail de « trame verte » initié par la démarche inter-Scot dans sa déclinaison locale.

Cette forte dimension environnementale devra se confirmer au travers d'objectifs forts de réduction de la consommation foncière des espaces agricoles et naturels, qui ont à titre d'exemple encore perdu près de 600 ha entre 2000 et 2005.

3.4 ARBITRAGE 4 : DES CHOIX D'AMÉNAGEMENT QUI ENCOURAGENT DES PRATIQUES ET MODES DE TRANSPORTS ALTERNATIFS AU TOUT ROUTIER

Les principales infrastructures routières de la vallée du Rhône et les liaisons transversales sont les moteurs stratégiques du développement du territoire. Le développement urbain réalisé à proximité de ces axes ne doit pas remettre en cause leur rôle et leur fonctionnement.

Les gares et leurs alentours seront identifiés comme des secteurs stratégiques répondant à des objectifs préférentiels de développement (résidentiels et/ou économiques) et de centralité (pôle-gare et/ou de rabattement).

Le développement du réseau express de l'aire urbaine lyonnaise (Real) permettra l'optimisation de l'usage de la voie ferrée pour les déplacements à l'échelle de la métropole en lien avec la mise en place d'un système de transports collectifs pertinent à l'échelle du territoire.

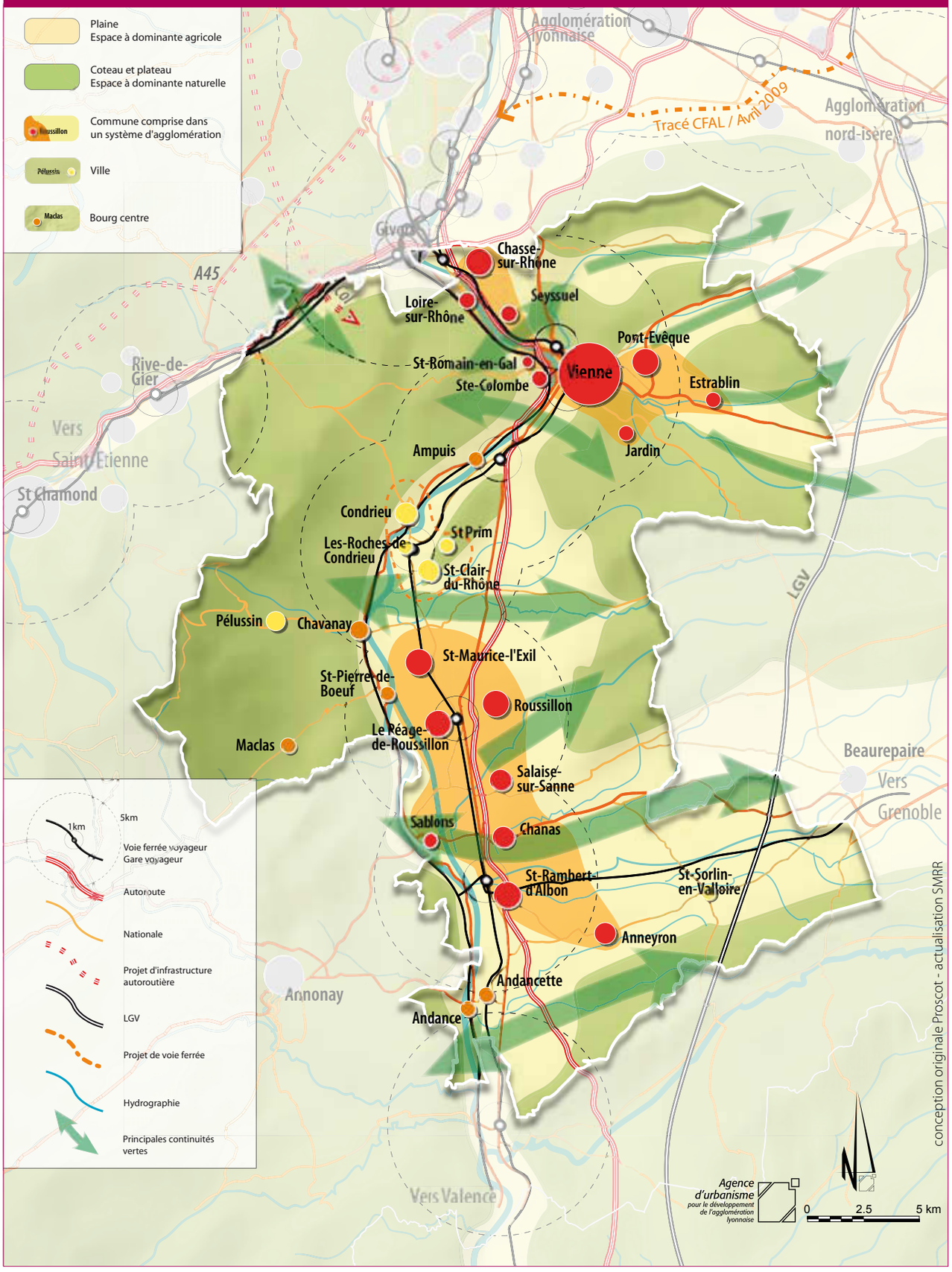
Ce dernier devra accompagner le développement des gares afin de favoriser leur rayonnement et leur accessibilité à une échelle plus large que la vallée du Rhône.

3.5 ARBITRAGE 5 : CONSTRUIRE UN TERRITOIRE ACCUEILLANT QUI RÉPONDE À TOUS LES BESOINS EN LOGEMENTS

Développer des politiques de l'habitat plus diversifiées doit s'imposer à toutes les communes du territoire, selon une exigence croissante en fonction de leur niveau d'équipement. Ainsi, chaque commune devra être en mesure de développer un parc de logements apte à garantir le « cycle des ménages », et « grimper » en hiérarchie urbaine n'induira pas plus de marges de manœuvre mais à l'inverse plus de responsabilités : construire plus, plus dense, et en offrant plus de logements sociaux.

Les objectifs de densification devront, quant à eux, être assez ambitieux, d'une part pour induire une réduction significative des besoins fonciers nécessaires et d'autre part pour forcer au développement d'une réflexion en amont sur la composition et la qualité environnementale des futurs quartiers.

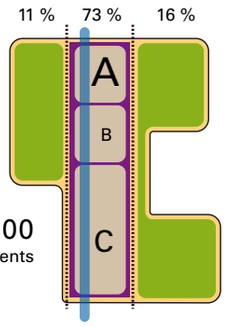
LE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT CHOISI PAR LES ÉLUS



LE PROJET DE SCOT VEUT REDONNER À LA VALLÉE URBAINE SON RÔLE PRÉPONDÉRANT

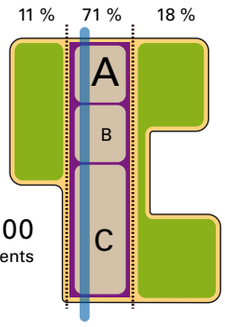
À DATE...

1- Répartition des logements en **1990**



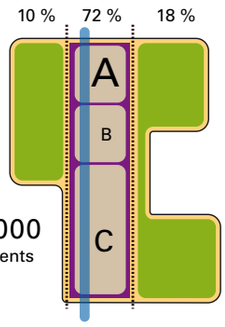
A : 51 %
B : 14 %
C : 36 %

3- Répartition des logements en **2009** (estimation)



A : 48 %
B : 15 %
C : 37 %

5- Répartition des logements en **2030** (projection)



A : 46 %
B : 14 %
C : 40 %

1990

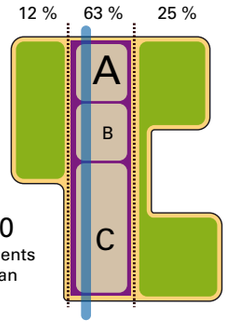
2006

2009

2030

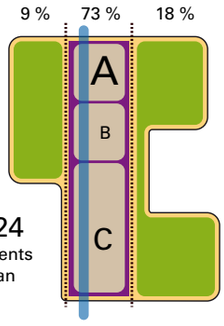
ÉVOLUTION...

2- Répartition de la croissance des logements **entre 1990 et 2006**



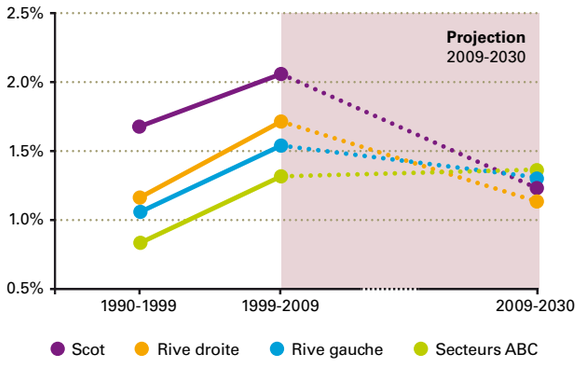
A : 34 %
B : 22 %
C : 44 %

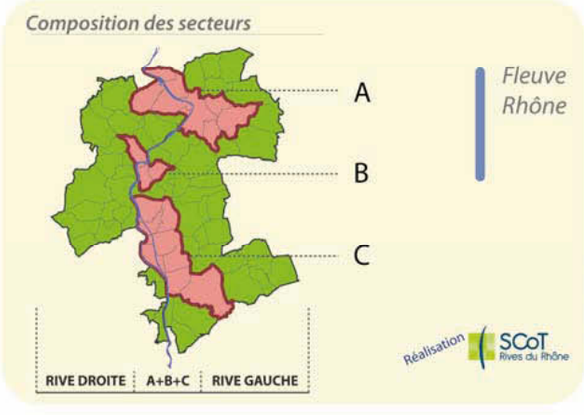
4- Répartition de la croissance des logements **entre 2009 et 2030** (projection)



A : 40 %
B : 14 %
C : 46 %

Taux annuel moyen de croissance démographique





Document 6



Document 6

PARTIE 4

La vigilance quant aux enjeux environnementaux : quels témoins ?*

**Cette partie présente de façon synthétique les choix réalisés au regard des enjeux environnementaux et les raisons pour lesquelles ils s'avéraient être les « meilleurs choix ». Pour plus de détails, se référer à l'évaluation environnementale du rapport de présentation.*

La volonté de réduire au maximum les incidences potentielles du projet de Scot sur l'environnement a constamment guidé les choix d'aménagement.

À ce titre, l'évaluation environnementale du projet a permis de mettre en lumière ses possibles impacts et de les réajuster dès que possible, selon plusieurs étapes :

- Les grandes orientations du Padd ainsi que les prescriptions et recommandations du Dog ont été mises en face des enjeux environnementaux révélés par l'état initial de l'environnement.
- Les incidences potentielles positives et négatives des principaux projets inscrits au Dog ont été étudiées.
- L'analyse, en termes de ressources en eau et d'assainissement en particulier, de la capacité du territoire à accueillir de nouvelles populations a été effectuée pour sécuriser et valider le projet de Scot.
- L'ensemble des incidences potentielles sur l'environnement a été regroupé de manière transversale selon les grands thèmes environnementaux développés dans l'état initial de l'environnement afin de livrer une évaluation globale du cumul des incidences de tous les projets formant le Scot.
- Des recherches approfondies ont été menées sur certains secteurs à enjeux ou pour éclairer certains points de vigilance soulevés lors de la première évaluation (principalement sur des enjeux d'assainissement ou d'alimentation en eau potable).

Même s'il reste évident qu'un certain nombre d'impacts potentiels ou de pressions nouvelles accompagneront la mise en œuvre du projet de Scot (notamment dans les agglomérations où les ambitions de développement sont les plus fortes), il aura sans conteste une influence globale positive sur la préservation des ressources et de la biodiversité (protection stricte des espaces remarquables, réduction importante de la consommation foncière, renforcement de la dimension environnementale des projets urbains…).

L'évaluation environnementale a, à ce titre, permis d'infléchir et de réorienter des ambitions et/ou projets, parfois antérieurs au Scot, qui ne pouvaient s'inscrire en compatibilité avec ses orientations. Pour exemple, trois zones de 30 à 50 ha envisagées dans le premier projet d'agglomération du pays viennois dans les vallées de la Gère, de la Véga et de la Sévenne ont été abandonnées au profit d'un seul site, en extension d'une ZAE existante sur Pont-Évêque - Estrablin, qui cumule de nombreux atouts : hors zone de captage et espace agricole stratégique, desserte TC, évitement des centres bourgs par une connexion à un possible futur contournement nord de l'agglomération…

Parallèlement, la volonté de maîtriser la consommation énergétique globale du territoire (responsable des émissions de gaz à effet de serre) a également fortement influencé les choix d'aménagement. L'ensemble des orientations visant à réduire les distances parcourues, en particulier en véhicules motorisés, agit à ce titre favorablement sur la maîtrise des consommations d'énergies fossiles, énergies non renouvelables et, en conséquence, participe à la réduction des émissions de CO_2 : compacité des agglomérations et densification, polarisation des activités économiques favorisant les complémentarités et les économies d'échelle, notamment logistique, ou encore rationalisation et concentration de certains équipements et services.



Document 7

La mise en œuvre du Scot : phases de réalisation et outils de suivi envisagés

PRÉAMBULE 410

PARTIE 1 412
Les phases de réalisation du Scot :
les leviers opérationnels à activer

PARTIE 2 420
Évaluer la performance du projet de Scot :
4 thèmes, 16 questions, 24 indicateurs

PARTIE 3 422
Grille d'indicateurs d'analyse
des résultats du Scot

PARTIE 4 426
Indicateurs envisagés pour l'évaluation
environnementale du Scot



Document 7

Sommaire

PRÉAMBULE 410

PARTIE 1

LES PHASES DE RÉALISATION DU SCOT : DES LEVIERS OPÉRATIONNELS À ACTIVER 412

CHAPITRE 1 - VALORISER LES COMPÉTENCES PROPRES AU SYNDICAT MIXTE : APPLIQUER ET SUIVRE LE SCOT 414

1.1 VÉRIFIER DE FAÇON CONTINUE LA COMPATIBILITÉ DES PLANS ET PROGRAMMES LOCAUX AVEC LE SCOT 414

1.2 METTRE EN PLACE PROGRESSIVEMENT L'OBSERVATOIRE TERRITORIAL DES RIVES DU RHÔNE 414

CHAPITRE 2 - GARANTIR LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT AU TRAVERS D'ÉTUDES ET DE PROJETS 415

2.1 SOUTENIR DES ORIENTATIONS DU SCOT AU TRAVERS DES CDPRA 415

2.2 AMÉLIORER LA CONNAISSANCE ET LA MAÎTRISE DU FONCIER, MATIÈRE PREMIÈRE DU PROJET DE SCOT 415

2.2.1 Engager une seconde étape de l'étude Urbagare 415
2.2.2 Diagnostiquer les potentialités et opportunités foncières du territoire 416
2.2.3 Établir, sur la base des diagnostics des intercommunalités, le potentiel de renouvellement et de densification des zones d'activités existantes 416

2.3 RÉFLÉCHIR À L'ÉLABORATION DE PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DES ESPACES AGRICOLES ET NATURELS PÉRIURBAINS DANS LES SECTEURS FRAGILES ET/OU SOUS PRESSION 416

2.4 PORTER UN CONTRAT DE TERRITOIRE « CORRIDORS BIOLOGIQUES » SUR LA PARTIE DU SCOT EN RIVE GAUCHE DU RHÔNE, EN PARTENARIAT AVEC LE PNR PILAT 416



2.5 ÉLABORER DEUX SCHÉMAS DE SECTEURS SUR LES TERRITOIRES À ENJEUX SPÉCIFIQUES 417

2.6 RÉALISER UNE « ÉTUDE DE GISEMENT » D'ÉNERGIES RENOUVELABLES SUR LE TERRITOIRE 417

2.7 RÉFLÉCHIR À LA MISE EN PLACE D'UNE COMMUNAUTÉ DE L'EAU POTABLE À L'ÉCHELLE DES RIVES DU RHÔNE 417

CHAPITRE 3 - FAIRE RÉGULIÈREMENT LE BILAN DE L'APPLICATION DU SCOT 418

PARTIE 2

ÉVALUER LA PERFORMANCE DU PROJET DE SCOT : 4 THÈMES, 16 QUESTIONS, 24 INDICATEURS 420

PARTIE 3

GRILLE D'INDICATEURS D'ANALYSE DES RÉSULTATS DU SCOT 422

PARTIE 4

INDICATEURS ENVISAGÉS POUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU SCOT 426



Document 7

PRÉAMBULE

Parmi les principales évolutions induites par la loi SRU figure l'obligation de suivi et d'évaluation qui est faite aux Scot.

Le syndicat mixte doit tout d'abord annoncer les « principales phases de réalisation envisagées » pour garantir la réalisation effective de son projet de Scot (Art. R.122-2 du code de l'urbanisme).

De plus, le syndicat doit également, au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans, effectuer une **analyse des résultats de l'application du schéma** notamment du point de vue de l'environnement et délibérer sur son maintien en vigueur ou sur sa mise en révision complète ou partielle. À défaut d'une telle délibération, le schéma de cohérence territoriale est caduc.

L'obligation d'une mise en œuvre opérationnelle du Scot (les phases de réalisation) se conjugue donc à celle d'une observation active des dynamiques à l'œuvre sur le territoire. Cette analyse confirmera ou infirmera la capacité réelle du Scot à infléchir les tendances constatées et justifiera, au besoin, la réactualisation des objectifs et orientations.

Le syndicat mixte des Rives du Rhône fait le choix d'une évaluation dans les nouveaux délais imposés par la loi portant engagement national pour l'environnement (Grenelle II), c'est-à-dire en 2017, 6 ans après la date d'approbation du Scot. (cf. article L.122-14 du code de l'urbanisme)[1].



Vue aérienne des Rives du Rhône

[1] Le délai de 10 ans a été raccourci. Le nouvel article L 122-14 du code de l'urbanisme issu de la loi portant engagement national pour l'environnement (Grenelle II) prévoit désormais que les Scot révisés après son entrée en vigueur devront faire l'objet tous les 6 ans d'une « analyse des résultats de l'application du schéma, notamment du point de vue de l'environnement, des transports et des déplacements, de la maîtrise de la consommation de l'espace et des implantations commerciales » pour juger de l'utilité ou non de sa révision.



Document 7

PARTIE 1

Les phases de réalisation du Scot : des leviers opérationnels à activer

Aborder les phases de réalisation du Scot n'est pas évident pour plusieurs raisons.

- **Le syndicat mixte ne maîtrise pas toute la chaîne de décisions et de compétences garante de la mise en œuvre du Scot :** il n'est compétent « que » pour l'élaboration et le suivi du Scot. De nombreux leviers d'action relèvent des compétences d'autres autorités publiques. À titre d'exemple et parmi d'autres : l'urbanisme opérationnel relève des communes, le développement économique et les transports en commun des intercommunalités, les politiques sociales des conseils généraux, le développement des TER du conseil régional… Le territoire est également couvert par deux contrats de développement de pays Rhône-Alpes (CDPRA Rhône Pluriel et Drôme des collines) qui sont à même de mobiliser des moyens financiers pouvant encourager la mise en œuvre du Scot. Enfin, le parc naturel régional du Pilat pourra s'avérer un partenaire précieux et complémentaire sur la partie du massif du Pilat couverte par le Scot.

- **Le Scot n'est pas un document programmatique mais un document de planification**. Le Scot a pour but de « prévoir sans programmer, d'anticiper sans se substituer ». C'est un document cadre d'aménagement du territoire qui ne peut prendre une dimension programmatique qu'au travers des plans et programmes qui lui sont compatibles (PDU, PLH, PLU).

- **Le Scot est un document de long terme (20-30 ans)**, mais il reste difficile pour ne pas dire hasardeux de prévoir des actions concourrant à la mise en œuvre du Scot à plus de 5-10 ans. De multiples raisons peuvent être avancées : le renouvellement des équipes politiques, l'influence des grands projets d'État (CoI, CFAL), les évolutions socio-économiques (crises économiques et énergétiques, qu'elles soient globales ou locales), etc. De plus, ces dernières décennies les schémas directeurs d'aménagement sont passés « d'un urbanisme bâtisseur à un urbanisme de gestion », s'agissant principalement des infrastructures de transport. Si les problématiques de déplacements et les projets qui en découlent sont identifiés (ponts, contournements, diffuseurs), il n'en demeure pas moins que le Scot, à défaut d'avoir la main sur ces projets, aborde autant cet enjeu sous l'angle du « faire sans » que du « faire avec ».

Une fois toutes ces réserves rappelées, le syndicat mixte des Rives du Rhône peut donner une certaine lisibilité au « plan de route » envisageable à la suite de l'approbation du Scot selon le canevas suivant :

- agir tout d'abord sur ce qui relève des compétences propres du syndicat mixte : la compatibilité des PDU, PLH et PLU des Rives du Rhône et l'observation territoriale

- s'appuyer ensuite sur la capacité du syndicat à générer du partenariat et impulser des dynamiques pour donner vie au Scot

- faire des bilans réguliers de l'efficacité du Scot



Aménagement des berges du Rhône à Sablons

Chapitre 1

Valoriser les compétences propres au syndicat mixte : appliquer et suivre le Scot

1.1 VÉRIFIER DE FAÇON CONTINUE LA COMPATIBILITÉ DES PLANS ET PROGRAMMES LOCAUX AVEC LE SCOT

L'article L .122-1 du code de l'urbanisme stipule que « les programmes locaux de l'habitat, les plans de déplacements urbains, les schémas de développement commercial, les plans locaux d'urbanisme, les plans de sauvegarde et de mise en valeur, les cartes communales, la délimitation des périmètres d'intervention prévus à l'article L. 143-1, les opérations foncières et les opérations d'aménagement définies par décret en conseil d'État doivent être compatibles avec les schémas de cohérence territoriale et les schémas de secteur. Il en est de même pour les autorisations prévues par l'article L. 752-1 du code de commerce et des articles L. 212-7 et L. 212-8 du code du cinéma et de l'image animée. »

De plus, l'article L.123-1 du code de l'urbanisme précise que lorsque le Scot est approuvé après un plan local d'urbanisme, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans.

La première mission du SMRR consistera donc à s'assurer dès les premières années d'application du Scot de la continuité et de la cohérence des politiques d'aménagement sur le territoire, en veillant notamment à l'appropriation et à la retranscription à l'échelon intercommunal et local des orientations du Scot.

L'importance de ce travail (5 intercommunalités et 80 communes) nécessitera une organisation particulière : envoi de courriers aux maires et présidents d'intercommunalités pour les inviter à vérifier la comptabilité de leurs documents, analyse progressive des Pos et PLU en vigueur pour alerter les communes des éléments pouvant justifier une modification/ révision du document, en association aux révisions de PLH et PDU pour garantir la meilleure prise en compte possible du Scot, etc.

Parallèlement, le syndicat mixte pourra accompagner les communes qui le souhaiteront dans l'organisation du débat prévu à l'article L.123-12-1 (nouvel article introduit par la loi de « mobilisation pour le logement et lutte contre l'exclusion » du 25 mars 2009). En effet, cet article prévoit que « trois ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme ou la dernière délibération portant révision de ce plan, un débat est organisé au sein du conseil municipal sur les résultats de l'application de ce plan au regard de la satisfaction des besoins en logements et, le cas échéant, de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants. (...) Ce débat est organisé tous les trois ans dès lors que le plan n'a pas été mis en révision ». Le syndicat mixte pourra dans ce cadre jouer pleinement son rôle d'assistance à maîtrise d'ouvrage par la production d'éléments de diagnostic et l'appui à la réalisation des actes réglementaires nécessaires.

1.2 METTRE EN PLACE PROGRESSIVEMENT L'OBSERVATOIRE TERRITORIAL DES RIVES DU RHÔNE

Le syndicat mixte s'est doté dès 2008 de moyens humains et matériels afin d'anticiper sur la mission de suivi du Scot. Un poste de géomaticien est donc consacré à l'acquisition et l'administration de données géographiques et statistiques. Le syndicat sera ainsi en capacité d'observer l'efficacité du Scot dès son approbation. Pour ce faire, de nombreuses données (BD) ont d'ores et déjà été acquises ou sont en voie de l'être : base de données Topo® et Ortho® de l'IGN, orthophotographies du territoire en 2009, cadastre numérisé en 2010, documents d'urbanisme numérisés (en cours). Le syndicat mixte aspire à se constituer progressivement comme un réel centre de ressources territorial au service de ses collectivités membres. Le développement d'un service de cartographie en ligne (web mapping), valorisant les bases de données du syndicat pour qu'élus comme habitants puissent obtenir seuls et simplement des informations sur leur territoire, figure aussi comme une ambition pour les années à venir.

Chapitre 2

Garantir la mise en œuvre du Scot au travers d'études et de projets

Au-delà des missions directement liées à l'enjeu d'assurer l'efficacité réglementaire et le suivi du Scot, le syndicat mixte continuera parallèlement à « faire vivre » ce document et à lui donner, dans la mesure des partenariats qu'il sera à même d'initier et d'entretenir, une dimension opérationnelle.

En effet, le syndicat n'a pas attendu l'approbation du Scot pour se positionner comme une **force d'impulsion de projets et d'animation territoriale.** Peuvent être cités entre autres au cours des dernières années : l'étude « Urbagare » sur les potentiels de densification autour des gares, l'étude sur le site industrialo-portuaire de Givors - Loire, l'étude inter-Scot sur l'espace Tridan (Trans-rhodanienne Isère Drôme Ardèche Nord), l'animation du cycle de sensibilisation à l'habitat intermédiaire (conférence, visites, ateliers) et la production du guide pédagogique « pour un habitat de qualité ».

En plus de ces réalisations « ponctuelles », le syndicat mixte assure en continu une **mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage** auprès des communes pour l'élaboration des PLU (de la rédaction du cahier des charges à l'arrêt du document), la réalisation d'études pré-opérationnelles (subventions inscrites au CDPRA Rhône Pluriel).

Le syndicat mixte affiche également l'ambition d'entretenir une **concertation et une animation pédagogique en continu.** La concertation et la sensibilisation de la population aux enjeux du développement durable ne doivent pas s'arrêter avec l'approbation du Scot. Par exemple, la réalisation d'une vidéo pédagogique, à destination notamment des plus jeunes, pourra doter le Scot d'un support de communication à même de toucher le plus grand nombre. La tenue annuelle d'états généraux du Scot sur des enjeux d'actualité pourrait aussi permettre de rythmer son suivi et d'entretenir le lien avec ses partenaires et la population.

Les projets qui sont susceptibles d'être initiés et/ou portés par le syndicat mixte pour les dix années à venir sont présentés ci-après. Ces ambitions affichées ne sauraient être considérées comme un programme pluriannuel d'études et de projets. Leur ordre d'apparition n'indique également en aucun cas un sens de priorité chronologique ou stratégique.

2.1 SOUTENIR DES ORIENTATIONS DU SCOT AU TRAVERS DES CDPRA

Il faut renforcer la synergie entre les orientations du Scot et les CDPRA, à l'occasion des renouvellements de charte notamment. Les CDPRA peuvent être considérés comme un véritable « bras armé » opérationnel pour le Scot, par l'apport de financements publics (départements, région Rhône-Alpes) sur certaines actions en lien étroit avec les orientations du Scot.

2.2 AMÉLIORER LA CONNAISSANCE ET LA MAÎTRISE DU FONCIER, MATIÈRE PREMIÈRE DU PROJET DE SCOT

2.2.1 Engager une seconde étape de l'étude Urbagare

En 2007, le syndicat mixte a confié à l'agence d'urbanisme de l'agglomération lyonnaise une étude exploratoire destinée à mesurer les capacités de développement de l'urbanisation autour des gares du territoire, de Chasse-sur-Rhône à Saint-Rambert-d'Albon. Cette étude a conclu qu'il serait possible d'accueillir entre 8 et 19 % de la population nouvelle attendue à proximité directe, c'est-à-dire à moins d'un kilomètre, des six gares du territoire, sur la seule base de 25 logements/ha.

Le syndicat mixte possédant depuis l'ensemble des bases de données nécessaires à l'approfondissement de cette première étude (orthophotographies, cadastre et documents d'urbanisme numérisés, BD Topo® et Ortho®), il convient désormais d'affiner cette première approche en établissant un diagnostic détaillé des potentialités foncières dans le périmètre stratégique de 1 km (voire 1,5 km) autour des gares.

Les études devront prendre en compte les contraintes existantes et futures (augmentation du trafic fret) et tenir compte des mesures réductrices et compensatoires indiquées au sous-chapitre 4.5 de l'évaluation environnementale concernant la prévention des risques et nuisances.

2.2.2 Diagnostiquer les potentialités et opportunités foncières du territoire

Sans aller dans le niveau de détail de l'étude « Urbagare 2 », il faut doter le Scot et ses intercommunalités d'une connaissance actualisée des opportunités foncières. Dans ce but, il conviendra dans un premier temps de faire un état de l'art des données disponibles (diverses études existantes sur la CC Rhône Valloire et sur la CAPV). L'idée n'est pas de réaliser un atlas foncier sur l'ensemble du territoire mais de concentrer l'attention sur les secteurs les plus stratégiques, comme par exemple les agglomérations (sur lesquelles un important effort de production de logements est attendu), le foncier de bord de fleuve (développement futur de la multimodalité), etc. Ce diagnostic pourra donc aboutir à la mise en place d'une véritable veille foncière sur les secteurs à enjeux du territoire.

2.2.3 Établir, sur la base des diagnostics des intercommunalités, le potentiel de renouvellement et de densification des zones d'activités existantes

Le Scot met l'accent sur l'enjeu d'économie foncière dans tous les domaines de l'urbanisme : habitat comme économie. Dans ce but, diverses préconisations doivent être respectées en préalable à l'urbanisation de nouveaux terrains. Les études réalisées par les intercommunalités pour accompagner les ambitions du Scot permettront au territoire de se doter d'une vision claire et réaliste du foncier à vocation économique potentiellement « revalorisable ».

2.3 RÉFLÉCHIR À L'ÉLABORATION DE PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DES ESPACES AGRICOLES ET NATURELS PÉRIURBAINS DANS LES SECTEURS FRAGILES ET/OU SOUS PRESSION

La loi sur le développement des territoires ruraux a créé en 2005 les périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PPEANP, aussi appelés Penap ou PAEN). Une étude pourra être lancée afin de déterminer les secteurs les plus opportuns pour la mise en place de tels périmètres, notamment sur les espaces agricoles de « première couronne » autour des agglomérations. Ce travail sera bien entendu à mener en partenariat étroit avec les conseils généraux concernés.

De même, suite aux orientations convergentes du Scot des Rives du Rhône et du Scot de l'agglomération lyonnaise, une réflexion visant à la mise en place d'un PPEANP interdépartemental sur les balmes viennoises (notamment la balme délimitant le val d'Ozon de la vallée de la Sévenne) pourrait être initiée.

2.4 PORTER UN CONTRAT DE TERRITOIRE « CORRIDORS BIOLOGIQUES » SUR LA PARTIE DU SCOT EN RIVE GAUCHE DU RHÔNE, EN PARTENARIAT AVEC LE PNR PILAT

Un contrat régional de territoire « corridors biologiques » vise à soutenir les acteurs locaux dans la conduite de projets opérationnels ayant pour but de préserver ou restaurer la connectivité écologique d'un territoire. Ce contrat bénéficie d'une approche globale qui prend en compte les espaces naturels remarquables comme la nature ordinaire, à l'échelle intercommunale.

Ce contrat permet de cartographier les réservoirs de biodiversité, les corridors existants ou à créer, les points de conflit, les futurs projets d'aménagement… Un plan d'action pluriannuel en 4 volets permet ensuite de :

- réaliser des travaux de préservation ou de restauration de la connectivité
- intégrer des enjeux « connectivité écologique » dans des documents de portée réglementaire
- conduire des études complémentaires et des programmes de suivi des actions
- animer des actions de communication et de pédagogie sur le projet

Le PNR du Pilat va engager un contrat de ce type sur un périmètre couvrant le massif et les communes limitrophes, avec notamment la préoccupation de veiller au maintien des corridors permettant de faire le lien entre rive droite et rive gauche du Rhône. Sous réserve de faisabilité technique et financière, le syndicat mixte pourrait travailler en partenariat avec le PNR afin de prolonger ce contrat sur le reste du territoire des Rives du Rhône non couvert par le parc.

2.5 ÉLABORER DEUX SCHÉMAS DE SECTEURS SUR LES TERRITOIRES À ENJEUX SPÉCIFIQUES

Deux secteurs des Rives du Rhône doivent composer avec des problématiques et enjeux particuliers qu'il conviendra d'approfondir par le biais de schémas de secteurs du Scot : le territoire de l'agglomération Roussillon – Saint-Rambert et les communes de la rive droite du Rhône au pied du massif du Pilat.

Pour l'agglomération Roussillon – Saint-Rambert

Il conviendra d'effectuer un véritable schéma d'aménagement qui permettra d'approfondir et de préciser, dans l'espace comme dans le temps, les orientations du Scot : diagnostic foncier (atlas foncier de l'agglomération), potentiel de renouvellement urbain, enjeu de la trame verte urbaine et de la « qualité de ville », transports en commun et urbanisation, développement économique, espaces agricoles à protéger. Le projet du Scot est en effet très ambitieux en termes de développement pour ce secteur : sans parler de « ville nouvelle », il faut sans conteste doter l'agglomération en devenir d'un « plan-guide » qui lui permette « d'honorer » les objectifs du Scot.

Pour la rive droite du Rhône, de Saint-Romain-en-Gier à Andance

Une même problématique se pose : quelle politique d'urbanisme promouvoir sur cet espace très contraint (zones inondables, vignes AOP, vestiges archéologiques, voie ferrée, glissements de terrains), où les communes ne disposent parfois plus de disponibilités foncières dans la vallée, et qui constitue la porte d'entrée du Pilat, son « littoral » ! Les politiques d'aménagement à promouvoir doivent prendre en compte toute la complexité et la sensibilité de cet espace, en veillant à la qualité de vie des populations présentes et à venir. Une étude qui transcende les limites communales et intercommunales semble donc sur ce point indispensable.

2.6 RÉALISER UNE « ÉTUDE DE GISEMENT » D'ÉNERGIES RENOUVELABLES SUR LE TERRITOIRE

La loi portant engagement national pour le logement (Grenelle II) renforce, pour les nouveaux Scot et les Scot à réviser après son entrée en vigueur, les obligations des documents d'urbanisme au regard du développement durable, en inscrivant notamment dans l'article L121-1 l'obligation selon laquelle les Scot « déterminent les conditions permettant d'assurer (…) la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ». Dans la perspective de la révision vraisemblable du projet de Scot en 2017 pour intégrer les nouvelles exigences issues de la loi Grenelle II (et les autres évolutions législatives et réglementaires possibles), il convient de réaliser un bilan exhaustif du potentiel en énergies renouvelables des Rives du Rhône (solaire, éolien, bois…). Ce travail offrira une vision homogène des différents gisements du territoire et sur la base de critères et d'exigences partagés (existence aujourd'hui de 3 schémas départementaux de développement de l'éolien). Cette étude pourra permettre, par le biais d'une approche croisée entre les enjeux d'aménagement du territoire promus par le Scot (protection des paysages, des terres agricoles, etc.) et le repérage des secteurs propices au développement des énergies renouvelables, de délimiter des zones de développement et les préconisations s'y rattachant.

2.7 RÉFLÉCHIR À LA MISE EN PLACE D'UNE COMMUNAUTÉ DE L'EAU POTABLE À L'ÉCHELLE DES RIVES DU RHÔNE

Le syndicat mixte pourrait constituer une communauté de l'eau potable à l'échelle des Rives du Rhône, à l'instar de celle mise en place au niveau de la région urbaine grenobloise. Cet outil permet d'intégrer en amont les problématiques d'eau potable aux questions d'aménagement du territoire et de développement durable. La communauté de l'eau potable est un lieu d'échange, de réflexion et de coordination qui permettra entre autres de suivre l'adéquation entre besoins et ressources à l'échelle des Rives du Rhône, de rédiger un plan de sécurisation de l'alimentation en eau potable. L'objectif est de mieux gérer les ressources en eau, de limiter le gaspillage, de contenir le prix de l'eau, de trouver des solutions en cas de pollution accidentelle ou de sécheresse, etc. Cette instance permettra à ce titre de concrétiser plus facilement et plus rapidement des projets avec les partenaires du domaine de l'eau potable (opérateurs, collectivités territoriales, services de l'État).

Chapitre 3

Faire régulièrement le bilan de l'application du Scot

Si la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, le développement du rôle d'assistance à maîtrise d'ouvrage, le portage d'études concourrant à la poursuite des objectifs du Scot sont censés participer à l'efficacité du projet, encore convient-il d'évaluer concrètement le schéma de cohérence.

Dans ce but, le syndicat mixte affiche l'ambition d'évaluer régulièrement le Scot sans attendre 2017 pour en faire le bilan et juger ou non de l'utilité de sa révision.

La mise en place de l'observatoire territorial facilitera cet objectif et permettra de réaliser des analyses, thématiques ou territoriales, à intervalles réguliers.

De même, le syndicat mixte réalisera un bilan d'étape à mi-parcours, soit 3 ans après l'approbation du Scot, en 2014.

Ce bilan à mi-parcours permettra de vérifier la bonne « mise en marche » du Scot : les signes des premières inflexions de tendances se confirment-ils ?

Cette analyse sera d'autant plus compliquée que la mise en œuvre d'un Scot se confronte dans ses premières années à la forte inertie des politiques urbaines et d'aménagement.

Le « temps de réponse » aux évolutions structurelles voulues par le Scot ne peut se mesurer efficacement que sur du long terme :

- les PLU, PLH et PDU mettront plusieurs années pour se mettre « au diapason » du Scot
- les programmes en cours au moment de l'approbation du Scot ne pourront pas être stoppés (lotissements, projets commerciaux)
- les opérations à mettre en œuvre pour appliquer le Scot ne s'inscrivent pas dans l'immédiateté mais dans la durée, depuis l'émergence du projet jusqu'à sa réalisation effective (programme de logements, restauration de trames vertes, renouvellement urbain)

Néanmoins, un pas de 3 ans peut s'avérer intéressant pour analyser l'évolution de certaines tendances (croissance démographique, consommation foncière) et vérifier si le Scot est mis en œuvre sur le terrain au travers d'actions et de projets qui donnent corps à ces orientations (projets parmi lesquels peuvent figurer ceux affichés dans les paragraphes précédents).

En tout état de cause, ce bilan permettra aux élus de décider de poursuivre le projet de Scot tel qu'élaboré en 2011, ou bien de le renforcer ou le réajuster si nécessaire par le biais d'une modification voire d'une révision si l'ampleur des enjeux le justifiait.



Vue générale de Sablons

Mémo



Document 7

PARTIE 2

Évaluer la performance du projet de Scot : 4 thèmes, 16 questions, 24 indicateurs

Pour effectuer l'analyse de ses résultats, le syndicat mixte des Rives du Rhône a développé 24 **indicateurs**, structurés en quatre grandes « familles » qui constituent les **« quatre piliers » du projet de Scot** : l'habitat et le social, l'économie, l'environnement, l'énergie et la mobilité.

Ces indicateurs permettront, dans le temps, de **vérifier si le Scot a réussi progressivement à inverser sinon ralentir les dynamiques aujourd'hui à l'œuvre** : atteinte aux espaces naturels et à la ressource en eau, surconsommation foncière, surreprésentation de l'habitat pavillonnaire, augmentation du trafic automobile, de la congestion routière, sous-valorisation des modes de transports fluviaux et ferroviaires...

Pour se faire, un certain nombre de **questions sont posées au territoire : les indicateurs permettront d'y répondre.** Un même indicateur pourra permettre de suivre plusieurs enjeux (exemple : la part des espaces artificialisés permet de suivre à la fois la consommation foncière et la fragmentation du territoire), tout comme un enjeu important pourra nécessiter le regroupement de plusieurs indicateurs (exemple : le lien entre urbanisme et transport).

Le temps de référence à partir duquel l'indicateur se lira sera la donnée la plus proche de la date d'approbation du Scot. Cependant, en fonction de l'évolution que l'on veut faire ressortir, un temps 0 à n-5 voire n-10 sera recherché (exemple : l'évolution de la consommation foncière). Les temps 0 et les pas de temps seront donc définis au cas par cas en fonction du besoin pour chaque indicateur.

Les analyses pourront se faire à l'échelle du Scot, de l'EPCI ou de la commune selon la « maille » qui sera la plus pertinente pour révéler les tendances, ou tout simplement pour répondre à des demandes précises de traitement. Les analyses du syndicat mixte seront également structurées selon les **hiérarchies territoriales définies par le Scot**, que ce soit pour l'armature urbaine (des agglomérations aux villages), le développement économique ou le commerce (des pôles majeurs aux pôles de proximité).

À l'échelle de l'**aire métropolitaine lyonnaise**, les dynamiques des Scot voisins et leur influence sont prises en compte grâce aux indicateurs métropolitains définis dans le cadre de la démarche inter-Scot et suivis par l'agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise.

L'objectif du syndicat mixte est d'être en mesure de réaliser en interne le traitement d'un maximum de données et leur interprétation. Cependant, certaines analyses, soit parce que les données ne sont pas accessibles, soit parce qu'elles nécessitent un investissement technique trop lourd, pourront faire l'objet d'une externalisation : bureaux d'études (analyse comparative d'orthophotographies par exemple), chambres consulaires (questions relatives au commerce et à l'agriculture), agence d'urbanisme et de développement de l'agglomération lyonnaise (données Spot Thema, données inter-Scot, Safer, etc.).

La grille d'indicateurs définie pour suivre l'efficacité du Scot n'est pas à confondre avec la base de données d'un observatoire territorial. Elle a pour unique objet d'apprécier l'atteinte des objectifs du Scot, ce qui est différent d'une grille d'indicateurs permettant de suivre de façon exhaustive, globale et non ciblée les évolutions d'un territoire.

Ces indicateurs sont également différents de ceux rattachés à l'évaluation environnementale du Scot, qui ont pour objectif de surveiller l'évolution des problématiques environnementales sur lesquelles le Scot est susceptible d'exercer des pressions et donc d'avoir des incidences (cf. évaluation environnementale).



Le Rhône à Vienne



Document 7

PARTIE 3

Grille d'indicateurs d'analyse des résultats du Scot

GRILLE D'INDICATEURS D'ANALYSE DES RÉSULTATS DU SCOT

	Pourquoi ?		Quoi ?	Où ?
	Problématiques à suivre	**Le contenu du Dog**	**L'indicateur de suivi**	**La source**
Habitat et social	Construit-on au bon rythme et au bon endroit ?	« Les agglomérations viennoise et de Roussillon – Saint-Rambert ainsi que les villes de taille intermédiaire, sont (…) les lieux privilégiés pour accueillir l'essor démographique (…), responsabilité assumée (notamment) par l'accélération du rythme de construction de nouveaux logements » (P.74)	1. Taux annuel de construction	Insee-RGP, DRE-Sitadel
	Est-ce que l'on construit un habitat suffisamment dense et diversifié ?	« Afin de satisfaire les besoins actuels et futurs en matière de logements et de permettre une utilisation économe de l'espace, les documents d'urbanisme locaux assurent dans les zones urbanisables une densité minimale » (P.174)	2. Densité de logements à l'hectare des opérations nouvelles des communes	DRE–Sitadel, permis de construire
		« Les politiques menées en matière d'habitat doivent permettre (…) de diversifier l'offre en matière de logements » (P.174)	3. Part d'habitat individuel/ collectif/mixte dans le parc existant	DRE–Sitadel, permis de construire
	L'urbanisation se fait-elle en lien avec les politiques de transport ?	« Les pôles-gares sont les secteurs privilégiés de l'essor démographique et urbain (…) dans une logique de renouvellement » (P.154)	4. Typologie des nouvelles constructions dans un rayon de 1 km des gares et 500 m des arrêts de TC (collectif, individuel, intermédiaire)	DRE–Sitadel, permis de construire
		« Les communes doivent démontrer comment l'intensité du développement urbain croît à mesure que l'on se rapproche de la gare » (P.154) « Les communes bien desservies par les transports en commun doivent faire l'objet d'une intensification de l'urbanisation » ; « Des densités plus élevées sont recherchées, notamment dans un périmètre de 500 mètres autour des points d'arrêt des transports collectifs » (P.160)	5. Part des nouveaux logements construits dans un rayon de 1 km des gares et 500 m des arrêts de TC par rapport au reste de l'agglomération	Permis de construire
	Est-ce que le réinvestissement urbain est privilégié par rapport à l'extension ?	« Réinvestir le tissu urbain existant suppose de réhabiliter le bâti ancien ou vétuste » (P.180)	6. Part et évolution des logements réhabilités par rapport au nombre total des nouveaux logements de la commune	ANAH, OPAH, ORHL
		« Densifier les centres urbains et coeurs de village par de nouvelles constructions dans le tissu urbain aggloméré » ; « L'ouverture de zones à l'urbanisation pour la construction de nouveaux logements ne peut (donc) se faire qu'après analyse de toutes les possibilités de réinvestissement urbain existantes » (P.180)	7. Part et surface des nouveaux logements créés dans les secteurs urbains existants et en extension	Communes, PLU, cadastre numérisé, DDE Sitadel
	Quelle mixité sociale sur le territoire ?	« Une part minimale de logements locatifs sociaux et/ou abordables est à produire parmi l'ensemble des nouveaux logements des communes » (P.182)	8. Part de logements sociaux (par type) et/ou abordables dans le parc total existant et dans les opérations neuves	Enquête sur le parc locatif social (EPLS)

	Pourquoi ?		Quoi ?	Où ?
	Problématiques à suivre	**Le contenu du Dog**	**L'indicateur de suivi**	**La source**
Économie	Les activités se développent-elles dans les zones dédiées et dans le tissu urbain existant ?	« Les nouveaux projets de zones d'activités doivent dans tous les cas être justifiés au regard de la stratégie globale définie au sein de l'intercommunalité (schéma de développement) en fonction des besoins du bassin de vie [et] de l'état de remplissage des zones d'activités existantes » (P.87)	9. Nombre, superficie et taux de remplissage des ZAE	EPCI
		« [Favoriser] l'économie foncière par la rationalisation de l'utilisation du sol et la densification de ces espaces (en termes de foncier mais également d'emplois) » (P.86)	10. Densité d'emploi dans les ZAE	Communes, Assedic, DDE
		« La question commerciale doit être repensée sous l'angle de la proximité (…) pour répondre aux objectifs de redynamisation des centralités urbaines et villageoises, de maîtrise de l'étalement urbain » (P.96) ; « Sur les pôles majeurs périphériques, le nombre de locaux de petite taille (inférieurs à 300 m²) doit être limité afin d'assurer la complémentarité avec les activités commerciales des centres-villes » (P.101)	11. Évolution et forme de la structure commerciale (nombre, typologie et localisation des commerces de moins de 300 m² ouverts)	Communes, permis de construire, CDAC (quand création ou extension de + de 1 000 m²), CCI

	Pourquoi ?		Quoi ?	Où ?
	Problématiques à suivre	**Le contenu du Dog**	**L'indicateur de suivi**	**La source**
Mobilité	L'intermodalité se développe-t-elle ?	« Afin de renforcer le développement de l'intermodalité pour le transport de marchandises, les connexions entre la route et les autres modes de transports (fer, fleuve) doivent être améliorées » (P.163)	12. Part du transport de marchandises par mode (route/fer/fleuve) sur les zones d'activité multimodales	Meddad, base de données Sitram, DRE, observatoire régional des transports, VNF
	Quelle accessibilité infraterritoriale ?	« Pour s'adapter à la relative faible densité urbaine du territoire et à l'importance des distances à desservir, des modes d'organisation souples visant à « rendre collectif le transport individuel (covoiturage, autopartage) et individuel le transport collectif » (transport à la demande) sont à promouvoir. » (P.159) « Prioriser la croissance dans les agglomérations et les villes de la vallée doit également permettre d'améliorer les capacités de mobilité, par (…) l'offre en transports en commun » (P.152)	13. Nombre de voyages par an par habitant par transports en commun	AOT, communes, CG, SNCF
		« Les communes ou parties de communes bien desservies par les transports en commun ou qui le seront selon des échéances programmées, doivent faire l'objet d'une intensification de l'urbanisation. » (P.160)	14. Nombre d'habitants ayant accès en vingt minutes maximum aux centre-villes des agglomérations en transports en commun et fréquence de la desserte	DRE, observatoire régional des transports, AOT, communes, CG, CR, SNCF

	Pourquoi ?		Quoi ?	Où ?
	Problématiques à suivre	**Le contenu du Dog**	**L'indicateur de suivi**	**La source**
Environnement & énergie	La fonctionnalité des milieux est-elle préservée ?	« Garantir la protection sur le long terme des différents types d'espaces naturels présents sur le territoire » (P.112) « Le Scot inscrit tous les [espaces naturels protégés] en zone inconstructible » (P.113) « Les communes (…) doivent (…) avant de justifier l'ouverture à l'urbanisation des [espaces et sites naturels préservés] argumenter sur le maintien [de leur] bon fonctionnement écologique » (P.114)	15. Occupation du sol par grands types d'espaces (pelouses sèches, zones humides, groupements de végétation) et des espaces de circulation de la faune et de la flore	Orthophoto (photo infrarouge), enquête de terrain
	La biodiversité est-elle maintenue, notamment dans les corridors écologiques ?	« Les connexions entre les coeurs verts et les liaisons entre les espaces naturels protégés participent au réseau écologique du territoire et doivent être protégées » ; « Toute urbanisation nouvelle est interdite dans les corridors » (P.115) « La DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise impose le maintien de deux coupures vertes (…) Le Scot a identifié d'autres continuités vertes au niveau local, dont la pérennité doit être garantie » (P.117)	16. Suivi temporaire des oiseaux communs (Stoc). 17. Niveau de protection des corridors écologiques dans les PLU	Réseau de veille écologique, relevés de terrain. Orthophotographie, communes, PLU
	Quels espaces sont consommés, à quel rythme ?	« Inverser les dynamiques territoriales à l'oeuvre ces dernières années en matière d'urbanisation et de répartition de la croissance démographique (étalement urbain, périurbanisation, atteintes aux espaces agricoles et naturels…) » (P.72) « (Économiser) à l'horizon 2030, près de 1100 ha agricoles et naturels sur les seuls besoins liés à l'habitat » (P.197) « La préservation des zones agricoles est étroitement contrôlée et tout changement de vocation doit être argumenté et justifié » (P.123)	18. Évolution de l'artificialisation du territoire	Agence d'urbanisme de Lyon, données SIG de l'occupation des sols (Spot Thema), cadastre numérisé, DDE Sitadel Orthophotographie
			19. Évolution des terrains naturels, agricoles et forestiers et taux de transfert	Orthophotographie, Safer
	Comment évoluent les paysages des entrées de villes ?	« Les axes routiers ne doivent pas être le support d'une urbanisation linéaire » (P.133) « Les entrées de villes et de villages tout comme les abords des axes routiers structurants doivent faire l'objet d'une attention particulière » (P.135)	20. Campagne photographique des entrées de ville et traversées urbaines à valoriser	Indicateur à créer : atlas à constituer par le SMRR
	L'activité agricole est-elle pérennisée ?	Maintenir les espaces agricoles dans toute leur diversité ; « Les impacts du prélèvement foncier sur les activités agricoles doivent être évalués et conduire dès que nécessaire à la proposition de mesures compensatoires » (P.123)	21. Évolution de la part de la SAU dans la surface communale	Recensement général agricole (2000 – prochain en 2010)
	Quelles sont les dynamiques du marché agricole et ses acteurs ?	« Le statut de friche d'une parcelle ne justifie pas la nécessité de son urbanisation. Dans toute la mesure du possible, l'urbanisation de parcelles agricoles doit correspondre aux zones du « moindre impact » : celles qui sont le moins intéressantes pour l'agriculture et à la fois les plus opportunes pour être bâties. (…) Dans tous les cas, (…) définir des orientations pertinentes (en concertation avec la profession agricole) permettant d'encadrer le développement urbain ». (P.124)	22. Sociologie des acquéreurs (origine géographique et nature : agriculteur ou non agriculteur) des terrains agricoles	Safer

Environnement & énergie	Pourquoi ?		Quoi ?	Où ?
	Problématiques à suivre	**Le contenu du Dog**	**L'indicateur de suivi**	**La source**
	Réduit-on les émissions de GES ?	« Les principes du Scot de polarisation de l'urbanisation, de réduction des déplacements motorisés au quotidien par développement des transports publics représentent les principaux gisements d'économie de gaz à effet de serre (...) le deuxième poste d'émission sur lequel le Scot peut agir est représenté par le chauffage des logements et des entreprises. (…) Le Dog se situe à ce titre dans la généralisation de la construction basse consommation pour les bâtiments publics en 2010 et pour les bâtiments neufs d'habitation en 2012 (P.148) »	23. Émissions de gaz à effet de serre et répartition par transport et secteur d'activité	Observatoire régional de l'énergie et des gaz à effet de serre (Oreges)
	Quel est le développement des énergies renouvelables ? (20 % en 2020 ?)	« Le Scot préconise le développement des sources d'énergies locales renouvelables, notamment le bois énergie. Les gisements en énergies renouvelables sont également importants sur l'éolien et le solaire (P.148) ».	24. Part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie	Observatoire régional énergie et émissions gaz à effet de serre (Oreges)



Document 7

PARTIE 4

Indicateurs envisagés pour l'évaluation environnementale du Scot

Habitat et social	Pourquoi ?	Quoi ?	Où ?
	Problématiques à suivre	**L'indicateur de suivi**	**La source**
	Milieux et biodiversité	1. Occupation du sol par grands types d'espaces (pelouses sèches, zones humides, groupements de végétation) et des espaces de circulation de la faune et de la flore	Cartographie de l'occupation du sol du Scot des Rives du Rhône, Réseau de veille écologique
		2. Evolution des surfaces de milieux naturels identifiés (zones humides, pelouses sèches) ou de sites « échantillons » repérés	Inventaires pelouses sèches et zones humides sur l'Isère rhodanienne, cartographie d'habitats et cartographie de l'occupation du sol du Scot des Rives du Rhône
		3. Surfaces d'espaces naturels protégés et gérés	DREAL, Museum national d'Histoire naturelle, conseils généraux, conseil régional, PNR Pilat, associations locales
		4. Fragmentation du territoire	Cemagref d'après UE – SOeS
		5. Suivi de l'évolution des oiseaux communs	Réseau de veille écologique, CORA Faune Sauvage (STOC)
		6. Niveau de protection des corridors écologiques dans les PLU	Cartographie de l'occupation du sol du Scot des Rives du Rhône, PLU
		7. Evolution d'une liste d'espèces « indicatrices » ou « emblématiques » (faune et flore)	11 fiches espèce du réseau de veille écologique
	Consommation foncière	8. Evolution de l'artificialisation du territoire, pondérée par rapport à la population	Cartographie de l'occupation du sol Scot RR, SPOT Thema, DGFiP Safer Rhône-Alpes
		9. Evolution des terrains naturels, agricoles et forestiers et taux de transfert	Cartographie de l'occupation du sol Scot RR, SPOT Thema, DGFIP Safer Rhône-Alpes
	Paysages	10. Campagne photographique des entrées de ville et traversées urbaines cartographiées à valoriser	Indicateur à créer : atlas à constituer par le SMRR
		11. Occupation du sol dans les continuités vertes des documents d'urbanisme communaux	Orthophotographies, suivi des documents d'urbanisme communaux
		12. Vérification de l'ouverture des principaux points de vue	Campagnes photographiques, partenariat avec le PNR Pilat en rive droite
	Agriculture	13. Evolution de la part de la SAU dans la surface communale	Recensement général agricole (2000 – prochain en 2010)
		14. Evolution des surfaces agricoles	Cartographie de l'occupation du sol Scot RR
		15. Nombre des outils de préservation de l'agriculture mis en place type PAEN ou ZAP et superficies concernées	Conseils généraux, communes, préfecture
		16. Pression sur le marché du foncier agricole : acquéreurs sur le marché de l'espace rural (acquisitions des agriculteurs et des non agriculteurs) et segmentation du marché foncier en surface (marché des loisirs)	Safer
	Ressources en eau	17. Qualité des cours d'eau superficiels et des eaux souterraines	Renseignée chaque année par masse d'eau par l'agence de l'eau RMC
		18. Qualité de l'eau distribuée	Renseignée par les DDCS (réseau AEP)
		19. Evolution de la qualité de l'eau de chaque captage, éventuellement corrélée avec les superficies agricoles exploitées en agriculture biologique (label AB) ou bénéficiant d'un soutien agri-environnemental dans le périmètre de protection du captage	Syndicats de gestion de l'eau, chambres d'agriculture
		20. Niveau piézométrique des nappes	Syndicats de rivière, syndicats des eaux
		21. Consommation d'eau par habitant et par type d'activité	Données annuelles des services de gestion de l'eau
		22. Traitement et qualité de traitement des eaux et son évolution : raccordement et analyse des rejets des Step	Données annuelles des services de gestion de l'eau
	Déchets	23. Production de déchets municipaux générés (en kg par habitant) et part des différents traitements des déchets (part des déchets valorisés)	Syndicats de collecte et traitement des déchets
	Bruit	24. Suivi des mesures d'atténuation des nuisances sonores dans les « points noirs phoniques » (définis par l'Ifen)	Services aménagement et urbanisme des collectivités territoriales (communes et EPCI), RFF, concessionnaire d'autoroute (ASF)
		25. Estimation des surfaces des zones tampons bruit et du nombre d'habitants dans les zones de bruit réglementaires (au prorata des surfaces des îlots Iris)	NB : Cet indicateur comporte des difficultés méthodologiques

Habitat et social	Pourquoi ?	Quoi ?	Où ?
	Problématiques à suivre	**L'indicateur de suivi**	**La source**
	Air	26. Mesure de la qualité de l'air (indice Atmo)	COPARLY, SUP'AIR, ATMO Drôme-Ardèche, ATMO Rhône-Alpes
		27. Nombre moyen de véhicules par jour sur les principaux axes de circulation	Directions départementales des territoires et concessionnaire d'autoroute (ASF)
	Risques	28. Nombre de plans de prévention des risques approuvés et prescrits et de schémas d'assainissement pluvial	DDT, PLU
		29. Calcul des surfaces exposées aux risques (dont les surfaces agricoles et urbanisées)	Directions départementales des territoires, Autorité de sureté nucléaire
		30. Surface urbaine, logements et populations soumises aux risques d'inondation, aux risques technologiques	Directions départementales des territoires, îlot Iris
	GES	31. Emissions de gaz à effet de serre et répartition par transports et secteurs d'activité	Observatoire régional énergie et émissions gaz à effet de serre (OREGES)
	Energies renouvelables	32. Part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie	Observatoire régional énergie et émissions gaz à effet de serre (OREGES)

Mémo

Document 8

Résumé non technique



PARTIE 1 434
Le diagnostic

PARTIE 2 438
L'articulation du Scot avec les autres documents d'urbanisme

PARTIE 3 440
L'état initial de l'environnement

PARTIE 4 444
L'évaluation environnementale du Scot

PARTIE 5 448
La justification des choix retenus

PARTIE 6 452
La mise en œuvre du Scot



Document 8

Sommaire

PARTIE 1

LE DIAGNOSTIC 434

1.1 UNE DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE ET URBAINE DIFFUSE SUR LE TERRITOIRE 435

1.2 DES POTENTIALITÉS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE IMPORTANTES 436

1.3 UN PATRIMOINE ET DES RESSOURCES NATURELLES ET AGRICOLES RICHES MAIS FRAGILES 436

1.4 UNE OFFRE EN TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS À RENFORCER ET À DIVERSIFIER 437

1.5 UN PARC DE LOGEMENTS QUI NE RÉPOND PAS À LA DIVERSITÉ DES BESOINS 437

PARTIE 2

L'ARTICULATION DU SCOT AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME 438

PARTIE 3

L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 440

3.1 UN CARREFOUR BIOGÉOGRAPHIQUE 441

3.2 UNE IMPORTANTE DIVERSITÉ ÉCOLOGIQUE 441

3.3 UN RICHE PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET CULTUREL 441

3.4 UNE DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE DONT IL FAUT CONTRÔLER LES IMPACTS SUR LES RESSOURCES 442

3.5 LA PROTECTION CONTRE LES RISQUES ET LES NUISANCES : UNE VOLONTÉ AFFICHÉE PAR LE TERRITOIRE 442



PARTIE 4

L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU SCOT 444

4.1 EFFETS DU SCOT SUR LE PATRIMOINE PAYSAGER ET ARCHITECTURAL 445

4.2 EFFETS DU SCOT SUR LES ESPACES NATURELS REMARQUABLES 445

4.3 EFFETS DU SCOT SUR LES RESSOURCES NATURELLES 446

4.4 EFFETS DU SCOT SUR LES RISQUES ET NUISANCES 446

PARTIE 5

LA JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS 448

PARTIE 6

LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT 452



Document 8

PARTIE 1

Le diagnostic

Le diagnostic du schéma de cohérence territoriale est bien plus qu'un arrêt sur image effectué en début de démarche, c'est un document évolutif qui prend en compte les dynamiques internes et externes au territoire. Il analyse les données socio-démographiques, environnementales et économiques pour identifier les enjeux auxquels le territoire devra faire face.

De manière synthétique, de grandes tendances sur le territoire se dégagent.

1.1 UNE DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE ET URBAINE DIFFUSE SUR LE TERRITOIRE

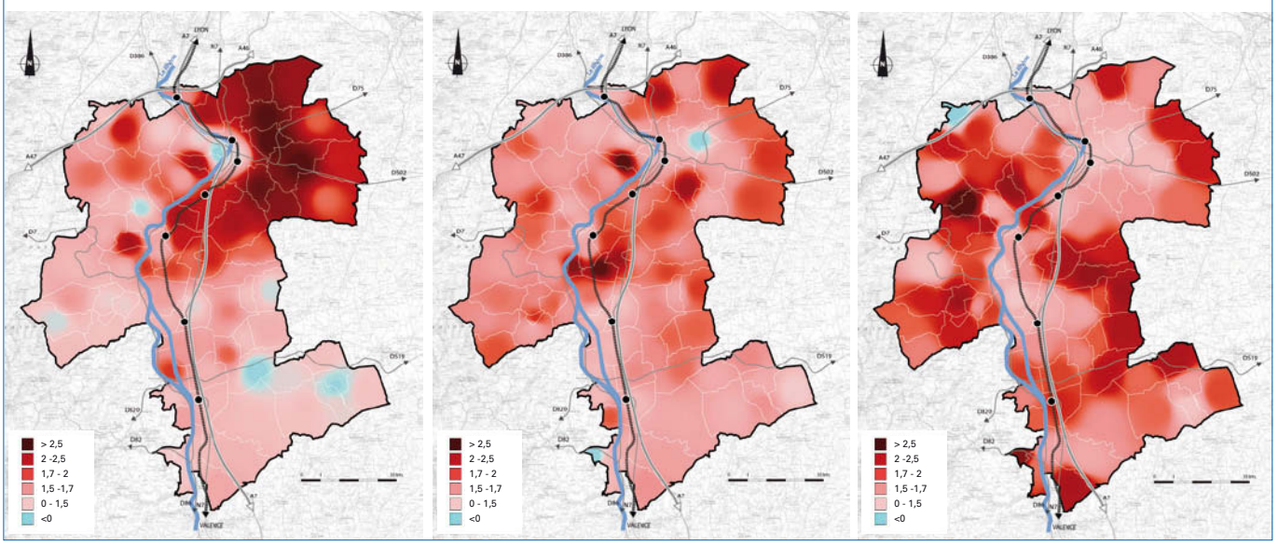
La topographie contrastée du territoire a largement influencé l'occupation humaine du Scot des Rives du Rhône. Le territoire fait l'objet d'une forte attractivité se traduisant par une importante croissance démographique et urbaine (1,2 % par an entre 1999 et 2006).

Seulement, cette croissance se dilue sur les secteurs les plus ruraux au lieu de se concentrer sur les villes. Près d'une quarantaine de villages affichent sur la période 1999-2006 un taux de croissance supérieur à 2 % par an, quand Vienne présente un taux de croissance de 0,30 % par an et Roussillon de 0,20 % par an. L'armature urbaine du territoire se dilue et est peu à peu remise en cause.

ÉVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DE LA POPULATION DE 1968 À 2006 (EN %)

1- 1968-1982 : croissance de la population absorbée par les principaux pôles urbains du territoire, notamment autour du pôle urbain de Vienne.

2- 1982-1999 : diffusion de la croissance démographique à travers l'ensemble des communes du territoire et plus particulièrement les communes de « l'arrière-pays ».



L'enjeu est de maîtriser le développement démographique et d'organiser sa répartition sur le territoire afin de limiter l'étalement urbain et de minimiser la consommation foncière.

L'augmentation prévisible de la population, accompagnée d'une profonde mutation de la structure des ménages, incite également le Scot à établir des prévisions concernant la création d'équipements et services nécessaires à cette croissance.

1.2 DES POTENTIALITÉS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE IMPORTANTES

Le territoire des Rives du Rhône présente d'importantes perspectives de développement économique, en lien avec sa position stratégique sur la vallée du Rhône, à la fois voie de passage et siège d'activités. En 2007, 1 860 hectares de zone d'activités économiques sont recensés avec un potentiel de développement évalué à plus de 400 ha.

Autour de cette vallée se sont développés des territoires aux profils et potentialités variés : plus tertiaires au nord, plus industriels au sud, avec une part d'actifs agricoles se renforçant naturellement à mesure que l'on s'éloigne des pôles urbains. L'équipement commercial du territoire s'est également structuré et hiérarchisé de façon relativement complémentaire.



Plateforme chimique de Salaise-sur-Sanne

La forte accessibilité et les capacités de mobilité ne doivent pas se dégrader au gré du développement économique. Des solutions doivent être recherchées pour que l'implantation de nouvelles activités industrielles et commerciales s'accompagne de mesures aptes à limiter, à défaut de réduire, l'augmentation du trafic routier, automobile comme poids lourds.

De ce fait, le Scot doit également se positionner à l'amont comme garant de la cohérence, notamment en assurant la complémentarité des fonctions commerciales et limitant les jeux de concurrence, ou en arbitrant sur le long terme entre la valorisation économique, agricole ou industrielle des terres.

1.3 UN PATRIMOINE ET DES RESSOURCES NATURELLES ET AGRICOLES RICHES MAIS FRAGILES

Le territoire du Scot des Rives du Rhône présente une grande richesse et diversité environnementale, paysagère et patrimoniale qui fonde son cadre de vie. Un tiers du territoire s'inscrit dans des espaces naturels remarquables.

La diversité écologique que représentent les habitats et les axes de déplacement de la faune et de la flore est menacée à différents niveaux. Il paraît important aujourd'hui d'homogénéiser et d'améliorer la gestion du patrimoine naturel du territoire.



Coteaux viticoles

Les espaces agricoles occupent près de la moitié du territoire. Cette activité se compose en grands cœurs de productions : les coteaux viticoles (AOP) de la rive droite du Rhône, l'arboriculture dans le roussillonnais et la Valloire, la culture céréalière sur le plateau de la Bièvre, l'élevage bovin et l'élevage caprin (AOP) dans le Pilat.

Ce secteur économique rencontre des difficultés propres à la conjoncture agricole et est également fortement impacté par le dynamisme de développement de l'urbanisation récente, se traduisant par un recul de 10 % de la SAU entre 1988 et 2000.

L'enjeu environnemental du territoire consistera à tirer parti de ses fortes potentialités tout en affirmant une des valeurs inaliénables du projet : la préservation des ressources et milieux et la prévention des risques et nuisances.

Il faut aussi maintenir l'activité agricole sur le territoire et assurer sa diversité, les filières de transformation et de commercialisation renforçant le socle agricole grâce à la valorisation des productions.

1.4 UNE OFFRE EN TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS À RENFORCER ET À DIVERSIFIER

La forte croissance démographique et économique du territoire a engendré une hausse de la croissance des déplacements, principalement sur le mode routier qui représente plus de 80 % des déplacements. Cette hausse générale du trafic (à titre d'exemple + 4 % par an entre 1997 et 2003 sur l'A7 entre Vienne et Valence) engendre une saturation progressive et une congestion des axes.

Les potentialités de transport multimodal pour les hommes et les marchandises se révèlent, avec la localisation de l'urbanisation future, être l'un des leviers essentiels pour maintenir les conditions de mobilité.

Face à une explosion de la mobilité et à la hausse des difficultés de circulation au sein du territoire, l'enjeu est d'offrir une alternative au mode routier. Cela passe notamment par le renforcement de l'intermodalité. Le lien entre l'urbanisme et les transports doit être au centre des réflexions du Scot.



Gare du Péage-de-Roussillon

1.5 UN PARC DE LOGEMENTS QUI NE RÉPOND PAS À LA DIVERSITÉ DES BESOINS

La vallée du Rhône qui accueille les principaux pôles urbains concentre historiquement des densités de population relativement fortes. Elle contraste avec les densités plus faibles des communes périurbaines, majoritairement constituées de villages.

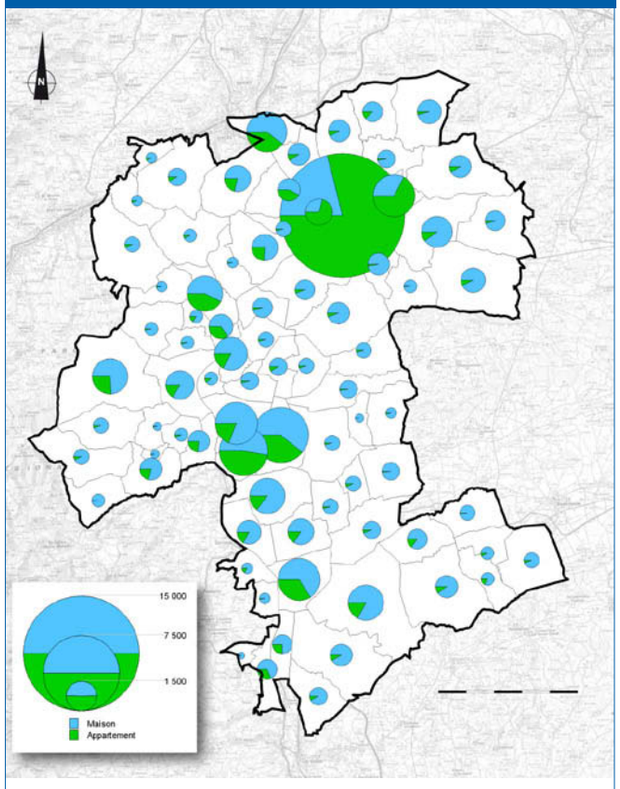
Les dynamiques résidentielles des dernières décennies sont marquées par la prédominance de la maison individuelle dans les nouvelles constructions (elles représentent les trois quarts des nouveaux logements entre 2000 et 2009). Ce mode de développement consommateur de foncier offre peu de place à une diversification, en forme comme en nature, des logements.

L'offre en logements aidés est par ailleurs insuffisante et déséquilibrée sur le territoire. Les communes de Vienne et de Pont-Évêque concentrent à elles seules 40 % du parc aidé alors que plus de la moitié des communes enregistrent un taux de logements aidés inferieur à 5 % en 2006.

Ralentir et inverser les dynamiques urbaines à l'œuvre s'avère indispensable pour assurer un développement du territoire soutenable sur le long terme, et surtout moins consommateur de foncier.

L'enjeu pour le territoire est d'offrir des logements répondant mieux à la diversité des besoins, tout en recherchant une plus grande optimisation du foncier.

RÉPARTITION DES LOGEMENTS PAR TYPE EN 2006



Source : Sitadel



Document 8

PARTIE 2

L'articulation du Scot avec les autres documents d'urbanisme

Le Scot est un document de planification territoriale stratégique. Il doit mettre en cohérence les différentes politiques publiques en matière de logement, de transport, de commerce, de développement économique et d'environnement.

Il s'inscrit dans une hiérarchie de normes, documents, plans et programmes. À ce titre, il doit expliquer son articulation avec les documents de rangs supérieur et inférieur.

Le Scot a constamment pris en compte la directive territoriale d'aménagement de l'aire métropolitaine lyonnaise en identifiant par exemple le Pilat comme cœur vert, en localisant les coupures vertes métropolitaines, ou en inscrivant au document les grands projets d'infrastructures tels que le contournement ouest de Lyon (Col) et le contournement fret de l'agglomération lyonnaise (CFAL).

Il a été vigilant à la question de la ressource en eau tant en termes de quantité que de qualité. À ce titre, il a veillé à être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône Méditerranée Corse (Sdage RMC) et avec le schéma d'aménagement et de gestion des eaux Bièvre Liers Valloire en cours d'élaboration.

Sur le secteur du Pilat, le projet a conforté les dispositions de la charte du parc naturel régional du Pilat « objectif 2010 » et décline largement ses grands objectifs, notamment en ce qui concerne :

- la préservation des paysages (maîtrise de l'urbanisation, maintien des cônes de vue, protection et valorisation du patrimoine bâti, requalification des centres bourgs...)
- la préservation des espaces et sites naturels, ainsi que leur mise en valeur
- la valorisation des ressources du territoire

Il s'est également attaché à retranscrire les dispositions particulières de la loi montagne. Le Scot définit notamment, les principes d'implantation pour les unités touristiques nouvelles, lorsqu'elles ne sont pas situées dans un secteur urbanisé ou dans un secteur constructible situé en continuité de l'urbanisation. Le projet concourt ainsi pleinement à la poursuite des objectifs de cette loi.

Le périmètre du Scot comporte deux aérodromes : celui de Reventin-Vaugris, pour lequel un plan d'exposition au bruit (PEB) est en projet, et celui de Saint-Rambert-d'Albon, non doté à ce jour d'un PEB. Le projet a défini les conditions d'utilisation des sols exposés aux nuisances dues au bruit des aéronefs en s'appuyant sur le contenu du PEB en cours d'élaboration.

Parallèlement, le Scot a tenu compte des chartes, des contrats territoriaux[1], plans[2] et schémas[3] existants sur le territoire à travers notamment la mise en place de divers partenariats pour assurer leur articulation. La déclinaison des actions portées par ces documents dans le projet de Scot apporte une réponse complémentaire aux enjeux identifiés.

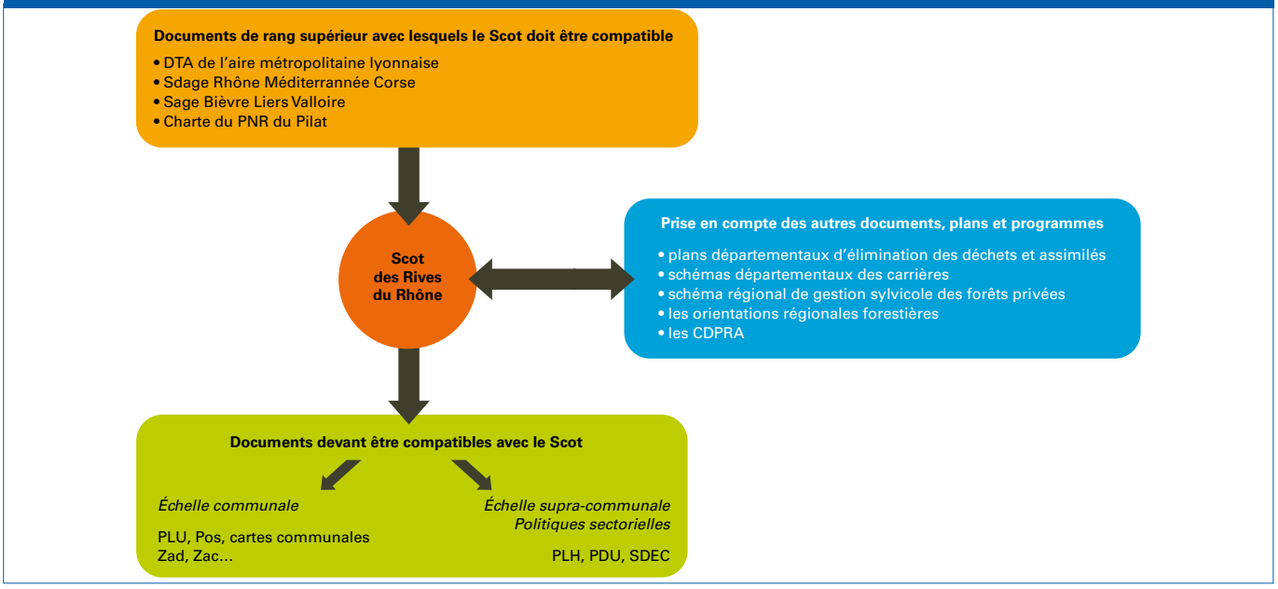
Le Scot des Rives du Rhône fait également partie de l'inter-Scot de l'aire métropolitaine lyonnaise. Dans le cadre de cette démarche, le syndicat mixte des Rives du Rhône (SMRR) s'est régulièrement affiché solidaire de principes d'aménagement à défendre sur l'ensemble de l'aire métropolitaine. Parmi les positions politiques métropolitaines partagées peuvent êtres pointées les volontés suivantes :

- promouvoir un modèle anti « tâche d'huile »
- mettre la nature à portée des habitants
- constituer le réseau express métropolitain
- rechercher l'excellence et la complémentarité

Au-delà de la démarche inter-Scot, les élus ont souhaité mettre en place un travail partenarial étroit avec les syndicats mixtes de Scot limitrophes, pour la définition d'orientations communes ou tout du moins partagées sur les territoires d'interface.

Parallèlement, le SMRR assure un suivi des documents d'urbanisme locaux[4] (22 PLU approuvés, 7 PLU en révision, 1 PLU en élaboration, 18 POS approuvés, 30 POS en révision, 1 carte communale approuvée, 1 carte communale en révision), des politiques sectorielles[5] (4 PLH et 1 PDU) et de certaines opérations foncières et d'aménagement[6] selon le principe de compatibilité. Cet accompagnement des collectivités territoriales permet de garantir une bonne retranscription des orientations et objectifs de développement portés par le Scot.

LE SCOT DANS LA « HIÉRARCHIE DES NORMES »



[1] *Contrats de développement Rhône-Alpes, contrats de rivière*
[2] *Plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés*
[3] *Schémas départementaux des carrières, schéma régional de gestion sylvicole des forêts privées*
[4] *Plans locaux d'urbanisme, cartes communales*
[5] *Programme local de l'habitat, plan de déplacements urbains, schéma de développement commercial*
[6] *Zone d'aménagement concerté, zone d'aménagement différé, lotissements*



Document 8

PARTIE 3

L'état initial de l'environnement

Face aux responsabilités accrues des Scot vis-à-vis de l'environnement, l'état initial de l'environnement a pour rôle de tirer le bilan des grandes caractéristiques environnementales du territoire afin de définir les enjeux auxquels le Scot devra répondre.

3.1 UN CARREFOUR BIOGÉOGRAPHIQUE

Le territoire du Scot des Rives du Rhône constitue un important carrefour biogéographique.

La diversité des reliefs (massifs montagneux, plateaux, coteaux, plaines), de la géologie, l'importance du réseau hydrographique (le Rhône et ses affluents, les « quatre vallées »), ont façonné ce territoire qui a hérité de patrimoines paysagers et naturels remarquables.

Les différents terroirs et entités paysagères, à la fois liés et séparés par le Rhône, sont fortement marqués par les conditions géologiques et topographiques locales. Outre le réseau structurant hydrographique, il faut souligner :

- les vallées et les vallons très présents sur le territoire
- les alignements d'arbres, ripisylves et autres unités forestières (les milieux forestiers ont tendance à progresser des cimes vers les plateaux et les vallées par enfrichement, sous l'effet notamment de la déprise de l'activité pastorale)



Le Rhône et l'île de la Platière

3.2 UNE IMPORTANTE DIVERSITÉ ÉCOLOGIQUE

Les reliefs, la diversité des éléments paysagers, le Rhône et ses vallées alluviales, constituent une grande diversité d'habitats sur l'ensemble du territoire du Scot. Un tiers du territoire s'inscrit dans des espaces naturels remarquables, dont le plus important est l'île de la Platière sur le Rhône (484 ha, et 8 statuts de protection/gestion).

Les travaux de cartographie des réseaux écologiques à l'échelle régionale[7] ont permis d'identifier plusieurs sites de passage sur le territoire du Scot, soulignant son rôle de carrefour écologique stratégique. Toutefois, le maintien et le dynamisme de la diversité écologique garantis par les habitats et les zones de déplacement de la faune et de la flore, sont menacés à différents niveaux.

- fragmentation des espaces naturels par le mitage, les axes de déplacement et l'urbanisation le long de ces axes routiers, dans la vallée du Rhône
- des sites insuffisamment préservés par rapport à d'autres qui cumulent plusieurs niveaux de protection ; il paraît important aujourd'hui d'homogénéiser et d'améliorer la gestion du patrimoine naturel du territoire
- le fonctionnement de certains écosystèmes est menacé par la prolifération d'espèces non autochtones (ex : renouée du Japon dans les milieux aquatiques, etc.) ; certaines espèces envahissantes menacent la santé publique (ambroisie)
- certains milieux disparaissent par enfrichement du fait de la diminution de l'activité pastorale dans certains secteurs, résultat de la déprise agricole

3.3 UN RICHE PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET CULTUREL

Les Rives du Rhône sont un lieu de passage séculaire gardant les traces d'une occupation humaine très ancienne. Les 80 communes, dans le périmètre du Scot, continuent de se développer de manière dynamique et font territoire, au-delà des frontières administratives qui les séparent selon cinq découpages départementaux différents.

Les moindres contraintes topographiques à l'est du Rhône ont permis un développement de l'urbanisation, de zones artisanales et industrielles denses, notamment dans le roussillonnais.

L'architecture traditionnelle se retrouve notamment dans l'utilisation de matériaux de construction issus du contexte géologique local. Les techniques architecturales traditionnelles et l'important patrimoine bâti remarquable (monuments et sites historiques) sont constitutifs de l'identité culturelle du territoire.

Toutefois ces éléments ne peuvent pas toujours être intégrés lors de nouvelles constructions. Les constructions contemporaines doivent alors s'harmoniser avec l'existant afin de garder un paysage visuellement attractif.



Village de Malleval

[7] *Réseau écologique Rhône-Alpes (Rera)*



Église de Saint-Sorlin-en-Valloire

Le développement urbain, suivant l'attractivité du territoire, pose la problématique de sa maîtrise. Des tendances similaires se produisent sur l'ensemble du territoire :

- banalisation du paysage, disparition des coupures vertes, mitage des espaces naturels, étalement urbain le long des axes routiers, etc.
- accumulation de zones urbaines et industrielles le long de la vallée du Rhône, ou extension dans les espaces plans des vallées latérales (« quatre vallées » en particulier)

3.4 UNE DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE DONT IL FAUT CONTRÔLER LES IMPACTS SUR LES RESSOURCES

Placé à l'intersection de 5 départements différents, traversé par le Rhône et par de nombreux axes de transports terrestres, le territoire des Rives du Rhône est un carrefour économique conséquent. Cette position est renforcée par la diversité des ressources naturelles qui le constituent : terroirs agricoles, richesse du sous-sol permettant le développement de carrières et de concessions minières. Les ressources en eau sont également importantes mais nécessitent une réorganisation et une meilleure concertation des modes de gestion. Outre les impacts ponctuels ou diffus sur la qualité des eaux superficielles, on constate que les activités (captage d'eau potable, irrigation, prélèvements industriels) s'appuient essentiellement sur les eaux souterraines, mettant en péril leur qualité, leur quantité ainsi que le fonctionnement des milieux et écosystèmes qui y sont liés (ex : approvisionnement des cours d'eau alimentés par affleurement de nappe, etc.).

Le développement durable du territoire, dans le respect de l'environnement, doit faire face à l'augmentation de la consommation énergétique, (notamment dans les secteurs du transport et de l'industrie) par l'utilisation d'énergies alternatives, renouvelables. Elles contribuent à valoriser d'autres ressources du territoire et à développer de nouvelles activités économiques.

3.5 LA PROTECTION CONTRE LES RISQUES ET LES NUISANCES : UNE VOLONTÉ AFFICHÉE PAR LE TERRITOIRE

L'important dynamisme du territoire en termes de transport, d'urbanisation, de développement industriel, etc. peut également être source de nuisances et pollutions. Le territoire est ainsi confronté à des enjeux importants pour préserver la qualité de vie, la santé publique et l'environnement.

Sur le territoire, la qualité de l'air est assez bien surveillée et les indices Atmo indiquent une qualité de l'air relativement bonne : 65 % des indices de l'année sont bons à très bons. Il serait possible d'agir à la fois sur la qualité de l'air et sur l'impact sonore en incitant au développement et à la pratique de modes de transports doux et/ou collectifs, notamment en agglomération.

L'important développement industriel et le contexte géographique du territoire du Scot soumettent l'ensemble des communes (hormis Échalas) à un risque naturel ou technologique.

Le territoire est largement concerné par le risque « inondation », en partie prévenu par des plans de prévention. Les risques liés à la rupture du barrage de Vouglans et à l'onde de submersion qui en découlerait sont gérés au sein d'un plan particulier d'intervention.

Des dispositifs de prévention concernant les risques liés aux feux de forêts (touchant 23 % du territoire) et aux mouvements de terrain, encore mal connus, sont à développer.

Le territoire est fortement concerné par les risques technologiques. 17 entreprises classées Seveso AS (seuil haut) et 5 classées Seveso seuil bas contraignent le territoire de plusieurs communes.

Un plan de prévention des risques technologiques regroupant les 7 établissements Seveso des communes de Roussillon et de Salaise-sur-Sanne a été créé en 2009.

Il existe par ailleurs de nombreux sites pollués ou potentiellement pollués (atteinte de la nappe, etc.) par les activités industrielles et 79 % des communes du territoire sont concernées par les transports de matières dangereuses.

Enfin, les risques liés au nucléaire (centrale de Saint-Alban-sur-Rhône / Saint-Maurice-l'Exil qui expose une grande partie du territoire du Scot à un risque d'irradiation et de contamination) concernent 14 communes du territoire.



Zone d'activités de Salaise-sur-Sanne

Mémo



Document 8

PARTIE 4

L'évaluation environnementale du Scot

Le 27 mai 2005, a été retranscrite dans le code de l'urbanisme une directive européenne de 2001 relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement. Depuis lors, les structures en charge de Scot doivent analyser les incidences de la mise en œuvre de leur projet sur l'environnement. Elles doivent également décrire les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative notable.

4.1 EFFETS DU SCOT SUR LE PATRIMOINE PAYSAGER ET ARCHITECTURAL

Le territoire des Rives du Rhône est remarquable par la diversité de ses paysages et la richesse de son patrimoine architectural. Le Scot souhaite préserver l'identité des grandes unités paysagères et le patrimoine architectural qui participent à la valorisation du cadre de vie.

L'encadrement des nouvelles zones d'urbanisation et les orientations données quant à leur qualité et insertion paysagère n'évitent pas les risques d'incidences potentiellement négatives du Scot sur les paysages.

Ainsi le Scot se devra d'être vigilant quant aux impacts paysagers potentiels sur les communes les plus impactées par les besoins fonciers (Vienne, Roussillon…), celles qui possèdent ou posséderont une grande zone d'activités sur leur territoire (Loire-sur-Rhône, Salaise-sur-Sanne…), ainsi qu'aux secteurs sensibles, concernés par les infrastructures de transport, comme les balmes viennoises ou le plateau de Condrieu.

Le Scot propose en contrepartie un certain nombre de mesures réduisant les incidences envisagées, comme le maintien de continuités vertes et de linéaires non urbanisés le long des axes routiers, l'arrêt du développement de l'urbanisation en ligne de crête, l'intégration paysagère et la garantie de qualité environnementale des nouveaux projets, la valorisation des berges du Rhône, etc.



Zone d'activités du parc du Soleil à Chanas

4.2 EFFETS DU SCOT SUR LES ESPACES NATURELS REMARQUABLES

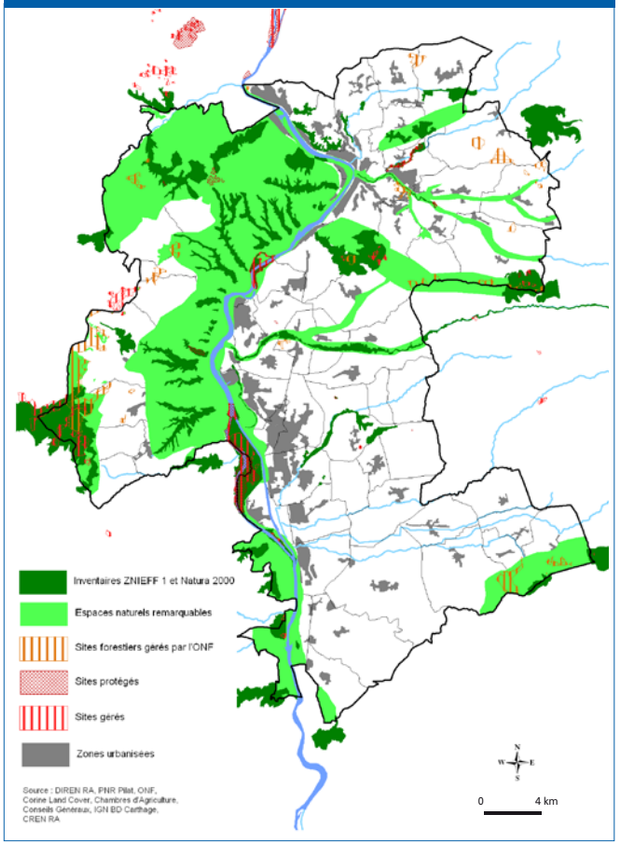
Le territoire du Scot des Rives du Rhône est écologiquement très riche, par sa situation de carrefour entre différentes influences climatiques et d'interface entre des milieux naturels et biogéographiques variés.

Le Scot met cependant l'accent sur les risques potentiels d'atteinte aux milieux naturels par les nouvelles constructions et infrastructures, en particulier dans la vallée du Rhône et sur les sites de Saint-Clair-du-Rhône et Clonas-sur-Varèze d'une part et Péage-de-Roussillon, Salaise-sur-Sanne et Sablons d'autre part. En effet, ces espaces cumulent projets de développement et fortes potentialités écologiques. Une vigilance est demandée également autour des nouvelles voiries et futurs échangeurs.

Les sites Natura 2000 des Rives du Rhône ne sont pas touchés par le projet de Scot. Une certaine vigilance est cependant demandée afin de préserver la fonctionnalité écologique des ravins, des affluents rive gauche du Rhône et de surveiller les incidences potentielles du développement urbain de la commune de Sablons et de la Zip Salaise-Sablons sur leur environnement proche dont l'île de la Platière. Cette dernière reste un site vulnérable et potentiellement impacté de manière notable par le projet de contournement routier de l'agglomération roussillonnaise.

En contrepartie, le Scot s'engage à conserver voire améliorer le fonctionnement écologique du territoire (protection des principaux corridors écologiques, demande aux communes de préciser et protéger les corridors sur leur territoire, etc.). Il demande aux maîtres d'ouvrage, avant toute extension ou création de nouvelles zones d'activités, de s'assurer que le projet ne porte pas atteinte aux enjeux environnementaux et qu'il soit en adéquation avec la ressource en eau disponible, ainsi que d'analyser les impacts sur les activités agricoles du prélèvement foncier.

LES ESPACES NATURELS REMARQUABLES



4.3 EFFETS DU SCOT SUR LES RESSOURCES NATURELLES

La gestion des ressources naturelles est au cœur du développement durable et harmonieux d'un territoire. Si les Rives du Rhône possèdent de nombreuses richesses naturelles, certaines sont soumises à de fortes pressions (eau, sol) tandis que d'autres paraissent sous-exploitées (énergies renouvelables). Dans ce contexte, il est nécessaire de préserver les espaces « naturels » productifs et de garantir la pérennité des ressources naturelles.

La gestion de la ressource en eau est en effet une problématique forte des Rives du Rhône. Au-delà de la perturbation des écoulements et de la pollution chronique des masses d'eau, l'augmentation générale de la consommation d'eau représente le risque d'incidences négatives le plus important du territoire. Deux nappes sont ciblées comme pouvant être potentiellement impactées par l'augmentation de la population et des activités : les alluvions de la rive gauche du Rhône entre les Roches-de-Condrieu et le Dolon et la nappe Gère-Vésonne. Des données précises et récentes permettent d'envisager le développement urbain de ces secteurs tout en gardant une attention particulière à l'état de ces ressources.

En termes de consommation foncière, la mise en œuvre du Scot se traduit par une forte réduction de la tendance actuelle d'étalement urbain grâce à une politique de densification, de renforcement des pôles urbains et de priorité donnée à la reconversion des espaces déjà urbanisés.

Afin de limiter l'atteinte des milieux par des incidences potentiellement négatives, le Scot protège certaines nappes d'eau souterraines et préserve leurs capacités d'infiltration, exige une concertation entre les différents usagers de la ressource, demande des garanties pour le maintien des conditions de vie de la faune et de la flore en lien avec la qualité et la quantité de la ressource en eau.

La mise en place de démarches concertées de gestion de la ressource en eau, pour les milieux naturels ou pour l'alimentation en eau potable, reste un enjeu fort des Rives du Rhône.

4.4 EFFETS DU SCOT SUR LES RISQUES ET NUISANCES

Le territoire des Rives du Rhône est marqué par l'importance des dynamiques urbaines, le développement des activités économiques et de transport, et la présence d'une centrale nucléaire. Cette situation engendre de nombreux risques et nuisances. L'amélioration de la qualité de vie globale pour les habitants du territoire des Rives du Rhône est donc un enjeu important à relever.

La vallée du Rhône est dans ce contexte un espace à surveiller car les enjeux y sont importants : concentration de la population dans le couloir rhodanien, proximité des risques technologiques, augmentation de la production de déchets, augmentation des rejets d'eaux usées... se combinent dans un espace restreint.

Plusieurs points de vigilance sont soulevés :

- surveillance des quantités de déchets et des volumes d'eaux usées produits et adaptation des moyens de traitement à la croissance démographique
- occupation des secteurs soumis aux risques technologiques et/ou nucléaires dans l'attente des documents réglementaires (plan de prévention des risques technologiques ou traduction du plan particulier d'intervention)
- limitation des nuisances sonores dans le cadre de la densification des quartiers autour des gares

Au-delà du conditionnement de l'urbanisation aux capacités de traitement des déchets et rejets d'eaux usées, le Scot demande le respect du principe de précaution et des contraintes liées à la présence de risques naturels et technologiques. Il recommande enfin de mener à bien une réflexion complète et interdépartementale sur la gestion des nuisances (déchets et risques industriels notamment).



Centrale nucléaire de Saint-Alban-du-Rhône / Saint-Maurice-l'Exil

Mémo



Document 8

PARTIE 5

La justification des choix retenus

Le syndicat mixte des Rives du Rhône doit justifier les choix faits pour élaborer son Padd et son Dog, en justifiant pourquoi d'autres alternatives ont été écartées. La façon dont les enjeux environnementaux ont orienté le projet est aussi à mettre en valeur.

Le projet de développement du Scot ambitionne de rompre avec les dynamiques urbaines à l'œuvre et proposer une vision renouvelée du territoire à horizon 2030.

Pour cela, les élus ont décidé de construire leur projet de territoire sur la base de **cinq invariants pour un territoire attractif, durable, accessible et solidaire :**

1. **Construire le projet sur des perspectives ambitieuses de croissance démographique**

Les élus du territoire ont choisi de travailler sur la base d'une hypothèse haute de croissance démographique d'environ 40 000 habitants supplémentaires d'ici 2030. Ce taux de croissance d'environ 1 % par an s'inscrit dans la moyenne régionale (1 %) et traduit une volonté politique d'accompagner la croissance démographique du territoire et de la métropole lyonnaise par un dimensionnement adapté des besoins.

2. **Conserver un bassin de vie dynamique par la promotion d'un tissu économique riche et varié**

Les élus ont fait le choix de corréler fortement les objectifs de croissance démographique au maintien d'un dynamisme économique fort. Ce choix favorise la mise en place d'une stratégie économique ambitieuse sur le territoire, permettant d'offrir à chaque nouveau logement un nouvel emploi.

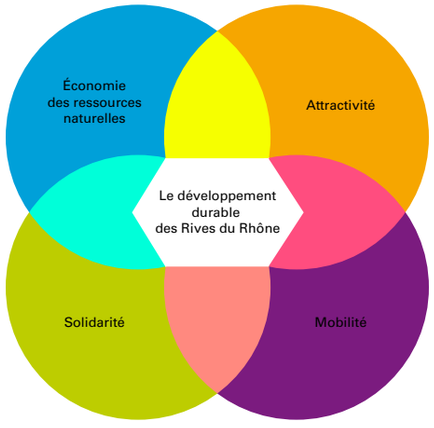
3. **Placer la préservation de l'environnement et des paysages au cœur du projet**

Les élus, conscients de leur responsabilité vis-à-vis de l'environnement, souhaitent construire un projet de développement soutenable et durable. Ils entendent préserver la diversité des paysages et des terroirs, des milieux et des espèces, qui fondent la qualité de vie actuelle du territoire.

4. **Maintenir et valoriser les conditions de mobilité qui garantissent le dynamisme du territoire**

Le territoire, situé au carrefour d'axes de communication majeurs, dispose d'une accessibilité accrue qui participe à sa prospérité. Les élus veulent s'appuyer sur tous les modes de transports et déplacements dont bénéficie le territoire, avec pour ambition de corréler l'évolution de l'emploi et du nombre de logements (objectif d'un logement par emploi nouveau).

→ LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES RIVES DU RHÔNE



5. **Afficher la qualité de vie et le « bien vivre ensemble » comme moteur du projet**

Dans un souci de préservation du cadre de vie, les élus ont acté les principes de densification, de retour à la centralité, de diversification des logements, d'anticipation foncière et d'un urbanisme de projet. Le projet de Scot propose donc une alternative au modèle de développement à l'œuvre, en adoptant une stratégie d'aménagement et de renforcement des agglomérations.

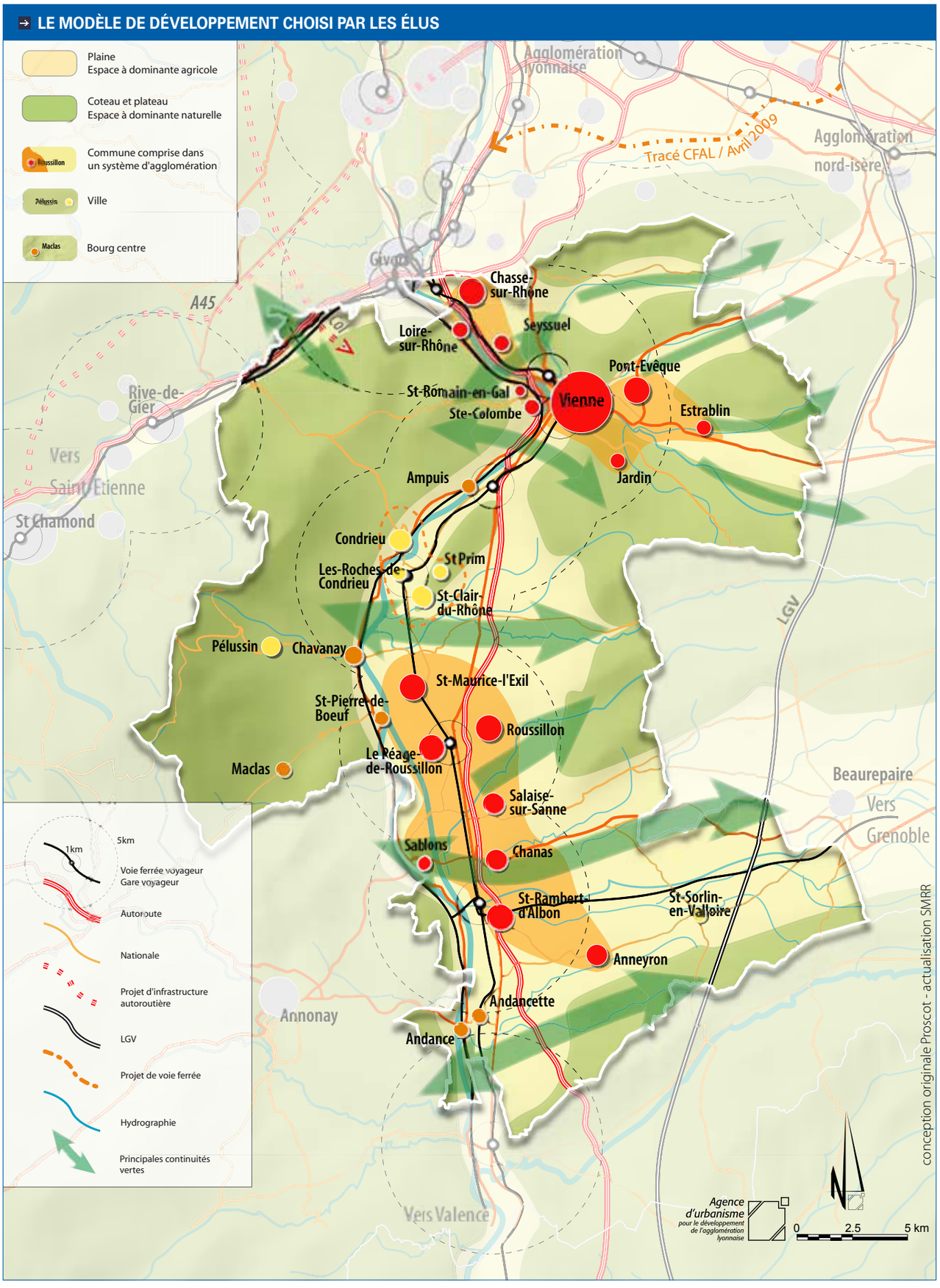
Sur la base de ces cinq fondements, plusieurs scénarios d'aménagement contrastés ont été envisagés. Face à ces différents scénarios, les élus se sont positionnés et ont pris des arbitrages stratégiques. Ces arbitrages, orientés par la prise en compte des incidences environnementales, les ont conduits au choix d'un scénario préférentiel.

Ainsi, le modèle de développement retenu par les élus consiste à proposer une organisation territoriale reposant sur deux pôles urbains attractifs et accessibles, optimisant leur situation stratégique à l'interface de l'espace métropolitain et de la moyenne vallée du Rhône.

Plus spécifiquement, la stratégie choisie se décline autour de cinq arbitrages stratégiques :

- → orienter la croissance démographique et urbaine dans la vallée plus que sur les plateaux, au sud plus qu'au nord
- → faire pleinement jouer au territoire la carte de la métropole et de la moyenne vallée du Rhône
- → valoriser les espaces naturels et agricoles, des « espaces pleins qui doivent déborder sur la ville » et non l'inverse
- → favoriser des choix d'aménagement qui encouragent des pratiques et modes de transports alternatifs au tout routier
- → construire un territoire accueillant qui réponde à tous les besoins en logements

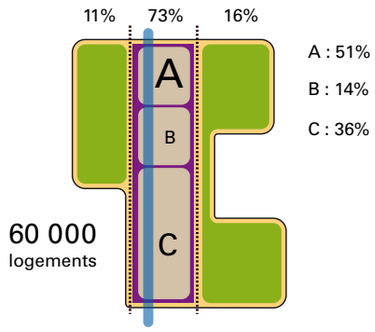
LE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT CHOISI PAR LES ÉLUS



LE PROJET DE SCOT VEUT REDONNER À LA VALLÉE URBAINE SON RÔLE PRÉPONDÉRANT EN TERMES DE PRODUCTION DE LOGEMENTS

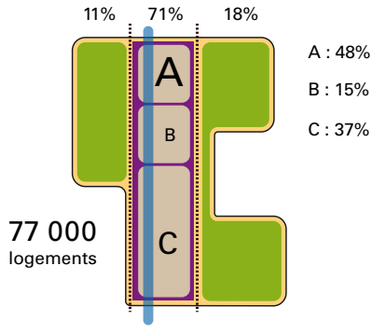
À DATE...

1- Répartition des logements en **1990**



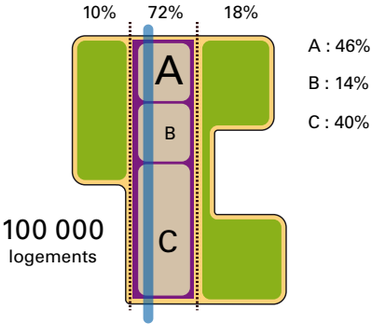
A : 51%
B : 14%
C : 36%

3- Répartition des logements en **2009** (estimation)



A : 48%
B : 15%
C : 37%

5- Répartition des logements en **2030** (projection)

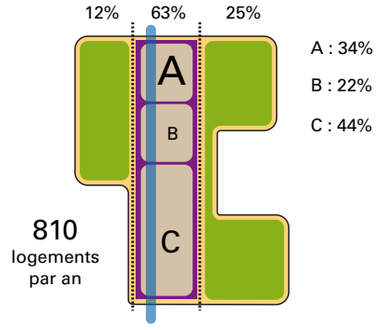


A : 46%
B : 14%
C : 40%

1990
2006
2009
2030

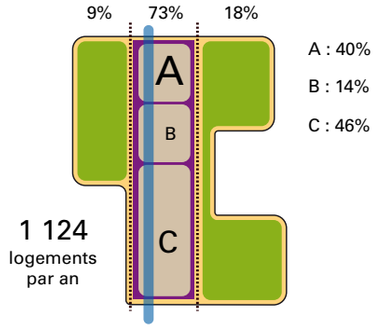
ÉVOLUTION...

2- Répartition de la croissance des logements **entre 1990 et 2006**

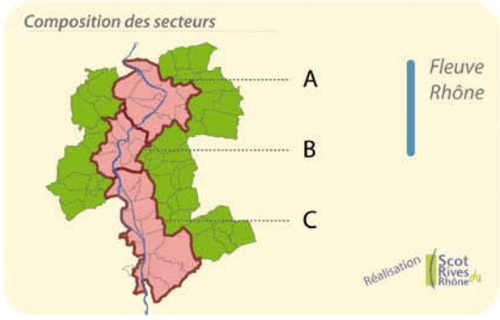


A : 34%
B : 22%
C : 44%

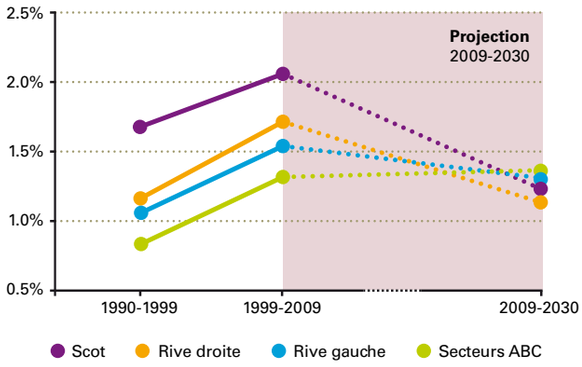
4- Répartition de la croissance des logements **entre 2009 et 2030** (projection)



A : 40%
B : 14%
C : 46%



Taux annuel moyen de croissance démographique





Document 8

PARTIE 6

La mise en œuvre du Scot

Le code de l'urbanisme prévoit la possibilité de présenter dans le rapport de présentation du Scot les phases de réalisation envisagées du projet. Le syndicat mixte des Rives du Rhône, s'est d'ores et déjà structuré pour mettre en œuvre et suivre, dès son approbation, les grandes orientations du Scot.

La mise en œuvre du Scot s'effectue d'une part à travers le suivi des documents d'urbanisme locaux (PLU, carte communale) et intercommunaux (PLH, PDU) afin de s'assurer de la bonne déclinaison des orientations générales du Scot.

D'autre part, elle s'établit grâce à la mise en place d'un observatoire territorial des dynamiques à l'œuvre sur le territoire. Concrètement, le syndicat mixte s'est doté dès 2008 de moyens humains et matériels afin d'anticiper sur la mission de suivi du Scot. Il aspire à se constituer progressivement comme un réel centre de ressources territoriales au service de ses collectivités membres.

Au-delà de ses missions directement liées aux enjeux d'assurer l'efficacité réglementaire et le suivi du Scot, le syndicat mixte continuera parallèlement à « faire vivre » ce document et à lui donner, dans la mesure des partenariats qu'il sera à même d'initier et d'entretenir, une dimension opérationnelle.

Le SMRR impulse depuis déjà plusieurs années et continuera de porter des projets et des études. À titre d'exemple quelques études/projets en cours et à venir :

- études « Urbagare 1 et 2 » sur les potentiels de densification autour des gares
- démarche inter-Scot sur l'espace Tridan (trans-rhodanienne Isère Drôme Ardèche Nord)
- deux schémas de secteurs sur les territoires à enjeux spécifiques
- « étude de gisement » du territoire en énergies renouvelables
- réflexion sur la mise en place d'une communauté de l'eau potable à l'échelle des Rives du Rhône
- constitution d'un réseau de veille écologique

Le SMRR assure également des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès des communes pour l'élaboration des PLU et la réalisation d'études pré-opérationnelles.

Il affiche aussi l'ambition d'entretenir une concertation et une animation pédagogique en continu.

La mise en œuvre du Scot consiste enfin à évaluer régulièrement l'efficacité de ses orientations. Le syndicat mixte réalisera un bilan d'étape à mi-parcours, soit 3 ans après l'approbation du Scot, en 2014.

Pour effectuer l'analyse de ses résultats, le SMRR s'appuie sur la mise en place d'une grille d'indicateurs (4 thèmes, 16 questions, 24 indicateurs) qui a pour objet d'apprécier l'atteinte des objectifs du Scot et de surveiller l'évolution des problématiques environnementales. Cette analyse confirmera ou infirmera la capacité réelle du Scot à infléchir les tendances constatées et justifiera, au besoin, la réactualisation des objectifs et orientations.



Vallée du Rhône entre Loire-sur-Rhône et Seyssuel



Document 9

Prise en compte des observations relatives aux problématiques environnementales

INTRODUCTION **458**

PARTIE 1 **460**
Principales modifications apportées au projet de Scot relevant des problématiques environnementales suite aux avis des personnes publiques associées dont l'État et l'autorité environnementale et du public

PARTIE 2 **468**
Indications relatives à la manière dont il a été tenu compte de l'avis de l'État et de l'autorité environnementale

PARTIE 3 **492**
Indications relatives à la manière dont il a été tenu compte de l'avis des autres personnes publiques associées à l'élaboration du Scot

PARTIE 4 **506**
Indications relatives à la manière dont il a été tenu compte de l'avis de la commission d'enquête publique



Document 9

Sommaire

INTRODUCTION 458

PARTIE 1

PRINCIPALES MODIFICATIONS APPORTÉES AU PROJET DE SCOT RELEVANT DES PROBLÉMATIQUES ENVIRONNEMENTALES SUITE AUX AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES DONT L'ÉTAT ET L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE ET DU PUBLIC 460

1.1 COMPATIBILITÉ AVEC LES PRÉCONISATIONS ENVIRONNEMENTALES DE LA DTA 461
1.1.1 Projet de contournement nord-est de Vienne et cœur vert des balmes viennoises 461
1.1.2 Opportunité de nouvelles constructions en « faubourgs perchés » 461
1.1.3 Projet de nouveaux diffuseurs autoroutiers 462

1.2 IMPACT DU PROJET DE CONTOURNEMENT FERROVIAIRE DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE SUR L'ENVIRONNEMENT DES POPULATIONS 462

1.3 PRISE EN COMPTE DES RISQUES ET NUISANCES 463

1.4 DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES 463

1.5 RESSOURCE EN EAU ET ASSAINISSEMENT 463

1.6 PROTECTION DES ESPACES NATURELS 464
1.6.1 L'axe rhodanien 464
1.6.2 Les sites Natura 2000 464
1.6.3 Les zones humides 464

1.7 DÉLIMITATION DES CORRIDORS ÉCOLOGIQUES ET COUPURES VERTES 464

1.8 ORIENTATIONS RELATIVES AUX PAYSAGES 465

1.9 IMPACTS DES PROJETS DE NOUVELLES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT 465

1.10 ESPACES ET RESSOURCES FORESTIÈRES 465

1.11 IMPACT DES CARRIÈRES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES ESPACES AGRICOLES 466

1.12 PRISE EN COMPTE DE LA PROBLÉMATIQUE DES DÉCHETS 466



PARTIE 2

INDICATIONS RELATIVES À LA MANIÈRE DONT IL A ÉTÉ TENU COMPTE DE L'AVIS DE L'ÉTAT ET DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE 468

PARTIE 3

INDICATIONS RELATIVES À LA MANIÈRE DONT IL A ÉTÉ TENU COMPTE DE L'AVIS DES AUTRES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES À L'ÉLABORATION DU SCOT 492

PARTIE 4

INDICATIONS RELATIVES À LA MANIÈRE DONT IL A ÉTÉ TENU COMPTE DE L'AVIS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE PUBLIQUE 506



Document 9

INTRODUCTION

Ce document répond aux exigences de l'article L 121-14 du code de l'urbanisme.

Ce document rend compte, de manière générale, des différents avis exprimés lors de la consultation des personnes publiques associées (de janvier à avril 2011) et de l'enquête publique (du 16 mai au 24 juin 2011) en ce qui concerne la thématique environnementale.

Dans ce cadre, il est présenté de manière plus spécifique sous forme de tableaux les avis exprimés par l'autorité environnementale, les services de l'État, les autres personnes publiques associées et la commission d'enquête ainsi que les réponses apportées par le syndicat mixte des Rives du Rhône.

Le syndicat mixte des Rives du Rhône, dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées, a recueilli un avis favorable des services de l'État et l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement.

La commission d'enquête publique a transmis son rapport le 10 octobre 2011. Cette dernière a donné un avis favorable. Cet avis a été assorti de 5 réserves et de 12 recommandations.

Néanmoins, quelques remarques nécessitant des compléments au Scot en vue de son approbation ont été relevées concernant : la compatibilité avec les préconisations environnementales de la DTA, l'impact du projet de contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise sur l'environnement des populations, la prise en compte des risques et nuisances, le développement des énergies renouvelables, la ressource en eau et l'assainissement, la protection des espaces naturels (Natura 2000 notamment), la délimitation des corridors écologiques et des coupures vertes, les orientations relatives aux paysages, les impacts des projets de nouvelles zones d'activités économiques sur l'environnement, les espaces et ressources forestières, les impacts des carrières sur l'environnement et les espaces agricoles, la prise en compte de la problématique des déchets.

Il est précisé que la délibération d'approbation du projet de Scot (30 mars 2012) intègre en annexe trois tableaux détaillant les suites apportées par le syndicat mixte des Rives du Rhône aux remarques sur le projet Scot de l'État et de l'autorité environnementale, des autres personnes publiques associées, ainsi que de la commission d'enquête au-delà de la seule problématique environnementale.



Document 9

PARTIE 1

Principales modifications apportées au projet de Scot relevant des problématiques environnementales suite aux avis des personnes publiques associées dont l'État et l'autorité environnementale et du public

1.1 COMPATIBILITÉ AVEC LES PRÉCONISATIONS ENVIRONNEMENTALES DE LA DTA

1.1.1 Projet de contournement nord-est de Vienne et cœur vert des balmes viennoises

Les services de l'État et l'autorité environnementale ont pointé le fait que le projet de contournement nord-est de l'agglomération viennoise traverserait le cœur vert des balmes viennoises. Or, la DTA prescrit que « dans les cœurs verts, le maintien des unités paysagères et celui des continuités biologiques sont fondamentaux. C'est pourquoi, les grandes infrastructures de transport se localisent, sauf exception dûment justifiée, à l'extérieur des cœurs verts ». Cette réserve de l'État a été reprise et soutenue parmi les réserves de la commission d'enquête publique. En conséquence, le syndicat mixte des Rives du Rhône a accepté d'assujettir la réalisation de ce projet aux études d'opportunité et de faisabilité qui seront effectuées dans le cadre du PDU de l'agglomération viennoise. De plus, il convient de rappeler que les prescriptions du Dog imposeront quoi qu'il advienne à ce projet d'infrastructure, qui traverserait inévitablement des espaces naturels identifiés par le Scot (corridors écologiques notamment), d'appliquer le « système JERC » :

- **J**ustifier l'impossibilité de réaliser ce projet ailleurs
- **É**valuer les impacts du projet sur l'environnement
- **R**éduire les impacts qui ne peuvent être évités à toutes les phases du projet
- **C**ompenser par des mesures adaptées la part non réductible des impacts

Le principe « d'exceptionnalité » visé par la DTA afin de justifier la réalisation de tels projets dans des cœurs verts est donc respecté, le maître d'ouvrage devant avant toute chose expliquer en quoi aucune autre solution n'est possible.

1.1.2 Opportunité de nouvelles constructions en « faubourgs perchés »

Les services de l'État et l'autorité environnementale ont fait remarquer que le principe d'urbanisation en « faubourgs perchés » proposé par le Scot pour les communes du plateau du Pilat dites « sans capacités d'extension » en rive droite du Rhône et du Gier était en contradiction avec les prescriptions de la DTA. En effet, dans les territoires péri-urbains à dominante agricole identifiés dans la DTA, n'est autorisé qu'un « développement résidentiel par densification au sein de la partie urbanisée existante et exceptionnellement par greffe sur des noyaux urbains existants, sur la base des besoins liés à la décohabitation et au renouvellement du parc ancien dégradé ». Cette disposition n'apparaissait pas compatible non plus aux yeux de l'État avec la charte actuelle et future du PNR du Pilat.

Vis-à-vis des orientations de la DTA, le Dog prescrit justement l'obligation préalable de réaliser une étude de densification des tissus urbains existants pour démontrer l'absence réelle de marge de manœuvre en centre-bourg ou en continuité immédiate de celui-ci. De plus, une fois ce premier « filtre » passé, le Dog demande la valorisation d'un hameau préexistant, sauf impossibilité démontrée. Enfin, en admettant que ces deux étapes préalables n'aient pas apporté de solutions, une multitude d'autres critères réglementaires relatifs à la préservation des paysages et des espaces agricoles, à la protection de l'environnement, à la présence d'assainissement collectif et de dispositif de collecte des eaux pluviales, à la qualité et la sécurité des accès routiers, etc. viennent encadrer strictement le principe des faubourgs perchés. Suite aux remarques de l'État, le syndicat mixte a également accepté de rajouter le principe de confortement des autres communes moins contraintes à proximité des communes de côtière. L'objectif n'a donc jamais été d'engager un politique d'urbanisation à tout va mais de se donner le temps d'avoir une connaissance fine des contraintes et opportunités du secteur pour engager une politique d'aménagement cohérente. Du reste, le Dog prévoit enfin que : « cette possibilité d'urbanisation est toutefois subordonnée à l'élaboration préalable d'un schéma de secteur couvrant ces communes ». Le Scot en lui-même, sans le schéma de secteur, n'ouvre pas droit au principe et a fortiori la réalisation des « faubourgs perchés ». Sur ces bases, le syndicat mixte et le PNR du Pilat ont engagé ensemble fin 2011 les études visant à élaborer ce schéma de secteur « côtière rhodanienne », renforcé sur le volet paysager afin de constituer le plan de reconquête paysagère du parc. L'État sera bien entendu étroitement associé à l'élaboration du schéma de secteur.

S'agissant de la charte du PNR enfin, le syndicat mixte a précisé qu'elle avait été élaborée de concert avec le Scot en visant à la complémentarité de leurs orientations, il n'y a donc aucun élément d'incompatibilité entre les deux documents. En effet, l'axe 1.2.1 « Mettre en valeur les éléments structurants du paysage » de la nouvelle charte du PNR précise que « les communes et les établissements publics de coopération intercommunale territorialement concernés s'engagent à (…) participer à la reconquête paysagère de la côtière rhodanienne jusqu'au Rhône, notamment en appliquant le principe de non-urbanisation du rebord du plateau. Ce principe doit constituer la base de la gestion de l'aménagement sur ce secteur. Seule une démarche de réflexion partenariale avec le syndicat mixte des Rives du Rhône, et qui devra trouver une traduction dans la démarche du schéma de cohérence territoriale, pourrait permettre d'envisager une éventuelle greffe d'urbanisation à partir d'un noyau existant, structuré et donc apte à connaître un renforcement de son urbanisation, notamment par densification du tissu existant. Cette démarche qui se voudrait alors dérogatoire aux principes de protection des coteaux portés par le syndicat mixte du parc et le schéma de cohérence territoriale devrait, le cas échéant, être justifiée par une démarche de type évaluation environnementale. »

1.1.3 Projet de nouveaux diffuseurs autoroutiers

Les services de l'État et l'autorité environnementale ont rappelé que la création d'un diffuseur, même partiel, sur le réseau autoroutier est subordonnée par la DTA à des engagements stricts sur l'organisation et la maîtrise du développement, particulièrement dans le secteur directement sous influence du futur diffuseur. Le Scot Rives du Rhône n'offrait pas assez de « garanties » à l'État quant à la maîtrise de la pression supplémentaire induite par le diffuseur proposé au sud de Vienne. Pourtant, ce projet était pour les élus strictement encadré dans le projet de Scot arrêté : extension maximale de la zone d'activité du Saluant / Grand Champ fixée à 63 ha bruts (42 ha nets), capacité de développement des villages de 5,5 logements / an / 1000 habitants, identification de la plaine du Saluant comme un « espace agricole stratégique » à délimiter précisément dans les PLU (tout changement d'affectation y est interdit), coupure verte paysagère entre Reventin-Vaugris et Auberives-sur-Varèze, etc. Le syndicat mixte a toutefois accepté de rajouter l'interdiction de créer de nouvelles zones d'activités de rayonnement intercommunal sur la plaine du Saluant en guise de mesure supplémentaire.

1.2 IMPACT DU PROJET DE CONTOURNEMENT FERROVIAIRE DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE SUR L'ENVIRONNEMENT DES POPULATIONS

Le projet de contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise inscrit au Scot est celui qui a le plus suscité de remarques de la population (150 remarques sur 358, soit 42%). À noter qu'une pétition signée de 68 personnes a justement été livrée sur cet objet, ainsi que des remarques de l'association « Sauvegarde rive droite » et « Rive gauche 38 ».

Une décision ministérielle du 15 avril 2009 a en effet acté le choix du fuseau « plaine d'Heyrieux - Sibelin Nord » pour l'itinéraire sud de l'infrastructure. Le contournement rejoindra l'axe ferroviaire de la rive droite du Rhône par l'intermédiaire d'un pont au nord de Vienne et l'augmentation de trafic envisagée sera distribuée sur les deux rives.

La commune de Chaponnay a également signifié son regret que le choix originel du syndicat mixte en faveur d'un alignement à la LGV du projet de CFAL n'ait pas été retenu.

Les habitants sont opposés à l'augmentation du trafic fret ferroviaire européen et international au cœur des villes et villages des rives droite et gauche sur les lignes historiques de la vallée du Rhône en lien avec le projet de CFAL. Ils considèrent que ces convois, de plus en plus longs et lourds transportant des produits hautement toxiques ou inflammables sont et seront des dangers permanents pour les populations. Ils demandent la construction d'une ligne dédiée au fret international, construit avec toutes les normes de sécurité exigées par l'Europe et n'impactant pas directement les populations. Ils font remarquer que des lycées, collèges, écoles primaires, hôpitaux, maisons de retraite, gymnases, grandes surfaces, etc. sont construits à proximité des voies ferrées. Ils demandent aussi que des trains de voyageurs circulent à nouveau en rive droite du Rhône permettant ainsi des liaisons directes vers Lyon et Valence avec la réouverture des gares existantes.

La commission d'enquête a par la suite estimé que des règles devaient être fixées pour ne pas laisser se développer la construction de logements (sociaux ou résidentiels), d'équipements d'enseignement ou médico-sociaux dans des zones exposées au bruit et aux risques induits par le transport de matières dangereuses. Elle a demandé d'inscrire dans le Scot et dans les PLU un recul minimum de 50 mètres pour l'implantation de nouveaux logements et d'établissements scolaires et médico-sociaux par rapport aux voies ferrées classées en catégories 1, 2 et 3 et d'affecter principalement cet espace de recul à des aménagements paysagers de protection contre le bruit et à des liaisons douces ou de sécurité publique.

Les élus, bien que solidaires des préoccupations de la population, ont souhaité se conformer à la réglementation en vigueur. Les communes doivent appliquer les dispositions de la loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police des chemins de fer, qui a institué des servitudes à l'égard des propriétés riveraines de la voie ferrée. Cette loi fait interdiction aux riverains des voies ferrées de procéder à l'édification d'aucune construction autre qu'un mur de clôture, dans une distance de 2 mètres d'un chemin de fer (art. 5 de la loi du 15 juillet 1845). Il revient aux communes au travers de leur PLU, d'édicter au cas par cas et selon le contexte local (tissu urbain dense, urbanisation discontinue, milieu rural, etc.), les réglementations adéquates et adaptées à la nature de l'occupation foncière à proximité des voies.

Par contre, le Dog du projet de Scot arrêté affiche bien la ferme volonté des élus « que le projet soit accompagné des mesures d'intégration et de protection des riverains les plus abouties, autour des nouvelles voies et des voies historiques (rive droite et rive gauche) qui vont subir une augmentation de trafic conséquente (lutte contre le bruit à la source, suppression des passages à niveaux, modernisation des voies…) ». Le Padd précise également que « l'augmentation de trafic de fret ferroviaire engendrée à terme sur les voies des deux rives reste incompatible aux yeux des élus avec la préservation de la qualité de vie et de la sécurité des populations riveraines, dans une vallée déjà très urbanisée et très fortement contrainte (cf. délibération du conseil syndical du 03 février 2009[1]) ».

[1] Délibération dans laquelle le conseil syndical a pris position en faveur de l'option LGV-Valloire dans le cadre de la consultation officielle sur les sept fuseaux de passage de la partie sud du CFAL

1.3 PRISE EN COMPTE DES RISQUES ET NUISANCES

Suite à de nombreuses remarques de détails des services de l'État et de l'autorité environnementale, le syndicat mixte a actualisé les données du rapport de présentation relatives notamment aux PPRI et PPRT, aux sites pollués (BASOL/BASIAS), à la règlementation sismique, aux enjeux archéologiques. Des informations complémentaires vis-à-vis des risques sismiques, de l'ASN et de la prévention des nuisances sonores ont également été intégrées au rapport de présentation et au Dog.

Vis-à-vis de la maîtrise de l'urbanisation dans la zone de danger du centre nucléaire de Saint-Alban - Saint-Maurice en particulier, l'ASN a demandé de compléter le rapport de présentation afin de rappeler que pour tout projet situé en zone de danger du CNPE de Saint-Alban - Saint-Maurice, son avis est sollicité. Aussi, les cartes qui identifient et localisent le CNPE de Saint-Alban - Saint-Maurice ont été complétées pour représenter l'étendue de la zone de danger (disque de rayon de 2 km centré sur chacun des deux réacteurs nucléaires).

S'agissant spécifiquement des nuisances sonores, outre le fait que de nombreux compléments écrits ont été rajoutés suite aux propositions de l'État, une cartographie du classement sonore des infrastructures de transport a été rajoutée dans le rapport du Scot, notamment dans l'état initial de l'environnement et dans le Dog, pour lever la première réserve de la commission d'enquête.

1.4 DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

L'État a rappelé que parmi les ressources disponibles, un gisement intéressant et sous-exploité réside dans les eaux industrielles réchauffées, les déchets combustibles (par exemple, l'unité de Salaise-sur-Sanne), la biomasse verte issue de l'agriculture et des espaces envahis par des plantes indésirables, enfin les résidus urbains recyclables. Le syndicat mixte a accepté d'en faire mention dans le cadre des thématiques sur les ressources alternatives et la lutte contre les risques et nuisances de l'état initial de l'environnement.

Le PNR a quant à lui demandé que soient indiqués les objectifs liés au développement des chaufferies bois du projet de charte 2013-2025 (soit 50 MW de puissance installée en chaufferie bois). Parallèlement, l'autorité environnementale a souhaité que soit pris en compte dans le Dog l'impact sur la qualité de l'air du chauffage au bois énergie. Les recommandations du Dog devraient donc porter sur la définition des conditions de développement respectueuse des enjeux de qualité de l'air. Les modifications ont donc été apportées pour prendre en compte ces deux propositions de façon complémentaire.

1.5 RESSOURCE EN EAU ET ASSAINISSEMENT

Les services de l'État et l'autorité environnementale ont précisé que le rapport de présentation aurait pu mentionner les captages prioritaires visés par la loi « Grenelle » (captages du Golley à Agnin, de l'Île à Manthes, de Prés nouveaux à Albon). En effet, ces secteurs font l'objet de mesures concertées avec les agriculteurs pour une maîtrise des intrants susceptibles de migrer en direction des nappes, ces actions doivent être poursuivies. Cette précision a été rajoutée.

Les services de l'État ont également pointé que dans les prescriptions du Dog les mesures visant à la protection des aquifères et des captages en eau potable étaient particulièrement développées mais sous une forme imprécise qui ne permettait pas une transposition efficace dans les documents d'urbanisme locaux. Ils ont rappelé que l'ouverture à l'urbanisation devait être conditionnée à la disponibilité d'une ressource en eau de bonne qualité et en quantité suffisante. Sa proposition de rajouter la prescription suivante « s'assurer, avant toute ouverture à l'urbanisation de la disponibilité d'une ressource suffisante en quantité et en qualité pour l'alimentation en eau potable des populations » a été acceptée par le syndicat mixte. De même, le syndicat mixte a ajouté une recommandation pour que les communes à l'occasion de l'élaboration de leur PLU analysent de manière approfondie la disponibilité en eau en se rapprochant des structures de gestion de l'eau potable.

Les services de l'État et l'autorité environnementale ont fait remarquer que le Scot insistait justement sur la nécessité d'une gestion concertée de la ressource, à travers l'élaboration de schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) dans les territoires qui en étaient dépourvus. Ils ont proposé au syndicat mixte de rappeler l'objectif du Sdage de mettre en place un Sage sur l'aquifère Molasse Miocène du Bas Dauphiné qui pourrait recouper la partie sud de son périmètre ainsi qu'au au niveau du réseau hydrographique des ruisseaux des ravins rhodaniens. Le syndicat mixte a rajouté ces pistes de réflexion en recommandations.

1.6 PROTECTION DES ESPACES NATURELS

1.6.1 L'axe rhodanien

La problématique de l'axe rhodanien, sur le plan de la biodiversité (barrière ou trame selon les espèces) n'était pas assez perçue comme prioritaire pour l'autorité environnementale alors qu'au regard des infrastructures existantes et en projet le long du fleuve, le couloir aurait mérité d'être identifié comme majeur. Un léger complément a été apporté au Dog qui identifiait pourtant déjà clairement aux yeux des élus l'axe rhodanien.

1.6.2 Les sites Natura 2000

La notion d'inconstructibilité des zones Natura 2000 prévue par le projet de Scot arrêté risquait selon le PNR Pilat de rendre difficile les démarches de concertation entreprises dans le cadre de Natura 2000, voire de contrecarrer l'intégration de nouveaux espaces du territoire dans ce réseau. La commission d'enquête a par la suite estimé qu'effectivement la réglementation actuelle protégeait suffisamment ces espaces et qu'il n'était pas nécessaire de les rendre inconstructibles. C'est pourquoi les zones Natura 2000 sont passées de zones protégées dans le projet de Scot arrêté en zones préservées dans le Scot approuvé.

L'impact de cette évolution est minime pour les zones Natura 2000 existantes, notamment les vallons rhodaniens, puisque ces zones sont la plupart du temps calées sur des périmètres quasi identiques aux Znieff 1 et aux sites d'intérêt patrimonial du PNR, qui restent en espaces protégés du SCoT, donc inconstructibles. Par ailleurs et pour mémoire, les prescriptions du Scot pour les espaces préservés restent très fortes puisqu'elles précisent que « ces espaces doivent ainsi être préservés et valorisés (il est interdit de les détruire) et leurs fonctionnalités garanties sur le long terme ».

S'agissant des zones Natura 2000 également, l'autorité environnementale a demandé la prise en compte, à la hauteur des enjeux, de la problématique de protection de la réserve naturelle nationale de l'île de la Platière et des interactions possibles avec la problématique d'alimentation en eau nécessaire au développement projeté.

Le syndicat mixte a précisé qu'une analyse détaillée de l'adéquation entre la ressource en eau et le développement démographique envisagé par le projet de Scot avait été réalisée pour l'ensemble du territoire. De plus une vigilance spécifique a bien évidemment été portée quant à la ressource en eau sur l'île de la Platière, qui ne relève pas que du syndicat mixte mais aussi d'autres acteurs directement compétents. Pour information, le SIGEARPE (syndicat intercommunal de gestion de l'eau et assainissement de l'agglomération roussillonnaise) est titulaire d'un arrêté préfectoral l'autorisant à développer un nouveau puits sur le site des îles (autorisation actuelle à 500 m3/h). L'arrêté prévoit que cela soit fait après avoir défini les mesures d'observation des impact sur le site Natura 2000 situé de l'autre cote du canal du Rhône.

De même, concernant la protection spatiale de l'île de la Platière, il convient de rappeler que le cumul des autres protections réglementaires sur le site lui confère un quasi statut de « sanctuaire » : Znieff 1 et 2, zone Natura 2000 (zone spéciale de conservation et zone de protection spéciale), zone humide, espace naturel sensible, réserve naturelle. Une part importante de l'île étant en Znieff 1, elle bénéficie donc des règles de protection stricte relative aux espaces protégés du Scot. De plus, l'intégralité de l'île étant en zone humide, toute artificialisation, conformément au Scot (en compatibilité avec le Sdage), devrait être compensée à 200%, ce qui est très dissuasif.

1.6.3 Les zones humides

L'autorité environnementale a pointé que le Dog rappelait la disposition du Sdage préconisant la compensation de l'ordre de 200% de la superficie des zones humides impactées par un projet d'aménagement. Toutefois, l'autorité environnementale a demandé que le Dog rappelle l'objectif premier du Sdage de préservation des zones humides ainsi que de leur bassin d'alimentation, y compris pour les zones humides sans statut de protection, ce que le syndicat mixte a intégré.

1.7 DÉLIMITATION DES CORRIDORS ÉCOLOGIQUES ET COUPURES VERTES

L'autorité environnementale a fait remarquer que la charte du PNR Pilat identifiait un axe de déplacement de la faune traversant le Rhône au niveau de Chavanay. Le syndicat mixte l'a fait figurer en « traversées faunistiques du Rhône » dans la carte du Dog relative aux espaces naturels. Le rôle des ripisylves a également été précisé dans le chapitre traitant des corridors écologiques.

En lien avec les remarques du conseil général du Rhône, le corridor écologique traversant la vallée du Gier entre Saint-Romain-en-Gier et Saint-Jean-de-Touslas a été rajouté sur la carte du Dog relative aux espaces naturels. Il a aussi été cartographié précisément dans le Dog en lieu et place de la coupure verte DTA « Trèves-Tartaras », en rectification d'une erreur initiale de positionnement. Cela rejoint la remarque de Saint-Étienne Métropole et du syndicat mixte du Scot Sud Loire qui souhaitaient que les illustrations graphiques du Dog (concernant en l'occurrence les communes de Tartaras et Dargoire) soient revues en parfaite adéquation avec leurs éléments. La délimitation des coupures vertes et corridors sur la vallée du Gier a donc été affinée en fonction des orientations des Scot voisins, de la DTA. À la cartographie précise des lieux supposés de traversée du Gier en annexe du Dog a été préférée la délimitation d'un « espace de vigilance quant aux traversées faunistiques du Gier » sur la carte de synthèse relative aux espaces naturels du Dog.

Le conseil général de l'Isère a quant à lui demandé au syndicat mixte de cartographier en annexe du Dog les corridors situés autour de Vienne comme cela avait été fait pour d'autres sur le territoire (centrés sur les cours d'eau). Des zonages de protection autour des cours d'eau de la Véga, de la Sévenne, de la Gère, de l'Amballon et du vallon de Gerbolle ont donc été rajoutés. Le conseil général a également proposé que le Dog recommande de mettre en place un zonage spécifique dans les PLU pour les corridors et des spécifications particulières sur la nature des clôtures, ce que le syndicat mixte a intégré.

1.8 ORIENTATIONS RELATIVES AUX PAYSAGES

L'autorité environnementale a fait remarquer que le plan de parc identifiait un certain nombre de points de vue à garder dégagés et qu'il aurait été utile que la carte des enjeux paysagers du Dog les fasse figurer. Pour des raisons de lisibilité, une carte spécifique a été produite.

Le PNR du Pilat a demandé à ce que la notion d'interface ville/campagne du Scot soit précisée pour éviter une confusion avec la même notion dans le projet de charte. Le terme a donc été remplacé dans le Dog par « interface espaces bâtis / espaces ouverts ».

Le PNR du Pilat a également fait remarquer que le projet de charte prévoyait la déclinaison de principes d'un urbanisme durable dans les projets d'aménagement, identifiant des silhouettes des centres-bourgs ou de hameaux dont l'allure est à soigner particulièrement notamment par le biais d'orientations d'aménagement dans les documents d'urbanisme, etc. Le Scot en fait désormais mention.

1.9 IMPACTS DES PROJETS DE NOUVELLES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les services de l'État, l'autorité environnementale et les chambres d'agriculture ont demandé de réduire de manière significative la superficie des zones à urbaniser à vocation économique prévues dans le projet de Scot pour rester dans l'enveloppe des ZAE actuelles, estimée à 500 ha. En même temps, pour optimiser ce foncier économique, il a été demandé d'inclure dans le Dog des prescriptions visant à l'ouverture progressive à l'urbanisation (phasage et mise en place de seuils de remplissage), ainsi qu'à la densification de ces espaces - y compris pour les secteurs d'implantation des commerces de périphérie - par exemple : « coefficient d'emprise au sol minimum », mutualisation du stationnement etc., et un suivi des réalisations dans le cadre de la mise en œuvre du Scot. Le syndicat mixte a donc engagé un travail de recalibrage des surfaces disponibles dans les principales ZAE du Scot pour « arriver » aux environs de 500 ha disponible et en projet. De plus, le syndicat mixte rappelle que le Scot est avant tout un document de planification et non de programmation. Il offre une vision à long terme, voire et avec intérêt, à plus long terme qu'aux simples échéances du Scot établies à 2030. Les prescriptions relatives à la densification des ZAE ont aussi été complétées.

Suites aux réserves émises par la communauté de communes du Pays de l'Ozon, la commune de Communay et le syndicat mixte du Scot de l'agglomération lyonnaise, le projet de ZAE de Cornavent sur la commune de Seyssuel (environ 70 ha bruts) a également été retiré du projet de Scot approuvé.

1.10 ESPACES ET RESSOURCES FORESTIÈRES

Les services de l'État, le PNR Pilat et le centre régional de la propriété forestière (CRPF) ont fait part de remarques vis-à-vis de la prise en compte par le Scot des espaces forestiers.

Les services de l'État et le CRPF ont demandé à ce que la valorisation du bois pour son utilisation en bois d'œuvre soit mentionnée. Les services de l'État ont également suggéré d'autoriser les pistes forestières dans les zones naturelles protégées. Ces compléments ont été apportés au Scot.

Le CRPF a demandé à ce que la réduction de la populiculture ne soit pas affichée comme un objectif en soi et à ce que la prescription sur le recul de 30 mètres imposé aux habitations par rapport aux forêts soit réexaminée. Il a entre autres demandé qu'il y ait une cohérence entre le Scot et les schémas directeurs de réglementation des boisements des départements. Le syndicat mixte a donné une suite favorable à cette demande : la largeur de l'espace tampon sera fixée par les communes en prenant en compte les schémas directeurs de réglementation des boisements.

Suite aux remarques du PNR, le Dog mentionne désormais la charte forestière du Pilat (en cours de constitution) et le projet de charte 2013-2025 dans le chapitre traitant de la forêt. Les forêts de pente et vallons rhodaniens, habitats naturels à forte valeur patrimoniale, ont également été mentionnés pour leur valeur environnementale.

1.11 IMPACT DES CARRIÈRES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES ESPACES AGRICOLES

Les cinq chambres d'agriculture ont fait de nombreuses propositions pour une meilleure prise en compte des carrières dans le Dog, auxquelles le syndicat mixte a donné suite dans le Scot approuvé. Ainsi il a été rajouté que le développement des carrières ne devait pas être en incohérence avec les autres prescriptions du Dog tendant à la protection et à la valorisation des espaces naturels et agricoles. La vigilance à avoir quant aux impacts sur les sièges d'exploitation et espaces agricoles stratégiques voisins a été rappelée. Il est également désormais spécifié que la qualité de la remise en état à usage agricole, lorsque celle-ci est prévue, devra permettre de retrouver le potentiel de production agricole initial. Enfin, la nécessité d'une concertation avec la profession agricole avant toute ouverture de carrière a été pointée.

À noter que par la même occasion la liste des carrières du territoire dans l'état initial de l'environnement a été complété et mise à jour, ce qui a conduit à préciser que les carrières de granulats sur lesquelles une vigilance particulière était de mise étaient bien situées, en Valloire, sur les communes d'Albon, Andancette mais aussi sur celle de Beausemblant.

1.12 PRISE EN COMPTE DE LA PROBLÉMATIQUE DES DÉCHETS

L'autorité environnementale regrette que le Scot ne soit pas plus volontariste sur le sujet (ne fait que rappeler la réglementation applicable sans édicter de prescription). Il aurait dû mettre plus en avant la prévention de la production de déchets, priorité n°1 de la politique des déchets à l'échelle européenne et nationale. Il aurait aussi pu mentionner la révision du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PDEDMA) de l'Isère réalisée en 2008 à l'initiative du conseil général de l'Isère. Il est évoqué de diminuer la part stockée en centre de décharge. L'autorité environnementale propose de rajouter que les déchets ménagers enfouis sur les centres d'enfouissement de l'Isère devront respecter la définition du PDEDMA : « un déchet ultime est un déchet non dangereux notamment du point de vue de sa toxicité et de son potentiel de lixiviation que l'on ne sait pas aujourd'hui valoriser en garantissant la santé des populations et en respectant l'environnement dans les conditions techniques et économiques du moment ». L'ensemble de ces remarques ont été intégrées dans le Scot approuvé.

Mémo



Document 9

PARTIE 2

Indications relatives à la manière dont il a été tenu compte de l'avis de l'État et de l'autorité environnementale

Il est proposé deux tableaux de synthèse reprenant les réponses apportées par le syndicat mixte aux remarques de l'État et de l'autorité environnementale concernant l'environnement. Les réponses induisant des modifications du projet de Scot en vue de son approbation sont figurées en ROSE.

Remarques des services de l'État	Réponses du syndicat mixte
Documents de rang supérieur - DTA Le projet de Dog reprend le principe de l'étude d'une nouvelle liaison au nord-est de Vienne inscrit au PDU de la CAPV, en partie dans les balmes viennoises repérées comme « cœur vert » dans la DTA. L'affichage d'un projet de nouvelle voie de contournement au nord-est de Vienne, déjà mentionné dans le PDU, devrait répondre à un besoin démontré. À notre connaissance, aucune étude quantifiée des avantages attendus de cette infrastructure n'a été effectuée à ce jour. Cette nouvelle liaison nord-est serait de plus susceptible de générer des conditions favorables à l'étalement urbain dans un secteur à dominante agricole. En tout état de cause, la DTA précise que « dans les cœurs verts, le maintien des unités paysagères et celui des continuités biologiques sont fondamentaux. C'est pourquoi les grandes infrastructures de transport se localisent, sauf exception dûment justifiée, à l'extérieur des cœurs verts ». La révision actuelle du PDU de l'agglomération viennoise devrait inciter le syndicat mixte des Rives du Rhône à différer l'inscription de ce principe, dans l'attente des études d'opportunité, comparant la pertinence de ce type de projet à d'autres solutions fonctionnelles. Aussi, sauf à apporter les justifications nécessaires relatives à l'opportunité et au tracé de la liaison projetée, le Scot ne peut maintenir en l'état ce projet.	Le SMRR a accepté « d'assujettir » la réalisation du contournement de l'agglomération viennoise aux études d'opportunités et de faisabilités qui devront être réalisées dans le cadre du PDU de ViennAgglo.
Documents de rang supérieur - DTA et charte du PNR Le principe d'urbanisation en « faubourgs perchés » proposé par le Scot pour les communes du plateau du Pilat dites « sans capacités d'extension » en rive droite du Rhône et du Giers est en contradiction avec les prescriptions de la DTA. En effet, dans les territoires péri-urbains à dominante agricole identifiés dans la DTA, n'est autorisé qu'un « développement résidentiel par densification au sein de la partie urbanisée existante et exceptionnellement par greffe sur des noyaux urbains existants, sur la base des besoins liés à la décohabitation et au renouvellement du parc ancien dégradé » (DTA p. 49). Cette disposition n'apparaît pas compatible avec la charte actuelle du parc naturel régional (PNR) du Pilat et ne correspond pas non plus à l'orientation des travaux engagés dans le cadre de sa révision, notamment au travers de la localisation de sites d'intérêts patrimoniaux ou de sites d'intérêts écologiques prioritaires et de préconisations sur la reconquête paysagère sur l'ensemble de la côtière rhodanienne. Au demeurant, des contraintes de capacités d'extension existent clairement pour certaines de ces communes du couloir rhodanien (AOC, risques d'inondation, infrastructures de transport, etc.). Plutôt que d'avancer d'emblée sur une proposition d'urbanisation des coteaux, le Scot aurait dû prescrire la réalisation d'une réflexion d'aménagement de cet ensemble (qui peut effectivement trouver son expression au travers d'un schéma de secteur, comme il le préconise), ouvrant le champ. à d'autres solutions telles que la densification des tissus existants, le confortement des autres communes urbaines moins contraintes, etc. Cela paraît d'autant plus nécessaire que des réflexions s'engagent à l'échelle du couloir rhodanien sur les infrastructures ferroviaires qui demain joueront un rôle structurant dans l'organisation territoriale.	Le SMRR prend acte mais ne partage pas le même avis sur la compatibilité avec la DTA. Le Dog prescrit justement l'obligation préalable de réaliser une étude de densification des tissus urbains existants pour démontrer l'absence réelle de marge de manœuvre en centre-bourg ou en continuité immédiate de celui-ci. De même, une fois ce premier « filtre » passé, le Dog demande la valorisation d'un hameau préexistant, sauf impossibilité démontrée. Enfin, en admettant que ces deux étapes préalables n'aient pas apporté de solutions, une multitude d'autres critères réglementaires relatifs à la préservation des paysages et des espaces agricoles, à la protection de l'environnement, à la présence d'assainissement collectif et de dispositif de collecte des eaux pluviales, à la qualité et la sécurité des accès routiers, etc. viennent encadrer strictement le principe des faubourgs perchés. De plus, suite aux remarques de l'État, le SMRR a accepté de rajouter le principe de confortement des autres communes moins contraintes à proximité des communes de côtière. L'objectif n'a donc jamais été d'engager un politique d'urbanisation à tout va mais de se donner le temps d'avoir une connaissance fines des contraintes et opportunités du secteur pour engager une politique d'aménagement cohérente. Du reste, le Dog prévoit enfin que : « cette possibilité d'urbanisation est toutefois subordonnée à l'élaboration préalable d'un schéma de secteur couvrant ces communes ». Le Scot en lui-même, sans le schéma de secteur, n'ouvre donc pas droit au principe et a fortiori la réalisation des « faubourgs perchés ». S'agissant du lien avec la charte du PNR, le SMRR ne partage pas l'interprétation de l'État. Les élus ont élaboré de concert la charte du PNR et le Scot en visant à la complémentarité de leurs orientations (voir la réponse détaillée apportée sur ce point à l'autorité environnementale). Le Scot inscrit les Sip en espaces protégés et le Sep en espaces préservés. Le SMRR et le SM du PNR Pilat travaille actuellement de concert sur le lancement prochain du schéma de secteur « côtière rhodanienne », renforcé sur le volet paysager afin de constituer le plan de reconquête paysagère du parc.

Articles L110 et L121-1 du CU - Surfaces à vocation économique [...] Les modalités d'ouverture à l'urbanisation des surfaces à vocation économique, telles que prévues au projet, ne font pas apparaître la préoccupation d'économie foncière. Le projet de Dog fait état d'environ 700 ha de disponibilité globale sur le territoire du Scot (ZAE actuelles et projets de création ou d'extension). Au rythme constaté de consommation du foncier dédié à l'activité économique, sur la base d'une analyse citée dans le Dog, soit 100 ha en 5 ans (2000 à 2005), le territoire disposerait d'environ 35 ans de réserves. Ainsi, la stratégie économique du territoire Rives du Rhône consiste à favoriser grandement l'accueil de toute activité économique dans l'ensemble du territoire, qu'il s'agisse de grandes zones d'activités, de zones de rayonnement intercommunal ou encore de petites zones locales dans les villages pour répondre aux besoins non satisfaits dans le tissu urbain. Par ailleurs, le renvoi à des schémas de développement économique ultérieurs des intercommunalités ne constitue pas un principe d'encadrement suffisant de programmation de l'urbanisation.	
Dès lors, dans l'objectif d'économiser et de préserver une activité agricole viable, nous vous demandons de réduire de manière significative la superficie des zones à urbaniser à vocation économique prévues dans votre projet de Scot pour rester dans l'enveloppe des ZAE actuelles, estimée à 500 ha. Cela implique que toute création ou extension future devra être compensée par une réduction des superficies encore disponibles dans les ZAE existantes.	Un travail d'affinement des surfaces disponible recalibre les surfaces disponibles dans les principales ZAE du Scot aux environs de 500 ha. De plus, le SMRR rappelle que le Scot est avant tout un document de planification et non de programmation. Il offre une vision à long terme, voire et avec intérêt, à plus long terme qu'aux simples échéances du Scot établies à 2030.
En même temps, pour optimiser ce foncier économique, nous vous demandons également d'inclure dans le document d'orientations générales des prescriptions visant à l'ouverture progressive à l'urbanisation (phasage et mise en place de seuils de remplissage), ainsi qu'à la densification de ces espaces - y compris pour les secteurs d'implantation des commerces de périphérie - par exemple : « coefficient d'emprise au sol minimum », mutualisation du stationnement etc., et un suivi des réalisations dans le cadre de la mise en œuvre du Scot.	Le SMRR a accepté des rajouter des éléments en ce sens dans les prescriptions du Dog.
De plus, les petites zones locales sont susceptibles de mobiliser un volant supplémentaire de foncier qui au final peut s'avérer important. Il est préférable que les zones urbaines existantes des villages et bourgs-centre prévoient et organisent la mixité habitat-activités.	
Dispositions relatives aux espaces agricoles [...] Le Dog comporte certaines lacunes, en contradiction avec l'objectif de préservation des terres agricoles. Ces points concernent : *La cartographie des espaces* Le document d'orientations fait apparaître la carte des espaces agricoles dits stratégiques (page 120). Cette carte est trop. réductrice par rapport à l'objectif de préservation. Il convient d'y intégrer les autres espaces agricoles, notamment ceux dits « majeurs » identifiés comme ayant un rôle complémentaire vis-à-vis du fonctionnement des espaces stratégiques et nécessaires au maintien de l'agriculture sur le territoire.	Le SMRR souhaite concentrer la cartographie du Scot sur les zonages agricoles stratégiques. Les communes se baseront sur les critères de définition des différents types de zones fournis par le Scot pour les cartographier à l'échelle des PLU.

Les prescriptions relatives aux zones agricoles Ces prescriptions, applicables aux PLU, ne doivent pas se limiter aux seuls espaces agricoles stratégiques mais porter également sur les espaces agricoles majeurs.	Le SMRR a estimé que les orientations générales du Scot applicables à l'ensemble des espaces agricoles sont déjà très contraignantes. Sur cette base, rien n'empêchera une commune d'aller plus loin que le Scot.
Prise en compte de la règlementation relative à la sécurité nucléaire [...] Corrections et compléments à apporter, qui concernent le rapport de présentation : → À la page 297, la phrase « aucune mesure de maîtrise de l'urbanisation n'est prévue » est à remplacer par : « Pour tout projet situé en zone de danger du CNPE de Saint-Alban - Saint-Maurice, un avis de l'ASN est sollicité » → Les cartes des pages 76 et 137 qui identifient et localisent le CNPE de Saint-Alban - Saint-Maurice doivent représenter l'étendue de la zone de danger telle qu'elle figure dans la cartographie en pièce jointe (disque de rayon de 2 km centré sur chacun des deux réacteurs nucléaires, déjà mentionné).	Le SMRR a intégré les modifications demandées.
Préservation de la ressource en eau *Préservation et la protection des ressources en eau potable* → Rapport de présentation Le rapport [...] aurait pu mentionner les captages prioritaires visés par la loi « Grenelle » (captages du Golley à Agnin, de l'Île à Manthes, de Prés nouveaux à Albon).	Les captages ont été mentionnés.
→ Document d'orientations générales ▪ les mesures visant à la protection des aquifères et des captages en eau potable sont particulièrement développées dans les prescriptions (p. 125) mais sous une forme imprécise qui ne permet pas une transposition efficace dans les documents d'urbanisme locaux. Nous rappelons à cet effet que l'ouverture à l'urbanisation doit être conditionnée à la disponibilité d'une ressource en eau de bonne qualité et en quantité suffisante ; il convient ainsi de rajouter à la page 125 la prescription suivante : [...] « s'assurer, avant toute ouverture à l'urbanisation de la disponibilité d'une ressource suffisante en quantité et en qualité pour l'alimentation en eau potable des populations ».	Le SMRR a accepté le rajout en prescription.
De même, le Scot doit recommander que les PLU analysent de manière approfondie la disponibilité en eau en se rapprochant des structures de gestion de l'eau potable	Le SMRR a accepté le rajout en recommandation.
▪ le document insiste justement sur la nécessité d'une gestion concertée de la ressource, à travers l'élaboration de schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) dans les territoires qui en sont dépourvus. Il y a lieu de rappeler dans les recommandations faisant état des projets en cours (p. 126) celui du projet de Sage Molasse-Miocène, prévu dans le cadre des orientations du Sdage. Cet outil de gestion devrait également être préconisé au niveau du réseau hydrographique des ruisseaux des ravins rhodaniens	Le SMRR a accepté le rajout en recommandation.
▪ enfin, les objectifs du Dog en matière de préservation de la ressource en eau potable devraient faire l'objet d'un indicateur de suivi ; l'indice d'avancement de la protection de la ressource en eau visé à l'article L2224-5 du CGCT peut par exemple être utilisé	Le SMRR a bien pour objectif de suivre la ressource en eau, au travers pourquoi pas du projet de communauté de l'eau potable. Des indicateurs sont d'ailleurs proposés dans le livre I (évaluation environnementale). Le SMRR évaluera la possibilité de développer cet indicateur.

Qualité de la ressource (volet assainissement) Le Dog (p. 125) prévoit de conditionner les capacités de développement urbain à la capacité des milieux récepteurs à en supporter les rejets, ainsi qu'à la capacité des systèmes d'épuration à traiter les futurs volumes et charges de pollution. Ces conditions, qui devront être remplies dans le cadre de l'élaboration ou la révision des PLU, sont d'une grande importance vis-à-vis de la compatibilité par rapport au Sdage.	
Il conviendrait de rappeler d'ores et déjà dans le rapport de présentation les conséquences en termes de restriction de l'urbanisation d'un système de traitement ou d'une collecte non conformes.	Le SMRR a accepté le rajout dans le rapport de présentation.
Protection des espaces naturels L'enjeu de la protection et de la valorisation des espaces naturels est globalement bien pris en compte. La typologie de ces espaces est par ailleurs bien décrite. Nos remarques visent plus particulièrement les corridors écologiques :	
→ la problématique de l'axe rhodanien, sur le plan de la biodiversité, (barrière ou trame selon les espèces) n'est pas perceptible comme prioritaire. Au vu des infrastructures existantes ou en projet le long du fleuve Rhône (transport fluvial par exemple), ce couloir naturel aurait mérité d'être identifié comme majeur	Le SMRR a accepté d'apporter les modifications demandées.
→ la place des ripisylves aurait été plus appropriée dans le chapitre sur les corridors écologiques que dans celui concernant les zones forestières et boisées	Le SMRR a accepté d'apporter les modifications demandées
→ enfin, il convient de remonter à un niveau prescriptif les recommandations (p. 111) qui visent plus particulièrement les PLU	Le SMRR a conservé le statut de recommandations pour une question de sécurité juridique : il n'est pas de la compétence du Scot d'imposer des méthodes de travail (obligation de résultat et non de moyens).
Transports Le Scot fait le choix d'un modèle de développement cohérent, renforçant étroitement les liens entre urbanisme et transports. Les pôles-gare constituent ainsi les secteurs prioritaires de la croissance urbaine ; de même, le niveau de desserte et la qualité de l'offre en matière de transports en commun conditionne le développement de l'urbanisation. Enfin, en matière d'infrastructures, le document prend en compte les projets de l'État. Le projet appelle de notre part les observations suivantes :	
Il affiche d'une part le principe d'une nouvelle liaison au nord-est de Vienne, dans les Balmes Viennoises, non prévu par la DTA de l'aire métropolitaine de Lyon ; cet affichage a fait l'objet d'une précédente remarque.	Cf. réponse apportée précédemment.
Il anticipe d'autre part sur deux projets d'infrastructures, soit deux échangeurs sur l'autoroute A7, l'un au sud de Vienne, l'autre au sud de Chanas. Nous voulons rappeler que ces projets, qui concernent le domaine autoroutier national n'ont pas été jugés opportuns dans les différents échanges avec les services de l'État. Ils ne pourront être pris en considération par l'État, qu'après études d'opportunité et de faisabilité justifiant ces aménagements dans le cadre d'une politique globale de transports, favorable aux transports urbains et avec des engagements stricts sur l'organisation et la maîtrise du développement, particulièrement dans les secteurs directement sous influence des futurs diffuseurs. Ces conditions, prescrites par la DTA précitée, dont l'aire concerne le projet d'échangeur au sud de Vienne, sont également applicables au projet situé au sud de Chanas.	Le SMRR convient que des études plus précises sont nécessaires pour confirmer définitivement l'opportunité des diffuseurs. Le Scot apporte quant à lui des garanties strictes en termes d'encadrement du développement sur les secteurs concernés. Le SMRR a par ailleurs accepté de rajouter l'interdiction de créer de nouvelles zones d'activités de rayonnement intercommunal sur la plaine du Saluant en guise de « garanties » supplémentaires.

Remarques de l'autorité environnementale	Réponses du syndicat mixte
Appréciation générale sur la forme et le fond	
L'évaluation environnementale, intégrée au rapport de présentation du Scot, est complète au regard des attentes du code de l'urbanisme (art. R 122-2). En effet, toutes les pièces attendues par les textes figurent dans le rapport de présentation. Toutefois, certaines parties pourraient être précisées pour mieux répondre aux attentes de l'autorité environnementale. Ainsi, la synthèse de l'état initial mériterait d'être complétée à l'aide des indicateurs proposés en vue de dégager un état zéro du territoire pour servir de référence à l'analyse des résultats de l'application du Scot.	Le SMRR précise qu'il travaille actuellement à la constitution d'un état zéro dans le cadre du suivi du Scot.
Les principales lignes de ce projet de territoire s'inscrivent dans les grands équilibres d'aménagement de la région Rhône-Alpes et plus particulièrement dans sa partie nord de ceux définis par la directive territoriale d'aménagement de l'aire métropolitaine lyonnaise (DTA AML). Cependant, quelques points méritent d'être complétés afin d'assurer la compatibilité à la fois avec la DTA AML mais aussi avec la charte du parc naturel régional du Pilat pour :	
→ assurer un développement de l'agglomération roussillonnaise qui ne soit pas de nature à affaiblir le poids de l'agglomération viennoise dans le système urbain hiérarchisé de l'aire métropolitaine lyonnaise, tel que proposé par le Scot dans le cadre de la structuration bi-polaire du territoire	Le SMRR précise que le projet de Scot prévoit un développement équilibré et complémentaire des deux pôles.
→ démontrer la pertinence du diffuseur proposé au sud de Vienne et encadrer strictement le développement urbain autour de celui-ci	Cf. réponse apportée précédemment sur le même sujet aux services de l'État.
→ encadrer strictement la densification des « faubourgs perchés » et exclure toute possibilité d'extension	Cf. réponse apportée précédemment sur le même sujet aux services de l'État.
→ justifier le tracé de la liaison routière proposé en traversée du cœur vert des balmes viennoises	Cf. réponse apportée précédemment sur le même sujet aux services de l'État.
En outre, la problématique de l'axe rhodanien, sur le plan de la biodiversité (barrière ou trame selon les espèces) n'est toutefois pas perçue comme prioritaire sur l'ensemble de ce territoire. Au regard des infrastructures existantes et en projet (transport fluvial par exemple) le long du fleuve, le couloir mériterait d'être identifié comme majeur.	Cf. réponse apportée précédemment sur le même sujet aux services de l'État.
Compatibilité avec la DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise	
Un encadrement du développement économique au sud de Vienne insuffisant pour permettre à l'État d'autoriser la création d'un nouveau diffuseur sur l'autoroute A7	Le SMRR précise que le diffuseur est demandé par les élus dans le but d'améliorer les conditions de vie des habitants. Il permettra de réduire le trafic routier traversant Vienne et Ampuis (Verenay) et ouvrira la possibilité d'engager une reconquête des berges du Rhône sur l'agglomération viennoise.
La création d'un diffuseur, même partiel, sur le réseau autoroutier est subordonnée par la DTA (p. 45) à des engagements stricts sur l'organisation et la maîtrise du développement, particulièrement dans le secteur directement sous influence du futur diffuseur. **Le Scot Rives du Rhône ne démontre pas la pertinence du diffuseur proposé.**	S'agissant du développement urbain à proximité du diffuseur, il est également strictement encadré dans le projet de Scot arrêté : extension maximale de la zone d'activité du Saluant / Grand Champ fixée à 63 ha bruts (42 ha nets), et capacité de développement des villages de 5,5 logements / an / 1000 habitants. Cependant le SMRR a accepté de rajouter l'interdiction de créer de nouvelles zones d'activités de rayonnement intercommunal sur la plaine du Saluant en guise de « garanties » supplémentaires.
Ainsi, le Scot devrait encadrer strictement le développement autour du diffuseur proposé sur l'A7 au sud de Vienne. Sans cette condition, l'État ne pourra pas autoriser la création d'un nouveau diffuseur sur l'autoroute A7 au sud de Vienne.	

Compatibilité avec la DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise *La traversée d'un cœur vert par le contournement est lyonnais* Le projet de Dog annonce l'étude d'une nouvelle liaison routière au nord-est de Vienne traversant le cœur vert des balmes viennoises. Or, la DTA (p. 46) prescrit que « *dans les cœurs verts, le maintien des unités paysagères et celui des continuités biologiques sont fondamentaux. C'est pourquoi, les grandes infrastructures de transport se localisent, sauf exception dûment justifiée, à l'extérieur des cœurs verts* ». **En conséquence, le Scot devrait justifier le tracé proposé pour la liaison routière au nord de Vienne.**	Cf. réponse apportée précédemment sur le même sujet aux services de l'État.
Compatibilité avec la DTA AML et la charte du parc naturel régional du Pilat Le territoire du Scot est également compris pour partie dans le parc naturel régional du Pilat (communautés de communes de la région de Condrieu et du Pilat rhodanien). Le rapport de présentation démontre la compatibilité du Dog avec la charte du parc 2001/2011 en p. 141 (document 3). **On remarquera toutefois que si juridiquement, c'est la charte 2001/2011 qui s'applique jusqu'en 2013, il aurait été opportun que le rapport de présentation analyse également le projet de révision de la nouvelle charte 2013/2015**, qui présente déjà des axes et orientations bien avancées et a d'ailleurs été soumis pour avis intermédiaire au CNPN début décembre 2010 *La maitrise de l'urbanisation sur le plateau du Pilat* La partie orientale du plateau du Pilat, soumise à de fortes pressions résidentielles, subit un étalement urbain en tâche d'huile et un mitage fragmentant le paysage. Les coteaux du Pilat constituent donc un espace de vigilance et de maîtrise du phénomène de mitage. Dans les territoires périurbains à dominante rurale identifiés dans la DTA (p. 49), n'est autorisé qu'un « *développement résidentiel par densification au sein de la partie urbanisée existante et exceptionnellement par greffe sur des noyaux urbains existants, sur la base des besoins liés à la décohabitation et au renouvellement du parc ancien dégradé* ». **Le principe d'urbanisation en « faubourgs perchés » proposé par le Scot pour les communes du Pilat dites « sans capacités d'extension » en rives droites du Rhône et du Gier est ainsi en contradiction avec les prescriptions de la DTA.** **Par ailleurs, ce principe n'est pas compatible avec la charte actuelle du parc naturel régional du Pilat, ni avec son projet de révision, qui identifie la côtière du Rhône comme un secteur à fort enjeu paysager,** qu'il convient de reconquérir en appliquant un principe de non urbanisation (objectif 1.2.1). Les principes d'un urbanisme durable développés dans le projet de charte (objectif 1.2.2) préconisent le renouvellement urbain et la préservation des éléments structurants du paysage. Des contraintes de capacités d'extension existent clairement pour certaines de ces communes du couloir rhodanien (AOC, risques d'inondation, infrastructures de déplacements...). **Plutôt que de proposer une urbanisation des coteaux, le Scot aurait dû prescrire la réalisation d'une réflexion d'aménagement de cet ensemble** (qui peut effectivement trouver son expression au travers d'un schéma de secteur comme le préconise le Scot p. 170) ouvrant à d'autres solutions telles que la densification des tissus existants, le confortement des autres communes urbaines les moins contraintes.	Le SMRR rappelle que le document réglementairement opposable à la date d'arrêt du Scot restait effectivement la charte du PNR 2001/2011, ce qui n'a pas empêché un travail étroit de collaboration avec le PNR sur la nouvelle charte. Cf. réponse apportée précédemment sur le même sujet aux services de l'État. De plus, le SMRR précise qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre le Scot Rives du Rhône et la charte du PNR Pilat puisque **l'axe 1.2.1. « Mettre en valeur les éléments structurants du paysage » de la nouvelle charte du PNR** précise que « les communes et les établissements publics de coopération intercommunale territorialement concernés s'engagent à [...] participer à la reconquête paysagère de la côtière rhodanienne jusqu'au Rhône, notamment en appliquant le principe de non-urbanisation du rebord du plateau. Ce principe doit constituer la base de la gestion de l'aménagement sur ce secteur. **Seule une démarche de réflexion partenariale avec le syndicat mixte des Rives du Rhône, et qui devra trouver une traduction dans la démarche du schéma de cohérence territoriale, pourrait permettre d'envisager une éventuelle greffe d'urbanisation à partir d'un noyau existant, structuré et donc apte à connaître un renforcement de son urbanisation, notamment par densification du tissu existant.**

En conséquence, le schéma de secteur prescrit par le Scot Rives du Rhône (p. 170) pour être compatible avec la DTA et la charte du PNR du Pilat devra : → démontrer l'impossibilité de construire dans la vallée à une échelle intercommunale, → démontrer les besoins liés à la décohabitation et au renouvellement du parc ancien dégradé → n'autoriser qu'une densification du tissu déjà urbanisé et exclure toute possibilité d'extension. **Il conviendra d'apporter les justifications demandées au projet de Scot des Rives du Rhône pour assurer à la fois la compatibilité avec la Directive Territoriale d'Aménagement de l'aire métropolitaine lyonnaise et avec la charte du parc Naturel régional du Pilat.**	Cette démarche qui se voudrait alors dérogatoire aux principes de protection des coteaux portés par le syndicat mixte du parc et le schéma de cohérence territoriale devrait, le cas échéant, être justifiée par une démarche de type évaluation environnementale. »
Compatibilité avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (Sdage) Le Scot doit être compatible avec le Sdage Rhône-Méditerranée 2010-2015, entré en vigueur le 17 décembre 2009. Le Sdage identifie à l'échelle du bassin Rhône Méditerranée, un ensemble de masses d'eau souterraines à préserver et au sein desquelles des ressources majeures pour l'alimentation en eau potable doivent être préservées : les molasses miocènes du Bas Dauphiné entre les vallées de l'Ozon et de la Drôme, les alluvions de la plaine Bièvre-Valloire, les alluvions du Rhône entre le confluent de la Saône et de l'Isère et alluvions du Garon, les alluvions des vallées de la Vienne (Véga, Gère, Vesonne) sont ainsi identifiées. Parmi les masses d'eau souterraine, la nappe des alluvions du Rhône, certes très productive, est en apparence « moins touchée par les pollutions » (doc. 2, p. 91). Elle est cependant fragilisée par sa perméabilité et il existe surtout un grand nombre de secteurs où les sols sont pollués par les hydrocarbures, métaux ou solvants industriels ; l'eau est localement impropre à la plupart des usages. On soulignera que le Scot a intégré les résultats de l'étude réalisée sous maîtrise d'ouvrage de l'agence de l'eau concernant la protection des « ressources en eau souterraines majeures » de la nappe alluviale du Rhône pour l'alimentation en eau potable (AEP). Ainsi, en compatibilité avec le Sdage Rhône Méditerranée (orientation 5E), le Dog identifie des secteurs de vigilance à long terme pour la protection de zones de ressources majeures et émet des prescriptions à destination des PLU. Ces secteurs sont identifiés soit parce que les eaux sont de qualité conforme à celle fixée dans la directive 98/83/CE, soit parce qu'elles sont importantes en quantité et bien situées par rapport aux zones de forte consommation. En outre, le projet du Scot fait une bonne interprétation des orientations fondamentales (OF) et des objectifs de bon état assignés aux masses d'eau concernées. La représentation des enjeux dans une figure synthétique (doc. 4, p. 244) permet d'appréhender à la fois le doute ou le risque avéré de non atteinte de l'objectif de bon état 2015, notamment le Gier et le Batalon, sous l'impact d'une morphologie dégradée et d'une pollution organique et industrielle résiduelle. Ce diagnostic est de nature à orienter le Scot vers un encadrement renforcé des perturbations du milieu aquatique et des nappes connexes. Le Scot prend cependant bien en compte les OF 2 et 4 en déclinant notamment le principe de précaution vis-à-vis de l'imperméabilisation des zones de recharge d'aquifères en imposant un maintien qualitatif et quantitatif des eaux d'infiltration (doc. 3, p. 139). Un lien étroit avec la disposition 8-03 du Sdage « *Limiter les ruissellements à la source* » doit être maintenu au travers des documents d'urbanisme, sur le secteur des ravins rhodaniens, vulnérables à l'érosion d'origine pluviale.	Le SMRR prend acte.

Rapport de présentation - EIE On notera tout d'abord la qualité de l'état initial de l'environnement complet qui approfondit thème par thème les enjeux du territoire du Scot, avec l'élaboration d'une synthèse pour chaque thématique. Le travail a été enrichi d'une analyse par sous-territoire avec une mise en évidence des enjeux environnementaux prioritaires dans ces secteurs et d'une synthèse globale hiérarchisant sur ce vaste secteur les principaux enjeux. On soulignera également que les éléments d'analyses présentés dans l'état initial de l'environnement ont été repris au sein du diagnostic socio-économique du territoire du Scot, semblant ainsi faire de l'environnement une composante du territoire à prendre en compte au même titre que les autres enjeux. Toutefois, **certaines imprécisions en matière de données ou de cartes sont à corriger : listes des sols pollués figurant sur les bases de données BASOL et BASIAS p. 291 et suivante du rapport de présentation, PPR, zonages APPB à rajouter** (île du Beurre...), de sorte à présenter un diagnostic actualisé ou tout du moins daté. Concernant les milieux naturels, il sera judicieux de se référer aux textes réglementaires afin d'être cohérent aux définitions des zonages qui figurent dans le document (APPB, site Natura 2000, réserve naturelle - cf. encarts p. 215-217).	Les modifications ont été apportées.
Rapport de présentation - Évaluation environnementale La directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, précise que « *les effets notables probables sur l'environnement* » devront être évalués et « *qu'il faudrait inclure ici les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.* » L'évaluation environnementale a cherché à évaluer l'ensemble des effets du projet de Scot, sur la base des enjeux définis au sein de l'état initial de l'environnement, et ce, non seulement par thèmes, mais également selon les axes du PADD avec un zoom sur certains projets. La démarche est intéressante d'un point de vue méthodologique. **Des cartes auraient toutefois permis de mettre en lumière les éventuelles interférences des divers projets inscrits au PADD avec les enjeux environnementaux du territoire de manière plus claire.** L'évaluation a pris soin de mettre en avant les incidences négatives comme positives du projet de Scot. Elle permet notamment d'identifier des secteurs de vigilance (par exemple pour les corridors) et de proposer des mesures de réduction, voire d'accompagnement qui ont été intégrées au Dog. Il est intéressant que l'évaluation environnementale se soit plus particulièrement penchée sur la thématique de l'eau (adéquation du projet de développement avec les ressources en eau potable), thème identifié comme sensible dans l'évaluation du scénario B (p. 395), dont émane pour beaucoup le PADD. **Il est néanmoins regrettable que l'analyse n'ait pas été effectuée plus finement pour l'ensemble du territoire et que l'évaluation environnementale n'ait pas attiré l'attention de manière plus forte sur les risques d'incidences indirectes des futurs prélèvements d'eau potable dans la nappe alluviale du Rhône sur les milieux naturels en site Natura 2000 et en réserve naturelle nationale de l'île de la Platière (cf. p. 354), de sorte à affirmer dans le PADD une attitude de vigilance.**	Le SMRR prend acte. Le SMRR précise que pour l'ensemble du territoire une analyse détaillée de l'adéquation entre la ressource en eau et le développement démographique envisagé par le projet de Scot a été réalisée. Les analyses effectuées ont conforté les choix des élus. De plus une vigilance est bien évidemment portée quant à la ressource en eau sur l'île de la Platière, qui ne relève pas que du SMRR mais aussi d'autres acteurs directement compétents. Pour information, le Sigearpe (syndicat intercommunal de gestion de l'eau et assainissement de l'agglomération roussillonnaise) est titulaire d'un arrêté préfectoral l'autorisant à développer un nouveau puits sur le site des iles (autorisation actuelle à 500 m³/h). L'arrêté prévoit que cela soit fait après avoir défini les mesures d'observation des impacts sur le site Natura 2000 situé de l'autre cote du canal du Rhône. Le Sigearpe travaille actuellement à l'élaboration d'un forage de reconnaissance et du procédé de mesure et d'observation de l'impact d'un prélèvement intermédiaire à 750 m³/h avant de pouvoir étendre à 1000 m³/h et mettre en place de mesures compensatoire adaptées. Il sera mis en place un nouveau piézomètre et les mesures seront analysées sur 2 autres niveaux piézométriques existants.

On regrettera également que la thématique des risques n'ai pas fait l'objet d'une analyse territoriale plus poussée pour démontrer la compatibilité du projet de PADD visant la densification du territoire avec les contraintes en présence	Le SMRR rappelle qu'une vigilance particulière a été portée aux risques en présence sur le territoire (carte de synthèse des contraintes du Dog et nombreuses prescriptions proscrivant le développement urbain dans les zones à risques naturels et/ou industriels).
Ressource en eau - adéquation du développement avec la ressource Le rapport de présentation et son évaluation environnementale démontrent l'adéquation du développement projeté en matière d'habitat avec les capacités en eau potable des nappes concernées, ce, de manière globale. Les besoins en eau à l'horizon 2030 ont été estimés en quantitatif et leur impact en relatif par rapport aux prélèvements existants sur chacune des nappes. Cette analyse a mis en évidence la sensibilité de certaines nappes (les nappes des alluvions du Rhône entre le confluent de la Saône et de l'Isère-affluent du Garon, la nappe des alluvions des vallées de Vienne, (la Véga, la Gère et la Vésonne), du fait de l'importance des prélèvements attendus sur ce secteur ou de l'importance des prélèvements déjà existants et des conflits d'usages possibles. Une analyse plus approfondie a été réalisée quant à l'adéquation entre les besoins futurs et la disponibilité de la ressource de ces nappes. Cette analyse est intéressante, néanmoins, elle aurait dû être développée sur l'ensemble des nappes concernées par de futurs prélèvements. En effet, **on attirera l'attention sur le potentiel plus aléatoire de certaines ressources en eau sur le territoire du Scot** : → **la nappe profonde de la molasse miocène** constitue certes une ressource patrimoniale majeure, intéressante en capacité et qualité. Toutefois, sa productivité varie selon les secteurs et la profondeur, ce qui peut rendre aléatoire son exploitation (des ouvrages profonds s'avèrent improductifs sur certains secteurs pourtant prometteurs du territoire du Scot). Le Scot devrait rappeler l'objectif du Sdage de mettre en place un Sage sur l'aquifère molasse miocène du Bas Dauphiné qui pourrait recouper la partie sud de son périmètre	Les modifications ont été apportées.
→ **les ressources en eau souterraine sur les massifs à l'ouest du Rhône** sont généralement issues de sources sur zone de socle, avec des débits faibles et variables. Ils ne peuvent alimenter que des populations réduites et dispersées, avec des qualités d'eau variables. Il convient de rappeler qu'une disposition de la loi sur l'eau relative au minimum biologique des cours d'eau prévoit une augmentation importante des débits réservés. Applicable au 1er janvier 2014, elle va entraîner une réduction des volumes d'eau que peuvent prélever certaines collectivités. En conséquence, elle renforce la nécessité, pour les collectivités alimentées par des prises d'eau en rivière, de mutualiser les ressources et d'adapter les modalités d'interconnexions existantes	Les modifications ont été apportées.
En somme, **ce travail d'analyse aurait mérité d'être approfondi, non pas à l'échelle des nappes d'eau (échelle globale), mais à une échelle locale** : les cartographies des captages d'eau potable et des périmètres de protection qui figurent dans le diagnostic (p. 92) et dans l'état initial (enjeux p. 253) auraient utilement pu être complétées par une description plus détaillée de l'alimentation en eau potable sur le territoire du Scot et de ses enjeux : liste des captages et de leurs capacités, collectivités maîtres d'ouvrage, populations desservies, interconnexions existantes et à étudier pour sécuriser, diversifier et accroître au final la ressource en eau disponible.	Le SMRR prend acte.

Enfin, **concernant la nappe alluviale du Rhône, on attirera l'attention sur l'importance des conflits d'usages possibles au vu du développement démographique et industriel prévu**. Ainsi, si la nappe alluviale d'accompagnement du Rhône constitue globalement un aquifère très productif et potentiellement suffisant à des développements de prélèvements pour l'eau potable sur l'ensemble de son linéaire, les conflits d'usages entre alimentation en eau potable, prélèvements agricoles, prélèvements industriels (notamment pour les ZI Salaise-sur-Sanne, Chanas) et protection de milieux naturels (tels que l'île de la Platière - réseau Natura 2000 - l'île du Beurre) peuvent constituer des facteurs limitants pour de futures autorisations de prélèvements. En effet, un prélèvement, selon son importance, peut se traduire par une perturbation hydraulique et un impact plus fort sur un milieu alluvial fragile et protégé. L'enjeu est d'autant plus important que l'île de la Platière constitue non seulement un site Natura 2000, mais aussi une réserve naturelle nationale. **On rappelle que l'autorisation d'augmentation du prélèvement du Sigearpe de 500 à 1000 m³/h a été acceptée dans un contexte de baisse des prélèvements industriels et ce, en deux temps : sous réserve de la mise en place d'un outil de suivi de la nappe afin de pouvoir évaluer l'effet d'une première augmentation de prélèvement de 500 à 750m³/h sur les milieux naturels et dans un deuxième temps, sous réserve d'absence d'incidences ou de proposition de mesures compensatoires.** Une attitude de vigilance s'impose d'autant plus que l'évaluation environnementale n'a évalué les besoins en eau potable uniquement sur la base du développement démographique. Les besoins liés au développement industriel de la Zip Salaise-Sablons sont effectivement difficiles à évaluer. Néanmoins, il semble dès à présent nécessaire de prendre en compte le développement de ce site (ainsi que celui de Saint-Clair-du-Rhône) qui induit des besoins en alimentation en eau non négligeables. **Le Dog devrait prescrire pour ce secteur, la nécessité de raccordement de tout nouvel industriel au réseau existant pour l'alimentation en eau, de sorte à ne pas multiplier les forages et encourager une vision globale des consommations et des besoins en eau.** **Le Dog devrait également favoriser l'installation d'entreprises peu consommatrices en eau.** Il rappellera en compatibilité au Sdage, que les développements de l'urbanisation (habitat et activités) seront conditionnés au regard des capacités en eau disponibles.	Le SMRR prend acte. Il rappelle que dans les objectifs de mise en œuvre du Scot figure la mise en place d'un réseau des acteurs de l'eau à l'image de la communauté de l'eau potable de la région urbaine grenobloise, qui pourra aborder et traiter ces questions. Les modifications ont été apportées.
Ressource en eau - protection des captages d'eau potable Les zones d'alimentation des captages d'eau potable sont également identifiées à protéger, avec une vigilance particulière accordée aux captages dits prioritaires, en compatibilité avec la disposition 5E-02. **Toutefois, les captages prioritaires visés par la loi Grenelle auraient mérité d'être cités : captages du Golley à Agnin, de l'Île à Manthes et de Prés nouveaux à Albon.** En effet, ces secteurs font l'objet de mesures concertées avec les agriculteurs pour une maîtrise des intrants susceptibles de migrer en direction des nappes, ces actions doivent être poursuivies. **Les cartographies des captages d'eau potable et des périmètres de protection qui figurent dans le diagnostic (p. 92) et dans l'état initial (enjeux p. 253) auraient utilement pu être complétées par une description plus détaillée de l'alimentation en eau potable sur le territoire du Scot et de ses enjeux** : liste des captages, collectivités maîtres d'ouvrage, population desservies, interconnexions existantes et/ou à l'étude.	Les modifications ont été apportées. Le SMRR prend acte.

On notera toutefois que la vulnérabilité de la ressource alluviale est importante, et la qualité de l'eau potable est soumise à un aléa de pollution fort par le fleuve Rhône et/ou en zone d'habitat dense (fréquente le long du Rhône, tels l'agglomération viennoise ou le captage du Grand Gravier à Chasse) et zones industrielles. La protection des captages doit être d'un niveau élevé, sans en écarter tout risque, d'où la nécessité de sécuriser les réseaux : diversifier les ressources et favoriser l'interconnexion.	
Ressource en eau - incidence des évolutions des infrastructures de transport terrestre sur la protection des captages On signalera à ce sujet que les importantes ressources du méandre de Ternay-Chasse au nord du territoire du Scot et du puits de Peyraud (Ardèche) sont situées à l'aval hydrogéologique de secteur de jonction et de triage ferroviaires. Les voies ferrées, en particulier en rive droite du Rhône, sont fréquemment situées en bordure de périmètres de protection de captage d'eau potable. Le Scot souhaite le développement de l'utilisation de la voie d'eau et des infrastructures ferroviaires. L'ARS souligne dans son avis du 2 février 2011 que les objectifs fixés par le Dog apparaissent parfois trop imprécis. La protection des ressources en eau potable fait l'objet de prescriptions qui visent sans hiérarchisation la quasi-totalité des aquifères exploités ou qui constituent des réserves stratégiques. **Le Dog devrait faire apparaître de manière plus évidente les priorités :** → **pour la préservation de la qualité de la nappe de la molasse miocène** qui constitue une réserve stratégique fondamentale pour la production d'une eau de bonne qualité. Un Sage est préconisé par le Sdage → **pour la maîtrise des aménagements dans les zones de la nappe alluviale du Rhône** où la protection des eaux souterraines peut se trouver en conflit avec l'objectif de densification de l'urbanisation, de développement de l'activité économique et d'amélioration des infrastructures de transport. Ceci est particulièrement vrai en rive gauche du Rhône où se concentrent les secteurs de développement de l'urbanisation (habitat et zones économiques dont la Zip de Salaise-Sablons) Ces deux points pourront faire l'objet de précisions dans les schémas de secteur projetés par le Scot, en particulier celui de Roussillon – Saint-Rambert-d'Albon mais il importe de souligner l'importance d'une prise en considération à la hauteur de ces enjeux dans le Dog. Par ailleurs, on notera que **les objectifs du Dog en matière de préservation de la ressource en eau potable (en qualité et en quantité) ne font l'objet d'aucun indicateur de suivi. Il importe que le Scot en propose.** **Le rapport de présentation devra notamment intégrer des indicateurs concernant le suivi des besoins en eau potable et l'incidence sur la nappe et les milieux de l'île de la Platière,** suivi mené par ailleurs par le Sigearpe. Leur mise en œuvre effective sera fortement conditionnée par la mise en place, dans le cadre du syndicat mixte, d'une instance de réflexion et de coordination telle que celle évoquée au chapitre 2.7 (p. 413) du document « réalisation et outils de suivi du Scot » : la communauté de l'eau potable à l'échelle des Rives du Rhône.	Les modifications ont été apportées. Des indicateurs de ce type sont proposés dans le livre 1 (évaluation environnementale). Ils seront utilisés dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre du Scot.

Ressource en eau - assainissement Le Dog p. 125 conditionne les capacités de développement urbain (à vocation d'habitat ou économique) à la capacité des milieux récepteurs à en supporter les rejets ainsi qu'à la capacité des systèmes d'épuration à traiter les futurs volumes et charges de pollution, en compatibilité avec le Sdage. Il encourage au raccordement des nouvelles constructions aux réseaux d'assainissement collectif. Il conviendrait également de **rappeler les conséquences en terme de restriction de l'urbanisation d'un système de traitement et/ou d'une collecte non conformes.**	
Si le rapport de présentation présente un état des lieux des capacités d'assainissement du territoire et recense les stations d'épuration en surcharge (Péage-de-Roussillon, Saint-Maurice-l'Exil, Bougé-Chambalud), ainsi que celles qui reçoivent une charge supérieure à 80% de la charge nominale (Chasse-sur-Rhône, Saint-Alban), **il ne présente pas de vision prospective en lien avec les objectifs de développement du Scot, et ce, commune par commune.** Il manque également l'évocation de certains points noirs actuels comme Septème (non conforme en performance et en équipement) ou Les Côtes d'Arey (conformité limite en équipement) ou Sonnay (une restriction à l'urbanisation aurait dû être mise en place en 2009).	Le travail prospectif des capacités d'assainissement à l'horizon 2030 en lien avec les objectifs de développement du Scot a été établi commune par commune, station par station, au travers de tableaux d'analyse technique ayant conduit aux informations livrées dans l'évaluation environnementale. Ces tableaux ont été transmis à la Dreal avant l'arrêt du Scot.
La majeure partie des collectivités iséroises concernées par le Scot Rives du Rhône sont reliées (ou en projet de l'être) à une station d'épuration dont le rejet se fait dans le Rhône. Pour les communes dont le raccordement à une station d'épuration avec rejet au Rhône n'est pas prévu (Les Côtes d'Arey, Sonnay), la capacité du milieu récepteur à supporter les rejets actuels et futurs n'a pas été vérifiée.	La vérification des capacités des milieux récepteurs à supporter les rejets s'effectue à l'échelle communale au moment de l'élaboration des PLU, en lien avec les autorités concernées (syndicats d'assainissement, syndicats de rivière ou de bassin, agence de l'eau notamment).
Ressource en eau - protection des zones humides Le Dog rappelle la disposition du Sdage (disposition 6B-6) préconisant la compensation de l'ordre de 200% de la superficie des zones humides impactées par un projet d'aménagement. **Toutefois, le Dog devrait avant tout rappeler l'objectif premier du Sdage de préservation des zones humides ainsi que de leur bassin d'alimentation, y compris pour les zones humides sans statut de protection.** Il conviendrait que le Dog prescrive la prise en compte de l'enjeu de préservation des zones humides dès l'amont de tout projet, par une recherche de solutions alternatives. En cas de projets impactés, des mesures de réduction d'impact doivent être proposées, le recours aux mesures compensatoires ne devant se faire qu'en dernier lieu.	La modification a été apportée.
Milieux naturels - les cœurs verts Le Dog identifie conformément à la DTA et au réseau écologique en Rhône-Alpes (RERA) des espaces « *où le développement doit être autant qualitatif que quantitatif, en favorisant le maintien des activités agricoles, le développement du tourisme et des loisirs de proximité et la préservation de la biodiversité* » : le massif du Pilat, les balmes viennoises ainsi que la forêt de Mantaille et son prolongement sur le massif de Chambaran. Néanmoins, le Scot prévoit un projet de contournement est de Vienne qui traversera le cœur Vert des balmes viennoises. Rappelons que la DTA (p. 46) prescrit que « *dans les cœurs verts, le maintien des unités paysagères et celui des continuités biologiques sont fondamentaux. C'est pourquoi, les grandes infrastructures de transport se localisent sauf exception dûment justifiée à l'extérieur des cœurs verts* ».	
En conséquence, une justification du tracé proposé pour la liaison routière au nord de Vienne doit être effectuée (voir partie 1.1 de l'annexe sur la compatibilité avec la DTA AML).	Cf. réponse apportée précédemment sur le même sujet aux services de l'État.

Milieux naturels - les espaces naturels remarquables et les sites Natura 2000 Il est intéressant que le Dog prescrive la protection (inconstructibilité) d'espaces non protégés tels que les sites Natura 2000 ou les Znieff de type 1, les sites d'intérêt patri-monial du Pilat et qu'il identifie des espaces naturels « à préserver » (les sites écologiques prioritaires du PNR du Pilat, les espaces naturels sensibles, les Znieff de type 2), de sorte à garantir leurs fonctionnalités écologiques sur le long terme. Néanmoins, s'il autorise certains aménagements pour les sites Natura 2000, **il est nécessaire que ceux-ci restent des exceptions et l'étude de solutions alternatives doit être privilégiée.** Le rapport de présentation p. 215 devrait rappeler l'évolution récente de la réglementation concernant les évaluations d'incidences Natura 2000 : les projets soumis à évaluation des incidences au titre de Natura 2000 sont listés dans le décret du 9 avril 2010 et dans une liste locale définie par arrêté préfectoral propre à chaque département. L'évaluation environnementale traite particulièrement des incidences possibles sur les sites Natura 2000 du territoire (« tourbières, landes, pelouses, hêtraies et éboulis des crêts du Mont du Pilat », « affluents rive droite du Rhône », « milieux alluviaux et aquatiques de île de la Platière »). Elle démontre l'absence d'incidence sur les sites Natura 2000, « tourbières, landes, pelouses, hêtraies et éboulis des crêts du Mont du Pilat », « affluents rive droite du Rhône » du fait de la topographie, **en attirant toutefois l'attention sur l'importance d'éviter le développement urbain à proximité des têtes de vallons et de préserver leur rôle de corridors écologiques. Cette remarque mériterait d'être reprise dans le Dog à des fins prescriptives à l'égard des PLU.** À noter que dans sa partie rhodanienne, le site Natura 2000 n'a pas émergé bien que situé en continuité par ses fonctionnalités écologiques et les espèces représentées. Cet outil de préservation des milieux naturels dans le périmètre de Trèves à Condrieu pourrait être identifié comme enjeu à mettre en œuvre.	La modification a été apportée. Les prescriptions du Scot assurent à elles seules ces objectifs (délimitation des corridors inconstructibles, obligation de construction en continuité, etc.) Le développement du classement Natura 20000 sur les coteaux rhodanien en région de Condrieu figure parmi les projets en cours du PNR Pilat.
Milieux naturels - le site de la Platière L'évaluation environnementale reconnait sa vulnérabilité au vu des différents projets présents à proximité de cet espace : aménagement de la déviation de la RN7, développement de la future agglomération de Roussillon - Saint-Rambert. Si l'on ne peut qu'être d'accord avec l'analyse effectuée concernant les risques d'incidences du projet de déviation de la RN7 et préconiser l'étude de solutions alternatives, les risques d'impacts indirects de l'aménagement de la future agglomération de Roussillon - Saint-Rambert et de la Zip de Salaise-Sablons ne sauraient être minimisés. L'évaluation environnementale évoque une vigilance à avoir du fait du développement de la commune de Sablons, de l'augmentation du trafic portuaire et activités de chargements/déchargement, des rejets dans l'eau et dans l'air liés à l'aménagement de la Zip... Ces incidences sont effectivement difficiles à déterminer à ce stade. **L'évaluation environnementale aurait dû insister tout particulièrement sur les risques d'incidences liés au prélèvement d'eau sur la nappe alluviale du Rhône et conditionner le développement à l'absence d'incidences sur les milieux au-delà des débits autorisés** (voir paragraphe ci-dessus sur l'adéquation du développement avec la ressource en eau potable).	Le SMRR prend acte. Cf. réponse apportée précédemment sur le même sujet aux services de l'État.

On notera en termes de remarque que la prescription du Dog sur la protection des milieux remarquables (p. 109) cible les espaces concernés par des arrêtés préfectoraux de biotope et la réserve naturelle nationale de la Platière. On notera que les espaces concernés par des arrêtés préfectoraux de biotope font déjà l'objet de prescriptions ou d'interdictions pour limiter l'impact des activités socio-économiques sur les biotopes nécessaires aux espèces protégées. De même, la réserve naturelle nationale de la Platière fait l'objet d'une protection stricte de type réglementaire. Elle a été créée à l'initiative du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement par décret ministériel du 6 mars 1986. Toute modification de la réserve doit faire l'objet d'une procédure d'autorisation par la prise d'un arrêté ou d'une décision préfectorale. Les équipements autorisés par le Scot dans ces espaces protégés, ne peuvent être autorisés que sous réserve de la règlementation inhérente à ces zones naturelles.	
Milieux naturels - prise en compte des sites « d'intérêt patrimonial à protéger » de la charte du PNR 2013/2025 La partie 3 du Dog, notamment celle liée aux ressources et aux espaces naturels prend en compte les enjeux et les orientations du projet de charte du PNR du Pilat. Toutefois, les sites « *d'intérêt patrimonial à protéger* » identifiés sur le plan de parc de l'avant-projet de charte du 10 juin 2010 ne sont pas tous repris sur la carte « les espaces et sites naturels » p. 116 du Dog (ravins rhodaniens par exemple). Il conviendrait donc que le Scot reprenne l'ensemble des zonages identifiés par le PNR.	La modification a été apportée.
La charte identifie également un axe de déplacement de la faune qui traverse le Rhône au niveau de Chavanay : la carte du Scot p. 116 mériterait de faire figurer cet axe en « *traversées faunistiques du Rhône* » conformément à sa légende.	La modification a été apportée.
Le plan de parc identifie également un certain nombre de points de vue à garder dégagés. Si la carte du Scot p. 133 reprend quelques-uns de ces points de vue, il conviendrait de tous les faire figurer sur cette carte.	La modification a été apportée au moyen d'une nouvelle carte.
Milieux naturels - les corridors écologiques Globalement, le travail du Scot est d'assez bonne qualité sur la thématique de la trame verte et bleue. On rappellera que l'objectif de la démarche trame verte et bleue est de prendre en compte non seulement la nature « remarquable », mais également la nature « ordinaire ». La carte p. 116 du Dog présente les enjeux identifiés par l'atlas des continuités écologiques réalisé par le conseil régional (RERA) : il présente les corridors d'importance régionale à préserver. La cartographie identifie également les deux enjeux de connexion est-ouest à préserver localisés sur les communes de Condrieu-Chonas et sur les communes de Salaise-Chanas-Sablons. Elle rappelle l'enjeu de maintien ou de restauration d'une connectivité terrestre le long du Rhône (entre les sites de l'île de la Table Ronde, de la Chèvre, du Beurre et de la Platière). Les axes potentiels de déplacements de la faune sont également indiqués. Sur la base de la cartographie au 1/100 000ème du RERA et à partir d'orthophotographies, le Scot a identifié certains corridors à enjeux (p. 226) et l'annexe 3, intitulée « *espaces naturels à protéger* » (p. 196 en annexe du Dog), cartographie certains d'entre-eux avec précision. Le Dog prescrit leur protection en interdisant toute urbanisation nouvelle.	

L'évaluation environnementale a permis en outre d'identifier des secteurs de vigilance en terme de préservation de corridors liés à certains projets de développement du Scot (développement de la commune d'Anneyron, zone d'activités de Saluant et Grand Champ, zone d'activités de Loire-sur-Rhône, Zip de Salaise-sur-Sanne). Le Dog prescrit la préservation de ces corridors (axes de passage à faune dans les vallées de l'Argentelle, du Saluant, vallée de la Varèze, le long de la Sanne et du Dolon (p.109) et le rappelle dans les prescriptions liées aux zones d'activités de la future agglomération de Roussillon - Saint-Rambert-d'Albon (ZAE Rhône Varèze, Zip Salaise-Sablons, parc Nord Ardèche) et du bassin viennois.	
Cette analyse est intéressante. On notera néanmoins, que **certains corridors sont identifiés comme avérés dans la cartographie du RERA (au nord de Saint-Clair-du-Rhône, entre la Varèze et la Sanne notamment) et ne sont pas repris dans le Scot ; ils demanderaient à bénéficier du même traitement et à être cartographiés. L'ensemble des corridors identifiés dans le diagnostic environnemental (p. 226) n'ont pas fait l'objet d'une cartographie précise. La liaison verte de la DTA entre Givors et Vienne semble avoir été réduite dans le Scot. On remarquera que la cartographie identifie peu de liaisons rive droite / rive gauche pour les axes de déplacements de la faune** et ceux-ci semblent bloquer sur le Rhône (alors que celui-ci, s'il freine les liaisons n'est toutefois pas un obstacle infranchissable). Au vu des infrastructures existantes ou en projet le long du fleuve (transport fluvial, zones d'activités...), **le couloir rhodanien devrait être identifié comme majeur.**	Il ne s'agit pas d'un corridor mais d'un « axe de déplacement de la faune avéré » entre la Varèze et la Sanne, non au nord mais à l'est de Saint-Clair-du-Rhône, au droit de Saint-Romain-de-Surieu. Néanmoins, une carte transposant de façon plus claire les axes de déplacement du RERA a été produite. De plus, de nouveaux corridors ont été cartographiés plus précisément en annexe, notamment ceux basés sur les cours d'eau du pays viennois (demande du conseil général de l'Isère).
Si le Dog prescrit la protection des corridors, certains aménagements (voies structurantes, aménagements d'intérêt général) restent toutefois possibles dans ces corridors et le Dog devrait aborder la question des mesures d'évitement, de réduction et de compensation, ce d'autant qu'un ensemble de projets routiers sont prévus par le Scot et semblent impacter des corridors identifiés.	
La fonctionnalité de certains corridors cartographiés (p. 196 du Dog) mériterait d'être vérifiée, voire parfois restaurée. En effet, si le RERA constitue une base de travail solide, il nécessite un travail de terrain permettant de valider la fonctionnalité et le positionnement précis des corridors. On notera également que le Dog reste au stade des recommandations concernant la prise en compte des corridors d'importance infra-régionale (les corridors du REDI notamment) dans les PLU. **Il serait souhaitable que le Scot soit plus prescriptif, en demandant aux communes de « compléter et préciser le recensement des corridors effectués à l'échelle de la Région, des départements ou du Scot » et de les classer en zone naturelle indicée, voire agricole lors de la révision des documents d'urbanisme.**	Le Scot ne peut pas juridiquement imposer la réalisation d'études ou le choix d'un zonage spécifique (règles « performantielles et non exigentielles »).
Plus encore, le Scot devrait s'engager à l'élaboration d'une étude visant à affiner la détermination des corridors écologiques à l'échelle de son territoire, en cohérence avec le schéma régional en cours d'élaboration, de sorte à faciliter leur prise en compte à l'échelle des PLU.	Cette étude pourra éventuellement être menée dans le cadre des actions du réseau de veille écologiques des Rives du Rhône initié en 2010.
Le Dog devrait également prescrire la protection des ripisylves qui constituent globalement des corridors biologiques, dont le rôle conforte ceux constitués par les cours d'eau.	La modification a été apportée.
Milieux naturels - les coupures vertes	
Le Dog édicte des prescriptions concernant les coupures vertes. Tout comme la coupure verte définie entre Givors et Rive-de-Gier, **celle définie entre Givors et Vienne correspond à un corridor écologique : le secteur des coteaux de Seyssuel fait l'objet d'un projet APPB pour la protection de la Gagée.** Certaines parcelles considérées comme en friche peuvent présenter un intérêt environnemental majeur du point de vue de la biodiversité et il serait nécessaire de prendre cet élément en compte pour l'extension de la vigne.	Cette coupure verte ne remplit pas la fonction de corridor de part et d'autre du fleuve Rhône, elle n'a qu'une fonction paysagère. La présence de la Gagée sur les coteaux de Seyssuel en rive gauche indique une richesse environnemental sur cette zone et non la fonctionnalité de corridor.

Risques et nuisances - les risques nucléaires Le territoire des Rives du Rhône comprend un centre nucléaire de production d'électricité (CNPE) localisé sur la commune de Saint-Alban-du-Rhône. La loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire définit le régime applicable aux installations nucléaires de base ; en application de l'article 31 de cette loi, l'autorité administrative peut instituer autour des installations nucléaires de base des servitudes d'utilité publique permettant de restreindre l'usage du sol ou de le soumettre à condition. L'autorité de sûreté nucléaire (ASN), chargée au nom de l'État de l'application de cette réglementation, relève dans son avis du 19/01/2011 que le plan particulier d'intervention (PPI) du CNPE (plan qui définit l'organisation mise en œuvre par les services de l'État pour gérer une situation de crise), est bien pris en compte par le Scot. Elle estime toutefois que des corrections et compléments doivent être apportés aux documents du Scot, au regard de la réglementation susvisée. Elle précise par ailleurs qu'en l'attente de la parution et de la prise en compte du porter-à-connaissance (PAC) dans le Scot des Rives du Rhône, l'avis de l'ASN doit être sollicité sur tous les projets situés dans la zone de danger du CNPE de Saint-Alban - Saint-Maurice (disque de 2 km de rayon centré sur chaque réacteur nucléaire). **Quelques corrections et compléments restent à apporter dans le rapport de présentation :** → **la p. 297, la phrase « *aucune mesure de maîtrise de l'urbanisation n'est prévue* » est à remplacer par : « *Pour tout projet situé en zone de danger du CNPE de Saint-Alban - Saint-Maurice, un avis de l'ASN est sollicité* »** → **les cartes des pages 76 et 137 qui identifient et localisent le CNPE de Saint-Alban - Saint-Maurice doivent représenter l'étendue de la zone de danger telle qu'elle figure dans la cartographie des zones de danger (disque de rayon de 2 km centré sur chacun des deux réacteurs nucléaires, déjà mentionné)**	La modification a été apportée. La modification a été apportée.
Risques et nuisances - les risques technologiques La carte p. 137 fait figurer les sites Seveso ainsi que leurs périmètres. À noter que **p. 296, la directive Seveso du 24 juin 1982 est citée, alors que cette directive est depuis abrogée et remplacée par la directive Seveso 2 du 9 décembre 1996**. On notera que les PPRT ne concernent que quelques établissements, pour les autres installations classées, les canalisations... il n'y a pas de PPRT et il est impératif que les aléas soient également pris en compte afin de protéger les populations alentours.	La modification a été apportée. Le SMRR prend acte.
Risques et nuisances - le risque inondation Le Scot aborde la question des risques par ruissellement. On insistera sur l'importance de l'imperméabilisation croissante des terres. **Le Dog devrait prescrire la réalisation de schémas d'assainissement d'eau pluviale dans les PLU.** En ce qui concerne la vallée du Bancel, elle fait actuellement l'objet d'une étude d'inondabilité conduite par la communauté de communes Rhône-Valloire. Lorsque les résultats en matière d'enveloppe de zone inondable seront connus, ils devront être intégrés au Scot. Les zones inondables de la p. 294 sont susceptibles d'évoluer.	La modification a été apportée en recommandation. Le SMRR prend acte.

En matière d'indicateurs de suivi possibles proposés pages 346-347 du rapport de présentation, on notera que	
→ le nombre de PPR ne permet pas de mesurer totalement la prise en compte des risques par les collectivités locales, puisqu'ils sont établis par l'État. Le recensement et le suivi du nombre de zonage d'assainissement pluvial paraît un indicateur plus révélateur de la prise en compte des risques dans l'aménagement, puisqu'ils sont à l'initiative des communes	La modification a été apportée.
→ l'évolution des surfaces urbaines et la population soumise aux risques inondation constituent certes un indicateur de suivi. Mais, plus encore, le nombre de logements en zones inondables est un indicateur pertinent dans la mesure où la politique nationale en matière de risque vise à limiter les constructions nouvelles dans ces zones	La modification a été apportée.
Il est dommage qu'aucun indicateur concernant les risques ne soit indiqué p. 418 dans la grille d'indicateurs d'analyse des résultats du ScoT.	La grille d'analyse en partie 3 du document 7 (phases de réalisation du Scot) du livre 1. concerne les indicateurs de suivi de la mise en œuvre des principales orientations du Scot. Au-delà, dans un rôle d'observation territoriale plus large, rien n'empêchera le SMRR de suivre beaucoup plus d'indicateurs.
Risques et nuisances - le risque sismique	
Il n'est pas évoqué que la législation a évolué le 22 octobre 2010 : un nouveau zonage sismique entrera en vigueur à compter du 1er mai 2011.	La modification a été apportée en chapitre 5 de la partie 5 du document 4 (EIE) du livre 1.
Le territoire national est ainsi divisé en 5 zones de sismicité, allant de 1 (zone d'aléa très faible) à 5 (zone d'aléa fort). Les communes drômoises du Scot des Rives du Rhône sont concernées par un aléa de type 2 ou 3, zone de sismicité modérée.	
Cette réglementation s'appliquera aux nouveaux bâtiments et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières, dans les zones de sismicité 2, 3, 4 et 5. Les règles de construction parasismique sont des dispositions constructives dont l'application relève de la responsabilité des maîtres d'œuvres et maîtres d'ouvrages, néanmoins une information sur cette évolution pourrait être insérée dans le rapport de présentation du PLU.	
Risques et nuisances - les risques de mouvements de terrain	
De manière générale toutefois, les données en matière de risques sont à actualiser ; les risques mouvements de terrains, « retraits gonflements des argiles », « cavités souterraines » sont peu développés.	Eléments qui figurent en chapitre 5 de la partie 5 du document 4 (EIE) du livre 1.
Globalement, les cartes du Dog p. 76 et 77 sont intéressantes : elles expriment l'ensemble des contraintes à prendre en compte dans le projet de Scot. Néanmoins, sur le plan des risques, **une analyse de la compatibilité des objectifs de densification urbaine avec les contraintes de risque aurait été pertinente dans l'évaluation environnementale.** Si des études concernant la densification urbaine autour de certaines gares ont été réalisées dans le cadre du Scot, intégrant ces problématiques, l'évaluation environnementale aurait dû les reprendre en substance et démontrer la compatibilité des enjeux. Le schéma de secteur prévu sur le territoire de l'agglomération de Roussillon - Saint-Rambert-d'Albon méritera un regard particulier sur cette problématique.	Le SMRR prend acte.

Risques et nuisances - les nuisances sonores Le rapport de présentation aborde la problématique des nuisances sonores exclusivement sous l'angle des zones affectées par le bruit au voisinage des infrastructures de transport terrestre routier et ferroviaire. **La problématique de l'exposition des populations au bruit est à peine abordée alors qu'il s'agit d'un enjeu majeur en terme d'environnement au quotidien pour la population et de risques sanitaires :** les secteurs les plus densément habités du territoire du Scot sont traversés par de très grandes infrastructures de transit national et international : autoroute A7 et autoroute A47, RN7, voies ferrées ; ils accueillent les zones d'activités économiques et commerciales les plus importantes, avec fréquemment des contigüités entre les sources de bruit et les secteurs d'habitat ou les établissements sensibles (établissements médicaux, médicaux-sociaux ou scolaires). Les cartes de bruit stratégiques élaborées dans le cadre défini par la directive européenne sur le bruit ambiant précisent l'exposition sonore des populations riveraines de l'A7 et de deux sections de la RN7 (Vienne - ReventinVaugris et Salaise-Chanas). Dans le cadre de la deuxième phase de l'application de cette directive (2013-2014), ces données seront complétées pour d'autres axes de circulation. **L'ARS, dans son avis du 2/02/2011, précise que ces données devraient être présentées dans le diagnostic et conduire à des prescriptions dans le Dog.** Dans l'analyse des enjeux en matière de nuisances sonores, le rapport de présentation propose la création, dans le cadre de l'accompagnement de l'application du Scot, d'outils permettant de favoriser la prévention de l'exposition au bruit dans les opérations d'aménagement : → annexer un guide méthodologique pour une meilleure prise en compte du facteur « nuisances sonores » lors de la définition des zones d'aménagement → établir un cahier des charges type de réglementation des zones d'activités en ce qui concerne les émissions sonores en direction des zones habitées Ces éléments sont seulement esquissés de manière diffuse à travers les recommandations ou les préconisations dans plusieurs chapitres du Dog. **L'ARS souligne dans son avis du 2/02/2011 que la prise en compte du bruit aurait mérité une approche plus homogène.**	Le SMRR prend acte. Des modifications et compléments ont été apportés sur le sujet (cf. réponses à l'avis de l'État). Le guide et le cahier des charges proposés en chapitre 2 de la partie 5 du livre 1 (EIE) pourront être mis en place dans le cadre du suivi du Scot.
Risques et nuisances - la qualité écologique du fleuve Rhône S'agissant de la politique globale pour le fleuve, le PADD ne fait pas de pari optimiste sur une qualité écologique du fleuve, mais mise plutôt sur la continuité biologique des berges (trame verte et bleue) ; il évite néanmoins la contradiction avec le fait de développer les projets d'infrastructures portuaires. Cependant, la dimension transversale, et notamment le lien fonctionnel qui unit les deux berges du fleuve, peut être facilement occultée dans le traitement des problèmes récurrents de contamination des berges industrielles par des pollutions anciennes, et du sédiment fluvial par les PCB. **La dynamique souhaitée pour le territoire amont très industriel ne peut éluder ces questions liées au « mauvais état du terrain ». L'évaluation environnementale pourrait retenir un indicateur supplémentaire d'état de santé de l'hydrosystème, par exemple basé sur des substances prioritaires DCE, en lien avec l'exigence de préservation de l'état écologique.**	La possibilité de développer cet indicateur sera étudiée.

Risques et nuisances - autres thématiques concernant la santé environnementale Une réflexion a été menée lors de l'élaboration du Scot afin de décrire les enjeux sanitaires tels que la limitation de l'exposition des populations aux pollutions atmosphériques, la lutte contre les plantes invasives, l'amélioration et le traitement des déchets. **Mais la plupart de ces problématiques ne fait pas l'objet de prescriptions dans le Dog mais seulement de recommandations.** **La problématique de lutte contre l'ambroisie est un enjeu à porter au niveau du Scot** ; en effet, il a été noté que l'échelle de l'intercommunalité était pertinente pour mener une lutte d'envergure et coordonnée, seule à même de permettre de stopper l'expansion géographique de cette plante invasive sur le territoire concerné.	Le SMRR prend acte.
Développement touristique et UTN Dans son écriture, le projet de Scot n'autorise pas d'unités touristiques nouvelles (UTN) visée au I de l'article L. 145-11 du code de l'urbanisme et les orientations générales contenues dans le Dog (p. 103) sont effectivement de nature à le garantir en application de la loi Montagne. En revanche, le projet de Scot autorise dans son écriture actuelle : → tous les projets d'UTN visés au II de l'article L. 145-11 du code de l'urbanisme, sous réserve de leur compatibilité avec la charte du parc naturel régional du Pilat et avec la charte européenne du tourisme durable → et en particulier le projet sur la commune de la Chapelle-Villars, en zone de montagne, seul projet connu à la date d'arrêt du Scot (« à ce jour »), projet consistant « dans sa configuration actuelle » en la rénovation-transformation du château de Villars en hôtel-restaurant. Mais les éléments inscrits au Scot arrêté ne sont pas suffisamment développés pour analyser les incidences de ce projet sur l'environnement. **Il faut relever la faiblesse de cette écriture, puisqu'une fois approuvé, le Scot fera écran à la charte du PNR du Pilat** **Les principes de compatibilité des UTN vis-à-vis de la charte du PNR doivent donc être explicités dans le Scot lui-même.** **L'écriture du Scot arrêté n'est pas compatible avec les exigences de l'article L. 122-1 du code de l'urbanisme. Le projet de Scot arrêté devrait donc :** → **soit exprimer sans ambiguïté qu'il n'autorise qu'une seule UTN visée au II de l'article L 145-11 (celle de la Chapelle Villars)** → **soit dresser la liste exhaustive des UTN visées au II de l'article L.145-11 qu'il autorise ou bien les principes de leur implantation et leur nature.** Le projet d'UTN de la Chapelle Villars est insuffisamment détaillé dans le Scot. L'autorité environnementale rappelle l'alinéa 9 de l'article L.122-1 du code de l'urbanisme qui précise que, en zone de montagne, les schémas de cohérence territoriale définissent la localisation, la consistance et la capacité globale d'accueil et d'équipement des unités touristiques nouvelles mentionnées au I de l'article L. 145-11 du code de l'urbanisme et les principes d'implantation et la nature des unités touristiques nouvelles mentionnées au II du même article.	Cf. réponse apportée précédemment sur le même sujet aux services de l'État.

« Le concept (UTN), issu de la loi montagne, vise à permettre un développement d'opérations touristiques en zone de montagne dans le souci d'assurer une protection des espaces naturels et d'éviter le développement d'une urbanisation dispersée ». La circulaire du 29 janvier 2008 relative aux unités touristiques nouvelles en montagne précise que dans le cas de création ou de l'extension d'UTN non prévue par le Scot, l'article L 145-12 du code de l'urbanisme vous permet, à la demande de la commune ou du groupement de communes concerné et après avis de la commission spécialisée du comité de massif, de demander la modification du schéma. **En conséquence, si le Dog prévoit pages 101 à 104 des orientations en matière de développement touristique, il aurait été opportun d'en analyser ses incidences à travers l'ensemble des orientations du Scot (en matière de déplacement, composition urbaine, préservation des espaces naturels et forestiers…).**	
Énergies renouvelables On peut saluer l'initiative du Scot qui a souhaité s'inscrire dans l'objectif de lutte contre le changement climatique, en prônant la maîtrise des consommations d'énergies et des émissions de gaz à effets de serre et en promouvant le développement des énergies renouvelables. On soulignera que le Dog émet certaines recommandations reprenant les objectifs du Grenelle (p. 142-143) : amélioration de la performance énergétique des logements et des bâtiments en projet, prise en compte de la problématique énergie dans les PLU (matériaux de construction, orientation des bâtiments…) et dès l'amont des études d'opérations d'aménagement (par une démarche AEU), prise en compte de la problématique des déplacements alternatifs à la voiture dans le cadre des opérations d'aménagement. **Le Dog devrait également insister sur le développement des transports en commun coordonné au développement des zones d'activités.** **Ces orientations restent toutefois au stade de la recommandation (p. 142 du Dog). Elles mériteraient d'être en cohérence avec celles du chapitre 7 p. 181 relevant de prescriptions.** Concernant le domaine de l'habitat, le Scot recommande que la réhabilitation globale du parc ancien non isolé (bâtiments ayant plus de 25 ans) puisse être engagée notamment dans les PLH en réalisant des OPAH ayant pour objectif les performances de la réglementation thermique du neuf. Il recommande également que les constructions publiques suivent dès que possible les normes de haute performance énergétique, soit environ 10% en dessous des consommations de référence réglementaires actuelles (RT 2005). **Concernant les énergies renouvelables,** le Dog recommande leur usage dans les projets du territoire (bâtiments collectifs, zones artisanales et industrielles) et notamment de la filière bois-énergie. Le Dog mentionne avec raison la pertinence du développement de systèmes mutualisés tels que les réseaux de chaleur pour les secteurs denses.	Les orientations écrites sous forme de recommandations le sont pour des raisons juridiques, en lien avec les compétences du Scot.

On attirera également l'attention du syndicat par rapport au développement du bois-énergie (le Scot souligne l'importance des surfaces boisées qui représentent 23% du territoire). Si le développement de la filière bois énergie présente certains enjeux, comme notamment le maintien de la biodiversité, le développement des autres usages du bois (bois d'œuvre et bois d'industrie), il représente surtout un enjeu environnemental (GES et pollution atmosphérique) et un enjeu économique (maintien de l'activité et développement de l'emploi local). Il convient toutefois de prendre en compte l'impact sur la qualité de l'air de ce type d'installation. Les recommandations du Dog devraient donc porter sur la définition des conditions de développement du chauffage au bois énergie respectueux des enjeux de qualité de l'air. On rappelle que les réseaux de chaleur constituent un débouché pertinent pour valoriser également les chaleurs fatales. **Les potentialités d'acheminement du bois énergie par le fleuve Rhône devraient être étudiées afin de préciser les possibilités d'aménagement de grandes chaufferies (plateforme chimique de Roussillon).**	Le complément a été apporté.
Il est intéressant que le Dog cherche à donner un cadre aux éventuels projets d'implantations de parcs photovoltaïques au sol et de parcs éoliens en recommandant leur installation en priorité sur des friches industrielles, artisanales ou délaissés urbains, sans enjeux écologiques agricoles ou paysagers. L'implantation de ces parcs doit en effet être exemplaire et résulter d'un choix d'aménagement du territoire afin d'éviter des simples effets d'opportunité foncière au bilan écologique incertain. La prescription p. 143 fait également référence aux schémas départementaux éoliens. On notera toutefois que ces schémas n'ont pas de caractère réglementaire et ne sont donc pas opposables aux tiers ; il s'agit de documents de nature différente en terme d'objectif avec des visions des enjeux environnementaux propres à chacun. La prescription du Dog devrait plutôt faire référence au futur schéma régional éolien prévu par la loi Grenelle qui constituera un volet annexé au schéma régional climat air énergie en cours d'élaboration. Le schéma régional éolien définira des zones favorables au développement de l'éolien. Les zones de développement de l'éolien créées ou modifiées postérieurement à la publication du schéma régional éolien devront être situées au sein des zones favorables définies par le schéma.	Le SMRR prend acte. Le complément a été apporté.
De manière générale, on regrettera l'absence de diagnostic précis (chiffré) et territorialisé qui aurait permis de faire ressortir les enjeux énergétiques du territoire en termes de développement des énergies renouvelables ou de maîtrise de l'énergie et de définir des orientations et des recommandations précises et adaptées aux territoires du Scot. On ne peut qu'inciter le syndicat mixte des Rives du Rhône à poursuivre le travail engagé dans le cadre du Scot et à initier une étude (comme proposé p. 413) du rapport de présentation. Un diagnostic sur la précarité énergétique des ménages aurait utilement complété le diagnostic et permettrait de mieux cibler les enjeux en terme de rénovation du bâtiment ou de mobilité. On notera également que le projet de Scot semble notamment avoir conclu, sans analyse particulière, à une contribution marginale possible du territoire à l'éolien. Le schéma régional climat air énergie ainsi que le schéma éolien en cours d'élaboration devraient permettre de contribuer à une meilleure analyse des enjeux du territoire.	Le SMRR prend acte.

Exploitation des matériaux La problématique de l'exploitation des matériaux et de la gestion des déchets est abordée de manière très succincte et les prescriptions paraissent peu contraignantes. Le Dog rappelle la nécessité de prendre en compte les enjeux environnementaux dans les projets de carrières (p. 127), en cohérence avec les schémas départementaux des carrières. On rappelle effectivement que le territoire du Scot Rives du Rhône présente certaines contraintes majeures liées principalement à la préservation de la ressource en eau (ressources majeures identifiées dans le nouveau Sdage Rhône Méditerranée), aux crues (interdiction d'exploitation des carrières dans le lit mineur et espace de mobilité du fleuve Rhône), à la biodiversité et au paysage...	
Les besoins en matériaux du territoire couvert par le Scot Rives du Rhône n'ont pas été estimés dans l'état initial. Il aurait été intéressant de visualiser les bassins de consommation et d'identifier en parallèle les bassins de production. Au regard des projets d'infrastructures (contournement de Vienne, CFAL), les 2 projets d'extension signalés dans le Dog des carrières d'Albon et d'Andancette, ne permettront pas, a priori, de répondre à la demande. De même, les zones d'urbanisation futures nécessiteront des besoins en matériaux, qui, s'ils ne sont pas extraits sur le territoire, peuvent potentiellement engendrer des déplacements importants. Le Dog recommande le recours à la voie d'eau et ferrée pour l'acheminement des matériaux. **Notons que la prescription relative à ces deux projets de carrières visant « *à porter une attention particulière* » est particulièrement floue et mériterait d'être plus explicite.**	Le SMRR prend acte.
Par ailleurs, les carrières présentes sur le territoire sont essentiellement en alluvionnaire. Comme précisé dans le Dog, l'affleurement superficiel de la nappe de la Valloire constitue une contrainte majeure pour une exploitation intensive de matériaux en alluvionnaire. Aussi, parmi les recommandations du Dog, la réduction de la part alluvionnaire au profit des matériaux recyclés et l'exploitation de gisement en roche massive doit être privilégiée. L'utilisation de matériaux alluvionnaires, telle que prévue dans les SDC, doit être réservée aux usages nobles répondant à des spécificités techniques.	Des précisions sont apportées dans le document : vigilance vis-à-vis de la nappe et de l'agriculture notamment.
Le Scot devrait pouvoir définir des conditions propres à son territoire visant à favoriser la substitution des sites alluvionnaires par d'autres sites situés en terrasses ou en roches massives : une étude pourrait être lancée sur le territoire du Scot de sorte à définir des secteurs potentiels de développement de carrières, au regard des potentialités géologiques, des contraintes environnementales, de la localisation des lieux de consommation...	Le SMRR prend acte. L'opportunité d'une telle étude pourra être étudiée après l'approbation.
La substitution des sites alluvionnaires pourrait être mesurée au travers d'indicateurs à définir en fonction des enjeux du territoire du Scot tels que : → le nombre de carrières exploitées par type de matériaux (alluvionnaire roche massive) → production et consommation du Scot en granulats → nombre de tonnes de matériaux recyclés utilisés, nombre de plate-formes de recyclage → alternative du transport des matériaux par voies fluviales ou ferrées : nombre de tonnes de matériaux transportés par voie fluviale, voie ferrée et nombre de carrières embranchées	L'opportunité du développement de tels indicateurs sera étudiée dans le cadre du suivi du Scot.
Le Dog recommande de manière justifiée l'importance du réaménagement des sites, pour éviter le mitage des terres et la multiplication de plans d'eau. Toutefois, s'il rappelle que certaines exploitations peuvent représenter un potentiel écologique, il insiste sur la nécessité de restituer à l'agriculture les terrains exploités.	

Traitement des déchets Concernant les déchets, l'enjeu est la réduction des déchets du BTP à la source, au recyclage, à leur ré-emploi ou leur valorisation. Le PADD évoque la saturation des centres de traitement de déchets sur lesquels sont traités les déchets du périmètre du Scot. Or actuellement, on constate que de nombreuses unités d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) périphériques, dont Bourgoin-Jallieu, manquent de tonnages dans des proportions relativement importantes. Il conviendra de veiller à ce que toute réflexion en matière de traitement se fasse en cohérence avec les disponibilités des territoires périphériques. **Le Dog n'est pas assez volontariste (p. 141 § 5.7) et ne fait que rappeler la réglementation applicable sans édicter de prescription. Il devrait mettre plus en avant la prévention de la production de déchets, priorité n°1 de la politique des déchets à l'échelle européenne et nationale.** **Le Scot ne mentionne pas la révision du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PDEDMA) de l'Isère** réalisée en 2008 à l'initiative du conseil général de l'Isère. Il est évoqué de diminuer la part stockée en centre de décharge. Il convient de rajouter que les déchets ménagers enfouis sur les centres d'enfouissement de l'Isère devront respecter la définition du PDEDMA : « *un déchet ultime est un déchet non dangereux notamment du point de vue de sa toxicité et de son potentiel de lixiviation que l'on ne sait pas aujourd'hui valoriser en garantissant la santé des populations et en respectant l'environnement dans les conditions techniques et économiques du moment* ».	Des compléments ont été apportés.



Document 9

PARTIE 3

Indications relatives à la manière dont il a été tenu compte de l'avis des autres personnes publiques associées à l'élaboration du Scot

Il est proposé un tableau de synthèse reprenant les réponses apportées par le syndicat mixte aux remarques des personnes publiques associées autres que l'État et l'autorité environnementale concernant l'environnement. Les réponses induisant des modifications du projet de Scot en vue de son approbation sont figurées en ROSE.

Émetteur	Remarques liées à l'environnement	Réponses du syndicat mixte
Commune de Chaponnay	M. le Maire a présenté le projet en séance du conseil municipal le 20 janvier 2011 qui a donné un avis favorable au projet de Scot en émettant trois réserves :	
	→ le conseil municipal s'étonne des propositions du projet à vouloir développer l'urbanisme autour des gares alors que le projet de tracé du CFAL va provoquer une intensification du fret ferroviaire sur les deux rives du Rhône. Pour le conseil municipal, cette orientation va à l'encontre du développement durable et sera conflictuelle	Pas de suites possibles pour le SMRR. Cette position est contraire aux fondements du projet de Scot.
	→ le conseil municipal regrette que le projet de tracé du CFAL suivant la ligne LGV préféré par les élus du Scot RR n'ait pas été retenu. Il regrette aussi que le projet n'insiste pas davantage sur la nécessité de déployer un service voyageur sur la rive droite	Le SMRR prend acte.
	→ le conseil municipal rappelle enfin que les projets de contournement des agglomérations de Vienne et de Roussillon avaient été très contestés dans le cadre du débat public sur les transports de la vallée du Rhône et l'arc languedocien (VRAL) et ne se justifierait pas si un service TER performant est développé sur les deux rives	Pour le SMRR le renforcement du service TER et la recherche de solutions routières alternatives aux traversées de Vienne et du Péage de Roussillon sont, en termes de fonctionnalités et de finalités, complémentaires et non concurrentes.
Commune de Vienne	M. Jacques Remiller relève quelques éléments du rapport de présentation qu'il juge inexacts sur le chapitre de la ressource en eau potable concernant deux points :	
	1 – Sur l'alimentation en eau potable des communes de jardin et des Côtes-d'Arey : M. le député-maire relève p. 243 du rapport de présentation, cette phrase du Scot : « en raison de cette pollution de fond par les nitrates toutes les communes (« sauf Jardin et les Côtes-d'Arey…) ». Or, il y oppose que la commune de Jardin est en totalité alimentée en eau potable depuis le captage de Gémens, et qu'une partie de la commune des Côtes-d'Arey l'est également.	Hors sujet
	2 – Sur l'exploitation de la zone de captage de Gémens : À la p. 244 de ce même rapport de présentation M. Remiller relève qu'il est écrit que la zone de captage de Gémens est en limite d'exploitation en ce qui concerne l'eau potable. Il y oppose que des essais de pompages ont montré qu'actuellement seule la moitié de la capacité de la ressource est utilisée (40 000 personnes environ sont desservies) et que par conséquent le prélèvement peut être doublé sous réserve d'extension technique. Il précise que les services techniques de la ville de Vienne restent à disposition pour toutes explications complémentaires.	Le Scot fait référence à la charte de gestion durable des ressources en eau du bassin des 4 vallées (état des lieux, juin 2007, p. 9) : « Bien que la nappe de la Gère ne présente globalement pas de problème de surexploitation, elle est toutefois localement, au niveau de Gémens, exploitée à 50% de son potentiel de renouvellement, soit un bilan hydrologique juste équilibré en limite de déficit. La nappe est donc au maximum d'exploitation en raison des pompages d'eau potable (près des deux tiers des prélèvements) et, dans une moindre mesure, des prélèvements industriels (un tiers des prélèvements) ». Toutefois, sur la base de ces éléments et de la notice du BRGM pour la définition du périmètre de protection du captage de Gémens réactualisé en 2010 qui estime que le captage est situé au confluent des deux nappes Gère et Ambalon, ce qui permet d'avoir une réserve très suffisante, le SMRR a modifié la mention.

Centre régional de la propriété forestière Rhône-Alpes	Le CRPF donne globalement un avis favorable au projet de Scot mais relève quelques « éléments susceptibles ponctuellement de freiner la gestion forestière et qui ne peuvent, par conséquent, convenir ni au CRPF, ni aux propriétaires forestiers sylviculteurs », qui sont les suivants :	
	→ dans le **préambule du rapport de présentation, p. 25**, le CRPF pondère le rythme d'enfrichement et la menace que le phénomène représente pour l'agriculture au regard de celle de l'urbanisation et des infrastructures	Le SMRR prend acte.
	→ dans le document **diagnostic**, p. 103, le CRPF comprend que le Scot fait prévaloir le développement de la biodiversité au détriment de la production bois et s'oppose à cette vision. De plus, il rappelle que la production de bois énergie n'est pas la seule sur le territoire mais coexiste, notamment dans le Pilat, ou les zones de peuplier, avec la production de bois d'œuvre ou d'emballage	Le SMRR prend acte.
	→ dans **l'articulation du Scot avec les autres documents,** le CRPF hiérarchise différemment les trois principales préoccupations attribuées au schéma régional de gestion sylvicole	Le SMRR n'a pas donné son accord à cette proposition.
	→ dans **l'état initial de l'environnement**, le CRPF expose 5 remarques :	
	1. le CRPF reprend l'ordre des priorités exposées p. 196 sur la prise en compte des enjeux forestiers propres aux contreforts du Pilat	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	2. il n'accepte pas que p. 208, le Scot qualifie la populiculture de « faiblesse » pour le territoire	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	3. p. 232, le CRPF propose de nouveau un ordre de priorités inversé en mettant en premier lieu la valorisation « économique, sociale et culturelle » contre la dévalorisation des zones boisées	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	4. p. 304, le CRPF rappelle que le bois d'œuvre pour la construction est une production qui existe dans le Pilat et non seulement la production de bois de chauffage	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	5. p. 307, même remarque pour le secteur de Rhône-Valloire avec en plus la production de bois emballage	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	→ dans le **Padd**, p. 44, le CRPF voudrait voir apparaître dans le chapitre 3.4 le terme « forêt » à côté « des ressources et des espaces naturels et agricoles »	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	→ dans le **Dog**, le CRPF expose 3 remarques :	
	1. p. 63, le CRPF formule la même remarque que pour la p. 44 du Padd	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	2. p. 115, la recommandation de la réduction de la populiculture ne doit pas être affiché comme un objectif en soi selon le CRPF	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande. La rédaction sera « nuancée ».
	3. sur cette même page, le CRPF relève que la prescription sur le recul de 30 mètres imposé aux habitations par rapport aux forêts est une contrainte très forte et que cette mesure devrait être réservée aux extensions de boisement par plantation. Il demande d'exclure toute obligation de débroussaillement en cas de boisement naturel et de déboisement ou non replantation après exploitation en zone actuellement boisée. Il demande enfin qu'il y ait une cohérence entre le Scot et les schémas directeurs de réglementation des boisements de chaque département concerné par le Scot, approuvés	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande. La largeur de l'espace tampon sera fixée par les communes en prenant en compte les schémas directeurs de réglementation des boisements.

Conseil général du Rhône	La commission permanente du CG rendra son avis lors de sa 1ère séance, après installation de l'assemblée renouvelée. L'avis devrait être favorable, avec quelques remarques : → risque lié à l'aménagement d'infrastructures cyclables au sein des ENS (incompatibilité avec les objectifs de gestion et de mise en valeur des ENS)	Pour le SMRR la cohabitation peut être possible moyennant les précautions nécessaires et des adaptations au cas par cas.
	→ cartographier le corridor écologique traversant la vallée du Gier entre Saint-Romain-en-Gier et Saint-Jean-de-Touslas sur la carte de synthèse du Dog	La zone de traversée sera rajoutée sur la carte « espaces et sites naturels » du Dog, ainsi que cartographiée précisément en lieu et place de la coupure verte DTA « Trèves-Tartaras » (rectification d'une erreur de positionnement).
	→ compléter les légendes des cartes de la trame écologique potentielle, élaborées à partir des informations du réseau écologique Rhône-Alpes auquel participe le département	La légende est tirée du schéma régional.
	→ remplacer la mention « zones d'inventaire départemental » (p. 218 du RP) par « espaces naturels sensibles du Rhône désignés en 1993 »	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
Conseil général de l'Isère	Avis favorable sous réserve de plusieurs observations : **Préservation des espaces naturels et agricoles**	
	→ le CG demande le classement des ENS en « espaces et sites naturels protégés », dans lesquels la construction est par principe interdite (nécessité que les documents d'urbanisme garantissent une protection maximale de ces espaces)	Le SMRR n'a pu donner une suite à cette demande en raison des ENS du Rhône dont les périmètres sont très étendus.
	→ le CG ne peut qu'encourager le Scot à s'engager dans un contrat de territoire « corridors biologiques » pour aller jusqu'à la restauration des corridors de son territoire. Certains corridors écologiques sont cartographiés en annexe 3. Faire le même travail de délimitation des corridors situés autour de Vienne, car ces corridors, importants à l'échelle du Scot, sont soumis à de fortes pressions urbaines	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande. Le travail a été effectué.
	→ le Scot pourrait aller plus loin en prescrivant l'inscription en espaces boisés classés des éléments constitutifs des corridors (haies, boisements...) dans les plans locaux d'urbanisme	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande mais pour une inscription en recommandation (il n'a pas capacité à prescrire le statut de la protection).
	→ il pourrait recommander de mettre en place un zonage spécifique dans les PLU avec un indice CO pour les corridors situés en zone agricole (Aco) ou naturelle (Nco), et des spécifications particulières sur la nature des clôtures autorisées	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande mais pour une inscription en recommandation (il n'a pas capacité à prescrire la typologie des zonages).
	→ le type d'éclairage extérieur des constructions peut également faire l'objet de recommandations	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	→ l'annexe 3 ne précise la délimitation que d'un seul site écologique, la combe aux loups à Serpaize, en ne prenant en compte qu'une petite partie de la Znieff de type 1, ce qui met en doute l'utilité d'un tel zonage	Les Znieff 1 sont des sites protégées inconstructibles dans le Scot. Le site de « la combe aux loups » était un espace d'intérêt écologique sans aucune protection réglementaire.

Communauté de communes du Pays de l'Ozon	Bonne adéquation entre les objectifs affichés par le Scot Sepal et les principes fondateurs du projet de Scot des Rives du Rhône. Remarque concernant le projet à long terme de création d'une ZAE sur le site de Cornavent : ce projet n'est pas compatible avec les politiques menées en faveur de la préservation des espaces naturels et agricoles et notamment avec l'inscription en Penap de l'ensemble des balmes viennoises et du bois de Cornavent (la superficie importante du projet risque d'impacter considérablement les continuités vertes entre le Rhône et l'Isère, les balmes viennoises, le bois de Cornavent et les collines rhodanienne de Chasse). La CCPO souhaite être associée aux réflexions menées sur ce site (en vue d'un équilibre développement économique/protection des espaces à enjeux naturels et agricoles).	Le SMRR a décidé de retirer du Scot le projet de ZAE sur le site de Cornavent.
Saint-Étienne Métropole	Dossier adopté à l'unanimité Paysage/environnement : SEM souhaite que les illustrations graphiques (concernant ses communes membres, en l'occurrence Tartaras et Dargoire) du Dog du Scot soient revues en parfaite adé-quation avec les éléments définis entre SEM et les communes de son territoire.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande. La délimitation des coupures vertes et corridors sur la vallée du Gier a été affinée en fonction également des orientations des Scot Ouest lyonnais et agglomération lyonnaise ainsi que la DTA.
5 chambres d'agriculture	**Avis commun des 5 chambres d'agriculture** Souligne positivement la façon dont les chambres d'agriculture ont été associées. Projet vertueux à de nombreux égards, mais maîtrise clairement insuffisante sur le thème du développement économique. **La plus forte réserve des chambres d'agriculture porte sur l'encadrement de l'urbanisation à usage d'activités économiques ou de carrières.** Cet encadrement doit pourvoir être renforcé, afin de ne pas contrevenir à l'impératif de préservation des espaces agricoles et naturels **Consommation foncière liée au développement économique** 1. Le principe d'utilisation économe de l'espace apparaît clairement et fortement dans le volet habitat du Scot, en revanche il n'est pas suffisamment pris en compte dans le volet relatif au développement économique. Confusion des chiffres annoncés : les surfaces des ZAE disponibles sont estimées à environ 500 ha en p. 82 du Dog, 619 ha dans le tableau de l'annexe 2 et à environ 700 ha p. 87 du Dog. Les surfaces d'activités prévues au Scot sont très sensiblement surdimensionnées par rapport aux besoins et méritent d'être réduites de façon significative (cf. détail des calculs dans le courrier)	Les surfaces des principales zones d'activités du territoire ont été mises à jour et sensiblement réajustées le cas échéant.

5 chambres d'agriculture	2. Sur le bassin viennois, l'offre de foncier (150 ha potentiels à long terme) n'est pas en cohérence avec la croissance démographique du secteur. De plus quasiment aucune condition (taux de remplissage des zones existantes et projetées sur la période 2009/2030) n'est prévue pour décider de l'ouverture à l'urbanisation des zones à long terme. Les CA demandent que ces espaces de développement potentiels à long terme soient identifiés, mais clairement voués à une destination agricole pour le Scot actuel (20 ans à venir) en intégrant des dispositifs de phasage assortis de conditions sur le remplissage des zones prévues à l'horizon 2030. La décision de l'avenir de ces espaces appartiendra aux réflexions du prochain Scot.	Les espaces potentiels de développement à long terme ont été supprimés ainsi que le projet de ZAE de Cornavent. L'extension de la zone du Rocher vers l'est en direction de la Pape reste inscrite comme possible à long terme sans indication de surface (faisabilité à analyser une fois les autres zones proches d'une complète commercialisation).
	Préservation des espaces agricoles et naturels	
	1. Le Dog (p. 109) cite diverses exceptions, dont les bâtiments et installations agricoles, au principe d'inconstructibilité des espaces naturels protégés. Le texte prescrit également que ces constructions et installations autorisables par exception doivent adopter le système « JERC ». Les CA sont globalement favorables à ce système mais le principe de compensation est inadapté et disproportionné pour les bâtiments et installations nécessaires à l'exploitation agricole : les moyens de compensation des agriculteurs sont sans commune mesure avec ceux des maitres d'ouvrages des voiries et infrastructures ; les seuls bâtiments et installations agricoles autorisables sont ceux dont les conditions d'exploitation devront s'adapter aux caractéristiques du milieu, exploitations liées à l'agrotourisme ayant un faible impact sur l'environnement en mettant en valeur la faune et la flore » ; l'application des lettres « J », « E », et « R » limite déjà fortement les risques de dégradation du milieu. Ce principe de compensation ne doit pas s'appliquer aux constructions et installations agricoles..	Le SMRR n'a pas donné son accord à cette demande.
	2. Les CA sont défavorables à la prescription, p. 110, qui permet de faire disparaître une zone humide à condition de recréer une zone humide à concurrence de 200% de la surface perdue. Ces espaces doivent à notre sens être traités comme des sites naturels protégés (cf. point précédent)	Le SMRR précise qu'il s'agit d'une obligation de compatibilité avec le Sdage Rhône Méditerranée Corse.
	3. Dans les recommandations de la p. 110, les termes « sensibilités écologiques » doivent être complétés par « et agricoles » dans la mesure où les sites à préserver (Znieff de type 2...) sont très souvent en bonne partie agricoles, et où les chambres d'agriculture entendent faire partie des acteurs locaux à concerter à l'occasion de l'identification et surtout du zonage de ces espaces dans les PLU.	Le SMRR n'a pas donné son accord à cette demande.
	4. Confusion entre le choix des termes « corridors écologiques », « coupures vertes » et « axes de passage de la faune » utilisés p. 109 et 111 du Dog, et les représentations graphiques des pages 113, 116 et de l'annexe 3. Les CA admettent l'inconstructibilité, y compris agricole, des corridors écologiques photographiés en annexe 3, mais pas celle des « axes de déplacement de la faune » représentés en jaune sur la carte de la p. 116 et dont les termes sont utilisés p. 109 et 111 avec des prescriptions différentes.	

5 chambres d'agriculture	Même si la délimitation de ces axes de passage de la faune est à préciser dans les PLU, la représentation des axes jaunes p. 116 est tellement large qu'elle englobe de nombreux espaces agricoles, mais surtout des sièges d'exploitation existants. Aussi, une exception doit être permise à l'inconstructibilité de ces espaces en faveur des constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, avec application du système « JER », sans obligation de compensation.	Le SMRR n'a pas donné son accord à cette demande. Le Dog précise que les axes de passage sont à repérer précisément et protéger sur une largeur adaptée dans les PLU.
	5. De même, les bâtiments et installations agricoles autorisés p. 113 dans les coupures vertes ne doivent pas être assujettis à compensations	Le SMRR n'a pas donné son accord à cette demande.
	6. 1ère flèche des prescriptions p. 118 : remplacer « du présent chapitre » par « du présent paragraphe » (important pour bien faire référence aux espaces agricoles stratégiques, majeurs ou autres).	Effectivement, le texte a été corrigé mais avec le terme « du présent sous-chapitre ».
	7. Ferme opposition au principe de soumettre l'implantation des constructions agricoles au système « JERC » dans les espaces agricoles stratégiques (les différents départements appliquent déjà des chartes relatives à la préservation du foncier agricole, qui encadrent entre autres les conditions d'implantation des constructions et installations agricoles vis à vis de cette préoccupation et le Dog prescrit déjà en p. 122 de prioriser la construction de nouveaux bâtiments agricoles en continuité des installations déjà existantes)	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	8. Les signataires estiment dans leur majorité que le Scot n'a pas à faire référence à telle ou telle pratique départementale. Il serait souhaitable de supprimer les termes « en accord avec la charte agricole de la Loire » au bas de la p. 122, ainsi que la référence à la pratique drômoise des secteurs A stricts dans les recommandations de la p. 121	Le SMRR n'a pas donné son accord à cette demande.
	9. La 1ère phrase de la p. 123, qui recommande de se reporter « aux prescriptions concernant les autres zones agricoles » en cas de grand projet de développement sur des zones agricoles déjà fortement pénalisées par l'urbanisation, manque de clarté. Les prescriptions relatives aux « autres zones agricoles » (au sens où elles ne sont ni stratégiques ni majeures) n'existent pas. Par mesure de clarté, il faut supprimer cette recommandation de report et rédiger directement la phrase ainsi : « [...] on se reportera aux règles facilitant l'insertion locale [...] »	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	10. La fin du 1er cadre de recommandations de la p. 123 contient une idée intéressante consistant à conseiller aux communes, dans les secteurs inondables, d'autoriser l'implantation de « bâtiments agricoles servant au stockage (élevages exclus) » dans les zones artisanales. Cette proposition pourrait être quelque peu élargie en visant « les bâtiments nécessaires aux exploitations agricoles (élevages et logements exclus) »	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.

5 chambres d'agriculture	11. La dernière phrase du dernier cadre de la p. 123, qui est spécifique aux zones arboricoles, recommande d'éviter l'urbanisation et le mitage à proximité des vergers. Le mot « mitage » devrait à notre sens être supprimé. Le Scot a en effet le mérite de proscrire le mitage sur l'ensemble de son territoire. Autant ne pas laisser penser qu'il est interdit en zone arboricole plus qu'ailleurs.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	12. Dans le cadre gauche des prescriptions de la p. 125, le Scot incite les communes à mettre en place des zones de protection forte à proximité des captages d'eau potable, notamment ceux dont la protection réglementaire n'est pas encore instituée. Il prescrit dans ces cas que les terrains les plus proches soient classés en zone naturelle dans les documents d'urbanisme. Il est possible que le terme de « zone naturelle » soit entendu au sens « non constructible », mais il peut aussi être entendu au sens « zone naturelle N des PLU » alors que de tels espaces peuvent avoir une vocation agricole. C'est pourquoi nous souhaiterions que les termes « zone naturelle » soient complétés par « ou en secteur inconstructible de zone agricole »	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	13. Au cadre droit de la même page, le Dog prescrit aux collectivités d'interdire l'implantation d'activités ou d'équipements pouvant porter atteinte à la qualité de l'eau dans les secteurs de vigilance pour l'A.E.P. Compte tenu que des activités de maraîchage sont pratiquées sur l'un de ces secteurs (à proximité d'Ampuis), le texte ne doit interdire que les nouvelles activités. .	Le SMRR n'a pas donné son accord à cette demande.
	Exploitation raisonnée des carrières Le Scot est relativement peu disert sur l'exploitation des carrières. Le Dog précise que ces exploitations devront être cohérentes avec les autres prescriptions relatives aux enjeux naturels, paysagers ou de nuisances vis à vis de l'habitat, mais les impacts de l'implantation et du fonctionnement des carrières sur l'espace et l'activité agricole sont sous-estimés et insuffisamment pris en compte. Pourtant les impacts des carrières sur l'agriculture, en particulier les extractions alluvionnaires, sont considérables (emprises importantes et durables, voire définitives, qualité des remises en état à usage ne permettant pas toujours de retrouver le potentiel agronomique initial). Mentionner également les impacts du fonctionnement des carrières sur l'environnement agricole, en particulier l'envol des poussières sur les vergers (certaines espèces de fruits peuvent alors devenir impropres à la consommation). La préservation du foncier et de l'activité agricole vis à vis de l'exploitation des carrières se doit d'être une préoccupation beaucoup plus affirmée dans le Scot. Propositions d'amélioration :	
	1- p. 90 et 239 du RP, compléter les flèches qui listent les problèmes environnementaux liés à l'exploitation des carrières d'une flèche « emprises durables ou définitives sur l'espace agricole »	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.

5 chambres d'agriculture	2- p. 127 du Dog (milieu du cadre « prescriptions » de gauche), il convient de compléter la phrase ainsi: [...] qu'elles ne sont pas incohérentes avec les autres prescriptions du Dog tendant à la protection et à la valorisation des espaces naturels et agricoles et à la préservation de l'identité [...]	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	3- préciser également à cette page qu'aucune nouvelle carrière ne pourra réduire un espace agricole stratégique	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	4- cette même page précise qu'une attention particulière devra être portée aux carrières situées sur Albon et Andancette, mais la suite ne permet pas de bien comprendre à quel(s) égard(s) cette attention doit être portée : pour favoriser son extension, pour protéger la nappe de la Valloire, pour protéger le territoire agricole, ou pour les trois ? Une précision semble s'imposer qui pourrait, pour le moins, rappeler la vigilance à avoir sur les sièges d'exploitation et espaces agricoles stratégiques voisins	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	5 - Enfin, dans le cadre « recommandations » de la p. 127, il conviendrait : ▫ de compléter la 1ère phrase ainsi : limitation des impacts paysagers, environnementaux et agricoles ▫ de spécifier que la qualité de la remise en état à usage agricole, lorsque celle-ci est prévue, devra permettre de retrouver le potentiel de production agricole initial ▫ de prévoir une concertation avec la profession agricole avant toute ouverture de carrière	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
Parc naturel régional du Pilat	Le projet de Scot est dit conforme à 95% avec la charte actuelle mais le PNR propose une évolution sur quelques points particuliers concernant les zones Natura 2000, les projets d'urbanisme et/ou architecturaux innovants et le projet d'unité touristique nouvelle de la Chapelle Villars. Précisément, l'avis du parc naturel régional du Pilat se cale sur la structuration du Dog du projet de Scot des Rives du Rhône et expose ce qui suit : **Dog / Partie 1 / Chapitre 2 - Encourager et favoriser les bonnes pratiques**	
	1. Manque sur la carte p. 76 l'AOC Rigotte de Condrieu (seulement les AOC viticoles) dont l'appellation est désormais remplacé par le terme appellation d'origine protégée (AOP) **Dog / Partie 3 / Chapitre 1 - Protéger et valoriser les espaces naturels**	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande. La cartographie a été vérifiée et corrigée.
	2. Le texte renvoie à une carte p. 66, il s'agit en fait de la p. 116. Sur cette carte, certains sites d'intérêt patrimonial prévus dans le projet de charte 2013-2025 sont manquants. Le parc se propose de fournir au Scot les cartes à jour afin que ces sites d'intérêt patrimonial puissent être intégrés.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.

Parc naturel régional du Pilat	3. La notion d'inconstructibilité des zones Natura 2000 risque de rendre difficile les démarches de concertation entreprises dans le cadre de Natura 2000 et voire de contrecarrer l'intégration de nouveaux espaces du territoire dans le réseau Natura 2000.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	4. Harmoniser l'utilisation des termes « espaces à protéger » et « espaces protégés » et des termes « espaces à préserver » et « espaces préservés ». Les termes « espaces à protéger » et « espaces à préserver » seraient plus appropriés car ils renvoient bien à l'objectif futur du Scot qui est de protéger d'un point de vue réglementaire ces espaces naturels.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande et a opté pour « espace protégés » et « espaces préservés ».
	5. Le projet de charte prévoit pour chaque commune une délimitation du noyau central au sein duquel privilégier le développement urbain ainsi que la garantie de la pérennité des respirations vertes identifiées dans le Scot.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande et pointe l'importance de maintenir et renforcer le partenariat entre PNR et Scot.
	6. Un travail doit être conduit entre le parc et le Scot pour préciser les différentes notions suivantes : respiration verte, coupure verte, respiration paysagère, continuité verte, trame verte, corridor écologique… et les différentes prescriptions et recommandations qui s'y rattachent.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	7. Les objectifs liés aux chaufferies bois (atteindre 30 chaufferies bois d'environ 300 kW chacune d'ici 2010) sont ceux qui figurent dans la charte actuelle du parc. Or ces objectifs sont d'ores et déjà atteints. Il faudrait sans doute indiquer ceux figurant dans le projet de charte 2013-2025 (soit 50 MW de puissance installée en chaufferie bois). Par ailleurs, la charte forestière du territoire en cours de constitution et le projet de charte 2013-2025, invitent plutôt à poursuivre pour la forêt du Pilat les objectifs suivants : 1. Il s'agit de garantir une gestion sylvicole durable anticipant les évolutions du climat : - en conciliant les vocations des différents types d'usages forestiers - en favorisant les actions collectives, la propriété forestière étant privée à 90% - en augmentant la valeur naturelle des différents types d'espaces forestiers - en limitant le risque incendie et en cherchant à s'adapter aux évolutions climatiques 2. La charte propose également de rechercher une valorisation plus locale de la ressource bois - en développant la capacité de production de bois du Pilat - en assurant la promotion des produits bois du Pilat pour les besoins locaux de la construction et d'énergie renouvelable (dans la limite des capacités des ressources locales et sans nuire à la filière bois construction pour ce qui est du bois-énergie)	Le SMRR a donné une suite favorable à ces propositions.

Parc naturel régional du Pilat	8. Au-delà des crêts et des hêtraies et sapinières, il serait intéressant de mettre en avant les forêts de pente et vallons rhodaniens, habitats naturels à forte valeur patrimoniale, appartenant également au territoire du Parc.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	Dog / Partie 3 / Chapitre 2 - Assurer le maintien d'une agriculture multifonctionnelle	
	9. Le projet de charte invite à poursuivre l'objectif de 100% de la SAU maintenue (par rapport à la SAU 2011). Cette ambition pourrait figurer utilement dans le Scot.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	10. Il serait intéressant d'intégrer les activités agricoles dans la stratégie de développement économique, y compris en dehors du parc du Pilat.	Le SMRR entend l'intérêt de la proposition mais le Scot agit principalement sur le maintien du foncier agricole, support de l'activité. La stratégie de développement économique relève des CDPRA, du PNR, des intercommunalités et surtout des exploitants eux-mêmes. Il rappelle cependant que l'activité agricole est comprise dans la partie économique du diagnostic.
	Dog / Partie 3 / Chapitre 4 - Préserver l'identité des grandes unités paysagères et valoriser les éléments structurants du paysage	
	11. La notion d'interface ville/campagne du Scot doit être précisée pour s'assurer d'une compatibilité avec le projet de charte.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande. Une nouvelle formulation sera recherchée pour éviter les confusions.
	12. Pour faciliter la lecture du document, faire un renvoi de la p. 130 – chapitre 4.3 vers la p. 170 sur la notion de faubourg perché.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	13. Apporter des précisions sur le contenu de l'article 11. L'article 11 des PLU comprend sur le territoire du parc des orientations particulières et des prescriptions destinées à assurer la protection du patrimoine, ainsi que la qualité du cadre bâti « ordinaire ».	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	14. Le projet de charte prévoit également la déclinaison de principes d'un urbanisme durable dans les projets d'aménagement, identifie des silhouettes des centres-bourgs ou de hameaux dont l'allure est à soigner particulièrement notamment par le biais d'orientations d'aménagement dans les documents d'urbanisme, et promeut l'élaboration d'un cahier de prescriptions architecturales, urbaines et paysagères annexé au document d'urbanisme. Il pourrait être intéressant d'en faire mention dans le Scot.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	15. Noter que les ZPPAUP n'existent plus et ont été remplacées par les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
	Dog / Partie 3 / Chapitre 6 - Un Scot pour lutter contre le réchauffement climatique et anticiper les conséquences	
	16. Concernant les énergies renouvelables, le projet de charte 2013-2025 prévoit que soient privilégiés les projets collectifs portés par des collectivités ou réseaux de citoyens qui assurent la maîtrise financière de leur projet et réinjectent les recettes dans l'économie locale, des projets qui s'élaborent en concertation avec la population et l'ensemble des acteurs locaux, des projets dont les conditions de réversibilité ont été étudiées et analysées avant d'être	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.

Parc naturel régional du Pilat	décidés et apportant une contribution aux observatoires supra-territoriaux concernant les énergies et gaz à effet de serre, des projets (incluant travaux ou équipements connexes) veillant à la préservation de la trame verte et bleue, ainsi qu'au respect de la valeur écologique et paysagère des sites d'intérêt patrimonial et des éléments structurants du paysage identifiés au plan de parc, ainsi que des prescriptions architecturales propres au territoire concerné. Il serait intéressant que ces principes soient repris dans le Scot. 17. Le Scot fait référence aux schémas éoliens existants en Isère, Drôme, Ardèche mais il y en a également un dans la Loire approuvé, sauf erreur de notre part, à l'automne 2010	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande.
SM du Scot Sud-Loire	Le SM du Scot Sud-Loire note avec satisfaction que le projet de Scot des Rives du Rhône identifie la coupure verte à préserver et à améliorer entre Givors et Rive de Gier, inscrite dans la DTA. Toutefois, dans le cadre d'une déclinaison du Scot Sud-Loire, Saint-Étienne Métropole a conduit une analyse fine du positionnement du corridor écologique et d'une zone de vigilance située à l'est de son territoire. Il apparaît donc nécessaire que les illustrations graphiques (concernant les communes situées sur le territoire du Scot Sud-Loire, en l'occurrence Tartaras et Dargoire) du Dog du Scot des Rives du Rhône soient revues en parfaite adéquation avec les éléments définis entre le Scot Sud-Loire, SEM et les communes concernées.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande. La cartographie a été retravaillée.
Commune de Communay	Avis défavorable. La commune attire l'attention du SMRR sur les conséquences du projet à long terme de développement d'une ZAE sur le site de Cornavent à Seyssuel, en limite du territoire de Communay. Elle considère que ce projet aura, par sa superficie notamment, un impact considérable sur les continuités vertes situées entre le Rhône et l'Isère, balmes viennoises, bois de Cornavent et collines de Chasse-sur-Rhône. Le bois de Cornavent a été inscrit par la CC du pays de l'Ozon dans un périmètre de Penap. Le projet s'inscrit en contradiction des politiques menées par la commune de Communay en faveur de la préservation des espaces naturels et agricoles. Le corridor écologique à prendre en compte, tel qu'il figure au projet de Scot, corridor qui longe à l'est et au sud le site de Cornavent, devrait également apparaitre au nord du site, malgré son passage alors sur la commune de Communay. Il serait ainsi pris en compte le caractère à protéger du bois de Cornavent par son inscription dans ce corridor. Par ailleurs, ce site sera mal desservi et son développement engendrera un trafic important de véhicules lourds en traverse du hameau des Pins, soit 80 habitations environ réparties de part et d'autre de la RN7 sur les communes de Communay et Chuzelles. Enfin si une liaison entre l'A7 par le sud de Vienne et l'A46 au niveau de Communay devait être réalisée, elle ne devrait en aucun cas impacter défavorablement les habitants de Communay ou de Chuzelles.	Le SMRR a décidé de retirer du Scot le projet de ZAE sur le site de Cornavent.

Conseil régional Rhône-Alpes	L'avis de la région s'articule autour de 6 points à travers lesquelles elle expose l'intérêt de la démarche portée par le Scot et dont elle expose la cohérence avec les politiques qu'elle mène. **En matière de valorisation du territoire et de préservation de l'environnement** L'environnement est au cœur du projet de Scot en cohérence avec les orientations régionales en la matière. En matière de traitement des interfaces entre espaces naturels à préserver et espaces à protéger, il convient de suivre le traitement des franges urbaines et les recommandations en matière de limite à l'urbanisation dans les PLU. Les corridors biologiques constituent des connexions indispensables pour assurer le lien entre cœurs verts et espaces naturels à préserver. **Il est rappelé que le maintien de la fonctionnalité des réseaux écologiques est une préoccupation pour la région qui peut accompagner les territoires dans leur préservation et leur restauration**. Les recommandations sur les différentes dimensions de l'agriculture sont essentielles pour contribuer à sa préservation. Leur hiérarchisation doit permettre la prise en compte des enjeux de manière différenciée.	Le SMRR prend acte.
Commission UTN de massif (Massif central)	Prend acte de l'UTN de niveau départemental sur la commune de la Chapelle-Villars et recommande : → d'apporter des garanties suffisante en matière de ressources en eau → d'affiner la compatibilité du projet avec la directive de la métropole lyonnaise et la charte du PNR → mieux prendre en compte les enjeux de biodiversité sur l'île de la Platière → mieux prendre en compte le risque nucléaire dans les zones urbaines concernées	Mis à part la question de la biodiversité de l'île de la Platière pour laquelle le SMRR ne sait pas que rajouter de plus dans le Scot que les multiples protections déjà inscrites, le SMRR a donné une suite favorable aux demandes (idem suites données par le SMRR aux remarques de l'État qui étaient identiques).
Conseil général de la Drôme)	**Avis très favorable** Observations concernant l'environnement : le diagnostic ne mentionne pas les espaces naturels sensibles de la Drôme et notamment l'inventaire des pelouses sèches de l'ouest de la Drôme. Ces espaces ne figurent pas non plus dans les cartographies. Il est proposé de les réintégrer afin de les rendre opposables aux prescriptions et recommandations retenues pour ce type d'espaces.	Le SMRR a donné une suite favorable à cette demande. Les ENS du CG 26 ont été réintégrées.

Mémo



Document 9

PARTIE 4

Indications relatives à la manière dont il a été tenu compte de l'avis de la commission d'enquête publique

Il est proposé un tableau de synthèse reprenant les réponses apportées par le syndicat mixte aux remarques de la commission d'enquête publique relative à l'environnement.

Reserves	Réponses du syndicat mixte
Réserve 1 : Mentionner le classement des infrastructures de transport Les infrastructures de transports terrestres sont classées en cinq catégories selon le niveau de bruit qu'elles engendrent, la catégorie 1 étant la plus bruyante. Dans un secteur affecté par le bruit et défini le long d'une infrastructure classée, des prescriptions d'isolement acoustiques sont à respecter. La commission demande que le Scot des Rives du Rhône mentionne explicitement le classement des infrastructures de transport, afin de faciliter le travail de report de ces informations dans les PLU.	Le SMRR du Scot a accepté de rajouter une cartographie du classement sonore des infrastructures de transport dans le rapport du Scot, dans la partie de l'état initial de l'environnement consacrée aux nuisances sonores (un tableau de référence détaillant les 5 catégories de classement et une carte des zones tampons figurait déjà dans cette partie). Cette carte a également été rajoutée dans le Dog Partie 3 / Sous-chapitre 5.6.1 relatif aux nuisances sonores.
Réserve 2 : Fixer un recul de 50 m pour les logements neufs le long des voies ferrées La commission a exprimé à plusieurs reprises ses réserves vis-à-vis de la densification de l'habitat dans un rayon de 1 km autour des gares, compte-tenu de l'augmentation prévisible du trafic ferroviaire et notamment du fret diurne et nocturne. Elle estime que des règles doivent être fixées pour ne pas laisser se développer la construction de logements (sociaux ou résidentiels), d'équipements d'enseignement ou médico-sociaux dans des zones exposées au bruit et aux risques induits par le transport de matières dangereuses. La commission demande d'inscrire dans le Scot et dans les PLU un recul minimum de 50 mètres pour l'implantation de nouveaux logements et d'établissements scolaires et médico-sociaux par rapport aux voies ferrées classées en catégories 1, 2 et 3 et d'affecter principalement cet espace de recul à des aménagements paysagers de protection contre le bruit et à des liaisons douces ou de sécurité publique. Les orientations d'aménagement des PLU pourront toutefois moduler cette règle générale en fonction de la spécificité des sites, et en expliquant les motivations.	Le SMRR entend les préoccupations des commissaires enquêteurs mais souhaite sur ce point se conformer à la réglementation en vigueur. Les communes doivent appliquer les dispositions de la loi du 15 juillet 1845 modifiée sur la police des chemins de fer, qui a institué des servitudes à l'égard des propriétés riveraines de la voie ferrée. Cette loi fait interdiction aux riverains des voies ferrés de procéder à l'édification d'aucune construction autre qu'un mur de clôture, dans une distance de 2 mètres d'un chemin de fer (art. 5 de la loi du 15 juillet 1845). L'interdiction s'impose aux riverains de la voie ferrée proprement dite et non pas aux dépendances du chemin de fer non pourvues des voies : elle concerne non seulement les maisons d'habitation mais aussi les hangars, magasins, écuries, etc. Il revient aux communes au travers de leur PLU, d'édicter au cas par cas et selon le contexte local (tissu urbain dense, urbanisation discontinue, milieu rural, etc.), les réglementations adéquates et adaptées à la nature de l'occupation foncière à proximité des voies. Ainsi, une démolition-reconstruction d'un immeuble à proximité d'une voie ferrée en plein centre urbain n'a rien à voir avec la construction d'un lotissement nouveau à une distance identique sur le terrain agricole d'un village. L'édification d'une règle globale au niveau du Scot ferait courir le risque d'une application sans souplesse et inadaptée à la prise en compte des différents cas de figure pouvant se présenter.
Réserve 3 : Différer l'inscription du contournement nord-est de Vienne dans le Scot L'intérêt d'un meilleur accès à l'A46 ne fait pas de doute. La commission souligne les difficultés topographiques (coteaux et vallée de la Sévenne autour de Chuzelles) et géotechniques, dans des terrains sensibles aux glissements et à l'érosion. Ce contournement pourrait aussi induire un développement économique et résidentiel dans des secteurs à vocation agricole et risque de drainer le trafic allant ou venant des zones logistiques du Nord Isère. En l'absence d'arguments justifiant ce contournement, au regard des atteintes à l'économie agricole et à l'environnement que ce projet risquerait d'apporter, la commission demande au syndicat mixte de différer l'inscription dans le Scot de la déviation nord-est de Vienne.	Les élus ont accepté la proposition des commissaires enquêteurs dans le cadre de la réponse qu'ils ont déjà apportée aux remarques de l'État sur le même sujet à l'occasion de la consultation des services dans les trois mois suivants l'arrêt du Scot. En effet, l'État a émis la remarque suivante : « Le projet de Dog reprend le principe de l'étude d'une nouvelle liaison au nord-est de Vienne inscrit au PDU de la CAPV, en partie dans les balmes viennoises repérées comme « cœur vert » dans la DTA. L'affichage d'un projet de nouvelle voie de contournement au nord-est de Vienne, déjà mentionné dans le PDU, devrait répondre à un besoin démontré. À notre connaissance, aucune étude quantifiée des avantages attendus de cette infrastructure n'a été effectuée à ce jour. Cette nouvelle liaison nord-est serait de plus susceptible de générer des conditions favorables à l'étalement urbain dans un secteur à dominante agricole. En tout état de cause, la DTA précise que « dans les cœurs verts, le maintien des unités paysagères et celui des continuités biologiques sont fondamentaux. C'est pourquoi les grandes infrastructures de transport se localisent, sauf exception dûment justifiée, à l'extérieur des cœurs verts ». Après l'analyse des arguments de l'État, le SMRR a accepté « d'assujettir » la réalisation du contournement de l'agglomération viennoise aux études d'opportunités et de faisabilités qui devront être réalisées dans le cadre du PDU de ViennAgglo. Cette décision satisfait donc également les attentes formulées par la commission d'enquête.

Recommandations	Réponses du syndicat mixte
Recommandation 4 : Établir un plan de prévention du bruit le long des infrastructures La commission recommande d'anticiper les nuisances sonores futures en établissant un plan de prévention du bruit le long des principales infrastructures existantes, routières et ferroviaires. Ce plan comprendra une cartographie acoustique et un programme d'actions visant à réduire le bruit dans les zones habitées. Il pourra servir à préparer l'engagement des gestionnaires d'infrastructures.	Le SMRR a jugé la recommandation intéressante mais a estimé que l'établissement d'un tel document ne relève pas de la compétence du syndicat mixte mais de celle des gestionnaires d'infrastructures (RFF pour les voies ferrées).
Recommandation 8 : Affirmer clairement le rôle des espaces verts en ville La commission rappelle que l'organisation mondiale de la santé recommande d'atteindre en ville le ratio minimal de 10 m^2 d'espaces verts par habitant. Leur rôle est indispensable pour le maintien de la qualité de l'air, le repos et la détente, et la biodiversité indispensable à la vie.	Le SMRR a précisé que le Dog traitait spécifiquement de cet enjeu « trame verte » (Partie 5 / Sous-chapitre 6.2). Néanmoins, le rôle des espaces verts vis-à-vis de la qualité de l'air et en tant qu'espace de repos a été précisé textuellement.
Recommandation 12 : Délimiter les zones d'extension autour des carrières existantes Cette délimitation cartographique prendra en compte les autorisations déjà accordées et les schémas départementaux d'orientation des carrières	S'agissant des carrières, le SMRR n'a pas souhaité que le Scot « supplante » les documents réglementaires en vigueur, en l'occurrence les schémas départementaux des carrières.

Précisions concernant les personnes ayant participé a l'enquête publique	Réponses du syndicat mixte
Dans le cadre de l'analyse des résultats de l'enquête publique, et cela au-delà du rapport de la commission d'enquête publique, le SMRR a pris connaissance de l'ensemble des contributions du public (apposées au registre d'enquête ou livrées à l'oral lors des permanences), avec notamment hormis les avis personnels d'habitants les contributions de : → **Associations :** sauvegarde rive droite, Rive gauche 38, Groupement Différence, Collectif ''VIVRE ENSEMBLE'' → **Acteurs agricoles :** FDSEA de Reventin-Vaugris, Chonas-l'Amballan et Les Côtes-d'Arey, comité territorial de l'Isère rhodanienne → **Communes** (délibérations ou rappel des délibérations) : Chasse-sur-Rhône, Chonas-l'Amballan, Reventin-Vaugris, Saint-Romain-de-Surieu, Salaise-sur-Sanne, Tupin-et-Semons, Saint-Rambert-d'Albon → **Maires** des communes de : Reventin-Vaugris, Saint-Sorlin-de-Vienne, Septème, Sablons, Condrieu, Échalas, Maclas, Chavanay, Saint-Appolinard, Saint-Rambert-d'Albon, Andancette → **Conseillers municipaux** : Moidieu-Détourbe → **Pétition** : 68 personnes opposées au CFAL (déposée en mairie de Saint-Romain-en-Gal) → SAS SODIGOR, E. LECLERC (Saint-Rambert-d'Albon) → API Immobilier	Les contributions du public ont été relayées par la commission d'enquête et soumise à l'appréciation du SMRR. Certaines contributions ont permis d'actualiser des données et d'améliorer des éléments rédactionnels du Scot.

Mémo



Document 10

Annexes

ANNEXE 1 512
Table des illustrations du préambule

ANNEXE 2 514
Table des illustrations du diagnostic

ANNEXE 3 518
Table des illustrations de l'articulation du Scot avec les autres documents d'urbanisme, plans et programmes

ANNEXE 4 519
Table des illustrations de l'analyse de l'état initial de l'environnement

ANNEXE 5 523
Table des illustrations de l'évaluation environnementale – Incidences prévisibles du projet et mesures réductrices et compensatoires envisagées

ANNEXE 6 524
Table des illustrations de la justification des choix retenus

ANNEXE 7 525
Table des illustrations de la mise en œuvre du Scot : phases de réalisation et outils de suivi envisagés

ANNEXE 8 526
Table des illustrations du résumé non technique

ANNEXE 9 527
Lexique

ANNEXE 10 531
Risque inondation : état des lieux des procédures (janvier 2012)

ANNEXE 1 : TABLE DES ILLUSTRATIONS DU PRÉAMBULE

Cartes

- Le territoire du Scot des Rives du Rhône 10
- Articulation du Scot avec la DTA , le PNR, le Sage et les CDPRA 11
- Les Scot de l'Inter-Scot lyonnais 14
- Un système multipolaire structuré autour de deux centres métropolitains et de bassins de vie intermédiaires 15
- Une géographie plurielle qui offre une diversité exceptionnelle de paysages et de milieux 16
- Une répartition équilibrée des pôles urbains et des équipements 16
- Comparaison des périmètres Sdau / Scot 19
- Le parti d'aménagement retenu dans le Sdau 20
- Exploitation des écarts entre les hypothèses émises concernant l'emploi par le Sdau et les chiffres des recensements de la population entre 1977 et 1990 20
- Structuration de l'armature urbaine proposée par le Sdau 20
- L'armature verte en 1977 21
- Infrastructures routières 21
- Les espaces artificialisés 23
- Cartographie Spot Thema de l'occupation du sol en 2005 24
- Nature des espaces artificialisés entre 2000 et 2005 à l'échelle de l'inter-Scot 26
- Rythme d'artificialisation par intercommunalité entre 1999 et 2007 27
- Évolution des surfaces agricoles entre 1999 et 2007 28
- Dynamiques de construction autour des gares - exemple de la commune de Saint-Rambert-d'Albon (26) 31
- L'impact foncier à l'horizon 2030 des dynamiques d'artificialisation constatées sur la dernière décénnie 32

Schémas / Tableaux

- Procédure Scot 9
- Le Scot : une position intermédiaire dans la hiérarchie des outils d'aménagement 12
- Méthode et calendrier d'élaboration du projet 14
- La logique de projet du Scot Rives du Rhône, du diagnostic au Dog 17
- Répartition de l'occupation des sols 2005 Rives du Rhône 25
- D'importants échanges de surfaces entre les différents types d'espaces 26
- Consommation foncière par habitant selon le type de commune entre 2000 et 2005 27
- Volume annuel moyen de construction par type de polarité entre 2000 et 2009 28
- Taux annuel moyen de construction par type de polarité entre 2000 et 2009 28
- Densité de l'habitat – nombre de logements par hectare en 2000 et 2009 29
- Parc de logements en 2000 29
- Nouvelles constructions entre 2000 et 2009 29
- Parc de logements en 2009 29
- Part des différentes formes de logements dans la consommation foncière globale du territoire entre 1995 et 2004 (données Sitadel) 30

Photos

- Atelier territorial 13
- L'exposition itinérante, un moyen de communication avec la population 13
- Coteaux surplombant le Rhône 17

ANNEXE 2 : TABLE DES ILLUSTRATIONS DU DIAGNOSTIC

Cartes

- La densité de population en 1954 et 1999 : une armature urbaine à la fois renforcée et concurrencée 45
- Évolution du taux de croissance annuel de la population de 1968 à 2006 46
- Dynamiques démographiques des Rives du Rhône de 1990 à 2006 47
- Armature urbaine en 2010 48
- Évolution de la population à l'échelle de l'aire métropolitaine lyonnaise 49
- Symbolisation de l'artificialisation possible du territoire à l'horizon 2030 50
- Schématisation de la dynamique de la pression foncière liée au desserrement de l'agglomération lyonnaise 50
- Permis de construire délivrés entre 2000 et 2005 51
- Indice d'éloignement aux services et équipements 51
- Les objectifs démographiques des Scot de l'aire métropolitaine 52
- Taux d'activité en 2006 57
- Taux de chômage en 2006 57
- Taux d'emploi en 2006 58
- Nombre d'emplois des communes de l'aire métropolitaine lyonnaise en 2007 58
- Variation annuelle du nombre d'emplois des communes de l'aire métropolitaine lyonnaise entre 1975 et 1999 59
- Part des profils socio-économiques dans la population active en 2006 60
- Répartition des emplois par type en 2006 61
- Surfaces commercialisées et disponibles des ZAE en 2007 64
- Plateformes et sites logistiques multimodaux majeurs 67
- Part de la SAU par commune en 2005 68
- Évolution de la SAU des exploitations entre 1988 et 2000 68
- Exploitations en régime de cessation et sans successeur connu en 2005 69
- Carte des grandes entités agricoles des Rives du Rhône 71
- Répartition des terres irriguées en 2000 71
- Trame et enjeux des espaces agricoles 72
- Chiffre d'affaire des pôles commerciaux environnants en 2000 73
- Hiérarchie commerciale du territoire et de ses abords en 2009 74
- Principaux lieux de loisir et de tourisme 78
- Les grandes unités paysagères et culturales des Rives du Rhône 82
- ZNIEFF de type 1 83
- ZNIEFF de type 2 83
- Forêts et principaux sites remarquables des Rives du Rhône 85
- Trame écologique potentielle 86
- Les espaces naturels sensibles 87
- Occupation du sol des Rives du Rhône en 2000 89
- État des masses d'eau superficielles en 2000 dans l'optique de l'atteinte du bon état écologique 90
- État des masses d'eau souterraines dans l'optique de l'atteinte du bon état écologique 91

Principaux prélèvements sur la ressource en eau : distribution publique d'eau potable 92
Principaux prélèvements sur la ressource en eau : irrigations 93
Carte de synthèse du potentiel éolien sur les Rives du Rhône 96
Extension des zones tampon bruit autour des axes classés 97
Cartographie de la présence probable d'ambroisie dans la région Rhône-Alpes 98
Les déchets : flux et compétences au sein des intercommunalités 99
Zones inondables et documents de prévention des risques inondation 101
Risques de mouvement de terrain 101
Évolution du taux de motorisation à l'échelle de l'inter-Scot entre 1980, 1990 et 1999 105
Navettes domicile-travail en 2006 106
Taux de sortie hors périmètre du Scot pour les communes du territoire en 2006 107
Temps de trajet et proximité de l'agglomération de Valence 107
Nombre d'actifs travaillant à Lyon en 2006 107
Temps de trajet et proximité de l'agglomération lyonnaise 107
Trafic journalier sur les principaux axes de circulation du territoire des Rives du Rhône et des territoires limitrophes 108
Trafic journalier sur les axes secondaires de circulation du territoire des Rives du Rhône et des territoires limitrophes 108
Le réseau routier du Scot et les projets d'infrastructures 109
Les projets de développement de ZAE sur l'axe transRhône : une saturation annoncée du carrefour de Chanas 109
Le réseau ferroviaire régional : lignes TER et autocars 110
Le réseau ferroviaire à l'échelle de l'aire métropolitaine lyonnaise 111
Les voies navigables d'Europe 112
Les grands projets d'infrastructures dans l'aire métropolitaine 115
Potentialités de développement à proximité des gares 117
Principales plateformes et sites logistiques multimodaux de la métropole lyonnaise 118
Répartition des logements par type en 2006 121
Part des propriétaires dans le parc total de logements en 2006 123
Part des logements sociaux dans le parc total de logements en 2006 123
Les densités de population du territoire en 2006 (en hab/km²) 125

Schémas / Tableaux

Évolution de la population entre 1968 et 2006 43
Évolution du solde naturel par communauté de communes entre 1962 et 2006 43
Évolution du solde migratoire par communauté de communes entre 1962 et 2006 44
Répartition de la croissance démographique entre solde naturel et solde migratoire par communauté de communes entre 1999 et 2006 44
Nombre de logements autorisés par an entre 1997 et 2004 46
Part des surfaces à urbaniser des Pos / PLU par rapport aux surfaces bâties actuelles 51
Évolution de la taille des ménages par communauté de communes entre 1990 et 1999 53
Évolution prévisible de la taille des ménages à horizon 2030 53
Pyramides des âges, un doublement prévisible de la population des plus de 75 ans 54
Projection de la structure par âge de la population de l'aire métropolitaine lyonnaise entre 2000 et 2030 54

- Répartition des emplois du Scot par secteur d'activité en 2006 58
- Évolution annuelle de l'emploi par secteur d'activité entre 1990 et 1999 58
- Surface de locaux autorisés (en m²) entre 1990 et 2004 par secteurs d'activités 63
- Surface totale des zones d'activités économiques par communauté de communes en 2007 (en hectare) 63
- Surface totale des zones d'activités économiques disponibles et en projet par communauté de communes en 2007 (en hectare) 63
- Évolution de la SAU entre 1988 et 2000 68
- Évolution du nombre d'exploitants entre 1988 et 2000 68
- Évolution de l'âge des exploitants 69
- Répartition par famille de produits des commerces de plus de 300 m² en 2006 74
- Surfaces autorisées en CDEC 2003 à 2006 74
- Dépenses par forme de vente en 2006 75
- Chiffre d'affaires par famille de produits en millions d'euros en 2006 75
- Évolution des nombres de points de vente de plus de 300 m² entre 2003 et 2006 76
- Taux d'évasion par famille de produit 76
- État des prélèvements sur la ressource en eau en 2005 91
- Consommation des énergies finales par secteur en région Rhône-Alpes en 2008 95
- Synthèse de la valorisation des déchets 100
- Migrations domicile-travail schématisées en 2006 105
- Évolution du transport de conteneurs sur le bassin Rhône-Saône entre 1998 et 2009 113
- Évolution de la part des logements collectifs et individuels dans la production neuve entre 1990 et 2005 121
- Le découpage du parcellaire et l'implantation du bâti : exemple d'un découpage « classique » 122
- Part des logements aidés des communautés de communes dans le parc total de logements en 2006 123
- Part des logements aidés des communautés de communes par rapport au parc en logements aidés du Scot en 2006 123
- Évolution de la densité de l'habitat entre 2000 et 2009 selon les polarités 126
- Typologie des logements construits entre 2000 et 2009 126
- Consommation foncière moyenne par logement en m² entre 1997 et 2004 126
- La densité et ses perceptions 128
- Simulation du développement d'un village au « fil de l'eau » 129

Photos

- Plateforme chimique à Salaise-Sablons 62
- Usine d'incinération, Salaise-Sablons 65
- Zone d'embarquement de la Zip de Salaise-Sablons 66
- Commerces de proximité Centre-ville de Vienne 76
- Vignes et Rhône 81
- Centre historique de Vienne 81
- Au sud de la Platière 81
- Les joutes sur le Rhône 81
- La diversité des paysages des Rives du Rhône 82
- Vue depuis le massif du Pilat vers la vallée du Rhône 84

Méandre des Oves 87
La vallée du Rhône 88
Renouée du Japon 88
L'eau, ressource fragile 94
Centrale nucléaire de Saint-Alban-du-Rhône / Saint-Maurice-l'Exil 102
Le rail, un potentiel de développement important 110
Train de fret ferroviaire 111
Le transport fluvial sur le Rhône 113
Une armature routière en voie de saturation 116
Zone de stockage des conteneurs du port Edouard Herriot de Lyon 117
Transition brutale de constructions recentes à l'entrée d'un village du territoire 122
Le Plan des Aures – Pont-Évêque. 124
Exemple d'opération d'habitat dense avec des formes urbaines diversifiées 127

ANNEXE 3 : TABLE DES ILLUSTRATIONS DE L'ARTICULATION DU SCOT AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS ET PROGRAMMES

Cartes

- Articulation du Scot avec la DTA , le PNR, le Sage, la Loi Montagne 144
- État des lieux des documents d'urbanisme sur le territoire du Scot des Rives du Rhône (situation en juin 2010) 148
- Les onze Scot de l'inter-Scot 159
- Les sites et espaces à enjeu économique de l'inter-Scot 160
- Les démarches partenariales aux interfaces des Scot 161
- Le Sip de Givors – Loire-sur-Rhône 161
- Le massif du Pilat, à cheval sur deux Scot 162
- Deux Scot aux orientations convergentes 162
- Le territoire du projet Tridan 163

Schémas / Tableaux

- Documents de rang supérieur avec lesquels le Scot doit être compatible 137
- Documents devant être compatibles avec le Scot 147
- Prise en compte des autres documents, plans et programmes 153

Photos

- Les monts du Pilat rhodanien 140
- L'aménagement d'espaces publics à Andance 147
- Zone commerciale de Condrieu 150

ANNEXE 4 : TABLE DES ILLUSTRATIONS DE L'ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Cartes

- Carte du relief ... 179
- Carte géologique ... 181
- Les grandes unités paysagères des Rives du Rhône ... 187
- Transversalités : schématisation des échanges est-ouest de part et d'autre des Rives du Rhône ... 188
- Analyse détaillée des enjeux paysagers : agglomération viennoise, balmes viennoises et 4 vallées ... 192
- Analyse détaillée des enjeux paysagers : Plateau de condrieu ... 195
- Analyse détaillée des enjeux paysagers : contreforts du Pilat et plateau de Pelussin ... 197
- Analyse détaillée des enjeux paysagers : le Roussillonnais et ses coteaux ... 199
- Analyse détaillée des enjeux paysagers : Nord Drôme Ardèche ... 201
- ZNIEFF de type 1 ... 213
- ZNIEFF de type 2 ... 213
- Zones humides issues des inventaires départementaux ... 215
- Les pelouses sèches inventoriées sur le pays viennois ... 216
- Les espaces naturels sensibles ... 222
- Forêts et principaux sites remarquables des Rives du Rhône ... 225
- Extraits de la cartographie des réseaux écologiques de Rhône-Alpes ... 228
- Axes de déplacement de la faune identifiés par le RERA ... 229
- Les espaces naturels remarquables ... 231
- Occupation du sol en 2006 ... 237
- Les espaces et cœurs de production agricole ... 239
- Carrières ... 241
- Masses d'eau « cours d'eau » de la directive cadre sur l'eau ... 243
- État des masses d'eau superficielles en 2000 dans l'optique de l'atteinte du bon état écologique ... 246
- État des masses d'eau souterraines dans l'optique de l'atteinte du bon état écologique ... 248
- Périmètre du Sage Bièvre-Liers-Valloire ... 251
- Le contrat de rivière des quatre vallées ... 253
- Distribution publique d'eau potable ... 254
- Alimentation en eau potable – Protection des captages ... 256
- Assainissement collectif en 2007 ... 258
- Performance des Step en 2007 ... 259
- Rendement des Step en 2007 ... 260
- Surfaces irriguées en 2000 ... 262
- Carte de synthèse de l'éolien sur le territoire du Scot Rives du Rhône ... 268
- Carte des différentes zones sensibles et zones à enjeu vis-à-vis de la qualité de l'air en Rhône-Alpes ... 275
- Carte des différentes associations de qualité de l'air en région Rhône-Alpes ... 276
- Concentrations moyennes annuelles de particules PM_{10} pour 2007 en Rhône-Alpes ... 279
- Cartographie de la présence probable d'ambroisie dans la région Rhône-Alpes ... 281
- Extension des zones tampon bruit autour des axes classés ... 284

Les déchets : flux et compétences au sein des intercommunalités 288
Zones inondables et documents de prévention des risques d'inondation 297
Les mouvements de terrain 298
Périmètre d'étude du PPRT de Roussillon 300
Risques technologiques – canalisations de matières dangereuses et risque de rupture de barrage 302
La région de Condrieu 307
Le Pilat rhodanien 308
Le pays viennois 309
Le pays roussillonnais 310
Rhône Valloire 311
La vallée du Rhône 312

Schémas / Tableaux

Températures mensuelles moyennes en °C 182
Diagramme ombrothermique station de Grenoble 182
Cumuls mensuels moyens des précipitations en mm 182
Fréquence des phénomènes climatiques 183
Dynamiques spatiales de la rive droite du Rhône 189
Représentation schématique en coupe de l'occupation de l'espace de la vallée du Rhône et des coteaux 189
Dynamiques spatiales dans les balmes viennoises 191
Dynamiques spatiales sur le plateau de Condrieu 194
Dynamique spatiales du plateau de Pélussin 196
Exemple de la commune de Saint-Appolinard 204
Exemple de la commune de Bougé-Chambalud 205
Exemple de la commune de Moras-en-Valloire 205
Classification par niveau d'enjeux des ENS du Rhône 220
Les 6 ENS de l'Isère 221
Les 10 ENS de la Loire 221
Sites non gérés recensés par la FRAPNA 232
Sites gérés mais pas complètement protégés recensés par le CREN 232
Occupation du sol 238
L'exploitation des carrières 242
Les concessions minières 242
Les eaux superficielles 250
Les eaux souterraines 251
Synthèse des prélèvements sur la ressource en eau 263
Consommation en énergie primaire par département 264
Consommation des énergies par secteur en région Rhône-Alpes en 2005 264
Marché photovoltaïque 2007 en Rhône-Alpes (KWC) 265
Chaufferies bois sur le Scot 267
État des lieux des projets éoliens en Rhône-Alpes au 31/12/2007 267
Répartition sectorielle du SO_2 277

Répartition sectorielle des COV 278
Répartition sectorielle des NO_2 278
Répartition sectorielle des PM_{10} 279
Indice de la qualité de l'air Vienne / Roussillon 282
Classement des infrastructures en fonction du niveau sonore 283
Établissements publics compétents en matière de déchets sur le territoire 286
Répartition des collectes par département et par type de déchets en 2007 289
Synthèse des centres de traitement et de collecte sur les Rives du Rhône en 2010 291
Modes de valorisation des déchets en 2007 292
Taux de valorisation des déchets en 2007 292
Les sites potentiellement pollués du territoire 293
Les anciens sites industriels du territoire 295
PPRT prévus sur le territoire 300

Photos

Les balmes viennoises vers le Pilat 180
Le pôle de Condrieu – Saint-Clair-du-Rhône 180
Le Pilat : un massif granitique 181
Berges du Rhône, Sablons 184
Construit en 1827, le pont d'Andance est parmi les plus vieux ponts suspendus de France 188
Le pont de Sablons datant de 1828, surélevé en 1933 pour résister aux plus grandes crues 188
Vue panoramique depuis les hauteurs des coteaux de Condrieu 189
Friche industrielle dans la vallée de la Gère 190
La trame verte et bleue, vallée de la Gère 191
Terrasses aménagées sur les coteaux de Condrieu 193
Paysage ouvert sur la partie ouest du plateau de Condrieu depuis la commune de Les Haies 194
Vue d'une vallée pénétrante : massif du Pilat vers la commune de Pélussin 196
Vergers au nord de Roussillon 198
Vue sur la vallée de la Valloire depuis les coteaux de Saint-Sorlin-en-Valloire 200
Exemple d'alignement d'arbres 201
Exemple de peupleraie 202
Entraînement de joute à Saint-Pierre-de-Bœuf sur un bras non canalisé du Rhône 202
Vallée encaissée des coteaux viticoles de Vérin - Saint-Michel-du-Rhône 202
Développement de la friche dans le massif du Pilat 203
La ferme traditionnelle du pélussinois est construite en granit composée de nombreux volumes juxtaposés. Les fermes sont le plus souvent de surface réduite regroupées en hameaux. 206
Muret en galet à Sonnay 206
Temple d'Auguste et Livie à Vienne 206
Église d'Agnin 206
Théâtre antique de Vienne 207

Église Notre-Dame de l'ascension à Moras-en-Valloire 207
Vue aérienne d'une partie du centre historique de Vienne 207
Anciennes usines textile de la vallée de Pelussin 207
Exemple de mauvaise gestion de l'interface espace bâti – espace rural 208
Ligne LGV Lyon-Marseille traversant le sud du territoire 209
Exemple de traitement paysager aux abords des zones industrielles 209
Traversée de la vallée de la Valloire par la RD519 209
Grande aigrette 214
Aigrette garzette 214
Fuligule milouin 214
Le bihoreau gris ne niche plus sur le site depuis l'année 2000, alors qu'on a compté jusqu'à 60 couples en 1991 218
Cygne Tuberculé 218
Le hibou grand duc d'Europe 218
L'île de la Platière 219
L'île Barlet 220
L'île de la Chèvre 221
Parc naturel régional du Pilat 223
Le massif du Pilat, derniers contreforts du Massif central 224
Érable negundo 233
Ailante 233
Buddleia 233
Renouée du Japon 233
Roselière sur l'île de la Platière 234
Terres agricoles du pays roussillonnais 238
Espace agricole sur la commune de Les Haies 240
Les Roches-de-Condrieu 247
Système d'irrigation 249
L'eau potable, une ressource précieuse 255
Le bassin de lagunage de Saint-Sorlin-en-Valloire 257
Vigne sur les coteaux du Rhône 270
Ambroisie 280
Gare de Péage-de-Roussillon au départ du train 283
Usine d'incinération, Salaise – Sablons 287
Déchèterie intercommunale de Pélussin 290
Centrale nucléaire Saint-Alban-du-Rhône / Saint-Maurice-l'Exil 301

ANNEXE 5 : TABLE DES ILLUSTRATIONS DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE – INCIDENCES PRÉVISIBLES DU PROJET ET MESURES RÉDUCTRICES ET COMPENSATOIRES ENVISAGÉES

Cartes

- Identification des principaux enjeux paysagers, culturels et architecturaux 329
- Les espaces naturels remarquables du territoire 333
- Pressions potentielles sur les milieux naturels remarquables et sur la biodiversité à l'horizon 2030 336

Schémas / Tableaux

- Organisation du territoire en 4 niveaux de polarité 354
- Répartition de la population par type de communes : l'inversion de tendance… 354
- Répartition de la population par communauté de communes 355

Photos

- Vue sur la vallée du Rhône depuis les crêts du Pilat (crêt de l'Oeillon) 327
- Forêt de Gerbey et vallée du Rhône 332
- Les bords du Rhône à l'île du Beurre 339
- Source de la Veuze, Manthes 341
- Vallée du Rhône depuis les hauteurs de Seyssuel 343
- Les quais du Rhône à Sablons 345
- De la source au traitement, surveiller la qualité de l'eau 345
- Voie ferrée à hauteur de la zone de Salaise - Sablons 348
- Salaise-sur-Sanne vue du ciel 350
- Espace public à Saint-Rambert-d'Albon 353
- La densité perçue des toits de Péage-de-Roussillon 355
- L'habitat intermédiaire dans l'opération du Rosay à Condrieu 356
- Le parc du soleil à Chanas 357
- Plaine agricole et massif du Pilat de part et d'autre des Rives du Rhône 360
- Espace naturel dans le Pilat rhodanien 367
- Le village historique de Malleval 369
- L'île de la Platière 370
- Paysage agricole à Roussillon 371
- Plateforme chimique de Salaise-sur-Sanne 372
- Méandre du Rhône dans la région de Condrieu 373
- Installation nucléaire de base à Saint-Alban-du-Rhône / Saint-Maurice-l'Exil 374

ANNEXE 6 : TABLE DES ILLUSTRATIONS DE LA JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS

Cartes

- Scénario A : la « dorsale urbanisée » 393
- Scénario B : une bi-polarité Nord Sud complémentaire 395
- Scénario C : la trame verte au cœur du projet 397
- Le modèle de développement choisi par les élus 402

Schémas / Tableaux

- Identification des principaux facteurs d'évolution du territoire et marges de manœuvre du Scot 384
- Le développement durable selon les Rives du Rhône 387
- Le projet de Scot veut redonner à la vallée urbaine son rôle prépondérant 403

Photos

- Le Péage-de-Roussillon 389
- L'autoroute A7 à Reventin-Vaugris 389
- Panorama depuis Chavanay sur la centrale nucléaire de Saint-Alban-du-Rhône / Saint-Maurice-l'Exil 391
- Le maraîchage à Ampuis 398

ANNEXE 7 : TABLE DES ILLUSTRATIONS DE LA MISE EN ŒUVRE DU SCOT : PHASES DE RÉALISATION ET OUTILS DE SUIVI ENVISAGÉS

Schémas / Tableaux

- Grille d'indicateurs d'analyse des résultats du Scot 423

Photos

- Vue aérienne des Rives du Rhône 411
- Aménagement des berges du Rhône à Sablons 413
- Vue générale de Sablons 418
- Le Rhône à Vienne 421

ANNEXE 8 : TABLE DES ILLUSTRATIONS DU RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

Cartes

- Évolution du taux de croissance annuel de la population de 1968 à 2006 435
- Répartition des logements par type en 2006 437
- Les espaces naturels remarquables 445
- Le modèle de développement choisi par les élus 450

Schémas / Tableaux

- Le Scot dans la « hiérarchie des normes » 439
- Le développement durable des Rives du Rhône 449
- Le projet de Scot veut redonner à la vallée urbaine son rôle prépondérant en termes de production de logements 451

Photos

- Plateforme chimique de Salaise-sur-Sanne 436
- Coteaux viticoles 436
- Gare du Péage-de-Roussillon 437
- Le Rhône et l'île de la Platière 441
- Village de Malleval 441
- Église de Saint-Sorlin-en-Valloire 442
- Zone d'activités de Salaise-sur-Sanne 442
- Zone d'activités du parc du Soleil à Chanas 445
- Centrale nucléaire de Saint-Alban-du-Rhône / Saint-Maurice-l'Exil 446
- Vallée du Rhône entre Loire-sur-Rhône et Seyssuel 453

ANNEXE 9 : LEXIQUE

AB	agriculture biologique
Ademe	agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
AEP	alimentation en eau potable
AEU	approche environnementale de l'urbanisme
AOC	appellation d'origine contrôlée
AOT	autorité organisatrice de transport
ASN	autorité de sûreté nucléaire
Assedic	association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
ATEnEE	actions territoriales pour l'environnement et l'efficacité énergétique
Audal	agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise
BD	base de données
CAD	contrat d'agriculture durable
Capeb	confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment
CAPV	communauté d'agglomération du pays viennois
CC	communauté de communes
CCI	chambre de commerce et d'industrie
CCPiR	communauté de communes du Pilat rhodanien
CCPR	communauté de communes du pays roussillonnais
CCRC	communauté de communes de la région de Condrieu
CCRV	communauté de communes Rhône Valloire
CDAC	commission départementale d'aménagement commercial
CDEC	commission départementale d'équipement commercial
CDPRA	contrat de développement pays Rhône-Alpes
CET	centre d'enfouissement technique
Cete	centre d'études techniques de l'équipement
CFAL	contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise
CG	conseil général
CLC	Corine Land Cover
CLI	commission locale d'information
CNPE	centre nucléaire de production d'électricité
CNR	compagnie nationale du Rhône
COL	contournement ouest de Lyon
Coparly	comité pour le contrôle de la pollution atmosphérique sur le Rhône et la région lyonnaise
COV	composant organique volatil
CR	conseil régional
CREN	conservatoire régional d'espaces naturels
Criirad	commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité
CRPF	centre régional de la propriété forestière
CU	code de l'urbanisme
Datar	délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale

DCE	directive cadre sur l'eau
DDE	direction départementale de l'équipement
DDT	direction départementale du territoire
DEEE ou D3E	déchets d'équipements électriques et électroniques
DGFip	direction générale des finances publiques
DH	directive habitats
DIB	déchet industriel banal
Dicrim	dossier d'information communal sur les risques majeurs
Diren	direction régionale de l'environnement
DO	directive oiseaux
Dog	document d'orientations générales
DPF	domaine public fluvial
DRE	direction régionale de l'équipement
Dreal	direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
DTA	directive territoriale d'aménagement
DTQD	déchets toxiques en quantité dispersée
DUP	déclaration d'utilité publique
EIE	état initial de l'environnement
EH	équivalent habitant
ENS	espace naturel sensible
EPCI	établissement public de coopération intercommunale
EPLS	enquête sur le parc locatif social
ERU	eaux résiduaires urbaines
Fibra	fédération forêt-bois Rhône-Alpes
GES	gaz à effet de serre
HLM	habitation à loyer modéré
HQE	haute qualité environnementale
ICPE	installation classée pour la protection de l'environnement
IGN	institut géographique national
INB	installation nucléaire banale
Insee	institut national de la statistique et des études économiques
IUT	institut universitaire de technologie
Laure	loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie
LGV	ligne à grande vitesse
MAE	mesures agro-environnementales
Medad	ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables
MEEPFV	matériels électriques et électroniques professionnels en fin de vie
MEFM	masse d'eau fortement modifiée
MES	matière en suspension
MO	matière organique
OMS	organisation mondiale de la santé
ONF	office national des forêts

OPATB	opération programmée d'amélioration thermique et énergétique des bâtiments
Oream	organisme régional d'études et d'aménagement de la métropole
Oreges	observatoire régionale de l'énergie et des gaz à effets de serre
Pac	politique agricole commune
Padd	projet d'aménagement et de développement durable
PCB	polychlorobiphényles
PCS	plan communal de sauvegarde
PDEDMA	plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés
PDMI	plan de modernisation de l'itinéraire
PDU	plan de déplacements urbains
PEB	plan d'exposition au bruit
PEEFV	produits électriques et électroniques en fin de vie
Pied	plan interdépartemental d'élimination des déchets
PLH	programme local de l'habitat
PLU	plan local d'urbanisme
PME	petites et moyennes entreprises
PMI	petites et moyennes industries
PMPOA	programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole
PNR	parc naturel régional
Pos	plan d'occupation des sols
PPA	plan de protection de l'atmosphère
PPEANP ou Penap/PAEN	périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains
PPI	plan particulier d'intervention
PPR	plan de prévention des risques
PPRT	plan de prévention des risques technologiques
PRQA	plan régional pour la qualité de l'air
PSS	plan des surfaces submersibles
PUI	plan d'urgence interne
RD	route départementale
Real	réseau express de l'aire urbaine lyonnaise
REDI	réseau écologique du département de l'Isère
RERA	réseau écologique en Rhône-Alpes
RER	réseau express régional
RFF	réseau ferré de France
RGA	recensement général de l'agriculture
RMC	Rhône Méditerranée Corse
RN	route nationale
Rul	région urbaine de Lyon
Safer	société d'aménagement foncier et d'établissement rural
Sage	schéma d'aménagement et de gestion des eaux
SAU	surface agricole utile
Scot	schéma de cohérence territoriale

Sdage	schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
Sdau	schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme
Sdau GVR	schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme Givors Vienne Roussillon
SDRB	schéma directeur de réglementation des boisements
SEP	site écologique prioritaire
Sepal	syndicat mixte d'études et de programmation de l'agglomération lyonnaise
Shon	surface hors oeuvre nette
SIG	système d'information géographique
Sigearpe	syndicat intercommunal gestion eau assainissement Roussillon Péage environs
Sindra	système d'information des déchets ménagers en Rhône-Alpes
Sip	site industrialo-portuaire
Sirctom	syndicat intercommunal rhodanien de collecte et de traitement des ordures ménagères
Smirclaid	syndicat mixte du Rhône court-circuité Loire Ardèche Isère Drôme
SMRP	syndicat mixte Rhône Pluriel
SMRR	syndicat mixte des Rives du Rhône
SNCF	société nationale des chemin de fer
SNPN	société nationale de la protection de la nature
SOeS	service d'observation et des statistiques de l'environnement
SRCAE	schéma régional climat air énergie
SRU	solidarité et renouvellement urbains
Step	station de traitement de l'eau potable
Stoc	suivi temporel des oiseaux communs
Sytrad	syndicat de traitement des déchets Ardèche Drôme
TC	transports en commun
TDENS	taxe départementale sur les espaces naturels sensibles
tep	tonne équivalent pétrole
TER	transport express régional
TMD	transport de matières dangereuses
UIOM	unités d'incinération d'ordures ménagères
UTN	unités touristiques nouvelles
VNF	voies navigables de France
Zac	zone d'aménagement concerté
ZAE	zone d'activités économiques
ZDE	zone de développement éolien
ZEC	zones d'expansion de crues
Zico	zone importante pour la conservation des oiseaux
Zip	zone industrialo-portuaire
ZNIEFF	zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique
ZPS	zone de protection spéciale

ANNEXE 10 : RISQUE INONDATION : ÉTAT DES LIEUX DES PROCÉDURES (JANVIER 2012)

Commune	Nature du risque	Date de prescription	Date d'approbation	Type de procédure
Agnin	Crues des fleuves et rivières Débordement rapide (torrentiel) Inondation en pied de versant Par ruissellement et coulée de boue Zones marécageuses Glissement Coulées boueuses issues de glissements amont Fluage/solifluxion	21-juin-04		Plan de Prévention des Risques Naturels
Ampuis	Inondation	21-juil-94	3-fév-99	Plan de Prévention des Risques Naturels
Andance	Débordement lent (de plaine)		27-août-81	Plan de Surfaces Submersibles
Andance	Par une crue (débordement de cours d'eau)	16-juil-10		Plan de Prévention des Risques Naturels
Andance	Débordement rapide (torrentiel)	17-oct-02		
Andancette	Inondation		27-août-81	Plan de Surfaces Submersibles
Chavanay	Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau)	1-oct-93	30-oct-97	Plan de Prévention des Risques Naturels
Champagne	Débordement lent (de plaine)		27-août-81	Plan de Surfaces Submersibles
Champagne	Par une crue (débordement de cours d'eau)	16-juil-10		Plan de Prévention des Risques Naturels
Chanas	Glissement de terrain Débordement rapide (torrentiel) Crues des fleuves et rivières Par ruissellement et coulée de boue Inondation en pied de versant		10-avr-06	Plan de Prévention des Risques Naturels
Chasse-sur-Rhône	Inondation		10-nov-97	Plan de Prévention des Risques Naturels
Chonas-l'Amballan	Inondation		19-jan-96	Plan de Prévention des Risques Naturels
Chuzelles	Inondation Mouvement de terrain		26-nov-73	Arrêté R111.3 Code urbanisme
Condrieu	Inondation	21-juil-94	1-juil-97	Plan de Prévention des Risques Naturels
Échalas	Inondation - Par ruissellement et coulée de boue - Urbain ou péri-urbain (souvent accompagné d'eau boueuse) Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau) - Débordement rapide (torrentiel)	9-sep-09		Plan de Prévention des Risques Naturels
Estrablin	Inondation Mouvement de terrain		27-déc-91	Arrêté R111.3 Code urbanisme
Estrablin	Zones marécageuses Crues des fleuves et rivières Glissement Chutes de pierres ou de blocs Débordement rapide (torrentiel) Inondation en pied de versant	27-août-03	13-fév-06	Plan de Prévention des Risques Naturels
La Chapelle-Villars	Inondation - Par ruissellement et coulée de boue - Urbain ou péri-urbain (souvent accompagné d'eau boueuse)	9-sep-09		Plan de Prévention des Risques Naturels
Le Péage-de-Roussillon	Inondation		17-oct-97	Plan de Prévention des Risques Naturels

Commune	Nature du risque	Date de prescription	Date d'approbation	Type de procédure
Les Côtes-d'Arey	Localisé (fontis) du à des cavités naturelles Débordement rapide (torrentiel) Coulées boueuses issues de glissements amont Inondation en pied de versant Crues des fleuves et rivières Fluage/solifluxion	21-juin-04		Plan de Prévention des Risques Naturels
Les Haies	Inondation - Par ruissellement et coulée de boue - Urbain ou péri-urbain (souvent accompagné d'eau boueuse) Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau) - Débordement rapide (torrentiel)	9-sep-09		Plan de Prévention des Risques Naturels
Les Roches-de-Condrieu	Inondation		16-août-72	Plan de Surfaces Submersibles
Loire-sur-Rhône	Inondation	2-juil-97	1-mars-04	Plan de Prévention des Risques Naturels
Longes	Inondation - Par ruissellement et coulée de boue - Urbain ou péri-urbain (souvent accompagné d'eau boueuse) Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau) - Débordement rapide (torrentiel)	9-sep-09		Plan de Prévention des Risques Naturels
Peyraud	Par une crue (débordement de cours d'eau)	16-juil-10		Plan de Prévention des Risques Naturels
Peyraud	Débordement lent (de plaine)		27-août-81	Plan de Surfaces Submersibles
Pont-Évêque	Glissement Crues des fleuves et rivières Débordement rapide (torrentiel) Par ruissellement et coulée de boue Chutes de pierres ou de blocs Inondation en pied de versant Zones marécageuses	27-août-03	13-fév-06	Plan de Prévention des Risques Naturels
Reventin-Vaugris	Inondation		16-août-72	Plan de Surfaces Submersibles
Sablons	Débordement lent (de plaine)	30-juin-05	11-mars-09	Plan de Prévention des Risques Naturels
Sablons	Inondation		9-avr-97	Plan de Prévention des Risques Naturels
Saint-Alban-du-Rhône	Inondation		16-août-72	Plan de Surfaces Submersibles
Saint-Clair-du-Rhône	Inondation		16-août-72	Plan de Surfaces Submersibles
Saint-Cyr-sur-le-Rhône	Inondation	27-août-86	27-août-86	Plan de Surfaces Submersibles
Sainte-Colombe	Inondation	2-sep-94	7-juin-96	Plan de Prévention des Risques Naturels
Saint-Étienne-de-Valoux	Débordement rapide (torrentiel)	17-oct-02	13-fév-08	Plan de Prévention des Risques Naturels
Saint-Maurice-l'Exil	Inondation		30-sep-97	Plan de Prévention des Risques Naturels
Saint-Michel-sur-Rhône	Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau)	7-fév-12	27-août-86	Plan de Surfaces Submersibles
Saint-Pierre-de-Bœuf	Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau)	1-oct-93	7-oct-98	Plan de Prévention des Risques Naturels
Saint-Prim	Inondation		30-sep-97	Plan de Prévention des Risques Naturels
Saint-Rambert-d'Albon	Inondation		27-août-81	Plan de Surfaces Submersibles

Commune	Nature du risque	Date de prescription	Date d'approbation	Type de procédure
Saint-Rambert-d'Albon	Inondation	30-mai-00	27-fév-01	Plan de Prévention des Risques Naturels
Saint-Romain-en-Gal	Inondation	21-juil-94	26-fév-07	Plan de Prévention des Risques Naturels
Saint-Romain-en-Gier	Inondation - Par ruissellement et coulée de boue - Urbain ou péri-urbain (souvent accompagné d'eau boueuse) Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau) - Débordement rapide (torrentiel)	9-sep-09		Plan de Prévention des Risques Naturels
Salaise-sur-Sanne	Inondation		22-déc-00	Plan de Prévention des Risques Naturels
Seyssuel	Inondation		19-mai-95	Plan d'Exposition aux Risques
Sonnay	Par ruissellement et coulée de boue Glissement de terrain Inondation en pied de versant Crues des fleuves et rivières Débordement rapide (torrentiel)	21-juin-04		Plan de Prévention des Risques Naturels
Trèves	Inondation - Par ruissellement et coulée de boue - Urbain ou péri-urbain (souvent accompagné d'eau boueuse) Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau) - Débordement rapide (torrentiel)	9-sep-09		Plan de Prévention des Risques Naturels
Tupin-et-Semons	Inondation	21-juil-94	12-déc-95	Plan de Prévention des Risques Naturels
Vérin	Inondation - Par une crue (débordement de cours d'eau)	7-fév-12	27-août-86	Plan de Surfaces Submersibles
Vienne	Inondation		21-nov-97	Plan de Prévention des Risques Naturels
Vienne	Mouvement de terrain		7-déc-82	Arrêté R111.3 Code urbanisme
Vienne	Inondation		7-déc-82	Arrêté R111.3 Code urbanisme
Vienne	Débordement lent (de plaine) Inondation en pied de versant Par ruissellement et coulée de boue Crues des fleuves et rivières Débordement rapide (torrentiel) Glissement Chutes de pierres ou de blocs Zones marécageuses	27-août-03	13-fév-06	Plan de Prévention des Risques Naturels

Source : DDT 2012

Mémo